

SÉRIE E — N° 14

QUATORZIÈME RAPPORT ANNUEL
DE LA
COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE
(15 juin 1937 — 15 juin 1938)

PUBLICATIONS DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE
INTERNATIONALE

SÉRIE E — N° 14

QUATORZIÈME RAPPORT ANNUEL

DE LA
COUR PERMANENTE DE JUSTICE
INTERNATIONALE

(15 JUIN 1937 — 15 JUIN 1938)



SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS A. W. SIJTHOFF — LEYDE
(A. W. SIJTHOFF'S UITGEVERSMAATSCHAPPIJ N. V. — LEIDEN)

INTRODUCTION

Le Quatorzième Rapport annuel de la Cour porte sur la période du 15 juin 1937 au 15 juin 1938. Le plan en est le même que celui des rapports précédents.

Le chapitre premier indique la composition de la Cour ainsi que celle de ses diverses Chambres : Chambre pour les litiges de travail, Chambre pour les litiges de communications et de transit, Chambre de procédure sommaire. Il contient en outre le nouveau texte des Instructions pour le Greffe, entré en vigueur le 31 mars 1938.

Le chapitre II a trait au Statut et au Règlement de la Cour. Le chapitre III indique, pour les matières contenues dans le chapitre correspondant des précédents Rapports annuels, les faits survenus depuis le 15 juin 1937.

Le chapitre IV met à jour les tables et index parus dans les rapports précédents : liste des périodes pendant lesquelles la Cour a siégé ; liste des arrêts, avis et ordonnances participant de la nature des arrêts (ces deux listes vont de 1922 au 15 juin 1938) ; index chronologique et index analytique des ordonnances, rôle général de la Cour (15 juin 1937 — 15 juin 1938).

Le chapitre V donne le résumé des arrêts rendus par la Cour le 8 octobre 1937 en l'affaire des phares en Crète et à Samos, le 6 novembre 1937 en l'affaire Borchgrave (exceptions préliminaires), et le 14 juin 1938 en l'affaire des phosphates du Maroc (exceptions préliminaires).

Le chapitre VI, au lieu de contenir seulement, comme dans les derniers Rapports annuels, les décisions rendues pendant l'année, rend compte de toutes celles que la Cour a prises du 15 juin 1933 au 15 juin 1938¹. Ce digeste est suivi d'un index analytique des décisions, ainsi que d'un index des articles du Statut et des articles du Règlement auxquels les décisions se réfèrent.

¹ Les décisions de 1922 au 15 juin 1933 avaient paru dans les Rapports annuels nos 3 à 8. Elles avaient été mentionnées dans un ouvrage intitulé : *Statut et Règlement de la Cour permanente de Justice internationale (éléments d'interprétation)*, publié par l'*Institut für Ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, de Berlin. Quant aux décisions du 15 juin 1933 au 15 juin 1937, dont le chapitre VI du présent Rapport annuel rend compte en plus des décisions du 15 juin 1937 au 15 juin 1938, elles ont paru dans les Rapports annuels nos 10 à 13.

Les chapitres VII à X complètent et mettent à jour les données contenues dans les chapitres correspondants des précédents Rapports annuels. Le chapitre VIII, entre autres, rend compte de modifications introduites par l'Assemblée de la Société des Nations, au cours de sa Dix-Huitième Session ordinaire, dans le Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations; il relate également certaines décisions prises en matière financière et budgétaire par la Commission de contrôle de la Société des Nations ainsi que par l'Assemblée.

* * *

Le contenu des volumes appartenant à la Série E des Publications de la Cour, volumes élaborés et publiés par le Greffe, n'engage en aucune façon la Cour. Il y a lieu de remarquer notamment que le résumé des arrêts et des avis qui se trouve dans le chapitre V, et dont le but est simplement de donner une vue d'ensemble des travaux de la Cour, ne saurait être cité à l'encontre du texte même des arrêts et des avis et ne constitue pas une interprétation de ce texte.

La Haye, le 1^{er} août 1938.

Le Greffier de la Cour :
J. LÓPEZ OLIVÁN.

CHAPITRE PREMIER

DE LA COUR ET DU GREFFE

I. — DE LA COUR

1) COMPOSITION DE LA COUR.

Comme l'a annoncé le Treizième Rapport annuel, M. Å. Hammarskjöld, membre de la Cour, est décédé à La Haye, le 7 juillet 1937.

Lors de la deuxième séance de sa 98^{me} Session (14 sept. 1937), le Conseil de la Société des Nations fut saisi d'un rapport sur la date de l'élection en vue de pourvoir le siège devenu vacant; ce rapport est ainsi conçu¹:

« Depuis la dernière session du Conseil, la Cour permanente de Justice internationale a de nouveau subi une grande perte par suite du décès de l'un de ses juges, M. Å. Hammarskjöld.

Il incombe au Conseil, en vertu de l'article 14 du Statut révisé de la Cour, de fixer, durant sa présente session, la date de l'élection à ce siège vacant.

L'alinéa premier de l'article 5 du Statut de la Cour prévoit que, trois mois au moins avant la date de l'élection, des invitations seront adressées aux groupes nationaux afin de leur demander de désigner des candidats pour l'élection à la Cour. Le décès de M. Hammarskjöld étant survenu le 7 juillet, il a été impossible de recevoir les candidatures assez à temps pour que l'élection puisse avoir lieu au cours de la session ordinaire de 1937 de l'Assemblée. Les invitations adressées aux groupes ont été envoyées le 26 juillet, et le 30 octobre a été fixé comme la date pour laquelle devaient parvenir les candidatures.

La même situation s'est présentée pendant l'automne de 1936 au sujet du siège devenu vacant par suite du décès du baron Rolin-Jaequemyns. Le Conseil a pris une décision qui a permis de procéder à l'élection lors de la session extraordinaire que l'Assemblée a tenue en mai dernier. Je propose que le Conseil suive la même procédure dans le cas présent et qu'il décide que l'élection au siège actuellement vacant aura lieu au cours de la session ordinaire de

¹ *Journal officiel* de la Société des Nations, X.VIII^{me} année, n° 12, décembre 1937, p. 888.

l'Assemblée de 1938, à moins que l'Assemblée ne se réunisse à une date plus rapprochée, après l'expiration du délai fixé pour la réception des candidatures, et que le Conseil n'inscrive l'élection à l'ordre du jour de cette réunion. »

Le Conseil adopta les conclusions du rapport.

Le 8 octobre 1937, lors de la première audience publique tenue par la Cour depuis le décès de M. Hammarskjöld, le Président de la Cour a prononcé les paroles suivantes en hommage à la mémoire du défunt :

« Je ne puis, sans une douloureuse émotion, rappeler le vide cruel creusé parmi nous, le 7 juillet dernier, par le décès de notre collègue M. Hammarskjöld. Associé, comme premier Greffier de la Cour, à l'activité de celle-ci dès son début, il a, avec un inlassable dévoûment, donné la mesure de ses brillantes qualités, toujours mises par lui sans compter au service de la Cour et des idées qu'elle représente. Élu juge il y a un an, il se sentait appelé à remplir, dans une autre sphère, la haute mission qui avait toujours été l'idéal de sa vie, quand la mort est venue le frapper. D'innombrables témoignages de sympathie nous ont montré à quel point a été justement mesurée de tous l'étendue de la perte subie par la Cour. Au moment où s'ouvre cette séance publique, la première depuis son décès, je tiens à rendre une fois de plus un hommage de respect et de reconnaissance à la mémoire de notre collègue défunt. »

2) PRÉSEANCE, PRÉSIDENTE ET VICE-PRÉSIDENTE.

Le 25 novembre 1936 ont été élus : comme Président de la Cour, M. J. Gustavo Guerrero, et comme Vice-Président de la Cour, sir Cecil J. B. Hurst. Ils sont entrés en fonction le 1^{er} janvier 1937, et leur mandat prend fin le 31 décembre 1939.

M. Guerrero avait été élu Vice-Président de la Cour le 17 janvier 1931, son mandat se terminant le 31 décembre 1933, et réélu en la même qualité le 2 décembre 1933 pour la période du 1^{er} janvier 1934 au 31 décembre 1936. Sir Cecil Hurst avait été élu Président le 2 décembre 1933, pour la période du 1^{er} janvier 1934 au 31 décembre 1936.

Composition
de la Cour.

Le tableau des membres de la Cour, par ordre de préséance, est le suivant :

M. Guerrero, <i>Président</i>	Salvador
Sir Cecil Hurst, <i>Vice-Président</i>	Grande-Bretagne
le comte Rostworowski	Pologne
MM. Fromageot	France
de Bustamante	Cuba
Altamira	Espagne
Anzilotti	Italie
Urrutia	Colombie
Negulesco	Roumanie
le jonkheer van Eysinga	Pays-Bas
Nagaoka	Japon

MM. Cheng Tien-Hsi	Chine
Hudson	États-Unis d'Amérique
De Visscher	Belgique
(Un poste vacant.)	

3) BIOGRAPHIE DES MEMBRES DE LA COUR.

La biographie de M. Guerrero, sir Cecil Hurst, le comte Rostworowski, MM. Fromageot, de Bustamante, Altamira, Anzilotti, Urrutia, Negulesco, le jonkheer van Eysinga, se trouve dans le Septième Rapport annuel (pp. 13-28). La biographie de M. Nagaoka, élu en septembre 1935, se trouve dans le Douzième Rapport annuel (p. 17). La biographie de MM. Cheng et Hudson, élus en octobre 1936, et de M. Ch. De Visscher, élu en mai 1937, se trouve dans le Treizième Rapport annuel (pp. 17-20).

4) DES JUGES « AD HOC ». (Voir E 1, p. 25.)

Les personnes suivantes ont fait l'objet d'une présentation en conformité des articles 4 et 5 du Statut aux dates ci-après :

- 1921 Élection des membres de la Cour
- 1923 Remplacement de M. Barbosa décédé
- 1928 Remplacement de M. Moore, démissionnaire
- 1929 Remplacement de M. André Weiss et de lord Finlay, décédés
- 1930 Remplacement de M. Charles Evans Hughes, démissionnaire, et renouvellement général de la Cour
- 1935 Remplacement de M. Adatci, décédé
- 1936 Remplacement de M. Schücking, décédé, de M. Kellogg, démissionnaire, et de M. Wang Chung-Hui, démissionnaire
- 1937 Remplacement du baron Rolin-Jaequemyns, décédé
- 1937 Liste de candidats dressée en vue du remplacement de M. Hammarskjöld, décédé

Les noms imprimés en caractères **gras** sont ceux des candidats qui ont été élus à la Cour ; les noms imprimés en caractères **gras** mais entre parenthèses sont ceux des personnes qui ont occupé les fonctions de juge (ou de juge suppléant) à la Cour ; les noms imprimés en *italique* sont ceux des personnes dont le décès a été annoncé à la Cour.

<i>Adatci</i> , Minéitcirô	Japon
<i>Ador</i> , Gustave	Suisse
AHMED, Sir Saiyid Sultan	Inde
AIYAR, Sir P. S. Sivaswami	Inde
ALFARO, F. A. Guzman	Venezuela
ALFARO, Ricardo J.	Panama
Altamira , Rafael	Espagne
ALVAREZ, Alexandre	Chili

<i>Ameer Ali</i> , Saiyid	Inde
ANDRÉ, Paul	France
<i>Anglin</i> , Franck A.	Canada
Anzilotti , Dionisio	Italie
ARENDDT, Ernest	Luxembourg
ARSEBÜK, Sadettin	Turquie
AYON, Alfonso	Nicaragua
BAGGE, Algot	Suède
BAKER, Newton D.	États-Unis d'Amérique
BALAMÉZOV, St. G.	Bulgarie
BALOGH, Eugène de	Hongrie
<i>Barbosa</i> , Ruy	Brésil
BARRA, F. L. de la	Mexique
BARTHÉLÉMY, Joseph	France
BASDEVANT, Jules	France
BATLLE Y ORDOÑEZ, José	Uruguay
<i>Beichmann</i> , Frederik Waldemar, N.	Norvège
BENUSSI, Balthazar	Albanie
BEVILAQUA, Clovis	Brésil
BLANCO USTÁRIAZ, Julio	Venezuela
BÆG, Niels Vilhelm	Danemark
<i>Bonamy</i> , Auguste	Haïti
<i>Borden</i> , Sir Robert	Canada
BOREL, Eugène	Suisse
BORJA, Alejandro Ponce	Équateur
BORNO, Louis	Haïti
BOSSA, Simon	Colombie
<i>Bourgeois</i> , Léon	France
BOURQUIN, Maurice	Belgique
<i>Boyden</i> , William Roland	États-Unis d'Amérique
BROWN, Philip Marshall	États-Unis d'Amérique
BRUM, Baltasar	Uruguay
BRUNS, Victor	Allemagne
BUCKMASTER, Lord	Grande-Bretagne
BUERO, Juan A.	Uruguay
Bustamante , Antonio S. de	Cuba
<i>Bustamante</i> , Daniel Sanchez	Bolivie
BUSTILLOS, Juan Francisco	Venezuela
CABRAL MONCADA, Luiz de	Portugal
(Caeiro da Matta , José)	Portugal
CEMIL BILSEL	Turquie
CHAMBERLAIN, Joseph E.	États-Unis d'Amérique
Cheng Tien-Hsi	Chine
CHINDAPIROM, Phya	Siam
CHYDENIUS, Jacob Wilhelm	Finlande
<i>Colin</i> , Ambroise	France
CRUCHAGA TOCORNAL, Miguel	Chili
DANEFF, Stoyan	Bulgarie
DAS, S. R.	Inde
DEVIDUR, Phya	Siam
<i>Descamps</i> (Le baron)	Belgique
<i>Doherty</i> , Charles	Canada
<i>Dreyfus</i> , Eugène	France

DUFF, Lyman Poore	Canada
DUPUIS, Charles	France
DUZMANS, Charles	Lettonie
ELIZALDE, Rafael	Équateur
(Erich, Rafael)	Finlande
ETHEART, Emmanuel	Haïti
Eysinga, le jonkheer W. J. M. van	Pays-Bas
FADENHEHT, Joseph	Bulgarie
FARRERA, Celestino	Venezuela
Fauchille, Paul	France
FERNANDEZ Y MEDINA, Benjamin	Uruguay
Finlay, Robert Bannatyne, Viscount	Grande-Bretagne
FRACHERI, Mehdi	Albanie
FRIIS, M. P.	Danemark
Fromageot, Henri	France
FURRIOL, Alfredo	Uruguay
GAJZAGO, Ladislav	Hongrie
GIL BORGES, Esteban	Venezuela
GODDYN, Arthur	Belgique
Gonzalez, Joaquin V.	Argentine
GOYENA, J. Y.	Uruguay
Gram, G.	Norvège
GRISANTI, Carlos F.	Venezuela
GUANI, Alberto	Uruguay
Guerrero, J. Gustavo	Salvador
HAILSHAM, Lord	Grande-Bretagne
Halban, Alfred	Pologne
HAMMARSKJÖLD, Hj. L.	Suède
Hammar skjöld, Åke	Suède
HANOTAUX, Gabriel	France
HANSSON, Michael	Norvège
HANWORTH, Lord	Grande-Bretagne
HASSAN KHAN MOCHIROD DOVLEH (S. A.)	Iran
HERMANN-OTAVSKÝ, Charles	Tchécoslovaquie
Higgins, A. Pearce	Grande-Bretagne
HONTORIA, Manuel Gonzalez	Espagne
Hoz, Julian de la	Uruguay
(Huber, Max)	Suisse
HUDICOURT, Pierre	Haïti
Hudson, Manley O.	États-Unis d'Amérique
(Hughes, Charles Evans)	États-Unis d'Amérique
Hurst, Sir Cecil	Grande-Bretagne
HYDE, Charles Cheney	États-Unis d'Amérique
HYMANS, Paul	Belgique
IMAM, Sir Saiyid Ali	Inde
JESSUP, Philip	États-Unis d'Amérique
KADLETZ, Karel	Tchécoslovaquie
KARAGUIOZOV, Anguel	Bulgarie
Kellogg, Frank B.	États-Unis d'Amérique
KEY AYALA, Santiago	Venezuela
KLAESTAD, Helge	Norvège
Klein, Franz	Autriche
KOSTERS, J.	Pays-Bas

KRAMARZ, Charles	Tchécoslovaquie
KRIEGE, Johannes	Allemagne
KRITIKANUKORNKITCH, Chowphya Bij- aiyati	Siam
<i>Laflleur</i> , Eugène	Canada
LANGE, Christian	Norvège
LAPRADELLE, Albert de	France
LARNAUDE	France
LEE, Frank William Chinglun	Chine
LE FUR, Louis	France
LÉGER, Abel-Nicolas	Haïti
LÉMONON, Ernest	France
LESPINASSE, Edmond de	Haïti
LIANG, Chi-Chao	Chine
LIMBURG, J.	Pays-Bas
<i>Loder</i> , B. C. J.	Pays-Bas
MACEDO SOARES, José Carlos	Brésil
<i>Magyary</i> , Géza de	Hongrie
<i>Manolesco Ramniceano</i>	Roumanie
<i>Marks de Wurtemberg</i> , baron Erik Teodor	Suède
MASTNY, Vojtěch	Tchécoslovaquie
MAÚRTUA, Victor	Pérou
MEYER, Cosmus A. C.	Danemark
MOHAMMED ALI KHAN ZOKAOL MOLK	Iran
<i>Møller</i> , Axel	Danemark
(Moore , John Bassett)	États-Unis d'Amérique
MORALES, Eusebio	Panama
MORENA, Alfredo Baquerizo	Équateur
MÜNIR ERTEKIN	Turquie
MURNAGHAN, James Augustine	Irlande
Nagaoka , Harukazu	Japon
Negulesco , Demètre	Roumanie
(Novacovitch , Miléta)	Yougoslavie
<i>Nyholm</i> , Didrik Galtrup Gjedde	Danemark
OCA, Manuel Montès de	Argentine
OCTAVIO DE LANGAARD MENEZES, Rodrigo	Brésil
(Oda , Yorozu)	Japon
OROLOGA, Thoma	Albanie
PAPAZOFF, Théohar	Bulgarie
PAREJO, F. A.	Venezuela
PARRA PÉREZ, C.	Venezuela
(Pessôa , Eпитacio da Silva)	Brésil
<i>Phillimore</i> , Lord Walter George Frank	Grande-Bretagne
PIOLA-CASELLI, Edoardo	Italie
<i>Poincaré</i> , Raymond	France
POLITIS, Nicolas	Grèce
<i>Pollock</i> , Sir Frederick	Grande-Bretagne
POUND, Roscoe	États-Unis d'Amérique
RAHIM, Sir Abdur	Inde
<i>Reading</i> , Marquess of	Grande-Bretagne
<i>Redlich</i> , Joseph	Autriche
REYES, Pedro Miguel	Venezuela

RIBEIRO, Arthur Rodrigues de Almeida	Portugal
<i>Richards</i> , Sir Henry Erle	Grande-Bretagne
ROLIN, Henri	Belgique
<i>Rolin-Jacquemyns</i> (Le baron)	Belgique
<i>Root</i> , Elihu	États-Unis d'Amérique
Rostworowski , Michel (Le comte)	Pologne
<i>Rougier</i> , Antoine	France
RUIZ MORENO, Isidoro	Argentine
SAAVEDRA LAMAS, Carlos	Argentine
SALAZAR, Carlos	Guatemala
SANDSTRÖM, Alfred Emil Fredrik	Suède
SANTOS, Abel	Venezuela
SAPRU, Sir Tej Bahadur	Inde
SATO, Naotake	Japon
SCHEY, Joseph	Autriche
SCHLYTER, Karl	Suède
<i>Schücking</i> , Walther	Allemagne
SCHUMACHER, Franz	Autriche
SCOTT, James Brown	États-Unis d'Amérique
SCOTT, Sir Leslie	Grande-Bretagne
SÉFÉRIADÈS, Stélio	Grèce
SETALVAD, Sir C. H.	Inde
<i>Simons</i> , Walther	Allemagne
SLAMECKA, Alfred	Autriche
SMUTS, le général J. C.	Union sud-africaine
SOARES, Auguste Luis Vieira	Portugal
STIMSON, H. L.	États-Unis d'Amérique
STREIT, Georges	Grèce
STRUPP, Karl	Allemagne
<i>Struycken</i> , A. A. H.	Pays-Bas
SUÁREZ, Eduardo	Mexique
TCHIMITCH, Ernest	Yougoslavie
<i>Tybjerg</i> , Erland	Danemark
ULLOA, Alberto	Pérou
UNDÉN, Östen	Suède
Urrutia , Francisco José	Colombie
VARELA, José Pedro	Uruguay
VELEZ, Fernando	Colombie
VERDROSS, Alfred	Autriche
VILLAZON, Eliodoro	Bolivie
VILLIERS, Sir Étienne de	Union sud-africaine
Visscher , Charles De	Belgique
VRYAKAS, Constantin	Grèce
WALKER, Gustave	Autriche
WALLACH, William	Inde
(Wang Chung-Hui)	Chine
<i>Weiss</i> , André	France
<i>Wessels</i> , Sir Johannes Wilhelmus	Union sud-africaine
<i>Wickersham</i> , George Woodward	États-Unis d'Amérique
WIGMORE, John H.	États-Unis d'Amérique
WILSON, George Grafton	États-Unis d'Amérique
<i>Wrede</i> , baron R. A.	Finlande
YAMADA, Saburo	Japon

YEPES, J. M.	Colombie
(Yovanovitch, Michel)	Yougoslavie
Zeballos, Estanislao	Argentine
ZEPEDA, Maximo	Nicaragua
Zolger, Ivan	Yougoslavie
ZORILLA DE SAN MARTIN, Juan	Uruguay
ZORIĆIĆ, Milovan	Yougoslavie

Juges *ad hoc*. Les précédents Rapports annuels ont indiqué que des juges *ad hoc* ont siégé au sein de la Cour dans les affaires suivantes :

AFFAIRES CONTENTIEUSES.

- « Wimbledon » (rôle gén. n° 5) ¹,
Mavrommatis (compétence et fond) (rôle gén. nos 10 et 12) ²,
Intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise (compétence et fond) (rôle gén. nos 18, 18 bis et 19) ³,
« Lotus » (rôle gén. n° 24) ⁴,
Demande en indemnité relative à l'usine de Chorzów (compétence et fond) (rôle gén. nos 25 et 26) ⁵,
Réadaptation des concessions Mavrommatis à Jérusalem (rôle gén. nos 27 et 28) ⁶,
Droits des minorités en Haute-Silésie polonaise (écoles minoritaires) (rôle gén. n° 31) ⁷,
Paiement de divers emprunts serbes émis en France (rôle gén. n° 34) ⁸,
Paiement, en or, des emprunts fédéraux brésiliens contractés en France (rôle gén. n° 33) ⁹,
Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex (1^{ère}, 2^{me} et 3^{me} phases) (rôle gén. n° 32) ¹⁰,
Étendue territoriale de la juridiction de la Commission de l'Oder (rôle gén. n° 36) ¹¹,
Affaire relative à l'interprétation du Statut de Memel (rôle gén. nos 47 et 50) ¹²,
Affaire du Groënland oriental (rôle gén. n° 43) ¹³,
Affaire du Groënland du Sud-Est (indication de mesures conservatoires) (rôle gén. n° 52) ¹⁴,
Affaire concernant l'appel contre une sentence rendue le 3 février 1933 par le Tribunal arbitral mixte hungaro-tchécoslovaque (rôle gén. n° 58) ¹⁵,
Affaire franco-hellénique des phares (rôle gén. n° 59) ¹⁶,

¹ Voir E 1, p. 159.

² » » », » 164.

³ » E 2, » 101.

⁴ » E 4, » 157.

⁵ » » », » 147.

et E 5, p. 171.

⁶ Voir E 4, p. 167.

⁷ » » », » 182.

⁸ » E 5, » 192.

⁹ Voir E 5, p. 202.

¹⁰ » E 6, » 192, E 7,

p. 221, et E 8, p. 183.

¹¹ Voir E 6, p. 203.

¹² » E 8, » 198, et E 9, p. 112.

¹³ » E 9, p. 131.

¹⁴ » » », » 109.

¹⁵ » E 10, » 122.

¹⁶ » » », » 129.

Affaire Losinger & Cie (rôle gén. nos 64 et 67) ¹,
Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy (rôle gén. nos 65 et 66) ²,
Affaire des prises d'eau à la Meuse (rôle gén. n° 69) ³,
Affaire des phares en Crète et à Samos (rôle gén. n° 70) ⁴,
Affaire Borchgrave (rôle gén. nos 72 et 73) ⁵.

AFFAIRES CONSULTATIVES (ART. 83 DU RÈGLEMENT).

Compétence des tribunaux de Dantzig (rôle gén. n° 29) ⁶,
Affaire des Communautés gréco-bulgares (rôle gén. n° 37) ⁷,
Trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne (rôle gén. n° 39) ⁸,

Accès et stationnement des navires de guerre polonais dans le port de Dantzig (rôle gén. n° 44) ⁹,

Traitement des nationaux polonais et des autres personnes d'origine ou de langue polonaise dans le territoire de Dantzig (rôle gén. n° 42) ¹⁰,

Interprétation de l'Accord gréco-bulgare du 9 décembre 1927 (Accord Caphandaris-Molloff) (rôle gén. n° 45) ¹¹.

Depuis le 15 juin 1937, la Cour a été saisie des deux affaires contentieuses suivantes, qui ont donné lieu à la désignation de juges *ad hoc* :

Affaire du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis (rôle gén. nos 74 et 76), introduite par requête du Gouvernement d'Estonie contre le Gouvernement de Lithuanie.

(La biographie de M. Strandman, désigné par le Gouvernement estonien comme juge *ad hoc*, est reproduite à la page 18. La biographie de M. Römer'is, désigné par le Gouvernement lithuanien comme juge *ad hoc*, figure dans le Huitième Rapport annuel, p. 20.)

Affaire de la Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie (rôle gén. n° 75), introduite par requête du Gouvernement de Belgique contre le Gouvernement de Bulgarie.

(La biographie de M. Théohar Papazoff, désigné par le Gouvernement bulgare comme juge *ad hoc*, figure dans le Sixième Rapport annuel, p. 18.)

¹ Voir E 12, p. 176, et E 13, p. 119.

² Voir E 12, p. 172, et E 13, p. 121.

³ » E 13, p. 127. Le juge *ad hoc* désigné par le Gouvernement belge en cette affaire a ultérieurement été nommé membre de la Cour.

⁴ Voir p. 107.

⁵ » » 112. Le juge *ad hoc* désigné par le Gouvernement belge en cette affaire a ultérieurement été nommé membre de la Cour.

⁶ Voir E 4, p. 203.

⁹ Voir E 8, p. 216.

⁷ » E 7, » 233.

¹⁰ » » », » 222.

⁸ » E 8, » 211.

¹¹ » » », » 229.

La Cour a également été saisie d'une affaire contentieuse pour laquelle l'une des parties en cause s'est réservé le droit de désigner un juge *ad hoc* : l'affaire de la Société commerciale de Belgique (rôle gén. n° 77). Cette affaire a été introduite par requête du Gouvernement de Belgique contre le Gouvernement de Grèce ; ce dernier Gouvernement ne compte pas sur le siège de juge de sa nationalité.

M. OTTO STRANDMAN.

M. Strandman est né le 18/30 novembre 1875. Il est licencié en droit de l'Université de Saint-Pétersbourg et a été avocat à la Cour de Tallinn.

M. Strandman a été ministre à portefeuille du Gouvernement estonien et président de la République d'Estonie. Il est envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Estonie à Paris.

5) CHAMBRES SPÉCIALES. (Voir E 1, p. 52.)

Composition de la Chambre pour litiges de travail.

Jusqu'au 31 décembre 1939, la composition de la Chambre pour les litiges de travail est la suivante :

Membres : Sir CECIL HURST, *Président*, MM. ALTAMIRA, URRUTIA, NEGULESCO, HUDSON. — *Membres remplaçants* : le jonkheer VAN EYSINGA, M. NAGAOKA.

Composition de la Chambre pour les litiges de communications et de transit.

Le Treizième Rapport annuel a indiqué (p. 28) que la Chambre pour les litiges de communications et de transit était composée comme suit :

Membres : M. GUERRERO, *Président*, MM. FROMAGEOT, ANZILOTTI, le jonkheer VAN EYSINGA, M. HAMMARSKJÖLD. — *Membres remplaçants* : le comte ROSTWOROWSKI, M. NAGAOKA.

A la suite du décès de M. Hammarskjöld, la Cour a, à la date du 4 novembre 1937, élu au poste devenu vacant M. Cheng Tien-Hsi.

Par conséquent, jusqu'au 31 décembre 1939, la composition de la Chambre pour les litiges de communications et de transit est la suivante :

Membres : M. GUERRERO, *Président*, MM. FROMAGEOT, ANZILOTTI, le jonkheer VAN EYSINGA, M. CHENG. — *Membres remplaçants* : le comte ROSTWOROWSKI, M. NAGAOKA.

Composition de la Chambre de procédure sommaire.

Le Treizième Rapport annuel a indiqué (p. 28) que la Chambre de procédure sommaire était, pour l'année 1937, composée comme suit :

Membres : M. GUERRERO, *Président*, sir CECIL HURST, le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, ANZILOTTI. — *Membres remplaçants* : MM. NAGAOKA, HAMMARSKJÖLD.

En exécution de l'article 29 de son Statut et de l'article 24 de son Règlement, la Cour a, le 4 novembre 1937, désigné comme suit les membres de la Chambre de procédure sommaire pour l'année 1938 :

Membres : M. GUERRERO, *Président*, sir CECIL HURST, le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, ANZILOTTI. — *Membres remplaçants* : MM. URRUTIA, DE VISSCHER.

La Cour avait en même temps désigné M. Urrutia comme membre remplaçant de cette Chambre, à la place de M. Hammarskjöld, décédé, pour la période restant à courir jusqu'au 31 décembre 1937.

6) ASSESSEURS. (Voir E 1, p. 55.)

Le Treizième Rapport annuel de la Cour a donné les trois listes suivantes des assesseurs, mises à jour au 15 juin 1937¹ :

liste des assesseurs pour litiges de travail, désignés par les Membres de la Société des Nations et par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, classés par ordre alphabétique des pays ;

liste des assesseurs pour litiges de transit et de communications, désignés par les Membres de la Société des Nations, également classés par ordre alphabétique des pays ;

liste générale des assesseurs (travail et transit), en suivant l'ordre alphabétique du nom des assesseurs.

Le seul changement à apporter à ces listes depuis le 15 juin 1937 consiste à supprimer le nom de Dr Giovanni Balèlla (Italie), représentant patronal, qui avait été désigné par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail.

7) EXPERTS.

L'article 50 du Statut stipule qu'à tout moment la Cour peut confier une enquête ou une expertise à toute personne, corps, bureau, commission ou organe de son choix.

¹ Voir Treizième Rapport annuel, pp. 29-39.

La Cour n'a fait usage de cette faculté qu'une seule fois, en l'affaire de la demande en indemnité relative à l'usine de Chorzów (fond) ¹.

II. — DU GREFFIER (Voir E 1, p. 77.)

Titulaire du poste : M. JULIO LÓPEZ OLIVÁN, ancien ambassadeur d'Espagne à Londres, nommé le 5 décembre 1936 et entré en fonctions le 9 décembre 1936.

Greffier-adjoint : M. L. J. H. JORSTAD, chef de division au ministère des Affaires étrangères de Norvège, entré en fonctions le 1^{er} février 1931.

III. — DU GREFFE (Voir E 1, p. 77.)

Les fonctionnaires du Greffe (autres que les fonctionnaires auxiliaires ²) sont les suivants :

Liste des fonctionnaires du Greffe.

Nom.	Date d'engagement.	Nationalité
<i>Greffier-adjoint :</i>		
M. L. J. H. Jorstad	1 ^{er} février 1931	Norvégien
<i>Premiers Secrétaires-rédacteurs :</i>		
M. J. Garnier-Coignet, Secrétaire de la Présidence	1 ^{er} mars 1922	Français
M. C. Hardy	1 ^{er} juin 1922	Anglais
<i>Secrétaires-rédacteurs :</i>		
Baron T. M. A. d'Honincthun	1 ^{er} janvier 1925	Français
M. S. T. Cross	1 ^{er} février 1938	Anglais
<i>Secrétaires privées :</i>		
Miss M. G. Recaño	1 ^{er} mars 1922	Anglaise
Miss E. M. Fisher	1 ^{er} janvier 1930	»
M ^{lle} M. Jokl	(temporaire ³)	Française

¹ Voir à ce sujet, dans le Cinquième Rapport annuel, le résumé de l'Arrêt n^o 13, du 13 septembre 1928 (p. 171), et des ordonnances du 13 septembre 1928 (p. 183) et du 25 mai 1929 (p. 187).

² Les fonctionnaires auxiliaires sont ceux qui sont désignés pour une période inférieure à six mois.

³ Les fonctionnaires temporaires sont ceux qui sont désignés pour une période supérieure à six mois, mais inférieure à sept ans.

Nom.	Date d'engagement.	Nationalité.
<i>Service intérieur :</i>		
M. D. J. Bruinsma, Chancelier-comptable, Chef de Service	1 ^{er} août 1922	Néerlandais
Jhr. F. C. Beelaerts van Blokland	1 ^{er} janvier 1937	Néerlandais
<i>Service des impressions :</i>		
M. M. J. Tercier, Chef de Service	19 mai 1924	Suisse
M. R. Knaap	1 ^{er} janvier 1932	Néerlandais
<i>Service des archives :</i>		
Melle L. P. M. Loeff, Chef de Service	1 ^{er} janvier 1925	Néerlandaise
Melle R. B. Valck-Lucassen	1 ^{er} janvier 1937	Néerlandaise
<i>Service d'indexage :</i>		
Miss A. H. Welsby	1 ^{er} janvier 1927	Anglaise
<i>Service de documentation :</i>		
M. J. Douma, Chef de Service	1 ^{er} janvier 1931	Néerlandais
<i>Service de sténographie, dactylogra- phie et multicrographie :</i>		
Melle J. C. Lamberts, Chef de Service	1 ^{er} mars 1922	Belge
Melle M. L. Estoup, Sténographe parlementaire	1 ^{er} janvier 1927	Française
Miss A. M. Driscoll	1 ^{er} janvier 1930	Anglaise
Mme F. Lurié-Sloutzky	1 ^{er} janvier 1931	Belge
Mme C. van Meurs	(temporaire ¹)	Néerlandaise
<i>Huissiers :</i>		
M. H. C. van der Leeden	1 ^{er} janvier 1929	Néerlandais
M. K. Pronk	1 ^{er} janvier 1929	»
M. J. W. H. Janssen	1 ^{er} janvier 1930	»
M. A. Maas	1 ^{er} janvier 1936	»
M. G. Korpel	(temporaire ¹)	»
M. H. van der Kooy	(»)	»

* * *

(Voir E 7, pp. 57-62 ; E II, p. 30.)

Organisation
du Greffe.¹ Voir note 3, page précédente.

* * *

« Rendement de l'administration. » (Voir E 6, pp. 36-38 ; E 7, pp. 63-67 ; E 8, pp. 35-37 ; E 9, p. 25.)

* * *

Pensions pour les fonctionnaires. (Voir E 6, pp. 39-42 ; E 7, pp. 67-68 ; E 8, pp. 37-38.)

* * *

Statut du personnel. (Voir E 7, pp. 68-74 ; E 12, pp. 40-45.)

* * *

Instructions pour le Greffe. INSTRUCTIONS POUR LE GREFFE.

(Voir E 1, pp. 83-100 ; E 2, pp. 39-42 ; E 5, pp. 50-67.)

A la suite de l'entrée en vigueur, le 11 mars 1936, du Règlement révisé, ainsi qu'en raison de changements apportés dans l'organisation du Greffe, les *Instructions pour le Greffe* ont dû être modifiées. Le nouveau texte des *Instructions*, entré en vigueur le 31 mars 1938, est le suivant ¹ :

PRÉAMBULE.

Les présentes instructions sont établies conformément à l'article 23, alinéa 3, du Règlement de la Cour.

PREMIÈRE PARTIE

Du Greffier.

Article premier.

Le Greffier est responsable des Services du Greffe. Il a autorité sur le personnel et a seul qualité pour diriger les travaux du Greffe, dont il est le chef.

Article 2.

1. Le Greffier-adjoint remplace le Greffier, notamment en sa qualité de chef du Greffe, comme il est stipulé à l'article 14 du Règlement.

2. Si le Greffier et le Greffier-adjoint sont l'un et l'autre empêchés de remplir leurs fonctions, un remplaçant sera désigné conformément aux termes de l'article 19 du Règlement. Les pouvoirs du remplaçant sont ceux du Greffier en sa qualité de chef du Greffe.

¹ Les annexes ne sont pas reproduites.

3. Les fonctionnaires du Greffe ont envers le Greffier-adjoint ou envers le remplaçant dont il est question à l'alinéa précédent, dans l'exercice de leurs fonctions, les mêmes devoirs qu'envers le Greffier.

PARTIE II

Des devoirs du Greffier.

a) D'ORDRE GÉNÉRAL.

Article 3.

1. Le Greffier est chargé de préparer les affaires aux fins d'examen par la Cour. Il assiste le Comité de rédaction désigné par la Cour pour élaborer le texte des arrêts et avis.

2. La correspondance officielle de la Cour est préparée sous la responsabilité du Greffier en conformité de l'article 21 du Règlement. Les lettres qui ne sont pas réservées à la signature du Président sont signées par le Greffier, ou bien par le Greffier-adjoint ou les chefs de service, dans la mesure où le Greffier leur donne délégation à cet effet. Les notes rédigées à la troisième personne sont établies au nom du Greffier.

Article 4.

Le Greffier prend toutes dispositions, notamment par application de l'article 58 du Règlement, pour engager le personnel auxiliaire nécessaire.

Article 5.

1. Le Greffier porte à la connaissance des membres de la Cour les dates prévues par le Président pour les réunions de la Cour.

2. Il procède de même dans le cas de la convocation des Chambres prévue à l'article 28, alinéa 2, du Règlement.

Article 6.

1. Le Greffier, conformément à l'article 20 du Règlement, dresse et tient à jour le rôle général des affaires soumises à la Cour pour décision ou pour avis consultatif.

2. Il établit, en y joignant des notes explicatives, l'ordre du jour des questions administratives.

3. Une fois cet ordre du jour approuvé par le Président, le Greffier en transmet copie aux membres de la Cour.

Article 7.

1. Le Greffier inscrit à l'ordre du jour des questions administratives celle de la désignation du représentant de la Cour chargé d'assister aux séances de la Commission de contrôle, de l'Assemblée et de sa Commission des finances.

2. Il porte également chaque année en temps voulu à cet ordre du jour l'approbation des prévisions budgétaires afférentes à l'année suivante et l'élection des membres de la Chambre de procédure sommaire pour l'année judiciaire suivante.

3. Tous les trois ans, à compter du dernier renouvellement intégral de la Cour, il fait figurer à l'ordre du jour la liste des longs congés (art. 23 du Statut de la Cour) pour la période triennale suivante, l'élection du Président et du Vice-Président de la Cour ainsi que celle des membres des Chambres visées aux articles 26 et 27 dudit Statut.

Article 8.

Lorsque la Cour se trouve appelée à connaître d'une affaire qui a été antérieurement examinée par elle, le Greffier prévient tout juge ayant déjà siégé dans l'affaire, même si la présence de ce juge sur le siège n'est pas requise pour les autres affaires soumises à l'examen de la Cour.

Article 9.

Le Greffier réunit, pour les soumettre au Président, tous renseignements utiles sur les assesseurs techniques, en vue de l'application de l'article 7 du Règlement.

Article 10.

Si la Cour se réunit dans un lieu autre que celui où son siège est établi, le Greffier prend les mesures préparatoires nécessaires.

Article 11.

Dans les affaires contentieuses et consultatives soumises à la Cour, le Greffier procède aux communications et notifications prévues par le Statut de la Cour (art. 40, 41, 43, 44, 63, 66, 67) et le Règlement (art. 3, 33, 34, 44, 48, 49, 57, 60, 64, 66, 69, 72, 78, 79).

Article 12.

Les « renseignements nécessaires », prévus à l'alinéa 5 de l'article 26 du Statut de la Cour, sont fournis par l'entremise du Greffier.

Article 13.

1. Le Greffier fait connaître aux intéressés la date et l'heure des séances. Il communique aux juges l'ordre du jour, sur lequel doit être portée toute question à traiter au cours de la séance.

2. Il fait publier les dates et heures de toutes séances publiques ; quand une séance publique est tenue pour le prononcé d'un arrêt, d'un avis ou d'une ordonnance, il en avise par notification spéciale tout agent dont la nomination et le domicile élu ont été dûment portés à sa connaissance.

Article 14.

Toute pièce de procédure parvenant au Greffe fait l'objet d'un reçu sur formulaire spécial établi en conformité des dispositions de l'article 21 du Règlement.

Article 15.

Tout défaut de conformité aux prescriptions énoncées dans le Statut et le Règlement de la Cour, qui serait constaté par le Greffier dans un acte introductif ou dans une pièce de procédure écrite, doit être signalé par lui à la partie ou à l'intéressé dont émane le document dont il s'agit.

Article 16.

Quand la Cour est saisie d'une requête en vertu de l'article 65 du Statut de la Cour, le Greffier peut demander tous renseignements complémentaires au Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 17.

1. Le Greffier demande à la Cour l'autorisation spéciale visée par l'article 30, alinéa 2, du Règlement, pour toute personne dont la présence est requise en Chambre du Conseil.

2. Il veille à ce que les traducteurs, dans le cas prévu à l'article 58, alinéa 2, du Règlement, prennent l'engagement prescrit par l'alinéa 3 dudit article.

Article 18.

1. Le Greffier prend toutes dispositions pour assurer, conformément à l'article 58 du Règlement, la traduction orale des exposés et déclarations des parties et des témoins ou experts qui se présentent sur l'initiative de la Cour.

2. Il veille, dans le cas prévu par l'article 58, alinéa 2, du Règlement, à l'exercice effectif du contrôle de la Cour sur la traduction des dépositions ou exposés.

Article 19.

1. Le Greffier se fait remettre, par les témoins ou experts appelés sur l'initiative de la Cour, le détail de leurs frais, ainsi que l'indication de l'indemnité de séjour qu'ils demandent ; il fait verser aux intéressés le montant qui leur est dû.

2. Le Greffier fait le nécessaire en vue de recouvrer des parties à un litige de transit ou de communications les frais et indemnités dont il a versé le montant aux assesseurs techniques siégeant à leur demande.

Article 20.

Le Greffier est responsable du procès-verbal et des comptes rendus visés par les articles 23, 59 et 60 du Règlement.

Article 21.

Le Greffier met le personnel nécessaire à la disposition des enquêteurs et experts prévus à l'article 50 du Statut de la Cour.

Article 22.

1. Le Greffier assure, conformément aux dispositions des articles 75 et 85 du Règlement, la communication des arrêts ou avis consultatifs rendus par la Cour.

2. De même que les arrêts, les avis consultatifs sont communiqués à tout État admis à ester devant la Cour.

3. Les ordonnances publiées dans le recueil des décisions de la Cour dont il est question à l'article 24 ci-dessous sont, au point de vue de leur communication, assimilées aux arrêts et aux avis de la Cour.

Article 23.

1. Dans les limites prévues à l'article 21 du Règlement, le Greffier donne à la presse tous renseignements touchant l'activité de la Cour.

2. Il fournit, avant le 25 de chaque mois, au Secrétariat de la Société des Nations toutes données dont la publication dans le *Résumé mensuel des Travaux de la Société des Nations* paraît désirable.

Article 24.

1. Outre le recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances prescrit par l'article 22 du Règlement, le Greffier fait imprimer, dans les publications prévues à cet effet, les procès-verbaux des séances publiques (art. 59 du Règlement) ainsi que tous autres documents touchant les affaires dont la publication n'est pas interdite par décision de la Cour. De même, il est chargé de la publication de rapports annuels et de tous autres ouvrages dont la Cour déciderait la publication. A cet effet, il passe avec les imprimeurs les contrats nécessaires.

2. Le Greffier réserve, de chaque publication de la Cour, le nombre d'exemplaires nécessaires aux fins de distribution gratuite, de la part de la Cour,

- a) aux membres de la Cour
 - b) aux Membres de la Société des Nations
 - c) aux organisations de la Société des Nations
 - d) aux associations nationales pour la Société des Nations
 - e) aux non-Membres de la Société des Nations admis à ester en justice devant la Cour
 - f) aux personnes ou institutions ayant fait une demande spéciale sur laquelle le Greffier statue dans chaque cas particulier, d'accord avec l'éditeur des publications de la Cour.
- (Par l'entremise
du Secrétariat
de la Société des
Nations.)

Article 25.

Selon la procédure prévue dans le n° 3 de la résolution adoptée le 17 mai 1922 par le Conseil de la Société des Nations, le Greffier

transmet copie des déclarations visées par cette résolution aux États qui y sont mentionnés.

Article 26.

1. Le Greffier informe le Secrétaire général de la Société des Nations des modifications survenues dans la composition de la Cour, y compris toute application éventuelle par la Cour de l'article 18 du Statut.

2. Il porte à la connaissance des Membres de la Société des Nations, par l'entremise du Secrétaire général de celle-ci, et des autres États admis à ester devant la Cour le tableau des longs congés mentionné ci-dessus à l'article 7, alinéa 3.

b) EN MATIÈRE FINANCIÈRE.

Article 27.

Le Greffier est chargé d'établir les prévisions budgétaires de la Cour et de les soumettre tout d'abord soit à la Cour, soit, le cas échéant, au Président, et ensuite à la Commission de contrôle. Il veille au bon emploi des crédits votés et à l'imputation de chaque dépense à l'article correspondant du budget.

Article 28.

1. Les prévisions budgétaires pour une année déterminée sont divisées en deux sections, l'une traitant des dépenses ordinaires, l'autre des dépenses de capital.

2. Les sections sont subdivisées en chapitres correspondant aux différentes catégories de dépenses.

Article 29.

1. Les prévisions budgétaires comportent :

- a) un résumé des chapitres ;
- b) un résumé complet des articles, indiquant pour chacun d'eux, outre les crédits à demander, les crédits votés pour l'année en cours, ainsi que le montant des crédits votés et des dépenses effectives de l'année précédente ;
- c) chaque fois que cela sera possible, des tableaux détaillés et des exposés explicatifs.

2. S'il existe des différences importantes dans le montant des prévisions concernant les mêmes articles au cours des années successives, il en sera fourni une explication complète au moyen de notes.

Article 30.

Les prévisions budgétaires sont soumises pour approbation à la Cour, ou, si elle n'est pas réunie, au Président, dans la dernière semaine de mars.

Article 31.

Les prévisions budgétaires dûment approuvées sont communiquées par le Greffier au Secrétaire général de la Société des Nations pour transmission à la Commission de contrôle à la date, entre le 1^{er} avril et le 1^{er} mai, qui sera convenue entre lui et le Secrétaire général.

Article 32.

Lorsque la Commission de contrôle examine le budget de la Cour, celle-ci est représentée devant la Commission par le Greffier, ou par tout autre fonctionnaire désigné par la Cour à cet effet.

Article 33.

Pour éviter que le crédit voté pour chaque article du budget ne soit dépassé, le Greffier fait tenir un relevé des imputations faites et des dépenses engagées indiquant à tout instant le solde disponible pour chaque article.

Article 34.

1. Le cas échéant, le Greffier peut demander à la Cour d'autoriser, par résolution spéciale, des virements d'un article à un autre du même chapitre du budget. Il communique immédiatement ces résolutions au Secrétaire général de la Société des Nations, afin de lui permettre de prendre les mesures nécessaires aux termes de l'article 29 du Règlement financier de la Société.

2. Le Greffier peut lui-même autoriser tout virement, rendu nécessaire par les circonstances, de poste à poste d'un même article du budget. Il n'y a pas lieu de communiquer ces derniers virements au Secrétaire général.

Article 35.

1. Entre le 1^{er} et le 15 mars de chaque année, le Greffier soumet à la Cour, ou, si elle n'est pas réunie, au Président, la comptabilité pour l'année précédente, avec annexes.

2. Entre le 15 mars et le 1^{er} avril, il transmet les documents dont il s'agit à la Commission de contrôle.

Article 36.

Le Greffier a seul qualité pour engager des dépenses au nom de la Cour. Il est laissé juge des cas où il doit obtenir au préalable l'autorisation de la Cour ou du Président.

Article 37.

1. Le Greffier fait tenir un relevé exact de toutes les acquisitions imputables au compte capital et de toutes les fournitures acquises et employées au cours de chaque année ; il communique au commissaire aux comptes de la Société des Nations, entre le 15 et le

30 janvier, une situation des marchandises en magasin au 31 décembre de chaque année, en distinguant les marchandises achetées sur le compte capital des marchandises achetées sur le compte recettes.

2. Le Greffier donnera les instructions nécessaires pour que soit soumis au commissaire aux comptes, avant le 15 janvier de chaque année, un relevé des dettes non encore soldées encourues pendant l'année précédente; dans le cas où les factures ne seraient pas reçues en temps utile, les commandes ou livraisons seront inscrites sur ce relevé pour un montant approximatif.

Article 38.

1. Le Greffier tient à la disposition du commissaire aux comptes, sur sa demande, tout document utile à la vérification des comptes et à l'accomplissement des autres fonctions du commissaire.

2. Le Greffier fait parvenir au commissaire, vers le 10 de chaque mois, un relevé des recettes et dépenses du mois précédent.

Article 39.

Les fonds de la Cour sont mis, par le Greffier, en dépôt portant intérêt auprès d'une banque présentant toutes garanties. Les intérêts perçus seront portés en compte.

PARTIE III

Des fonctionnaires du Greffe.

Article 40.

La nomination des fonctionnaires titulaires du Greffe s'effectue, dans le cas du Greffier-adjoint, conformément à la procédure stipulée à l'article 14 du Règlement et, dans les autres cas, conformément à l'article 17 du Règlement.

Article 41.

1. A part le Greffier-adjoint, dont le cas est visé par l'article 15 du Règlement, tout fonctionnaire du Greffe fait, devant le Président et en présence du Greffier, la déclaration prévue à l'article 17 du Règlement.

2. Le procès-verbal de cette déclaration, dressé par le Greffier, est signé par le Président et par le Greffier et déposé aux archives de la Cour.

Article 42.

Le Greffier prend toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder le caractère diplomatique conféré aux fonctionnaires du Greffe en vertu de l'article 7 du Pacte de la Société des Nations.

PARTIE IV

Des devoirs des fonctionnaires du Greffe.

A. — DU GREFFIER-ADJOINT.

Article 43.

1. Le Greffier-adjoint partage les fonctions incombant au Greffier du fait de l'exercice par la Cour de ses attributions en matière judiciaire et consultative (art. 23 et 30 du Règlement), ainsi que les fonctions du Greffier qui ont trait à la direction du Greffe (voir Partie II ci-dessus).

2. Le Greffier répartit le travail entre lui et le Greffier-adjoint, toutes dispositions étant prises dans l'organisation du travail pour que l'un et l'autre demeurent constamment au courant des activités diverses de la Cour et du Greffe.

B. — DES SECRÉTAIRES-RÉDACTEURS.

Article 44.

Le Greffier répartit entre les premiers secrétaires-rédacteurs ou les secrétaires-rédacteurs tous travaux qu'il juge à propos de leur confier. Outre le secrétariat de la Présidence, qui est assuré par un premier secrétaire-rédacteur, ces travaux comportent notamment : la préparation de la correspondance, les recherches juridiques, la préparation et la traduction des documents, l'interprétation en séance de la Cour, la rédaction des procès-verbaux, l'élaboration du Bulletin confidentiel et la préparation des publications de la Cour.

C. — DU SERVICE DES ARCHIVES ET DE LA DISTRIBUTION.

Article 45.

1. L'archiviste de la Cour est responsable envers le Greffier de la tenue des archives et des index ainsi que de la transmission et de la distribution des documents conformément aux dispositions qui suivent.

2. Elle exécute ces divers travaux avec le concours de ses adjointes.

Article 46.

1. Toutes les pièces des archives sont gardées sous clef.

2. Sauf autorisation expresse du Greffier, aucun dossier ni aucun document original enregistré aux archives ne doit sortir des locaux du Greffe.

Article 47.

1. Les archives contiennent les dossiers dûment tenus à jour des notifications faites à la Cour concernant :

a) les déclarations par lesquelles les Membres de la Société des Nations ou les États mentionnés dans l'annexe au Pacte ont accepté la juridiction obligatoire de la Cour, ainsi que les déclarations générales par lesquelles les États autres que les précédents ont, aux termes de la résolution du Conseil de la Société des Nations en date du 17 mai 1922, accepté la juridiction de la Cour ;

b) les articles des traités, conventions ou accords internationaux, où le recours à la juridiction de la Cour est prévu, avec le texte des articles, la mention des États visés et, dans chaque cas, les conditions auxquelles est subordonnée la compétence de la Cour ;

c) la voie et la procédure à suivre pour les communications directes entre la Cour et chaque gouvernement.

2. Elles conservent également :

a) les listes de présentation visées aux articles 4 et 5 du Statut de la Cour et des données complètes sur les membres de la Cour et de ses trois Chambres, ainsi que sur les assesseurs pour litiges de travail et de communications et transit ;

b) un dossier officiel des pièces de procédure et un dossier officiel de la correspondance, pour chaque affaire traitée par la Cour ou pendante devant elle ;

c) la correspondance échangée avec les autres organes de la Société des Nations ;

d) la correspondance générale de la Cour ;

e) les dossiers personnels des membres du Greffe, qui présentent un caractère confidentiel et qui sont tenus par l'archiviste personnellement.

3. Outre les dossiers mentionnés plus haut, les archives conservent le rôle général des affaires, dûment tenu à jour selon les indications du Greffier ; les exemplaires authentiques, scellés et signés, des arrêts, des avis consultatifs et des ordonnances de la Cour, ainsi que les manuscrits des projets qui ont servi à la préparation des décisions de la Cour.

4. En cas de doute, la répartition des documents dans les divers dossiers est réglée par le Greffier.

5. Des index sur fiches par noms et matières sont tenus, par les soins des Archives :

a) de la correspondance et des documents relatifs aux affaires soumises à la Cour ;

b) de la correspondance en général ;

c) des documents distribués.

Article 48.

1. Le courrier, à l'arrivée au Greffe, est remis entre les mains de l'archiviste qui, après triage, ouvre les lettres officielles. Les documents sont immédiatement enregistrés, selon la méthode prescrite par l'article 49 ci-dessous, et soumis au Greffier, avec la correspondance antérieure, s'il y a lieu.

2. Tout document sortant, dont le caractère officiel est marqué par la signature ou le paraphe du Greffier, est remis, avec le nombre de copies nécessaire, les annexes prévues et l'enveloppe requise, à l'archiviste aux fins d'enregistrement et d'expédition.

Article 49.

1. L'enregistrement des documents, à l'entrée, s'effectue par l'inscription, dans le registre intitulé *Registre d'entrée*, des données indiquées par les rubriques des diverses colonnes de ce registre, ainsi que par l'inscription, sur le document même, de la date de réception, du numéro d'ordre dans le registre et de la cote du dossier pertinent avec le numéro d'ordre dans ce dossier.

2. L'enregistrement des documents sortants s'effectue par des inscriptions analogues dans le registre intitulé *Registre de sortie* ainsi que par l'inscription, sur le document même et sur les exemplaires de ce document conservés dans les archives, du numéro d'ordre dans le registre de sortie, et, s'il y a lieu, du numéro de référence du document auquel répond le document sortant. L'inscription, sur le document sortant et les copies, des numéros de référence et d'ordre du registre d'entrée sera faite par la dactylographe selon les indications du rédacteur.

3. A chacun des dossiers dans lesquels sont classés les documents est attaché un répertoire des documents qu'il contient (*file register*).

4. Dans le cas des lettres sortantes, un double de la copie est inséré dans un recueil chronologique.

5. Les répertoires (*file registers*) des dossiers sont mis à jour lors de l'enregistrement de chaque document. Toutefois, afin de ne pas retarder l'expédition des documents sortants, les inscriptions, sauf celles qui doivent figurer sur les documents mêmes, peuvent être portées ultérieurement, mais aussitôt que possible, dans les répertoires, sur la base des indications fournies par les copies.

Article 50.

1. L'archiviste est responsable de l'expédition de tout document porté sur le registre de sortie ; elle s'assure que les annexes indiquées sont jointes, et que chaque lettre, note ou télégramme, est dûment signé ou paraphé.

2. La confirmation, sur un formulaire spécial, de tout télégramme est immédiatement expédiée par la poste au destinataire du télégramme.

3. La livraison en ville de tout pli qui n'est pas envoyé par la poste se fait contre quittance, laquelle est dressée selon les dispositions détaillées de l'annexe¹.

4. Pour les envois à effectuer par la poste, l'archiviste appose le timbre officiel de la Cour sur tous les plis ; les lettres sont ensuite affranchies au bureau de poste à l'aide des timbres postaux spéciaux de la Cour, selon l'arrangement conclu avec les autorités postales des Pays-Bas.

5. L'expédition des lettres, télégrammes et colis doit s'effectuer selon les principes de la plus stricte économie.

6. Les registres des huissiers, où sont notés les frais d'envoi, sont contrôlés par l'archiviste.

¹ Non reproduite.

Article 51.

1. L'archiviste recherche, dans la correspondance et les documents, les renseignements qui lui sont demandés.

2. Elle tient un journal où est portée, à la date voulue, la mention indiquant qu'un document déterminé doit être remis au fonctionnaire qui a demandé l'inscription de cette mention.

3. Elle fait parvenir chaque jour au Greffier les coupures de presse, extraites des journaux auxquels est abonné le Greffe.

Article 52.

1. L'adjointe préposée à la distribution des documents a pour attributions d'assurer l'envoi et la distribution de tous les documents polycopiés et imprimés de la Cour, ainsi que les documents déposés par les parties ou les intéressés dans les affaires dont la Cour est saisie. Ces documents sont communiqués : *a)* aux membres de la Cour ; *b)* aux fonctionnaires du Greffe ; *c)* à la presse, s'il y a lieu ; *d)* dans certains cas, aux personnes ou institutions ayant présenté une demande spéciale, sur laquelle le Greffier statue dans chaque cas particulier, et qui sont, si cette demande est agréée, portées sur une liste spéciale.

2. Elle tient à jour les registres de tous les envois. Dans le cas des personnes ou institutions mentionnées au n° 1, *d)*, ci-dessus, les registres doivent indiquer si la distribution des documents est soumise à certaines conditions telles que : échange d'autres publications, paiement des frais de port, etc.

3. Elle veille à ce que le stock des publications imprimées de la Cour soit maintenu au complet et tient note des numéros de ces publications dont le stock disponible, aux fins de distribution gratuite, est épuisé. Elle tient à jour les collections des publications de la Cour déposées dans les bureaux des juges et dans la salle où se tiennent les séances privées de la Cour.

4. Elle assure l'exécution des instructions relatives aux documents ainsi qu'il est indiqué à l'annexe suivante¹.

D. — DU SERVICE D'INDEXAGE.

Article 53.

Les attributions du fonctionnaire chargé du Service d'Indexage sont les suivantes :

1. Tenue d'index sur fiches, par noms et matières, des procès-verbaux des séances de la Cour.

2. Établissement : *a)* des index de toutes les publications de la Cour ; *b)* de certains index spéciaux.

3. Recherches dans les procès-verbaux des séances de la Cour.

4. Travaux d'indexage et de catalogage exécutés sur demande du chef du Service de Documentation.

¹ Non reproduite.

E. — DU SERVICE DE STÉNOGRAPHIE, DE DACTYLOGRAPHIE
ET DE POLYCOPIE.

Article 54.

1. Le chef de ce Service, auquel incombent la préparation matérielle et la reproduction de tous les documents (y compris la correspondance et le compte rendu sténographique des audiences de la Cour), assure l'exécution de ces travaux avec le concours de sténographes parlementaires, de sténo-dactylographes bilingues et de polycopistes.

2. Il se conforme en tout temps aux règles énoncées dans l'annexe jointe au présent article¹.

F. — DU CHANCELIER-COMPTABLE.

Article 55.

Le chancelier-comptable est responsable envers le Greffier :

1. de la comptabilité,
2. des paiements,
3. des achats,
4. du matériel et des fournitures.

Article 56.

1. Les livres de comptabilité suivants seront tenus :

- a) un livre budgétaire,
- b) un livre de banque,
- c) un livre compte-courant,
- d) un livre de caisse,
- e) un registre, pour chaque exercice budgétaire, des contributions des États membres et des versements effectués au titre de ces contributions,
- f) un registre des traitements du personnel permanent,
- g) les registres nécessaires à la vérification constante des fournitures et du matériel.

2. Dans le livre budgétaire sont inscrits, sous les rubriques correspondant aux chapitres et articles du budget : a) le crédit primitivement voté; b) ce crédit avec les modifications résultant de virements éventuels; et c) les dépenses effectives imputables aux divers chapitres et articles.

3. Tout chèque émis par la Cour, qu'il ait été ou non présenté à la banque pour paiement, est, aux fins de la tenue du livre budgétaire, considéré comme dépense et inscrit comme tel.

4. Dans le livre de banque sont inscrites toutes opérations affectant le compte en banque de la Cour, notamment l'émission des chèques, et leur présentation pour paiement selon les bordereaux transmis par la banque.

¹ Non reproduite.

5. Dans le livre compte-courant sont inscrits, au reçu des bordereaux de la banque, les chèques émis par la Cour qui ont été présentés pour paiement.

6. Dans le livre de caisse sont notées, au fur et à mesure qu'elles sont effectuées, toutes dépenses en espèces.

Article 57.

Le livre budgétaire est complété par un registre intitulé « Comptes personnels », qui est tenu de façon à indiquer à tout moment pour chaque membre de la Cour et pour chaque fonctionnaire les paiements faits à l'intéressé. L'intéressé a le droit de prendre connaissance de ses comptes personnels.

Article 58.

1. Le montant de la caisse est vérifié par le chancelier-comptable au début de chaque jour de travail.

2. La caisse est vérifiée par le Greffier à des intervalles fixés par lui. Il marque son approbation en apposant sa signature sur le livre de caisse.

Article 59.

Le chancelier-comptable prépare sur formulaire spécial, au cours de la première semaine de chaque mois, un relevé du mouvement des fonds pour le mois précédent.

Article 60.

1. Tout paiement se fait contre quittance qui, s'il s'agit d'opérations soumises à la juridiction des tribunaux des Pays-Bas, est timbrée selon la législation locale. Les autres quittances sont établies sur formulaire spécial.

2. Le paiement d'allocations, s'il y a lieu, et le remboursement des frais de voyage aux juges, juges *ad hoc* et assesseurs, ne sont effectués que sur présentation d'une demande de remboursement établie sur formulaire spécial, dûment signée par l'intéressé, contre-signée par le Greffier et approuvée par le Président.

3. Le paiement des traitements du personnel permanent est effectué sur la base du registre des traitements prévu ci-dessus à l'article 56, n° 1, f). Ce registre est paraphé par le Greffier. Le paiement des traitements du personnel temporaire et auxiliaire s'effectue sur la base de la lettre d'engagement, signée par le Greffier.

4. Le paiement au personnel d'indemnités de séjour et de remboursements pour frais de voyage (y compris les voyages autorisés au pays natal des fonctionnaires et, le cas échéant, de leur famille) est effectué sur demande détaillée, établie sur formulaire spécial, signée par l'intéressé et, pour approbation, par le Greffier. Dans le cas de voyages de service, la demande, pour être valable, sera accompagnée de la lettre signée par le Greffier invitant l'intéressé à entreprendre le voyage dont il s'agit.

5. Le paiement des notes de fournitures ne peut, sauf autorisation du Greffier, être fait que si la note est accompagnée du bulletin de commande signé par le Greffier.

6. Les traitements inférieurs à fl. 6.000 par an sont payés bimensuellement ; les autres traitements sont payés mensuellement en fin de mois.

7. Sauf autorisation écrite du Greffier, le paiement d'avance est interdit ; en cas de paiement d'une avance, déduction sera faite de l'intérêt depuis le jour du paiement jusqu'au jour où la somme avancée était due.

Article 61.

1. Tout achat s'effectue par un bulletin de commande signé du Greffier.

2. S'il y a lieu, le chancelier-comptable obtient au moins trois soumissions qu'il présente au Greffier pour décision.

Article 62.

1. Un huissier spécialement désigné à cet effet reçoit chaque mois une somme destinée à défrayer certains frais de poste et de télégraphe ainsi que les menus frais. Il note les frais de poste et de télégraphe dans un carnet qui est chaque matin vérifié et paraphé par l'archiviste.

2. Le concierge du Palais de la Paix reçoit chaque mois une somme pour menus frais (surtaxes postales). Il en rend compte sur un formulaire spécial.

3. L'état des lettres timbrées à l'expédition par l'administration néerlandaise des postes, télégraphes et téléphone, est présenté chaque mois au chancelier-comptable qui le vérifie et le soumet au Greffier.

4. Tous les comptes qui précèdent sont réglés mensuellement, après approbation par le Greffier.

Article 63.

Le Greffier veille à ce qu'aucune dépense ne soit engagée sans avoir été prévue au budget, qu'aucun paiement ne soit effectué que dans la mesure où l'obligation existe, et que l'économie la plus stricte soit observée dans l'engagement des dépenses.

Article 64.

1. Le chancelier-comptable établit et tient à jour séparément l'inventaire des fournitures et l'inventaire du mobilier et de l'outillage.

2. L'inventaire des fournitures est mis à jour chaque semaine et présenté à l'examen du Greffier.

3. L'inventaire du mobilier, etc., est tenu à jour au fur et à mesure des acquisitions ou pertes.

Article 65.

1. Chaque lundi, le chancelier-comptable tient à la disposition du personnel les fournitures dont la consommation pendant la semaine est prévue.

2. Toute personne qui se sert des fournitures ainsi déposées inscrit immédiatement la quantité prise de chaque espèce sur la feuille de contrôle réservée pour ladite espèce, et y appose sa signature.

3. Le chancelier-comptable, en mettant à jour l'inventaire, vérifie ces annotations.

Article 66.

1. Il est strictement interdit à tout fonctionnaire de se servir, dans un intérêt privé, des fournitures appartenant à la Cour.

2. Les membres de la Cour peuvent adresser au Greffier une demande à fin d'utiliser, même pour des travaux qui ne sont pas strictement du domaine de la Cour, les services et fournitures de celle-ci. En ce qui concerne les services, le Greffier fait droit à cette demande dans la mesure compatible avec les exigences des travaux de la Cour ; en ce qui concerne les fournitures, il y fait droit sous réserve du remboursement par l'intéressé du prix de revient. Le remboursement s'effectue par déduction opérée sur la mensualité suivante du traitement.

Article 67.

Le chancelier-comptable veille au maintien des stocks de fournitures nécessaires au travail de la Cour et du Greffe.

G. — DU SERVICE DES IMPRESSIONS.

Article 68.

1. Le Service des Impressions a pour attributions :

a) la préparation et l'étude de tous devis, maquettes, etc., concernant les publications de la Cour ;

b) l'arrangement typographique et la mise au point des manuscrits destinés à l'impression ;

c) la correction des épreuves et le contrôle des corrections d'auteur ;

d) la préparation des tables des publications de la Cour consacrées à la reproduction des plaidoiries, exposés oraux et documents ;

e) la vérification des factures d'impression.

2. Les attributions mentionnées ci-dessus aux numéros 1 b), 1 c) et 1 e) visent également les pièces de procédure écrite à l'impression desquelles le Greffier fait procéder pour le compte des parties, aux termes de l'article 40, alinéa 4, du Règlement.

3. Le chef du Service des Impressions assiste en règle générale aux séances du Comité des publications constitué par la Cour ; il fournit à ce Comité tous renseignements d'ordre technique et rédige le procès-verbal de ces séances.

4. D'une manière générale, le chef du Service des Impressions sert d'intermédiaire pour les relations entre le Greffe et l'(les) imprimeur(s) des publications de la Cour.

5. Il se tient en contact étroit et constant avec l'éditeur, et, le cas échéant, avec les dépositaires aux fins de l'étude et de la mise à exécution de toutes les mesures propres à assurer et à accroître la diffusion des publications de la Cour, telles que, notamment, la préparation et la mise à jour des catalogues de ces publications, ainsi que l'organisation technique d'expositions.

Article 69.

1. Pour la préparation typographique des manuscrits, la correction des épreuves et la vérification des factures, le chef du Service des Impressions veille à la stricte exécution des clauses du contrat d'impression et des prescriptions de la *Marche typographique* de la Cour. Il est en outre chargé de vérifier la concordance des textes français et anglais de chaque publication.

2. Les bons à tirer ne seront donnés qu'après approbation du Greffier, au vu d'épreuves en pages et définitives.

Article 70.

1. Pour les travaux d'impression qui présentent un caractère d'urgence (arrêts, avis consultatifs, volumes préliminaires, etc.), le chef du Service des Impressions prend toutes les mesures nécessaires afin d'assurer une exécution aussi prompte que possible.

2. Les publications de la Cour étant imprimées à Leyde, il se rend dans cette ville toutes les fois qu'il le juge nécessaire pour la bonne marche des travaux, après en avoir informé le Greffier dans chaque cas. Ses frais de déplacement lui sont remboursés, de même que les autres frais entraînés le cas échéant par le séjour à Leyde.

H. — DU SERVICE DE DOCUMENTATION.

Article 71.

Le chef du Service de Documentation est en même temps chargé de la bibliothèque et de la bibliographie de la Cour.

Article 72.

1. Le chef du Service de Documentation fournit aux membres de la Cour, au Greffier et aux fonctionnaires du Greffe tous éléments d'information qui lui sont demandés par eux, aux fins de leurs travaux, et leur procure, en faisant appel soit aux collections de la Bibliothèque de la Cour ou à celles de la Bibliothèque Carnegie, soit, s'il est nécessaire, aux bibliothèques extérieures, tous les textes et sources dont ils ont besoin.

2. Il transmet régulièrement au Greffier les ouvrages nouvellement parus, acquis par la Bibliothèque privée de la Cour ou par la Bibliothèque Carnegie, et signale à son attention les articles de revues ayant trait à la Cour.

Article 73.

1. Le chef du Service de Documentation dresse, pour chaque affaire soumise à la Cour, une liste chronologique, avec indications bibliographiques, des documents dont il est fait état dans les pièces de procédure écrite déposées par les parties ou intéressés.

2. Il établit chaque année, aux fins de publication dans un chapitre spécial du Rapport annuel de la Cour, la bibliographie complète des ouvrages et textes, officiels ou non, ayant trait à la Cour. Un tirage à part de cette bibliographie est envoyé par ses soins, dans les divers pays, aux correspondants qui l'aident à compléter ses recherches et sa documentation personnelles. Il établit et tient à jour un index par noms d'auteurs et un index par matières des bibliographies déjà parues.

3. Il fournit aux membres de la Cour, au Greffier et aux fonctionnaires du Greffe, toute bibliographie qui lui est demandée sur un sujet spécial.

Article 74.

1. Le chef du Service de Documentation, en tant que bibliothécaire de la Cour, est responsable des livres, périodiques et documents appartenant à la Bibliothèque de la Cour et restant la propriété de la Société des Nations.

2. Il assiste en règle générale aux séances du Comité de la Bibliothèque constitué par la Cour ; il fournit à ce Comité tous renseignements d'ordre technique et rédige le procès-verbal de ces séances.

3. Il dresse, avec l'approbation du Greffier, les listes d'achats à soumettre au Comité de la Bibliothèque et recueille tous éléments de nature à guider le choix de ce dernier. Il prépare, en tenant compte des conditions d'achat les meilleures, les commandes d'ouvrages à effectuer conformément aux décisions du Comité et contrôle les envois et factures des libraires ou éditeurs.

4. Il tient un *registre d'entrée* où figurent, par ordre chronologique, les titres des ouvrages acquis par la Cour ; mention est faite du nom du donateur ou du fournisseur, du prix de l'ouvrage et, le cas échéant, de la date du dépôt à la Bibliothèque Carnegie du Palais de la Paix.

5. Il surveille l'exécution du contrat¹ conclu avec la Fondation Carnegie au sujet de la Bibliothèque et fait rapport au Greffier. Il ajoute aux ouvrages remis en dépôt à la Bibliothèque Carnegie le titre complet de ces ouvrages, en quatre copies, et un reçu indiquant le titre et l'état des livres déposés, ainsi que le nombre des volumes. Ce reçu est signé par le directeur de la Bibliothèque Carnegie. Les reçus sont numérotés et gardés sous clef.

6. Il conserve et classe dans la Bibliothèque privée de la Cour les publications de la Société des Nations et du Bureau international du Travail, les textes de certains traités importants, les dictionnaires et ouvrages de références, ainsi que les ouvrages dont la Bibliothèque Carnegie possède déjà un exemplaire.

¹ Voir, pour ce contrat, le Septième Rapport annuel (Série E, n° 7, pp. 78-80).

7. Il établit et tient à jour un *catalogue par noms d'auteurs* et un *catalogue par sujets* de tous les livres, périodiques et documents appartenant à la Bibliothèque privée de la Cour, qu'ils soient conservés dans cette bibliothèque, déposés dans les bureaux de la Cour ou du Greffe, ou remis à la Bibliothèque Carnegie. Tous ces ouvrages sont marqués par lui du timbre de la Cour et, dans la mesure où cela est jugé nécessaire, donnés par lui à la reliure.

8. Il tient un *registre de prêts* indiquant les titres des ouvrages prêtés, à qui ils ont été prêtés, et les dates de sortie et de rentrée des livres.

PARTIE V

Amendements.

Article 75.

Les présentes instructions peuvent être modifiées par voie d'amendements dûment approuvés par le Président.

* * *

Tribunal administratif de la S. d. N.

(Voir E 3, p. 33 ; E 4, p. 47 ; E 9, pp. 25-26.)
La composition pour 1938 du Tribunal administratif de la Société des Nations est la suivante : *Juges titulaires* : M. Eide (Danois), *Président*, M. Devèze (Belge), Jhr. van Ryckevorsel (Néerlandais). — *Juges suppléants* : M. de Tomcsányi (Hongrois), M. Scelle (Français), M. G. Havelka (Tchécoslovaque). — *Greffier* : M. Nisot ; *Greffier-adjoint* : M. Secrétan.

IV. — PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DIPLOMATIQUES DES JUGES ET DES FONCTIONNAIRES DU GREFFE

(Voir E 1, pp. 100-101 ; E 4, pp. 48-58 ; E 6, p. 43 ; E 10, pp. 22-23 ; E 12, pp. 45-46.)

V. — LOCAUX ET BIBLIOTHÈQUE

(Voir E 1, pp. 101-116 ; E 2, p. 42 ; E 4, pp. 58-65 ; E 5, pp. 69-72 ; E 6, p. 44 ; E 7, pp. 75-76 ; E 8, pp. 39-44 ; E 9, pp. 26-43 ; E 10, pp. 24-25 ; E 11, pp. 31-32 ; E 12, p. 46 ; E 13, p. 42.)

Le Comité de la Bibliothèque a tenu sa douzième réunion le 10 juin 1938. Au cours de cette réunion, le Comité a examiné

des projets de listes d'achats concernant notamment les pays dont les noms suivent : Afrique du Sud, Allemagne, Amérique (États-Unis d'—), Belgique, Bolivie, Canada, France, Grande-Bretagne, Inde anglaise, Italie, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Palestine, Pays-Bas, Pérou, Suisse.

A la date du 15 juin 1938, le nombre des volumes remis en dépôt par la Cour à la Bibliothèque Carnegie, en vertu de l'accord de 1931¹, était de 3673.

VI. — COMMUNICATIONS POSTALES, ETC.

(Voir E 10, pp. 25-26.)

¹ Voir E 7, pp. 78-80.

CHAPITRE II

DU STATUT ET DU RÈGLEMENT

I. — LE STATUT

Le Statut de la Cour, joint au Protocole de signature du 16 décembre 1920, a été amendé par le Protocole de revision du 14 septembre 1929.

Le Protocole de signature de 1920, dressé conformément à la décision de l'Assemblée du 13 décembre 1920, et qui reste ouvert à la signature des États visés à l'annexe au Pacte de la Société des Nations¹, a, à la date du 15 juin 1938, été signé par cinquante-sept États ou Membres de la Société des Nations. Ces États sont : l'Union sud-africaine, l'Albanie, l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Bulgarie, le Canada, le Chili, la Chine, la Colombie, le Costa-Rica², Cuba, le Danemark, la République dominicaine, l'Espagne, l'Estonie, l'Éthiopie, la Finlande, la France, la Grèce, le Guatemala, le Haïti, la Hongrie, l'Inde, l'Iran, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Libéria, la Lithuanie, le Luxembourg, le Nicaragua, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Salvador, le Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Turquie³, l'Uruguay, le Venezuela, la Yougoslavie.

Protocole de
signature de
1920.

Tous ces États ont ratifié le Protocole de 1920, sauf les États-Unis d'Amérique, l'Argentine, le Costa-Rica, le Guatemala, le Libéria, le Nicaragua, la Turquie.

Le Protocole de revision a été adopté par l'Assemblée de la Société des Nations le 14 septembre 1929, en même temps

Protocole de
revision de
1929.

¹ Les États mentionnés à l'annexe au Pacte de la Société des Nations et qui, à la date du 15 juin 1938, n'ont pas signé le Protocole de signature du Statut, sont : l'Équateur, l'Arabie saoudienne (Hedjaz) et le Honduras.

² Voir note 1, p. 50.

³ Le Protocole de signature du Statut a été signé au nom du Gouvernement de la République turque le 12 mars 1936, c'est-à-dire après l'entrée en vigueur du Protocole de revision (voir plus loin).

que les amendements au Statut qui y sont annexés. Conformément à la résolution de l'Assemblée du 27 septembre 1935 et au rapport adopté par le Conseil le 23 janvier 1936, il est entré en vigueur le 1^{er} février 1936¹.

Aux termes des paragraphes 5 et 6 du protocole, dès son entrée en vigueur, les nouvelles dispositions font partie du Statut adopté en 1920, les dispositions des articles primitifs objet de la revision sont abrogées, et toute acceptation du Statut de la Cour signifie acceptation du Statut révisé.

Depuis l'entrée en vigueur du protocole, le nouveau texte du Statut régit les activités de la Cour ; il a été publié par la Société des Nations sous le n° C. 80. M. 28. 1936. V, et par la Cour dans la troisième édition (mars 1936) du volume n° 1 de la Série D de ses publications.

Au cours de l'année 1938 paraîtra dans la Série F des Publications de la Cour, sous le n° 4, un volume contenant les index suivants, relatifs au Statut et au Règlement ainsi qu'aux travaux préparatoires :

1) Index des procès-verbaux concernant l'élaboration et la revision du Statut (1922-1936).

2) Index des procès-verbaux concernant l'élaboration et la revision du Règlement (1922-1936).

3) Index du Statut entré en vigueur le 1^{er} février 1936 et du Règlement adopté le 11 mars 1936.

II. — LE RÈGLEMENT

Le texte du Règlement appliqué actuellement par la Cour est entré en vigueur le 11 mars 1936. Il est reproduit dans la troisième édition (mars 1936) du volume n° 1 de la Série D des Publications de la Cour.

Le Règlement avait été élaboré lors de la session préliminaire de la Cour (janv.-mars 1922), révisé en 1926, amendé en 1927 et en 1931, et révisé dans son ensemble de 1931 à 1936. Les travaux préparatoires relatifs à l'élaboration du Règlement ont été publiés dans le volume n° 2 de la Série D (1922) ; pour les amendements apportés en 1926, voir le premier addendum à ce volume ; pour les amendements de 1927, voir le Quatrième Rapport annuel, pages 68-74 ; pour les amendements de 1931 et de 1936, voir les second et troisième addenda au volume n° 2 de la Série D.

Index du Règlement et des travaux préparatoires, etc. : voir ci-dessus, à la fin de la section consacrée au Statut.

¹ Voir à ce sujet le chapitre II de E 6 à E 13.

CHAPITRE III

DE LA COMPÉTENCE DE LA COUR

I. — COMPÉTENCE EN MATIÈRE CONTENTIEUSE

1) *Compétence* razione materiae.

L'article 36 du Statut dispose, dans son alinéa premier, que la compétence de la Cour s'étend à toutes affaires que les parties lui soumettront, ainsi qu'à tous les cas spécialement prévus dans les traités et conventions en vigueur.

Pour les affaires que les parties soumettent, par accord spécial, à la Cour, la pièce introductive d'instance est l'acte portant notification du compromis où est stipulé l'accord. Afin que la Cour soit valablement saisie, la notification doit être faite par toutes les parties, à moins qu'il ne résulte d'une des stipulations du compromis que la Cour puisse connaître de l'affaire après notification par l'une des parties seulement¹.

Le tableau ci-dessous donne la liste des affaires qui ont été introduites par un compromis²; y sont également indiquées les parties à l'affaire ainsi que la date du compromis.

AFFAIRES INTRODUITES PAR COMPROMIS

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Parties à l'affaire.	Date du compromis.
11	Interprétation du paragraphe 4 de l'annexe suivant l'article 179 du Traité de Neuilly	Bulgarie et Grèce	18 III 24
24	Affaire du <i>Lotus</i>	France et Turquie	12 X 26

¹ Il y a lieu de mentionner ici qu'à plusieurs reprises la Cour a reconnu, à propos d'affaires à elle soumises par requête unilatérale, que sa compétence pouvait être établie par le moyen d'un accord intervenu entre les parties au cours de la procédure, l'acceptation de la juridiction de la Cour n'étant pas soumise par le Statut à l'observation de certaines formes telles, par exemple, que l'établissement d'un compromis formel préalable. Voir, à ce sujet, E 10, p. 31, note.

² Pour la liste des affaires introduites par requête unilatérale, voir pp. 56-58, et pour la liste des affaires consultatives, pp. 67-69.

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Parties à l'affaire.	Date du compromis.
32	Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex	France et Suisse	30 X 24
33	Emprunts fédéraux brésiliens émis en France	Brésil et France	27 VIII 27
34	Emprunts serbes émis en France	France et Yougoslavie	19 IV 28
36	Jurisdiction territoriale de la Commission internationale de l'Oder	Allemagne, Danemark, France, Grande-Bretagne, Suède, Tchécoslovaquie, et Pologne	30 X 28
46	Eaux territoriales entre Castellorizo et l'Anatolie	Italie et Turquie	30 V 29
59	Affaire franco-hellénique des phares	France et Grèce	15 VII 31
61	Affaire Oscar Chinn	Belgique et Grande-Bretagne	13 IV 34
70	Affaire des phares en Crète et à Samos	France et Grèce	28 VIII 36
72	Affaire Borchgrave	Belgique et Espagne	20 II 37

Compétence en vertu de traités et de conventions.

Pour ce qui est des traités et conventions en vigueur, ceux qui sont parvenus à la connaissance de la Cour sont rassemblés dans une publication spéciale intitulée : *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*, dont la quatrième édition, mise à jour et complétée, a paru au début de 1932¹. La *Collection* (qui contient aussi le texte d'actes non encore entrés en vigueur) se fonde exclusivement sur deux ordres de données officielles : publications officielles soit de la Société des Nations et des organes de celle-ci, soit des gouvernements ; communications directes émanant de ces mêmes sources. Les actes ayant pour objet le règlement pacifique des différends sont reproduits intégralement dans la *Collection*, qui donne simplement des extraits pertinents des autres actes.

A ce propos, il y a lieu de signaler qu'à la date du 24 mars 1927, le Greffier de la Cour a demandé à tous les gouvernements admis à ester devant la Cour de communiquer régulièrement au Greffe le texte des nouveaux accords par eux conclus et contenant des dispositions relatives à la juridiction de la Cour. Cette communication fut rappelée à ceux des gouvernements qui n'y avaient pas encore répondu à la date du

¹ La première édition de cette publication avait paru le 15 mai 1923 (Série D, n° 3). La seconde édition est datée de juin 1924 (Série D, n° 4), et la troisième du 15 décembre 1926 (Série D, n° 5). La quatrième édition porte la date du 31 janvier 1932 (Série D, n° 6) ; les Rapports annuels, à partir de E 8, y compris le présent volume, contiennent dans leur chapitre X des addenda à cette édition.

5 juin 1928¹. Le 15 juin 1938, avaient accepté cette suggestion les États suivants (par ordre alphabétique) : Union sud-africaine, Allemagne, États-Unis d'Amérique, Autriche, Belgique, Brésil, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Chili, Chine, Colombie, Danemark, Égypte, Équateur, Espagne, Estonie, Finlande, France, Hongrie, Inde, Italie, Lettonie, Lithuanie, Luxembourg, Mexique, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Pérou, Pologne (pour la Pologne et pour la Ville libre de Dantzig), Siam, Union des Républiques soviétistes socialistes, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, Venezuela.

Les actes parvenus à la connaissance du Greffe au 15 juin 1938 peuvent être répartis en plusieurs catégories² :

A. — *Traités de paix.* (Voir E 3, p. 40.)

B. — *Dispositions relatives à la protection des minorités.*
(Voir E 3, pp. 40-41 ; E 9, p. 59.)

C. — *Mandats confiés à certains Membres de la Société des Nations sur quelques colonies et territoires, en vertu de l'article 22 du Pacte de la Société des Nations.* (Voir E 3, pp. 42-43.)

D. — *Accords généraux internationaux.* (Voir E 3, pp. 43-46 ; E 4, pp. 76-77 ; E 5, pp. 90-91 ; E 6, p. 96 ; E 7, p. 106 ; E 8, p. 56 ; E 9, pp. 59-60 ; E 10, pp. 33-34 ; E 11, p. 39 ; E 12, pp. 95-96 ; E 13, pp. 49-50.)

Aux listes qui ont paru dans les précédents Rapports annuels, il y a lieu d'ajouter la convention suivante :

Convention internationale concernant l'emploi de la radio-diffusion dans l'intérêt de la paix. — Genève, 23 septembre 1936.

D'autre part, lors de sa 23^{me} Session, tenue à Genève en juin 1937, la Conférence internationale du Travail a adopté les conventions suivantes³ :

¹ A la date du 5 octobre 1931, en vue de la préparation de la quatrième édition de la *Collection*, le Greffier adressa une nouvelle communication spéciale aux gouvernements de tous les États admis à ester en justice devant la Cour (voir E 8, p. 55).

² Voir pp. 317-353 du présent volume la liste de ces actes par ordre chronologique.

³ L'article 423 du Traité de Versailles et les articles correspondants des autres traités de paix donnent compétence à la Cour pour apprécier, entre autres, toutes questions ou difficultés relatives à l'interprétation des conventions conclues, après la mise en vigueur du traité et en vertu de la partie intitulée « Travail », par les Membres de l'Organisation internationale du Travail. (Voir E 3, pp. 45-46 ; E 4, p. 77 ; E 5, p. 91 ; E 6, p. 96 ; E 7, p. 108 ; E 8, p. 57 ; E 9, p. 60 ; E 10, p. 34 ; E 11, p. 40 ; E 12, pp. 95-96, et E 13, p. 50, les conventions adoptées au cours des précédentes sessions de la Conférence du Travail.)

Convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels (révisée en 1937).

Convention concernant l'âge d'admission des enfants aux travaux non industriels (révisée en 1937).

Convention concernant la réduction de la durée du travail dans l'industrie textile.

Convention concernant les prescriptions de sécurité dans l'industrie du bâtiment.

E. — *Traités politiques (d'alliance, de commerce et de navigation) et divers.* (Voir E 4, pp. 77-81 ; E 5, pp. 91-92 ; E 6, pp. 97-98 ; E 7, pp. 106-107 ; E 8, pp. 57-58 ; E 9, p. 60 ; E 10, p. 35 ; E 11, p. 40 ; E 12, p. 96 ; E 13, p. 50.)

Aux listes qui ont paru jusqu'à présent dans les Rapports annuels, il y a lieu d'ajouter le traité suivant :

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Siam et la Suède. — Stockholm, 5 novembre 1937.

F. — *Actes et conventions divers sur le transit, les voies navigables et les communications en général.* (Voir E 3, pp. 49-50 ; E 4, p. 81 ; E 5, p. 92 ; E 6, p. 98 ; E 7, p. 107 ; E 8, p. 59 ; E 9, pp. 60-61 ; E 10, p. 35 ; E 11, p. 41 ; E 12, pp. 96-97 ; E 13, p. 50.)

Aux listes qui ont paru jusqu'à présent dans les Rapports annuels, il y a lieu d'ajouter le traité suivant :

Convention concernant la navigation aérienne entre l'Estonie et la Finlande. — Helsinki, 12 septembre 1936.

G. — *Traités d'arbitrage et de conciliation.* (Voir E 4, pp. 81-85 ; E 5, p. 93 ; E 6, p. 98 ; E 7, pp. 108-109 ; E 8, pp. 59-62 ; E 9, p. 61 ; E 10, p. 36 ; E 11, p. 41 ; E 12, p. 97 ; E 13, p. 51.)

Aux listes qui ont paru jusqu'à présent dans les Rapports annuels, il y a lieu d'ajouter les traités suivants :

Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire entre la Bulgarie et le Danemark. — Sofia, 7 décembre 1935.

Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire entre le Danemark et la Yougoslavie. — Belgrade, 14 décembre 1935.

* * *

Outre les affaires soumises par les parties et les cas spécialement prévus dans les traités et conventions mentionnés plus haut, la compétence de la Cour s'étend à d'autres différends en vertu des instruments suivants :

Disposition facultative annexée au Statut de la Cour ;

Résolution adoptée par le Conseil le 17 mai 1922 ;
Acte général de conciliation, de règlement judiciaire et de règlement arbitral, adopté le 26 septembre 1928 par l'Assemblée de la Société des Nations dans sa Neuvième Session.

Ces instruments sont ouverts à l'accession d'un nombre considérable d'États. Chacun d'eux fait naître des rapports entre tout État qui y accède et tous les autres États qui y ont accédé auparavant ou qui y accéderaient par la suite¹.

*

Le premier de ces instruments, savoir la « Disposition facultative », est visé par les alinéas 2 et 3 de l'article 36 du Statut, qui sont ainsi conçus : Disposition facultative.

« Les Membres de la Société et États mentionnés à l'annexe au Pacte pourront, soit lors de la signature ou de la ratification du Protocole, auquel le présent Acte est joint, soit ultérieurement, déclarer reconnaître dès à présent comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou État acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour sur toutes ou quelques-unes des catégories de différends d'ordre juridique ayant pour objet :

- a) l'interprétation d'un traité ;
- b) tout point de droit international ;
- c) la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international ;
- d) la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

La déclaration ci-dessus visée pourra être faite purement et simplement ou sous condition de réciprocité de la part de plusieurs ou de certains Membres ou États, ou pour un délai déterminé. »

C'est le protocole spécial annexé au « Protocole de signature du Statut » du 16 décembre 1920 qui est intitulé « Disposition facultative ». Ce protocole est ainsi conçu :

« Les soussignés, dûment autorisés, déclarent en outre, au nom de leur Gouvernement, reconnaître dès à présent, comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, la juridiction de la Cour conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour et dans les termes suivants : »

La déclaration par laquelle les gouvernements mentionnent les conditions auxquelles ils reconnaissent la juridiction de la

¹ Dans la quatrième édition de la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*, la Disposition facultative annexée au Statut et l'Acte général de 1928 sont rangés sous le titre d'« Actes collectifs ayant pour objet le règlement pacifique des différends ». La résolution du Conseil en date du 17 mai 1922 est rangée sous le titre de « Textes constitutionnels fixant la compétence de la Cour ».

Cour comme obligatoire est habituellement apposée ou reproduite au bas de la « Disposition facultative ».

Le tableau inséré dans le chapitre X du présent Rapport (p. 276) donne le nom des États ou Membres de la Société des Nations qui ont souscrit à la Disposition facultative (ou qui ont renouvelé leur acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour) et indique les conditions de leur acceptation (ou de leur renouvellement). La date à laquelle les déclarations ont été apposées est inscrite au tableau lorsqu'elle est documentairement connue. Le texte des déclarations faites avant le 31 janvier 1932 est reproduit dans la quatrième édition de la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*. Le texte des déclarations faites depuis se trouve dans les chapitres X des Huitième, Neuvième, Dixième, Onzième, Douzième et Treizième Rapports annuels, ainsi que dans le chapitre X du présent Rapport (p. 275).

Ci-après sont indiquées les conclusions de fait qui se dégagent du tableau mentionné à l'alinéa précédent ; voir aussi le résumé synoptique, page 54.

I.

A. *États ayant souscrit à la Disposition facultative* : l'Union sud-africaine, l'Albanie, l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Brésil, la Bulgarie, le Canada, la Chine, la Colombie, le Costa-Rica¹, le Danemark, la République dominicaine, l'Espagne, l'Estonie, l'Éthiopie, la Finlande, la France, la Grèce, le Guatemala, le Haïti, la Hongrie, l'Inde, l'Iran, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, le Libéria, la Lithuanie, le Luxembourg, le Nicaragua, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Panama, le Paraguay², les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le

¹ Le Costa-Rica a notifié le 24 décembre 1924 au Secrétaire général sa décision de se retirer de la Société des Nations, cette décision devant porter effet à dater du 1^{er} janvier 1927. Avant cette date, le Costa-Rica n'avait pas ratifié le Protocole de signature du Statut ; d'autre part, le Costa-Rica n'est pas mentionné à l'annexe au Pacte de la Société des Nations. Ceci porterait à conclure que l'engagement résultant, pour le Costa-Rica, de sa signature du protocole précité est devenu caduc, ainsi, par suite, que l'engagement résultant de sa signature de la Disposition facultative.

² Par une lettre en date du 16 juin 1938, le Secrétaire général de la Société des Nations a transmis au Greffier de la Cour, à toutes fins utiles, la copie certifiée conforme de la correspondance suivante échangée entre le ministre du Paraguay à Paris et le Secrétariat :

I. — LETTRE DU MINISTRE DU PARAGUAY A PARIS AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Paris, le 27 mai 1938.

Monsieur le Secrétaire général,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire parvenir pour toutes fins utiles, et en vous priant de faire les communications d'usage, le

Portugal, la Roumanie, le Salvador, le Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Turquie, l'Uruguay, la Yougoslavie.

décret dûment légalisé n° 6172 du 26 avril 1933, par lequel la République du Paraguay retire sa déclaration d'acceptation reconnaissant la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale comme obligatoire telle qu'elle est décrite à l'article 36, paragraphe 2, des statuts.

En vous priant de m'accuser réception de la présente, je vous prie d'agréer, etc.

(Signé) R. V. CABALLERO DE BEDOYA.

Annexe au n° I.

DÉCRET N° 6172 AUX TERMES DUQUEL LE PARAGUAY RETIRE SON ADHÉSION
A LA JURIDICTION OBLIGATOIRE ÉTABLIE PAR LE STATUT DE LA COUR
PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.

[Traduction du Secrétariat
de la Société des Nations.]

Asunción, le 26 avril 1938.

Considérant :

Que le pouvoir exécutif national, en vertu de la loi n° 1298 du 14 janvier 1933, a accepté la juridiction obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de ladite Cour ;

Que cette acceptation a été en quelque sorte la conséquence de la participation du Paraguay à la Société des Nations, la Cour ayant été instituée en exécution d'une disposition du Traité de Versailles ;

Que le Paraguay a cessé d'être Membre de ladite Société ;

Que, d'autre part, le Paraguay a accepté la juridiction obligatoire de ladite Cour ou y a adhéré, purement et simplement, sans s'engager à y rester fidèle pendant un temps déterminé ;

Que la loi n° 1298 susmentionnée ne contient pas de règle impérative, mais une simple autorisation accordée au pouvoir exécutif national ;

Que, par conséquent, rien ne s'oppose au retrait de l'adhésion donnée par le Paraguay à ladite juridiction ;

Qu'en outre, le litige de frontière qui existe entre le Paraguay et la Bolivie a trouvé dans un arrangement — le Protocole du 12 juin 1935 — un mode de règlement spécial qui dépend d'un accord direct ou d'un arbitrage de droit dont les bases fondamentales, les modalités et les termes spécifiques doivent être l'œuvre exclusive de la volonté des Parties intéressées ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

LE PRÉSIDENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE

DÉCRÈTE :

Article premier. — L'adhésion donnée par le Paraguay à la juridiction obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale à laquelle se réfère le paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de ladite Cour est retirée.

Article 2. — La présente décision sera communiquée à qui de droit et inscrite dans le Registre officiel.

[Signatures.]

II. — LETTRE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS
AU MINISTRE DU PARAGUAY A PARIS.

Genève, le 13 juin 1938.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre du 27 mai 1938, par laquelle vous avez bien voulu, d'ordre de votre Gouvernement, me faire parvenir, à toutes fins utiles et en me priant de procéder aux communi-

II.

B. *Parmi ceux-ci, ont souscrit sous réserve de ratification et ont ratifié* : l'Union sud-africaine, l'Albanie¹, l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Canada, le Danemark, la République dominicaine, la Finlande¹, la France¹, la Grèce, la Hongrie, l'Inde, l'Iran, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Norvège¹, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, la Roumanie¹, le Siam, la Suisse, la Yougoslavie.

C. *Ont souscrit sous réserve de ratification, mais n'ont pas ratifié* : l'Argentine, le Guatemala, le Libéria, la Pologne, la Tchécoslovaquie.

D. *Ont souscrit sans condition de ratification*² : la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, la Chine, la Colombie, le Costa-Rica³, l'Espagne, l'Estonie, l'Éthiopie, le Haïti, la Lithuanie, le Luxembourg, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay⁴, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Suède, la Turquie, l'Uruguay.

E. *Ont souscrit sans condition de ratification, mais n'ont pas ratifié le Protocole de signature du Statut* : le Costa-Rica³, le Nicaragua, la Turquie.

F. *États pour lesquels la période d'acceptation est arrivée à terme* : l'Allemagne (date d'expiration : 1^{er} mars 1938) ; la Chine (date d'expiration : 13 mai 1927) ; l'Éthiopie (date d'expiration : 18 sept. 1936) ; l'Italie (date d'expiration : 7 sept. 1936) ; la Yougoslavie (date d'expiration : 24 nov. 1935).

cations d'usage, le décret dûment légalisé n° 6172 du 26 avril 1938, par lequel la République du Paraguay retire sa déclaration d'acceptation reconnaissant comme obligatoire la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, telle qu'elle est décrite à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de ladite Cour.

2. En l'absence de disposition expresse dans le Statut de la Cour concernant la dénonciation des déclarations reconnaissant la juridiction obligatoire de la Cour (art. 36, par. 2 et 3), je dois me borner à transmettre votre communication à tous les États parties au Protocole de signature du Statut de la Cour ainsi qu'aux Membres de la Société des Nations.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire général,
Le Conseiller juridique p. i.
du Secrétariat :

(Signé) H. MCKINNON WOOD.

¹ Cet État avait souscrit à la Disposition sous condition de ratification, mais a renouvelé son acceptation sans cette condition.

² Certains de ces États n'en ont pas moins ratifié leur déclaration, bien que la ratification ne fût point exigée par la Disposition facultative.

³ Voir p. 50, note 1.

⁴ Voir p. 50, note 2.

III.

G. *État ayant accepté la juridiction obligatoire de la Cour conformément à l'article 36, alinéa 2, du Statut et à la résolution du Conseil du 17 mai 1922*¹: Monaco².

IV.

H. *États liés*³: l'Union sud-africaine, l'Albanie, l'Australie, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Bulgarie, le Canada, la Colombie, le Danemark, la République dominicaine, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, le Haïti, la Hongrie, l'Inde, l'Iran, l'Irlande, la Lettonie, la Lithuanie, le Luxembourg, Monaco², la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Panama, le Paraguay⁴, les Pays-Bas, le Pérou, le Portugal, la Roumanie, le Salvador, le Siam, la Suède, la Suisse, l'Uruguay.

¹ Cette résolution prévoit, pour les États non Membres de la Société des Nations ni mentionnés à l'annexe au Pacte, la faculté d'accepter comme obligatoire la juridiction de la Cour, sans que cette acceptation puisse, hors le cas de convention spéciale, être opposée soit aux États Membres soit aux États mentionnés à l'annexe au Pacte qui ont signé ou signeraient la Disposition facultative. (Voir p. 55.)

² Voir p. 62.

³ Au 15 juin 1938.

⁴ Voir note 2, p. 50.

RÉSUMÉ SYNOPTIQUE.

ÉTATS AYANT SIGNÉ LA DISPOSITION FACULTATIVE (51)				ÉTAT AYANT ACCEPTÉ	
sans condition de ratification ou autre condition suspensive		sous condition de ratification ou autre condition suspensive		la juridiction obligatoire de la Cour conformément à l'art. 36, al. 2, du Statut et à la résolution du Conseil du 17 mai 1922 ¹	
mais n'ayant pas ratifié le Protocole de signature du Statut	et ayant ratifié le Protocole de signature du Statut	et pour lesquels la ou les conditions sont intervenues	et pour lesquels la ou les conditions ne sont pas intervenues au 15 juin 1938		
Costa-Rica ² Nicaragua Turquie	Bolivie Brésil Bulgarie Colombie Espagne Estonie Haïti Lithuanie Luxembourg Panama Paraguay ³ Pays-Bas Portugal Salvador Suède Uruguay	Union sud-africaine Albanie ⁴ Australie Belgique Royaume-Uni Canada Danemark Rép. dominicaine Finlande ⁴ France ⁴ Grèce Hongrie Inde Iran Irlande Lettonie Norvège ⁴ Nouvelle-Zélande Pérou Roumanie ⁴ Siam Suisse	Argentine Guatemala Libéria Pologne Tchécoslovaquie	Allemagne Chine Éthiopie Italie Yougoslavie	Monaco
États non liés	ÉTATS LIÉS (38)		États non liés		ÉTAT LIÉ (1)

¹ Voir p. 53, note 1.

² Voir p. 50, note 1.

³ Voir p. 50, note 2.

⁴ Cet État avait souscrit à la Disposition sous condition de ratification, mais a renouvelé son acceptation sans cette condition.

*

Le second des trois instruments mentionnés plus haut est la résolution adoptée par le Conseil le 17 mai 1922.

Résolution du
Conseil du
17 mai 1922.

Aux termes de cette résolution (dont le texte est reproduit dans le Premier Rapport annuel, pp. 139-140¹), la Cour est ouverte à tout État non Membre de la Société des Nations et non mentionné à l'annexe au Pacte, à condition que cet État ait déposé préalablement au Greffe une déclaration par laquelle il accepte la juridiction de la Cour conformément au Pacte de la Société des Nations, et aux termes et conditions du Statut et du Règlement de la Cour, en s'engageant à exécuter de bonne foi les sentences rendues et à ne pas recourir à la guerre contre tout État qui s'y conformera. La résolution prévoit également que cette déclaration peut avoir soit un caractère particulier, soit un caractère général.

A la date du 26 avril 1937 a été déposée au Greffe de la Cour une déclaration de caractère général signée au nom de la Principauté de Monaco².

*

Le troisième de ces instruments est l'Acte général de conciliation, de règlement judiciaire et de règlement arbitral, adopté le 26 septembre 1928 par l'Assemblée de la Société des Nations dans sa Neuvième Session. Cet acte prévoit les modalités du règlement pacifique des différends pouvant surgir entre les États qui y adhèrent.

L'Acte général de 1928.

La quatrième édition de la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour* reproduit sous le n° 11 le texte de cet acte.

A la date du 15 juin 1938, les États dont les noms suivent avaient adhéré à l'Acte général³ (la dernière en date des adhésions est celle de la Lettonie, qui est intervenue le 17 septembre 1935) :

¹ Voir aussi E 5, pp. 128-129; E 8, p. 106.

² » p. 62.

³ Aux termes de l'article 38 de l'acte, les Parties contractantes peuvent adhérer :

« A. Soit à l'ensemble de l'acte (chapitres I, II, III et IV) ;

B. Soit seulement aux dispositions relatives à la conciliation et au règlement judiciaire (chapitres I et II), ainsi qu'aux dispositions générales concernant ces procédures (chapitre IV) ;

C. Soit seulement aux dispositions relatives à la conciliation (chapitre I), ainsi qu'aux dispositions générales concernant cette procédure (chapitre IV). »

Australie	(A)	21	v	31	Irlande	(A)	26	IX	31
Belgique	(A)	18	v	29	Italie	(A)	7	IX	31
Canada	(A)	1	VII	31	Lettonie	(A)	17	IX	35
Danemark	(A)	14	IV	30	Luxembourg	(A)	15	IX	30 ¹
Espagne	(A)	16	IX	30	Norvège	(A)	11	VI	30 ¹
Estonie	(A)	3	IX	31	Nouvelle-				
Éthiopie	(A)	15	III	35	Zélande	(A)	21	v	31
Finlande	(A)	6	IX	30	Pays-Bas	(B)	8	VIII	30
France	(A)	21	v	31	Pérou	(A)	21	XI	31
Grande-					Suède	(B)	13	v	29
Bretagne	(A)	21	v	31	Suisse	(A)	7	XII	34
Grèce	(A)	14	IX	31	Turquie	(A)	26	VI	34
Inde	(A)	21	v	31					

* * *

Affaires
soumises par
requête uni-
latérale.

Le tableau suivant donne la liste des affaires soumises à la Cour par requête unilatérale (ou par demande unilatérale d'interprétation)². Y sont également indiqués le numéro du rôle général, les parties à l'affaire ainsi que la date de la requête introductive d'instance.

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Parties à l'affaire.	Date de la requête.
5	Vapeur <i>Wimbledon</i>	Grande-Bretagne, France, Italie, Japon/Allemagne	16 I 23
10	Concessions Mavrommatis en Palestine	Grèce/Grande-Bretagne	12 v 24
14	Interprétation de l'Arrêt n° 3 (Traité de Neuilly)	Grèce/Bulgarie	27 XI 24
18	Intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise	Allemagne/Pologne	15 v 25
18 bis	Intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise	Allemagne/Pologne	25 VIII 25
22	Dénonciation du Traité sino-belge du 2 nov. 1865	Belgique/Chine	25 XI 26
25	Demande en indemnité relative à l'usine de Chor-zów	Allemagne/Pologne	8 II 27
27	Réadaptation des concessions Mavrommatis à Jérusalem	Grèce/Grande-Bretagne	28 v 27

¹ La Norvège avait adhéré le 11 juin 1929 aux chapitres I, II et IV; elle a étendu son adhésion au chapitre III le 11 juin 1930.

² Pour la liste des affaires introduites par compromis, voir pp. 45-46; pour la liste des affaires consultatives, voir pp. 67-69.

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Parties à l'affaire.	Date de la requête.
30	Interprétation des Arrêts 7 et 8 (usine de Chorzów)	Allemagne/Pologne	17 X 27
31	Droits de minorités en Haute-Silésie (écoles minoritaires)	Allemagne/Pologne	2 I 28
43	Groënland oriental	Danemark/Norvège	11 VII 31
47	Interprétation du Statut de Memel	Grande-Bretagne, France, Italie, Japon/Lithuanie	11 IV 32
49	Prince von Pless	Allemagne/Pologne	18 V 32
51	Appel contre deux sentences rendues le 21 déc. 1931 par le T. A. M. hungaro-tchécoslovaque	Tchécoslovaquie/Hongrie	7 VII 32
52	Territoire du sud-est du Groënland	Norvège/Danemark	18 VII 32
53	Groënland du Sud-Est	Danemark/Norvège	18 VII 32
54	Appel contre une sentence rendue le 13 avril 1932 par le T. A. M. hungaro-tchécoslovaque	Tchécoslovaquie/Hongrie	20 VII 32
58	Appel contre une sentence rendue le 3 févr. 1933 par le T. A. M. hungaro-tchécoslovaque	Tchécoslovaquie/Hongrie	3 V 33
60	Réforme agraire polonaise et minorité allemande	Allemagne/Pologne	1 VII 33
64	Losinger & Cie, S. A.	Suisse/Yougoslavie	23 XI 35
65	Pajzs, Csáky, Esterházy (sentences rendues le 22 juillet 1935 par le T. A. M. hungaro-yougoslave)	Hongrie/Yougoslavie	6 XII 35
68	Phosphates du Maroc	Italie/France	30 III 36
69	Eaux de la Meuse	Pays-Bas/Belgique	1 VIII 36
74	Chemin de fer Panevezys-Saldutiskis	Estonie-Lithuanie	2 XI 37
75	Compagnie d'Électricité de Sofia	Belgique/Bulgarie	26 I 38
77	Société commerciale de Belgique	Belgique/Grèce	5 V 38

Ces requêtes étaient fondées sur les actes suivants :

Vapeur <i>Wimbledon</i> (rôle gén. n° 5)	Traité de Versailles (28 juin 1919), art. 380
Affaires Mavrommatis (rôle gén. nos 10 et 27)	Mandat sur la Palestine (24 juillet 1922), art. 26

Intérêts allemands en Haute-Silésie ; usine de Chorzów (rôle gén. nos 18, 18 bis et 25)	Convention de Genève relative à la Haute-Silésie (15 mai 1922), art. 23
Droits de minorités en Haute-Silésie ; prince de Pless (rôle gén. nos 31 et 49)	Même convention, art. 72
Réforme agraire polonaise (rôle gén. n° 60)	Traité des Minorités avec la Pologne (28 juin 1919), art. 12
Interprétation du Statut de Memel (rôle gén. n° 47)	Convention relative à Memel (8 août 1924), art. 17
Appel contre des sentences des T. A. M. (rôle gén. nos 51, 54, 58 et 65)	Accord II de Paris (28 avril 1930) art. X
Interprétation de l'Arrêt n° 3 ; interprétation des Arrêts nos 7 et 8 (rôle gén. nos 14 et 30)	Statut de la Cour, art. 60
Société commerciale de Belgique (rôle gén. n° 77)	Convention de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire entre la Belgique et la Grèce (25 juin 1929)
Compagnie d'Électricité de Sofia (rôle gén. n° 75)	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire entre la Belgique et la Bulgarie (23 juin 1931)
Traité sino-belge ; Groënland oriental ; Groënland du Sud-Est ; Losinger & Cie ; phosphates du Maroc ; eaux de la Meuse ; chemin de fer Panevezys-Saldutiskis (rôle gén. nos 22, 43, 52 et 53, 64, 68, 69, 74) ; et Compagnie d'Électricité de Sofia (rôle gén. n° 75)	Disposition facultative de l'art. 36 du Statut de la Cour

*

Compétence comme instance de recours. (Voir E 6, p. 137 ; E 7, p. 152 ; E 8, pp. 110-111 ; E 10, pp. 43-44 ; E 12, p. 105.)

*

Mesures conservatoires. (Voir E 5, p. 129 ; E 7, pp. 152-153 ; E 9, p. 68 ; E 10, pp. 44-45 ; E 12, p. 105.)

* * *

Compétence en matière de compétence. (Voir E 5, pp. 129-130 ; E 7, p. 153 ; E 8, pp. 111-112 ; E 9, pp. 68-70.)

Le tableau suivant donne la liste des affaires dans lesquelles une exception préliminaire a été soulevée *in limine litis*¹ et qui,

¹ La liste des affaires introduites par requête unilatérale se trouve aux pages 56-58.

par conséquent, ont donné lieu à une procédure spéciale, conformément à l'article 62 du Règlement.

N° du rôle gén. (relatif à l'exception).	Intitulé de l'affaire.	Parties à l'affaire qui a donné lieu à l'exception ¹ .	Date du dépôt de l'acte introductif de l'exception.
12	Concessions Mavrommatis en Palestine	Grèce/Grande-Bretagne	3 VI 24
19	Intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise	Allemagne/Pologne	18 VI 25
26	Demande en indemnité relative à l'usine de Chorzów	Allemagne/Pologne	8 IV 27
28	Réadaptation des concessions Mavrommatis à Jérusalem	Grèce/Grande-Bretagne	9 VIII 27
50	Interprétation du Statut de Memel	Grande-Bretagne, France Italie, Japon/Lithuanie	26 V 32
55	Prince von Pless	Allemagne/Pologne	1 X 32
56	Appel contre deux sentences rendues le 21 déc. 1931 par le T. A. M. hungaro-tchécoslovaque	Tchécoslovaquie/Hongrie	20 X 32
57	Appel contre une sentence rendue le 13 avril 1932 par le T. A. M. hungaro-tchécoslovaque	Tchécoslovaquie/Hongrie	20 X 32
66	Pajzs, Csáky, Esterházy	Hongrie/Yougoslavie	4 III 36
67	Losinger & Cie	Suisse/Yougoslavie	27 III 36
71	Phosphates du Maroc ²	Italie/France	16 XII 36
72	Borchgrave ³	Belgique/Espagne	29 VI 37

Depuis le 15 juin 1937, l'affaire suivante a donné lieu à des exceptions préliminaires :

76	Chemin de fer Panevezys-Saldutiskis	Estonie/Lithuanie	15 III 38
----	-------------------------------------	-------------------	-----------

Aux termes de l'ordonnance rendue par le Président de la Cour le 15 mars 1938, la procédure écrite sur les exceptions en cette affaire a été close le 30 avril 1938.

*

(Voir E 5, p. 130.)

Interprétation d'un arrêt.

¹ Dans cette colonne, l'État qui est cité en second lieu — c'est-à-dire le défendeur pour le fond de l'affaire — est celui qui a présenté l'acte introductif de l'exception.

² Voir p. 115.

³ Cette affaire a été introduite par un compromis. Les exceptions préliminaires ont été soulevées par le Gouvernement espagnol. Voir page 112 le résumé de l'arrêt de la Cour sur les exceptions.

* * *

2) *Compétence* ratione personæ.

États auxquels
la Cour est
ouverte.

Seuls, les États ou les Membres de la Société des Nations ont qualité pour se présenter devant la Cour ¹. Le Statut distingue entre les États selon qu'ils sont, d'une part, Membres de la Société des Nations ou mentionnés à l'annexe au Pacte, et, d'autre part, étrangers à la Société des Nations ².

A. — La Cour est ouverte aux Membres de la Société des Nations (art. 35 du Statut, al. 1).

Le 15 juin 1938, le Secrétaire général a communiqué au Greffier la liste officielle des Membres de la Société des Nations, mise à jour à cette date, qui est la suivante ³ : l'Afghanistan, l'Union sud-africaine, l'Albanie, la République argentine, l'Australie, la

¹ Article 34 du Statut.

² » 35 » » .

³ A la date du 24 février 1935, le Paraguay a donné un préavis de retrait (art. premier, al. 3, du Pacte), confirmé par télégramme du 19 février 1937.

La situation particulière du Paraguay a fait l'objet d'un examen par l'Assemblée au cours de sa Dix-Huitième Session (sept.-oct. 1937). La quatrième Commission (financière) de l'Assemblée avait demandé à la première Commission (juridique) si l'on pouvait considérer que le retrait du Paraguay, lequel État avait laissé expirer le délai de deux ans sans payer sa dette envers la Société des Nations, était devenu effectif, ou bien si cet État continuait à être Membre de la Société des Nations et à assumer la charge de nouvelles contributions jusqu'au moment où il aurait régularisé sa situation financière. L'avis donné par la première Commission fut qu'il n'était pas « opportun de répondre dès maintenant à la question telle qu'elle a été posée ».

Le rapport à l'Assemblée de la quatrième Commission rend compte de cette consultation de la première Commission et contient, à ce sujet, les paragraphes suivants :

« 48. En ce qui concerne la question de savoir si le Paraguay a cessé d'être Membre de la Société des Nations depuis l'expiration du délai de préavis (deux ans à compter du 25 février 1935), la quatrième Commission, après avoir reçu la réponse de la première Commission, n'insiste pas pour avoir une interprétation de l'article premier du Pacte.

« 49. Il n'en est pas moins certain que le Paraguay doit en tout cas à la Société le montant intégral de ses contributions arriérées jusqu'à la date de son retrait de la Société, dans les conditions prescrites par l'article premier du Pacte. La Commission de contrôle et le Comité spécial des contributions prendront sans aucun doute les mesures nécessaires pour régler cette partie de la question.

« 50. D'autre part, dans les circonstances présentes, la quatrième Commission ne voit aucun avantage à ce que l'on continue à traiter le Paraguay comme un État qui contribue aux dépenses de la Société. Non seulement on introduirait un élément fictif dans le budget de la Société des Nations, mais encore on compliquerait la situation financière de la Société.

« 51. L'Assemblée a fréquemment exercé son pouvoir de prendre des décisions particulières au sujet des contributions de certains Membres de la Société, lorsqu'elle jugeait équitable de le faire dans l'intérêt de ces Membres, et, dans un cas, elle a exercé ce pouvoir en vue de régler une situation anormale dans laquelle se trouvait un Membre particulier. Il est hors de

Belgique, la Bolivie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Bulgarie, le Canada, le Chili¹, la Chine, la Colombie, Cuba, le Danemark, la République dominicaine, l'Égypte, l'Équateur, l'Espagne, l'Estonie, l'Éthiopie, la Finlande, la France, la Grèce, le Haïti, le Honduras², la Hongrie, l'Inde, l'Irak, l'Iran, l'Irlande, l'Italie³, la Lettonie, le Libéria, la Lituanie, le Luxembourg, les États-Unis du Mexique, le Nicaragua⁴, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Panama, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Salvador⁵, le Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Turquie, l'Union des Républiques soviétiques socialistes, l'Uruguay, le Venezuela, la Yougoslavie.

B. — La Cour est également ouverte aux États mentionnés à l'annexe au Pacte et qui ne font pas partie de la Société des Nations (art. 35 du Statut, al. 1). Aux termes du quatrième alinéa du Protocole de signature du Statut de la Cour en date du 16 décembre 1920, ledit protocole reste ouvert à la signature de ces États.

A la date du 15 juin 1938, les États mentionnés à l'annexe au Pacte et qui ne sont pas mentionnés dans la liste des Membres de la Société des Nations communiquée au Greffier par le Secrétaire général de la Société des Nations à la date du 15 juin 1938, sont les suivants : les États-Unis d'Amérique, le Brésil, le Guatemala, le Hedjaz (qui fait maintenant partie de l'Arabie saoudienne), le Japon et le Paraguay.

Les États-Unis d'Amérique ont signé le Protocole de signature du Statut du 16 décembre 1920 (en même temps que les Protocoles du 14 septembre 1929 relatifs à l'adhésion des États-Unis à la Cour et à la révision du Statut), mais ils ne les ont pas ratifiés. Le Brésil et le Japon ont signé le Protocole du 16 décembre 1920 ; ils l'ont ratifié respectivement les 1^{er} novembre 1921 et 16 novembre 1921, alors qu'ils étaient Membres de la Société des Nations. Le Guatemala a signé le Protocole de signature du

doute que l'Assemblée a le droit d'exercer ce pouvoir dans l'intérêt de la Société des Nations elle-même et d'une saine gestion budgétaire.

« 52. La quatrième Commission estime donc qu'en répartissant les dépenses parmi les Membres de la Société des Nations pour 1938, il convient de ne tenir aucun compte du Paraguay. »

¹ Par une lettre reçue au Secrétariat de la Société des Nations le 2 juin 1938, le Chili a donné le préavis de retrait de la Société des Nations prévu par l'article premier, alinéa 3, du Pacte.

² Par une lettre reçue au Secrétariat de la Société des Nations le 10 juillet 1936, le Honduras a donné le préavis de retrait.

³ Par un télégramme reçu au Secrétariat de la Société des Nations le 11 décembre 1937, l'Italie a donné le préavis de retrait.

⁴ Par un télégramme reçu au Secrétariat de la Société des Nations le 27 juin 1936, le Nicaragua a donné le préavis de retrait.

⁵ Par une lettre reçue au Secrétariat de la Société des Nations le 10 août 1937, le Salvador a donné le préavis de retrait.

Statut de la Cour, mais ne l'a pas ratifié; le Paraguay l'a également signé, et a déposé l'instrument de ratification le 11 mai 1933, alors qu'il était Membre de la Société des Nations.

*

États-Unis d'Amérique. (Voir E 2, pp. 85-88; E 3, pp. 91-96; E 4, pp. 119-122; E 5, pp. 131-139; E 6, pp. 139-163; E 7, pp. 154-169; E 8, pp. 113-134; E 9, p. 71; E 10, pp. 47-48; E 11, pp. 51-54.)

Depuis la date à laquelle a paru le Douzième Rapport annuel de la Cour (15 juin 1936), il n'y a pas eu de fait nouveau concernant l'état des signatures et ratifications du Protocole du 14 septembre 1929 relatif à l'adhésion des États-Unis à la Cour (voir E 12, p. 108).

*

Autres États auxquels la Cour est ouverte.

C. — Quant aux États non Membres de la Société des Nations ni mentionnés à l'annexe au Pacte, l'article 35 du Statut stipule que les conditions auxquelles la Cour leur est ouverte sont, sous réserve des dispositions particulières des traités en vigueur, réglées par le Conseil, et dans tous les cas, sans qu'il puisse en résulter pour les parties aucune inégalité devant la Cour.

Conformément à cet article, le Conseil a pris, le 17 mai 1922, une résolution qui règle la matière et dont il est fait mention plus haut (compétence de la Cour *ratione materiae*, p. 55). Le texte de cette résolution est reproduit dans le Premier Rapport annuel (pp. 139-140) et dans la troisième édition, de mars 1936, du volume n° 1 de la Série D (pp. 58-59).

Pour la liste des États auxquels la résolution du 17 mai 1922 a été transmise, voir le Premier Rapport annuel, page 140.

Monaco.

Par lettre en date du 22 avril 1937, le ministre d'État de la Principauté de Monaco — un des États auxquels la résolution du 17 mai 1922 avait été transmise¹ — a fait tenir au Greffe de la Cour une Déclaration, portant la même date, par laquelle la Principauté accepte la juridiction de la Cour et reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale la juridiction de la Cour conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour et au chiffre 2, alinéa 4, de la résolution du Conseil du 17 mai 1922.

La déclaration de la Principauté de Monaco a été enregistrée au Greffe le 26 avril 1937. Elle a été notifiée aux Membres de la Société des Nations ou États mentionnés dans l'annexe au Pacte, aux autres États auxquels la Cour est ouverte, ainsi qu'au Secrétaire général de la Société des Nations. Elle est reproduite dans le Treizième Rapport annuel, pages 63-64.

¹ La résolution du Conseil du 17 mai 1922 avait été transmise par le Greffier de la Cour à la Principauté de Monaco le 30 juin 1922. (Voir E 1, pp. 140-141.)

* * *

(Voir E 5, p. 140.)

Contribution
aux frais de
procédure.

* * *

3) *Des voies de communication avec les gouvernements.*

A la date du 15 juin 1938, les communications directes émanant de la Cour et destinées aux gouvernements des États admis à ester en justice devant elle sont adressées selon les voies suivantes, qui ont été indiquées par les gouvernements eux-mêmes ¹.

Afghanistan	Le ministre des Affaires étrangères, Kaboul	par l'intermédiaire de la légation royale d'Afghanistan à Londres
Union sud-africaine	Le premier ministre de l'Union sud-africaine, à Capetown	
Allemagne	Légation d'Allemagne à La Haye	
États-Unis d'Amérique	Le secrétaire d'État, à Washington	par l'intermédiaire de la légation des États-Unis à La Haye
République argentine	Ministère des Affaires étrangères, Buenos-Ayres	par l'intermédiaire de la légation de la République argentine à La Haye
Australie	Le premier ministre du Commonwealth d'Australie, à Canberra	
Belgique	Le ministre des Affaires étrangères, à Bruxelles	
Brésil	Ministère des Affaires étrangères, Rio-de-Janeiro	par l'intermédiaire de la légation du Brésil à La Haye
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Le secrétaire d'État pour les Affaires étrangères -- Ministère des Affaires étrangères, Whitehall, Londres S. W. 1	
Bulgarie	Le ministère des Affaires étrangères, à Sofia	
Canada	Le secrétaire d'État des Affaires extérieures, à Ottawa	
Chili	Le ministre des Affaires étrangères, à Santiago	

¹ Voir E 1, p. 141, et E 4, pp. 123-124.

Chine	La légation de Chine à La Haye	
Colombie	Ministère des Affaires étrangères, à Bogotá	
Cuba	Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, à La Havane	
Danemark	La légation de Danemark à La Haye	En cas d'extrême urgence : le ministère des Affaires étrangères à Copenhague
Dantzig	Le ministre de Pologne à La Haye	
République dominicaine	Le secrétariat d'État des Affaires étrangères, à Ciudad-Trujillo	
Égypte	Ministère des Affaires étrangères, Le Caire	
Équateur	Ministère des Affaires étrangères de l'Équateur, à Quito	
Espagne	Ministère d'État, à Madrid	par l'intermédiaire de la légation d'Espagne à La Haye
Estonie	Ministère des Affaires étrangères, à Tallinn	
Finlande	Le chargé d'affaires de Finlande à La Haye	
France	Ministère des Affaires étrangères, Service français de la Société des Nations, à Paris	
Grèce	Ministère des Affaires étrangères, à Athènes	Copie à la délégation hellénique auprès de la S. d. N. à Genève
Haïti	Le secrétaire d'État aux Relations extérieures, à Port-au-Prince	
Honduras	Ministère des Affaires étrangères du Honduras, à Tegucigalpa	
Hongrie	Le ministre de Hongrie à La Haye	Pour les communications faites en vertu de l'article 44 du Statut : Ministère royal hongrois de la Justice, Budapest
Inde	Bureau de l'Inde, Whitehall, Londres S. W. 1	
Iran	Ministère des Affaires étrangères, 3 ^{me} Section, à Téhéran	

Irlande	Ministère des Affaires extérieures, à Dublin	
Italie	Ministère des Affaires étrangères, Section pour la Société des Nations, à Rome	
Japon	Le ministre des Affaires étrangères, à Tokio	par l'intermédiaire du consulat général du Japon à Genève
Lettonie	Ministère des Affaires étrangères, à Riga	
Libéria	Le secrétaire d'État du Libéria, à Monrovia	
Lithuanie	Le ministre des Affaires étrangères de la République lithuanienne, à Kaunas	
Luxembourg	Le ministre d'État, président du Gouvernement grand-ducal, à Luxembourg	(lettre recommandée)
Mexique	Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, à Mexico	par l'intermédiaire de la légation du Mexique à La Haye
Monaco	Le ministre d'État, directeur des Relations extérieures de la Principauté de Monaco	
Nicaragua	Ministère des Affaires étrangères, à Managua	
Norvège	Ministère des Affaires étrangères, à Oslo	par l'intermédiaire de la légation de Norvège à La Haye
Nouvelle-Zélande	Le haut-commissaire pour la Nouvelle-Zélande à Londres, Bureaux gouvernementaux de la Nouvelle-Zélande, Strand, W. C. 2	
Panama	Ministère des Affaires étrangères, à Panama	
Paraguay	Le ministre des Affaires étrangères du Paraguay, à Asunción	
Pays-Bas	Ministère des Affaires étrangères, à La Haye	
Pérou	Le chargé d'affaires du Pérou à La Haye	Les publications de la Cour sont adressées directement au ministère des Affaires étrangères à Lima
Pologne	Le ministre de Pologne à La Haye	

Portugal	Le ministre des Affaires étrangères, à Lisbonne	
Roumanie	Le ministre des Affaires étrangères, à Bucarest	Copie au ministre de Roumanie à La Haye, avec prière de bien vouloir transmettre à Bucarest
Salvador	Ministère des Affaires étrangères, à San-Salvador	
Siam	Ministère des Affaires étrangères, à Bangkok	Copie à la légation de Siam à Londres
Union des Républiques soviétiques socialistes	Le commissaire du peuple pour les affaires étrangères, Moscou	aux bons soins de l'ambassade de l'Union à Berlin
Suède	Le ministre de Suède à La Haye	
Suisse	Le ministre de Suisse à La Haye	
Tchécoslovaquie	Le ministre de Tchécoslovaquie à La Haye	
Turquie	Le ministre des Affaires étrangères (quatrième département), à Ankara	
Uruguay	Ministère des Affaires étrangères, à Montevideo	
Venezuela	Légation du Venezuela à La Haye	
Yougoslavie	Le ministre de Yougoslavie à La Haye	

Pour les gouvernements ne figurant pas dans la liste ci-dessus, la Cour s'adresse soit à leur légation à La Haye, soit, le cas échéant, à leur ministère des Affaires étrangères.

II. — COMPÉTENCE EN MATIÈRE CONSULTATIVE

(Voir E I, pp. 145-147.)

Les vingt-huit requêtes pour avis consultatif que le Conseil a soumises à la Cour peuvent se répartir en deux catégories : celles qui trouvent leur origine à proprement parler dans le Conseil même, et celles, plus nombreuses, qui ont été présentées à l'instigation ou à la demande d'un État ou d'un organisme international.

Les tableaux suivants donnent la liste des affaires consultatives soumises à la Cour, réparties selon ces deux catégories. Sont également indiqués le numéro du rôle général, les gouvernements ou organisations internationales directement intéressés en l'affaire, et la date de la requête pour avis consultatif.

Appartiennent à la première catégorie :

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Gouvts et organisations directement intéressés.	Date de la requête.	Requêtes du Conseil <i>proprio motu.</i>
6	Colons allemands en Pologne	Allemagne/Pologne	2 III 23	
8	Acquisition de la nationalité polonaise	Allemagne/Pologne	11 VII 23	
16	Service postal polonais à Dantzig	Dantzig/Pologne	14 III 25	
17	Expulsion du Patriarce œcuménique		21 III 25	
20	Frontière entre la Turquie et l'Irak (affaire de Mossoul)	Grande-Bretagne/ Turquie	23 IX 25	
29	Compétence des tribunaux de Dantzig	Dantzig/Pologne	24 IX 27	
39	Trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne	Lithuanie/Pologne	28 I 31	
41	Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche (Protocole du 19 mars 1931)	Allemagne, Autriche, France, Italie, Tchécoslovaquie	19 V 31	
44	Accès et stationnement des navires de guerre polonais dans le port de Dantzig	Dantzig/Pologne	25 IX 31	
45	Accord Caphandaris-Molloff du 9 déc. 1927	Bulgarie/Grèce	26 IX 31	
62	Écoles minoritaires en Albanie	Albanie/Grèce	21 I 35	
63	Constitution de la Ville libre de Dantzig	Dantzig	27 IX 35	

Appartiennent à la seconde catégorie :

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Gouvts et organisations directement intéressés.	Date de la requête.	Autres requêtes.
1	Organisation internationale du Travail et les conditions de travail dans l'agriculture	France, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Portugal, Suède, B. I. T., Commission internationale d'Agriculture, Fédération internationale des Travailleurs de la Terre, Syndicat central des Agriculteurs de France, Institut inter-	22 V 22	

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Gouvts et organisations directement intéressés.	Date de la requête.
		national d'Agriculture, Fédération internationale des Syndicats chrétiens des Travailleurs de la Terre, Confédération internationale des Syndicats agricoles	
2	Désignation du délégué ouvrier à la Conférence internationale du Travail	Grande-Bretagne, Pays-Bas, Suède, B. I. T., Fédération professionn. générale néerlandaise, Fédération syndicale internationale, Confédération internationale des Syndicats chrétiens	22 V 22
3	Organisation internationale du Travail et les moyens de production agricole	Estonie, France, Haïti, Suède, B. I. T., Institut international d'Agriculture, Confédération internationale des Syndicats agricoles	18 VII 22
4	Décrets de nationalité en Tunisie et au Maroc	France/Grande-Bretagne	6 XI 22
7	Statut de la Carélie orientale	Finlande/Union des Républiques soviétistes socialistes	27 IV 23
9	Frontière polono-tchécoslovaque (affaire de Jaworzina)	Pologne/Tchécoslovaquie	29 IX 23
13	Monastère de Saint-Naoum (frontière serbo-albanaise)	Albanie/Yougoslavie	17 VI 24
15	Échange des populations grecques et turques	Grèce, Turquie, Commission mixte pour l'échange des populations grecques et turques	18 XII 24
21	Organisation internationale du Travail et le travail personnel du patron	O. I. T., Organisation internationale des Employeurs industriels, Fédération syndicale internationale, Confédération internationale des Syndicats chrétiens	20 III 26

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Gouvts et organisations directement intéressés.	Date de la requête.
23	Compétence de la Commission européenne du Danube	France, Grande-Bretagne, Italie/Roumanie	18 XII 26
35	Interprétation de l'Accord gréco-turc du 1 ^{er} déc. 1926 (Protocole final, art. IV)	Grèce/Turquie	7 VI 28
37	« Communautés » gréco-bulgares	Bulgarie, Grèce	17 I 30
38	Dantzig et l'Organisation internationale du Travail	Dantzig, Pologne, O. I. T.	15 V 30
40	Accès aux écoles minoritaires allemandes en Haute-Silésie polonaise	Allemagne/Pologne	31 I 31
42	Traitement des nationaux polonais, etc., à Dantzig	Dantzig/Pologne	23 V 31
48	Travail de nuit des femmes	O. I. T., Fédération syndicale internationale, Confédération internationale des Syndicats chrétiens, Grande-Bretagne, Allemagne	10 V 32

* * *

(Voir E 5, pp. 147-148 ; E 6, pp. 171-172 ; E 7, pp. 176-177 ; E 8, p. 144 ; E 11, pp. 61-62 ; E 12, pp. 115-125.)

Comme le relatait le Treizième Rapport annuel, pages 71 à 74, l'Assemblée de la Société des Nations, par une résolution en date du 10 octobre 1936¹, a créé un « Comité spécial pour la mise en œuvre des principes du Pacte ». Ce Comité trouvait son origine dans un vœu émis par l'Assemblée le 4 juillet 1936² : Il avait pour mission d'étudier, non seulement la mise en œuvre des principes du Pacte, mais encore les problèmes s'y rattachant. C'est ainsi qu'il avait été chargé, d'une part, de continuer le travail commencé par le « Comité pour l'amendement du Pacte de la Société des Nations en vue de le mettre en harmonie avec le Pacte de Paris »³ (lequel avait, en 1930, proposé d'insérer dans le Pacte de la Société des Nations une

Procédure pour le vote des demandes d'avis.

¹ Seizième séance de la Dix-septième Session ordinaire.

² Dernière séance de la Seizième Session ordinaire ; la question de la mise en œuvre des principes du Pacte était née à la suite du conflit italo-éthiopien.

³ Comité constitué en vertu d'une résolution de l'Assemblée en date du 25 septembre 1931.

disposition prévoyant que le Conseil pouvait, à tout moment de la procédure d'examen d'un différend, demander un avis consultatif sans qu'il soit besoin d'un vote unanime), et, d'autre part, de s'occuper des suites de la résolution de l'Assemblée du 24 septembre 1928, par laquelle le Conseil avait été prié de mettre à l'étude la question de savoir si les avis consultatifs peuvent être demandés à la majorité.

Ce Comité avait tenu sa première session du 14 au 16 décembre 1936. Il avait alors dressé la liste des questions qu'il lui incombait d'examiner, et avait chargé un certain nombre de rapporteurs de procéder à une mise au point objective de ces questions. Depuis, le Comité s'est réuni pour sa deuxième session en septembre 1937, et pour sa troisième session en janvier-février 1938. La question des avis consultatifs ne figure pas parmi celles dont il s'est occupé.

III. — AUTRES ACTIVITÉS

A plusieurs reprises, certaines tâches — désignations éventuelles d'arbitres, d'experts, de présidents de commissions de conciliation — ont été confiées à la Cour ou à son Président, soit en vertu d'un acte de droit international, soit en vertu d'un contrat de droit privé. En général, les parties à ces actes ou contrats demandent, avant que l'accord à conclure entre elles soit signé, le consentement de la Cour ou du Président à l'insertion d'une clause à cet effet. Ou bien encore, elles notifient l'accord dès sa conclusion et attirent l'attention sur la clause, en demandant s'il y aurait des objections à effectuer la tâche prévue.

Les cas de ce genre parvenus à la connaissance du Greffe de la Cour au 15 juin 1937 ont été mentionnés et classifiés dans les listes de la partie III du chapitre III des précédents Rapports annuels¹.

Ces listes doivent être complétées comme suit pour la période allant du 15 juin 1937 au 15 juin 1938.

a) NOMINATIONS PAR LA COUR. (Voir E 3, p. 104; E 4, p. 130; E 6, pp. 172-173; E 7, pp. 178-179; E 10, p. 56; E 11, p. 63; E 12, p. 125.)

¹ Pour ce qui est des actes de droit international prévoyant des cas de ce genre et parvenus à la connaissance du Greffe au 15 juin 1937, le texte des clauses pertinentes a été reproduit dans la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour* (4^{me} éd., 1932) et dans ses addenda (chap. X des Huitième, Neuvième, Dixième, Onzième, Douzième et Treizième Rapports annuels); pour ceux qui sont parvenus à la connaissance du Greffe depuis le 15 juin 1937, ils sont cités dans le chapitre X du présent Rapport annuel. D'autre part, l'aperçu systématique qui précède la troisième édition (1926) de la *Collection* contient une analyse et une classification de celles de ces clauses qui étaient alors connues.

1. — *En vertu d'un acte de droit international public.*

Depuis le 15 juin 1937, il n'a pas été notifié à la Cour d'acte par lequel elle serait éventuellement invitée à effectuer une nomination.

2. — *En vertu d'un contrat de droit privé.*

Depuis le 15 juin 1937, il n'a pas été demandé à la Cour d'effectuer une nomination en vertu d'un contrat de droit privé.

b) NOMINATIONS PAR LE PRÉSIDENT (LE VICE-PRÉSIDENT OU LE JUGE LE PLUS ANCIEN DE LA COUR).

1. — *En vertu d'un acte de droit international public.* (Voir E 3, pp. 104-107 ; E 4, pp. 131 et 132 ; E 5 pp. 149 et 150 ; E 6, p. 173 ; E 7, pp. 179-181 ; E 8, pp. 145-149 ; E 9, p. 76 ; E 10, pp. 56-57 ; E 11, p. 64 ; E 12, p. 126 ; E 13, pp. 75-76.)

Accords pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Désignation éventuelle d'un surarbitre :

Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire entre la Bulgarie et le Danemark. — Sofia, 7 décembre 1935.

Désignation éventuelle de deux arbitres et d'un surarbitre :

Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire entre le Danemark et la Yougoslavie. — Belgrade, 14 décembre 1935.

Désignation éventuelle du président et de deux membres d'une commission de conciliation :

Traité de conciliation entre le Chili et la Norvège. — Oslo, 27 janvier 1936.

Traités de paix et conventions diverses.

Désignation éventuelle d'un tiers-arbitre :

Convention d'établissement, de commerce et de navigation entre la Hongrie et la Roumanie. — Sinaïa, 12 août 1931.

2. — *En vertu d'un contrat de droit privé.* (Voir E 1, pp. 152-153 ; E 2, pp. 97-98 ; E 5, p. 150 ; E 7, pp. 180-181 ; E 8, p. 149 ; E 9, pp. 76-77 ; E 10, pp. 57-58 ; E 11, p. 65 ; E 12, p. 126.)

Depuis le 15 juin 1937, il n'a pas été notifié de contrat de droit privé par lequel le Président serait éventuellement prié d'effectuer une nomination.

* * *

Requêtes de
personnes pri-
vées contre
un gouverne-
ment.

Il arrive fréquemment que des personnes privées s'adressent à la Cour dans le dessein de lui soumettre des affaires qui les mettent aux prises avec un gouvernement. Ce sont en général des recours en indemnité pour dépossession, qui naissent le plus souvent du fait que les requérants ont perdu leur statut national primitif sans en avoir acquis un autre et se voient opposer pour ce motif, par les tribunaux auxquels ils ont fait appel, une fin de non-recevoir. La plupart de ces conflits ont surgi dans les pays qui ont subi des remaniements territoriaux ; par exemple, des titulaires de pensions (anciens fonctionnaires, mutilés de guerre, veuves) qui ont changé de nationalité se plaignent de se voir refuser leurs pensions par l'État au service duquel ils se sont trouvés ainsi que par l'État successeur. Il se présente aussi souvent des recours en indemnité pour préjudices causés par la guerre, pour dettes nées avant la guerre et pour dévalorisation d'avoirs en numéraire et en titres. Il est également arrivé que des particuliers ont voulu interjeter appel contre des décisions d'un tribunal arbitral mixte. (Cf., dans la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*, 4^{me} éd., 1932, p. 620, l'Accord de Paris du 28 avril 1930.)

Le Premier Rapport annuel (pp. 153 *et sqq.*), le Troisième Rapport annuel (pp. 108 *et sqq.*), le Cinquième Rapport annuel (pp. 151 *et sqq.*), le Septième Rapport annuel (pp. 182 *et sqq.*), le Neuvième Rapport annuel (pp. 77 *et sqq.*), le Onzième Rapport annuel (pp. 66 *et sqq.*) et le Treizième Rapport annuel (pp. 77 *et sqq.*) ont donné quelques exemples qui montrent de quelle nature sont en général ces demandes, auxquelles le Greffier oppose toujours une fin de non-recevoir fondée sur l'article 34 du Statut de la Cour, où il est stipulé que « seuls, les États ou les Membres de la Société des Nations ont qualité pour se présenter devant la Cour ».

CHAPITRE IV

SESSIONS ET DÉCISIONS DE LA COUR;
RÔLE GÉNÉRAL¹*Contenu du chapitre.*

Liste des sessions. — La liste à la page 75 indique les dates des sessions tenues par la Cour jusqu'au 1^{er} février 1936, date de l'entrée en vigueur du Statut amendé conformément au Protocole du 15 septembre 1929.

A partir du 1^{er} février 1936, la liste indique pour chaque année judiciaire les périodes pendant lesquelles la Cour a siégé.

Liste des arrêts, avis, etc. — Aux pages 76 à 91 est reproduite la liste des arrêts et avis, ainsi que de certaines ordonnances participant de la nature des arrêts, rendus par la Cour depuis 1922 jusqu'au 15 juin 1938. Cette liste indique : 1^o le sommaire de chaque décision ; 2^o le Rapport annuel où elle a été résumée, et 3^o les numéros des publications de la Cour où ont paru ou paraîtront le texte de la décision ainsi que le document y afférent.

Index des ordonnances. — Aux pages 92 à 99 se trouve un index chronologique et un index par sujets des ordonnances rendues par la Cour ou par le Président du 1^{er} juillet 1937 au 15 juin 1938². Ces index portent sur toutes les ordonnances, tant sur celles qui participent de la nature des arrêts (mesures conservatoires, jonction de requêtes, clôture, etc.) et qui sont men-

¹ Le présent chapitre groupe les données qui, pour les Rapports 1 à 8, se trouvent dans l'introduction aux chapitres IV et V.

² Pour les ordonnances rendues par la Cour jusqu'au 1^{er} janvier 1935, voir le Onzième Rapport annuel (pp. 88-121).

Pour les ordonnances rendues du 1^{er} janvier 1935 au 15 juin 1936, voir le Douzième Rapport annuel (pp. 146-153).

Pour les ordonnances rendues du 15 juin 1936 au 15 juin 1937, voir le Treizième Rapport annuel (pp. 99-110).

tionnées dans la liste des arrêts et avis consultatifs, que sur celles qui ont été rendues exclusivement « pour la direction du procès » (art. 48 du Statut).

On remarquera que, pour quelques ordonnances récentes, il n'est pas donné de référence aux pages et, dans certains cas, aux volumes: il s'agit alors d'ordonnances destinées à être publiées dans les prochains volumes de la Série C, volumes dont la mise en pages n'a pas encore été faite ou dont la numérotation n'a pu être fixée.

Rôle général. — Les tableaux qui figurent aux pages 101 à 105 reproduisent les folios du rôle général qui ont fait l'objet de nouvelles inscriptions depuis le 15 juin 1937.

DATES DES SESSIONS TENUES PAR LA COUR

(Périodes pendant lesquelles la Cour a siégé.)

Numéro d'ordre.		Année.	Date	
			d'ouverture.	de clôture.
<i>Préliminaire</i>	—	1922	30 janv.	24 mars
Première	O ¹	»	15 juin	12 août
Deuxième	E	1923	8 janv.	7 févr.
Troisième	O	»	15 juin	15 sept.
Quatrième	E	»	12 nov.	6 déc.
Cinquième	O	1924	16 juin	4 sept.
Sixième	E	1925	12 janv.	26 mars
Septième	E	»	14 avril	16 mai
Huitième	O	»	15 juin	19 juin
			15 juillet	25 août
Neuvième	E	»	22 oct.	21 nov.
Dixième	E	1926	2 févr.	25 mai
Onzième	O	»	15 juin	31 juillet
Douzième	O	1927	15 juin	16 déc.
Treizième	E	1928	6 févr.	26 avril
Quatorzième	O	»	15 juin	13 sept.
Quinzième	E	»	12 nov.	21 nov.
Seizième	E	1929	13 mai	12 juillet
Dix-septième	O	»	17 juin	10 sept.
Dix-huitième	O	1930	16 juin	26 août
Dix-neuvième	E	»	23 oct.	6 déc.
Vingtième	O	1931	15 janv.	21 févr.
Vingt-et-unième	E	»	20 avril	15 mai
Vingt-deuxième	E	»	16 juillet	15 oct.
Vingt-troisième	E	1931-32	5 nov.	4 févr.
Vingt-quatrième	O	1932	1 ^{er} févr.	8 mars
Vingt-cinquième	E	»	18 avril	11 août
Vingt-sixième	E	1932-33	14 oct.	5 avril
Vingt-septième	O	1933	1 ^{er} févr.	19 avril
Vingt-huitième	E	»	10 mai	16 mai
Vingt-neuvième	E	»	10 juillet	29 juillet
Trentième	E	»	20 oct.	15 déc.
Trente-et-unième	O	1934	1 ^{er} févr.	22 mars
Trente-deuxième	E	»	15 mai	1 ^{er} juin
Trente-troisième	E	»	22 oct.	12 déc.
Trente-quatrième	O	1935	1 ^{er} févr.	10 avril
Trente-cinquième	E	»	28 oct.	4 déc.
Année judiciaire 1936 :			1 ^{er} févr.	17 mars
			28 avril	19 mai
			3 juin	25 juin
			26 oct.	16 déc.
Année judiciaire 1937 :			3 mai	9 juillet
			20 sept.	6 nov.
Année judiciaire 1938 :			29 avril	30 juin
			13 juillet	

¹ O : Session ordinaire. — E : Session extraordinaire.

LISTE DES ARRÊTS, ORDONNANCES ET AVIS

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
<p>Désignation du délégué ouvrier à la Conférence internationale du Travail. Date : 31 VII 22. Rôle gén. : 2. (Avis n° 1.)</p>	<p>Conférences internationales du Travail. Désignation des délégués non gouvernementaux ; devoirs des gouvernements. Art. 389, al. 3, du Traité de Versailles.</p>	<p>E 1, p. 179</p>	<p>B 1 ; C 1.</p>
<p>Organisation internationale du Travail et les conditions du travail dans l'agriculture. Date : 12 VIII 22. Rôle gén. : 1. (Avis n° 2.)</p>	<p>Organisation internationale du Travail. Sa compétence en matière agricole. L'« industrie » (Partie XIII du Traité de Versailles) comprend l'agriculture. Sources pour l'interprétation d'un texte : la manière dont il s'est trouvé appliqué et ses travaux préparatoires.</p>	<p>E 1, p. 183</p>	<p>B 2 et 3 ; C 1.</p>
<p>Organisation internationale du Travail et les moyens de production agricole. Date : 12 VIII 22. Rôle gén. : 3. (Avis n° 3.)</p>	<p>Organisation internationale du Travail. Sa compétence en matière de production (agricole ou autre).</p>	<p>E 1, p. 183</p>	<p>B 2 et 3 ; C 1.</p>
<p>Décrets de nationalité en Tunisie et au Maroc. Date : 7 II 23. Rôle gén. : 4. (Avis n° 4.)</p>	<p>Conseil de la S. d. N. Compétence exclusive d'une Partie à un différend (art. 15, al. 8, du Pacte). Les questions de nationalité sont en principe d'ordre intérieur ; mais n'est pas d'ordre intérieur une question qui implique l'interprétation d'actes internationaux.</p>	<p>E 1, p. 188</p>	<p>B 4 ; C 2, et vol. supplément.</p>
<p>Statut de la Carélie orientale. Date : 23 VII 23. Rôle gén. : 7. (Avis n° 5.)</p>	<p>Différend entre un Membre de la S. d. N. et un État non Membre (art. 17 du Pacte). Le consentement des États comme condition du règlement en droit du différend. Refus par la Cour de donner un avis à elle demandé. Motifs du refus.</p>	<p>E 1, p. 193</p>	<p>B 5 ; C 3, vol. I et II.</p>
<p>Vapeur <i>Wimbledon</i>. Date : 17 VIII 23. Rôle gén. : 5. (Arrêt n° 1.)</p>	<p>Légitimation du demandeur. Régime du canal de Kiel ; voies d'eau intérieures et canaux maritimes ; temps de paix et temps de guerre : belligérants et neutres. Interprétations restrictives. Neutralité et souveraineté. — Le droit d'intervenir en vertu de l'art. 63 du Statut de la Cour.</p>	<p>E 1, p. 159</p>	<p>A 1 ; C 3, vol. I, II, et vol. supplém.</p>
<p>Colons allemands en Pologne.</p>	<p>Conseil de la S. d. N. Sa compétence en matière de minorités. Les contrats de droit privé et la succession d'États. Détermina-</p>	<p>E 1, p. 197</p>	<p>B 6 ; C 3,</p>

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Date : 10 IX 23. Rôle gén. : 6. (Avis n° 6.)	tion de la date du transfert de souveraineté sur un territoire cédé. Traité polonais de Minorités. Traité de Versailles, art. 256.		vol. I, III ^r et III ^{rr} .
Acquisition de la nationalité polonaise. Date : 15 IX 23. Rôle gén. : 8. (Avis n° 7.)	Conseil de la S. d. N. Sa compétence sur les questions de nationalité en vertu des Traités de Minorités. Influence du transfert d'un territoire sur la nationalité des habitants. Conditions d'acquisition de la nationalité : origine, domicile (Traité de Minorités avec la Pologne, art. 4).	E I, p. 203	B 7 ; C 3, vol. I, III ^r et III ^{rr} .
Frontière polono-tchécoslovaque (affaire de Jaworzina). Date : 6 XII 23. Rôle gén. : 9. (Avis n° 8.)	Conférence des Ambassadeurs. Caractère arbitral de certaines de ses décisions. Sa compétence pour les interpréter. Fixation d'une ligne frontière. Pouvoirs des commissions de délimitation.	E I, p. 208	B 8 ; C 4.
Concessions Mavrommatis en Palestine (compétence). Date : 30 VIII 24. Rôle gén. : 12. (Arrêt n° 2.)	Nature d'une exception d'incompétence. Des négociations comme condition préalable d'une instance. La notion de « contrôle public ». Des obligations internationales acceptées par le mandataire. Des concessions que maintient le Protocole XII de Lausanne. Et la rétroactivité et des considérations de forme en droit international.	E I, p. 164	A 2 ; C 5.
Monastère de Saint-Naoum (frontière serbo-albanaise). Date : 4 IX 24. Rôle gén. : 13. (Avis n° 9.)	Conférence des Ambassadeurs. Caractère définitif de certaines de ses décisions. Sa compétence pour les reviser. Existence d'une erreur essentielle ou d'un fait nouveau.	E I, p. 214 ; E 2, p. 139	B 9 ; C 5—II.
Interprétation du par. 4 de l'annexe suivant l'art. 179 du Traité de Neuilly. Date : 12 IX 24. Rôle gén. : 11. (Arrêt n° 3.)	Extension personnelle et territoriale de l'application du par. 4. Rapports entre les « actes commis » et les réparations.	E I, p. 175	A 3 ; C 6.
Échange des populations grecques et turques. Date : 21 II 25. Rôle gén. : 15. (Avis n° 10.)	Établissement et domicile. Législation nationale comme moyen d'interprétation d'actes internationaux. Commission mixte : compétence concurrente des tribunaux nationaux.	E I, p. 219	B 10 ; C 7—I.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Interprétation de l'Arrêt n° 3 (interprétation du par. 4 de l'annexe suivant l'art. 179 du Traité de Neuilly). Date : 26 III 25. Rôle gén. : 14. (Arrêt n° 4.)	Demande d'interprétation en vertu de l'art. 60 du Statut.	E 1, p. 177	A 3 et 4 ; C 6, vol. supplém.
Concessions Mavrommatis en Palestine (fond). Date : 26 III 25. Rôle gén. : 10. (Arrêt n° 5.)	Conditions pour la validité des concessions Mavrommatis à Jérusalem. La violation partielle ou transitoire d'une obligation internationale suffit à établir la responsabilité. Pas d'indemnité si un lien de causalité entre la violation et le dommage n'est pas prouvé. Protocole XII : droit à la réadaptation des concessions valides.	E 1, p. 171	A 5 ; C 7—II.
Service postal polonais à Dantzig. Date : 16 V 25. Rôle gén. : 16. (Avis n° 11.)	Caractère définitif d'une décision en droit international. Force obligatoire des motifs et du dispositif d'une sentence. Valeur relative du texte d'une sentence et de l'intention de l'arbitre. Interprétation restrictive d'un texte : conditions.	E 1, p. 224 ; E 2, p. 141	B 11 ; C 8.
Intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise (compétence). Date : 25 VIII 25. Rôle gén. : 19. (Arrêt n° 6.)	Des négociations diplomatiques comme condition préalable à l'introduction d'une instance. Interprétation de l'art. 23 de la Convention de H.-Silésie. Faculté pour la Cour de motiver son jugement quant aux exceptions par des éléments appartenant au fond de l'affaire. Sa compétence pour interpréter incidemment, aux mêmes fins, des actes autres que la convention invoquée. Litispendance : La Cour et les tribunaux arbitraux mixtes. La notification de l'intention d'exproprier constitue une restriction au droit de propriété.	E 2, p. 102	A 6 ; C 9—I.
Frontière entre la Turquie et l'Irak (aff. de Mossoul). Date : 21 XI 25. Rôle gén. : 20. (Avis n° 12.)	Conseil de la S. d. N. Nature de ses attributions en vertu de l'art. 3 du Traité de Lausanne ; sentence arbitrale, recommandation, médiation. La volonté commune des Parties, source de compétence. Dans le doute, les décisions du Conseil, autres que celles de procédure, sont prises à l'unanimité (art. 5 du Pacte), le vote des Parties en cause non compté (art. 15 du Pacte).	E 2, p. 142	B 12 ; C 10.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise (fond). Date : 25 v 26. Rôle gén. : 18, 18 bis. (Arrêt n° 7.)	La Cour peut rendre des arrêts déclaratoires. Compatibilité de la loi polonaise du 14 juillet 1920 et de la Convention de H.-Silésie. Les dérogations au principe du respect des droits acquis sont de nature exceptionnelle. Droit pour la Pologne le se prévaloir de la Convention d'armistice et du Protocole de Spa du 1 ^{er} déc. 1918. La capacité d'aliéner de l'Allemagne après le Traité de Versailles. — Forme d'une notification d'expropriation. Interprétation de l'art. 9 de la Convention de H.-Silésie : la notion des « dommages de mine ». La notion du « contrôle » d'après la Convention de H.-Silésie. Preuves de l'acquisition de la nationalité. Pour les questions de liquidation, on peut assimiler une commune à une personne. De la notion de domicile.	E 2, p. III	A 7 ; C II, vol. I, II et III.
Organisation internationale du Travail et le travail personnel du patron. Date : 23 VII 26. Rôle gén. : 21. (Avis n° 13.)	L'Organisation internationale du Travail. Sa compétence accessoire en matière de travail patronal. Parallèle avec l'Avis n° 3. Les pouvoirs discrétionnaires de l'Organisation et leur limite ; l'art. 423 du Traité de Versailles.	E 3, p. 131	B 13 ; C 12.
Dénonciation du Traité sino-belge du 2 nov. 1865. Date : 8 I 27. Rôle gén. : 22. (Ordonnance.)	Nécessité des mesures conservatoires en l'espèce. L'objet des mesures conservatoires est la sauvegarde des droits des Parties au cours de l'instance, le préjudice causé par la violation de ces droits pouvant être irrémédiable. Indication desdites mesures.	E 3, p. 125	A 8 ; C 16—I.
Retrait, à la requête du demandeur, des mesures conservatoires indiquées par l'ordonnance du 8 I 27. Date : 15 II 27. Rôle gén. : 22. (Ordonnance.)	Du fait de la conclusion entre les plaideurs d'un <i>modus vivendi</i> comportant un règlement provisoire de la situation, abstraction faite des droits en jeu, le demandeur ne saurait être ultérieurement admis à invoquer la violation d'un de ces droits ; l'ordonnance précédente, ayant eu pour but de les sauvegarder, est désormais devenue sans objet.	E 3, p. 129	A 8 ; C 16—I.
Demande en indemnité relative à l'usine de Chorzów (compétence). Date : 26 VII 27.	Sens et portée de la Convention de Genève et notamment de son art. 23. En vertu de cet article, la Cour connaît de différends portant sur l'application comme sur l'applicabilité des art. 6 à 22 de ladite convention ; la notion d'application par rapport au défaut d'application, et la compétence en	E 4, p. 147	A 9 ; C 13—I.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Rôle gén. : 26. (Arrêt n° 8.)	matière d'application par rapport à la compétence pour connaître des actions en réparation de préjudice introduits du chef de défaut d'application. Conflits de compétence dans l'ordre international.		
Affaire du <i>Lotus</i> . Date : 7 IX 27. Rôle gén. : 24. (Arrêt n° 9.)	Les termes du compromis. Les « principes du droit international » au sens de l'art. 15 de la Convention de Lausanne. De la souveraineté des États, fondement du droit international, comme critère pour la compétence des tribunaux de l'un d'entre eux : prétention à compétence fondée sur 1) la nationalité de la victime; 2) le pavillon du navire où s'est trouvée la victime. Du principe de la liberté des mers. De l'indivisibilité des éléments d'un délit, source d'une concurrence de juridictions.	E 4, p. 157	A 10; C 13—II.
Réadaptation des concessions Mavrommatis à Jérusalem (compétence). Date : 10 X 27. Rôle gén. : 28. (Arrêt n° 10.)	Mandat pour la Palestine (art. 26). La Cour est compétente pour connaître d'une violation alléguée du Protocole de Lausanne dans tous les cas — mais seulement dans ces cas — où la violation relèverait de l'exercice de pleins pouvoirs pour décider quant au <i>public control</i> (art. 11). Cette condition faisant défaut en l'espèce, il n'est pas besoin d'examiner les autres moyens de défense invoqués.	E 4, p. 167	A 11; C 13— III.
Demande de mesures conservatoires en l'affaire relative à l'usine de Chorzów (indemnités). Date : 21 XI 27. Rôle gén. : 25. (Ordonnance.)	Demande de mesures conservatoires et conclusions quant au fond. Composition de la Cour.	E 4, p. 155	A 12; C 15—II.
Compétence de la Commission européenne du Danube. Date : 8 XII 27. Rôle gén. : 23. (Avis n° 14.)	Le droit en vigueur sur le Danube. En ce qui concerne la compétence de la C. E. D., le Statut définitif consacre la situation de fait existant avant la guerre. Détermination de cette situation. Les principes de liberté de navigation et d'égalité des pavillons, principes dont la C. E. D. doit assurer l'application, permettent d'établir le départ entre la compétence de la C. E. D. et celle de l'État territorial.	E 4, p. 191; E 5, p. 209	B 14; C 13—IV (4 vol.).
Interprétation des Arrêts nos 7 et 8 (usine de Chorzów).	Conditions requises pour l'admissibilité d'une demande en interprétation (art. 60 du Statut); la notion d'interprétation. Sens et portée du point litigieux de l'Arrêt n° 7. La Cour n'a pas rendu en l'espèce une décision	E 4, p. 175	A 13; C 13—V.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Date : 16 XII 27. Rôle gén. : 30. (Arrêt n° 11.)	conditionnelle ; du principe de la chose jugée (art. 59 du Statut).		
Dénonciation du Traité sino-belge du 2 nov. 1865. Date : 21 II 28. Rôle gén. : 22. (Ordonnance.)	Prorogation de délai.	E 4, p. 144	A 14 ; C 16—I.
Compétence des tribunaux de Dantzig. Date : 3 III 28. Rôle gén. : 29. (Avis n° 15.)	Un acte international ne constitue pas une source directe de droits et d'obligations à l'égard des personnes du droit interne, sauf intention contraire des Parties résultant 1) du texte même, et 2) des faits relatifs à son application. Fondement de la compétence des tribunaux de Dantzig. Obligation d'exécuter les sentences rendues, sous réserve d'un droit de recours dans l'ordre international. Une Partie devant la Cour ne saurait se prévaloir d'un moyen fondé sur l'inexécution par elle-même de ses engagements internationaux.	E 4, p. 203	B 15 ; C 14—I.
Droits de mino- rités en Haute- Silésie (écoles minoritaires). Date : 26 IV 28. Rôle gén. : 31. (Arrêt n° 12.)	Exception d'incompétence : stade de la procédure auquel elle peut être soulevée. La compétence de la Cour est fondée sur le consentement des Parties, exprès, tacite, implicite. Le fait de plaider au fond démontre la volonté d'obtenir un arrêt sur le fond. Fin de non-recevoir : Nature des juridictions du Conseil de la S. d. N. et de la Cour. Interprétation de la Convention germano-polonaise : Conditions posées à l'admission d'enfants aux écoles minoritaires.	E 4, p. 182	A 15 ; C 14—II.
Dénonciation du Traité sino-belge du 2 nov. 1865. Date : 13 VIII 28. Rôle gén. : 22. (Ordonnance.)	Prorogation de délai.	E 5, p. 190	A 16 ; C 16—I.
Interprétation de l'Accord gréco-turc du 1er déc. 1926 (Protocole final, art. IV). Date : 28 VIII 28. Rôle gén. : 35. (Avis n° 16.)	Analyse de la requête adressée à la Cour. Établissement du libellé de la question à laquelle la Cour entend répondre. Attributions de la Commission mixte d'échange en matière de solution de différends. Interprétation des textes pertinents ; l'esprit des textes.	E 5, p. 213	B 16 ; C 15—I.
Demande en in- demnité relative à l'usine de	Sens de la requête. Toute violation d'un droit entraîne l'obligation de réparer. La réparation en droit international : dommage subi par un	E 5, p. 171	A 17 ; C 15—II.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Chorzów (fond). Date : 13 IX 28. Rôle gén. : 25. (Arrêt n° 13.)	État ; dommage subi par un particulier. Pertinence en l'espèce de l'art. 256 du Traité de Versailles. Constatation du fait que les sociétés intéressées ont subi un dommage. Son évaluation : fixation des principes et institution d'une expertise. Mode de paiement ; la compensation en droit international.		
<i>Idem.</i> Date : 13 IX 28. Rôle gén. : 25. (Ordonnance.)	Institution d'une expertise. Détermination des faits qui en font l'objet. Composition du Comité d'experts ; sa procédure. Répartition des frais.	E 5, p. 183	A 17 ; C 15—II.
Dénonciation du Traité sino-belge du 2 nov. 1865. Date : 25 V 29. Rôle gén. : 22. (Ordonnance.)	Clôture de la procédure par désistement.	E 5, p. 190	A 18 ; C 16—I.
Demande en indemnité relative à l'usine de Chorzów (fond). Date : 25 V 29. Rôle gén. : 25. (Ordonnance.)	Clôture de la procédure par accord.	E 5, p. 187	A 19 ; C 16—II.
Emprunts serbes émis en France. Date : 12 VII 29. Rôle gén. : 34. (Arrêt n° 14.)	Juridiction de la Cour : recevabilité de la requête, qualité des Parties, objet du litige. Interprétation des contrats : des documents préparatoires, de l'exécution du contrat. Existence de la clause or : sa signification, son efficacité. Loi applicable aux emprunts.	E 5, p. 192	A 20 ; C 16— III.
Emprunts fédéraux brésiliens émis en France. Date : 12 VII 29. Rôle gén. : 33. (Arrêt n° 15.)	Juridiction de la Cour. Interprétation des contrats : des documents préparatoires, de l'exécution du contrat. Existence de la clause or : sa signification, son efficacité. Loi applicable aux emprunts ; appréciation par la Cour de la jurisprudence française, aux termes du compromis.	E 5, p. 202	A 21 ; C 16— IV.
Juridiction territoriale de la Commission internationale de l'Oder. Date : 15 VIII 29. Rôle gén. : 36. (Ordonnance.)	Dans une affaire soumise par compromis, une Partie ne peut prétendre à ne conclure qu'oralement sur l'une des questions posées.	E 6, p. 207	A 23 ; C 17—II.
Zones franches de la Haute-Savoie et du	Il n'appartient pas aux Parties devant la Cour de déroger aux dispositions du Statut. Interprétation du compromis : recherche de la	E 6, p. 192	A 22 ; C 17—I (4 vol.).

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Pays de Gex. Date : 19 VIII 29. Rôle gén. : 32. (Ordonnance.)	volonté commune des Parties et de la construction qui, dans le cadre du Statut, permet d'y donner suite. Définition de la mission de la Cour. Interprétation de l'art. 435 du Traité de Versailles. Fixation d'un délai.	E 6, p. 207	A 23 ; C 17—II.
Jurisdiction territoriale de la Commission internationale de l'Oder. Date : 20 VIII 29. Rôle gén. : 36. (Ordonnance.)	Inadmissibilité comme éléments de preuve de travaux préparatoires auxquels n'ont point participé toutes les Parties en cause.	E 6, p. 207	A 23 ; C 17—II.
Jurisdiction territoriale de la Commission internationale de l'Oder. Date : 10 IX 29. Rôle gén. : 36. (Arrêt n° 16.)	Textes applicables à l'espèce. Compétence de la Commission aux termes du Traité de Versailles. Conditions de l'interprétation d'un texte dans le sens le plus favorable à la liberté des États. Fondement du droit fluvial du Traité de Versailles.	E 6, p. 208	A 23 ; C 17—II.
Communautés gréco-bulgares. Date : 31 VII 30. Rôle gén. : 37. (Avis n° 17.)	Interprétation de la Convention gréco-bulgare d'émigration réciproque du 27 nov. 1919 : les communautés, leurs droits, leur dissolution ; les pouvoirs de la Commission mixte.	E 7, p. 233	B 17 ; C 18—I.
Dantzig et l'Organisation internationale du Travail. Date : 26 VIII 30. Rôle gén. : 38. (Avis n° 18.)	Interprétation de la question posée. Compatibilité de la situation juridique spéciale de la Ville libre et de la qualité de Membre de l'Organisation : conduite par la Pologne des affaires extérieures de la Ville libre, nature des activités de l'Organisation. Admissibilité de la Ville libre, en vertu d'un accord entre la Pologne et la Ville libre, approuvé par la S. d. N.	E 7, p. 242	B 18 ; C 18—II.
Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex (2 ^{me} phase). Date : 6 XII 30. Rôle gén. : 32. (Ordonnance.)	Interprétation de l'art. 435 du Traité de Versailles : l'ordonnance du 19 août 1929. Respect du droit conventionnel de la Suisse ; respect de la souveraineté française. Mission de la Cour en vertu du compromis d'espèce ; interprétation du compromis. Fixation d'un nouveau délai, à l'expiration duquel sera rendu l'arrêt définitif.	E 7, p. 221	A 24 ; C 19, vol. I, II, III, IV et V.
Accès aux écoles minoritaires allemandes en Haute-Silésie. Date : 15 V 31. Rôle gén. : 40. (Avis.)	Minorités allemandes en Haute-Silésie polonaise. Régime scolaire, admission aux écoles minoritaires, déclaration concernant la langue des enfants. Convention germano-polonaise de Genève, 15 mai 1922, art. 69, 74, 131, 132 et 149. Résolutions du Conseil de la S. d. N. des 12 mars et 8 déc. 1927, instauration exceptionnelle d'examens linguistiques. Arrêt de la C. P. J. I. du 26 avril 1928, Gouv't allemand c/ Gouv't polonais, interprétation de la convention, effet rétroactif. Portée des examens linguistiques instaurés en 1927 par le Conseil. Force probante des déclarations de langue.	E 7, p. 248	A/B 40 ; C 52.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche (Protocole du 19 mars 1931). Date : 5 IX 31. Rôle gén. : 41. (Avis.)	Traité de paix de Saint-Germain du 10 sept. 1919, art. 88, et Protocole de Genève n° I du 4 oct. 1922. Inaliénabilité de l'indépendance de l'Autriche. Actes de nature à compromettre cette indépendance. Projet d'union douanière austro-allemande. Question de compatibilité.	E 8, p. 206	A/B 41 ; C 53.
Trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne. Date : 15 X 31. Rôle gén. : 39. (Avis.)	Transit par voie ferrée. Pacte de la S. d. N., art. 23 e) ; Convention de Paris relative à Memel de 1924, annexe III, art. 3 ; Convention de Barcelone de 1921 concernant le transit ; Statut, art. 2 et 7. Relations entre la Lithuanie et la Pologne : résolutions du Conseil de la S. d. N. des 10 déc. 1927 et 14 déc. 1928.	E 8, p. 211	A/B 42 ; C 54.
Accès et stationnement des navires de guerre polonais dans le port de Dantzig. Date : 11 XII 31. Rôle gén. : 44. (Avis.)	Relations entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig : le libre et sûr accès à la mer de la Pologne par le port de Dantzig ; la protection de Dantzig par la S. d. N. (défense de la Ville libre). Traité de Versailles, art. 102-104. Convention dantzigko-polonaise du 9 nov. 1920, art. 20, 26, 28. Résolutions du Conseil de la S. d. N. des 17 nov. 1920 et 22 juin 1921.	E 8, p. 216	A/B 43 ; C 55.
Traitement des nationaux polonais, etc., à Dantzig. Date : 4 II 32. Rôle gén. : 42. (Avis.)	Statut juridique de la Ville libre de Dantzig. Traité de Versailles du 28 juin 1919 ; Convention de Paris entre la Pologne et la Ville libre du 9 nov. 1920 ; Constitution de la Ville libre ; garantie de la Constitution par la S. d. N. Droit pour la Pologne de soumettre au Haut-Commissaire de la S. d. N. à Dantzig des différends concernant la Constitution (Traité de Versailles, art. 103 ; Convention de Paris, art. 39). Interprétation de l'art. 104 : 5 du Traité de Versailles ; relations entre cette disposition et l'art. 33, al. 1, de la Convention de Paris ; interprétation de cette dernière disposition.	E 8, p. 222	A/B 44 ; C 56.
Accord Caphandaris-Molloff du 9 déc. 1927. Date : 8 III 32. Rôle gén. : 45. (Avis.)	Interprétation de l'Accord Caphandaris-Molloff. Compétence du Conseil de la S. d. N. d'après l'art. 8 dudit accord. Dette bulgare au titre des réparations (Traité de paix de Neuilly du 27 nov. 1919, art. 121 ; Accord de La Haye du 20 janv. 1930 ; Contrat de trust du 5 mars 1931). Dette grecque envers la Bulgarie au titre de l'émigration réciproque et volontaire (Convention de Neuilly du 27 nov. 1919 ; Règlement d'émigration du 6 mars 1922 ; Plan de paiements du 8 déc. 1922 ; Accord Caphandaris-Molloff du 9 déc. 1927). Application auxdites dettes de la proposition Hoover du 20 juin 1931 (rapport du Comité d'experts du 11 août 1931 ; résolutions du Conseil de la	E 8, p. 229	A/B 45 ; C 57.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
	S. d. N. du 19 sept. 1931; Arrangement gréco-bulgare du 11 nov. 1931). Compétence de la Cour en procédure consultative (art. 14 du Pacte de la S. d. N.).		
Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex. Date : 7 VI 32. Rôle gén. : 32. (Arrêt.)	Interprétation de l'art. 435, al. 2, du Traité de Versailles, avec ses annexes (note suisse du 5 mai 1919; note française du 18 mai 1919); cette disposition a-t-elle abrogé ou a-t-elle pour but de faire abroger « les stipulations anciennes » relatives aux zones franches suivantes : zone du Pays de Gex; zone « sarde »; zone de Saint-Gingolph et zone « lacustre »? (Traité de Paris des 30 mai 1814 et 20 nov. 1815; Acte du Congrès de Vienne du 9 juin 1815; déclarations des Puissances des 20 et 29 mars et 20 nov. 1815; Protocole du 3 nov. 1815; actes d'accession de la Diète helvétique des 27 mai et 12 août 1815; Traité de Turin du 16 mars 1816; Manifeste, etc., du 9 sept. 1829.) Réglementation du « nouveau régime » des zones franches: Nouveaux moyens présentés dans la dernière phase de la procédure (<i>clausula rebus sic stantibus</i>); leur admissibilité. Importations en franchise: pouvoir de la Cour de les régler; pouvoir de la Cour, s'étant déclarée incompétente pour une partie de la tâche à elle confiée, de rendre un arrêt. Limitations à la compétence de la Cour résultant de la souveraineté des pays en cause. Cordon douanier et cordon de surveillance.	E 8, p. 183	A/B 46; C 58.
Interprétation du Statut de Memel (compétence). Date : 24 VI 32. Rôle gén. : 50. (Arrêt.)	Convention du 8 mai 1924 relative à Memel, art. 17: compétence du Conseil de la S. d. N. et de la Cour; la compétence de la Cour dépend-elle d'un examen préalable du différend par le Conseil?	E 8, p. 198	A/B 47; C 59.
Territoire sud-est du Groënland. Date : 2 VIII 32. Rôle gén. : 52 et 53. (Ordonnance.)	Jonction de deux requêtes.	E 9, p. 109	A/B 48; C 69.
Territoire sud-est du Groënland. Date : 3 VIII 32. Rôle gén. : 52 et 53. (Ordonnance.)	Rejet d'une demande en indication de mesures conservatoires; art. 41 du Statut: indication de mesures conservatoires à la demande des Parties ou d'office; indication ultérieure éventuelle de mesures conservatoires réservée.	E 9, p. 109	A/B 48; C 69.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Interprétation du Statut de Memel. Date : 11 VIII 32. Rôle gén. : 47. (Arrêt.)	Convention du 8 mai 1924 relative à Memel ; Statut du Territoire de Memel annexé à ladite convention. Interprétation notamment des art. 1, 2 et 17 de la convention, et des art. 2, 6, 7, 10, 12, 16 et 17 du Statut. Pouvoirs du gouverneur du Territoire par rapport : a) à la révocation du président et des membres du Directoire du Territoire ; b) à la constitution d'un Directoire ; c) à la dissolution de la Chambre des Représentants du Territoire. Conditions dans lesquelles ces pouvoirs peuvent être exercés.	E 9, p. 112	A/B 49 ; C 59.
Travail de nuit des femmes. Date : 15 XI 32. Rôle gén. : 48. (Avis.)	La Convention de Washington (1919) concernant « le travail de nuit des femmes » : applicabilité à certaines catégories de femmes, autres que celles qui sont employées à des travaux manuels. Principes d'interprétation. Influence du fait qu'il s'agit d'une convention du travail (Partie XIII du Traité de Versailles). Influence des origines et genèse de la convention (Convention de Berne de 1906). Travaux préparatoires et textes conventionnels adoptés simultanément avec celui de la Convention concernant le travail de nuit des femmes (Convention « des huit heures »).	E 9, p. 121	A/B 50 ; C 60.
Eaux territoriales entre Castellorizo et l'Anatolie. Date : 26 I 33. Rôle gén. : 46. (Ordonnance.)	Prise d'acte du désistement des Parties. Clôture de la procédure.	E 9, p. 126	A/B 51 ; C 61.
Prince von Pless. Date : 4 II 33. Rôle gén. : 49. (Ordonnance.)	Jonction de l'exception préliminaire au fond de l'affaire et fixation de nouveaux délais.	E 9, p. 128	A/B 52 ; C 70.
Groënland oriental. Date : 5 IV 33. Rôle gén. : 43. (Arrêt.)	Déclaration norvégienne d'occupation du 10 juillet 1931 ; sa légalité, sa validité. — Titre danois à la souveraineté sur le Groënland résultant d'un exercice pacifique et continu de l'autorité étatique. Faits établissant l'intention et la volonté d'agir comme souverain et la manifestation ou exercice effectif de cette autorité (avant 1915 ; après 1921). Influence sur ce titre des démarches danoises de 1915 à 1921 en vue d'obtenir la reconnaissance par les Puissances de la souveraineté du Danemark sur l'ensemble du Groënland. — Engagements de la Norvège portant reconnaissance de la souveraineté danoise sur le Groënland, ou obligation de ne pas contester cette souveraineté ou de ne pas occuper des territoires au Groën-	E 9, p. 131	A/B 53 ; C 62 à 67, et vol. annexe (cartes).

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
	land : renonciation expresse ; conclusion d'accords internationaux impliquant la reconnaissance de la souveraineté danoise ; « déclaration Ihlen » (juillet 1919). — Signification du terme « Groënland » : territoires colonisés ou Groënland tout entier. Fardeau de la preuve. Traité de Kiel du 14 janv. 1814. — Convention de Stockholm du 1 ^{er} sept. 1819. Convention de Copenhague du 9 juillet 1924, et notes signées le même jour par les Parties à cette convention.		
Prince von Pless (mesures conservatoires). Date : II v 33. Rôle gén. : 49 et 55. (Ordonnance.)	Demande en indication de mesure ; conservatoires. Prise d'acte des déclarations des Parties relatives à cette demande. Demande devenue sans objet.	E 9, p. 143	A/B 54 ; C 70.
Territoire sud-est du Groënland. Date : II v 33. Rôle gén. : 52 et 53. (Ordonnance.)	Prise d'acte du désistement des Parties. Clôture de la procédure.	E 9, p. 146	A/B 55 ; C 69.
Appels contre certains jugements du T. A. M. hungaro-tchécoslovaque. Date : 12 v 33. Rôle gén. : 51, 54, 56, 57. (Ordonnance.)	Prise d'acte du désistement des Parties. Clôture de la procédure.	E 9, p. 147	A/B 56 ; C 68.
Affaire relative à l'administration du prince von Pless. Date : 4 VII 33. Rôle gén. : 49 et 55. (Ordonnance.)	Prorogation des délais.	E 10, p. 121	A/B 57 ; C 70.
Affaire concernant la réforme agraire polonaise et la minorité allemande. Date : 29 VII 33. Rôle gén. : 60. (Ordonnance.)	Demande de mesures conservatoires. Son rejet du fait qu'elle n'est pas considérée comme tendant uniquement à sauvegarder l'objet du différend.	E 10, p. 118	A/B 58 ; C 71.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Affaire relative à l'administration du prince von Pless. Date : 2 XII 33. Rôle gén. : 49 et 55. (Ordonnance.)	Désistement du requérant accepté par le défendeur. Clôture de la procédure.	E 10, p. 121	A/B 59 ; C 70.
Affaire concernant la réforme agraire polonaise et la minorité allemande. Date : 2 XII 33. Rôle gén. : 60. (Ordonnance.)	Désistement du requérant accepté par le défendeur. Clôture de la procédure.	E 10, p. 120	A/B 60 ; C 71.
Appel contre une sentence du T.A.M. hungaro-tchécoslovaque (Université Peter Pázmány c/ État tchécoslovaque). Date : 15 XII 33. Rôle gén. : 58. (Arrêt.)	Sentence du T. A. M. hungaro-tchécoslovaque du 3 févr. 1933 ; son bien-fondé quant à la compétence et quant au fond. — La C. P. J. I. comme « instance d'appel » : art. X de l'Accord II signé à Paris le 28 avril 1930. — Art. 250 du Traité de Trianon : conditions de son application. — L'Université de Budapest, personne morale, de nationalité hongroise (art. 246 du Traité de Trianon). Droit de propriété de l'Université sur certains biens-fonds situés en territoire transféré. Caractère de ces biens-fonds comme biens privés au sens du traité. Nature des mesures visées par l'art. 250 du Traité de Trianon ; cf. art. 232 et l'annexe suivant l'art. 233 : question de la « différentialité ». Les biens dont il s'agit, objet de mesures discriminatoires d'administration forcée et de surveillance au sens de l'article. Droit de l'Université à la restitution de ces biens libérés desdites mesures. Art. 249 et 256 du Traité de Trianon ; Protocole signé à Paris le 26 avril 1930.	E 10, p. 122	A/B 61 ; C 72, 73.
Affaire franco-hellénique des phares. Date : 17 III 34. Rôle gén. : 59. (Arrêt.)	Contrat de concession conclu en 1913 entre le Gouvernement ottoman et une société française, visant entre autres des territoires ultérieurement cédés à la Grèce. — Interprétation du compromis, eu égard au Protocole XII de Lausanne (24 juill. 1923) et aux travaux préparatoires. — Objet du contrat, eu égard à l'intention des Parties. — Validité du contrat de concession en droit ottoman ; art. 36 de la Constitution turque de 1876 (amendé en 1909) ; loi turque de 1910 sur les concessions. — Opposabilité du contrat à la Grèce, eu égard à l'occupation militaire de certains territoires lors de la conclusion du contrat, ainsi qu'au Protocole XII de Lausanne.	E 10, p. 129	A/B 62 ; C 74.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Affaire Oscar Chinn. Date : 12 XII 34. Rôle gén. : 61. (Arrêt.)	Décision ministérielle imposant à une société de transports fluviaux au Congo belge contrôlée par le Gouvernement la réduction de ses tarifs, contre promesse de remboursement — éventuellement temporaire — de ses pertes. — Convention de Saint-Germain du 10 sept. 1919 portant révision de l'Acte général de Berlin du 26 févr. 1885 et de l'Acte général et de la Déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890. Principes de la liberté de la navigation, de la liberté du commerce et de l'égalité de traitement. — Droit international général : principe du respect des droits acquis. — « Monopole de fait » ; situation spéciale accordée à une société contrôlée ; concurrence commerciale. Discrimination fondée sur la nationalité. Intérêts par opposition aux droits acquis.	E II, p. 125	A/B 63 ; C 75.
Écoles minoritaires en Albanie. Date : 6 IV 35. Rôle gén. : 62. (Avis.)	Déclaration albanaise du 2 oct. 192. relative à la protection des minorités. — Principes généraux des traités de minorités. — Notions d'« égalité de droit » et d'« égalité en droit et en fait ». — Obligation de permettre aux minorités de créer et de maintenir des écoles privées.	E II, p. 131 ; E 12, p. 159	A/B 64 ; C 76.
Constitution de la Ville libre de Dantzig. Date : 4 XII 35. Rôle gén. : 63. (Avis.)	Élément international du problème soulevé par la contestation du caractère constitutionnel des décrets-lois du 29 août 1935 (rapport Ishii du 17 nov. 1920 ; Avis consultatif de la Cour du 4 févr. 1932). — Modifications apportées par ces décrets au droit pénal antérieurement en vigueur. — Principes de la Constitution de Dantzig : la Ville libre est un <i>Rechtsstaat</i> (État de droit) ; la Constitution tend à garantir les droits fondamentaux des individus (art. 71, 74, 85 et 79). — Incompatibilité des décrets avec ce dernier principe ainsi qu'avec les dispositions qui l'expriment.	E 12, p. 167	A/B 65 ; C 77.
Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy (exception préliminaire). Date : 23 V 36. Rôle gén. : 65, 66. (Ordonnance.)	Jonction des exceptions au fond et fixation de nouveaux délais.	E 12, p. 172	A/B 66 ; C 79, 80.
Affaire Losinger & Cie, S. A. (exception préliminaire). Date : 27 VI 36. Rôle gén. : 64, 67. (Ordonnance.)	Jonction de l'exception au fond et fixation de nouveaux délais.	E 12, p. 176	A/B 67 ; C 78.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy. Date : 16 XII 36. Rôle gén. : 65, 66. (Arrêt.)	Réforme agraire en Yougoslavie. Accords de Paris du 28 avril 1930. — Sentences du T. A. M. hungaro-yougoslave du 22 juillet 1935. Appel interjeté contre ces sentences devant la C. P. J. I. en vertu de l'art. X de l'Accord II de Paris ; conditions de recevabilité de cet appel ; sens des expressions « procès visés par l'article premier » de l'Accord II de Paris et « procès à propos de la réforme agraire ». — Divergence sur l'interprétation et application des Accords II et III de Paris ; demande introduite à ce sujet, à titre subsidiaire, sur la base de l'art. XVII de l'Accord II et de l'art. 22 de l'Accord III. Prétendu refus du Gouvernement yougoslave de payer directement aux ressortissants hongrois touchés par la réforme agraire en Yougoslavie, les indemnités d'expropriation dites « locales ». Régime consacré à l'égard de ces ressortissants par les Accords de Paris.	E 13, p. 121	A/B 68 ; C 79, 80.
Affaire Losinger & Cie, S. A. Date : 14 XII 36. Rôle gén. : 64, 67. (Ordonnance.)	Prise d'acte du désistement des Parties. Radiation de l'affaire sur le rôle.	E 13, p. 119	A/B 69 ; C 78.
Affaire des prises d'eau à la Meuse. Date : 28 VI 36. Rôle gén. : 69. (Arrêt.)	Interprétation du Traité du 12 mai 1863 entre la Belgique et les Pays-Bas sur le régime des prises d'eau à la Meuse : ce traité n'a pas créé, au profit de l'un des contractants, un droit de contrôle que l'autre ne pourrait exercer. — L'obligation de puiser l'eau exclusivement à la rigole d'alimentation de Maestricht s'impose aux deux contractants ; l'usage normal par eux d'écluses n'est pas incompatible avec le traité, à condition qu'aucune atteinte ne soit portée au régime institué par le traité ; sous la même condition, droit pour chacune des Parties de modifier et d'agrandir les canaux soumis au traité, s'il s'agit de canaux situés sur son territoire et qui n'en sortent pas. — Les Pays-Bas étaient en droit de modifier, sans l'agrément de la Belgique, la hauteur d'eau dans la Meuse à Maestricht, du moment qu'aucune atteinte n'était portée au régime institué par le traité. — Le canal Juliana ne peut être considéré et traité comme un canal en aval de Maestricht, au sens du traité.	E 13, p. 127	A/B 70 ; C 81.
Affaire des phares en Crète et à Samos. Date : 8 X 37. Rôle gén. : 70. (Arrêt.)	Application, dans un cas d'espèce, d'un arrêt antérieurement rendu par la Cour (voir Série A/B, n° 62). — Époque à laquelle les îles de Crète et de Samos sont à considérer comme ayant été « détachées de l'Empire ottoman ». Sens de cette expression. — Application de l'art. 9 du Protocole XII signé en même temps que le Traité de Lausanne du 24 juillet	E 14, p. 107	A/B 71 ; C 82.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Affaire Borchgrave (exceptions préliminaires). Date : 6 XI 37. Rôle gén. : 72. (Arrêt.)	let 1923. — Caractère de l'autonomie dont jouissaient, avant 1913, les îles de Crète et de Samos. Sa portée fixée par les traités internationaux et par les Constitutions crétoise et samienne. Interprétation d'un compromis; analyse des notes qui ont précédé sa conclusion. — Rejet d'une première exception préliminaire; une seconde exception, ayant ultérieurement été retirée, ne peut être jointe au fond.	E 14, p. 112	A/B 72; C 83.
Affaire des phosphates du Maroc (exceptions préliminaires). Date : 14 IV 38. Rôle gén. : 71. (Arrêt.)	Déclaration apposée par la France à la disposition facultative relative à l'acceptation comme obligatoire de la juridiction de la Cour (art. 36, par. 2, du Statut). Limitation <i>ratione temporis</i> . — Portée des termes : « sur tous les différends qui s'élèveraient après la ratification de la présente déclaration au sujet des situations ou des faits postérieurs à cette ratification ». — Situation prolongée au delà de la date critique; antériorité des faits qui ont déterminé cette situation. Défaut de juridiction. — Allégation d'un fait illicite international antérieur à la date critique résultant d'une violation de droits acquis placés sous la sauvegarde de conventions internationales. Allégation d'un déni de justice postérieur à cette date. Absence d'influence du déni de justice sur la consommation du fait illicite international et sur la responsabilité qui en dérive. Défaut de juridiction.	E 14, p. 115	A/B 74; C 84, 85.
Affaire Borchgrave. Date : 30 IV 38. Rôle gén. : 72. (Ordonnance.)	Prise d'acte du désistement des Parties. Radiation de l'affaire sur le rôle.	E 14, p. 114	A/B 73; C 83.

ORDONNANCES DE LA COUR ET DU PRÉSIDENT

(1^{er} juillet 1937 — 15 juin 1938.)I. — INDEX CHRONOLOGIQUE ¹

(Supplément.)

ABRÉVIATION : aff., affaire

1937.

20 septembre :

Phosphates du Maroc (Aff. des —). Décision prise sur la demande du Gouv^t français de répondre par écrit aux observations du Gouv^t italien visant les exceptions; un délai est fixé pour le dépôt de cette réponse; la Cour se réserve la fixation, le cas échéant, d'un délai pour le dépôt d'observations écrites du Gouv^t italien visant ladite réponse. (*A paraître dans la Série C, n° 85.*)

6 novembre :

Borchgrave (Aff. —). Délais fixés pour le dépôt des pièces ultérieures sur le fond : **A/B. 72.** 172-173.

15 novembre :

Panevezys-Saldutiskis (Aff. du chemin de fer —). Délais fixés pour la présentation du mémoire, du contre-mémoire, de la réplique et de la duplique. (*A paraître dans la Série C.*)

8 décembre :

Phosphates du Maroc (Aff. des —). Délai fixé pour la présentation par le Gouv^t italien d'un exposé écrit visant la réponse du Gouv^t français aux observations sur les exceptions. (*A paraître dans la Série C, n° 85.*)

21 décembre :

Borchgrave (Aff. —). Prolongation du délai fixé pour le dépôt du contre-mémoire : **83.**

1938.

4 janvier :

Borchgrave (Aff. —). Suspension de la procédure écrite à la suite des communications des Parties visant le désistement : **83.**

15 mars :

Panevezys-Saldutiskis (Aff. du chemin de fer —). Délai fixé pour le dépôt d'observations et conclusions visant l'exception. (*A paraître dans la Série C.*)

28 mars :

Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie (Aff. de la —). Délais fixés pour la présentation du mémoire et du contre-mémoire; une ordonnance à rendre ultérieurement fixera les délais pour une réplique et une duplique. (*A paraître dans la Série C.*)

¹ Lorsqu'elles ne sont pas précédées des lettres **A/B** (*Série A/B*), les références renvoient aux volumes de la **Série C** des Publications de la Cour.

1938 (*suite*) :

30 *avril* :

Borchgrave (Aff. —). Prise d'acte des communications portant désistement et radiation de l'affaire du rôle : **A/B. 73.**

3 *juin* :

Société commerciale de Belgique (Aff. de la —). Délais fixés pour la présentation du mémoire et du contre-mémoire; une ordonnance à rendre ultérieurement fixera les délais pour une réplique et une duplique. (*A paraître dans la Série C.*)

II. — INDEX ANALYTIQUE DES ORDONNANCES ¹(1^{er} juillet 1937 — 15 juin 1938.)

ABRÉVIATIONS :

aff. affaire.
 gouv^t gouvernement.
 S. d. N. Société des Nations.

ACCORDS ENTRE LES PARTIES, voir *Arrangements amiables et désistements*, et *Parties en cause*.

AFFAIRE RAYÉE DU RÔLE, voir *Arrangements amiables et désistements*.

AGENTS :

Notification de la désignation (dans les affaires soumises par requête) :
 Compagnie d'Électricité de Sofia (Aff. de la —), 28 III 38. (*A paraître dans la Série C.*)
 Panevezys-Saldutiskis (Aff. du chemin de fer —), 15 XI 37. (*A paraître dans la Série C.*)
 Société commerciale de Belgique (Aff. de la —), 3 VI 38. (*A paraître dans la Série C.*)
 Voir aussi *Parties en cause*.

ARRANGEMENTS AMIABLES ET DÉSISTEMENTS :

Borchgrave (Aff. —) :
 Communication par les Parties d'un accord portant désistement (4 I 38) :
83.
 Prise d'acte des communications portant désistement ; radiation de l'aff. du rôle (30 IV 38) : **A/B. 73.**
 Ordonnance (L'—) prenant acte d'un désistement aux termes de l'art. 68 du Règlement doit être rendue par la Cour : **A/B. 73.** 5 ; **83.**

BELGIQUE : Borchgrave (aff. —) ; Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie (aff. de la —) ; Société commerciale de Belgique (aff. de la —).

BORCHGRAVE (Aff. —) :

6 XI 37 (délais fixés pour le dépôt des pièces ultérieures sur le fond) :
A/B. 72. 172-173.
 21 XII 37 (prolongation du délai fixé pour le dépôt du contre-mémoire) :
83.
 4 I 38 (suspension de la procédure écrite à la suite des communications des Parties portant désistement) : **83.**
 30 IV 38 (prise d'acte des communications portant désistement et radiation de l'aff. du rôle) : **A/B. 73.**

BULGARIE : Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie (aff. de la —).

COMPAGNIE D'ÉLECTRICITÉ DE SOFIA ET DE BULGARIE (Aff. de la —) ;
 28 III 38 (délais fixés pour la présentation du mémoire et du contre-mémoire ; une ordonnance à rendre ultérieurement fixera les délais pour une réplique et une duplique). (*A paraître dans la Série C.*)

¹ Lorsqu'elles ne sont pas précédées des lettres **A/B** (*Série A/B*), les références renvoient aux volumes de la **Série C** des Publications de la Cour.

COMPÉTENCE DE LA COUR (exceptions préliminaires) :

Autorisation donnée par la Cour aux termes de l'art. 62 (4) du Règlement de présenter des pièces supplémentaires visant les exceptions; phosphates du Maroc (aff. des —), 20 IX 37, 8 XII 37. (*A paraître dans la Série C.*)
 Observations et conclusions sur les exceptions (Délai fixé pour le dépôt des —); aff. du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis, 15 III 38. (*A paraître dans la Série C.*)

DÉLAIS DE LA PROCÉDURE ÉCRITE :

Fixation des — :

Dans la procédure contentieuse (requête) :

Mémoire et contre-mémoire, avec réserve visant la fixation des délais afférents à une réplique et à une duplique; Compagnie d'Électricité de Sofia (aff. de la —), 28 III 38. (*A paraître dans la Série C.*)

Mémoire, contre-mémoire, réplique et duplique; Panevezys-Saldutiskis (aff. du chemin de fer —), 15 XI 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Mémoire et contre-mémoire, avec réserve visant la fixation des délais afférents à une réplique et à une duplique; Société commerciale de Belgique (aff. de la —), 3 VI 38. (*A paraître dans la Série C.*)

Exceptions préliminaires :

Observations et conclusions sur les —; aff. du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis, 15 III 38. (*A paraître dans la Série C.*)

Pièces écrites supplémentaires visant les — (art. 64 [4] du Règlement); aff. des phosphates du Maroc, 20 IX 37, 8 XII 37. (*A paraître dans la Série C, n° 85.*)

Pièces ultérieures sur le fond après le prononcé de l'arrêt visant les exceptions préliminaires : **A/B. 72.** 172-173.

Prolongation des —; contre-mémoire; demande présentée par les agents (aff. Borchgrave, 21 XII 37) : **83.**

Réserve du droit de la Cour de fixer des délais par une ordonnance à rendre ultérieurement, voir *Réserve*, etc.

Suspension des —, voir *Procédure écrite* (Suspension de la —).

DÉSISTEMENTS, voir *Arrangements amiables et désistements*.

DISPOSITION FACULTATIVE (art. 36 [2] du Statut de la Cour) :

Référence aux requêtes où la — est citée :

Compagnie d'Électricité de Sofia (aff. de la —), 28 III 38. (*A paraître dans la Série C.*)

Panevezys-Saldutiskis (Aff. du chemin de fer —), 15 XI 37. (*A paraître dans la Série C.*)

ESPAGNE : Borchgrave (aff. —).

ESTONIE : Panevezys-Saldutiskis (aff. du chemin de fer —).

ÉTATS VISÉS PAR LES ORDONNANCES : Belgique, Bulgarie, Espagne, Estonie, France, Grèce, Italie, Lituanie.

EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES D'INCOMPÉTENCE, voir *Compétence de la Cour*

FRANCE : Phosphates du Maroc (aff. des —).

GRÈCE : Société commerciale de Belgique (aff. de la —).

ITALIE : Phosphates du Maroc (aff. des —).

LITHUANIE : Panevezys-Saldutiskis (aff. du chemin de fer —).

PANEVEZYS-SALDUTISKIS (Aff. du chemin de fer —) :

15 XI 37 (délais fixés pour la présentation du mémoire, du contre-mémoire, de la réplique et de la duplique). (*A paraître dans la Série C.*)

15 III 38 (délai fixé pour le dépôt d'observations et conclusions visant l'exception). (*A paraître dans la Série C.*)

PARTIES EN CAUSE :

Accords :

Demande tendant à obtenir la prolongation du délai pour le dépôt du contre-mémoire (aff. Borchgrave, 21 XII 37) : **83.**

En vue du retrait d'une affaire, voir *Arrangements amiables et désistements*.
Renseignements obtenus par le Président auprès des — (art. 37 [1] du Règlement), voir *Président*.

Réserve faite par une partie de ses droits de défense pour le cas où la Cour admettrait une réponse écrite aux termes de l'art. 62 (4) du Règlement (phosphates du Maroc, 20 IX 37). (*A paraître dans la Série C, n° 85.*)

PHOSPHATES DU MAROC (Aff. des —) :

20 IX 37 (décision prise sur la demande du Gouv^t français de répondre par écrit aux observations du Gouv^t italien visant les exceptions ; un délai est fixé pour le dépôt de cette réponse ; la Cour se réserve la fixation, le cas échéant, d'un délai pour le dépôt d'observations écrites du Gouv^t italien visant la réponse). (*A paraître dans la Série C, n° 85.*)

8 XII 37 (délai fixé pour la présentation par le Gouv^t italien d'un exposé écrit visant la réponse du Gouv^t français aux observations sur les exceptions). (*A paraître dans la Série C, n° 85.*)

PIÈCES DE LA PROCÉDURE ÉCRITE, voir *Procédure écrite*.

PRÉSIDENT DE LA COUR :

Ordonnances rendues par le — :

Borchgrave (Aff. —) :

21 XII 37 : **83.**

4 I 38 : **83.**

Compagnie d'Électricité de Sofia et Bulgarie (Aff. de la —), 28 III 38.
(*A paraître dans la Série C.*)

Panevezys-Saldutiskis (Aff. du chemin de fer —) :

15 XI 37. (*A paraître dans la Série C.*)

15 III 38. (*Id.*)

Phosphates du Maroc (Aff. des —), 8 XII 37. (*A paraître dans la Série C, n° 85.*)

Renseignements obtenus par le — auprès des parties sur des questions se rattachant à la procédure :

Compagnie d'Électricité de Sofia (Aff. de la —), 28 III 38. (*A paraître dans la Série C.*)

Panevezys-Saldutiskis (Aff. du chemin de fer —), 15 XI 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Société commerciale de Belgique (Aff. de la —), 3 VI 38. (*A paraître dans la Série C.*)

PROCÉDURE ÉCRITE :

Exceptions préliminaires, voir *Compétence de la Cour*, Exceptions.

Réplique et duplique ; réserve du droit de la Cour de fixer ultérieurement des dates en vue du dépôt des — ; aff. de la Compagnie d'Électricité de Sofia, 28 III 38. (*A paraître dans la Série C.*)

Société commerciale de Belgique (Aff. de la —), 3 VI 38. (*A paraître dans la Série C.*)

Suspension de la — après la communication visant le désistement faite par les parties ; aff. Borchgrave : **83.**

Suspension de la procédure sur le fond, en attendant que la Cour statue sur l'exception ; aff. du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis, 15 III 38. (*A paraître dans la Série C.*)

RADIATION (d'affaires) du rôle de la Cour, voir *Arrangements amiables et désistements*.

RÈGLEMENT DE LA COUR :

Art. 32 :

Compagnie d'Électricité de Sofia (Aff. de la —), 28 III 38. (*A paraître dans la Série C.*)

Panevezys-Saldutiskis (Aff. du chemin de fer —), 15 XI 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Société commerciale de Belgique (Aff. de la —), 3 VI 38. (*A paraître dans la Série C.*)

Art. 35 :

Compagnie d'Électricité de Sofia (Aff. de la —), 28 III 38. (*A paraître dans la Série C.*)

Panevezys-Saldutiskis (Aff. du chemin de fer —), 15 XI 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Société commerciale de Belgique (Aff. de la —), 3 VI 38. (*A paraître dans la Série C.*)

Art. 37 :

Borchgrave (Aff. —) :

21 XII 37 : **83.**

4 I 38 : **83.**

Compagnie d'Électricité de Sofia (Aff. de la —), 28 III 38. (*A paraître dans la Série C.*)

Phosphates du Maroc (Aff. des —), 8 XII 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Panevezys-Saldutiskis (Aff. du chemin de fer —), 15 XI 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Société commerciale de Belgique (Aff. de la —), 3 VI 38. (*A paraître dans la Série C.*)

Art. 38 :

Borchgrave (Aff. —), 6 XI 37 : **A/B. 72.** 172.

Compagnie d'Électricité de Sofia (Aff. de la —), 28 III 38. (*A paraître dans la Série C.*)

Panevezys-Saldutiskis (Aff. du chemin de fer —), 15 XI 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Société commerciale de Belgique (Aff. de la —), 3 VI 38. (*A paraître dans la Série C.*)

Art. 41 :

Compagnie d'Électricité de Sofia (Aff. de la —), 28 III 38. (*A paraître dans la Série C.*)

Panevezys-Saldutiskis (Aff. du chemin de fer —), 15 XI 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Société commerciale de Belgique (Aff. de la —), 3 VI 38. (*A paraître dans la Série C.*)

Art. 62 :

Borchgrave (Aff. —), 6 XI 37 : **A/B. 72.** 172-173.

Phosphates du Maroc (Aff. des —) :

20 IX 37. (*A paraître dans la Série C, n° 85.*)

8 XII 37. (*Id.*)

Panevezys-Saldutiskis (Aff. du chemin de fer —), 15 III 38. (*A paraître dans la Série C.*)

Art. 62, al. 4 :

Décision de la Cour visant la présentation de pièces écrites supplémentaires aux termes de l'— ; Phosphates du Maroc (aff. des —), 20 IX 37. (*A paraître dans la Série C, n° 85.*)

Art. 68 :

Borchgrave (Aff. —) :

4 I 38 : **83.**

30 IV 38 : **A/B. 73.**

REQUÊTES INTRODUCTIVES D'INSTANCE :

Conditions de forme prescrites par le Statut et le Règlement (il est constaté que ces conditions sont remplies) :

Compagnie d'Électricité de Sofia (Aff. de la —), 28 III 38. (*A paraître dans la Série C.*)

Panevezys-Saldutiskis (Aff. du chemin de fer —), 15 XI 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Disposition par laquelle le requérant prétend établir la compétence de la Cour :

Compagnie d'Électricité de Sofia (Aff. de la —), 28 III 38. (*A paraître dans la Série C.*)

Panevezys-Saldutiskis (Aff. du chemin de fer —), 15 XI 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Présentation d'une requête par référence à une certaine convention ; Société commerciale de Belgique (aff. de la —), 3 VI 38. (*A paraître dans la Série C.*)

RÉSERVE DU DROIT DE LA COUR DE FIXER DES DÉLAIS PAR UNE ORDONNANCE A RENDRE ULTÉRIEUREMENT :

Délai afférent au dépôt d'observations écrites visant la réponse écrite aux observations et conclusions sur les exceptions préliminaires ; phosphates du Maroc (aff. des —), 20 IX 37. (*A paraître dans la Série C, n° 85.*)

Délais afférents à la présentation d'une réplique et d'une duplique :

Compagnie d'Électricité de Sofia (Aff. de la —), 28 III 38. (*A paraître dans la Série C.*)

Société commerciale de Belgique (Aff. de la —), 3 VI 38. (*A paraître dans la Série C.*)

RÉSERVE FAITE PAR UNE PARTIE EN CAUSE, voir *Parties en cause.*

RETRAIT D'INSTANCE, voir *Arrangements amiables et désistements.*

SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE BELGIQUE (Aff. de la —), 3 VI 38 ; délais fixés pour la présentation du mémoire et du contre-mémoire ; une ordonnance à rendre ultérieurement fixera les délais pour une réplique et une duplique. (*A paraître dans la Série C.*)

STATUT DE LA COUR :

Art. 36 :

Compagnie d'Électricité de Sofia (Aff. de la —), 28 III 38. (*A paraître dans la Série C.*)

Panevezys-Saldutiskis (Aff. du chemin de fer —), 15 XI 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Art. 40 :

Compagnie d'Électricité de Sofia (Aff. de la —), 28 III 38. (*A paraître dans la Série C.*)

Panevezys-Saldutiskis (Aff. du chemin de fer —), 15 XI 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Société commerciale de Belgique (Aff. de la —), 3 VI 38. (*A paraître dans la Série C.*)

Art. 48 :

Borchgrave (Aff. —) :

6 XI 37 : **A/B. 72.** 172.

21 XII 37 : **83.**

4 I 38 : **83.**

30 IV 38 : **A/B. 73.**

Compagnie d'Électricité de Sofia (Aff. de la —), 28 III 38. (*A paraître dans la Série C.*)

STATUT DE LA COUR (*suite*) :*Art. 48* (*suite*) :

Phosphates du Maroc (Aff. des —) :

20 IX 37. (*A paraître dans la Série C, n° 85*)8 XII 37. (*Id.*)

Panevezys-Saldutiskis (Aff. du chemin de fer —) :

15 XI 37. (*A paraître dans la Série C.*)15 III 38. (*Id.*)Société commerciale de Belgique (Aff. de la —), 3 VI 38. (*A paraître dans la Série C.*)SUSPENSION DE LA PROCÉDURE ÉCRITE, voir *Procédure écrite.*

RÔLE GÉNÉRAL DE LA COUR

Le Septième Rapport annuel a reproduit, aux pages 189 à 220, les données du rôle général pour les quarante-trois affaires soumises à la Cour jusqu'au 12 juillet 1931. Ces données ont été complétées dans les Rapports annuels suivants : E 8, pp. 170-182 ; E 9, pp. 96-104 ; E 10, pp. 75-78 ; E 11, p. 123 ; E 12, pp. 155-157 ; E 13, pp. 111-117.

Les tableaux des pages 101 à 105 du présent Rapport reproduisent les folios du rôle général qui ont fait l'objet de nouvelles inscriptions du 15 juin 1937 au 15 juin 1938.

Le rôle général comporte les rubriques suivantes :

- I. *Numéro d'ordre.*
 - II. *Titre abrégé.*
 - III. *Date d'enregistrement au Greffe.*
 - IV. *Numéro d'enregistrement au Greffe.*
 - V. *Classement du dossier aux archives.*
 - VI. *Catégorie d'affaires.*
 - VII. *Parties.*
 - VIII. *Interventions.*
 - IX. *Voies d'introduction.*
 - X. *Date de la pièce introductive d'instance.*
 - XI. *Délais pour le dépôt des pièces de la procédure écrite.*
 - XII. *Prorogation éventuelle des délais.*
 - XIII. *Date de la clôture de la procédure écrite.*
 - XIV. *Remises.*
 - XV. *Date d'ouverture de la procédure orale (date de la première audience).*
 - XVI. *Observations.*
 - XVII. *Renvoi aux inscriptions antérieures ou ultérieures.*
 - XVIII. *Solution (nature et date).*
 - XIX. *Radiation (nature et date).*
 - XX. *Références aux publications de la Cour relatives à l'affaire.*
- Notes.*

Fol. n° 68.

- I. 68.
 II. **Phosphates du Maroc (fond).**
 III. 30 III 36.
 IV. I. II. 14688.
 V. E. c. XXXVI. 1.
 VI. Affaire contentieuse.
 VII. *Demandeur* : Italie.
 Défendeur : France.
 VIII.
 IX. Requête du Gouv^t italien.
 X. 30 III 36.
 XI. 15 VII 36 (mémoire).
 15 X 36 (contre-mémoire).
 XII. 17 XII 36 (contre-mémoire).
 XIII.
 XIV.
 XV.
 XVI.
 XVII. N° 71.
 XVIII.
 XIX. Par son arrêt rendu le 14
 VI 38, la Cour a décidé que
 la requête du Gouv^t italien
 n'était pas recevable ; voir
 n° 71.

Inscription approuvée le 30 III 36.

- XX. Série A/B, vol. 74.
 » C, » 84, 85.
 » E, » 14, p. 115.

Notes.

1) Conformément à l'art. 63 du Statut et à l'art. 66 du Règlement, la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède, signataires de l'Acte général d'Algésiras du 7 IV 06, certaines de ces Puissances ayant en outre adhéré à la Convention relative au Maroc du 4 XI 11, ont été avisés du dépôt de la requête.

2) Par ordonnance du 18 VI 36, la Cour, en fixant les délais pour la présentation du mémoire et du contre-mémoire, s'est réservé de fixer, par une ordonnance ultérieure, les délais pour la présentation de la réplique et de la duplique.

Fol. n° 70.

- I. 70.
 II. **Phares en Crète et à Samos.**
 III. 27 X 36.
 IV. I. II. 16065.
 V. E. c. XXXVIII. 1.
 VI. Affaire contentieuse.
 VII. France.
 Grèce.
 VIII.
 IX. Compromis.
 X. Date du compromis, 28
 VIII 36.
 Date de l'acte notifiant le
 compromis, 23 X 36.

Inscription approuvée le 27 X 36.

- XI. 17 III 37 (mémoires).
 17 VI 37 (contre-mémoires).
 XII.
 XIII. 10 VI 37.
 XIV.
 XV. 28 VI 37.
 XVI. Année judiciaire 1937.
 XVII. N° 59.
 XVIII. Arrêt : 8 X 37.
 XIX.
 XX. Série A/B, vol. 71.
 » C, » 82.
 » E, » 14, p. 107.

Fol. n° 71.

- I. 71.
- II. **Phosphates du Maroc (exceptions préliminaires).**
- III. 16 XII 36.
- IV. I. II. 16394.
- V. E. c. XXXVI. 4.
- VI. Affaire contentieuse.
- VII. *Demandeur* : Italie.
Défendeur : France.
- VIII.
- IX. Exceptions prélimin. soulevées par le Gouv^t français.
- X. 14 XII 36.
- XI. 23 IV 37 (Exposé écrit du Gouv^t italien).
- XII. 15 VII 37 (Exposé écrit du Gouv^t italien).
17 XI 37 (Réponse écrite du Gouv^t français).
21 II 38 (Observations écrites du Gouv^t italien).
- XIII. 21 II 38.
- XIV.
- XV. 2 v 38.
- XVI. Année judiciaire 1938.
- XVII. N° 68.
- XVIII. Arrêt : 14 VI 38.

Fol. n° 72.

- I. 72.
- II. **Borchgrave (fond).**
- III. 5 III 37.
- IV. I. II. 16896.
- V. E. c. XXXIX. 1.
- VI. Affaire contentieuse.
- VII. Belgique.
Espagne.
- VIII.
- IX. Compromis.
- X. Date du compromis, 20 II 37.
Date de l'acte notifiant le compromis, 4 III 37.

Inscription approuvée le 16 XII 36.

XIX.

XX. Série A/B, vol. 74.

» C, » 84, 85.

» E, » 14, p. 115.

Notes.

1) Conformément à l'art. 63 du Statut et à l'art. 66 du Règlement, la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède, signataires de l'Acte général d'Algésiras du 7 IV 06, certaines de ces Puissances ayant en outre adhéré à la Convention relative au Maroc du 4 XI 11, ont été avisés du dépôt des exceptions.

2) Par ordonnance du 20 IX 37, la Cour, en fixant le délai afférent au dépôt, par le Gouv^t français, d'une Réponse écrite, a décidé de réserver pour une ordonnance à rendre ultérieurement la fixation, le cas échéant, d'un délai afférent au dépôt, par le Gouvernement italien, d'Observations écrites.

Inscription approuvée le 5 III 37.

XI. 15 v 37 (Mémoire du Gouv^t belge).1 VII 37 (Contre-Mémoire du Gouv^t espagnol).14 VIII 37 (Réplique du Gouv^t belge).30 IX 37 (Duplique du Gouv^t espagnol).XII. *Première prorogation* :21 XII 37 (Contre-Mémoire du Gouv^t espagnol).4 II 38 (Réplique du Gouv^t belge).21 III 38 (Duplique du Gouv^t espagnol).

- Deuxième prorogation :*
 4 I 38 (Contre-Mémoire du Gouv^t espagnol).
- XIII.
 XIV.
 XV.
 XVI. Année judiciaire 1938.
 XVII. N° 73.
 XVIII. Ordonnance par laquelle la Cour prend acte du désistement des Parties, 30 IV 38.
- XIX. 30 IV 38.
 XX. Série A/B, vol. 73.
 » C, » 83.
 » E, » 14, p. 114.
- Notes.*
- 1) Par ordonnance du 4 I 38, le Président de la Cour a suspendu la procédure écrite dans l'affaire.

Fol. n° 73.

- I. 73.
 II. **Borchgrave (exceptions préliminaires).**
 III. 29 VI 37.
 IV. I. II. 17588.
 V. E. c. XXIX. 3.
 VI. Affaire contentieuse.
 VII. Belgique.
 Espagne.
 VIII.
 IX. Exceptions prélimin. soulevées par le Gouv^t espagnol.
- Inscription approuvée le 29 VI 37.
 X. 28 VI 37.
 XI. 2 VIII 37 (réponse aux exceptions).
 XII.
 XIII. 2 VIII 37.
 XIV.
 XV. 18 X 37.
 XVI. Année judiciaire 1937.
 XVII. N° 72.
 XVIII. Arrêt : 6 XI 37.
 XIX.
 XX. Série A/B, vol. 72.
 » C, » 83.
 » E, » 14, p. 112.

Fol. n° 74.

- I. 74.
 II. **Chemin de fer Panevezys-Saldutiskis (fond).**
 III. 2 XI 37.
 IV. I. II. 18252.
 V. E. c. XL. 1.
 VI. Affaire contentieuse.
 VII. *Demandeur* : Estonie.
Défendeur : Lithuanie.
 VIII.
 IX. Requête du Gouv^t estonien.
 X. 25 X 37.
- Inscription approuvée le 2 XI 37.
 XI. 15 I 38 (mémoire).
 15 III 38 (contre-mémoire).
 30 IV 38 (réplique).
 15 VI 38 (duplicque).
 XII.
 XIII.
 XIV.
 XV.
 XVI.
 XVII. N° 76.
 XVIII.
 XIX.
 XX.

Fol. n° 75.	Inscription approuvée le 26 I 38.
I. 75.	XV.
II. Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie.	XVI.
III. 26 I 38.	XVII.
IV. I. II. 18694.	XVIII.
V. E. c. XLI. 1.	XIX.
VI. Affaire contentieuse.	XX.
VII. <i>Demandeur</i> : Belgique. <i>Défendeur</i> : Bulgarie.	
VIII.	
IX. Requête du Gouv ^t belge.	
X. 25 I 38.	
XI. I VI 38 (mémoire). 12 IX 38 (contre-mémoire).	
XII.	
XIII.	
XIV.	

Notes.

1) Par ordonnance du 28 III 38, le Président de la Cour, en fixant les délais pour le dépôt du mémoire et du contre-mémoire, a réservé pour une ordonnance à rendre ultérieurement la fixation des délais afférents à la présentation de la réplique et de la duplique.

Fol. n° 76.	Inscription approuvée le 15 III 38.
I. 76.	X. 12 III 38.
II. Chemin de fer Panevezys-Saldutiskis (exceptions préliminaires).	XI. 30 IV 38 (réponse aux exceptions).
III. 15 III 38.	XII.
IV. I. II. 18913.	XIII. 30 IV 38.
V. E. c. XL. 3.	XIV.
VI. Affaire contentieuse.	XV. 13 VI 38.
VII. <i>Demandeur</i> : Estonie. <i>Défendeur</i> : Lithuanie.	XVI. Année judiciaire 1938.
VIII.	XVII. N° 74.
IX. Exceptions prélimin. soulevées par le Gouv ^t lithuanien.	XVIII.
	XIX.
	XX.

Fol. n° 77.	Inscription approuvée le 5 v 38.
I. 77.	XIV.
II. Société commerciale de Belgique.	XV.
	XVI.
III. 5 v 38.	XVII.
IV. I. II. 19138.	XVIII.
V. E. c. XLII. I.	XIX.
VI. Affaire contentieuse.	XX.
VII. <i>Demandeur</i> : Belgique. <i>Défendeur</i> : Grèce.	<i>Notes.</i>
VIII.	1) Par ordonnance du 3 vi 38, la Cour, en fixant les délais pour le dépôt du mémoire et du contre-mémoire, a réservé pour une ordonnance à rendre ultérieurement la fixation des délais afférents à la présentation de la réplique et de la duplique.
IX. Requête du Gouv ^t belge.	
X. 4 v 38.	
XI. 15 vii 38 (mémoire). 30 ix 38 (contre-mémoire).	
XII.	
XIII.	

CHAPITRE V

ARRÊTS, ORDONNANCES
ET AVIS CONSULTATIFSARRÊT DU 8 OCTOBRE 1937¹

AFFAIRE DES PHARES EN CRÈTE ET A SAMOS

L'affaire des phares², qui avait été introduite devant la Cour par compromis entre les Gouvernements français et hellénique, avait fait l'objet d'un arrêt rendu le 17 mars 1934, par lequel la Cour avait décidé que « le contrat intervenu le 1^{er}/14 avril 1913 entre la Société française en nom collectif Collas & Michel, dite « Administration générale des Phares de l'Empire ottoman », et le Gouvernement ottoman, portant prorogation du 4 septembre 1924 au 4 septembre 1949 des contrats de concession consentis à ladite société, est dûment intervenu et partant est opérant vis-à-vis du Gouvernement hellénique en ce qui concerne les phares situés sur les territoires qui lui furent attribués à la suite des guerres balkaniques ou postérieurement ». Cette décision était précédée d'une réserve par laquelle la Cour faisait ressortir que le compromis ne lui demandait rien d'autre qu'une décision de principe, et que sa tâche n'était pas de dire quels sont les territoires détachés de la Turquie et attribués à la Grèce à la suite des guerres balkaniques ou postérieurement et où se trouvent les phares à l'égard desquels le contrat de 1913 est opérant. La Cour faisait également observer qu'il y avait d'autant plus lieu de faire cette réserve que les Parties n'avaient pas discuté devant elle les questions de fait ou de droit pouvant être soulevées à cet égard et sur lesquelles elle n'était pas appelée à se prononcer.

A la suite de cet arrêt, le Gouvernement hellénique, tout en se déclarant prêt à l'exécuter, fit observer au Gouvernement

¹ Série A/B, fasc. n° 71.

² Série A/B, fasc. n° 62. Le résumé de cet arrêt a paru dans le Dixième Rapport annuel de la Cour, page 129.

français (note verbale adressée le 17 juillet 1934 à la légation de France à Athènes) que, les territoires visés n'ayant pas été déterminés et la question étant par conséquent demeurée entière, il considérait que les phares de Crète et de Samos étaient restés en dehors des prévisions du contrat du 1^{er}/14 avril 1913. En effet, les territoires sur lesquels ils se trouvent avaient été détachés de la Turquie bien avant cette date; et le contrat était dénué de tout effet à l'égard de ces îles, pays détachés de la Turquie avant 1913, comme il l'est maintenant à l'égard de la Grèce, qui est le continuateur juridique de ces îles, pays antérieurement autonomes, incorporés aux territoires helléniques en 1913.

Le Gouvernement français n'ayant pu accepter ce point de vue, les deux Gouvernements conclurent, le 28 août 1936, un compromis par lequel la Cour était priée de dire si « le contrat du 1^{er}/14 avril 1913 est dûment intervenu et partant est opérant vis-à-vis du Gouvernement hellénique, en ce qui concerne les phares situés sur les territoires de Crète, y compris les îlots adjacents, et de Samos, qui lui furent attribués à la suite des guerres balkaniques ». D'après ses propres termes, le compromis devait entrer en vigueur dès sa signature et pouvait être transmis à la Cour par la Partie la plus diligente: il fut déposé au Greffe le 27 octobre 1936 par le ministre de France à La Haye.

Dans les délais fixés, les Parties déposèrent chacune un Mémoire et un Contre-Mémoire. La Cour entendit les représentants des Parties en leurs plaidoiries les 28 et 29 juin 1937.

A cette occasion, la Cour était composée comme suit: M. GUERREIRO, *Président*; sir CECIL HURST, *Vice-Président*; le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, URRUTIA, NEGULESCO, le jonkheer VAN EYSINGA, MM. CHENG, HUDSON, DE VISSCHER, *juges*. Faisait également partie de la Cour, aux fins de l'espèce, M. le professeur S. P. SÉFÉRIADÈS, désigné comme juge *ad hoc* par le Gouvernement hellénique.

* * *

L'arrêt de la Cour fut rendu le 8 octobre 1937.

La Cour constate, en premier lieu, qu'aux termes du compromis, le litige porte sur la question de l'applicabilité, dans un cas d'espèce, du principe adopté par l'arrêt de 1934. D'autre part, elle remarque que cette question est considérée par les Parties comme accessoire à la question principale, déjà tranchée par la Cour, et que la décision de principe énoncée dans l'arrêt de 1934, et qui constitue la chose jugée, n'est nullement remise en cause. Les Parties se bornent à demander à la Cour si la Crète, ainsi que les îlots adjacents, et Samos font

partie ou non des territoires auxquels cette décision de principe est applicable et si, en conséquence, le contrat de 1913 est, en ce qui les concerne, dûment intervenu.

La question ainsi posée se ramène au point de savoir quelles sont les raisons ou circonstances particulières qui ont été envisagées et acceptées par les Parties comme pouvant former la base d'une exception au principe adopté par l'arrêt de 1934, exception qui permettrait de soustraire les territoires de Crète et de Samos à l'application dudit arrêt. Les Parties se sont expliquées très clairement à ce sujet dans le compromis même : elles demandent à la Cour de trancher la question « en tenant compte de l'époque où les territoires visés ont été détachés de l'Empire ottoman ».

Il y a donc une circonstance, mais une circonstance seulement, qui peut justifier une exception à l'application de l'arrêt de principe du 17 mars 1934 : c'est l'époque où s'est produit, pour les territoires visés, le détachement de l'Empire ottoman. Il en résulte que la Cour ne pourrait, sans méconnaître les termes du compromis, s'attacher, pour trancher la question qui lui est soumise, à des considérations qui tendraient à fonder une exception à l'applicabilité de l'Arrêt du 17 mars 1934 sur une base indépendante de l'unique justification que lui ont assignée les Parties.

La Cour est donc amenée à rechercher à quelle époque la Crète et Samos furent détachées de l'Empire ottoman. A cet égard, elle croit devoir examiner tout d'abord l'article 9 du Protocole XII signé en même temps que le Traité de Lausanne du 24 juillet 1923 : ce texte, obligatoire pour les deux Parties et qui formait la base de l'arrêt de 1934, autorise-t-il, en faveur de la Crète et de Samos, une exception au principe établi par l'arrêt de 1934 ? Non. En effet, ce texte est général et ne comporte ni exception ni réserve. Il vise l'ensemble des territoires qui ont été détachés de la Turquie à la suite des guerres balkaniques et porte que l'État successeur est subrogé aux droits et charges de la Turquie dans ces territoires. Il établit une succession directe et immédiate de la Grèce aux obligations contractées par la Turquie, sans interruption dans la souveraineté sur les territoires visés. Une étroite corrélation est établie entre le détachement et l'attribution des territoires. Par conséquent, au point de vue de l'applicabilité du principe susmentionné, rien, dans l'article 9 du Protocole XII, n'autorise à distinguer entre les divers territoires qui furent attribués à la Grèce.

Toutefois, la thèse hellénique tend précisément à exclure la considération déduite de cette absence de distinction. Le raisonnement est le suivant : L'article 9 n'avait pas à distinguer, car, rédigé en vue d'une hypothèse différente de celle qui est actuellement soumise à la Cour, il est *a priori* sans application

possible aux territoires de Crète et de Samos. En effet, l'article 9 ne pouvait faire autrement que de considérer le détachement des territoires et leur attribution comme les deux aspects d'une même opération, attendu que l'hypothèse qui se trouve visée dans cet article est celle de territoires qui furent transférés de la souveraineté de la Turquie à une autre souveraineté. Or, en ce qui concerne la Crète et Samos, il n'y aurait pas eu et il ne pouvait y avoir détachement de la Turquie par transfert de la souveraineté de celle-ci à la Grèce, par la raison que la Turquie avait perdu depuis longtemps sa souveraineté à l'égard de ces îles. En 1913, le Gouvernement ottoman n'aurait donc plus eu titre, compétence ou capacité pour conclure le contrat litigieux. Par conséquent, le litige, ramené à son véritable objet, se réduit à la question suivante : A l'époque du contrat, tout lien avait-il disparu entre l'Empire ottoman et les îles ?

La Cour estime qu'il n'en est pas ainsi. Étudiant le régime d'autonomie qui fut octroyé aux territoires en question, elle en déduit que si, pour la Crète et Samos, le Sultan avait admis d'importantes restrictions à l'exercice de ses droits de souveraineté, cette souveraineté même n'avait pas cessé de lui appartenir. La Cour en voit notamment la preuve dans le texte des articles 4 et 5 du Traité de Londres (17/30 mai 1913), dans celui du Traité d'Athènes (1^{er}/14 nov. 1913) et de l'article 12 du Traité de Lausanne (24 juillet 1923).

En conséquence, la Cour estime que le Gouvernement hellénique n'a pas établi le bien-fondé de sa thèse et que les phares situés en Crète et à Samos sont bien des phares situés sur des territoires qui, non seulement furent attribués à la Grèce à la suite des guerres balkaniques, mais encore ne furent détachés de l'Empire ottoman qu'à cette même époque. L'article 9 du Protocole XII de Lausanne est donc applicable au contrat de 1913, et celui-ci doit être considéré comme dûment intervenu et, partant, comme opérant vis-à-vis de la Grèce relativement à ces mêmes territoires. Le cas d'espèce tombe ainsi sous la décision de principe rendue par la Cour en 1934.

Cette conclusion, qui se dégage des actes internationaux, n'est pas, de l'avis de la Cour, infirmée par un argument que le Gouvernement hellénique avait fondé sur les régimes d'autonomie accordés en fait par la Porte à la Crète et à Samos antérieurement à la date du contrat. Ces régimes d'autonomie n'avaient pas abrogé les droits du Sultan. En conséquence, la Crète et Samos doivent être considérées comme ayant encore fait partie de l'Empire ottoman à la date du contrat litigieux, et celui-ci, applicable à l'ensemble de l'Empire ottoman, est donc applicable à ces îles.

* * *

L'arrêt de la Cour a été rendu par dix voix contre trois.

Sir Cecil Hurst et M. Hudson, juges, ainsi que M. Sfériadès, juge *ad hoc*, ont déclaré ne pouvoir se rallier à l'arrêt et y ont joint les exposés de leur opinion individuelle.

Le jonkheer van Eysinga, juge, tout en se déclarant d'accord sur le dispositif, a joint l'exposé de son opinion individuelle sur les motifs.

ARRÊT DU 6 NOVEMBRE 1937¹

AFFAIRE BORCHGRAVE (EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES)

Le 5 mars 1937, le ministre de Belgique à La Haye remettait au Greffe de la Cour permanente de Justice internationale un compromis conclu à la date du 20 février 1937 entre les Gouvernements belge et espagnol. Aux termes de ce compromis, les deux Gouvernements, considérant qu'une contestation s'était élevée entre eux à propos de la mort du baron Jacques de Borchgrave, se déclaraient d'accord pour la soumettre à la Cour, qui était priée de dire si, étant données les circonstances de fait et de droit concernant le cas, la responsabilité du Gouvernement espagnol se trouvait engagée.

Le 1^{er} avril 1937, le Président de la Cour, tenant compte d'une proposition faite d'accord par les Parties, rendit une ordonnance fixant les délais de la procédure écrite de telle sorte que les pièces suivantes soient successivement déposées : un mémoire, par le Gouvernement belge ; un contre-mémoire, par le Gouvernement espagnol ; une réplique, par le Gouvernement belge ; et une duplique, par le Gouvernement espagnol. Dans le délai fixé pour le dépôt du contre-mémoire, le Gouvernement espagnol présenta des exceptions préliminaires d'incompétence. La procédure sur le fond ayant alors été suspendue, le Gouvernement belge déposa un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur les exceptions.

Au cours d'audiences tenues les 18, 19 et 20 octobre 1937, la Cour entendit les observations orales des représentants des Parties sur les exceptions espagnoles. A cette occasion, la Cour était ainsi composée : M. GUERRERO, *Président* ; sir CECIL HURST, *Vice-Président* ; le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, URRUTIA, NEGULESCO, le jonkheer VAN EYSINGA, MM. CHENG, HUDSON, DE VISSCHER, *juges*. (M. De Visscher, élu membre de la Cour par l'Assemblée et le Conseil de la Société des Nations le 27 mai 1937, avait, au début de l'instance, été désigné comme juge *ad hoc* par le Gouvernement belge.)

Par une ordonnance de la Cour en date du 13 mai 1937, l'agent du Gouvernement espagnol avait, à sa demande, été autorisé à présenter ses exposés oraux en langue espagnole, en les faisant suivre immédiatement d'une traduction orale, assurée par ses soins, en l'une des langues officielles de la Cour.

¹ Série A/B, fasc. n° 72.

* * *

Le 6 novembre 1937, la Cour a rendu son arrêt sur les exceptions préliminaires du Gouvernement espagnol.

L'arrêt rappelle d'abord les faits tels qu'ils ont été allégués : Durant les derniers mois de l'année 1936, le baron Jacques de Borchgrave, ressortissant belge qui résidait à Madrid, aurait collaboré aux services de l'ambassade de Belgique à Madrid. Le 20 décembre 1936, il aurait quitté l'ambassade en automobile et ne serait jamais revenu. Le jour même, l'ambassade aurait avisé de sa disparition les autorités civiles et militaires espagnoles. Un cadavre, qui aurait été trouvé sur la route de Madrid à Fuencarral, le 22 décembre, à cinq kilomètres de Madrid, aurait été par la suite identifié comme étant celui du baron Jacques de Borchgrave. Quelques jours plus tard aurait été retrouvée à Madrid l'automobile dans laquelle ce dernier aurait quitté l'ambassade.

L'arrêt examine ensuite les conclusions des Parties. Dans son Mémoire, le Gouvernement belge concluait : 1° que la responsabilité du Gouvernement espagnol était engagée à raison du crime commis ; 2° que ce Gouvernement était responsable de ne pas avoir, avec une diligence suffisante, recherché et poursuivi les coupables. Quant aux exceptions préliminaires espagnoles, elles concluent que la Cour est incompétente pour connaître de la seconde conclusion belge, et d'ailleurs, que les deux conclusions sont irrecevables tant que les recours du droit interne espagnol n'ont pas été épuisés. Au cours des plaidoiries, le représentant espagnol a déclaré maintenir sa première exception et a demandé que la seconde, maintenue comme moyen de défense, fût jointe au fond. En somme, selon le Gouvernement espagnol, le compromis vise uniquement la responsabilité engagée à raison du fait de la mort de Borchgrave et n'aurait pas trait à des faits postérieurs au décès ; selon le Gouvernement belge, au contraire, le compromis embrasse deux raisons distinctes de responsabilité : mort de la victime, et manque de diligence dans la recherche et la punition des coupables.

Le point litigieux soumis à la Cour dépend donc de l'interprétation du compromis. Selon la Cour, les termes du compromis sont si peu limités, et le texte en est à tel point dépourvu d'expressions déterminatives, que l'on peut dire qu'il se caractérise par sa généralité. Cette conclusion n'est pas infirmée par les notes échangées par les Parties à la suite de la mort de la victime, et dont la Cour donne l'analyse : l'accord réalisé au cours de cette correspondance visait bien la question générale de la responsabilité juridique du Gouvernement espagnol tant à raison du fait de la mort que des mesures prises après.

Ayant ainsi rejeté la première exception du Gouvernement espagnol, la Cour rappelle que le représentant du Gouvernement espagnol a retiré la seconde en tant qu'exception préliminaire, mais en la maintenant comme moyen de défense pour qu'elle soit jointe au fond. La Cour prend acte de ce retrait et, par conséquent, ne statue pas sur les conclusions belges relatives à ladite exception. Toutefois, elle constate que la jonction au fond n'est possible que pour les exceptions dont elle est saisie. Le retrait n'a rien laissé subsister de l'exception que l'on puisse joindre au fond : tout moyen de défense sur le fond devra être présenté régulièrement au cours de la procédure sur le fond.

* * *

La Cour a rendu son arrêt à l'unanimité. M. Altamira, tout en admettant le dispositif de l'arrêt, a déclaré ne pas être d'accord avec les motifs sur lesquels la Cour se base pour en déduire la partie de son dispositif relative à la première exception préliminaire.

* * *

Par une ordonnance jointe à l'arrêt et portant la même date, la Cour avait fixé les délais pour la suite de la procédure écrite sur le fond, savoir, pour le dépôt d'un contre-mémoire par le Gouvernement espagnol, d'une réplique par le Gouvernement belge, et d'une duplique par le Gouvernement espagnol.

Le 4 janvier 1938, dans le délai fixé pour le dépôt du contre-mémoire — délai qui avait été prorogé à la demande des Parties —, le Greffier de la Cour a reçu des agents en l'affaire Borchgrave des lettres, conçues dans les mêmes termes, lui demandant de porter à la connaissance de la Cour que, de commun accord, les Gouvernements belge et espagnol renonçaient à poursuivre l'instance. Le même jour, en attendant que la Cour siège, qu'elle puisse donner à ces communications la suite formelle qu'elles comportent, et qu'elle prescrive la radiation de l'affaire sur le rôle, le Président de la Cour a rendu une ordonnance suspendant la procédure écrite. L'ordonnance par laquelle la Cour, conformément à l'article 68 de son Règlement, a pris acte du désistement des Parties et a ordonné la radiation de l'affaire du rôle a été rendue le 30 avril 1938¹.

¹ Série A/B, fasc. n° 73.

ARRÊT DU 14 JUIN 1938¹AFFAIRE DES PHOSPHATES DU MAROC
(EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES)

L'Acte général signé à Algésiras, le 7 avril 1906, prévoit (art. 112) la réglementation, par firman chérifien, des conditions de concession et d'exploitation des mines et carrières du Maroc. Cette réglementation, aux termes des clauses de l'Acte général ainsi que de la Convention franco-allemande du 4 novembre 1911, relative au Maroc, à laquelle le Gouvernement italien a adhéré, devait respecter le principe général de la liberté économique (« porte ouverte »). Elle fut mise en vigueur le 19 janvier 1914, date à laquelle furent promulgués deux dahirs miniers, dont l'un fixait le régime minier et dont l'autre instituait une Commission arbitrale pour statuer sur les droits qui seraient nés de faits antérieurs à la nouvelle réglementation. Du 3 novembre 1914 au 9 juin 1918, le droit de demander des permis de recherche minière fut suspendu. En 1913 et 1919, de nouveaux dahirs et arrêtés précisèrent les conditions pour le dépôt des demandes de permis de recherches de mines et pour les travaux de recherches, etc., et cela, notamment, en ce qui concerne les gisements de phosphates.

Le 27 janvier 1920, un dahir fut promulgué, réservant au Maghzen la recherche et l'exploitation des phosphates. Il tenait compte des droits acquis, pour la reconnaissance desquels une procédure fut déterminée. Un autre dahir, en date du 7 août 1920, créait, sous le nom d'Office chérifien des Phosphates, une régie d'État, chargée de l'exploration et de l'exploitation des phosphates du Maroc. Cet Office continua les recherches qui avaient été entreprises depuis 1917 par le Service des Mines du Maroc, commença l'exploitation des gîtes et, entre 1933 et 1934, participa à la formation du cartel phosphatier nord-africain.

Or, entre octobre 1918 et avril 1919, trente-trois permis de recherches en périmètres réservés avaient été délivrés par le Service des Mines du Maroc à des ressortissants français. Les droits de ces derniers (ou certains de leurs droits) passèrent à un ressortissant italien, M. Tassara. Celui-ci, en octobre 1921 — savoir après la promulgation des dahirs réservant au Maghzen la recherche et l'exploitation des phosphates —, demanda au Service des Mines du Maroc la reconnaissance de ses droits. Le 8 janvier 1925, cette demande était rejetée. Des démarches ultérieures furent faites par l'intéressé ou ses successeurs auprès

¹ Série A/B, fasc. n° 74.

des autorités chérifiennes et françaises. L'ambassade d'Italie à Paris intervint pour offrir ses bons offices. Le Gouvernement italien prit ensuite fait et cause pour ses ressortissants et proposa au Gouvernement français de porter la question devant des arbitres ou devant la Cour permanente de Justice internationale.

Le 10 mars 1934, le Gouvernement français répondit négativement. Le Gouvernement italien, ayant entrepris de nouvelles démarches qui restèrent sans résultat, décida de saisir la Cour par requête.

La requête du Gouvernement italien fut déposée au Greffe le 30 mars 1936 ; elle est fondée sur les déclarations d'adhésion de l'Italie et de la France à la disposition facultative de l'article 36 du Statut de la Cour. Elle prie la Cour de dire que certaines mesures prises, en matière de recherche et d'exploitation des phosphates du Maroc, tant par l'Administration chérifiennne (notamment le Service des Mines) que par les autorités françaises au Maroc et par le Gouvernement français, en sa qualité de protecteur du Maroc, sont contraires aux obligations internationales du Maroc et de la France telles qu'elles résultent de l'Acte d'Algésiras et de la Convention franco-allemande et, de ce chef, doivent être annulées ; subsidiairement, que la décision du Service des Mines du 8 janvier 1925 et le déni de justice qui l'a suivie sont incompatibles avec l'obligation internationale, incombant au Maroc et à la France, de respecter les droits acquis par des ressortissants italiens.

La requête du Gouvernement italien fut notifiée au Gouvernement français et fit l'objet des communications visées aux articles 40 du Statut et 34 du Règlement. En outre, conformément aux articles 63 du Statut et 66 du Règlement, le Greffier avertit les États-Unis d'Amérique, la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Espagne, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède, parties à l'Acte d'Algésiras, certaines de ces Puissances ayant en outre adhéré à la Convention franco-allemande.

Le Gouvernement italien présenta un mémoire dans le délai fixé. Dans le délai prévu pour le dépôt du contre-mémoire, le Gouvernement français présenta des exceptions préliminaires. La procédure sur le fond fut alors suspendue et un délai fut fixé pour le dépôt, par le Gouvernement italien, d'observations sur les exceptions françaises. Ultérieurement, deux pièces écrites additionnelles furent déposées, à la demande des Parties : une réponse française aux observations italiennes, et de nouvelles observations italiennes. Au cours d'audiences tenues du 2 au 16 mai 1938, la Cour entendit les exposés oraux des représentants des Parties.

A cette occasion, la Cour était composée comme suit : M. GUERRERO, *Président* ; sir CECIL HURST, *Vice-Président* ; le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE,

ALTAMIRA, ANZILOTTI, URRUTIA, NEGULESCO, le jonkheer VAN EYSINGA, MM. CHENG, DE VISSCHER, *juges*¹.

* * *

L'arrêt de la Cour fut rendu le 14 juin 1938.

Dans son arrêt, la Cour déclare tout d'abord que les faits et circonstances à l'origine du différend sont exposés dans la requête italienne ; sans se prononcer sur les divergences de vues auxquelles ils ont donné lieu, la Cour, aux fins de son arrêt limité à l'examen de sa juridiction, se borne à retenir ceux dont la réalité et la date ne sont pas contestées.

Parmi les exceptions françaises, il en est une qui, pour l'ensemble de la requête, conteste la juridiction obligatoire de la Cour telle qu'elle a été fixée entre la France et l'Italie par leurs déclarations d'adhésion à la disposition facultative. Le premier devoir de la Cour est donc de statuer sur cette exception, aux fins de vérifier le fondement de sa juridiction.

Dans sa déclaration, dont l'instrument de ratification a été déposé le 25 avril 1931, le Gouvernement français reconnaît comme obligatoire la juridiction de la Cour « sur tous différends qui s'élèveraient après la ratification de la présente déclaration au sujet des situations ou des faits postérieurs à cette déclaration ». Se basant sur ces termes, le Gouvernement français soutient que, les situations et les faits dont procède le différend actuel étant antérieurs à la date critique, savoir la date de son acceptation de la juridiction obligatoire, la requête du Gouvernement italien est irrecevable. Le Gouvernement italien prétend, au contraire, que le différend procède d'éléments postérieurs à la date critique, soit que certains faits, considérés isolément, constituent par eux-mêmes des faits illicites internationaux, matériellement accomplis après la date critique, soit que, mis en rapport avec des faits antérieurs auxquels ils sont intimement unis, ils constituent dans leur ensemble un seul fait illicite continué et progressif, qui n'est arrivé à sa perfection qu'après la date critique, soit enfin que certains faits, bien que réalisés à une époque antérieure à la date critique, aient donné naissance à une situation permanente contraire au droit international et qui s'est prolongée au delà de la date critique.

Interprétant la limitation contenue dans la déclaration française, la Cour constate qu'elle est double. Elle concerne en premier lieu la date à laquelle s'est élevé le différend ; en l'espèce, il n'est pas contesté que le différend se soit élevé après la date critique : il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à ce

¹ M. Manley O. Hudson se trouvait sur le siège pendant les audiences. Il ne put prendre part au délibéré, pour raisons de santé.

premier aspect. Elle concerne en second lieu les situations et les faits au sujet desquels le différend s'est élevé. La déclaration est à ce sujet parfaitement claire : seuls relèvent de la juridiction obligatoire les situations ou les faits, postérieurs à la date critique, au sujet desquels s'est élevé le différend, c'est-à-dire ceux qui doivent être considérés comme générateurs du différend. L'intention du Gouvernement français, en formulant cette limitation, est également bien établie : il a voulu enlever à l'acceptation de la juridiction obligatoire tout effet rétroactif, soit pour éviter de façon générale de réveiller des griefs anciens, soit pour exclure la possibilité de voir déférés par requête à la Cour des situations ou des faits qui remontent à une époque où l'État mis en cause ne serait pas à même de prévoir le recours dont ils pourraient être l'objet. Par conséquent, les situations et faits doivent être envisagés au double point de vue de leur date par rapport à la ratification et de leur relation avec la naissance du différend. Des situations ou des faits postérieurs à la ratification ne déterminent la juridiction obligatoire que si c'est à leur sujet que s'est élevé le différend. Or, l'antériorité ou la postériorité d'une situation ou d'un fait par rapport à une certaine date est une question d'espèce, tout comme constitue une question d'espèce le point de savoir quels sont les situations ou les faits au sujet desquels s'est élevé le différend. Pour résoudre ces questions, il faut garder présente à l'esprit la volonté de l'État qui, n'ayant accepté la juridiction obligatoire que dans certaines limites, n'a entendu y soumettre que les seuls différends qui sont réellement nés de situations ou de faits postérieurs à son acceptation. On ne saurait reconnaître une telle relation entre un différend et des éléments postérieurs qui supposent l'existence ou qui ne comportent que la confirmation ou le simple développement de situations ou de faits antérieurs, alors que ceux-ci constituent les véritables éléments générateurs du différend.

La Cour recherche alors si le différend qui forme l'objet de la requête du Gouvernement italien s'est élevé au sujet de situations ou de faits postérieurs à la date critique. L'objet du différend a été présenté par le Gouvernement italien sous deux aspects distincts : D'abord, un aspect général, désigné sous l'expression d'« accaparement des phosphates marocains ». Cet accaparement est décrit comme un régime institué par les dahirs de 1920 qui, en réservant au Maghzen la recherche et l'exploitation de phosphates, ont établi un monopole contraire aux obligations internationales du Maroc et de la France ; ce régime, étant toujours en vigueur, constituerait une situation postérieure à la date critique, situation soumise, à ce titre, à la juridiction obligatoire de la Cour. Le second aspect de l'objet du différend est plus limité : il a trait à la décision rendue en 1925 par le Service des Mines au Maroc rejetant la demande

du ressortissant italien M. Tassara, et au déni de justice qui aurait été opposé à ce dernier et à ses successeurs ; ces actes sont également visés sous le vocable général d'accaparement des phosphates, mais présentés ici comme contraires à l'obligation internationale de respecter les droits acquis des ressortissants italiens.

Pour le premier aspect, la Cour estime que l'incompatibilité prétendue du régime du monopole avec les obligations internationales du Maroc et de la France est un grief qui s'adresse avant tout aux dahirs de 1920 qui l'ont institué. Ces dahirs sont les véritables faits générateurs du différend relatif à l'accaparement ; or, par leur date, ils échappent à la juridiction de la Cour. Mais le Gouvernement italien a présenté l'accaparement comme un fait illicite continué et progressif qui n'aurait trouvé sa perfection que dans certains actes postérieurs à la date critique : déni de justice opposé à M. Tassara et à ses successeurs en 1931-1933, et participation de l'Administration du Maroc au cartel nord-africain des phosphates en 1933-1934. La Cour estime que la participation de l'Administration marocaine au cartel des phosphates n'a pas modifié l'état de choses créé depuis 1920 par le monopole. Le monopole, seul, pourrait être mis en discussion à ce propos : il a pu permettre la participation au cartel, mais la participation n'affecte en rien la légalité ou l'illégalité du monopole.

La Cour en vient ensuite au second aspect de l'objet du différend. Le Gouvernement italien ne conteste pas que la prétendue éviction de M. Tassara soit bien l'effet de la décision du Service des Mines de 1925, laquelle, vu sa date, échappe à la juridiction de la Cour ; mais il fait valoir que cette décision n'aurait constitué qu'une violation encore imparfaite du droit international, violation que, seul, le refus définitif de tout redressement — refus intervenu postérieurement à la date critique — aurait rendu parfaite.

La Cour estime, cependant, que les actes postérieurs à la date critique ne peuvent pas être considérés comme des actes générateurs du différend actuel. Le prétendu déni de justice ne peut que laisser subsister le fait prétendu illicite : il n'exerce aucune influence ni sur sa consommation, ni sur la responsabilité qui en dérive. Quant à la thèse selon laquelle l'« état de spoliation » de M. Tassara et de ses ayants droit constituerait une situation illicite permanente qui, bien que née de la décision du Service des Mines, se serait maintenue à une époque postérieure à la date critique, la Cour estime que le grief de déni de justice ne saurait être séparé de l'examen de la décision de 1925. En effet, la Cour ne saurait considérer le déni comme établi sans avoir constaté au préalable la réalité des droits des particuliers qui se seraient vu refuser la protection judiciaire. Cette constatation, elle ne pourrait la faire sans

mettre en cause la décision de 1925. Donc, l'examen du bien-fondé de ce grief ne pourrait être entrepris sans étendre la juridiction de la Cour à un fait qui, en raison de sa date, n'y est pas soumis.

Ainsi, à quelque point de vue que l'on se place, c'est toujours la décision de 1925 qui, dans cette question de l'éviction des ressortissants italiens, apparaît comme le fait au sujet duquel s'est élevé le différend.

En conclusion, la Cour est amenée à constater que le différend qui lui a été soumis, soit qu'on l'envisage sous son aspect général constitué par le prétendu accaparement des phosphates marocains, soit qu'on le considère sous l'aspect plus limité que représente la réclamation des ressortissants italiens, ne s'est pas élevé au sujet de situations ou de faits postérieurs à la ratification de l'acceptation par la France de la juridiction obligatoire, et qu'en conséquence elle n'a pas juridiction pour statuer sur ce différend. Partant, il ne lui appartient pas de statuer sur les autres exceptions présentées par le Gouvernement français.

Par ces motifs, la Cour décide que la requête du Gouvernement italien n'est pas recevable.

* * *

L'arrêt de la Cour a été rendu par onze voix contre une, celle du jonkheer van Eysinga, juge, qui déclare ne pouvoir se rallier à l'arrêt. M. van Eysinga a joint à l'arrêt l'exposé de son opinion individuelle.

M. Cheng Tien-Hsi, juge, tout en se déclarant d'accord avec le dispositif, a joint à l'arrêt l'exposé de son opinion individuelle sur certains motifs.

CHAPITRE VI

DÉCISIONS DE LA COUR

PORTANT APPLICATION DU STATUT ET DU RÈGLEMENT

(15 JUIN 1933 — 15 JUIN 1938)

Contenu du chapitre.

Le chapitre VI du Troisième Rapport annuel rend compte des décisions portant application du Statut et du Règlement prises par la Cour depuis ses débuts jusqu'au 15 juin 1927. Le chapitre VI de chacun des Rapports annuels parus depuis lors constitue un addendum mettant à jour le Digeste et le complétant. Dans le dernier Rapport annuel (E 13) a paru le dixième de ces addenda.

Afin de faciliter la consultation du Digeste, il a paru utile de réunir en un tout la matière qui a fait l'objet des addenda 7¹ à 10 ainsi que les décisions rendues depuis qu'a paru le dernier Rapport annuel.

Les décisions de la Cour qui sont rapportées ci-après ont, comme de coutume, été groupées sur la base du Statut ; les références aux articles du Règlement portent sur le Règlement en vigueur depuis le 11 mars 1936.

Le Digeste est suivi de trois index :

1) Un index analytique. Cet index porte sur les décisions dont il est fait état dans le présent volume. Pour les décisions prises de 1922 au 15 juin 1932, l'index analytique se trouve dans E 8, pages 267-298 ; pour les décisions prises du 15 juin 1932 au 15 juin 1933, voir E 9, pages 168-174.

2) Un index des articles du Statut auxquels les décisions se réfèrent. Cet index porte sur toutes les décisions prises depuis 1922 ; il renvoie, par conséquent, à E 3 (15 juin 1922 — 15 juin 1927), à E 4, E 5, E 6, E 7, E 8, E 9 (15 juin 1927 — 15 juin 1933), ainsi qu'au présent volume (15 juin 1933 — 15 juin 1938).

¹ Le Digeste et les six premiers addenda ont été mentionnés dans un ouvrage intitulé: *Statut et Règlement de la Cour permanente de Justice internationale (éléments d'interprétation)*, publié en 1934 par l'*Institut für Ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, de Berlin.

3) Un index des articles du Règlement auxquels les décisions se réfèrent. Cet index porte également sur toutes les décisions prises depuis 1922 et renvoie aux mêmes volumes que l'index précédent. Il est établi d'après le Règlement en vigueur depuis le 11 mars 1936 (la référence à l'ancien Règlement est donnée entre parenthèses).

PREMIÈRE PARTIE

DIGESTE DES DÉCISIONS DE LA COUR
PORTANT APPLICATION DU STATUT ET DU RÈGLEMENT
(15 JUIN 1933 — 15 JUIN 1938)¹

SECTION I. — STATUT : PROCÉDURE CONTENTIEUSE

ARTICLE 13

26 x 36. Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy (fond). — Lorsque la Cour se réunit pour connaître de l'affaire au fond, sa composition était différente de celle qu'elle avait eue au moment où elle avait examiné les exceptions préliminaires. En conséquence, les juges nouvellement élus et les agents des parties avaient le droit de demander que l'affaire fût replaidée dans son ensemble. Ni les juges ni les agents, toutefois, n'insistèrent sur leur droit, et il fut convenu entre le Président et les agents que ceux-ci pourraient se contenter de renvoyer dans leurs plaidoiries au volume qui contenait le compte rendu de la procédure orale relative aux exceptions préliminaires.

A l'ouverture des audiences consacrées au fond de l'affaire, le Président annonça que, d'accord avec les deux juges nouvellement élus, présents au sein de la Cour, et les agents des parties en cause, les comptes rendus des débats oraux auxquels avaient donné lieu les exceptions préliminaires ainsi que les documents écrits déjà déposés seraient considérés comme étant devant la Cour.

ARTICLE 17

1936. — Le gouvernement d'un État demanda au Président de la Cour s'il accepterait la présidence d'une commission permanente de conciliation, constituée en vertu d'un traité de conciliation et d'arbitrage.

Le Président de la Cour estima ne pouvoir accepter cette mission pour le motif suivant : aux termes du traité, un différend soumis à la commission de conciliation pouvait, plus tard, être porté devant la Cour, si la procédure devant la commission n'aboutissait pas à un règlement amiable et, dans ce cas, l'article 17 du Statut de la Cour empêcherait le Président de celle-ci de siéger dans l'affaire.

Par la suite, cependant, le Président de la Cour fut invité par les deux États intéressés à désigner, aux termes du traité mentionné plus haut, le président de cette commission de conciliation, les deux États ne pouvant se mettre d'accord sur cette désignation. Le Président

¹ R. : Règlement. — St. : Statut.

de la Cour accepta de se charger de cette mission (voir Section III).

ARTICLE 19

5 IV 35. — Au cours d'un débat relatif à la convocation de la Cour en temps de crise, la question fut soulevée de savoir si un juge, se trouvant dans son pays, avait le devoir absolu de répondre à la convocation du Président, quelles que soient les prescriptions des lois nationales qui pourraient créer pour lui l'obligation de demeurer dans sa patrie. Le Président rappela les dispositions de l'article 19 du Statut ; il fit observer que cet instrument, qui constitue un traité international, a la primauté sur toute loi ou tout règlement national d'un pays qui y a souscrit. Au cas où l'État dont ressortit le juge s'opposerait au départ de ce dernier, le juge intéressé devrait faire valoir ce point de vue et, en cas d'insuccès, en référer immédiatement au Président.

ARTICLE 21, ALINÉA 1.

2 XII 33. — La Cour procéda à la désignation de son Président et de son Vice-Président pour les années 1934-1936. Avant l'élection, le Président rappela que la pratique de la Cour avait toujours été jusqu'à présent de ne pas renouveler le mandat du Président sortant ; en revanche, cette pratique ne s'étendait pas au mandat du Vice-Président sortant. Les résultats de l'élection furent l'un et l'autre conformes aux précédents. Le Greffier fut, selon l'usage, autorisé à annoncer par télégramme le résultat des élections au Secrétaire général de la S. d. N. et à envoyer un communiqué à la presse.

25 XI 36. — La Cour, pour les années 1937-1939, élut comme Président le Vice-Président sortant et comme Vice-Président le Président sortant.

RÈGLEMENT, ARTICLE 13, N° 1.

22 X 34. Affaire Oscar Chinn. — Aux fins de l'examen par la Cour de cette affaire, le Président de la Cour, étant ressortissant de l'une des parties en cause, céda la présidence au Vice-Président.

ARTICLE 21, ALINÉA 2.

1933-1938. — Conformément aux précédents, la Cour désigna chaque année le Greffier pour la représenter à la session ordinaire de l'Assemblée de la S. d. N. ainsi que devant la Commission de contrôle.

25 VI 36. — Lorsque le Greffier fut désigné pour représenter la Cour à la session ordinaire de l'Assemblée en 1936, il fut convenu que si, pour un motif quelconque, le Greffier se trouvait empêché, le Président serait autorisé à prendre les dispositions qu'il jugerait appropriées afin d'assurer la représentation de la Cour devant l'Assemblée.

RÈGLEMENT, ARTICLE 14.

26 x 36. — La Cour examina les questions relatives à la désignation de son Greffier, dont le poste avait été laissé vacant par suite de l'élection comme juge du titulaire précédent de ce poste.

Il fut décidé de fixer au 26 novembre 1936 la clôture du délai pour la présentation des candidats, car on estima qu'un mois suffirait pour permettre aux juges, absents à ce moment, d'exercer le droit que leur réservait l'article 14 du Règlement de proposer des candidats. Dans cet ordre d'idées, le Président fit savoir qu'il avait reçu un certain nombre de lettres de candidature comme il lui paraissait désirable qu'un candidat ne fût pas exclu du fait que sa candidature ne serait pas « proposée par un membre de la Cour », il s'était engagé à transmettre à la Cour, dans chaque cas, la lettre du candidat éventuel, tout en spécifiant, bien entendu, que cette manière d'agir de sa part ne comportait aucunement un appui donné à la candidature dont il s'agissait.

La Cour examina également la proposition qu'il lui incombait de faire à l'Assemblée au sujet du traitement du Greffier (voir St., art. 32); elle prit sa décision au sujet de cette proposition le 12 novembre, c'est-à-dire quelque temps avant l'expiration du délai de clôture pour la présentation des candidats.

Lorsque la liste des candidats fut close, la Cour décida de procéder en séance privée à un échange non officiel de vues et de renseignements au sujet des candidats, avant la séance qu'elle tiendrait pour procéder à l'élection du Greffier. La procédure adoptée pour cette élection fut la suivante : copie de la liste complète des candidats fut remise à chacun des membres de la Cour, qui n'eurent qu'à mettre un signe en regard du nom du candidat auquel ils désiraient donner leur voix.

ARTICLE 23

1 II 36. — Depuis l'entrée en vigueur des amendements au Statut, l'expression « sessions (ordinaire ou extraordinaire) » n'est plus usitée. En revanche, on emploie l'expression « année judiciaire » — l'année judiciaire coïncidant avec celle du calendrier.

RÈGLEMENT, ARTICLE 25, N° 2.

25 VI 36. — La question fut soulevée de savoir si la Cour, appliquant l'article 25, n° 2, du Règlement, désirait modifier la date du début des vacances judiciaires. A cet égard, on proposa que le soin de fixer le début et le terme des vacances fût laissé au Président. Cette manière de procéder, cependant, fut considérée comme impliquant une délégation de pouvoirs non prévue par le Règlement et non conforme à l'esprit de ce document. On fit observer également que le fait de ne pas fixer de manière précise la date du début et du terme des vacances pourrait faire naître des difficultés d'ordre administratif, les droits et obligations des membres de la Cour n'étant pas, à certains égards, les mêmes au cours des périodes de vacances judiciaires et au cours d'autres périodes durant lesquelles la Cour ne siège pas.

En l'absence de toute proposition précise ayant pour objet de modifier la période des vacances judiciaires, les dates des vacances

furent maintenues telles qu'elles sont fixées dans l'article 25, savoir du 15 juillet au 15 septembre.

10 VI et 9 VII 37. Affaire des phares en Crète et à Samos. — La Cour examina la possibilité de s'occuper, avant les vacances judiciaires, de cette affaire qui se trouvait en état. Elle décida de tenir les débats oraux, puis d'aborder son délibéré, se réservant, selon le temps qu'exigerait ce dernier, soit de continuer à siéger assez longtemps pour rendre sa décision avant de se séparer, soit d'interrompre l'examen de l'affaire pour le reprendre lorsqu'elle se réunirait de nouveau après les vacances judiciaires.

C'est finalement cette seconde solution qui dut être adoptée.

RÈGLEMENT, ARTICLE 25, N° 4.

30 IV 36. Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy (exceptions préliminaires). — Au cours des débats oraux, le Président annonça que la Cour ne siégerait pas durant l'après-midi du 30 avril, ce jour étant férié aux Pays-Bas.

3 V 37. Affaire de la Meuse. — Au cours de l'examen de cette affaire, la question se posa de savoir si la Cour tiendrait séance le jour de l'Ascension — considéré comme jour férié officiel aux Pays-Bas. La Cour, estimant que cette question était réglée par le n° 4 de l'article 25 de son Règlement, décida de ne pas siéger ce jour-là.

RÈGLEMENT, ARTICLE 26, N° 1.

15 V 34. — Conformément aux précédents, un juge ayant droit à un long congé demanda d'être autorisé à prendre ce congé à une certaine date qu'il indiqua ; cette demande, soumise à la Cour, fut approuvée par elle.

3 IV 35. — Le tableau des longs congés qui fut établi pour 1934-1936 n'indique pas les dates auxquelles seraient pris les congés et se borne à mentionner les noms des juges appelés à en bénéficier, dans l'ordre où ils y avaient droit. Il fut convenu que les dates effectives desdits congés seraient arrêtées d'accord entre les intéressés et le Président. Il fut décidé également que, conformément à la pratique antérieure, le tableau serait porté à la connaissance des gouvernements.

Dans le même ordre d'idées, la Cour considéra que les juges admis au bénéfice des longs congés ont droit à trois congés au cours de leur mandat de neuf ans, à raison d'un congé pour chaque période de trois ans, mais qu'un intervalle de trois ans ne doit pas nécessairement s'écouler entre deux périodes de congé.

15 XII 36. — A propos de l'établissement du tableau des longs congés pour 1937-1939, on fit observer que l'interprétation de l'article 23 du Statut, selon laquelle les juges appartenant à des pays très éloignés du siège de la Cour devaient, pour que leur nom pût figurer au tableau des longs congés, élire domicile près du siège de la Cour, avait été définitivement adoptée en 1931 par la Cour et avait été incorporée dans l'article 27, alinéa 5, de l'ancien Règlement. A la suite de l'entrée en vigueur du Statut révisé, il avait été jugé superflu de répéter cette disposition dans le Règlement,

mais la Cour avait expressément confirmé l'interprétation ci-dessus mentionnée de l'article 23 du Statut révisé.

RÈGLEMENT, ARTICLE 27.

10 VII 33. — Lors de la première séance d'une session, convoquée dans un délai très bref en vue de l'examen d'une demande en indication de mesures conservatoires, un membre de la Cour posa la question de savoir si tous les juges n'étaient pas tenus, en vertu de l'article 23 du Statut et de l'article 27 du Règlement ancien, d'assister à une session extraordinaire et si, en conséquence, ils n'avaient pas droit à être convoqués à cette session. S'il en était ainsi, les dates des sessions devraient être fixées de manière à laisser aux juges d'outre-mer le temps nécessaire pour arriver à La Haye. Ce membre de la Cour se demandait même si, vu l'absence de ces juges, les décisions de la Cour seraient valables. On fit observer 1) que la disposition pertinente était celle qui fixe le quorum : du moment que le quorum est atteint, la Cour peut statuer valablement ; 2) qu'il était essentiel que la Cour, en cas d'urgence, pût se réunir aussi promptement que possible ; 3) qu'il existait des précédents, selon lesquels on n'avait pas convoqué les juges qui se trouvaient à une distance trop grande pour pouvoir, sans retard, arriver au siège de la Cour, et enfin que cette manière de procéder, qui s'inspirait du principe énoncé dans l'article 3, alinéa 2, du Règlement ancien, trouvait également appui dans l'article 27, n° 4, alinéa 1, de cet instrument (cf. art. 27 du Règlement actuel), qui prévoyait la possibilité de ne pas convoquer certains juges pour telle ou telle session en particulier.

Le membre de la Cour qui avait soulevé cette question ne fit pas de proposition et se contenta de faire consigner sa manière de voir au procès-verbal.

19 III 34. — La même question fut de nouveau soulevée à propos de l'examen de la revision du Règlement, et notamment à propos de la disposition de l'article 61 du Règlement qui prévoit la convocation rapide de la Cour. On fit observer que dans les cas d'urgence, la Cour devrait être convoquée immédiatement, même si cette convocation devait entraîner l'absence de certains juges ; on fit remarquer en outre qu'en 1931, bien que le nombre des juges eût été porté à quinze, le quorum de neuf juges avait été conservé, afin de pouvoir faire face à certaines situations d'urgence.

ARTICLE 25, ALINÉA 2.

5 II 34. Affaire franco-hellénique des phares. — Un juge se vit, pour raisons de santé, dans l'impossibilité d'assister à la première audience consacrée à l'examen de cette affaire. Bien que, par le passé, l'absence temporaire d'un juge pour raisons de santé n'eût pas été considérée, sous réserve du consentement des parties, comme étant de nature à empêcher ce juge de continuer à siéger, ce cas ne s'était jamais produit lors de la toute première audience d'une affaire ; on estima que l'absence d'un juge, lors de cette première audience, ne constituait pas un motif suffisant pour l'empêcher de participer à la suite des débats ; le fait ayant été mentionné aux

agents des parties, ceux-ci ne s'opposèrent pas à ce que le juge dont il s'agissait continuât à siéger. (En fait, cependant, l'état de santé de ce juge ne lui permit pas de prendre part à l'examen de l'affaire.)

4 v 37. Affaire de la Meuse. — A l'ouverture des débats oraux dans cette affaire, un juge était absent pour raisons de santé. Aucune objection n'ayant été soulevée par les agents des parties, il fut entendu que, conformément aux précédents, ce juge pourrait néanmoins siéger dans l'affaire, s'il se rétablissait en temps voulu.

11 v 37. — Ultérieurement, au cours de la même affaire, un autre juge, appelé dans son pays par un devoir important à remplir, ne put, pendant deux jours, assister aux débats oraux. Les agents des parties n'ayant soulevé aucune objection, il continua, à son retour, à siéger dans l'affaire.

18 et 19 x 37. Affaire Borchgrave (exceptions préliminaires). — Lors de l'ouverture des débats oraux, un juge fut absent, et le lendemain un autre juge se vit également dans l'impossibilité d'assister à l'audience de la Cour. Aucune objection n'ayant été soulevée par les agents des parties, il fut entendu que ces juges pourraient continuer à siéger dans l'affaire. (En fait, par la suite, seul le juge mentionné en dernier lieu se trouva en mesure de prendre part à l'examen de l'affaire.)

16 v 38. Affaire des phosphates du Maroc (exceptions préliminaires). — Le Président ayant été empêché d'assister à une audience, les débats oraux se poursuivirent, de l'assentiment des parties, sous la présidence du Vice-Président de la Cour.

ARTICLE 25, ALINÉA 3.

12, 16 et 17 XI 34. — A l'occasion de certains votes auxquels procéda la Cour et auxquels un nombre de juges inférieur au quorum avaient pris part, — le reste des juges présents s'abstenant, — une question fut soulevée quant à la validité de ces votes. Dans les cas où le nombre des voix données dans un certain sens était inférieur à la majorité des membres de la Cour présents, le vote ne fut pas considéré comme acquis, et l'on procéda à un nouveau scrutin ; dans d'autres cas, où la majorité des membres présents avait voté dans un certain sens et où le vote portait sur une question de fait mais non de droit, le vote fut considéré comme valablement acquis.

25 II et 4 IV 35. — Au cours des débats relatifs à la revision du Règlement, la même question se posa ; lorsque des votes, correspondant par leur nombre à la majorité absolue du *total* des juges titulaires (quinze), avaient été émis dans un certain sens, mais que le total des votes émis restait, par suite des abstentions, inférieur au quorum, le vote fut considéré comme valablement acquis ; la première fois qu'un nombre inférieur de votes fut exprimé dans un sens donné — ce nombre constituant cependant la majorité des juges *présents* —, le Président déclara que le résultat du vote pourrait être conservé à titre d'indication pour le Comité de rédaction.

Plus tard, à différentes reprises, la même règle fut suivie. Dans un cas, où le vote n'aboutit pas à établir une majorité des membres présents, le vote fut considéré comme non valable.

18 et 27 XI 35. — La pratique signalée ci-dessus, relativement à la validité ou à la non-validité de scrutins ayant, par suite d'abstentions, recueilli un nombre de votes inférieur au quorum des juges présents, fut confirmée : dans certains cas, où le nombre des votes émis relativement à un point de droit s'est trouvé inférieur au quorum, on estima que le vote n'était pas acquis.

1936. — Il en fut ainsi également au cours des débats afférents à la revision du Règlement, au début de l'année judiciaire 1936 : la même pratique fut suivie que lors des délibérations de 1935, relatives à l'examen en première lecture du nouveau Règlement. Dans certains cas, cependant, le Président exprima l'opinion que le scrutin, encore que non valable en soi, fournissait une indication utile. (Voir St., art. 23.)

ARTICLES 26, 27, 29

RÈGLEMENT, ARTICLE 24.

15 XII 36. — A l'occasion de l'élection des membres des Chambres spéciales et de la Chambre de procédure sommaire, la question fut soulevée de savoir si un juge pouvait, au sujet de cette élection, exprimer une préférence quant à la Chambre dont il désirerait faire partie. Une disposition de l'article 14 du Règlement antérieur prévoyait la possibilité d'exprimer cette préférence, mais cette disposition ne figure plus dans l'article correspondant du Règlement actuel (art. 24). La Cour décida qu'il n'était pas compatible avec l'article 24 du Règlement de tenir compte de préférences éventuellement exprimées par les juges, à l'occasion des élections aux Chambres constituées en vertu des articles 26, 27 et 29 du Statut.

ARTICLE 30

11 III 36. — La Cour adopta le Règlement révisé qui abrogeait, à partir de cette date, le Règlement antérieurement en vigueur et où étaient incorporées, notamment, les modifications entraînées par l'entrée en vigueur du Statut révisé à la date du 1^{er} février 1936.

16 III 36. — La Cour confirma une décision prise antérieurement par elle et selon laquelle les procès-verbaux des séances consacrées à la revision du Règlement seraient imprimés et publiés. Après avoir entendu un rapport verbal présenté par le président du Comité des Publications, elle prit également certaines décisions relatives au contenu et à la forme du volume dans lequel ces procès-verbaux seraient reproduits.

ARTICLE 31

RÈGLEMENT, ARTICLE 60.

25 VI 36. Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy (exceptions préliminaires). — La Cour eut à prendre une décision en vertu de l'article 60

du Règlement quelque temps après la clôture des débats. Elle estima qu'en principe les juges *ad hoc* devaient être présents, mais, en fait, l'un d'eux, qui avait quitté La Haye, répondit, lorsqu'il fut prévenu de la date à laquelle la décision serait prise, qu'il ne pourrait être présent et qu'il s'en remettait à la décision de la Cour. L'autre juge *ad hoc* était présent. (Voir St., art. 47.)

RÈGLEMENT, ARTICLE 68.

14 XII 36. Affaire Losinger & Cie. — La Cour eut pour la première fois l'occasion d'appliquer l'article 68 du Règlement adopté par elle le 11 mars 1936. A cet égard, la question se posa de savoir si la présence des juges *ad hoc* était nécessaire pour l'élaboration de l'ordonnance prenant acte du désistement. Il fut constaté que, dans l'affaire dont il s'agissait, aucun doute ne se présentait quant à l'intention des deux parties et que la radiation de l'affaire du rôle constituait plutôt une formalité administrative qu'une décision ; on cita comme précédent l'ordonnance qui avait mis fin à la procédure de l'affaire du Groënland du Sud-Est (11 mai 1933), ordonnance à laquelle n'avaient point participé les juges *ad hoc*. Mais, pour éviter de créer un précédent, on suggéra l'insertion d'une phrase indiquant que, dans l'affaire actuelle, la présence des juges *ad hoc* n'était pas jugée nécessaire. Finalement, il fut décidé de ne pas insérer cette mention dans l'ordonnance, mais il fut entendu que le Président, dans une déclaration enregistrée au procès-verbal, indiquerait que, aucun doute ne régnant quant à l'accord des deux parties sur la radiation de l'affaire du rôle, et eu égard aux précédents, il jugeait inutile de convoquer les juges *ad hoc* aux fins de l'élaboration de l'ordonnance prescrivant la radiation de l'affaire du rôle.

La Cour décida de ne pas donner lecture à l'audience de cette ordonnance, mais de l'imprimer comme d'habitude dans le volume pertinent de la Série A/B. (Voir St., art. 39, 48.)

RÈGLEMENT, ARTICLE 83.

2 II 35. Affaire consultative des écoles minoritaires en Albanie. — La question se posa préalablement de savoir si l'avis demandé visait un « différend » ou un « point » (art. 14 du Pacte) ; il s'agissait de décider si la Cour autoriserait dans l'espèce la désignation de juges *ad hoc* et si elle trancherait ou non immédiatement cette question, informant les gouvernements intéressés des conclusions auxquelles elle serait arrivée sur ce point, — afin de ne pas les exposer au risque de désigner des juges dont la nomination pourrait ne pas être admise par la Cour.

Il fut décidé de charger le Greffier de faire connaître — sans engager la Cour — aux représentants des gouvernements intéressés que certains doutes subsistaient sur le point de savoir si la Cour, étant donnée la nature de l'affaire, admettrait, le cas échéant, la désignation de juges *ad hoc* de la part des gouvernements autorisés à fournir des renseignements sur la question déferée par le Conseil à fin d'avis consultatif.

31 X 35. Affaire consultative visant la Constitution de Dantzig. — Le Sénat de la Ville libre demanda à la Cour de l'autoriser à désigner

un juge *ad hoc*. Tout en reconnaissant qu'aux termes de l'article 83 (antérieurement art. 71, al. 2) du Règlement, cette désignation n'était expressément prévue que dans le cas d'un différend entre deux ou plusieurs États ou Membres de la Société des Nations, le Sénat faisait valoir qu'il serait désirable que la Cour comptât sur le siège, dans ladite affaire, un juge familiarisé avec le droit constitutionnel de la Ville libre. L'agent de Dantzig fut autorisé à exposer de vive voix devant la Cour les considérations sur lesquelles se fondait la demande du Sénat.

La décision par laquelle la Cour rejeta cette demande fut communiquée immédiatement à l'agent de la Ville libre et annoncée en public à la première audience qui suivit. La décision de la Cour et les motifs de celle-ci furent insérés dans une ordonnance élaborée ultérieurement. Ces motifs étaient les suivants : 1) l'article 31 du Statut ne prévoit la présence de juges *ad hoc* que pour le cas où il y a des parties devant la Cour, — et cette condition n'était pas remplie en l'espèce ; 2) l'article 83, par lequel la prescription de l'article 31 du Statut, concernant la désignation éventuelle de juges *ad hoc*, a été rendue applicable à la procédure consultative, mais exclusivement lorsque cette procédure a trait à un différend actuellement né entre deux ou plusieurs États ou Membres de la Société des Nations, constitue la seule exception à la règle générale, et l'application ne saurait en être étendue au delà des limites fixées par le Règlement.

ARTICLE 32, ALINÉA 6.

12 XI 36. — Lorsqu'il s'agit d'élire un nouveau Greffier, la Cour, au mois de novembre 1936, constitua une commission qu'elle chargea d'examiner la proposition à faire à l'Assemblée au sujet du traitement afférent au poste de Greffier.

La commission arriva à la conclusion — approuvée ensuite par la Cour — que le traitement du Greffier devrait être fixé sans égard aux échelles ou aux traitements fixes en vigueur dans d'autres organisations et en tenant compte seulement du niveau des traitements, d'une part des membres de la Cour, d'autre part des fonctionnaires du Greffe. La commission estima également qu'il valait mieux prévoir pour le Greffier une situation particulière correspondant à la position indépendante de la Cour. La proposition visant le traitement du Greffier fut faite pour une période de fonctions de sept ans. Quant au traitement afférent à une deuxième période éventuelle de fonctions, la commission renonça à faire une proposition, de manière à laisser les mains entièrement libres à la Cour telle qu'elle serait composée à la suite de la prochaine élection générale.

ARTICLE 36

RÈGLEMENT, ARTICLE 67.

1933. Affaire de l'Université Peter Pázmány. — La Cour eut à examiner la question de sa juridiction en matière d'appel, à propos de cette affaire qui lui avait été soumise en vertu de l'article X de l'Accord II signé à Paris le 28 avril 1930. (Elle avait été précédemment saisie, en vertu du même accord, de deux autres affaires

qui avaient cependant été retirées par la suite.) Pour ce qui est des motifs qui portèrent la Cour à se reconnaître compétente en l'espèce, et de l'avis de la Cour quant à l'étendue de cette juridiction, voir E 10, pages 122-128.

La Cour décida, le 20 octobre 1933, que les agents des parties devraient limiter préalablement les remarques qu'ils présenteraient à l'audience à la question de la nature de la juridiction conférée à la Cour par l'article 10 de l'Accord II de Paris. A la date du 24 octobre, après avoir entendu ces observations, elle décida d'ajourner sa décision sur cette question, attendant d'avoir entendu les plaidoiries quant au fond.

L'agent de l'une des parties, dans sa réplique orale, demanda à la Cour de statuer immédiatement sur la question de principe relative à sa juridiction comme instance d'appel; cet agent motiva sa demande en indiquant qu'il ne pouvait formuler ses conclusions définitives avant de connaître la décision de la Cour sur cette question de principe. Le Président, en conséquence, remit à plus tard la suite de la réplique de cet agent, afin que la Cour pût examiner la question. L'agent avait antérieurement présenté, sous forme d'alternative, une série de conclusions, et son intention semblait être non pas tant de déposer, à titre définitif, des conclusions entièrement nouvelles, que de pouvoir plus tard choisir entre les diverses conclusions énoncées par lui sous forme d'alternative. La Cour décida, le 9 novembre 1933, de poursuivre les audiences et de faire connaître à l'agent que, son intention étant de trancher par un seul arrêt la question relative à sa juridiction et le fond de l'affaire, elle accepterait les conclusions de cet agent sous la forme où elles avaient déjà été présentées. Cette décision fut annoncée par le Président lors de la reprise de l'audience.

RÈGLEMENT, ARTICLE 69.

2 XII 33. Affaires relatives au prince von Pless et à la réforme agraire polonaise. — La Cour reçut du ministre d'Allemagne à La Haye une note exprimant l'intention de ce Gouvernement, demandeur dans les deux instances, de se désister. Le motif donné à l'appui du désistement était que l'Allemagne s'était retirée de la S. d. N.

On fit observer au sein de la Cour qu'un désistement devrait être notifié par l'entremise des agents dûment désignés pour représenter, dans les deux procédures engagées, le gouvernement dont il s'agissait; on rappela également qu'une fois l'instance liée, la Cour, antérieurement, n'avait pas été disposée à autoriser le désistement unilatéral. Il fut décidé que le Greffier, en accusant réception de la note du ministre, l'informerait que, conformément au Règlement, sa communication avait été transmise aux membres de la Cour et à l'autre partie — qui était la même dans les deux instances. En même temps, copies de la note du ministre et de la réponse du Greffier furent, à titre d'information et à toutes fins utiles, adressées aux agents des deux parties. L'agent de la partie défenderesse fit connaître à la Cour que, étant donnée l'attitude mentionnée dans la note ci-dessus rappelée, son gouvernement ne s'opposait pas à ce que la procédure, dans les deux affaires, ne fût pas poursuivie, et il pria la Cour de donner acte de la clôture de la procédure.

La Cour, dans les ordonnances qu'elle rendit à l'égard des deux affaires, constata que le désistement du demandeur et l'acceptation de ce désistement par le défendeur mettaient fin aux procédures engagées, les déclara closes et en ordonna la radiation du rôle.

ARTICLE 39

17 III 34. Affaire franco-hellénique des phares. — Les parties étaient convenues que toute la procédure aurait lieu dans l'une seulement des langues officielles, de sorte que, selon l'article 39 du Statut, le seul texte officiel de l'arrêt serait le texte établi dans cette langue. Selon la pratique suivie jusqu'alors dans les cas de cet ordre, le texte établi par les soins du Greffe dans l'autre langue officielle n'avait pas été officiellement soumis à l'approbation de la Cour, bien qu'il eût été imprimé et publié dans la Série A/B des publications de la Cour avec la mention « Traduction ». La Cour décida de maintenir cette pratique, à la réserve que, désormais, le texte établi dans l'autre langue officielle, même s'il était précédé de la mention « Traduction », serait formellement approuvé par la Cour. Cette approbation intervint, mais sans qu'il fût procédé à un vote. Comme dans les affaires précédentes où les circonstances étaient les mêmes, l'avant-dernier alinéa de l'arrêt indiqua que celui-ci avait été rédigé en l'une seulement des langues officielles, conformément aux dispositions de l'article 39 du Statut, ajoutant que les parties s'étaient, dans le compromis, déclarées d'accord pour que toute la procédure eût lieu dans cette langue ; en revanche, contrairement aux précédents, il ne fut pas fait mention de ce qu'une traduction était jointe au texte officiel.

4 XII 35. Affaire consultative visant la Constitution de Dantzig. — La Cour adopta comme faisant foi le texte anglais de l'avis. Conformément aux précédents, cette décision ne fut prise qu'après l'adoption définitive des deux textes en seconde lecture.

8 XII 36. Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy (fond). — Au cours de l'élaboration de l'arrêt, une question fut soulevée au sujet de la méthode à suivre pour citer dans les arrêts de la Cour des textes législatifs ou conventionnels. Il fut proposé que, chaque fois que l'occasion se présenterait de citer, dans un arrêt ou avis consultatif, une loi ou un traité rédigé par exemple en français et en anglais, les deux textes soient reproduits dans les textes français et anglais de l'arrêt ou de l'avis consultatif, afin notamment de montrer clairement que, en prenant sa décision, la Cour avait eu effectivement sous les yeux les deux textes législatifs ou conventionnels qui étaient pareillement authentiques.

A cet égard, on fit observer qu'au début la Cour avait eu tendance à reproduire dans les deux textes de ses arrêts et avis les textes anglais et français des dispositions citées par elle, quand ces textes étaient tous deux authentiques. Par la suite, elle avait renoncé à cette manière de procéder — qui risquait de rendre ses arrêts trop volumineux —, sauf dans les cas où une divergence était constatée entre les textes anglais et français de l'acte qu'il incombait à la Cour d'interpréter ; la méthode actuelle, qui consistait à reproduire

simplement, d'une part le texte français, et d'autre part le texte anglais dans le texte correspondant de l'arrêt, avait été adoptée.

La Cour procéda à un vote sur le point de savoir si, dans l'arrêt dont il s'agissait alors, le texte anglais — également authentique — de certaines dispositions serait inséré dans le texte français de l'arrêt chaque fois que le texte français desdites dispositions serait cité. Ce vote ayant donné lieu à un partage égal de voix, le Président fit usage de sa voix prépondérante (art. 55 du St.) dans le sens négatif; la pratique actuelle de la Cour fut donc maintenue, mais il demeura entendu que, dans les cas où une question se poserait quant à la divergence des deux textes à interpréter, ces deux textes devraient être cités.

16 XII 36. — Dans la même affaire, la Cour adopta comme faisant foi le texte français de l'arrêt, lors de l'approbation de ce texte en première lecture. Ceci constituait une dérogation aux précédents, car en général la décision à ce sujet n'avait pas été prise avant l'adoption définitive en seconde lecture des textes anglais et français de l'arrêt. La Cour adopta ultérieurement le texte anglais comme conforme au texte français faisant foi.

28 VI 37. Affaire de la Meuse. — Les parties, se référant à l'article 39 du Statut, étaient convenues que toute la procédure aurait lieu en français. Par suite, en vertu de ce même article, l'arrêt fut rendu en français, ce texte faisant foi *ipso facto*, et la traduction en anglais établie par le Greffe fut, comme de coutume, précédée de l'indication « Traduction ».

6 XI 37. Affaire Borchgrave. — Le projet d'arrêt avait été établi en anglais par le Comité de rédaction; ce fut cependant le texte français de cet arrêt dont se servit la Cour pour son délibéré et qui fut adopté par elle. Après l'adoption de l'arrêt en seconde lecture, il fut décidé que le texte faisant foi serait le texte anglais, et celui-ci fut soumis à la Cour et finalement approuvé par elle au cours d'une séance ultérieure. (Voir St., art. 58.)

RÈGLEMENT, ARTICLES 39 ET 58.

29 X 35. — A la date du 29 mars 1933, la Cour adopta une résolution prévoyant que, dans chaque affaire, avant l'ouverture de la procédure orale, elle déciderait s'il y avait lieu de renoncer aux traductions orales en audience; et que, si elle n'était pas réunie, cette décision serait prise par le Président. (Voir E 9, p. 153, St., art. 39.) Cette résolution fut d'abord appliquée en ce sens qu'une décision fut prise dans tous les cas, qu'il s'agit soit de supprimer les traductions soit de les maintenir. Cependant, le 29 octobre 1935, lorsque vint le moment d'appliquer à une affaire en cours la résolution interprétée comme il est dit ci-dessus, le Président décida que la règle générale devait être que les exposés faits dans l'une des langues officielles seraient traduits dans l'autre, et qu'une décision ne serait nécessaire que pour le cas où il y aurait lieu de faire exception à cette règle. Ceci est conforme aux termes du nouvel article 58 du Règlement (adopté ultérieurement le 11 mars 1936) et peut être considéré comme étant la pratique existante.

Les décisions fondées sur cette pratique ou sur l'article 58 du Règlement ont été en général, et sauf quelques exceptions, accompagnées d'un exposé des motifs. (Voir par exemple E 10, p. 140 ; E 11, p. 142.)

13 v 37. Affaire Borchgrave. — L'agent de l'une des parties demandait l'autorisation de faire usage de sa langue maternelle pour toute la procédure.

La Cour examina en premier lieu le point de savoir si elle pouvait prendre une décision, au sujet de cette demande, en l'absence du juge *ad hoc* de l'autre partie en cause. Il fut estimé que la décision envisagée par l'article 39, n° 3, du Règlement n'exigeait pas la présence des juges *ad hoc*. La Cour examina également la question de savoir si sa décision devrait être rendue par ordonnance. Les seuls précédents existants visaient l'usage d'une langue autre que l'une des langues officielles de la Cour durant la procédure orale, et jusqu'à présent les décisions en cette matière n'avaient pas été rendues sous forme d'ordonnance. Étant donné, cependant, que la question avait trait à la direction du procès, la Cour décida de statuer par une ordonnance.

Quant à la demande elle-même, visant l'autorisation de faire usage, pour toute la procédure, d'une langue autre que les langues officielles de la Cour, celle-ci décida de ne pas y faire droit pour la procédure écrite, mais d'y donner suite pour la procédure orale : pour cette dernière, en effet, il existait des précédents, mais pour la première on eût risqué de créer un précédent qui aurait pu dans l'avenir provoquer des difficultés. On estima que l'expression « procédure écrite » visait les mémoires, etc., établis par la partie elle-même et non les documents joints en annexe, dont il est question à l'article 43, n° 2, du Règlement. On considéra également que, comme la Cour n'autorisait pas la présentation de documents de la procédure écrite dans une langue autre que l'une des langues officielles de la Cour, mais qu'elle se contentait de suivre un précédent en autorisant l'emploi d'une autre langue dans la procédure orale, il n'était pas nécessaire de se renseigner sur la manière de voir de l'agent de l'autre partie.

L'ordonnance rendue par la Cour autorisa, pour la procédure orale, l'usage de leur langue maternelle par l'agent et le conseil de la partie dont il s'agissait, étant entendu que des dispositions seraient prises par eux pour faire traduire immédiatement leurs exposés dans l'une des langues officielles de la Cour. Quant à la procédure écrite, l'ordonnance écarta la demande et ajouta que les documents produits par les parties à l'appui de leur thèse devraient, s'ils n'étaient pas établis dans l'une des langues officielles de la Cour, être accompagnés d'une traduction dans l'une de ces langues, ainsi que le prévoit l'article 43 du Règlement.

2 x 37. — Avant l'ouverture des débats oraux afférents aux exceptions préliminaires qui avaient été soulevées dans la même affaire, la Cour examina la question de savoir si la traduction des exposés dans l'une des langues officielles de la Cour devrait être retraduite, par les soins du Greffe, dans l'autre langue officielle. On décida de procéder ainsi, notamment en raison de l'importance particulière des éléments de fait et aussi afin de ne point désavantager les juges

auxquels la langue dans laquelle serait effectuée la traduction assurée par les soins du Gouvernement espagnol serait moins familière.

30 IV 38. Affaire des phosphates du Maroc (exceptions préliminaires). — La Cour décida que les exposés oraux faits par les parties ne seraient pas traduits à l'audience d'une des langues officielles dans l'autre. Il fut spécifié que cette décision était prise à raison de circonstances particulières et qu'elle ne devait pas être considérée comme créant un précédent.

ARTICLE 40

28 VII 33. Affaire franco-hellénique des phares. — Une disposition du compromis par lequel la Cour avait été saisie prévoyant que ce compromis devait être ratifié, la question se posa de savoir si la preuve de la ratification du compromis était requise. On fit valoir, d'une part, que, selon la pratique internationale généralement reconnue en matière d'enregistrement de traités, une copie certifiée conforme du protocole d'échange des ratifications était exigée ; d'autre part, on fit observer que, selon la pratique de la Cour, la preuve de la ratification avait été exigée lorsque le compromis n'avait été notifié que par l'une des parties, mais non pas lorsqu'il avait été notifié par les deux parties. Comme il s'agissait là d'une question préalable à la transmission d'un compromis à la Cour, le Greffier demanda une décision formelle, au cas où la Cour désirerait modifier sa pratique.

La Cour ne prit pas cette décision, mais on fit observer que le Greffier pourrait attirer l'attention des parties sur l'*opportunité* qu'il y aurait à produire la preuve documentaire de l'échange des ratifications, dans les cas où le compromis contiendrait la condition de ratification ; cette preuve ne serait *exigée* qu'en cas de notification unilatérale.

6 II 34. — Au cours des plaidoiries dans la même affaire, l'agent de l'une des parties mentionna, comme une question « préliminaire », celle de l'interprétation d'un article du compromis. On se demanda, au sein de la Cour, s'il n'y aurait pas lieu de poser à cet égard une question aux parties. On fit observer cependant que la Cour n'avait jamais institué une phase spéciale de la procédure pour s'occuper de l'interprétation d'un compromis, et il fut convenu de laisser les plaidoiries suivre leur cours normal.

RÈGLEMENT, ARTICLE 33, N° 1.

28 III 36. Affaire Losinger & C^{ie}. — Les dispositions de l'article 33, n° 1, du Règlement actuel furent appliquées pour la première fois à l'exception préliminaire déposée dans cette affaire ; le Greffier transmit à l'autre partie des exemplaires par lui certifiés conformes du texte de l'exception.

RÈGLEMENT, ARTICLE 35, N° 1.

11 VII 33. Affaire franco-hellénique des phares. — Le Président en fonctions n'avait pas rendu l'ordonnance fixant les délais de

la procédure écrite, parce que l'un des États en cause n'avait pas notifié à la Cour le nom de son agent, conformément à l'article 35 du Règlement; le Président en fonctions estimait en outre que le fait que les parties avaient, d'un commun accord, notifié le compromis, rendait inopérante la clause du compromis prévoyant une notification unilatérale, de sorte que la procédure ne pouvait se poursuivre comme si cette disposition s'appliquait. Le Greffier, conformément à l'article 16 des Instructions pour le Greffe, s'était efforcé, mais sans résultat, d'obtenir confirmation de la désignation provisoire en qualité d'agent du ministre à La Haye de l'État dont il s'agit. Le Président saisit la Cour de la question de savoir si, néanmoins, il ne serait pas possible de rendre l'ordonnance, ou bien s'il convenait d'entreprendre de nouvelles démarches pour remédier à la situation.

Bien que, lors d'une affaire précédente dans laquelle une partie avait élu domicile à sa légation à La Haye, la Cour eût considéré le chef de mission comme implicitement revêtu des fonctions d'agent *ad hoc*, on fit observer que ce précédent ne pouvait trouver son application dans l'affaire dont il s'agissait en ce moment, parce que le ministre intéressé — malgré une demande spéciale qui lui avait été adressée à cet effet — n'avait pas confirmé sa nomination en qualité d'agent.

La Cour décida : 1) que la notification par les deux parties avait pour effet d'annuler la clause prévoyant la notification unilatérale; 2) qu'il n'y avait pas lieu pour elle de presser les parties de commencer la procédure et, en conséquence, qu'il ne serait pas entrepris de démarches officielles afin de provoquer la désignation de son agent par la seconde des parties au compromis. (Voir St., art. 42.)

RÈGLEMENT, ARTICLE 62, N^{OS} 1-3.

10 III 36. Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy. — Le Contre-Mémoire déposé dans cette affaire était ainsi intitulé : « Contre-Mémoire contenant l'acte introductif de l'exception », etc. Bien qu'il soulevât certaines exceptions d'incompétence et qu'il conclût à l'irrecevabilité de la demande du gouvernement requérant, ce Contre-Mémoire contenait également des conclusions sur le fond. La question que devait trancher la Cour était celle de savoir si les exceptions devaient être traitées comme préliminaires et faire l'objet d'une procédure distincte, ainsi qu'il est prévu à l'article 62 du Règlement, ou si, bien que la Cour dût examiner les exceptions avant d'entrer dans l'examen du fond, la procédure écrite devait suivre son cours normal tel qu'il avait été primitivement tracé. On fit valoir qu'une exception préliminaire dont l'objet et l'effet étaient d'arrêter la procédure principale devait, selon l'article 62, être présentée à la Cour dans un document distinct et complet en soi. D'autre part, on soutint que le mot « préliminaire », appliqué aux exceptions, pouvait viser, soit la forme sous laquelle l'exception était présentée, soit la nature de l'exception elle-même, et que, le Contre-Mémoire ayant allégué que la demande était irrecevable, la Cour ne pourrait guère traiter l'exception avec le fond sans que l'occasion eût été donnée aux parties d'exposer leurs points de vue respectifs à cet égard.

La Cour décida de considérer le Contre-Mémoire comme introduisant une exception préliminaire qui exigeait l'application de la procédure prévue à l'article 62 du Règlement.

En conséquence, la Cour rendit une ordonnance où il fut constaté que la procédure au fond était suspendue à la suite du dépôt de l'exception préliminaire, et par laquelle un délai fut imparti au gouvernement requérant pour la présentation d'un exposé écrit relatif à ladite exception. L'ordonnance indiquait en même temps que, le document déposé par le défendeur constituant, et de par son titre et de par son contenu, un contre-mémoire sur le fond, la Cour fixerait de nouveau ultérieurement, si besoin était, des délais, mais seulement pour le dépôt d'une réplique et d'une duplique sur le fond.

Ces délais furent ultérieurement (23 mai 1936) fixés dans l'ordonnance par laquelle la Cour joignit au fond l'exception préliminaire. (Voir aussi St., art. 48.)

27 VI 36. Affaire Losinger & C^{ie}. — Le défendeur ayant soulevé une exception préliminaire, le demandeur conclut à la non-validité en la forme de l'acte introductif de cette exception pour les motifs suivants :

1) L'acte introductif n'aurait été présenté dans le délai fixé par la Cour qu'en un seul exemplaire; le dépôt en cinquante exemplaires imprimés n'aurait pas été effectué avant l'expiration du délai; ainsi, les dispositions de l'article 40, nos 1 et 4, du Règlement en vigueur n'auraient pas été observées par le gouvernement défendeur.

2) L'exception n'aurait pas été présentée dans le délai imparti en premier lieu pour le dépôt du contre-mémoire, mais seulement dans le délai fixé après deux prolongations accordées par la Cour sur demande du gouvernement défendeur; celui-ci serait ainsi allé à l'encontre de l'esprit de l'article 38 du Règlement en vigueur avant le 11 mars 1936 et de l'article 62, n° 1, du Règlement actuel, lesquels, en définissant le délai pour la présentation d'une exception préliminaire, ne viseraient que le premier délai fixé par la Cour pour le dépôt du contre-mémoire.

En ce qui est du premier de ces motifs, la Cour estima que, tant selon la pratique constante de la Cour que d'après la genèse de l'article 40 du Règlement, cet article ne vise, en employant l'expression « pièce de la procédure écrite », que les mémoire, contre-mémoire, réplique et duplique (art. 43 du St.; art. 41 du R.), à l'exclusion des actes introductifs d'instance, requêtes ou compromis; que cette interprétation résulte également du contexte (art. 39, n° 4, du R.) ainsi que de la place de l'article 40 dans le Règlement; que, d'après la pratique de la Cour et les principes régissant la tenue du rôle général (art. 20 du R.), les actes introductifs d'exceptions préliminaires sont, au présent point de vue, assimilés aux actes introductifs d'instance.

Quant au second motif, la Cour considéra qu'en principe un délai prolongé est à toutes fins le même délai que le délai primitivement fixé.

En conséquence, elle décida qu'il n'y avait pas lieu de tenir pour non valable l'acte introductif de l'exception. (Voir Série A/B, fasc. n° 67, pp. 22-23.)

8 VII 37. Affaire Borchgrave. — Des exceptions préliminaires furent soulevées par l'une des parties en cause. C'était la première fois que la Cour se trouvait en présence d'exceptions préliminaires

présentées dans une affaire introduite par compromis. Estimant que ce cas n'était pas exclu par son Règlement, la Cour fixa un délai aux fins du dépôt, par l'autre partie, d'observations et de conclusions.

Une autre question se posa : depuis le renouvellement de la Cour en 1930, la pratique avait été instituée de transmettre aux États les exceptions préliminaires comme les requêtes et compromis, conformément à l'article 34 du Règlement. Dans le cas présent, toutefois, on fit valoir que, comme il s'agissait d'une affaire introduite par compromis, cette manière de procéder conduirait, dans une certaine mesure, à une inégalité entre les parties, car les États auraient connaissance du compromis et de l'exception soulevée par l'une d'entre elles, mais non du mémoire déposé par la partie adverse. On fit observer également que, l'exception préliminaire ayant trait à un désaccord entre les deux parties en cause sur l'interprétation du compromis, il n'y avait pas de place pour une intervention de la part d'autres États. La Cour décida, en conséquence, de conserver à l'exception soulevée en l'espèce le même caractère confidentiel qu'aux pièces de la procédure écrite. (Voir aussi St., art. 48.)

9 VI 38. — La Cour, revenant à la pratique suivie jusqu'en 1930 (voir alinéa précédent), décida de ne plus faire communiquer dorénavant, aux États admis à ester devant elle, les actes introduisant, dans un procès en cours, des exceptions préliminaires. On fit valoir, entre autres motifs à l'appui de cette décision, que la communication desdits actes, qui ne se justifiait pas, comme dans le cas des requêtes et compromis (art. 34), par l'intérêt de faciliter l'intervention éventuelle d'États tiers, sur la base de l'article 62 du Statut, n'était imposée par aucun article du Statut ni du Règlement.

ARTICLE 41

RÈGLEMENT, ARTICLE 61.

10 VII 33. Affaire de la réforme agraire polonaise. — La Cour eut à prendre une décision dans les circonstances suivantes : Le demandeur avait introduit une demande en indication de mesures conservatoires, à la suite de laquelle le Président en fonctions avait convoqué la Cour et fixé la date d'une audience au cours de laquelle les parties pourraient présenter leurs observations orales conformément au n° 8 de l'article 61 du Règlement. Malgré des démarches répétées, entreprises par l'État défendeur, en vue d'obtenir une remise, cette date avait été maintenue, en raison du caractère d'urgence d'une procédure visant une demande en indication de mesures conservatoires. La veille du jour fixé pour l'audience, une note fut remise à la Cour, indiquant que le défendeur ne pourrait présenter ses observations le jour suivant. Mais peu après parvinrent à la Cour des renseignements d'où il ressortait que ce gouvernement pourrait prendre ses dispositions pour se faire représenter devant la Cour dans un délai de huit à dix jours.

La discussion porta sur les points suivants : 1) la Cour, dans une procédure relative à une demande en indication de mesures conservatoires, était-elle tenue d'entendre les observations des parties ? 2) l'article 53 du Statut serait-il applicable si l'une des parties était entendue en l'absence de l'autre ? 3) l'octroi d'une remise était-il

admissible dans une procédure relative à une demande en indication de mesures conservatoires, qu'il convient d'examiner d'urgence ?

Sans se prononcer expressément sur les questions mentionnées aux nos 1 et 2 ci-dessus, la Cour décida de tenir l'audience prévue et, au cours de cette audience, d'ajourner les débats d'une semaine, sans entendre les observations du demandeur ; l'agent de ce dernier fut cependant autorisé à faire une déclaration. (Voir St., art. 23.)

ARTICLE 42

RÈGLEMENT, ARTICLE 35.

Dans certaines affaires soumises à la Cour, un retard considérable, dans les arrangements à prendre pour la procédure et notamment dans la fixation des délais, résulta du fait que les parties avaient laissé passer beaucoup de temps avant de désigner leurs agents, ce qui empêchait le Président de tenir la réunion envisagée au n° 1 de l'article 37 du Règlement.

Dans une certaine affaire, un délai de quatre mois s'écoula entre la date du dépôt de la requête et la désignation de l'agent du défendeur. (Voir E 12, pp. 187-188.)

24 XI 33. Affaire de l'Université Peter Pázmány. — Après l'entrée en délibéré de la Cour, l'agent de l'une des parties demanda au Président s'il ne pourrait être autorisé, pour des affaires urgentes, à quitter temporairement La Haye. Le Président accorda cette autorisation, mais en réservant expressément le droit, pour la Cour, de convoquer de nouveau les agents si elle le jugeait utile.

2 XI 37. Affaire du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis. — Dans la requête, l'agent du gouvernement demandeur ayant élu domicile au Greffe de la Cour, la question se posa de savoir si cette élection de domicile était conforme à l'article 35, n° 5, du Règlement. On fit valoir qu'en tout état de cause elle ne constituait pas une raison suffisante pour ne pas admettre la requête, et la Cour décida de faire procéder sans autre aux notifications de la requête prescrites par le Règlement. Le Greffier, toutefois, fut chargé de se mettre en rapports avec l'agent du gouvernement intéressé afin de prendre avec lui les dispositions d'ordre pratique afférentes à son élection de domicile.

ARTICLE 43, ALINÉAS 2 ET 3.

RÈGLEMENT, ARTICLES 37-38.

27 VII 33. Affaire franco-hellénique des phares. — La Cour examina les délais à fixer, et la date à partir de laquelle ils devaient commencer à compter, dans cette affaire soumise par un compromis en vertu duquel la Cour avait à fixer le *terminus a quo*. Ce compromis avait été notifié quelque temps auparavant, mais, certaines conditions n'ayant pas été remplies (voir St., art. 40 ; R., art. 35), la publication de l'ordonnance visant les délais avait été retardée. Selon la pratique de la Cour, la date à partir de laquelle devait commencer à courir le premier délai pouvait être soit la date du dépôt du compromis, soit la date de l'ordonnance de la Cour ; dans l'affaire dont la Cour s'occupait, la possibilité existait également de choisir la date à laquelle seraient remplies les conditions mention-

nées ci-dessus. La Cour décida, en principe, d'adopter cette dernière date, mais, l'ordonnance ayant été rendue le jour suivant (28 juillet), la date finalement adoptée fut celle de l'ordonnance.

29 II et 2 III 36. Affaire Losinger & C^{ie}. — La partie défenderesse demanda une prolongation du délai fixé pour la présentation du contre-mémoire. Afin d'éviter toute difficulté de procédure éventuelle du fait que le contre-mémoire ne pourrait effectivement être présenté à l'expiration du délai fixé, la Cour, par une décision spéciale, rendue dès réception de la demande de prolongation, autorisa le Greffier à porter à la connaissance de la partie défenderesse qu'un nouveau délai, suffisant pour parer à toute difficulté de cet ordre, serait en tout cas accordé. Mais la durée de ce délai ne serait pas fixée avant que la Cour fût informée de la manière de voir de l'autre gouvernement en cause.

Par la suite, la Cour, ayant appris que l'autre partie ne s'opposait pas à ce que le délai fût prolongé, accorda, par une ordonnance, une prolongation dont, cependant, pour des raisons liées à l'ordre des travaux de la Cour, la durée fut inférieure à celle qui avait été demandée.

17 VI 36. Affaire des phosphates du Maroc. — La question fut soulevée de savoir s'il était loisible, aux termes du Règlement, de fixer des délais sans avoir au préalable pris contact avec les parties. On fit observer que l'article 37 du Règlement adopté le 11 mars 1936 prévoyait, comme obligatoire, la consultation des parties en cause avant la fixation des délais, mais que l'audition des agents demeurerait facultative, de crainte que, dans certaines hypothèses, l'action de la Cour ne se trouvât paralysée. Selon la pratique antérieure, un contact était établi avec les parties — généralement par l'entremise du Greffier —, mais non pas nécessairement avec les agents, le représentant diplomatique d'un État à La Haye ou le conseiller juridique de son ministère des Affaires étrangères ayant été considéré comme agent *ad hoc* jusqu'à la désignation régulière de l'agent. Or, cette pratique avait, en fait, été suivie dans l'affaire des phosphates, étant donné que le Greffier avait obtenu de l'agent du gouvernement demandeur et d'un représentant autorisé du gouvernement défendeur des renseignements visant les délais.

La Cour, en conséquence, décida de rendre immédiatement une ordonnance : prenant en considération les renseignements ainsi obtenus par le Greffier, elle fixa les délais afférents au dépôt du mémoire et du contre-mémoire. (Voir St., art. 48.)

11 VIII et 6 X 36. Affaire Losinger & C^{ie}. — L'agent de la partie demanderesse présenta une demande à la Cour en vue d'obtenir une prolongation du délai qui lui avait été imparti pour le dépôt de la réplique ; cet agent invoquait, comme motif à l'appui de sa demande, des négociations engagées en vue du règlement de l'affaire. Le Président en exercice de la Cour rendit une ordonnance par laquelle il prorogea à la date demandée le délai dont il s'agissait et, en même temps, prolongea *sine die* le délai afférent au dépôt de la duplique par l'autre partie, la date du dépôt de ce dernier document devant être fixée ultérieurement. Par la suite, une nouvelle demande de prolongation du délai afférent au dépôt de la réplique fut présentée, à raison de l'état des négociations relatives au règlement

de l'affaire ; il fut également fait droit à cette demande, et le délai fixant la présentation de la duplique resta prolongé *sine die*. (La procédure fit ultérieurement l'objet d'un désistement. Voir St., art. 56.)

13 I 37. Affaire des phares en Crète et à Samos. — Les parties, dans leur compromis notifié à la Cour au mois d'octobre 1936, demandèrent à la Cour, sauf disposition prévoyant le contraire, de se conformer pour certaines questions de procédure au compromis par lequel avait été soumise à la Cour la première affaire des phares (Arrêt du 17 mars 1934). Le compromis du mois d'octobre 1936 stipulait notamment que la disposition du compromis antérieur qui visait les délais demeurerait en vigueur, étant entendu que ces délais ne commenceraient à courir qu'à dater du 15 octobre 1936. Comme *terminus a quo*, le Président de la Cour, dans son ordonnance du 13 janvier 1937 relative aux délais, adopta la date à laquelle, conformément à l'article 37, n° 1, du Règlement, il s'était renseigné auprès des parties pour ce qui touchait à la procédure.

RÈGLEMENT, ARTICLE 40.

A la liste des affaires dans lesquelles, en vertu d'arrangements avec les parties, le Greffe s'est chargé d'imprimer les pièces de la procédure écrite (voir E 9, chap. VI), on peut ajouter les suivantes :

<i>Affaires.</i>	<i>Pièces imprimées par la Cour.</i>
Affaire franco-hellénique des phares	Mémoire et Contre-Mémoire helléniques
Affaire Oscar Chinn	Documents transmis par l'agent britannique
Écoles minoritaires en Albanie	Mémoire albanais
Affaire Losinger & C ^{ie}	Mémoire hellénique
Affaire des phares en Crète et à Samos	Annexes au Mémoire suisse
Affaire du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis	Mémoire et Contre-Mémoire helléniques
	Mémoire estonien
	Observations et Conclusions estoniennes

(Voir St., art. 40.)

RÈGLEMENT, ARTICLE 41.

28 VII 33. Affaire franco-hellénique des phares. — Le compromis ne prévoyait que le dépôt de mémoires et de contre-mémoires. On considéra que ceci impliquait un accord entre les parties pour renoncer aux répliques écrites. Cette manière de voir fut confirmée par les parties. La Cour, toutefois, dans son ordonnance, se réserva le droit de prescrire ultérieurement le dépôt de répliques, si elle le jugeait utile.

13 I 37. Affaire des phares en Crète et à Samos. — Dans l'ordonnance fixant les délais de la procédure écrite, le Président, rappelant que la Cour, en l'affaire précédente (affaire franco-hellénique des phares), avait estimé qu'une disposition du compromis relatif à cette affaire impliquait un accord pour renoncer au droit de présen-

ter des répliques, se borna à fixer les délais afférents au dépôt des mémoires et contre-mémoires.

1^{er} IV 37. Affaire Borchgrave. — Dans cette affaire, soumise à la Cour par compromis, les agents des parties, au cours d'un entretien auquel ils furent convoqués par le Président de la Cour conformément à l'article 37, n° 1, du Règlement, suggérèrent une dérogation à la procédure normale en matière de présentation des pièces de la procédure écrite dans une affaire introduite par compromis (R., art. 41, n° 1). Elles proposèrent d'un commun accord de substituer à la présentation simultanée des mémoires, contre-mémoires et répliques, la présentation successive des pièces, comme dans une affaire introduite par requête (R., art. 41, n° 2).

Le Président, usant du pouvoir que lui confère l'article 37, n° 5, du Règlement, accéda à cette demande dans l'ordonnance par laquelle il fixa les délais de la procédure écrite.

RÈGLEMENT, ARTICLE 44.

14 III 35. Affaire consultative des écoles minoritaires en Albanie. — Durant l'examen de cette affaire, le représentant diplomatique à La Haye d'un État qui n'était pas partie en cause demanda, à titre officieux, de pouvoir obtenir copie des pièces de la procédure écrite. Il lui fut répondu tout d'abord que sa demande devait être officiellement introduite par écrit, afin d'être soumise à la Cour.

Cette demande dûment présentée, la Cour décida que, dans la présente espèce, les pièces de la procédure écrite seraient mises à la disposition du gouvernement qui les avait demandées ; cependant — et bien qu'il ne fût pas question d'obtenir au préalable le consentement des gouvernements intéressés —, elle chargea, dans ce cas particulier, le Greffier de prendre d'abord contact avec eux.

16 XI 36. Affaire de la Meuse. — Le ministre des Affaires étrangères de l'un des États en cause demanda au Président de la Cour si celle-ci ne verrait pas d'objection à ce qu'il tint, pour information, à la disposition des membres du Parlement de son pays les pièces de procédure écrite émanant de son gouvernement, sous la réserve que, tant que l'affaire serait *sub judice*, ces pièces conserveraient un caractère confidentiel. Il lui fut répondu que, sous cette réserve, sa demande ne se heurtait à aucune objection, la Cour, d'ailleurs, ne considérant pas que le cas tombât sous l'application de l'article 44 du Règlement.

8 X 37. Affaire des phosphates du Maroc. — Une demande fut adressée à la Cour par un gouvernement aux fins d'obtenir communication des pièces de la procédure écrite relatives à cette affaire, qui était pendante devant la Cour. Les agents des deux parties en cause, prévenus, donnèrent leur assentiment à cette communication, mais l'un d'eux exprima le désir de savoir de quel gouvernement émanait la demande dont il s'agissait. Selon la pratique suivie jusqu'alors, cette indication n'était pas donnée aux agents des parties, lorsqu'ils étaient invités à faire connaître leur manière de voir. La Cour décida que dorénavant, sauf dans les cas exceptionnels, on ferait connaître aux agents des parties, dans la lettre qui les consulte à ce sujet, le nom de l'État demandant à obtenir communication des pièces de la procédure écrite.

10 V 38. — Dans une affaire introduite devant la Cour par requête, le gouvernement d'un État admis à ester devant la Cour demanda à obtenir communication des pièces de la procédure écrite au fur et à mesure de leur dépôt près le Greffe de la Cour. Le Greffier ayant consulté les agents des parties, l'un d'eux s'opposa à ce que les pièces de la procédure fussent communiquées à un État tiers. La Cour décida de donner une réponse négative à la demande qui lui avait été présentée.

ARTICLE 43, ALINÉA 5.

RÈGLEMENT, ARTICLE 46, N° 1.

9 III et 25 VI 36. Affaire Losinger & Cie et affaire Pajzs, Csáky, Esterházy. — Avant que la Cour se séparât pour les vacances de Pâques, la question se posa de savoir quelle serait, de deux affaires — vraisemblablement l'une et l'autre en état lorsque la Cour se réunirait de nouveau après les vacances —, celle qui devrait être examinée en premier lieu. On fit observer qu'aux termes de l'article 46 du Règlement, l'affaire inscrite la première au rôle général devait passer d'abord, et que, si la Cour désirait examiner l'autre affaire par priorité, une décision expresse devrait être prise à cet effet.

Une question analogue s'étant posée à la Cour avant ses vacances d'été, il fut entendu que, de deux affaires devant l'une et l'autre être en état au moment où la Cour reprendrait ses travaux après les vacances judiciaires d'été, la première inscrite au rôle serait examinée d'abord par application pure et simple de la règle prévue à l'article 46 du Règlement.

ARTICLE 47

RÈGLEMENT, ARTICLE 59.

6 II 36. — A la suite de l'entrée en vigueur du Statut révisé, la Cour décida que les procès-verbaux des séances porteraient en tête la mention: « Année judiciaire 19.. » et que ces procès-verbaux seraient numérotés consécutivement, pour toute l'année judiciaire.

Conformément à l'article 59 du Règlement actuel, les noms des agents, conseils et avocats présents devant la Cour sont portés dans les procès-verbaux des séances publiques, immédiatement après la mention des juges et du Greffier. (Voir St., art. 23.)

RÈGLEMENT, ARTICLE 60, N° 3.

13 XII 33. Affaire de l'Université Peter Pázmány. — L'un des agents apporta au compte rendu sténographique de ses observations orales des corrections plus nombreuses que de coutume. La question se posa de savoir si la Cour pouvait autoriser l'insertion du compte rendu ainsi corrigé dans l'édition imprimée définitive des débats oraux. On fit observer que l'attention de l'agent de l'autre État en cause avait été attirée sur les corrections dont il s'agissait et que cet agent n'avait pas soulevé d'objection. Les corrections ne paraissant pas avoir modifié le fond des exposés, il fut décidé de les accepter.

8 II 34. Affaire franco-hellénique des phares. — Au cours des débats oraux dans cette affaire, l'un des agents déclara retirer un document dont il ne pouvait garantir l'authenticité. La question fut soulevée au sein de la Cour de savoir si le texte de ce document, dont lecture avait été donnée à l'audience, pouvait être supprimé du compte rendu *in extenso* des débats. Il fut reconnu que cette suppression ne pouvait être effectuée sans autre, le compte rendu devant, en effet, fidèlement garder trace de tout ce qui s'était passé à l'audience ; mais l'agent intéressé pourrait supprimer lui-même le passage visé lorsqu'il corrigerait le texte du compte rendu afférent à ses exposés oraux (en fait, il n'apporta pas cette correction). En tout cas, il appartiendrait aux juges, lorsqu'ils examineraient l'affaire, de ne pas tenir compte de cette pièce.

9 VI 36. Affaire Losinger & C^{ie}. — L'agent de l'une des parties en cause — sans toutefois porter la question devant la Cour — fit objection à certain passage de l'exposé oral fait par l'agent de la partie adverse et demanda que ce passage fût supprimé du compte rendu sténographique. Le Greffier suggéra au premier agent de s'adresser au second pour lui proposer de rayer le passage dont il s'agissait, lorsqu'il corrigerait le compte rendu sténographique de son exposé oral. Il en fut ainsi fait, et la question se trouva réglée sans intervention de la Cour.

25 VI 36 et 9 VII 37. Affaire Pajzs, Csáky Esterházy. — L'agent de l'une des parties en cause fit, dans une très large mesure, usage de son droit d'introduire des modifications dans le compte rendu sténographique des exposés oraux faits par lui devant la Cour lors des plaidoiries sur les exceptions préliminaires et sur le fond. Il fut décidé, à ces deux occasions, d'imprimer les exposés ainsi corrigés sous forme d'épreuves typographiques, qui seraient transmises à l'agent de l'autre partie, afin de lui permettre de présenter ses observations. Par la suite, ledit agent souleva, par lettre, des objections contre certaines des modifications introduites. La Cour, qui avait confié l'examen des amendements à son Comité des Publications, décida dans les deux cas, conformément aux propositions de ce Comité, de n'admettre que les modifications rentrant dans certaines catégories. (Voir E 12, pp. 188-190 ; E 13, p. 141 ; voir aussi St., art. 31.)

ARTICLE 48

10 VII 33. Affaire du prince von Pless. — La Cour eut à examiner le point de savoir si, dans cette affaire où le Président en fonctions avait rendu une ordonnance de nature conditionnelle, mais devenue définitive parce que la condition à laquelle elle était subordonnée avait cessé d'exister, une nouvelle ordonnance enregistrant ce fait et confirmant la première était requise. Il fut décidé qu'il suffirait de prendre acte de la déclaration par laquelle l'une des parties avait renoncé au droit qui lui avait été réservé, et qui conférerait à l'ordonnance son caractère conditionnel, et de notifier cette déclaration à l'autre partie. Le Président, au cours de l'audience suivante, fit une déclaration à ce sujet et indiqua que les délais fixés par l'ordonnance dont il s'agissait étaient maintenant devenus

définitifs. Le texte de cette déclaration fut publié dans une note qui figure dans l'édition imprimée de l'ordonnance dont il s'agit (Série A/B, n° 57, p. 169).

25 VII 33. — Lors de l'examen d'une ordonnance, la Cour examina la formule: « Après délibéré en Chambre du Conseil ». A l'origine, elle ne s'en était servie que dans les ordonnances qui n'avaient pas été rendues à la suite d'audiences publiques. Plus tard, la Cour avait employé cette formule dans toutes les ordonnances et en avait envisagé l'emploi également dans ses arrêts. On fit observer, d'une part, que cette formule pourrait donner l'impression que les parties n'avaient pas été entendues, et, d'autre part, que la formule était destinée à indiquer que la procédure prescrite avait été appliquée. On décida finalement de supprimer ces mots de l'ordonnance dont il s'agissait, la question de principe demeurant réservée jusqu'à ce que la Cour aborde la revision de son Règlement.

31 X 35. Affaire consultative visant la Constitution de Dantzig. — La décision prise par la Cour au sujet de la demande présentée par le Sénat de la Ville libre en vue d'obtenir l'autorisation de désigner un juge *ad hoc* fut rendue sous forme d'ordonnance. Cette ordonnance, imprimée en annexe dans le fascicule correspondant de la Série A/B, fut jointe à l'avis finalement rendu dans l'affaire, mais datée du jour où la décision avait été communiquée à l'agent de la Ville libre. L'ordonnance ne fut pas lue en séance publique. (Voir aussi St., art. 31.)

23 V 36. Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy. — La décision par laquelle la Cour joignit au fond les objections préliminaires fut rendue sous forme d'ordonnance. Il ne fut pas donné lecture en séance publique de cette ordonnance, qui parut dans un fascicule spécial de la Série A/B des Publications de la Cour. L'ordonnance porte la date de sa signature par le Président et par le Greffier.

27 V 36. Affaire Losinger & Cie. — La décision joignant au fond l'exception préliminaire fut également rendue sous forme d'ordonnance et dans les mêmes conditions.

Lors de l'adoption de cette dernière ordonnance, il fut constaté qu'il ne serait pas conforme aux précédents de mentionner dans le texte la majorité des voix par laquelle elle serait adoptée; mais que, la Cour ayant admis, d'une part, que des opinions individuelles peuvent être jointes à des ordonnances d'une certaine importance, et, d'autre part, que les opinions individuelles visées à l'article 57 du Statut peuvent se limiter à la simple constatation du dissentiment, il devrait être possible de mentionner les simples dissentiments également à la suite de l'ordonnance dont il s'agissait en l'espèce. C'est en fait cette dernière méthode qui fut suivie. (Voir aussi St., art. 31, 39 et 50.)

RÈGLEMENT, ARTICLE 51.

1^{er} et 5 II 34. Affaire franco-hellénique des phares. — La Cour, dans cette affaire soumise par compromis, décida — en l'absence d'un accord entre les parties prévoyant le contraire — que les

parties prendraient la parole à l'audience dans l'ordre suivi généralement (l'ordre alphabétique en français des noms des États en cause), et cette décision fut portée à la connaissance des agents. Mais comme, au moment où la décision fut prise, le juge *ad hoc* désigné par l'une des parties n'était pas présent, cette décision fut considérée comme provisoire, et la question fut de nouveau soulevée au cours de la première séance à laquelle assista ce juge *ad hoc*; celui-ci n'ayant pas soulevé d'objection, la décision provisoire fut alors confirmée.

23 X 34. Affaire Oscar Chinn. — La Cour prit acte, dans cette affaire (introduite par compromis), d'un accord entre les parties selon lequel, par dérogation à l'ordre alphabétique généralement suivi, l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni prendrait la parole avant l'agent du Gouvernement belge. La Cour estima que, dans ces conditions, il n'était pas nécessaire pour elle de prendre une décision, et le Président en fonctions se borna à faire mention au début de l'audience dudit accord entre les parties.

RÈGLEMENT, ARTICLE 62, N° 4.

20 IX et 8 XII 37. Affaire des phosphates du Maroc. — Des exceptions préliminaires avaient été soulevées par le gouvernement défendeur, et des observations relatives aux exceptions avaient été déposées par le gouvernement demandeur en vertu de l'article 64, n° 3, du Règlement. L'agent du gouvernement défendeur, se fondant sur l'article 62, n° 4, du Règlement, demanda à la Cour de l'autoriser à répondre par écrit à ces observations.

Par une ordonnance, la Cour fit droit à cette demande et fixa un délai pour le dépôt, par l'agent du gouvernement défendeur, de sa réponse écrite, réservant pour une ordonnance à rendre ultérieurement la fixation, le cas échéant, d'un délai afférent au dépôt, par l'agent du Gouvernement demandeur, d'observations écrites visant ladite réponse.

Ce dernier délai fut, par la suite et sur demande de l'agent du gouvernement demandeur, fixé par une ordonnance du Président de la Cour.

RÈGLEMENT, ARTICLE 62, N° 5.

15 V 36. Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy. — La Cour, en tranchant la question de savoir si elle rendrait sous forme d'ordonnance ou sous forme d'arrêt la décision par laquelle elle joignait l'exception préliminaire au fond de l'affaire, examina la répercussion que cette question de forme pourrait exercer sur le point de savoir si, conformément à la pratique, une exception préliminaire devrait, au point de vue de la procédure, être traitée comme une instance spéciale, entièrement distincte du fond. On estima que la procédure en matière d'exceptions, même lorsque cette procédure aboutissait à la jonction de l'exception au fond, pouvait être considérée comme une instance spéciale, qu'elle fût d'ailleurs terminée par un arrêt ou par une ordonnance, de sorte que la Cour pourrait examiner l'affaire au fond dans une composition différente de celle qu'elle avait eu pour connaître de l'exception préliminaire: l'un des motifs invoqués fut qu'à la suite d'une jonction, l'affaire tout entière, y compris les

exceptions, devait faire l'objet d'une nouvelle procédure orale. Il fut résolu que la décision serait rendue sous forme d'ordonnance et imprimée dans la Série A/B des Publications de la Cour, mais que, pour des raisons d'espèce, il n'en serait pas donné lecture en séance publique.

27 VI 36. Affaire Losinger & C^{ie}. — Dans cette affaire, la Cour rendit également sous forme d'ordonnance sa décision joignant au fond l'exception préliminaire; cette ordonnance fut aussi publiée dans la Série A/B. Il fut de même décidé dans ce cas que, pour des raisons particulières, il ne serait pas donné lecture de l'ordonnance en séance publique, mais que cette décision ne serait pas considérée comme créant un précédent.

3 XI 37. Affaire Borchgrave. — Conformément aux précédents, une ordonnance fixant les délais ultérieurs de la procédure sur le fond fut jointe à l'arrêt par lequel la Cour écarta les exceptions préliminaires présentées dans cette affaire. A cet égard, la question fut posée de savoir si, étant donné le temps qui s'était écoulé du fait de l'interruption de la procédure sur le fond, les « nouveaux délais » ne pourraient être plus courts que ceux qui avaient été primitivement fixés. Les précédents furent examinés et l'on constata que, dans la fixation des « nouveaux délais », la Cour s'était réglée sur les circonstances de chaque cas d'espèce. La Cour décida que, dans le cas présent, les délais demeurerait tels qu'ils avaient été primitivement envisagés.

RÈGLEMENT, ARTICLE 68.

4 I et 30 IV 38. Affaire Borchgrave. — Les agents des parties portèrent à la connaissance du Greffier que leurs gouvernements respectifs renonçaient de commun accord à poursuivre l'instance. La Cour ne siégeant pas à ce moment, le Président, par une ordonnance, suspendit la procédure écrite dans l'affaire, en attendant que la Cour siège et qu'elle puisse donner aux communications des agents la suite formelle que ces communications comportaient.

Lorsque la Cour se réunit de nouveau, on souleva la question de savoir si le désistement des parties ne mettait pas fin à l'instance, de telle sorte qu'il ne pouvait s'agir de suspendre une procédure qui avait cessé d'exister. L'opinion générale fut que l'accord entre les parties mettait fin au différend, mais non à la procédure, et que dans ces conditions, si la Cour ne siégeait pas, il y avait lieu pour le Président de suspendre la procédure en attendant que la Cour puisse statuer. En l'espèce, la Cour, par ordonnance, prit acte du désistement des parties en cause et ordonna la radiation de l'affaire du rôle de la Cour. Conformément aux précédents, l'ordonnance fut publiée dans la Série A/B des Publications de la Cour, mais il n'en fut pas donné lecture à l'audience.

RÈGLEMENT, ARTICLE 74.

25 VII 33. — Au cours du délibéré dont fit l'objet une ordonnance, la pratique de la Cour, en matière de constatation d'un dissentiment portant sur une ordonnance, fut définie comme il suit : 1) le résultat du vote n'est pas inséré dans l'ordonnance (voir art. 74,

n° 1, *in fine*, du R.); 2) les opinions dissidentes peuvent, si la Cour en décide ainsi, être jointes aux ordonnances plus importantes (celles dont l'effet est analogue à celui d'un arrêt); 3) le simple fait du dissentiment d'un juge n'a pas été mentionné dans les ordonnances (voir art. 74, n° 2, du R.).

ARTICLE 49

13 XI 36. Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy. — L'agent de l'une des parties qui, au cours de ses exposés oraux, avait déposé des conclusions supplémentaires, fut invité par la Cour à formuler de nouveau ses conclusions dans leur ensemble. Ses conclusions finales furent déposées à l'issue de la duplique orale, mais l'agent de l'autre partie, remarquant qu'elles n'étaient pas identiques à celles qui avaient été présentées antérieurement, demanda, pour ce motif, à pouvoir modifier la numérotation de ses propres conclusions finales et à inclure une conclusion correspondant à un nouvel alinéa des conclusions définitives de l'autre agent.

La Cour fit droit à cette demande: l'agent fut autorisé à modifier la numérotation de ses conclusions et à présenter par écrit une conclusion supplémentaire.

20 X 37. Affaire Borchgrave (exceptions préliminaires). — Le conseil de l'une des parties modifia, au cours de son exposé oral devant la Cour, les conclusions primitives formulées par cette partie lors de la procédure écrite. Un doute s'étant produit quant à la portée de cette modification, les agents des deux parties furent invités à présenter respectivement leurs conclusions finales à l'issue de leurs réplique et duplique orales.

RÈGLEMENT, ARTICLE 52.

7 XI 33. Affaire de l'Université Peter Pázmány. — Au cours de l'examen de cette affaire, un membre de la Cour demanda à l'un des agents de produire une pièce dont il n'était pas fait mention dans les écritures, mais que ce juge estimait utile de placer sous les yeux de la Cour. Il fut dûment fait droit à cette demande.

13 V 37. Affaire de la Meuse. — Au cours des débats oraux, un membre de la Cour exerça le droit à lui réservé par l'article 52, n° 2, du Règlement de poser des questions aux agents — cet article ne faisant pas mention expresse du droit de demander la production de documents — et demanda à l'agent de l'une des parties s'il était en mesure de déposer certaines pièces. L'agent de la partie adverse ne souleva pas d'objection au sujet de l'un des documents demandés, mais il s'opposa à la production d'un autre document pour le motif, notamment, que la pièce dont il s'agissait était confidentielle. On estima que, bien que la Cour eût toujours insisté, en vertu de l'article 49 du Statut, pour obtenir la production de tous documents, il était préférable, dans l'espèce, de ne pas agir ainsi; en conséquence, le Président, lors de l'audience suivante, annonça qu'il considérait comme inutile la production du document dont il s'agissait et demanda à l'agent intéressé de ne pas le produire.

RÈGLEMENT, ARTICLE 54.

2 II 34. Affaire franco-hellénique des phares. — L'un des États en cause s'était, dans son contre-mémoire, fondé sur certaines sentences arbitrales dont il n'avait pas joint le texte en annexe à ce contre-mémoire. La Cour décida d'inviter le gouvernement dont il s'agissait à en effectuer officiellement le dépôt. Mais, pour gagner du temps, le Greffier obtint directement un certain nombre d'exemplaires desdites sentences, l'agent du gouvernement intéressé étant invité officiellement à déposer deux exemplaires de chacune d'elles, dont l'un était destiné aux archives de la Cour et l'autre serait communiqué à l'agent de l'autre partie.

5, 6 et 8 II 34. — Au cours des plaidoiries dans la même affaire, la Cour décida d'inviter les parties (ou l'une d'entre elles) à produire un certain nombre de documents supplémentaires, destinés à compléter le dossier de l'affaire.

1936. Affaire Losinger & Cie (exceptions préliminaires) et affaire Pajzs, Csáky, Esterházy (exceptions préliminaires et fond). — Lors de l'examen de ces affaires, les parties (ou l'une d'entre elles) furent également invitées à déposer un certain nombre de documents supplémentaires.

ARTICLE 50

23 X et 12 XII 34. Affaire Oscar Chinn. — Au début des plaidoiries, l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni, constatant qu'après la fin de la procédure écrite des divergences importantes subsistaient entre les parties sur plusieurs points de fait, suggéra à la Cour de rendre, en premier lieu, un arrêt tranchant les questions de droit au sujet desquelles les deux Gouvernements étaient en désaccord ; dans son arrêt, la Cour pourrait ordonner une enquête sur les faits, si la décision en droit était de nature à la rendre nécessaire et si la Cour n'estimait pas que les preuves dont elle disposait déjà étaient suffisantes pour établir que l'effet des mesures belges dont il s'agit était de créer un « monopole de fait ». L'agent du Gouvernement belge, de son côté, attira l'attention sur le pouvoir, conféré à la Cour par l'article 50 du Statut, d'ordonner à tout moment une enquête ; il déclara en outre, sous certaines réserves, qu'il ne voyait aucune objection à ce que la Cour donnât acte aux représentants du Royaume-Uni de leur désir. La proposition de ces représentants n'étant pas de caractère préalable, la Cour réserva sa décision.

Dans son arrêt, la Cour considéra qu'il n'y avait pas lieu de faire procéder à l'enquête suggérée par l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni. (Voir Série A/B, fasc. n° 63, p. 88.)

13 V 37. Affaire de la Meuse. — L'agent de l'une des parties suggéra, lors des débats oraux, une descente sur les lieux qui permettrait à la Cour de se rendre compte par elle-même et sur place de certains faits. Cette proposition ne souleva pas d'objection de la part de l'agent de l'autre partie. La Cour décida d'y donner suite et de rendre sa décision sous forme d'ordonnance. Le programme de la descente sur les lieux fut établi de commun accord par les agents des parties, sous réserve de l'approbation de la Cour. On chargea

le Greffier de régler, d'accord avec les parties, la question du nombre des représentants de chacune d'elles qui seraient désignés pour accompagner la Cour.

Quant aux frais de la descente sur les lieux, il fut décidé qu'ils seraient supportés par la Cour, étant donnée l'existence d'une résolution de l'Assemblée de la Société des Nations qui visait, entre autres, ces frais¹. Il fut également décidé qu'un compte rendu succinct de la descente sur les lieux serait établi, et que l'on se bornerait à y mentionner les étapes successives et le fait que des explications avaient été fournies par telle ou telle personne.

ARTICLE 51

RÈGLEMENT, ARTICLE 54.

9 IX 36. Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy (fond). — L'agent de l'une des parties demanda à la Cour d'appliquer l'article 54 du Règlement et de l'inviter à citer comme témoin une personne désignée par lui. La Cour examina cette demande en séance privée; l'agent ayant invoqué l'article 54 du Règlement, il fut estimé que la décision appartenait à la Cour. Celle-ci considéra comme inutile l'audition de ce témoin.

ARTICLE 52

19 XI 35. Affaire consultative visant la Constitution de Dantzig. — Après la clôture des débats oraux, à un moment où la Cour était entrée en délibéré, un document lui fut transmis par une autorité de la Ville libre autre que l'agent de cette dernière. Il fut estimé que ce document — c'était une décision rendue par la Haute Cour de Dantzig — ne constituait pas un moyen de preuve nouveau, mais une simple information, se trouvant d'ailleurs dans le domaine public. En conséquence, la Cour, sans refuser d'accepter le dépôt de ce document, décida de le considérer non comme un moyen de preuve, mais comme un élément de documentation.

RÈGLEMENT, ARTICLE 48.

1933. Affaire de l'Université Peter Pázmány (exceptions préliminaires). — L'agent de l'une des parties cita et produisit à l'audience un certain nombre de nouveaux documents. L'agent de l'autre partie, dans une lettre adressée par lui au Greffier, souleva une question relative à l'applicabilité de l'article 52 du Statut et se référa à la décision prise par la Cour dans une affaire antérieure (voir E 9, p. 163). Cet agent fut invité à formuler de nouveau son objection à l'audience, et, répondant à une question que lui posait le Président, il indiqua expressément qu'il ne pouvait, conformément à l'article 52 du Statut, donner son assentiment à la production, par l'autre agent, des documents dont il s'agissait. Ce dernier fut, à son tour, autorisé à présenter des observations; et la Cour se

¹ Résolution du 14 septembre 1929, concernant le règlement régissant le remboursement des frais de voyage des juges; art. 2, 1°. Voir Série D, n° 1, 3^{me} éd., 1936, p. 65.

retira pour délibérer sur la question. Elle décida de ne pas écarter ceux des nouveaux documents qui avaient déjà été produits, mais refusa d'accepter un document dont le dépôt, annoncé, n'avait pas encore été effectué. Cette décision fut annoncée par le Président au cours de l'audience suivante.

Un peu plus tard, dans la même affaire, un autre document nouveau fut produit par l'un des agents; mais l'autre agent déclara, en réponse à une question que lui avait adressée le Président, qu'il donnait son assentiment à la production de ce document.

Par la suite, l'un des agents s'étant, au cours de sa réplique orale, référé à certains documents et publications qui n'avaient pas été précédemment déposés, et en ayant lu des extraits, l'agent de l'autre partie invita la Cour à écarter tous les nouveaux moyens de preuve ainsi produits. Le premier agent exprima l'opinion qu'il n'avait pas produit de nouveaux documents et renonça à poursuivre la lecture, commencée par lui, d'un extrait de journal.

La Cour, après examen de la question, arriva à la conclusion qu'il ne s'agissait pas, en fait, de nouveaux moyens de preuve produits; en outre, les documents dont il s'agissait n'avaient pas été déposés au Greffe, et l'agent intéressé avait lui-même indiqué qu'il ne présentait pas de nouvelles pièces. En conséquence, on estima que la Cour ne se trouvait pas en présence de nouveaux documents, au sens de l'article 52 du Statut, et, par suite, qu'aucune décision n'était requise de sa part. Le Président, à la reprise de l'audience, fit une déclaration dans ce sens.

8 II et 6 III 34. Affaire franco-hellénique des phares. — Au cours de l'examen de cette affaire, l'un des agents se référé à un document qu'il avait l'intention de déposer, mais sans être en mesure d'en garantir absolument l'authenticité. Le Président lui ayant posé une question à cet égard, il estima que le document ne présentait pas une importance suffisante pour qu'il entreprît des démarches afin d'en vérifier l'authenticité, et en conséquence il consentit à le retirer.

Au cours de la même affaire, un texte de loi avait été cité, mais sans que la loi eût été précédemment déposée. A l'issue des plaidoiries, l'une des parties offrit d'en mettre le texte à la disposition de la Cour. La Cour décida d'accepter cette offre et de faire figurer le document dont il s'agissait dans le bordereau des pièces du dossier, sous réserve de toute objection que pourrait soulever l'autre partie, celle-ci ayant été dûment informée.

1936. Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy. — L'agent de l'une des parties s'étant référé, dans son exposé sur les exceptions préliminaires, à certains documents nouveaux, l'agent de la partie adverse souleva une objection. Le premier agent accepta de ne pas faire figurer ces documents dans les comptes rendus. Dans ces conditions, la Cour prit acte de l'attitude adoptée par les deux parties et constata qu'il était inutile d'ajouter au dossier de l'affaire les documents dont il s'agissait.

Au cours des débats oraux sur le fond, l'un des agents exprima le désir de donner lecture d'un certain document. Le Président attira son attention sur l'article 48, n° 2, du Règlement et demanda à l'agent de l'autre partie s'il donnait son assentiment à ce que le document dont il s'agissait fût produit. Ce dernier ayant répondu

négativement, l'agent renonça à son intention de donner lecture dudit document.

Au cours de la même affaire, la Cour fut, à deux reprises, appelée à prendre des décisions en vertu de l'article 52 du Statut et de l'article 48 du Règlement.

1. — Au cours de la procédure orale sur les exceptions préliminaires, l'agent du Gouvernement hongrois produisit, à la demande de la Cour, la requête par laquelle avait été soumise au Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave l'une des trois affaires qui avaient abouti aux arrêts faisant l'objet de la procédure devant la Cour. Durant la procédure orale sur le fond, cet agent se référa à la requête par laquelle avait été introduite devant le Tribunal arbitral mixte une autre des trois affaires et exprima l'intention d'en produire le texte. L'agent du Gouvernement yougoslave donna son assentiment à la production de cette requête, mais sous réserve d'une condition qui — cela fut constaté plus tard — n'avait pas été remplie. La Cour décida d'autoriser la production du document, étant donné l'intérêt qu'il y avait pour elle à être en possession des pièces qui avaient été soumises au Tribunal arbitral mixte lorsqu'il avait rendu les arrêts qui faisaient l'objet de la procédure actuellement devant la Cour.

2. — Au cours de son exposé oral sur le fond ainsi qu'au cours des débats oraux sur les exceptions, l'agent du Gouvernement yougoslave se référa au compte rendu des travaux d'une certaine commission intergouvernementale et, à cet égard, pria la Cour de demander à l'autorité qualifiée une copie certifiée conforme du document cité par lui, dont il ne possédait lui-même qu'un texte non officiel. La Cour ne donna pas suite à cette suggestion, et quand, au cours des débats oraux, l'agent du Gouvernement yougoslave invoqua de nouveau le texte dont il s'agissait, l'agent du Gouvernement hongrois déclara qu'il ne pouvait consentir à l'usage que l'autre partie se proposait de faire de ce document, lequel n'avait pas encore été produit. La Cour décida de ne pas admettre le document.

5 VI 37. Affaire de la Meuse. — Au cours des plaidoiries, l'agent de l'une des parties proposa de faire des démonstrations à l'aide de maquettes et de modèles spécialement établis dans cette intention.

La Cour décida d'inviter l'agent de l'autre partie à faire connaître sa manière de voir au sujet de cette proposition. Cet agent n'ayant pas soulevé d'objection, à la condition d'être autorisé à présenter ses observations sur les maquettes et modèles, la Cour examina ensuite la question de savoir si les démonstrations proposées auraient lieu à l'audience ou au cours d'une séance privée. Il fut décidé qu'elles seraient faites à l'audience, étant donné qu'elles faisaient partie de la plaidoirie de l'agent.

ARTICLE 53 (Voir ci-dessus art. 41.)

ARTICLE 54

24 III 35. Affaire consultative des écoles minoritaires en Albanie. — Le Président, en prononçant la clôture des débats, avait, conformément à l'usage, réservé le droit pour la Cour de demander éven-

tuellement un complément d'information. Selon la pratique, les agents, à la suite de l'adoption en première lecture d'un projet d'arrêt ou d'avis, sont avisés que la Cour n'aura désormais plus besoin de renseignements aux fins du règlement de l'affaire. Dans le cas dont il s'agissait, l'un des agents, lors de la première lecture, n'avait pas encore répondu à une question qui lui avait été posée en cours d'audience, et l'on se demanda si, nonobstant ce fait, il y avait lieu de procéder à la notification habituelle. La Cour estima qu'il n'y avait pas de motif suffisant pour déroger à sa pratique.

16 XI 36. Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy (fond). — Après la clôture des débats, l'un des agents adressa au Greffier-adjoint — faisant alors fonction de Greffier — une lettre dans laquelle il faisait observer que l'agent de l'autre partie avait, au cours de sa duplique orale, eu recours à de nouveaux arguments, et demandait que la Cour l'autorisât à traiter plus en détail des questions auxquelles se référaient ces arguments. La Cour estima qu'en fait cet agent lui demandait d'exercer le droit — que le Président réserve toujours à la Cour lors de la clôture des débats oraux — d'inviter les parties à fournir des renseignements ou explications complémentaires. Quant à la question de savoir s'il y avait lieu de donner suite à cette demande, la Cour estima que la question mentionnée dans la lettre dudit agent avait été traitée avec une ampleur suffisante au cours des débats et qu'il n'y avait pas lieu d'autoriser la présentation de nouveaux arguments. Il fut décidé à cet égard que, la lettre de l'agent paraissant contenir une réfutation de certains des arguments de l'autre partie, cette lettre ne figurerait pas au dossier de l'affaire (ce qui eût obligé à la communiquer à l'autre partie) et ne serait pas distribuée aux membres de la Cour; le Greffier-adjoint se contenterait de répondre que la procédure orale était close et que, si la Cour estimait utile de demander des renseignements complémentaires, elle le ferait savoir aux agents. (Voir St., art. 42 et 66.)

RÈGLEMENT, ARTICLE 30. *Résolution visant la pratique de la Cour en matière judiciaire.*

A la date du 20 février 1931, la Cour adopta une résolution apportant certaines modifications à sa pratique judiciaire (voir E 7, p. 287, St., art. 54, et Publications de la Cour, Série D, 2^{me} add. au n° 2, pp. 267, 300-301).

Le 17 mars 1936, la Cour, après avoir adopté le Règlement révisé, approuva certaines modifications apportées à cette résolution et décida que le texte de la résolution révisée serait imprimé à l'usage de la Cour, mais comme un tirage à part, non destiné à faire partie intégrante de la nouvelle édition du Statut et du Règlement. La nouvelle résolution est reproduite dans E 12, page 193.

9 V 36. — La Cour procéda à un vote sur le point de savoir si un scrutin qui avait eu lieu lors d'une discussion préliminaire tenue selon le n° 3 de la résolution ci-dessus mentionnée devait être considéré comme définitif. Les voix s'étaient partagées également, mais, bien que le Président eût voté en faveur de la proposition mise aux voix, il fit usage en sens contraire de sa voix prépondé-

rante, maintenant ainsi l'usage habituellement suivi quant au caractère provisoire des votes enregistrés au cours de la discussion préliminaire. A cette occasion, il fut reconnu que la Cour était entièrement libre de suspendre l'application de ladite résolution dans un cas d'espèce, si elle estimait que les circonstances justifiaient une telle manière de procéder.

22 VII 33. Affaire de la réforme agraire polonaise. — Lors du délibéré dont fit l'objet une demande en indication de mesures conservatoires, la Cour décida de renoncer aux notes individuelles dans lesquelles, en règle générale, les membres de la Cour exposent leur opinion provisoire, conformément au n° 4 de la résolution ci-dessus mentionnée. Au cours du débat qui aboutit à cette décision, on fit observer que si, parfois, la Cour avait renoncé à ces notes, en particulier lors d'un délibéré portant sur des ordonnances, par opposition aux arrêts ou avis consultatifs, il existait également des précédents selon lesquels le délibéré, relatif à des ordonnances, avait été précédé du dépôt de notes individuelles.

RÈGLEMENT, ARTICLE 30, N° 6.

Lors de la session ordinaire de 1934, la Cour, sauf pour les procès-verbaux de pure forme, adopta pour méthode de faire donner lecture, *in extenso*, des procès-verbaux des séances précédentes avant de les approuver. Il fut constaté que cette méthode exigeait beaucoup de temps et, en mai 1934, la Cour décida d'examiner les procès-verbaux page par page, les amendements, considérés par les juges comme étant d'une importance suffisante pour être transmis d'avance à leurs collègues, étant déposés par eux assez tôt pour permettre de les communiquer à tous les juges avant la séance au cours de laquelle les procès-verbaux devaient être approuvés.

En mai 1934, la Cour, lorsqu'elle procéda à l'examen du Règlement aux fins de la revision de cet instrument, décida, conformément aux précédents, que les débats afférents à cette matière seraient consignés dans un compte rendu sténographique, d'après lequel seraient établis les procès-verbaux. Il fut de même décidé, conformément aux précédents, que ces procès-verbaux seraient finalement publiés lorsque la revision complète serait terminée et que le Règlement révisé serait mis en vigueur.

ARTICLE 55, ALINÉA 2.

27 II 34. — Lors d'un vote dont faisait l'objet une motion soumise à la Cour, un nombre égal de voix fut exprimé pour et contre celle-ci. Le Président ne fit pas usage de sa voix prépondérante, préférant considérer la motion comme rejetée, du moment qu'elle n'avait pas obtenu la majorité des voix.

11 II 35 et 6 II 36. — Lors de la revision du Règlement, le Président posa en principe que, lorsque la Cour examine des amendements à apporter au Règlement, aucun amendement ne doit être

considéré comme adopté s'il n'a pas réuni une majorité caractérisée. Le Président annonça, en conséquence, que, quel que fût le sens du vote primitivement émis par lui, il ferait, dans les cas de cet ordre, s'il y a partage des voix, usage de sa voix prépondérante en faveur du maintien du texte objet de l'amendement.

8 XII 36. — Les voix s'étant partagées également lors d'un vote portant sur une question qui visait la pratique de la Cour en matière de citation, dans des arrêts, d'extraits de textes législatifs ou conventionnels établis en anglais et en français, le Président fit usage de sa voix prépondérante en faveur du maintien de la pratique actuelle (voir St., art. 39 et 54).

ARTICLE 56, ALINÉA 2.

17 III 36. — Il fut constaté que, selon l'opinion de la Cour, un juge non présent à la séance publique consacrée au prononcé d'une décision ne pouvait être autorisé à joindre, en annexe à cette décision, une déclaration indiquant qu'il avait pris part à tout ou partie des délibérations relatives à cette affaire et mentionnant éventuellement sa manière de voir sur l'affaire elle-même. Ceci modifie la pratique suivie lors de certaines affaires antérieures. (Voir par exemple E 4, p. 266 ; E 10, p. 138 ; E 11, p. 144.)

ARTICLE 57

RÈGLEMENT, ARTICLE 74, N° 2. (Voir ci-dessus art. 48.)

ARTICLE 58

6 IV 35. Affaire consultative des écoles minoritaires en Albanie. — Le Président, bien que le texte faisant foi fût le texte français, donna lecture de l'avis de la Cour dans le texte anglais.

6 XI 37. Affaire Borchgrave (exceptions préliminaires). — Le Président, bien que le texte faisant foi fût le texte anglais, donna lecture du texte français de l'arrêt de la Cour. (Voir St., art. 31.)

RÈGLEMENT, ARTICLE 22.

10 VII 33. Affaire du prince von Pless. — A propos de la publication éventuelle, dans la Série A/B des Publications de la Cour, d'une ordonnance rendue par le Président en fonctions, et modifiant une ordonnance déjà publiée dans cette série, on fit observer que la seconde ordonnance, étant conditionnelle, ne se prêtait pas entièrement à la publication. Mais l'ordonnance étant, en fait, devenue définitive, l'une des parties ayant renoncé au droit qui était prévu dans cette ordonnance et qui conférerait à celle-ci son caractère conditionnel, on décida cependant de publier l'ordonnance dans la Série A/B, avec une note du Greffier relatant les circonstances et indiquant que l'ordonnance était devenue définitive. (Voir St., art. 31 et 48.)

ARTICLE 63

RÈGLEMENT, ARTICLE 66.

16 v 36. Affaire des phosphates du Maroc. — La Cour, à propos de cette affaire, examina certaines questions relatives à l'application de l'article 63 du Statut. Conformément à la pratique, lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention, une lettre avait, quelques semaines auparavant, été adressée aux gouvernements dans les archives desquels se trouvaient déposés les instruments de ratification des actes internationaux dont l'affaire impliquait l'interprétation, afin d'établir quels étaient les États liés par lesdits actes. A la date mentionnée, aucune réponse n'était parvenue et, en conséquence, les notifications prévues à l'article 63 du Statut n'avaient pas été envoyées dans l'intervalle. La question se posa de savoir quelles dispositions il conviendrait de prendre afin de hâter l'obtention des renseignements demandés, et l'on examina également le point de savoir s'il ne conviendrait pas d'adresser immédiatement une notification aux États dont la situation, en tant que parties auxdits actes internationaux, ne soulevait aucun doute, les autres notifications restant en suspens en attendant les réponses.

Au cours du débat, on fit ressortir la différence qui existe entre le texte anglais et le texte français de l'article 63 du Statut : « *a convention to which States ... are parties* » — « une convention à laquelle *ont participé* d'autres États » ; on suggéra que l'article 63 exigeait qu'une notification fût adressée à tous les États ayant « participé » à une convention. On fit observer cependant que c'était le texte anglais, avec son expression « *are parties* », qui offrait l'interprétation la plus raisonnable, et que la divergence entre les deux textes de l'article 63 du Statut avait porté la Cour à interpréter cet article dans son Règlement, dont l'article 66 dispose que la notification prévue à l'article 63 du Statut de la Cour doit être adressée à tout État « partie à une convention invoquée », « *a party to a convention invoked* ».

Pour ce qui est de la notification à envoyer immédiatement aux États dont la situation, en tant que parties aux accords dont il s'agissait, ne prêtait à aucun doute — les autres notifications restant en suspens jusqu'à ce que les renseignements officiels fussent parvenus —, on signala que cette manière de procéder ne comportait aucun risque, car dans le cas où un État, n'ayant pas reçu la notification, estimerait que cette notification aurait dû lui être envoyée, la possibilité subsisterait toujours pour lui de s'adresser à la Cour, en vertu de l'article 66, n° 2, du Règlement.

Il fut décidé de laisser au Greffier le soin d'envoyer immédiatement les notifications aux États dont, à son avis, la situation en tant que parties aux accords dont il s'agissait ne paraîtrait pas douteuse. A cet égard, on fit ressortir également que c'était au Greffier qu'il incombait de prendre les dispositions prévues à l'article 63 du Statut ; il était important que la Cour ne fût pas liée par avance à telle ou telle manière de voir : si, en effet, l'envoi d'une notification à un État déterminé ou bien l'omission de l'envoi de cette notification provoquait une objection de la part d'un gouvernement,

la question pourrait revenir devant la Cour, aux fins d'une décision judiciaire, en vertu de l'article 66, nos 2 et 3, du Règlement.

SECTION II. — STATUT : PROCÉDURE CONSULTATIVE

ARTICLE 66

1935. Affaire consultative visant la Constitution de Dantzig. — La Cour se préoccupa d'assurer autant que possible l'égalité, devant elle, entre le Sénat de la Ville libre, d'une part, et les pétitionnaires appartenant à certains partis politiques de Dantzig, d'autre part, dont l'appel adressé au Conseil de la Société des Nations avait eu pour conséquence la demande d'avis consultatif.

Pour ce qui est des exposés écrits, le Greffier fit la communication spéciale et directe prévue à l'article 73, n° 1, alinéa 2, de l'ancien Règlement (actuellement art. 66 du St.) à la Ville libre, et, conformément aux instructions du Président de la Cour, il s'adressa par lettre au Secrétaire général de la Société des Nations, lui demandant de faire savoir aux auteurs de la pétition que, s'ils désiraient compléter les indications qui s'y trouvaient énoncées, la Cour serait disposée à recevoir de leur part, dans un certain délai, une note explicative. Le Sénat de la Ville libre déposa un exposé écrit, et les pétitionnaires adressèrent à la Cour deux documents destinés à être considérés comme constituant cette note explicative.

Pour ce qui est des exposés oraux, la Cour, conformément à la procédure normalement suivie par elle en matière consultative, entendit un exposé oral des représentants de la Ville libre, mais décida que les termes de son Statut et de son Règlement l'empêchaient d'entendre les pétitionnaires. Toutefois, lorsque le Président prononça la clôture des débats oraux, il réserva le droit pour la Cour, non seulement de demander éventuellement des renseignements ou explications complémentaires aux représentants de la Ville libre mais encore de se les procurer par d'autres moyens mis à sa disposition. En même temps, copie du compte rendu sténographique provisoire des débats oraux tenus devant la Cour fut, à titre d'information, adressée au Haut-Commissaire de la Société des Nations à Dantzig.

ARTICLE 68 (Voir ci-dessus art. 31, 39, 43, 48, 52, 54 et 58.)

SECTION III. — AUTRES ACTIVITÉS

20 x 33. — Le Président, qui, sous certaines conditions, avait été prié de se charger de la désignation d'un surarbitre, aux termes

d'un accord conclu entre le Gouvernement persan et l'*Anglo-Persian Oil Company* — mission dont il aurait normalement accepté de se charger sous sa propre responsabilité —, soumit la question à la Cour, parce qu'il ressortait d'une lettre reçue du sous-secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères que le Gouvernement britannique désirait que l'acceptation par le Président de cette mission reçût l'approbation de la Cour.

Après un échange de vues, le Président put constater que la Cour, tout en désirant laisser la décision au Président, ne voyait pas d'objection à ce qu'il acceptât la mission dont il était prié de se charger.

14 III 34. — Le Président porta à la connaissance de la Cour que, dans certains contrats concernant la S. d. N. et passés soit entre le Secrétaire général et des entrepreneurs, soit entre le Secrétaire général et le Gouvernement fédéral suisse, figuraient des clauses d'arbitrage qui prévoyaient, dans certaines circonstances, la désignation d'arbitres par la Chambre de procédure sommaire. On pouvait s'attendre à ce que la Cour fût, au préalable, officiellement pressentie, afin de savoir si elle accepterait que cette tâche fût confiée à la Chambre de procédure sommaire.

Un examen des précédents permit de constater qu'il n'était jamais arrivé que le Président ou, le cas échéant, la Cour se fussent trouvés dans la nécessité de refuser la demande qui leur avait été adressée, bien que l'acceptation de cette demande eût toujours été précédée d'un examen approfondi du cas d'espèce.

La Cour admit comme un principe que, lorsqu'une demande de cette nature émanait de deux gouvernements ou de la S. d. N., c'était pour elle ou, le cas échéant, pour le Président, un devoir moral de donner suite à cette demande; lorsque la demande émanait de personnes privées, la situation était assez différente, l'acceptation devant alors être facultative et dépendre des circonstances.

1935. — Les entrepreneurs chargés de la construction du nouvel immeuble de la S. d. N. introduisirent une requête devant la Chambre de procédure sommaire, lui demandant de désigner les membres d'un tribunal arbitral chargé de régler un différend survenu entre lesdits entrepreneurs et la S. d. N. La Chambre de procédure sommaire se réunit le 28 février 1935 pour examiner la question, et, conformément à une suggestion émise devant elle, elle décida, avant de se prononcer sur les désignations à effectuer, d'entendre les représentants des deux parties au cours d'une réunion non officielle à tenir au Palais de la Paix.

Plus tard, les deux parties étant, à la suite de pourparlers entrepris par eux, tombées d'accord sur des propositions, afférentes à la composition du tribunal, qu'elles avaient l'intention de soumettre conjointement à la Chambre de procédure sommaire, celle-ci chargea le Greffier de suggérer que, étant donné l'accord ainsi réalisé, les entrepreneurs préféreraient peut-être retirer la requête introduite par eux devant la Chambre. Cette suggestion fut adoptée, et, à la date du 27 mai 1935, les entrepreneurs retirèrent leur requête.

12 IX 36. — Le Président de la Cour, à la demande de deux États, désigna le président d'une commission de conciliation constituée entre ces États en vertu d'un traité d'arbitrage et de conciliation. Ce traité disposait que, dans le cas où les deux parties ne pourraient se mettre d'accord sur la désignation du président de la commission, le soin d'effectuer cette désignation serait confié au Président de la Cour permanente de Justice internationale. (Voir St., art. 17.)

SECTION A. — INDEX ANALYTIQUE DU CHAPITRE VI

ABRÉVIATIONS :

Gouv^t Gouvernement.
S. d. N. Société des Nations.

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
ADMISSIBILITÉ DE MOYENS DE PREUVE : voir <i>Documents</i> (en général).			
AFFAIRES :			
Ordre selon lequel la Cour traite les —	43 (5)	46 (1)	144
Retrait des — : voir <i>Arrangements amiables et désistements</i> .			
Suspension de l'examen d'une affaire commencée avant les vacances judiciaires	23	25 (2)	125-126
AGENTS :			
Absence temporaire d'un agent	42	35	140
Accord entre les — pour la suppression d'un passage du compte rendu sténographique	47	60 (3)	145
Consultation des — avant la fixation des délais (Pratique suivie avant et après l'entrée en vigueur du Règlement adopté le 11 III 36 pour la —)	43 (2 et 3)	37, 38 41	141 142-143
Délai en matière de désignation des — ayant entraîné un retard dans les arrangements à prendre pour la procédure	40 42	35 (1) 35	136-137 140
Demande présentée par un agent afin d'obtenir que la Cour l'invite à citer un témoin désigné par lui	51	54	151
Documents produits par les — à la demande de la Cour (ou d'un de ses membres) : voir <i>Documents</i> (en général).			
Domicile élu par un agent au Greffe de la Cour (Questions soulevées en matière de —)	42	35 (5)	140
Droit des — de demander qu'une affaire soit replaidée dans son ensemble, lorsque la Cour examine le fond dans une composition différente de celle dans laquelle elle a examiné les exceptions préliminaires	13	—	123
Lettre d'un agent dont l'objet paraît être de continuer l'argumentation présentée au cours des débats oraux ; cette lettre, reçue après la clôture des débats, ne figurera pas au dossier de l'affaire	54	—	154
Noms des —, conseils et avocats présents devant la Cour, inscrits dans les procès-verbaux des séances publiques	47	59	144

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
AGENTS (suite) :			
Questions posées aux — au cours des débats : voir <i>Questions</i> , etc.			
« ANNÉE JUDICIAIRE » (L'—) Voir aussi <i>Procès-verbaux des séances de la Cour.</i>	23	—	125
APPEL (Jurisdiction en matière d'—) : voir <i>Compétence de la Cour.</i>			
ARBITRES ET SURARBITRES (désignation) :			
Par la Chambre de procédure sommaire :			
Demande de désignation ultérieurement retirée	—	—	159
Président (Le —) informe la Cour que l'on peut s'attendre à une demande de dési- gnation	—	—	159
Par le Président :			
Désignation du président d'une commission permanente de conciliation	17	—	123-124 160
Intervention de la Cour préalable à l'accep- tation par le Président de la mission de désigner un —	—	—	158-159
Président de la Cour (Le —) estime ne pouvoir accepter la présidence d'une commission per- manente de conciliation	17	—	123
Principes régissant l'acceptation d'une demande à cet effet par la Cour ou par le Président	—	—	159
ARRANGEMENTS AMIABLES ET DÉSISTEMENTS :			
Désistement unilatéral notifié par la partie demanderesse ; procédure suivie à l'égard de la partie défenderesse et des agents	36	69	132-133
Ordonnances de la Cour en matière d'— : voir <i>Ordonnances de la Cour.</i>			
Principe établi au sujet d'une décision prévoyant que la présence de juges <i>ad hoc</i> n'est pas nécessaire aux fins de l'élaboration d'une ordonnance par laquelle la Cour prend acte d'un désistement	31	68	130
Suspension de la procédure écrite par le Pré- sident, en attendant que la Cour puisse statuer sur les communications des parties portant désistement	48	68	148
ARRÊTS :			
Absence d'un juge lors du prononcé d'une décision : voir <i>Membres de la Cour</i> , Absence.			
Impossibilité de joindre à la décision une déclara- tion indiquant la présence aux délibérations et la manière de voir d'un juge qui est absent lors du prononcé de cette décision	56 (2)	—	156
Méthode à suivre pour citer dans les —, etc., des textes législatifs ou conventionnels établis en français et en anglais : voir <i>Langues officielles de la Cour.</i>			
Texte faisant foi : voir <i>Langues officielles de la Cour.</i>			
ASSEMBLÉE DE LA S. D. N. (Représentation de la Cour devant l'—) : voir <i>Cour</i> , Représentation, etc.			

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
AVIS CONSULTATIF :			
Méthode à suivre pour citer des textes législatifs ou conventionnels rédigés dans les deux langues officielles dans un — : voir <i>Langues officielles de la Cour.</i>			
Texte faisant foi : voir <i>Langues officielles de la Cour.</i>			
CHAMBRES DE LA COUR :			
Chambre de procédure sommaire ; demande de désignation d'arbitres par la —	—	—	159
Expression (L'—) d'une préférence par les juges à l'occasion des élections aux — n'est pas considérée comme compatible avec l'art. 24 du Règlement	26, 27, 29	24	129
CITATION DANS LES ARRÊTS, etc., de textes législatifs ou conventionnels : voir <i>Langues officielles de la Cour.</i>			
COMITÉ DES PUBLICATIONS DE LA COUR :			
Propositions du — relatives à l'usage étendu fait par un agent de son droit d'introduire des modifications dans le compte rendu sténographique de ses exposés oraux	47	60 (3)	145
COMMISSION DE CONCILIATION : voir <i>Arbitres et surarbitres.</i>			
COMMISSION DE CONTRÔLE (Représentation de la Cour devant la —) : voir <i>Cour, Représentation, etc.</i>			
COMPÉTENCE DE LA COUR :			
Contre-exceptions soulevées contre une exception préliminaire à raison d'une prétendue non-validité en la forme de l'acte introductif de cette exception	40	62 (1-3)	138
En matière d'appels (art. X de l'Accord II signé à Paris le 28 IV 30)	36	67	131-132
Exceptions préliminaires :			
Actes (Les —) introductifs d'— sont assimilés aux actes introductifs d'instance au point de vue de la présentation du document	40	62 (1-3)	138
Autorisation donnée par la Cour de présenter des pièces écrites supplémentaires après le dépôt des observations visant les —	48	62 (4)	147
Communication de l'exception aux États visés par l'art. 62 du Statut sera discontinuée à l'avenir	40	62 (1-3)	139
« Contre-mémoire contenant l'acte introductif de l'exception » (procédure suivie dans ce cas)	40	62 (1-3)	137-138
Copie certifiée conforme du texte de l'exception transmise à la partie adverse	40	33 (1)	136
Exception soulevée à la suite de deux prolongations du délai fixé pour le dépôt du contre-mémoire, mais non considérée comme dépourvue de validité en la forme	40	62 (1-3)	138
Exception traitée comme une pièce de la procédure écrite dans une affaire introduite par compromis	40	62 (1-3)	138-139

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
COMPÉTENCE DE LA COUR (<i>suite</i>) :			
Exceptions préliminaires (<i>suite</i>) :			
Forme de la décision à rendre sur une excep- tion (ordonnance ou arrêt), et répercussion que cette question de forme pourrait exercer au point de vue d'une procédure distincte visant l'exception et le fond	48	62 (5)	147-148
Jonction des — au fond (décisions rendues sous forme d'ordonnances)	48 48	— 62 (5)	146 147-148
COMPLÈMENT D'INFORMATION : voir <i>Documents</i> , et <i>Questions</i> , etc.			
COMPOSITION DE LA COUR : voir <i>Cour</i> , Compo- sition de la —.			
COMPROMIS :			
Défaut de notification du nom d'un agent lors de la soumission d'une affaire par —	40	35 (1)	136-137
Déro gation à la procédure normale en matière de présentation des pièces de la procédure écrite dans une affaire introduite par —	43 (2 et 3)	41	142-143
Interprétation (L'—) du — n'est pas considérée comme une question « préliminaire »	40	—	136
Notification (La —) effectuée par les deux parties a pour effet d'annuler la clause pré- voyant la notification unilatérale	40	35 (1)	137
Preuve de ratification exigée dans des circon- stances particulières	40	—	136
Procédure conforme à un — antérieur, notifié par les mêmes parties	43 (2 et 3)	37, 38	142
COMPTE RENDU STÉNOGRAPHIQUE : voir <i>Procédure orale</i> , et <i>Règlement de la Cour</i> , Compte rendu, etc.			
CONCLUSIONS DES PARTIES :			
Autorisation donnée par la Cour de déposer par écrit des conclusions supplémentaires	49	74	149
Modification des —, et présentation de con- clusions finales à l'issue des débats oraux	49	—	149
CONGÉS DES MEMBRES DE LA COUR : voir <i>Membres de la Cour</i> , Vacances et congés.			
COPIE CERTIFIÉE CONFORME du texte d'une excep- tion préliminaire transmise à la partie adverse			
	40	33 (1)	136
COUR :			
Compétence de la — : voir <i>Compétence</i> , etc.			
Composition de la — :			
Cas dans lesquels la présence des juges <i>ad hoc</i> n'est pas jugée nécessaire	31	60	129-130
(Voir aussi <i>Juges ad hoc</i> .)	31	68	130
	39	39, 58	135
Examen des affaires au fond dans une com- position différente de celle que la Cour avait lors de l'examen de l'exception	13 48	— 62	123 147-148
Voir aussi <i>Membres de la Cour</i> , Absence d'un membre.			

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
COUR (<i>suite</i>) :			
Convocation de la — : voir <i>Juges ad hoc</i> , et <i>Membres de la Cour</i> .			
Décisions rendues sous forme d'ordonnance : voir <i>Ordonnances</i> , etc.			
Déliérations :			
Caractère provisoire d'un vote enregistré au cours de la discussion préliminaire	54	30	154-155
Décision provisoire afférente à la procédure orale, confirmée après que le juge <i>ad hoc</i> a exprimé son opinion	48	51	146-147
Notes individuelles : voir <i>Notes individuelles</i> .			
Résolution visant la pratique de la Cour en matière judiciaire (2 II 31) :			
Application (L'—) de la — peut être suspendue dans un cas d'espèce	54	30	154-155
Publication du texte original et du texte révisé	54	30	154
Texte révisé adopté le 17 III 36	54	30	154
Suppression, dans une ordonnance, de la formule « après délibéré en Chambre du Conseil »	48	—	146
Membres de la — : voir <i>Membres de la Cour</i> .			
Pratique de la — ; dérogations aux précédents	39	—	133, 134, 135
	40	62 (1-3)	139
	43 (2 et 3)	37-38	140-141
	43 (2 et 3)	44	143
	54	30	155
	56 (2)	—	156
Président de la — : voir <i>Président</i> , etc.			
Procès-verbaux des séances de la — : voir <i>Procès-verbaux</i> , etc.			
Publications de la — : voir <i>Publications</i> , etc.			
Questions ne rentrant pas strictement dans le domaine d'activité de la — (autres activités)	—	—	158-160
Quorum :			
Les décisions de la Cour étant valables du moment que le — est atteint, il n'est pas nécessaire de convoquer tous les juges en cas d'urgence	23	27	127
Nombre des suffrages exprimés resté inférieur au — ; question relative à la validité de certains votes	25 (3)	—	128-129
Représentation de la — devant l'Assemblée de la S. d. N. :			
1933-1938	21 (2)	—	124
Dispositions à prendre en cas d'empêchement du Greffier (1936)	21 (2)	—	124
Représentation de la — devant la Commission de contrôle (1933-1938)	21 (2)	—	124
Vacances judiciaires : voir <i>Vacances judiciaires</i> .			
Vice-Président de la — : voir <i>Vice-Président</i> .			
CRISE (Temps de —) ; un juge a le devoir de répondre à la convocation de la Cour, quelles que soient les prescriptions de sa loi nationale	19	—	142

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
DÉFAUT; question relative à l'applicabilité de l'art. 53 du Statut dans une procédure afférente à une demande en indication de mesures conservatoires	41	61	139-140
DÉLAIS DE LA PROCÉDURE ÉCRITE :			
Délais ultérieurs de la procédure sur le fond fixés après le prononcé de l'arrêt sur les exceptions préliminaires (questions soulevées relativement à la fixation de ces délais)	48	62 (5)	148
Expiration du délai (Décision spéciale afin d'éviter toute difficulté de procédure éventuelle du fait qu'une pièce ne pourrait être présentée à l'—)	43 (2 et 3)	37-38	141
Fixation des — pour le mémoire et le contre-mémoire seulement	43 (2 et 3)	37, 38	141
Fixation éventuelle des — pour la réplique et la duplique seulement, après le dépôt du « Contre-mémoire contenant l'acte introductif de l'exception »	40	62 (1-3)	138
Pouvoirs exercés par le Président aux termes de l'art. 37 (5) du Règlement en matière de fixation des —	43 (2 et 3)	41	143
Prolongation des — :			
Accordée par la Cour à raison de négociations engagées entre les parties relativement au règlement de l'affaire	43 (2 et 3)	37, 38	141-142
Délais fixés dans une affaire introduite par compromis, sur la base des dispositions d'un compromis antérieur	43 (2 et 3)	37, 38	142
Durée d'une prolongation accordée par la Cour inférieure à celle qui avait été demandée par la partie	43 (2 et 3)	37, 38	141
En principe, un délai prolongé est à toutes fins le même que le délai primitivement fixé	40	62 (1-3)	138
<i>Sine die</i> (délai afférent au dépôt de la duplique)	43 (2 et 3)	37, 38	141-142
Renseignements obtenus auprès des parties avant la fixation des —	43 (2 et 3)	37, 38	140-142
Retard dans la fixation des — entraîné par un retard apporté à la désignation de l'agent d'une des parties en cause	40 42 43	35 35 37-38	136-137 140 140
<i>Terminus a quo</i> (Fixation du —) :			
A la date au sujet de laquelle le Président s'était renseigné auprès des parties conformément à l'art. 37 (1) du Règlement	43 (2 et 3)	37, 38	142
Principe établi dans le cas où certaines conditions du compromis ne sont pas remplies au moment où il est notifié	43 (2 et 3)	37, 38	140
DÉLIBÉRATIONS DE LA COUR : voir <i>Cour</i> , Délibérations.			
DÉMONSTRATION faite à l'aide de maquettes et de modèles au cours des audiences : voir <i>Maquettes</i> , etc.			
DESCENTE SUR LES LIEUX; proposition visant une — adoptée par la Cour, et procédure à suivre			
	50	—	150-151

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
DISSENTIMENT ; OPINIONS INDIVIDUELLES JOINTES			
A DES ORDONNANCES DE LA COUR :			
Mention de la simple constatation de dissents	48	—	146
	57		146
Pratique suivie en matière de —	48	74	148-149
DOCUMENTS A L'APPUI DES PIÈCES DE LA PROCÉDURE ÉCRITE : voir <i>Procédure écrite</i> , Documents à l'appui de la —.			
DOCUMENTS (en général) :			
Acceptation de l'offre faite par l'une des parties de mettre à la disposition de la Cour un document cité au cours des plaidoiries, mais non déposé	52	48	152
Admissibilité de nouveaux documents produits après la fin de la procédure écrite, avec ou sans le consentement de la partie adverse (Procédure et décisions de la Cour concernant l'—)	52	48	151-152, 152-153
Authenticité ; document retiré par un agent qui ne pouvait pas en garantir absolument l'—	47	60 (3)	145
	52	48	152
Citation de nouveaux documents au cours des audiences :			
Objection soulevée par la partie adverse ; accord portant que lesdits documents ne seront pas joints au dossier de l'affaire	52	48	152
Une décision de la Cour aux termes de l'art. 52 du Statut n'est pas requise	52	48	152
Demande d'un agent tendant à prier la Cour de demander une copie certifiée conforme d'un certain document ; il n'est pas donné suite à cette suggestion	52	48	153
Documents supplémentaires demandés par la Cour	49	54	150
Objection soulevée par un agent au sujet d'un document produit par l'agent de la partie adverse comme suite à une demande faite par un membre de la Cour	49	—	149
Production, à la demande d'un membre de la Cour, d'un document dont il n'a pas été fait mention dans les écritures	49	52	149
Traduction des — dans l'une des langues officielles de la Cour : voir <i>Langues officielles</i> , etc.			
Transmission d'un nouveau document, effectuée par une autorité autre qu'un agent, après la clôture des débats oraux	52	—	151
ÉLECTIONS :			
Aux Chambres de la Cour : voir <i>Chambres de la Cour</i> .			
Du nouveau Greffier : voir <i>Greffier</i> .			
Du Président : voir <i>Président</i> , etc.			
Du Vice-Président : voir <i>Vice-Président</i> .			
ENQUÊTE SUR LES FAITS DE LA CAUSE ; proposition d'une partie visant une — ; la partie adverse se déclare d'accord sous certaines réserves ; la Cour réserve sa décision			
	50	—	150

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES : voir <i>Compétence de la Cour</i> , et <i>Introduction de l'instance</i> .			
GREFFIER :			
Élection du nouveau — ; procédure suivie	21 (2)	14	125
Représentation de la Cour devant l'Assemblée de la S. d. N. et devant la Commission de contrôle assurée par le — : voir <i>Cour</i> , Représentation de la —.			
Traitement du — (Principes établis lors de la fixation du —)	32 (6)	—	131
IMPRESSION DES PIÈCES DE LA PROCÉDURE ÉCRITE PAR LES SOINS DU GREFFE			
	43 (2 et 3)	40	142
INCOMPATIBILITÉ DE FONCTIONS : voir <i>Membres de la Cour</i> .			
INTERVENTIONS :			
Communication des exceptions préliminaires aux États visés par l'art. 62 du Statut : voir <i>Compétence de la Cour</i> , Exceptions préliminaires.			
Interprétation des textes anglais et français de l'art. 63 du Statut	63	66	157
Le Greffier est tenu de prendre les dispositions prévues à l'art. 63 du Statut, la Cour ne devant pas être liée par avance à telle ou telle manière de voir	63	66	157-158
Notification adressée aux États parties à une convention « invoquée » ; procédure suivie lorsque la situation de certains États à l'égard de la convention paraît douteuse	63	66	157-158
INTRODUCTION DE L'INSTANCE :			
« Contre-Mémoire contenant l'acte introductif de l'exception » (Procédure suivie concernant le —)	40	62 (1-3)	137-138
Exceptions préliminaires :			
Actes (Les —) introductifs d'— sont assimilés aux actes introductifs d'instance en ce qui a trait à la présentation du document	40	62 (1-3)	138
Communication des — : voir <i>Compétence de la Cour</i> .			
Exception traitée comme une pièce de la procédure écrite dans une affaire introduite par compromis	40	62 (1-3)	138-139
Notification effectuée par les deux parties en cause d'un compromis prévoyant seulement une notification unilatérale	40	35 (1)	136-137
Voir aussi <i>Compétence de la Cour</i> , Exceptions préliminaires, et <i>Compromis</i> .			
JOURS FÉRIÉS ; décision de ne pas tenir de débats oraux un jour férié			
	23	25 (4)	126
JUGES : voir <i>Membres de la Cour</i> .			

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
JUGES « AD HOC » :			
Convocation des — (Questions concernant la —) :			
Dans un cas où un juge <i>ad hoc</i> n'a pu être présent pour participer à une décision à prendre en vertu de l'art. 60 du Règlement, ce juge a déclaré s'en remettre à la décision de la Cour	31	60	129-130
En principe, la présence des juges <i>ad hoc</i> est requise aux fins d'une décision à prendre en vertu de l'art. 62 du Règlement	31	60	129-130
Présence (La —) des juges <i>ad hoc</i> n'est pas jugée nécessaire aux fins d'une décision visant l'usage d'une langue autre que l'une des deux langues officielles	39	39, 58	135
Principe posé aux fins de l'élaboration d'une ordonnance par laquelle la Cour prend acte d'un désistement	31	68	130
Désignation des — :			
Procédure suivie avant que la Cour ait pris sa décision sur la question de savoir si l'avis demandé vise un « différend » ou un « point »	31	83	130
Rejet de la demande présentée par une partie aux fins d'être autorisée à désigner un juge <i>ad hoc</i> dans une affaire qui n'a pas trait à un différend actuellement né	31	83	130-131
LANGUES OFFICIELLES DE LA COUR :			
Documents (Les —) produits par les parties, s'ils ne sont pas établis dans l'une des —, doivent être accompagnés d'une traduction	39	39, 58	135
Méthode à suivre pour citer dans les arrêts, etc., des textes législatifs ou conventionnels établis en français et en anglais	39	—	133-134
Texte faisant foi :			
Approbation du — lors de l'approbation de l'arrêt en première lecture	39	—	134
Dans une affaire où les parties sont convenues que toute la procédure aura lieu dans l'une seulement des langues officielles, une traduction de l'arrêt dans l'autre langue est approuvée par la Cour et jointe au —	39	—	133, 134
Décision concernant le — prise après l'adoption définitive des textes anglais et français de l'arrêt, conformément aux précédents	39	—	133, 134
Président (Le —) donne lecture de l'avis ou de l'arrêt dans le texte qui n'est pas le —	58	—	156
Projet d'arrêt établi en anglais; la Cour se sert, pour son délibéré, du texte français; et le texte anglais est finalement adopté comme —	39	—	134
Traductions orales : voir <i>Traductions orales</i> .			
Usage d'une langue autre que l'une des — :			
Autorisation donnée par la Cour aux fins de la procédure orale	39	39, 58	135
Décision de la Cour rendue sous forme d'ordonnance	39	39, 58	135
Demande visant l'— écartée quant à la procédure écrite	39	39, 58	135
Présence (La —) du juge <i>ad hoc</i> aux fins d'une décision sur l'— n'est pas exigée	39	39, 58	135

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
MAQUETTES ET MODÈLES ; démonstration faite à l'aide de — au cours des débats oraux	52	48	153
MEMBRES DE LA COUR :			
Absence d'un membre de la Cour :			
Lors de l'ouverture des débats oraux ; aucune objection n'ayant été soulevée par les agents, le juge dont il s'agit peut continuer à siéger dans l'affaire	25 (1)	—	127-128
Lors du prononcé d'une décision ; impossibilité de joindre à la décision une déclaration indiquant que ce juge a pris part aux délibérations et mentionnant sa manière de voir	56 (2)	—	156
Pendant deux jours au cours des débats oraux ; les agents ne s'opposent pas à ce qu'il continue à siéger dans l'affaire	25 (1)	—	128
Président (Le —) étant empêché d'assister à une audience, le Vice-Président le remplace avec l'assentiment des parties	25	—	128
Convocation des — :			
En temps de crise	19	—	124
Question de savoir si tous les juges sont tenus d'assister aux réunions de la Cour et ont droit à y être convoqués ; en cas d'urgence, la disposition pertinente est celle qui fixe le quorum	23	27	127
Droit pour les — nouvellement élus, lorsqu'ils siègent pour connaître du fond d'une affaire qui a fait l'objet d'exceptions préliminaires, de demander que cette affaire soit replaidée dans son ensemble	13	—	123
Incompatibilité de fonctions :			
Devoir absolu d'un juge de répondre à une convocation du Président en temps de crise, quelles que soient les prescriptions des lois nationales dans sa patrie	19	—	124
Non-acceptation de la présidence d'une commission permanente de conciliation	17	—	123
Notes individuelles : voir <i>Notes individuelles</i> , etc.			
Vacances et congés :			
Approbation d'une demande présentée par un juge en vue d'être autorisé à prendre son « long congé » à une certaine date	23	26 (1)	126
Droits des juges admis au bénéfice des longs congés	23	26 (1)	126
Inscription (L'—) au tableau des « longs congés » est subordonnée à la condition que le juge intéressé ait son domicile près du siège de la Cour	23	26 (1)	126-127
Tableau de longs congés (Adoption et communication du —), 1934-1936	23	26 (1)	126
MESURES CONSERVATOIRES (Indication de —) :			
Caractère urgent de la procédure en —	41	61	139-140
Question de l'applicabilité de l'art. 53 du Statut dans la procédure concernant l'—	41	61	139-140
Question de savoir si la Cour est tenue d'entendre les observations des parties	41	61	139-140

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
NOTES INDIVIDUELLES EXPOSANT LES OPINIONS PROVISOIRES DES JUGES dans une affaire déter- minée :			
Pratique suivie en matière de —	54	30	155
Renonciation exceptionnelle au dépôt des —	54	30	155
OPINIONS INDIVIDUELLES : voir <i>Dissentiment</i> , etc.			
ORDONNANCES DE LA COUR :			
Arrangements amiables et désistements	31 36 48	68 69 68	130 132-133 148
Datées du jour de la signature de l'ordonnance par le Président et par le Greffier	48	—	146
Datées du jour où la décision a été communiquée à l'agent du gouv ^t intéressé	31 48	83 —	131 146
Décisions de la Cour rendues sous forme d'— :			
A l'égard d'une demande présentée par un agent et visant l'autorisation de faire usage d'une langue autre que l'une des langues officielles	39	39. 58	135
En matière de jonction des exceptions préli- minaires au fond	48 48	— 62 (5)	146 147-148
Sur la demande présentée par une partie à fin d'obtenir l'autorisation de désigner un juge <i>ad hoc</i>	31 48	83 —	130-131 146
Sur la proposition d'un agent visant une descente sur les lieux	50	—	150-151
Dispositions conditionnelles ; méthode suivie pour annoncer que l'ordonnance est devenue définitive	48 58	— 22	145-146 156
Majorité (La —) des voix par laquelle une ordonnance a été adoptée n'est pas mentionnée dans le texte de celle-ci	48	—	146
Non lue en séance publique	31 48 48 48	68 — 62 (5) 68	130 146 147-148 148
Opinions individuelles jointes à des — : voir <i>Dissentiment</i> , etc.			
Publication des — dans la Série A/B	31 48 48 48 58	68 — 62 (5) 68 22	130 146 147-148 148 156
Suppression, dans une ordonnance, de la formule « après délibéré en Chambre du Conseil », la question de principe demeurant réservée	48	—	146
PARTIES DEVANT LA COUR :			
Accords entre les — :			
Arrangements amiables et désistements : voir <i>Arrangements</i> , etc.			
Ordre des exposés oraux : voir <i>Procédure orale</i> .			

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
PARTIES DEVANT LA COUR (suite) :			
Accords entre les — (<i>suite</i>) :			
Renonciation aux répliques écrites dans des affaires soumises par compromis (accord impliqué)	43 (2 et 3)	41	142-143
Visant la procédure dans l'une seulement des langues officielles : voir <i>Langues officielles</i> , etc.			
Agents des — : voir <i>Agents</i> .			
Conclusions des — : voir <i>Conclusions</i> , etc.			
Les — ne s'opposent pas à ce qu'un juge, empêché d'assister à certaines des audiences, continue à siéger	25	—	127-128
Question relative à l'applicabilité de l'art. 53 du Statut si l'une des — ne comparait pas dans une procédure en indication de mesures conservatoires	41	61	139-140
Renseignements obtenus par le Président auprès des — sur des questions se rattachant à la procédure (pratique suivie)	43 (2 et 3)	37-38	140-141
PIÈCES DE LA PROCÉDURE ÉCRITE : voir <i>Procédure écrite</i> (Pièces de la —).			
PLAIDOIRIES : voir <i>Procédure orale</i> .			
PRATIQUE DE LA COUR EN MATIÈRE JUDICIAIRE : voir <i>Cour</i> , <i>Délibérations</i> .			
PRÉSIDENT DE LA COUR :			
Désignation par le — d'arbitres et de surarbitres : voir <i>Arbitres et surarbitres</i> .			
Désignation par le — du président d'une commission permanente de conciliation : voir <i>Arbitres et surarbitres</i> .			
Élection du — :			
1934-1936	21 (1)	—	124
1937-1939	21 (1)	—	124
Empêché d'assister à une audience ; le Vice-Président le remplace, de l'assentiment des parties en cause	25	—	128
Pouvoirs du — exercés selon les termes de l'art. 37 (5) du Règlement	43 (2 et 3)	41	143
Ressortissant de l'une des parties en cause ; présidence cédée au Vice-Président	21 (1)	13 (1)	124
Voix prépondérante du — : voir <i>Vote</i> .			
PREUVE (Moyens de —) :			
Admissibilité des — : voir <i>Documents</i> (en général).			
Maquettes et modèles produits par une partie : voir <i>Maquettes</i> , etc.			
PROCÉDURE CONSULTATIVE :			
Application des dispositions du Statut relatives aux affaires contentieuses	68	—	158
Désignation des juges <i>ad hoc</i> dans la — : voir <i>Juges ad hoc</i> .			
Égalité devant la Cour entre un gouv ^t intéressé et des pétitionnaires	66	—	158

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
PROCÉDURE ÉCRITE :			
Délais de la — : voir <i>Délais</i> , etc.			
Demande visant l'usage d'une langue autre que l'une des langues officielles : voir <i>Langues officielles de la Cour</i> .			
Documents à l'appui de la — :			
Dépôt exigé par la Cour ; mesures prises par le Greffier	49	54	150
Traduction des — dans l'une des langues officielles de la Cour	39	39, 43 (2)	135
Pièces de la — :			
Communication des — à un gouv ^t qui n'est pas partie en cause :			
Nom (Le —) du gouv ^t demandant à obtenir les pièces sera notifié aux agents, sauf dans les cas exceptionnels	43 (2 et 3)	44	143
Parties (Les —) sont prévenues en cas de —, bien qu'il ne soit pas nécessaire d'obtenir au préalable leur consentement	43 (2 et 3)	44	143
Rejet d'une demande visant la —, le Greffier ayant au préalable consulté les parties	43 (2 et 3)	44	144
Communication des — par une partie en cause ; une demande à cet effet ne tombe pas sous l'application de l'art. 44 du Règlement			
	43 (2 et 3)	44	143
« Contre-Mémoire contenant l'acte introductif de l'exception » (procédure suivie dans ce cas)	40	62 (1-3)	137-138
Exceptions préliminaires : voir <i>Compétence de la Cour</i> .			
Impression de documents par les soins du Greffe : voir <i>Impression des pièces</i> , etc.			
Présentation successive des pièces dans une affaire introduite par compromis, comme dans une affaire introduite par requête			
	43 (2 et 3)	41	143
Procédure suivie dans une affaire en vue d'assurer autant que possible l'égalité entre un gouv ^t intéressé et les pétitionnaires dans l'affaire			
	66	—	158
Renonciation aux répliques dans des affaires soumises par compromis (l'accord des parties est impliqué)			
	43 (2 et 3)	41	142-143
Suspension de la — :			
Ordonnance du Président concernant la —, en attendant que la Cour puisse statuer sur les communications des parties portant désistement			
	48	68	148
Procédure au fond suspendue à la suite du dépôt d'une exception préliminaire			
	40	62 (1-3)	138
PROCÉDURE ORALE :			
Compte rendu sténographique des débats oraux :			
Absence d'un juge lorsque la Cour a eu à prendre une décision en vertu de l'art. 60 du Règlement			
	31	60	129-130
Acceptation de corrections plus nombreuses que de coutume, eu égard à des circonstances particulières			
	47	60 (3)	144

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
PROCÉDURE ORALE (suite) :			
Suppression d'un certain passage du — décidée d'un commun accord entre les agents	47	60 (3)	145
Suppression d'une référence à un document retiré (Question relative à la —)	47	60 (3)	145
Usage étendu fait par un agent de son droit d'introduire des modifications dans le — ; objections soulevées par l'agent de la partie adverse, et procédure adoptée par la Cour	47	60 (3)	145
Conclusions des parties présentées au cours de la — : voir <i>Conclusions</i> , etc.			
Demande présentée par un agent aux fins d'obtenir l'autorisation de présenter de nou- veaux arguments après la clôture des débats (procédure suivie)	54	—	154
Demande visant l'autorisation de faire usage d'une langue autre que l'une des langues officielles : voir <i>Langues officielles</i> , etc.			
Démonstration faite à l'aide de maquettes, etc. : voir <i>Maquettes</i> , etc.			
Lettre reçue, après la clôture des débats, d'un agent et paraissant avoir pour objet de continuer l'argumentation présentée au cours des débats oraux (procédure suivie)	54	—	154
Notification habituelle de la clôture des débats, nonobstant le fait qu'un agent n'a pas encore répondu à une question à lui posée à l'audience	54	—	153-154
Ordre des exposés oraux :			
Accord entre les parties au sujet de l'—	48	51	147
Décision provisoire confirmée après que le juge <i>ad hoc</i> a fait connaître sa manière de voir	48	51	146-147
Priorité (Question relative à la —) des affaires examinées par application de la règle prévue à l'art. 46 (1) du Règlement	43 (5)	46 (1)	144
Procédure suivie dans une affaire afin d'assurer autant que possible l'égalité entre un gouv ^t intéressé et les pétitionnaires dans l'affaire	66	—	158
Production de nouveaux moyens de preuve au cours de la — : voir <i>Documents</i> , <i>Admissi- bilité</i> , etc.			
Questions posées aux agents au cours de la — : voir <i>Questions</i> , etc.			
Remise de la date d'ouverture de la — dans une procédure relative à une demande en indication de mesures conservatoires	41	61	139-140
Traductions orales : voir <i>Traductions orales</i> .			
PROCÉDURE SOMMAIRE (Chambre de —) : voir <i>Chambres de la Cour</i>.			
PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DE LA COUR :			
Approbation des — ; nouvelle méthode adoptée	54	30 (6)	155
Méthode d'enregistrement des débats portant sur la révision du Règlement	54	30 (6)	155
Noms des agents, conseils et avocats, présents devant la Cour, inscrits dans les procès-verbaux des séances publiques	47	59	144

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DE LA COUR (<i>suite</i>) :			
Numérotation consécutive pour la totalité de l'année judiciaire	47	59	144
Publication des — consacrés à la revision du Règlement	54	30 (6)	155
PUBLICATIONS DE LA COUR :			
Ordonnance conditionnelle, devenue par la suite définitive	58	22	156
Ordonnances publiées dans la Série A/B : voir <i>Ordonnances</i> , etc.			
Procès-verbaux des séances consacrées à la revision du Règlement	30	—	129
	54	30	155
QUESTIONS POSÉES AUX PARTIES AU COURS DES DÉBATS ORAUX :			
Absence de réponse d'un agent à une question qui lui avait été posée avant la clôture des débats	54	—	153-154
Demande visant la production d'un document faite par un membre de la Cour en exercice de son droit en vertu de l'art. 52 (2) du Règlement	49	52	149
QUORUM : voir <i>Cour</i> , Quorum.			
RÈGLEMENT DE LA COUR :			
Adoption du — révisé, abrogeant le Règlement antérieurement en vigueur	30	—	129
Compte rendu sténographique des débats afférents à la revision du —	54	30 (6)	155
Procès-verbaux (Les —) des séances consacrées à la revision du — seront imprimés et publiés	30	—	129
Usage fait de la voix prépondérante du Président en matière d'amendements proposés au — : voir <i>Vote</i> .			
REPRÉSENTATION DE LA COUR devant l'Assemblée de la S. d. N. et devant la Commission de contrôle : voir <i>Cour</i> , Représentation de la —.			
RÉSOLUTION DE LA COUR VISANT LA PRATIQUE DE LA COUR EN MATIÈRE JUDICIAIRE : voir <i>Cour</i> , Délibérations de la —.			
RETRAIT D'AFFAIRES : voir <i>Arrangements amiables et désistements</i> .			
RÔLE GÉNÉRAL ; rang occupé par les affaires sur le —			
	43 (5)	46 (1)	144
SÉANCES DE LA COUR : voir <i>Cour</i> , Délibérations de la —, et <i>Procédure orale</i> .			
« SESSIONS » DE LA COUR ; l'expression « année judiciaire » remplace l'expression « sessions de la Cour »			
	23	—	124
STATUT DE LA COUR ; primauté du — sur les lois ou règlements nationaux d'un pays qui y a souscrit			
	19	—	124
TÉMOIN (Demande présentée par un agent afin d'obtenir que la Cour l'invite à citer un certain —)			
	51	54	151

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
TEXTE FAISANT FOI : voir <i>Langues officielles de la Cour.</i>			
TEXTES LÉGISLATIFS ou conventionnels cités dans un arrêt : voir <i>Langues officielles de la Cour.</i>			
TRADUCTIONS ÉCRITES :			
Documents (Les —) produits par les parties, s'ils ne sont pas établis dans l'une des langues officielles, doivent être accompagnés d'une traduction	39	39, 43	135
Lorsque le texte officiel de l'arrêt est établi dans l'une seulement des langues officielles, une traduction dans l'autre langue officielle y est jointe	39	—	133, 134
TRADUCTIONS ORALES :			
Décision dans chaque cas d'espèce pour le maintien ou la suppression des — (résolution du 29 III 33)	39	39, 58	134-135
Décision du Président (29 x 35) sur la pratique à suivre en matière de —	39	39, 58	34
Décision (La —) visant la suppression des —, prise à raison de circonstances particulières, ne doit pas être considérée comme créant un précédent	39	39, 58	136
Traduction des exposés faits dans une langue autre que l'une des deux langues officielles, retraduite dans l'autre langue officielle	39	39, 58	135-136
TRAITEMENT DU GREFFIER : voir <i>Greffier.</i>			
VACANCES ET CONGÉS : voir <i>Membres de la Cour, Vacances et congés.</i>			
VACANCES JUDICIAIRES :			
Droits et obligations des membres de la Cour au cours des périodes de —	23	25 (2)	125-126
Fixation de la date du débat et de la fin des — (le Règlement ne prévoit pas de délégation au Président en cette matière)	23	25 (2)	125-126
Interruption de l'examen d'une affaire en état avant la date prévue pour le commencement des —	23	25 (2)	125
VICE-PRÉSIDENT :			
Élection du Président sortant comme —	21 (1)	—	124
Réélection du —, 1934-1936	21 (1)	—	124
Remplace le Président :			
A une audience à laquelle le Président est empêché d'assister (assentiment des parties acquis à cette fin)	25	—	128
Lorsque ce dernier est ressortissant d'une des parties en cause	21 (1)	13 (1)	124
VOIX PRÉPONDÉRANTE DU PRÉSIDENT (Exercice de la —) :			
Cas où le Président n'a pas fait usage de son droit d'exercer sa —	55 (2)	—	155
En faveur du maintien de l'usage habituellement suivi	54	30	154-155
	55 (2)	—	155-156
Principe posé pour l'— lors des délibérations consacrées à la revision du Règlement	55 (2)	—	155-156

INDEX ANALYTIQUE DU CHAPITRE VI

177

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
VOTE :			
Caractère provisoire d'un — enregistré au cours de la discussion préliminaire concernant une affaire	54	30	154-155
Majorité (La —) des voix par laquelle une ordonnance a été adoptée n'est pas mentionnée dans le texte de celle-ci	48	—	146
Validité ou non-validité d'un — lorsque le nombre des suffrages exprimés est inférieur au quorum	25 (3)	—	128-129

SECTION B. — INDEX DES ARTICLES DU STATUT

<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>	<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>
1	3	174	20	7	267
»	5	230	21	4	263
2	3	174	21 (1)	3	180
»	5	230	» (»))	5	232
»	6	272	» (»))	7	267-268
3	3	174	» (»))	8	239-240
»	7	262	» (»))	14	124
4-6	3	174	21 (2)	3	181-183
»	5	230	» (»))	5	232-233
»	6	272	» (»))	6	273-274
»	7	262	» (»))	7	269-272
7	3	175	» (»))	8	240
»	5	231	» (»))	9	150
»	6	272	» (»))	14	124-125
»	7	262	21 (3)	3	181-183
8-11	3	175	» (»))	5	232-233
»	5	231	22	3	183
»	6	272	»	7	272
»	7	262	23	5	233
12	3	175	»	7	272
13	3	175	»	8	240
»	5	231	»	9	150
»	7	262	»	14	125-127
»	8	238	23 (1)	3	183-184
»	14	123	23 (2)	3	184-186
14	3	175	» (»))	4	264-265
»	4	262	» (»))	6	274
»	5	231	23 (3)	3	186
16	3	177	» (»))	5	234-235
»	4	262	24	3	186
»	5	232	»	7	276
»	6	273	»	8	242
»	7	264	25	3	187
»	11	141	»	4	265
17	3	177	»	5	235
»	4	262	»	6	274
»	5	232	»	7	277
»	6	272	»	8	243
»	7	264	»	9	151
»	8	239	»	14	127-129
»	14	123-124	25 (1)	14	127-128
18	3	178	25 (3)	14	128-129
»	6	273	26	3	189
19	3	178	»	14	129
»	4	262	27	3	189
»	14	124	»	14	129
20	3	179	28	3	189

INDEX DES ARTICLES DU STATUT

179

Article.	Volume.	Pages.	Article.	Volume.	Pages.
29	3	191	39	9	152
»	14	129	»	14	133-136
30	3	192	40	3	203
»	7	279	»	5	241
»	14	129	»	6	279
31	3	193	»	8	247
»	4	267	»	9	153
»	5	238	»	14	136-139
»	6	275	41	3	205
»	7	280	»	4	271
»	8	243	»	6	280
»	9	151	»	7	283
»	14	129-130	»	9	154
31 (4)	8	245	»	14	139-140
32	3	194	42	3	205
»	5	238	»	4	271
»	7	281	»	5	241
»	8	245	»	7	283
32 (6)	6	276	»	8	248
» (»)	14	131	»	14	140
33	3	196	43 (1)	3	206
»	4	267	» (»)	5	241
»	5	239	43 (2)	3	206
»	6	276	» (»)	4	272-274
»	7	281	» (»)	5	241-242
»	8	246	» (»)	6	280
34	3	197	» (»)	7	284
35	3	197	» (»)	8	248-253
»	4	268	» (»)	9	155-159
»	5	239	» (»)	14	140-144
»	6	276	43 (3)	3	206-208
35 (2)	8	246	» (»)	4	274-278
36	3	200	» (»)	5	242-243
»	4	268	» (»)	6	282-283
»	5	239	» (»)	7	285
»	6	277	» (»)	8	248-253
»	7	283	» (»)	9	155-159
»	8	246	» (»)	14	140-144
»	14	131-133	43 (4)	3	206-208
37	3	200	» (»)	4	274-278
»	4	268	» (»)	5	242-243
»	5	239	» (»)	6	282-283
»	6	277	» (»)	7	285
»	7	282	43 (5)	3	208-209
38	3	200	» (»)	4	278-279
»	4	268	» (»)	6	283-284
»	5	239	» (»)	7	285-286
»	6	277	» (»)	8	253-257
»	7	282	» (»)	9	160-161
39	3	201	» (»)	14	144
»	4	269	44	3	210
»	6	278	»	4	279

<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>	<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>
44	6	284	55	9	163
45	3	210	55 (1)	3	218
»	5	243	55 (2)	3	218
46	3	210	» (»)	4	284
»	4	279	» (»)	6	289-290
»	6	284	» (»)	7	288
»	7	286	» (»)	8	261
47	3	211	» (»)	14	155-156
»	14	144-145	56	3	218
48	3	211	»	9	164
»	4	280	56 (2)	14	156
»	5	243	57	3	218
»	6	285	»	4	284
»	7	287	»	6	290
»	8	257	»	7	288
»	9	161	»	14	156
»	14	145-149	58	3	219
49	3	215	»	4	286
»	4	282	»	6	290
»	6	287	»	7	289
»	8	259	»	8	262
»	9	162	»	9	165
»	14	149-150	»	14	156-157
50	3	214	59	3	219
»	5	244	»	4	286
»	14	150-151	»	6	290
51	3	214	»	7	289
»	14	151	»	8	263
52	3	215	60	3	220
»	6	288	»	4	287
»	8	259	»	5	245
»	9	163	»	7	289
»	14	151-153	61	3	221
53	3	215	62	3	221
»	4	283	63	3	222
»	5	244	»	7	289
»	14	153	»	8	263
54	3	215	»	9	165
»	4	283	»	14	157-158
»	5	245	64	3	223
»	6	289	»	5	246
»	7	287	»	9	166
»	8	260	66	14	158
»	9	163	68	14	158
»	14	153-155			

SECTION C. — INDEX DES ARTICLES DU RÈGLEMENT

Article.	Volume.	Pages.	Article.	Volume.	Pages.
<i>Préambule</i>	3	192-193	21, 1, 3 (24)	3	183
1 (1)	3	175	» , » , » (»)	6	274
2 (2)	7	264	» , » , » (»)	7	269-270, 271, 272
2, 1 (2, 1)	3	176	» , » , » (»)	8	240
2, 2 (2, 4)	3	176, 194	21, 2 (25)	3	183
3 (4)	3	194	21, 4 (43)	3	210-211, 279-280
4, 1 (4)	3	188	» , » (»)	4	219
5 (5)	3	179, 194	22 (65)	3	286
» (»)	7	267	» (»)	4	286-287
6 (6)	3	178	» (»)	7	156
7, 1, 2 (7)	3	190	» (»)	14	183, 196
7, 3 (35, 3)	3	191	23 (26)	3	191
8 (8)	3	179	24 (14)	3	129
9 (9)	3	180	» (»)	14	191
» (»)	4	263	24, 1-4 (14)	3	191
» (»)	7	267	24, 5 (15)	3	183-184
10 (10)	3	180	25 (27)	3	273
» (»)	5	243	» (»)	7	240
11 (11)	3	180	25, 1 (27, 1)	8	150
» (»)	7	267	» , » (» , »)	9	241
12 (12)	3	183	25, 2 (27, 2)	8	150
» (»)	7	267-268	» , » (» , »)	9	125-126
13 (13)	3	180, 218	» , » (» , »)	14	241
» (»)	4	284	25, 3 (27, 3)	8	126
» (»)	7	264, 268	25, 4 —	14	274-275
» (»)	8	239-240	26 (27, 5)	7	241
13, 1 (13)	14	124	» (» , »)	8	150-151
14 (17)	3	181	» (» , »)	9	126-127
» (»)	5	233	26, 1	14	274
» (»)	6	273-274	27 (27, 4)	7	127
» (»)	7	269, 270	» —	14	210
» (»)	14	125	28, 1 (29)	3	243
15 (18)	3	181	» , » (»)	5	278-279
16 (19)	3	183	» , » (»)	7	188-189
» (»)	7	272	» , » (»)	5	237-238
17 (20)	3	181	29 (30)	3	278-279
» (»)	4	263	» (»)	7	243
» (»)	7	270-271	» (»)	8	215-217, 219
18 (21)	3	182	» (»)	4	283-284
» (»)	4	264	» (»)	7	287-288
» (»)	5	233	» —	14	154-155
» (»)	7	271	30, 1 (31, 1)	8	260
19 (22)	3	183	30, 6 (31, 6)	8	260-261
20 (28, 1)	3	184-186	» , » —	14	155
» (» , »)	5	233-234			
» (» , »)	7	272-273, 275-276			

Article.	Volume.	Pages.	Article.	Volume.	Pages.
30, 7 (31, 8)	3	219	41 (»)	8	252
31 (32)	3	206	» —	14	142-143
» (»)	5	241	42 (40)	6	279, 280
32, 2 (35, 1)	3	203	43 (40)	3	206
», » (» , »)	8	247	» (»)	6	280
», » (» , »)	9	153-154	» (»)	8	252-253
33, 1 —	14	136	» (»)	9	158-159
34 (36, 2)	3	199, 203-204	43, 2 (37)	3	201-202
		140	», » (»)	4	270
35 —	14	140	», » (»)	9	152
35 (35, 1)	3	205-206	44 (42)	6	274, 282-283
» (» , »)	4	271-272	» (»)	7	269-270, 271-272
» (» , »)	9	153-154	» (»)	8	240, 253, 256
35, 1 —	14	136-137	» (»)	9	159
35, 5 (35, 1)	7	283-284	» —	14	143-144
36 (35, 2)	3	197-199	44, 1 (42, 1)	3	206
» (» , »)	4	268	», » (» , »)	5	239
37 (33)	3	206-208, 211-212	44, 2 (42, 2)	3	199, 222
» (»)	4	272-273, 274-278, 280-281	45 (41)	7	286
		241-242, 242-243	46 (28)	3	184-186
» (»)	5	280, 281, 286-287	» (»)	4	264-265
» (»)	6	284-285, 287	» (»)	5	233-234
» (»)	7	248-250, 255	» (»)	7	272-273
» (»)	8	155-157, 160	» (»)	8	241-242
» (»)	9	140-142	46, 1, 2 (28, 2)	8	241-242
» —	14	249-250	46, 1 —	14	144
37 (4) (33, 2)	8	156-157	47, 1 (41)	3	208
» (») (» , »)	9	157	», » (»)	7	286
37 (5) (33, 3)	9	206-208	», » (»)	8	255
38 (33, 1)	3	272-273	», » (»)	9	160
» (» , »)	4	248-249	48 —	14	151-153
» (» , »)	8	140-142	49 (47)	3	212
» —	14	201-202	» (»)	4	281-282
39 (37)	3	270	» (»)	6	282-283, 287
» (»)	4	279	50 (45)	3	208
» (»)	6	152	» (»)	6	287
» (»)	9	134-136	» (»)	8	259
» —	14	206	51 (46)	3	208
40 (34)	3	272-273	» (»)	4	278-279
» (»)	4	241-242	» (»)	6	283
» (»)	5	281-282	» (»)	8	256-257
» (»)	6	284	» (»)	9	160-161
» (»)	7	250-251	» —	14	146-147
» (»)	8	157-158	52 —	14	149
» (»)	9	142	53, 1 (51)	3	214
» —	14	206	53, 2 (50)	3	214
41 (39)	3	274	54 (48)	3	212, 213
» (»)	4		» (»)	4	282-283
			» (»)	8	259
			» —	14	150, 151

INDEX DES ARTICLES DU RÈGLEMENT

183

<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>	<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>
55 (52)	3	212	70 (67)	3	191
56 (49)	3	212	71, 1 (35, 3)	3	191
57, 2 (53)	3	214	71, 2, 3 (68)	3	191-192
58 (44)	3	203-204	72 (69)	3	191-192
» (»)	4	270-271	73 (70)	3	192
» (»)	6	279	74 (62)	3	218-219
» (»)	9	152-153	» (»)	4	284-285
» —	14	134-136	» (»)	6	290
59 (55)	3	211	» (»)	8	262
» —	14	144	» —	14	148-149
60 (54)	3	209	74, 2 —	14	156
» (»)	6	283-284	75 (63)	3	219
» (»)	7	285-286	» (»)	4	286
» (»)	8	257	» (»)	6	290
» —	14	129-130	» (»)	7	289
60, 2 (54, 2)	3	213	76 (64)	3	219-220
60, 3 (54, 3)	8	257	» (»)	4	286-287
», » —	14	144-145	77 (56)	3	223
61 (57)	3	205	78 (66, 1)	3	221
» (»)	4	271	» (», »)	4	287-289
» (»)	7	283	» (», »)	5	245-246
» (»)	9	154-155	79 (66, 2)	3	220-221
» —	14	139-140	» (», »)	4	287-289
62 (38)	3	200-201	» (», »)	5	245-246
» (»)	4	268-269	80 (66, 3)	3	220-221
» (»)	5	239-240	» (», »)	4	287-289
» (»)	6	277	» (», »)	5	245-246
» (»)	8	251-252	81 (66, 5)	3	220-221
» (»)	9	154	» (», »)	4	287-289
62, 1-3 —	14	137-139	» (», »)	5	245-246
62, 4 —	14	147	83 (71, 2)	3	224
62, 5 —	14	147-148	» (», »)	4	290
64 (58)	3	221	» (», »)	5	247
64 (59)	3	221-222	» (», »)	7	293
66 —	14	157-158	» (», »)	8	244-245, 264
66, 1 (60)	3	222-223	» —	14	130-131
», » (»)	9	165-166	84 (71)	3	224
67 —	14	131-132	» (»)	4	290
68 (61)	5	240-241,	» (»)	5	247
» (»)	6	242	» (»)	6	292
» (»)	8	278	» (»)	7	291
» (»)	9	247	» (»)	8	264
» —	14	164-165	84, 1 (71, 1)	3	218
69 —	14	130, 148	», » (», »)	6	292
	14	132-133			

CHAPITRE VII

PUBLICATIONS DE LA COUR

Les publications de la Cour paraissent dans les cinq séries Séries des publications. suivantes : *Série A/B*, Arrêts, Ordonnances et Avis consultatifs ; *Série C*, Plaidoiries, Exposés oraux et Documents relatifs aux affaires ; *Série D*, Actes et Documents relatifs à l'organisation de la Cour ; *Série E*, Rapports annuels ; *Série F*, Index généraux. (Voir les listes dans E 8, pp. 300-311 ; cette liste a été mise à jour dans le chapitre VII des Rapports annuels suivants.)

Le catalogue des publications de la Cour donne la liste détaillée de ces volumes, accompagnée d'un sommaire ou d'un extrait de la table des matières. (Pour les publications récentes, voir le catalogue n° 13 — paru en février 1937 (édition française) et en avril 1937 (édition anglaise) —, ainsi que la liste ci-dessous. Voir aussi, pour les Séries A/B et C, le tableau reproduit au chap. IV du présent volume, pp. 76-91.)

*Nouvelles publications parues dans la Série A/B
depuis le 15 juin 1937 :*

Fascicule

- N° 71.** AFFAIRE DES PHARES EN CRÈTE ET A SAMOS. — Arrêt du 8 octobre 1937.
- N° 72.** AFFAIRE BORCHGRAVE (EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES). — Arrêt du 6 novembre 1937.
- N° 73.** AFFAIRE BORCHGRAVE (DÉSISTEMENT). — Ordonnance du 30 avril 1938.
- N° 74.** AFFAIRE DES PHOSPHATES DU MAROC (EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES). — Arrêt du 14 juin 1938.

Nouvelles publications parues dans la Série C :

- N° 81.** Année judiciaire 1937. — Documents relatifs à l'Arrêt du 28 juin 1937 (AFFAIRE DES PRISES D'EAU A LA MEUSE).
- N° 82.** Année judiciaire 1937. — Documents relatifs à l'Arrêt du 8 octobre 1937 (AFFAIRE DES PHARES EN CRÈTE ET A SAMOS).
- N° 83.** Année judiciaire 1937. — AFFAIRE BORCHGRAVE.

Série F. — Pour paraître au cours de l'année 1938 :

- N° 4.** *Index du Statut et du Règlement de la Cour.* — I : Index des procès-verbaux concernant l'élaboration et la revision du Statut (1922-1936). II : Index des procès-verbaux concernant l'élaboration et la revision du Règlement (1922-1936). III : Index du Statut — amendé conformément au Protocole du 14 septembre 1929 et entré en vigueur le 1^{er} février 1936 — ainsi que du Règlement adopté le 11 mars 1936. Textes français et anglais réunis en un volume.

* * *

Le tableau ci-après (p. 187) indique, depuis 1922 et pour chaque année, le nombre de volumes parus dans les diverses séries de publications, ainsi que le nombre total de pages dans chacune des séries.

* * *

Édition
allemande.

(Voir notamment E 5, p. 277.)

Les volumes suivants de l'édition allemande des publications de la Série A/B ont paru à la date du 15 juin 1938 : I (1922-1923) ; II (1924) ; III (1925) ; IV (1926) ; V (1927) ; VI (1928) ; VII (1929-1930) ; VIII (1931) ; IX (1932) ; X (1933) ; XI (1934) ; XII (1935).

PUBLICATIONS
DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

Paru en	Séries A, B et A/B.		Série C.		Série D.		Série E.		Série F.		TOTAL.	
	Vol.	Pages.	Vol.	Pages.	Vol.	Pages.	Vol.	Pages.	Vol.	Pages.		
1922	2	88	—	—	1	642	—	—	—	—	3	730
1923	6	426	6	4095	2	788	—	—	—	—	14	5309
1924	3	243	6	2846	1	392	—	—	—	—	10	3481
1925	6	378	4	1362	—	—	2	869	—	—	12	2609
1926	2	244	7	3006	3	882	2	748	—	—	14	4880
1927	7	793	2	764	—	—	2	852	—	—	11	2409
1928	6	536	9	5137	—	—	2	1099	1	251	18	7023
1929	6	510	6	2919	—	—	2	986	—	—	14	4415
1930	3	235	9	5699	—	—	2	1155	—	—	14	7089
1931	4	294	7	3623	—	—	2	932	—	—	13	4849
1932	7	725	4	2456	1	981	2	974	1	292	15	5428
1933	11	520	8	4216	—	—	2	746	—	—	21	5482
1934	2	323	9	3871	—	—	2	728	—	—	13	4922
1935	2	186	4	2288	—	—	2	690	—	—	8	3164
1936	4	220	1	372	1	158	2	866	1	272	9	1888
1937	2	338	5	2972	1	1128	2	754	—	—	10	5192
1938 (1er janv.- 30 juin)	2	202	1	208	—	—	2	720	—	—	5	1130
	75	6.261	88	45.834	10	4.971	28	12.119	3	815	204	70.000
											vol.	pages.

N. B. Les chiffres ci-dessus ne comprennent pas les documents non destinés à la vente (requêtes, compromis d'arbitrage, « volumes préliminaires » à l'usage des membres de la Cour, etc.).

CHAPITRE VIII

FINANCES DE LA COUR

1. — RÈGLES POUR LA GESTION DES FINANCES

A. — BASES ET HISTORIQUE. (Voir E 1, p. 271.)

B. — LE RÈGLEMENT FINANCIER.

(Voir E 1, pp. 273-281 ; E 6, pp. 331-334 ; E 11, pp. 161-163 ; E 12, pp. 217-225 ; E 13, pp. 163-165.)

Paievements au budget de la Société effectués par les États non Membres (art. 22 et 23 du Règlement financier). (Voir E 11, pp. 161-163 ; E 12, pp. 218-219.)

Sur la proposition de la Commission de contrôle, approuvée par la quatrième Commission, l'Assemblée a adopté, le 5 octobre 1937 (13^{me} séance de la Dix-Huitième Session ordinaire), un nouveau texte d'article 22 pour son Règlement financier ; ce texte est le suivant¹ :

« 1. Les États non Membres de la Société, admis comme membres d'une organisation autonome de la Société, contribueront aux dépenses de l'organisation autonome intéressée dans la même proportion que s'ils avaient été Membres de la Société.

Les contributions des États non Membres de la Société, qui seront calculées sur l'ensemble des charges des organisations autonomes dans lesquelles ils auront été admis comme membres, seront exclusivement consacrées aux dépenses desdites organisations autonomes.

2. Les sommes recouvrables aux termes du paragraphe ci-dessus figureront séparément au budget ; elles seront inscrites en recettes dans le budget de l'exercice pour lequel elles auront été fixées, en déduction des sommes devant être fournies par les Membres de la Société des Nations. Leur recouvrement sera effectué par les soins des organisations autonomes elles-mêmes, qui s'inspireront à cet effet des règles énoncées à l'article 21 ; les fonctionnaires compétents fourniront au Secrétaire général les renseignements nécessaires sur les résultats de ce recouvrement.

¹ *Journal officiel* de la Société des Nations, 1937, Supplément spécial n° 173, pp. 110-111.

3. Les États non Membres de la Société qui a) ont été admis membres d'une organisation non autonome quelconque, ou qui b) participent à une activité de la Société dans le sens qu'ils sont représentés à des conférences convoquées par la Société ou à ses frais ou, d'autre part, qu'ils sont officiellement représentés à des commissions instituées par la Société ou maintenues à ses frais, contribueront aux dépenses de cette organisation ou de cette activité dans la même proportion que s'ils étaient membres de la Société.

4. Les sommes recouvrables aux termes du paragraphe 3 seront calculées sur l'ensemble des charges qu'entraînent pour la Société, au cours d'une année donnée, l'organisation non autonome ou l'activité en question, quelle qu'en soit l'imputation budgétaire.

Le Secrétaire général calculera, sur la base des comptes clos, les contributions dont sont redevables les États non Membres en vertu des dispositions du présent paragraphe; il prendra les mesures spécifiées à l'article 21, qui s'appliqueront *mutatis mutandis* au recouvrement des contributions des États non Membres. Les sommes versées feront l'objet d'une inscription au premier budget qui sera établi par la suite, en déduction de la somme totale mise, pour l'année en question, à la charge des Membres de la Société. »

Le rapport par lequel la quatrième Commission recommandait à l'Assemblée l'adoption de ce texte spécifiait¹ que « l'amendement ne vise pas les dispositions de l'article 22 concernant les organisations autonomes ». Le rapport ajoutait, d'ailleurs, que « ces règles ne valent naturellement que pour la Société des Nations, et elles devront naturellement faire l'objet d'arrangements ou d'accords avec les États non Membres ».

En ce qui concerne la Cour, le rapport dans lequel la Commission de contrôle avait proposé le nouveau texte d'article 22² contient le paragraphe suivant :

« 50. Le caractère obligatoire et proportionnel des contributions des États non Membres de la Société des Nations qui ont adhéré à une organisation autonome est clairement établi aux paragraphes 1 et 2 de l'article précité³. Il y a toutefois lieu de rappeler les réserves formulées par le Greffier de la Cour permanente de Justice internationale à la quatrième Commission de l'Assemblée de 1935⁴. Celui-

¹ *Ibid.*, p. 151, § 33.

² Deuxième rapport à l'Assemblée de 1937, *ibid.*, pp. 109-111.

³ [*Note du Greffier.*] C'est-à-dire les paragraphes de l'ancien texte que la Commission de contrôle ne proposait pas de modifier.

⁴ [*Note du Greffier.*] La déclaration du Greffier, qui figure au procès-verbal de la quatrième Commission (8^{me} séance, 25 sept. 1935; voir *Journal officiel* de la Société des Nations, 1935, Supplément spécial n° 141, pp. 57-58), est ainsi conçue :

« M. Hammar skjöld, Greffier de la Cour permanente de Justice internationale, déclare que les membres de la quatrième Commission ont pu être frappés par le fait que le nouveau texte de l'article 22, qui est proposé à l'adoption de l'Assemblée, a été rédigé de façon à pouvoir embrasser toutes les organisations de la Société des Nations, notamment les organisations autonomes et, en particulier, la Cour, alors qu'à l'origine de la modification entreprise se

ci a signalé que la situation d'un État non Membre de la Société des Nations, qui adhère au Statut de la Cour, lui semblait, du point de vue juridique, nettement différente de celle d'un État non Membre de la Société qui entrait dans l'Organisation internationale du Travail. Étant donné que le Règlement financier ne saurait modifier les accords internationaux en vigueur, il s'ensuivait, selon lui, que les dispositions en question ne pourraient s'appliquer à la Cour que par analogie et seulement dans la mesure où il y avait analogie.

Du point de vue purement financier, il semblerait toutefois inadmissible qu'un État non Membre pût jouir, à l'égard de la Cour, des droits qui résultent actuellement de la qualité de partie au Protocole de signature du Statut de la Cour, sans être tenu de contribuer aux dépenses de la Cour. Il convient, d'ailleurs, de signaler que deux États non Membres de la Société des Nations, le Brésil et le Japon, ont, pour les années 1936 et 1937, respectivement versé des contributions aux dépenses de la Cour¹.

La Commission de contrôle espère donc fermement que les principes énoncés dans l'article 22 seront finalement acceptés par tous les États parties au Statut, comme ils l'ont été par les États Membres de l'Organisation internationale du Travail. »

C. — AUTRES RÈGLES.

1) MEMBRES DE LA COUR. (Voir E 1, p. 281 ; E 5, p. 281 ; E 6, p. 334 ; E 8, p. 313 ; E 9, p. 183 ; E 10, p. 165 ; E 12, pp. 226-227 ; E 13, pp. 165-166.)

2) GREFFIER. (Voir E 1, p. 285 ; E 8, p. 315 ; E 13, pp. 166-169.)

trouve, d'après le rapport même, une difficulté éprouvée par la seule Organisation internationale du Travail, et alors, surtout, que la situation d'un État non Membre de la Société des Nations qui adhère au Statut de la Cour est, au point de vue juridique, nettement différente de celle d'un État non Membre de la Société qui entre dans l'Organisation internationale du Travail.

« Cette circonstance, cependant, n'a pas été perdue de vue lors de l'étude que, aux termes de son rapport, la Commission de contrôle a faite de la question, en collaboration avec, entre autres, le fonctionnaire compétent de la Cour. C'est pour en tenir compte que la rédaction du nouvel article a été établie de façon à ne pas viser directement la Cour, mais, en même temps, de manière assez souple pour pouvoir lui être appliquée par analogie et dans la mesure où une analogie existe entre les situations envisagées. Il va sans dire que tous les efforts seront faits pour étendre autant qu'il est possible l'application des principes de l'article aussi à la Cour, afin d'assurer l'uniformité de la pratique et de la jurisprudence ; mais le fait reste que, lors de la rédaction du texte, il a été reconnu qu'il s'appliquera à la Cour seulement par analogie et seulement dans la mesure où il y a analogie.

« Il s'ensuit, notamment, que le texte proposé n'ajoute pas une nouvelle condition à celles qui doivent être remplies par un État non Membre de la Société des Nations qui désirerait adhérer au Statut de la Cour. Le Greffier de la Cour a jugé souhaitable de donner l'explication qu'on vient d'entendre en vue d'apaiser quelques appréhensions qui ont pu se faire jour dans certains milieux étrangers à la Société des Nations. »

¹ [Note du Greffier.] Voir p. 193.

Traitement du Greffier. — Le Treizième Rapport annuel (pp. 168-169) a relaté l'approbation, par la Commission de contrôle, de la proposition de la Cour relative à la fixation du traitement du Greffier. Cette proposition a été adoptée par l'Assemblée, le 5 octobre 1937, en même temps que le budget de la Cour pour 1938.

3) FONCTIONNAIRES DU GREFFE. (Voir E 2, p. 203 ; E 4, p. 323 ; E 5, p. 68 ; E 8, pp. 315-316 ; E 9, pp. 183-185 ; E 10, p. 166.)

D. — MESURES SPÉCIALES.

1) BUDGET DE 1937. (Voir E 12, pp. 228-229 ; E 13, pp. 170-174.)
Comme l'a exposé le Treizième Rapport annuel (pp. 170-174), les fonctionnaires compétents des trois organisations autonomes de la Société des Nations avaient, en janvier 1937, saisi la Commission de contrôle de leurs propositions en vue d'alimenter les articles du budget de 1937 qui s'avéraient insuffisamment dotés en raison de la dévaluation du franc suisse et de la dépréciation du florin ; pour ce qui est de la Cour permanente de Justice internationale, la Commission de contrôle l'avait autorisée à prélever sur le fonds spécial la somme totale de 16.275 florins.

La quatrième Commission (financière) de la Dix-Huitième Assemblée, puis l'Assemblée elle-même, ont pris acte des décisions de la Commission de contrôle en la matière¹.

L'exercice 1937 a pu se terminer sans que la Cour ait eu besoin de faire appel au fonds spécial. Toutefois, il ressort des comptes clos de l'exercice 1937 qu'un prélèvement de 368.276 francs suisses a été fait pour la Cour. Le premier rapport de la Commission de contrôle à l'Assemblée de 1938 donne à ce sujet l'explication suivante :

« 4. La Commission a noté que les prélèvements opérés sur les crédits de dévaluation s'élèvent pour le Secrétariat à 14.452 francs suisses, pour l'Organisation internationale du Travail, à 94.131 francs suisses, et pour la Cour permanente de Justice internationale, à 368.276 francs suisses. Elle tient à signaler, en ce qui concerne cette dernière, que les prélèvements ont été effectués, non pas pour suppléer à des insuffisances de crédits, mais pour faire face au décalage entre le florin des Pays-Bas et le franc suisse. Ceci explique pourquoi il a été nécessaire de faire appel aux crédits de dévaluation, bien que les comptes de l'exercice accusent un excédent important. »

¹ Rapport général de la quatrième Commission, § 4 (*Journal officiel* de la Société des Nations, 1937, Supplément spécial n° 173, p. 147).

* * *

Le 22 janvier 1937, le ministre du Brésil à La Haye a transmis au Greffier, d'ordre de son Gouvernement, un chèque de 82.203,27 francs suisses en paiement de la contribution du Brésil pour l'exercice 1936 de la Cour.

Le 8 juillet 1937, la légation du Japon à La Haye a transmis au Greffier un chèque de 60.037,52 florins, représentant le montant de la contribution du Japon à la Cour pour l'exercice 1937.

Ces sommes, encaissées par le Greffe, ont figuré dans le bilan (voir p. 197 le résumé de l'actif et du passif au 31 déc. 1937). Au cours de sa session d'avril-mai 1938, la Commission de contrôle a pris à ce sujet une décision dont elle rend compte comme suit dans son premier rapport à l'Assemblée de 1938 :

« 48. Elle [la Commission de contrôle] a remarqué, d'autre part, qu'à l'actif du bilan au 31 décembre 1937 figure une inscription de 94.340,94 florins ou de 227.055,05 francs suisses, au titre de contributions reçues en 1937 d'États non Membres de la Société des Nations qui sont parties au Statut de la Cour.

Par application des dispositions de l'article 22 du règlement financier, la Commission a décidé que cette somme, diminuée de la part proportionnelle qui revient aux États en question, devra être défalquée de la somme mise pour la Cour à la charge des États Membres de la Société des Nations pour 1939. Il a été ainsi possible de réduire le budget de la Cour de 88.089,27 florins, ou de 213.176 francs suisses. »

2) BUDGET DE 1938. (Voir E 13, pp. 174 et 179.)

Le budget de la Cour pour 1938 a été adopté le 5 octobre 1937 par l'Assemblée (13^{me} séance de la Dix-Huitième Session ordinaire). Il n'avait fait l'objet d'aucune modification de la part de la quatrième Commission.

* * *

La Commission de contrôle avait inscrit la somme de 1.300.000 francs suisses dans le budget général pour 1938 de la Société des Nations, sous le titre de « Fonds à la disposition de la Commission de contrôle en vue de dépenses résultant de la dépréciation de certaines monnaies »¹. En proposant ce crédit à l'Assemblée de 1937, la Commission de contrôle s'exprimait comme suit dans son rapport² :

« 64. Étant donné que les différentes parties du budget tenaient compte, dans une mesure raisonnable, des effets de la dévaluation,

¹ « Partie X » du budget de 1938 : voir *Journal officiel* de la Société des Nations, numéro d'octobre 1937, p. 708.

² Premier rapport à l'Assemblée de 1937. *Journal officiel* de la Société des Nations, 1937, Supplément spécial n° 173.

pour autant qu'on les pouvait chiffrer dans les circonstances actuelles, le Secrétaire général avait proposé à la Commission de contrôle de porter de 20 % (pourcentage adopté pour 1937) à 25 %, pour 1938, le coefficient de réduction à apporter au budget de dépenses établi en francs suisses pour le convertir en budget de recettes libellé en francs-or. Le soldé de 4,26 % correspondant à la différence entre le coefficient de 25 % et celui de 20,26 %, représentant la dépréciation effective du franc suisse, aurait continué de faire l'objet d'affectation à un compte spécial, soumis à la garde de la Commission de contrôle ; ce compte aurait eu pour objet de faire face à toute éventualité de caractère exceptionnel telle qu'une hausse considérable des prix.

65. A la solution qui vient d'être esquissée, la Commission en a préféré une autre à laquelle le Secrétaire général a pu se rallier : le budget des recettes établi en francs-or sera calculé au taux légal actuel, laissant ainsi aux États Membres le bénéfice intégral résultant de la dévaluation du franc suisse. En revanche, afin d'éviter toute difficulté au cours de l'année 1938, il sera ouvert au budget une « Partie X », où figurera un crédit global de 1.300.000 francs suisses, sur lequel des prélèvements pourront être effectués par décision de la Commission de contrôle, pour augmenter, dans la mesure nécessaire, toutes les autres parties du budget¹ dans le cas où une hausse importante des prix, maintenant imprévisible, viendrait à se produire. »

La quatrième Commission approuva la création du nouveau fonds. Son rapport contient à ce sujet le passage suivant² :

« 18. En réponse aux observations formulées par plusieurs délégués, le Secrétaire général a convenu que la création d'un fonds destiné à parer à une hausse possible des prix constituait une innovation. La Société des Nations, toutefois, ne se trouve pas dans la même situation que les États qui, maîtres de leur politique, peuvent se prémunir contre toute hausse qui pourrait en résulter. Celle-ci ne peut, en cours d'exercice, avoir recours à l'Assemblée : il lui faut donc disposer de réserves pour faire face à des éventualités qu'il n'est pas en son pouvoir de contrôler et qui sont imprévisibles, car elles dépendent de nombre de facteurs inconnus. Aucun prélèvement ne pourra d'ailleurs être opéré que par décision expresse de la Commission de contrôle. »

L'Assemblée a adopté la proposition de la Commission de contrôle le 5 octobre 1937 (13^{me} séance de la Dix-Huitième Session ordinaire).

A la date du 15 juin 1938, il n'avait pas encore été nécessaire pour la Cour de faire appel audit fonds.

¹ Le budget de la Cour constitue la « Partie III » du budget général de la Société des Nations.

² Rapport général de la quatrième Commission à l'Assemblée de 1937, *ibid.*, p. 149.

3) PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 1939.

Les prévisions budgétaires de la Cour pour 1939 ont été recommandées à l'adoption de l'Assemblée de 1938 par la Commission de contrôle dans les termes suivants (premier rapport de la Commission de contrôle à l'Assemblée de 1938) :

« 46. Le Greffier a signalé que, par rapport à 1938, le budget des dépenses pour 1939 faisait apparaître une augmentation de 55.466,01 florins ou 158.349 francs suisses, qui était imputable aux deux facteurs ci-après :

1° Pour répondre à une proposition formulée dès l'année dernière par la Commission de contrôle, la réduction globale sur le chapitre III au titre des juges *ad hoc* ayant été révisée, l'ensemble des réductions globales était réduit de 30.400 florins, soit une augmentation d'autant dans le budget présent.

2° Après s'être assurée au préalable de l'assentiment de la Commission de contrôle, la Cour a inscrit au projet de budget de 1939, dans une circonstance qui ne pourra jamais se reproduire, un crédit extraordinaire de 35.000 florins.

En d'autres termes, le budget de la Cour pour 1939 accuse, en ce qui concerne les crédits ordinaires, une réduction de près de 10.000 florins.

47. Sous réserve d'une répartition différente, entre les chapitres, du montant de la réduction globale de 67.800 florins proposée par le Greffier, la Commission s'est ralliée au projet de budget des dépenses que la Cour lui avait présenté. »

2. — COMPTABILITÉ ANNUELLE¹

EXERCICE 1937.

1. — BUDGET (Voir E 13, p. 178.)

2. — COMPTES

	Crédits primitifs.	Crédits primi- tifs, y compris les prélève- ments sur le Fonds spécial.	Dépenses.
SECTION 1. — DÉPENSES ORDINAIRES.			
		Florins P.-B.	
<i>Chapitre I.</i> Les membres de la Cour	727.000.—	732.460.—	678.577,84
<i>Chapitre II.</i> Le Greffier et les fonction- naires du Greffe	281.938,75	283.833,75	235.937,20
<i>Chapitre III.</i> Les juges <i>ad hoc</i> , les asses- seurs, etc.	57.800.—	59.960.—	11.327,96
<i>Chapitre IV.</i> Les locaux	60.000.—	60.000.—	60.000.—
<i>Chapitre V.</i> L'administration	55.135.—	61.015.—	41.847,04
<i>Chapitre VI.</i> Frais de gestion des fonds de la Cour	200.—	200.—	—1.050,30*
<i>Chapitre VII.</i> Contribution à la consti- tution d'un fonds destiné à couvrir les frais résultant de l'application du « Règlement régissant l'octroi de pen- sions aux membres et au Greffier de la C. P. J. I. »	140.078.—	140.078.—	140.078.—
SECTION 2. — COMPTE CAPITAL.			
<i>Chapitre VIII.</i> Matériel permanent, etc.	4.000.—	4.880.—	3.934,12
	1.326.151,75	1.342.426,75	1.170.651,86
Recettes venant en déduction :			
Intérêts de banque	500.—	500.—	267,77
	1.325.651,75	1.341.926,75	1.170.384,09
Déductions à opérer au titre des chapitres I, II, III et V, eu égard à la création d'un fonds spécial de garantie :			
	Florins.		
Chapitre I	12.001,92		
» II	20.163,23		
» III	57.609,21		
» V	6.241.—		
	96.015,36	96.015,36	11.137,17
	1.229.636,39	1.245.911,39	1.159.246,92
		Francs suisses	2.780.861,50

¹ Pour les détails, consulter : a) pour le budget 1937, *S. d. N., Journal officiel*, XVII^{me} année, n° 10 (oct. 1936), p. 1089 ; b) pour les comptes 1937, *Document de la S. d. N. A.* 3. 1938. X, p. 79 ; c) pour le budget 1938, *S. d. N., Journal officiel*, XVII^{me} année, n° 10 (oct. 1937), p. 779 ; d) pour le projet de budget 1939, *Document de la S. d. N. A.* 4 (b). 1938. X.

* Profit net au change.

3. — RÉSUMÉ DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 DÉCEMBRE 1937

<i>Passif.</i>			<i>Actif.</i>		
	Florins P.-B.	Francs-or.		Florins P.-B.	Francs-or.
Compte amortissement	24.148,61½	49.522,76	Ameublement, machines à écrire, etc. (Somme dépensée à ce jour : fl. 120.540,93.)	1.—	2.—
En suspens (<i>per contra</i>) :			Bibliothèque	24.148,61½	49.522,76
Contributions d'États non Membres perçues en 1937	94.340,94	160.597,52	Contributions à percevoir selon détails ci- dessous :		
Excédent de l'actif sur le passif . .	199.644,77	333.215,22	Contributions	Fl. P.-B.	Fr.-or.
			consolidées :		
			Exerc. 1933-1936	9.549,15	19.890,87
			» 1937	1.442,23	2.124,88
			17 ^{me} exercice	2.464,85	6.176,27
			18 ^{me} »	6.402,43	13.336,67
			19 ^{me} »	62.734,27	92.427,72
			En suspens (<i>per contra</i>) :	82.592,93	133.956,41
			Contributions d'États non Membres per- çues en 1937 (fr. suisses 227.055,05) . . .	94.340,94	160.597,52
			En banque et en caisse :		
			a) Compte des contributions spéciales ins- titué selon les termes de la résolution de l'Assemblée de 1936 (fr. suisses 39.112,45)	16.251,15	27.664,49
			b) Excédent de caisse à la fin du 19 ^{me} exercice financier (fr. suisses 242.599,65)	100.799,69	171.592,32
				318.134,32½	543.335,50
				318.134,32½	543.335,50

EXERCICE 1938.

1. — BUDGET¹

SECTION 1. — DÉPENSES ORDINAIRES.		Florins P.-B.
<i>Chapitre I.</i> Membres de la Cour		731.680.—
<i>Chapitre II.</i> Greffier et fonctionnaires du Greffe		281.965.—
<i>Chapitre III.</i> Juges <i>ad hoc</i> , assesseurs, etc.		66.000.—
<i>Chapitre IV.</i> Locaux		60.000.—
<i>Chapitre V.</i> Administration		56.435.—
<i>Chapitre VI.</i> Frais de gestion des fonds de la Cour		200.—
<i>Chapitre VII.</i> Contribution au fonds de pensions des membres de la Cour		109.769,33
Total de la Section 1		1.306.049,33
A déduire de la Section 1 :		
Contribution aux frais de la Cour d'États non Membres		6.101.—
		<u>1.299.948,33</u>
SECTION 2. — COMPTE CAPITAL.		
<i>Chapitre VIII.</i> Matériel permanent, etc.		4.800.—
Total de la Section 1 et de la Section 2		1.304.748,33
Recettes venant en déduction :		
Intérêts de banque		500.—
		<u>1.304.248,33</u>
Déductions à opérer au titre des chapitres I, II, III et V, eu égard à la création d'un fonds spécial de garantie :		
	Florins.	
Chapitre I	11.000.—	
» II	20.200.—	
» III	66.000.—	
» V	1.000.—	
	<u>98.200.—</u>	98.200.—
		<u>1.206.048,33</u>

¹ Pour la soumission du projet de budget 1938 à l'Assemblée, voir pp. 193-194.

EXERCICE 1939.

I. — PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ¹

SECTION 1. — DÉPENSES ORDINAIRES.		Florins P.-B.
<i>Chapitre I.</i> Membres de la Cour		727.000.—
<i>Chapitre II.</i> Greffier et fonctionnaires du Greffe		279.304,34
<i>Chapitre III.</i> Juges <i>ad hoc</i> , assesseurs, etc.		66.000.—
<i>Chapitre IV.</i> Locaux		60.000.—
<i>Chapitre V.</i> Administration		50.135.—
<i>Chapitre VI.</i> Frais de gestion des fonds de la Cour		200.—
<i>Chapitre VII.</i> Contribution au fonds de pensions des membres de la Cour		140.626.—
Total de la Section 1		1.323.265,34
A déduire de la Section 1 :		
Contribution aux frais de la Cour d'États non Membres		6.101.—
		1.317.164,34
SECTION 2. — COMPTE CAPITAL.		
<i>Chapitre VIII.</i> Matériel permanent, etc.		12.300.—
Total de la Section 1 et de la Section 2		1.329.464,34
Recettes venant en déduction :		
Intérêts de banque		150.—
		1.329.314,34
Déductions à opérer au titre des chapitres I, II et III, eu égard à la création d'un fonds de garantie :		
	Florins.	
Chapitre I	14.000.—	
» II	20.000.—	
» III	33.800.—	
	67.800.—	67.800.—
		1.261.514,34
A déduire :		
Contributions d'États non Membres de la Société des Nations, perçues en 1937		88.089,27
Total à la charge des Membres de la Société des Nations pour 1939		1.173.425,07

¹ Présentées à la 19^{me} Session de l'Assemblée de la Société des Nations (sept. 1938).

CHAPITRE IX

N^o 14.LISTE BIBLIOGRAPHIQUE DES PUBLICATIONS
OFFICIELLES ET NON OFFICIELLES RELATIVES A LA
COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE¹

La présente liste fait suite aux listes bibliographiques parues dans les chapitres IX des précédents Rapports annuels (Série E, nos 2 à 13²). Elle les complète et s'y réfère, le groupement systématique étant le même.

Les indications bibliographiques ne sont uniformes que pour les titres rédigés au Greffe ; les autres ont été reproduites telles qu'elles figurent dans les bibliographies nationales ou dans les lettres des correspondants occasionnels ; c'est ce qui explique les légères divergences que l'on constatera dans le système suivi pour lesdites indications ainsi que pour la composition typographique de la présente Bibliographie.

¹ Cette liste, de même que celles des treize précédents Rapports annuels de la Cour, a été dressée par M. J. Douma, anciennement bibliothécaire-adjoint de la Bibliothèque Carnegie du Palais de la Paix. Depuis le 1^{er} janvier 1931, M. Douma fait partie du Greffe de la Cour au titre de chef du Service de documentation.

² Explication des abréviations employées pour les références :

E 2 : Deuxième Rapport annuel.

E 3 : Troisième " " , etc.

TABLE DES MATIÈRES

	Numéros.
INTRODUCTION	6033-6036
<i>Bibliographies relatives à la Cour</i>	6033-6036
A. — AVANT-PROJETS OFFICIELS ET PRIVÉS	—
1. <i>Depuis la deuxième Conférence de la Paix de La Haye (1907) jusqu'à la guerre mondiale</i>	—
2. <i>Pendant la guerre mondiale</i>	—
3. <i>La Conférence de la Paix de Versailles. Avant-projets des Puissances neutres. Comité consultatif de Juristes</i>	—
B. — LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE (SA CONSTITUTION. — SON ORGANISATION. — SA PROCÉDURE. — SA COMPÉTENCE)	6037-6119
1. <i>L'élaboration du Statut par le Conseil et par la Première Assemblée de la S. d. N.</i>	—
A. Documents officiels	—
B. Publications non officielles	—
1 bis. <i>Revision du Statut de la Cour à la suite d'une décision de la Neuvième Assemblée de la S. d. N.</i>	—
A. Documents officiels	—
B. Publications non officielles	—
2. <i>Textes des Protocoles de signature et du Statut</i>	6037
A. Textes officiels	—
B. Publications non officielles — Commentaires	6037
3. <i>Actes législatifs des divers pays. Documents et débats parlementaires. Lois et décrets d'approbation et de publication</i>	6038-6041
3 bis. <i>Ratification des divers pays</i>	6042-6045
4. <i>Élection des juges. Juges ad hoc. Biographies des juges</i>	6046-6088
5. <i>Inauguration de la Cour</i>	—
6. <i>Préparation du Règlement. Procédure. Textes du Règlement et du Règlement révisé</i>	6089-6098
A. Documents officiels	6089
B. Publications non officielles — Commentaires	6090-6098
7. <i>Compétence et extension de la compétence de la Cour. — Compétence consultative de la Cour. Conditions de vote des demandes d'avis consultatif adressées à la Cour</i>	6099-6119
A. Documents officiels	6099
B. Publications non officielles	6100-6119
8. <i>Privilèges et immunités diplomatiques des juges et des fonctionnaires du Greffe</i>	—

9. <i>Organisation du Greffe de la Cour.</i>	—
10. <i>Locaux de la Cour dans le Palais de la Paix</i>	—
C. — L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE ET CONSULTATIVE DE LA	
COUR.	6120-6192
1. <i>Actes et documents relatifs aux arrêts et aux avis</i>	6120-6121
2. <i>Textes des arrêts et des avis</i>	6122-6144
A. Textes officiels	6122-6126
B. Publications non officielles	6127-6144
3. <i>Études sur les arrêts et les avis</i>	6145-6185
4. <i>Suites des arrêts et des avis</i>	6186-6192
D. — GÉNÉRALITÉS	
1. <i>Sources officielles</i>	6193-6205
2. <i>Monographies sur la Cour en général.</i>	6206-6219
A. Ouvrages de fond et brochures	6206
B. Études générales publiées dans les revues	6207-6219
E. — OUVRAGES CONTENANT DES CHAPITRES RELATIFS A	
LA COUR	6220-6272
1. <i>Ouvrages sur la S. d. N.</i>	6220-6233
2. <i>Ouvrages sur l'Organisation internationale du Travail</i>	6234
3. <i>La Cour dans les manuels récents du droit des gens. Codification du droit des gens</i>	6235-6253
4. <i>Solution pacifique des différends internationaux</i>	6254-6264
A. En général	6254-6262
B. Arbitrage et Justice	6263
C. Le Protocole de Genève	—
D. Les Accords de Locarno	—
E. Acte général d'arbitrage adopté par la Neuvième Assemblée de la S. d. N.	6264
F. Le Pacte Kellogg	—
5. <i>Rapports entre les États. Politique. Diplomatie</i>	6265-6268
6. <i>Pacifisme. Désarmement. Internationalisme</i>	6269
7. <i>Histoire. Encyclopédies. Journaux. Annuaire</i>	6270-6272
F. — QUESTIONS SPÉCIALES	
1. <i>Les États-Unis d'Amérique et la Cour</i>	6273-6277
2. <i>La Grande-Bretagne et la Clause facultative</i>	6278-6279
3. <i>Une Cour permanente de Justice criminelle internationale</i>	6280-6285
4. <i>Le différend roumano-hongrois</i>	—
5. <i>Divers</i>	6286-6287
<hr/>	
Index cumulatif des noms d'auteurs	Page 231
» » » matières	» 257

INTRODUCTION

BIBLIOGRAPHIES RELATIVES A LA COUR

(Voir E 5, pp. 294-296 ; E 6, pp. 350-351 ; E 7, p. 355 ; E 8, p. 337 ; E 9, p. 204 ; E 10, p. 176 ; E 11, p. 172 ; E 12, p. 238 ; E 13, p. 184.)

6033. [*United States Library of Congress. Division of Bibliography. Permanent Court of International Justice. References supplementing previous lists.* Compiled by FLORENCE S. HELLMAN. 1938. 4°, 3 pages. Mimeographed.]

6034. *Catalogue de la Bibliothèque du Palais de la Paix. Droit. Relations internationales. Histoire. 3^{me} Supplément (1937) (Acquisitions : 1928/1929-1936.)*, par J. TER MEULEN et A. LYSEN. *Catalogue of the Peace Palace Library...* Leyde, Sijthoff, 1937. In-8°, XIX [XXXVIII] + [1372 pages]. 2744 colonnes. [C. P. J. I., col. 1099-1120.]

6035. *Liste bibliographique des publications officielles et non officielles relatives à la Cour permanente de Justice internationale. Supplément 1937, contenant les numéros 5730-6032 et deux index incorporés à ceux des listes précédentes.* Dressée pour le Treizième Rapport annuel de la Cour par J. DOUMA. Extrait du Treizième Rapport annuel de la Cour. La Haye, 1937. In-8°, 83 pages

6036. *Bibliographical list of official and unofficial publications concerning the Permanent Court of International Justice. Supplement 1937, containing numbers 5730-6032, with combined index to the preceding lists.* Prepared for the Thirteenth Annual Report of the Court by J. DOUMA. Reprinted from the Court's Thirteenth Annual Report. The Hague, 1937. 8°, 83 pages.

A. — AVANT-PROJETS OFFICIELS ET PRIVÉS

I. DEPUIS LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE LA PAIX DE LA HAYE
(1907) JUSQU'À LA GUERRE MONDIALE.

(Voir E 2, pp. 215-218 ; la note, *ibidem*, p. 215 ; E 4, p. 335 ; E 5, p. 296 ;
E 7, p. 355 ; E 8, p. 338.)

2. PENDANT LA GUERRE MONDIALE.

(Voir E 2, pp. 218-221 ; E 4, pp. 335-336 ; E 6, p. 351.)

3. LA CONFÉRENCE DE LA PAIX DE VERSAILLES. — AVANT-
PROJETS DES PUISSANCES NEUTRES. — COMITÉ CONSULTATIF
DE JURISTES.

(Voir E 2, pp. 221-228 ; E 4, pp. 336-338 ; E 5, p. 297 ; E 6, p. 351 ; E 8,
p. 338.)

B. — LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNA-
TIONALE (SA CONSTITUTION — SON ORGANISATION —
SA PROCÉDURE — SA COMPÉTENCE)I. L'ÉLABORATION DU STATUT PAR LE CONSEIL
ET PAR LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.A. — *Documents officiels.*

(Voir E 2, pp. 228-229.)

B. — *Publications non officielles.*

(Voir E 2, pp. 229-234 ; E 3, pp. 261-262 ; E 4, pp. 338-339 ; E 7, p. 356 ;
E 8, p. 339 ; E 11, p. 173.)

I *bis*. REVISION DU STATUT DE LA COUR A LA SUITE D'UNE
DÉCISION DE LA NEUVIÈME ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.A. — *Documents officiels.*

(Voir E 5, p. 298 ; E 6, pp. 352-353 ; E 7, pp. 356-357 ; E 9, p. 205 ; E 12,
pp. 239-240.)

B. — *Publications non officielles.*

(Voir E 5, p. 299 ; E 6, pp. 353-354 ; E 7, pp. 357-358 ; E 8, p. 339 ; E 9,
pp. 205-206 ; E 10, p. 177 ; E 12, pp. 240-241 ; E 13, p. 185.)

2. TEXTES DES PROTOCOLES DE SIGNATURE ET DU STATUT.

A. — *Textes officiels.*

(Voir E 2, p. 234 ; E 3, p. 262 ; E 4, p. 339 ; E 6, pp. 354-355 ; E 7, p. 358 ;
E 12, p. 241 ; E 13, p. 186.)

B. — *Publications non officielles. — Commentaires.*

(Voir E 2, pp. 235-236 ; E 3, p. 263 ; E 4, p. 339 ; E 6, p. 355 ; E 8,
p. 340 ; E 10, pp. 177-178 ; E 12, p. 242 ; E 13, p. 186.)

6037. *Die Revision des Statuts des Ständigen Internationalen Gerichtshofes vom
14. September 1929. in Kraft getreten am 1. Februar 1936.* [Texte français
du Statut amendé, avec une introduction en allemand.] (Zeitschrift für
Völkerrecht, XXI. Band, Heft 3, 1937, pp. 329-345.)

3. Actes LÉGISLATIFS DES DIVERS PAYS. — DOCUMENTS
ET DÉBATS PARLEMENTAIRES. — LOIS ET DÉCRETS
D'APPROBATION ET DE PUBLICATION.

(Voir E 2, pp. 237-262 ; E 3, pp. 263-272 ; E 4, pp. 340-344 ; E 5, pp. 299-301 ; E 6, pp. 355-368 ; E 7, pp. 358-367 ; E 8, pp. 340-346 ; E 9, pp. 206-208 ; E 10, pp. 178-179 ; E 11, pp. 174-178 ; E 12, pp. 242-244 ; E 13, pp. 186-189.)

BRÉSIL. — BRAZIL.

6038. *Decreto N. 1.481—de 9 de Março de 1937 Promulga o Protocollo de revisão do Estatuto da Corte Permanente de Justiça Internacional, firmado em Genebra, a 14 de setembro de 1929. Protocollo.... Annexo ao Protocollo.... Protocole.... Annexe au Protocole.... Protocol.... Annex to the Protocol....* (Diário official — Estados Unidos do Brasil, Anno LXXVI, N. 67, 23 de Março de 1937, pp. 6432-6441.)

DANEMARK. — DENMARK.

6039. *Bekendtgørelse om, at under 4. Juni 1936 har Danmarks faste Delegerede ved Folkeforbundet i Folkeforbundssekretariatet underlegnet en Erklæring om Fornyelse af Danmarks Tiltraeden af den valgfri Bestemmelse til Art. 36 i Statuten for den faste Domstol for mellemfolkelig Retspleje for et yderligere Tidsrum af 10 Aar fra den 13. Juni 1936 at regne. Naevnte Erklæring er blevet ratificeret af Danmark under 7. Maj 1937, og Ratifikationsdokumentet er den 24. Maj d. A. blevet deponeret i Folkeforbundssekretariatet.* (Samling of Love, Anordninger ... for Aaret 1937, Afd. A., p. 960.)

FINLANDE. — FINLAND.

6040. *Förordning om förlängning av giltighetstiden för den förbindelse Finlands regering avgivit i en fakultativ bestämmelse benämnd handling och vilken grundar sig på art. 36 mom. 2 i stadgan för den fasta mellanfolkliga domstolen. Fakultativ bestämmelse.* [Textes français et suédois.] (Finlands Författningssamling, 1937, N:o 210, pp. 479-480.)

SUÈDE. — SWEDEN.

6041. *Protokoll angående ändring av stadgan för den fasta mellanfolkliga domstolen. Genève den 14 september 1929. Ratificerat av Sverige den 21 februari 1930. Ratifikationerna deponerade hos Nationernas förbunds sekretariat den 20 mars 1930. Protokollet trädde i kraft den 1 februari 1936. Protocole.... Protocol.... Protokoll.... (Översättning.) Statut.... Statute.... Stadga.... (Översättning.)* (Sveriges överenskommelser med främmande makter, 1937, N^o 10, pp. 73-106.)

3 bis. RATIFICATION DES DIVERS PAYS.

(Voir E 7, pp. 367-368 ; E 8, pp. 346-347 ; E 9, pp. 208-209 ; E 10, p. 179 ; E 11, pp. 178-179 ; E 12, p. 244 ; E 13, p. 189.)

6042. *Ratification des accords et conventions conclus sous les auspices de la Société des Nations : Dix-huitième liste.* (Annexe au Rapport sur l'œuvre de la Société pour l'année 1936/37.) Genève, le 31 août 1937. N^o officiel : A 6 (a). 1937. Annexe I. (V.) Série de publications de la S. d. N. V. Questions juridiques. 1937. V. 4. In-f^o, 131 pages. [C. P. J. I., chap. I et XXII, pp. 9-15, 69-70.]

- 6043.** *Ratification of agreements and conventions concluded under the auspices of the League of Nations: Eighteenth list.* (Annex to the Report on the work of the League for the year 1936/37.) Geneva, August 31st, 1937. Official No. : A. 6 (a). 1937. Annex I. (V.) Series of L. of N. publications. V. Legal. 1937. V. 4. F^o, 131 pages. [P. C. I. J., Chapters I and XXII, pp. 9-15, 70-71.]
- 6044.** *État actuel des accords et conventions conclus sous les auspices de la Société des Nations.* (Journal officiel [de la] S. d. N., XVIII^{me} année, n^o 11, 1937, nov., pp. 827-829; *ibidem*, XIX^{me} année, nos 3-4, 1938, mars-avril, pp. 233-235.) [Cette liste forme un supplément à la liste complète des signatures et ratifications publiée dans le document A. 6 (a). 1937. Annexe I. (V.)]
- 6045.** *Present situation as regards agreements and conventions concluded under the auspices of the League of Nations.* (Official Journal [of the] L. of N., 18th year, No. 11, 1937, Nov., pp. 827-829; *ibidem*, 19th year, Nos. 3-4, 1938, March-April, pp. 233-235.) [This list forms a supplement to the complete list of signatures and ratifications published in document A. 6 (a). 1937. Annex I. (V.)]

4. ÉLECTION DES JUGES. — JUGES « AD HOC ». — BIOGRAPHIES DES JUGES.

(Voir E 2, pp. 262-263; E 3, pp. 272-273; E 4, p. 344; E 5, pp. 301-303; E 6, pp. 308-309; E 7, pp. 308-370; E 8, p. 347; E 9, p. 209; E 10, pp. 179-180; E 11, pp. 179-181; E 12, pp. 244-251; E 13, pp. 189-196.)

- 6046.** EYSINGA (W. J. M. VAN), WALTHER SCHÜCKING. (British Year Book of International Law, 18th year, 1937, pp. 155-156.)

- 6047.** C., *Baron ÉDOUARD ROLIN-JAEQUEMYS.* (British Year Book of International Law, 18th year, 1937, pp. 156-157.)

- 6048.** COHN (GEORGE), ÅKE HAMMARSKJÖLD *og Danmark.* (Nordisk Tidsskrift for International Ret, Vol. 8, 1937, Fasc. 3, pp. 138-141.)

- 6049.** COHN (GEORGES), ÅKE HAMMARSKJÖLD *et le Danemark.* (Acta Scandinavica juris gentium = Nordisk Tidsskrift for International Ret, Vol. 8, 1937, Fasc. 3, pp. 42-44.)

- 6050.** ELST JR. (H. B. VAN DER), ÅKE HAMMARSKJÖLD †. (Algemeen Weekblad voor Christendom en Cultuur, 1937, 16 Juli.)

- 6051.** ERICH (R.), ÅKE HAMMARSKJÖLD. (Nordisk Tidsskrift for International Ret, Vol. 8, 1937, Fasc. 3, pp. 137-138.)

- 6052.** ERICH (R.), *A la mémoire d'ÅKE HAMMARSKJÖLD.* (Acta Scandinavica juris gentium = Nordisk Tidsskrift for International Ret, Vol. 8, 1937, Fasc. 3, p. 41.)

- 6053.** EYSINGA (W. J. M. VAN), ÅKE HAMMARSKJÖLD †. (De Volkenbond, 12^e jaargang, Nos. 11/12, 1937, Aug./Sept., p. 265.)

- 6054.** [EYSINGA (W. J. M. VAN)], *In memoriam. Bij het heengaan van ÅKE HAMMARSKJÖLD.* (Utretsch Nieuwsblad, 1937, 8 Juli.)

- 6055.** FRANÇOIS (J. P. A.), ÅKE HAMMARSKJÖLD †. *Zijn dood een groot verlies voor de internationale rechtswereld.* (Algemeen Handelsblad, 1937, 9 Juli, Ochtendblad, 1^e blad, p. 2.)

- 6056.** HOYER (OLOF), *In memoriam* ÅKE HAMMARSKJÖLD. (Revue de Droit international, fondée et dirigée par A. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, XI^{me} année, t. XX, 1937, n^o 3, juillet-août-sept., pp. 7-9.)
- 6057.** HUBER (MAX), ÅKE HAMMARSKJÖLD. 1893-1937. (Annuaire de l'Institut de Droit international, 40, 1937, pp. 323-328.)
- 6058.** HUBER (MAX), ÅKE HAMMARSKJÖLD. 1893-1937. (Die Friedens-Warte, XXXVII. Jahrgang, 1937, Nr. V, pp. 169-171.)
- 6059.** HUBER (MAX), ÅKE HAMMARSKJÖLD *in memoriam*. (Nordisk Tidsskrift for International Ret, Vol. 8, 1937, Fasc. 3, pp. 133-137.)
- 6060.** HUDSON (MANLEY O.), ÅKE HAMMARSKJÖLD. (The American Journal of International Law, Vol. 31, No. 4, 1937, Oct., pp. 703-704.)
- 6061.** HUDSON (MANLEY O.), *In memoriam* ÅKE HAMMARSKJÖLD. (Revue de Droit international et de Législation comparée, 3^{me} série, t. XVIII, 64^{me} année, n^o 3, 1937, pp. 664-666.)
- 6062.** JORSTAD (J.), [ÅKE HAMMARSKJÖLD....] (Nordisk Tidsskrift for International Ret, Vol. 8, 1937, Fasc. 3, pp. 141-142.)
- 6063.** JORSTAD (J.), [ÅKE HAMMARSKJÖLD....] (Acta Scandinavica juris gentium = Nordisk Tidsskrift for International Ret, Vol. 8, 1937, Fasc. 3, pp. 44-45.)
- 6064.** LA PRADELLE (A. DE [GEOUFFRE DE]), *In memoriam* ÅKE HAMMARSKJÖLD. (Revue de Droit international, fondée et dirigée par A. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, XI^{me} année, t. XX, 1937, n^o 3, juillet-août-sept., pp. 9-12.)
- 6065.** L[OEFF] (L.) en J. D[OUMA], HAMMARSKJÖLD *als Griffier*. (De Volkenbond, 12^e jaargang, Nos. 11/12, 1937, Aug./Sept., pp. 266-270.)
- 6066.** O[LIVÁN] (J. L[ÓPEZ]), ÅKE HAMMARSKJÖLD. *In memoriam*. (Union : Bulletin des fonctionnaires internationaux, année 1936-1937, n^o 9, 1937, sept.-oct., p. 5.)
- 6067.** RAALTE (E. VAN), *De beteekenis van Å. HAMMARSKJÖLD. Man van ijzere plichtsbetrachting en van onwankelbare trouw aan het recht*. (Nieuwe Rotterdamsche Courant, 1937, 13 Juli, avondblad.)
- 6068.** R[UEGGER] (P.), *Un grand juriste. ÅKE HAMMARSKJÖLD †*. (Journal de Genève, n^o 187, 1937, 11 juillet, p. 1.)
- 6069.** S. S. [ÅKE HAMMARSKJÖLD *in memoriam*.] (Nordisk Tidsskrift for International Ret, Vol. 8, 1937, Fasc. 3, pp. 142-146.)
- 6070.** S. S. [ÅKE HAMMARSKJÖLD *in memoriam*.] (Acta Scandinavica juris gentium = Nordisk Tidsskrift for International Ret, Vol. 8, 1937, Fasc. 3, pp. 45-49.)
- 6071.** UNDÉN (ÖSTEN), ÅKE HAMMARSKJÖLD. *In memoriam*. (Svensk Juristtidning, 1937, pp. 562-563.)
- 6072.** VISSCHER (CHARLES DE), *Rapport [lu à la] séance solennelle d'ouverture de la session de Luxembourg de l'Institut de Droit international*. (Annuaire de l'Institut de Droit international, 40, 1937, pp. 67-74.) [E. ROLIN-JAEQUEMYS †, pp. 67-68 ; Å. HAMMARSKJÖLD †, pp. 71-72.]
- 6073.** Å. HAMMARSKJÖLD †. (Nieuwe Rotterdamsche Courant, 1937, 8 Juli.) [Voir aussi les autres journaux de la même date.] *Het overlijden van den Heer Å. HAMMARSKJÖLD: Herdenking in de Academie voor internationaal recht. (Ibidem.)*
- 6074.** *De begrafenis van den Heer Å. HAMMARSKJÖLD. De uitvaartdienst in de Domkerk te Uppsala*. (Nieuwe Rotterdamsche Courant, 1937, 23 Juli.) [Voir aussi les journaux suédois de cette date.]
- 6075.** *Teraardebesteding Å. HAMMARSKJÖLD. Indrukwekkende plechtigheid in het Vredespaleis*. (Haagsche Courant, 1937, 12 Juli.) [Voir aussi les autres journaux de la même date.]

- 6076.** BRYN-JONES (DAVID), FRANK B. KELLOGG: *A biography*. New York, Putnam, 1937. 8°, 308 pages.
- 6077.** HOEK (KEES VAN), *The man who prayed on the grave of the unknown soldier. A personal memoir of FRANK KELLOGG, Ambassador of peace.* (Headway, Vol. XX, No. 4, 1938, April, p. 69.)
- 6078.** STRAWN (S. H.), FRANK BILLINGS KELLOGG. (American Bar Association Journal, Vol. 24, No. 1, 1938, Jan., pp. 40-41.)
- 6079.** WEHBERG (HANS), FRANK B. KELLOGG †. (Die Friedens-Warte, XXXVIII. Jahrgang, 1938, Nr. 1, p. 39.)
-
- 6080.** PAULSEN (P. I.), † FREDERIK VALDEMAR NIKOLAI BEICHMANN. (Tidskrift for Rettsvidenskap, Årgang 51, 1938, Hefte 2, pp. 221-223.)
-
- 6081.** *Conseil de la Société des Nations. 98^{me} Session, tenue à Genève du 10 au 16 sept. 1937. 2^{me} séance, tenue le 14 sept. 1937. 3929. Cour permanente de Justice internationale: Date de l'élection d'un juge en vue de pourvoir le siège devenu vacant par suite du décès de M. Å. HAMMARSKJÖLD. Le Président soumet le rapport suivant: (Doc. C. 372. 1937. V.) Les conclusions du rapport sont adoptées.* (Journal officiel [de la] S. d. N., XVIII^{me} année, n° 12, 1937, déc., p. 888.)
- 6082.** *Council of the League of Nations. 98th Session, held at Geneva from Sept. 10th, to Sept. 16th, 1937. 2nd meeting, held on Sept. 14th, 1937. 3929. Permanent Court of International Justice: Date of the Election of a Judge to fill the vacancy created by the Death of M. Å. HAMMARSKJÖLD. The President submitted the following report: (Doc. C. 372. 1937. V.) The conclusions of the report were adopted.* (Official Journal [of the] L. of N., 18th year, No. 12., 1937, Dec., p. 888.)
- 6083.** *Cour permanente de Justice internationale: Élection pour pourvoir le siège devenu vacant par suite du décès de M. ÅKE HAMMARSKJÖLD. Liste des candidats désignés par les groupes nationaux.* C. 545. M. 382. 1937. V. Genève, le 29 nov. 1937. In-f°, 6 pages.
- 6084.** *Permanent Court of International Justice: Election to the vacancy created by the death of M. ÅKE HAMMARSKJÖLD. List of candidates nominated by the national groups.* C. 545. M. 382. 1937. V. Geneva, Nov. 29th, 1937. F°, 6 pages.
-
- 6085.** CANTÉ (FLORIS), *Portrait of a jurist: Dr. DE BUSTAMANTE, of Cuba, a World Court judge.* (Christian Science Monitor—weekly magazine section, 1937, Feb. 24th, p. 6.)
-
- 6086.** *Professor CH. DE VISSCHER Medlem af Haag-Domstolen.* (Nordisk Tidskrift for International Ret, Vol. 8, 1937, Fasc. 3., p. 187.)
- 6087.** WEHBERG (HANS), CHARLES DE VISSCHER *Richter am Weltgerichtshof.* (Die Friedens-Warte, XXXVII. Jahrgang, 1937, Nr. V, p. 196.)
-
- 6088.** WEHBERG (HANS). *Deutschlands Vertretung im Haager Ständigen Schiedshof.* (Die Friedens-Warte, XXXVII. Jahrgang, 1937, Nr. V, p. 198.)
-

5. INAUGURATION DE LA COUR.

(Voir E 2, pp. 263-264 ; E 3, p. 273.)

6. PRÉPARATION DU RÈGLEMENT. — PROCÉDURE. — TEXTES DU RÈGLEMENT ET DU RÈGLEMENT RÉVISÉ.

(Voir E 2, pp. 264-265 ; E 3, pp. 273-274 ; E 4, pp. 344-345 ; E 5, pp. 303-304 ; E 6, p. 370 ; E 7, p. 371 ; E 8, p. 348 ; E 9, p. 209 ; E 10, p. 180 ; E 11, pp. 181-182 ; E 12, p. 252 ; E 13, pp. 196-197.)

A. — Documents officiels.

6089. *Reglemente för den fasta mellanfolkliga domstolen i Haag. Antaget den 11 mars 1936. Gällande frän och med samma dag. Règlement de la Cour.... Rules of Court.... Domstolsreglemente....* (Översättning.) (Sveriges Överenskommelser med främmande Makter, 1937, N : o 11, pp. 107-162.)

B. — Publications non officielles. — Commentaires.

6090. CALOYANNI (M. A.), *La procédure de la Cour permanente de Justice internationale et les jugements déclaratoires.* (Revue internationale française du Droit des gens, 2^{me} année, t. III, nos 4-5, 1937, avril-mai, pp. 233-243.)

6091. GENET (RAOUL), *Les demandes reconventionnelles et la procédure de la Cour permanente de Justice internationale.* (Revue de Droit international et de Législation comparée, 3^{me} série, t. XIX, 65^{me} année, 1938, n° 1, pp. 145-178.)

6092. GENET (RAOUL), *De la procédure formulaire du droit romain à la procédure de la Cour permanente de Justice internationale.* (Revue internationale française du Droit des gens, 3^{me} année, t. V, nos 1-2, 1938, janv.-févr., pp. 17-22.)

6093. HUDSON (MANLEY O.), *Visits by international tribunals to places concerned in proceedings.* (The American Journal of International Law, Vol. 31, No. 4, 1937, Oct., pp. 696-697.)

6094. KRUSCH (WALTER), *Rechtsvergleichende Studie über die vor den internationalen Gerichten zugelassenen Beweise.* (Deutsche Landesreferate zum II. Internationalen Kongress für Rechtsvergleichung im Haag, 1937, pp. 535-554.)

6095. SCERNI (MARIO), *Cenni sul diritto processuale della Corte permanente di Giustizia internazionale.* (Rivista di Diritto internazionale, Anno XXIX, Serie III, Vol. XVI, 1937, Fasc. 1, 1° gennaio-31 marzo, pp. 12-37.)

6096. TOFFIN (JEAN-LOUIS), *La dissidence à la Cour permanente de Justice internationale.* Thèse. Paris, Imprimerie d'art F. R., 1937. In-8°, 160 pages.

6097. VENTURINI (GIANCARLO), *Le misure cautelari nel diritto internazionale.* I. (Archivio giuridico « Filippo Serafini », Vol. CXIX, Fasc. 1, 1938, Gennaio, pp. 40-89.) *Idem*, II. (Continuazione e fine.) (*Ibidem*, Fasc. 2, 1938, Aprile, pp. 152-182.)

6098. VERZIJL (J. H. W.), *Préliminaire excepties in het statenprocesrecht.* I. (Nederlandsch Juristenblad, 13^e jaargang, afl. 4, 1938, 22 Jan., pp. 77-82.) *Idem*, II. (Slot.) (*Ibidem*, afl. 5, 1938, 29 Jan., pp. 97-103.)

7. COMPÉTENCE ET EXTENSION DE LA COMPÉTENCE DE LA COUR. — COMPÉTENCE CONSULTATIVE DE LA COUR. — CONDITIONS DE VOTE DES DEMANDES D'AVIS CONSULTATIF ADRESSÉES A LA COUR.

A. — Documents officiels.

(Voir E 2, p. 265 ; E 3, p. 274 ; E 4, p. 345 ; E 5, p. 304 ; E 6, p. 371 ; E 8, p. 349 ; E 10, p. 181 ; E 11, p. 182 ; E 12, pp. 253-254 ; E 13, pp. 197-198.)

6099. *Sixième Addendum à la quatrième édition de la Collection des Textes régissant la compétence de la Cour.* (Publications de la Cour, Série D., n° 6.) [Extrait du Treizième Rapport annuel de la Cour permanente de Justice internationale (Série E, n° 13).] — *Sixth Addendum to the fourth edition of the Collection of Texts governing the jurisdiction of the Court.* (Publications of the Court, Series D., No. 6.) [Extract from the Thirteenth Annual Report of the Permanent Court of International Justice (Series E., No. 13.)] Leyde, Sijthoff, 1937, In-8°, 111 pages.

B. — *Publications non officielles.*

(Voir E 2, pp. 265-266 ; E 3, pp. 274-276 ; E 4, pp. 345-347 ; E 5, pp. 305-306 ; E 6, pp. 371-373 ; E 7, pp. 372-373 ; E 8, pp. 349-352 ; E 9, pp. 209-211 ; E 10, pp. 181-184 ; E 11, pp. 182-184 ; E 12, pp. 254-257 ; E 13, pp. 198-200.)

6100. SOFRONIE (GEORGE), *La règle de l'unanimité des votes dans le Pacte de la Société des Nations.* (Revue de Transylvanie, t. III, n° 3, 1937, pp. 292-309.)

6101. VENTURINI (G.), *Le riposte degli Stati al Consiglio della S. d. N. sulle condizioni di voto per le richieste di parere alla Corte permanente di Giustizia internazionale.* (Rivista di Diritto internazionale, Anno XXIX, Fasc. IV, 1937, 1° ott.-31 dic., pp. 333-350.)

6102. NEGULESCO (D.), *La nature juridique des avis consultatifs de la Cour permanente de Justice internationale, leur valeur et leur portée en droit international.* Rapport de M. —. Institut de Droit international, Travaux préparatoires de la Session de Luxembourg, 7^{me} Commission. (Annuaire de l'Institut de Droit international, 40, 1937, pp. 1-7.)

6103. Institut de Droit international. — Session de Luxembourg, 1937. *La nature juridique des avis consultatifs de la Cour permanente de Justice internationale, leur valeur et leur portée positive en droit international.* Rapporteur: M. D. NEGULESCO. [Délibérations en séance plénière et en sections.] (Annuaire de l'Institut de Droit international, 40, 1937, pp. 164-182, 245-247.)

6104. Institut de Droit international: *Résolutions votées à la XLII^{me} Session: Nature juridique des avis consultatifs. La compétence du juge international en équité* (La Documentation internationale politique, juridique et économique, n° 42, 4^{me} année, 1937, déc., p. 153.)

6105. BERLIA (GEORGES), *Essai sur la portée de la clause de jugement en équité en droit des gens.* Paris, Recueil Sirey, 1937. In-8°, 214 pages. [C. P. J. I., pp. 63-74.]

6106. JENKS (C. W.), *Equity as a part of the law applied by the Permanent Court of International Justice.* (The Law Quarterly Review, Vol. LIII, No. 212, 1937, Oct., pp. 519-524.)

6107. Institut de Droit international. Session de Luxembourg, 1937. *Compétence du juge international en équité.* Rapporteur: M. EUGÈNE BOREL. [Délibérations dans la section de droit international public.] (Annuaire de l'Institut de Droit international, 40, 1937, pp. 132-163, 243-244.)

6108. Institut de Droit international. XLII^{me} Session. 10^{me} Commission. *Compétence du juge international en équité.* (Revue de Droit international, fondée et dirigée par A. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, XI^{me} année, t. XX, 1937, n° 3, juillet-août-sept., pp. 245-263.)

- 6109.** BASDEVANT (JULES), *Règles générales du droit de la paix*. (Recueil des Cours [professés à l'] Académie de Droit international établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, t. 58 = 1936: IV, pp. 471-692.) [Art. 38 du Statut de la C. P. J. I.]
- 6110.** BRIERLY (JAMES LESLIE), *Règles générales du droit de la paix*. (Recueil des Cours [professés à l'] Académie de Droit international établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, t. 58 = 1936: IV, pp. 1-242.) [C. P. J. I., *passim*.]
- 6111.** FINCH (GEORGE A.), *The sources of modern international law*. Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 1937. 8°, XII+124 pages. [Arts. 38 and 59 of the Statute of the P. C. I. J., pp. 97, 99. See also pp. 79, 96.]
- 6112.** GRZYBOWSKI (KAZIMIERZ), *Trybunały Międzynarodowe a prawo wewnętrzne*. [*Les tribunaux internationaux et le droit interne*. En polonais.] Lwów, 1937. XIV+257 pages. [C. P. J. I., *passim*.]
- 6113.** PONS (LOUIS), *La responsabilité internationale de l'État à raison de dommages causés sur son territoire aux étrangers*. Thèse. Toulouse, F. Boisseau, 1936. In-8°, VII+275 pages. [Les « principes généraux du droit » (art. 38 du Statut de la C. P. J. I.), pp. 101-109.]
- 6114.** ROCCO DI TORREPADULA (FRANCESCO), *L'interpretazione delle norme internazionali*. (Archivio giuridico « Filippo Serafini », Vol. CXVIII, 1937, pp. 124-141.) [L'art. 38 n. 3 dello Statuto della C. P. di G. I.]
- 6115.** VERDROSS (A. VON), *Les principes généraux du droit applicables aux rapports internationaux*. (Revue générale de Droit international public, 45^{me} année, n° 1, 1938, janv.-févr., pp. 44-52.)
- 6116.** Institut de Droit international. Session de Luxembourg, 1937. *Les principes généraux de droit comme source du droit des gens*. Rapporteur: M. VERDROSS. [Délibérations dans la 21^{me} Commission.] (Annuaire de l'Institut de Droit international, 40, 1937, pp. 183-189.)
- 6117.** *Projet définitif de déclaration sur les données fondamentales et les grands principes du droit international moderne*. (The International Law Association, Report of the 39th Conference, Paris, 1936, pp. 333-339 [texte], pp. 248-250 [discussion].)
- 6117 a.** BOREL (EUGÈNE), *Compétence des juridictions internationales (II^{me} question)*. Rapport définitif présenté par —. Institut de Droit international, 10^{me} Commission. Bruxelles, Goemaere, 1938. In-8°, 32 pages.
-
- 6118.** HAMMARSKJÖLD (Å.), *Réforme éventuelle de l'article 30 de la Convention de Genève de 1929*. (Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, Band VII, Nr. 2, 1937, Mai, pp. 265-294.) [C. P. J. I., *passim*.]
- 6119.** UNDÉN (ÖSTEN), *Ett spörsmål om Haagdomstolens behörighet*. (Skrifter tillägnade ERNST TRYGGER, den 27 Oktober 1937 — Svensk Juristtidning, Årg. 22, Häft 7, 1937, Okt., pp. 797-801.)

8. PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DIPLOMATIQUES DES JUGES ET DES FONCTIONNAIRES DU GREFFE.

(Voir E 2, p. 350 [n° 1292]; E 3, p. 316 [n° 1847]; E 4, p. 347; E 5, p. 306; E 6, p. 373; E 7, pp. 373-374; E 8, p. 351; E 9, p. 211; E 10, p. 184; E 11, p. 184; E 12, pp. 257-258; E 13, pp. 200-201.)

9. ORGANISATION DU GREFFE DE LA COUR.

(Voir E 7, p. 374; E 12, p. 258.)

10. LOCAUX DE LA COUR DANS LE PALAIS DE LA PAIX.

(Voir E 9, pp. 211-212; E 10, p. 185; E 11, pp. 184-185.)

C. — L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE ET CONSULTATIVE DE LA COUR

I. ACTES ET DOCUMENTS RELATIFS AUX ARRÊTS ET AUX AVIS.

(Voir E 2, pp. 266-268 ; E 3, pp. 276-277 ; E 4, p. 348 ; E 5, p. 307 ; E 6, pp. 374-375 ; E 7, pp. 375-376 ; E 8, pp. 351-352 ; E 9, pp. 212-213 ; E 10, pp. 185-186 ; E 11, pp. 185-186 ; E 12, pp. 258-259 ; E 13, p. 202.)

[Publications de la] Cour permanente de Justice internationale. Série C. Plaidoiries, Exposés oraux et Documents. Nos 81-82. — [Publications of the] Permanent Court of International Justice. Series C. Pleadings, Oral Statements and Documents. Nos. 81-82. Leyde, Sijthoff, 1937-1938. In-8°. [*Continuation.*]

6120. Année judiciaire 1937. N° 81. *Affaire des prises d'eau à la Meuse. Arrêt du 28 juin 1937.* (Série A/B, fasc. n° 70.) — Judicial Year 1937. No. 81. *The diversion of water from the Meuse. Judgment of June 28th, 1937.* (Series A./B., Fasc. No. 70.)

6121. Année judiciaire 1937. N° 82. *Affaire des phares en Crète et à Samos. Arrêt du 8 octobre 1937.* (Série A/B, fasc. n° 71.) — Judicial Year 1937. No. 82. *Lighthouses in Crete and Samos. Judgment of October 8th, 1937.* (Series A./B., Fasc. No. 71.)

2. TEXTES DES ARRÊTS ET DES AVIS.

A. — Textes officiels.

(Voir E 2, pp. 269-270 ; E 3, p. 277 ; E 4, p. 349 ; E 5, pp. 308-309 ; E 6, p. 375 ; E 7, p. 376 ; E 8, pp. 352-353 ; E 9, pp. 213-215 ; E 10, p. 187 ; E 11, p. 186 ; E 12, p. 259 ; E 13, pp. 202-203.)

[Publications de la] Cour permanente de Justice internationale. Série A/B. Arrêts, Ordonnances et Avis consultatifs. Fascicules nos 71-75. — [Publications of the] Permanent Court of International Justice. Series A./B. Judgments, Orders and Advisory Opinions. Fascicules Nos. 71-75. Leyde, Sijthoff, 1937-1938. In-8°. [*Continuation.*]

6122. Fasc. n° 71. *Affaire des phares en Crète et à Samos. Arrêt du 8 oct. 1937.* 1937. *Judgment of October 8th, 1937.* Fasc. No. 71. *Lighthouses in Crete and Samos.*

6123. Fasc. n° 72. *Affaire Borchgrave (Exceptions préliminaires). Arrêt du 6 novembre 1937.* 1937. *Judgment of November 6th, 1937.* Fasc. No. 72. *The Borchgrave case (Preliminary objections).*

6124. Fasc. n° 73. *Affaire Borchgrave (Désistement). Ordonnance du 30 avril 1938.* 1938. *Order of April 30th, 1938.* Fasc. No. 73. *The Borchgrave case (Discontinuance).*

6125. Fasc. n° 74. *Phosphates du Maroc (Exceptions préliminaires). Arrêt du 14 juin 1938.* 1938. *Judgment of June 14th, 1938.* Fasc. No. 74. *Phosphates in Morocco (Preliminary objections).*

6126. Fasc. n° 75. *Affaire du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis (Exceptions préliminaires). Ordonnance du 30 juin 1938.* 1938. *Order of June 30th, 1938.* *The Panevezys-Saldutiskis railway case (Preliminary objections).*

B. — Publications non officielles (in extenso ou en résumé).

(Voir E 2, pp. 270-278 ; E 3, pp. 278-279 ; E 4, pp. 350-353 ; E 5, pp. 309-310 ; E 6, pp. 376-379 ; E 7, pp. 376-378 ; E 8, pp. 353-357 ; E 9, pp. 215-217 ; E 10, pp. 187-189 ; E 11, pp. 186-189 ; E 12, pp. 259-261 ; E 13, pp. 203-204.)

- 6127.** PLESCH (ARPAD), *Die Goldklausel. Eine Sammlung internationaler Rechtsfälle und Gutachten.* Wien, Manzsche Verlags- und Universitätsbuchhandlung, 1936-1937. 2 vol: 8°. [Der St. I. G. im Haag: Urteil vom 12. Juli 1929 in Sachen der serbischen Vorkriegsanleihen, pp. 8-15.]
-
- 6128.** [Traduction russe de l'Avis consultatif de la C. P. J. I. du 15 oct. 1931 relatif au trafic ferroviaire Landwarów-Kaisiadorys.] (Sborniki dokumentov po mejdunarodnoj politike i mejdunarodnomu pravu, III, 1932, pp. 175-181.)
-
- 6129.** Haag=Dommen af 5. April 1933 om Østgrønlands Retsstilling. Udgivet paa Dansk ved Udenrigsministeriets Foranstaltning. Kjøbenhavn, Arnold Busck, 1933, 8°, 146 pages.
-
- 6130.** Cour permanente de Justice internationale. 15 décembre 1933. *Cecoslovachia c. Ungheria.* [Texte français de l'arrêt.] (Rivista di Diritto internazionale, Anno XXIX, Serie III, Vol. XVI (1937), Fasc. 1, 1° gennaio-31 marzo, pp. 65-80.)
-
- 6131.** *Giurisprudenza internazionale. Corte permanente di Giustizia internazionale. Gran Bretagna—Belgio, 12 dicembre 1934.* [Texte français de l'arrêt de la Cour, note en italien.] (Rivista di Diritto internazionale, Anno XXIX, Fasc. IV, 1937, 1° ottobre-31 dicembre, pp. 351-381.)
-
- 6132.** Cour permanente de Justice internationale. Arrêt du 16 décembre 1936. *Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy.* (La Documentation internationale politique, juridique et économique, 4^{me} année, nos 35-36, 1937, mai-juin, pp. 70-73.)
- 6133.** FACHIRI (ALEXANDER P.), *Judgment of the Permanent Court of International Justice. Judgment delivered December 16, 1936. The Pajzs, Csáky, Esterházy case.* (British Year Book of International Law, 18th year, 1937, pp. 204-209.)
-
- 6134.** Arrêt du 28 juin 1937. *Affaire des prises d'eau à la Meuse.* (La Documentation internationale politique, juridique et économique, 5^{me} année, nos 43-44, 1938, janv.-févr., pp. 13-15.)
- 6135.** Arrêts, Ordonnances et Avis consultatifs de la Cour permanente de Justice internationale. Arrêt du 28 juin 1937. *Affaire des prises d'eau à la Meuse.* (Bulletin de l'Institut juridique international, t. XXXVII : 1, 1937, juillet, pp. 106-107.)
- 6136.** FRIEDE (WILHELM), *Urteil des Ständigen Internationalen Gerichtshofs vom 28. Juni 1937 in dem Streitfall über die Entnahme von Wasser aus der Maas.* (Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, Band VII, Nr. 4, 1937, Nov., pp. 875-880.)
- 6137.** G[ENET] (R[AOUL]), *Cour permanente de Justice internationale. Arrêt du 28 juin 1937* (fasc. A/B 70). *Affaire des prises d'eau de la Meuse.* (Revue internationale française du Droit des gens, 2^{me} année, t. IV, nos 3-4, 1937, oct.-nov., pp. 225-232.)

- 6138.** *Le procès hollando-belge. L'arrêt de la Cour.* (Revue de la Ligue maritime belge, 37^{me} année, nos 7-8, 1937, juillet-août, pp. 151-155.)
- 6139.** *Le problème de la Meuse. Le procès des prises d'eau.* (La Navigation du Rhin, XV^{me} année, n° 6, 1937, juin, pp. 180-189.)
- 6140.** *Le problème de la Meuse. Le procès des prises d'eau. Opinions personnelles de quelques juges.* (La Navigation du Rhin, XV^{me} année, n° 8, 1937, août, pp. 261-272.)
- 6141.** *Sommaire de jurisprudence internationale. [Arrêt de la C. P. J. I. du 28 juin 1937 : Affaire des prises d'eau à la Meuse.]* (Revue de Droit maritime comparé, t. 36, 1937, juillet-déc., pp. 46-47; *idem*: Jurisprudence du Port d'Anvers, 1937, p. 365.)
- 6142.** *Arrêts, Ordonnances et Avis consultatifs de la Cour permanente de Justice internationale.* (Bulletin de l'Institut juridique international, t. XXXVIII : 1, 1938, janv., pp. 63-64.)

6143. WEISS, *Urteil des Ständigen Internationalen Gerichtshofs vom 8. Oktober 1937 im Streit über die Leuchttürme auf Kreta und Samos.* (Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, Band VIII, Nr. 1, 1938, Febr., pp. 166-171.)

6144. FRIEDE (WILHELM), *Urteil des Ständigen Internationalen Gerichtshofs vom 6. November 1937 in dem belgisch-spanischen Streit über den Fall Borchgrave.* (Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, Band VIII, Nr. 1, 1938, Febr., pp. 172-179.)

3. ÉTUDES SUR LES ARRÊTS ET LES AVIS.

(Voir E 2, pp. 294-302; E 3, pp. 281-285; E 4, pp. 354-360; E 5, pp. 311-316; E 6, pp. 380-386; E 7, pp. 379-384; E 8, pp. 360-369; E 9, pp. 220-227; E 10, pp. 194-204; E 11, pp. 189-194; E 12, pp. 261-268; E 13, pp. 204-209.)

- 6145.** DERYNG (ANTOINE), *Główne tendencje rozwojowe Prawa narodów w świetle orzecznictwa Stałego Trybunału sprawiedliwości międzynarodowej.* [Les tendances fondamentales de l'évolution du droit des gens d'après la jurisprudence de la Cour permanente de Justice internationale. En polonais.] Lwów, 1932. 152 pages.
- 6146.** FEINBERG (NATHAN), *La juridiction et la jurisprudence de la Cour permanente de Justice internationale en matière de mandats et de minorités.* (Recueil des Cours [professés à l'] Académie de Droit international, établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1937 : I = t. 59 de la collection, pp. 587-708.)
- 6147.** HÄRLE (ELFRIED), *Aus der Praxis des Ständigen Internationalen Gerichtshofs.* [Fortsetzung.] (Völkerbund und Völkerrecht, 4. Jahrgang, Heft 3, 1937, Juni, pp. 178-181.) *Idem.* [Fortsetzung.] (*Ibidem*, Heft 4, 1937, Juli, pp. 240-243.) *Idem.* [Fortsetzung.] (*Ibidem*, Heft 5, 1937, August, pp. 308-312.) *Idem.* [Fortsetzung.] (*Ibidem*, Heft 6/7, 1937, Sept./Okt., pp. 389-394.) *Idem.* [Fortsetzung.] (*Ibidem*, Heft 8, 1937, Nov., pp. 459-464.) *Idem.* [Fortsetzung.] (*Ibidem*, Heft 10, 1938, Jan., pp. 600-602.) *Idem.* [Fortsetzung.] (*Ibidem*, Heft 11, 1938, Febr., pp. 665-668.) *Idem.* [Fortsetzung.] (*Ibidem*, Heft 12, 1938, März, pp. 731-736.)
- 6148.** HUDSON (MANLEY O.), *The sixteenth year of the Permanent Court of International Justice.* (The American Journal of International Law, Vol. 32, No. 1, 1938, Jan., pp. 1-18.)

- 6149.** JENKS (C. WILFRED), *La compétence de l'Organisation internationale du Travail Examen de quatre avis consultatifs rendus par la Cour permanente de Justice internationale*. 2^{me} partie. [Traduit de l'anglais, sur manuscrit, par LÉON DEVOGEL.] (Revue de Droit international et de Législation comparée, 3^{me} série, t. XVIII, 64^{me} année, 1937, n° 3, pp. 586-623.)
- 6150.** REMLINGER (E.), *Les avis consultatifs de la Cour permanente de Justice internationale*. Thèse. Paris, A. Pedone, 1938. In-8°, VIII+123 pages.
- 6151.** TÜRCKE (VON), *Volksgruppenrecht in den Entscheidungen des Ständigen Internationalen Gerichtshofes?* (Nation und Staat, 11. Jahrg., 1937, Dez., pp. 177-181.)
- 6152.** VERZIJL (J. H. W.), *Vijftien jaren internationale rechtspraak*. (Mededeelingen der Koninklijke Nederlandsche Academie van Wetenschappen, afdeling letterkunde, Nieuwe Reeks, Deel 1, N° 2.) Amsterdam, N.V. Noord-Hollandsche Uitgevers-Maatschappij, 1938. 8°, 48 pages.
- 6153.** WITENBERG (J. C.), *L'activité de la Cour permanente de Justice internationale en 1936*. (Journal du Droit international, 1937, 4^{me}-5^{me} livraison, pp. 717-735.)
- 6154.** WOLGAST (ERNST), *Die Rechtsprechung des Ständigen Internationalen Gerichtshofs im Spiegel eines Adepten*. (Völkerbund und Völkerrecht, 4. Jahrgang, Heft 11, 1938, Febr., pp. 638-642.)
- 6155.** *Cours de Droit international public*. (Faculté de droit de Paris.) 1936-1937: *Questions de droit des gens dans la jurisprudence internationale*. (Répétitions écrites rédigées d'après le cours, avec résumés.) Paris, Les Cours de Droit, 1937. In-8°.
-
- 6156.** MAUPAS (JACQUES), *Le canal de Kiel*. (Revue de Droit international, fondée et dirigée par A. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE. XI^{me} année, t. XX, 1937, n° 3, juillet-août-sept., pp. 49-63.)
- 6157.** RHEINSTROM (HEINRICH), *Die völkerrechtliche Stellung der internationalen Kanäle*. Budapest, Revai, 1937. 8°, 75 pages. [Affaire du Wimbledon, pp. 58-62.]
- 6158.** SCHOLZ (WERNER), *Die Rechtsverhältnisse der Meerengen und interozeanischen Kanäle im Kriege*. Inaugural-Dissertation, Göttingen, 1936. In-8°, VII+55 pages. [Der Kanal von Kiel, pp. 44-50.]
-
- 6159.** POPOVITCH (GEORGES), [... quelques affaires litigieuses que la Yougoslavie défendit devant la Cour de Justice. 3. L'affaire du Monastère de Saint-Naoum. 7. L'affaire des emprunts serbes. (Annuaire de l'Association yougoslave de Droit international, III, 1937, pp. 26-30.)
-
- 6160.** SAUSER-HALL (GEORGES), *La clause or dans les contrats publics et privés*. (Recueil des Cours [professés à l'] Académie de Droit international, établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1937: II = t. 60 de la collection, pp. 651-784.) [Arrêts nos 14 et 15 de la C. P. J. I. (Emprunts serbes et Emprunts brésiliens), pp. 658, 686, 687, 688, 690, 692 et sqq., 722, 727 et sqq., 746 et sqq., 752 et sqq.]
-
- 6161.** PRZIC (ILIJA A.), *Austro-nemacki carinski savez*. [L'union douanière austro-allemande. En serbe.] (Branic, 1931, t. XVI, pp. 555-560.)

- 6162.** *L'affaire de Vilna devant la Cour de La Haye.* (Revue des Nationalités et des Minorités nationales, Genève, 1931, pp. 191-193.) [Trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne.]
- 6163.** RUTENBERG (G.), *Kai-kurios pastabos del Haagos Tribunolo sprendimo mūsu byloje su lenkais.* [Observations relatives à notre litige avec la Pologne. En lithuanien.] (Teisė, n 20, pp. 128-136.) [Trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne.]
- 6164.** RUTENBERG (G.), *Lenkija ir Haagos Tribunolas.* [La Pologne et la Cour de La Haye. En lithuanien.] (Mūsų Vilnius, 1931, n° 6, 44, pp. 123-124.) [Trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne.]
-
- 6165.** *Der missglückte Hilfsversuch der Garantiemächte des Memelgebiets, 1932, im Haag.* Nowawes, Memelland-Verlag, 1932. 99 pages. [L'interprétation du Statut du Territoire de Memel.]
- 6166.** « SIMPLEX ». *L'affaire de Memel devant la Cour de La Haye.* (Revue des Nationalités et des Minorités nationales, 1932, pp. 136-144, 170-176, 205-206.)
- 6167.** VALSONOK (R.), *Der Fall Böttcher vor dem Haag.* Memel, Rytas, 1932. 70 pages.
-
- 6168.** HAVER (WOLFGANG), *Wurde Ostgrönland durch Dänemark in dem Zeitraum von 1921 bis 1931 okkupiert? Eine Untersuchung im Lichte des Urteils des Weltgerichtshofes vom 5. April 1933.* (Aus dem Institut für Internationales Recht an der Universität Kiel, Erste Reihe: Verträge und Einzelschriften, Heft 22.) Kiel, Verlag des Instituts für Internationales Recht, 1937. In-8°, 144 pages.
-
- 6169.** NOVAKOVIC (MILETA), *Jedan slucaj međunarodno-pravne odgovornosti.* [Un cas de la responsabilité internationale. L'affaire Oscar Chinn. En serbe.] (Arhiv, 1935, t. XLVII, pp. 241-248.)
-
- 6170.** PRZIC (ILIJA A.), *Manjinske škole u Albaniji.* [Les écoles minoritaires en Albanie. En serbe.] (Arhiv, 1935, t. XLVIII, pp. 279-282.)
-
- 6171.** DOLENC (METOD), *Pitanje analogije u Krivicnom pravu pred Stalnim sudom za međunarodno pravo u Haagu.* [Le problème de l'analogie en droit pénal devant la Cour permanente de Justice internationale de La Haye. En serbe.] (Mjesecnik, 1936, t. LXII, pp. 540-545.)
- 6172.** HALL (JEROME), *Nulla poena sine lege.* (The Yale Law Journal, Vol. 47, No. 2, 1937, Dec., pp. 165-193.)
- 6173.** HISGEN (HANS-HERMANN), *Die Problematik des Courgutachtens vom 4. 12. 1935 im Lichte des Staatsrechts und des Völkerrechts.* Dissertation, Bonn. Düsseldorf, Nolte, 1937. 8°. VIII + 87 pages.
- 6174.** PRZIC (ILIJA A.), *Primena danciskog ustava pred Stalnim sudom međunarodne pravde.* [L'application de la Constitution de Danzig devant la Cour permanente de Justice internationale. En serbe.] (Arhiv, 1936, t. XLIX, pp. 63-69.)

- 6175.** YOKOTA (K.), *Judgments of the Permanent Court of International Justice*. [Series A./B., No. 65: *Consistency of certain Danzig legislative decrees with the Constitution of the Free City*. Advisory Opinion of Dec. 4th, 1935. In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXVII, No. 4, 1938, April.)
-
- 6176.** *La bataille pour l'eau de la Meuse*. Bruxelles, Comité national pour la défense de la navigation intérieure, 1937.
- 6177.** JOKL (MARCELLE), *Aperçu sur l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale du 28 juin 1937 [dans l'affaire concernant les prises d'eau à la Meuse]*. (Revue générale de Droit international public, 44^{me} année, n° 5, 1937, sept.-oct., pp. 552-560.)
- 6178.** LÉGIA (L.), *Le problème de la Meuse. Le procès des prises d'eau. Jugement et sentence*. (La Navigation du Rhin, XV^{me} année, n° 7, 1937, juillet, pp. 213-225.)
- 6179.** LEVY (PAUL-M.-G.), *Treize Juges et un Greffier, ou la Cour permanente de Justice internationale rend son arrêt dans l'affaire des eaux de la Meuse*. (Revue de la Ligue maritime belge, 37^{me} année, nos 7-8, 1937, juillet-août, pp. 157-158.)
- 6180.** VÁLI (FERENC), *Németalföld és Belgium pere a Maas vízhasználatá miatt. [Le litige entre les Pays-Bas et la Belgique concernant l'usage des cours d'eau de la Meuse. En hongrois.]* (Külügyi Szemle, 1937. XIV. évf., 4. sz., pp. 413-414.)
- 6181.** VERZIJJ (J. H. W.), *Het proces over het Maaswater* (I). (Nederlandsch Juristenblad, 12^e jaargang, Afl. 31, 1937, 18 Sept., pp. 769-785.) *Idem*, (II, slot). (*Ibidem*, Afl. 32, 1937, 25 Sept., pp. 801-812.)
-
- 6182.** VERZIJJ (J. H. W.), *De vuurtorens op Kreta en Samos*. (Nederlandsch Juristenblad, 12^e jaargang, N° 39, 1937, 13 Nov., pp. 953-965.)
-
- 6183.** HÄRLE (ELFRIED), *Der Fall Baron de Borchgrave*. (Völkerbund und Völkerrecht, 4. Jahrg., Heft 9, 1937, Dez., pp. 528-533.)
-
- 6184.** *Le différend franco-italien sur les phosphates marocains devant la Cour permanente de Justice internationale et la question des Accords avec l'Italie*. (Les Documents politiques, diplomatiques et financiers, 19^{me} année, n° 5, 1938, mai, pp. 149-155.)
- 6185.** MENNÉÉE (R.), *Le différend franco-italien sur les phosphates marocains devant la Cour permanente de Justice internationale. La Requête italienne a été rejetée*. (Les Documents politiques, diplomatiques et financiers, 19^{me} année, n° 6, 1938, juin, pp. 213-216.)

4. SUITES DES ARRÊTS ET DES AVIS.

- (Voir E 2, pp. 278-294; E 3, pp. 279-281; E 4, pp. 353-354; E 5, pp. 310-311; E 7, pp. 378-379; E 8, pp. 357-360; E 9, pp. 217-220; E 10, pp. 189-194; E 11, pp. 195-196; E 12, pp. 268-271; E 13, pp. 209-210.)
- 6186.** *Les zones franches. Ruine de l'agriculture genevoise*. (Chambre genevoise d'agriculture, 1936, janv.) Genève, 1936, In-8°, 46 pages.
- 6187.** *Réponse du Conseil d'État à l'interpellation de M. NICOLE du 9 avril 1938, sur la situation économique du canton, du commerce en particulier, et sur les effets des zones franches sur la situation économique*. (Mémorial des séances du Grand Conseil [de Genève], 1938, 4 mai, pp. 396-399.)

6188. *Soixante-treizième Rapport annuel de la Chambre de commerce de Genève. Exercice 1937.* Genève, 1938. [Zones franches, pp. 12-14.]
-
6189. BALASKO (A.), *Causes de nullité de la sentence arbitrale en droit international public.* (Prix Carlos Calvo 1937.) Paris, A. Pedone, 1938. In-8°, IV+403 pages. [C. P. J. I., *passim.*]
6190. MARKOVITCH (JIVOÏN Y.), *Du caractère définitif des sentences arbitrales en droit international public.* Aix-en-Provence, E. Fourcine — Paris, A. Pedone, 1937. In-8°. 99 pages. [C. P. J. I., *passim.*]
6191. NEUMANN (RUDOLF), *Die Anfechtbarkeit internationaler Schiedssprüche aus den in der Person des Richters begründeten Mängeln.* Inaugural-Dissertation. Kiel, Schmidt & Klaunig, 1934. 8°, 87 pages.
6192. SALVIOLI (G.), *Motivi di nullità delle sentenze internazionali.* (Rivista di Diritto internazionale, Anno XXIX, Fasc. IV, 1937, 1° ottobre-31 dicembre, pp. 305-323.)
-

D. — GÉNÉRALITÉS

I. SOURCES OFFICIELLES.

(Voir E 2, pp. 303-305 ; E 3, pp. 285-286 ; E 4, pp. 360-362 ; E 5, pp. 316-318 ; E 6, pp. 386-388 ; E 7, pp. 384-385 ; E 8, pp. 369-371 ; E 9, pp. 227-229 ; E 10, pp. 204-205 ; E 11, pp. 196-198 ; E 12, pp. 272-274 ; E 13, pp. 211-212.)

6193. *Journal officiel [de la] Société des Nations [et] Suppléments spéciaux.* 1937-1938. [Voir l'Index sous « Cour permanente de Justice internationale ».]

6194. *Official Journal [of the] League of Nations [and] Special Supplements.* 1937-1938. [See Index under the heading "Court of International Justice (Permanent)".]

6195. *Société des Nations. Actes [et Documents] de la Dix-Huitième Assemblée,* 1937. Genève, 1937. [Voir l'Index sous « Cour permanente de Justice internationale ».]

6196. *League of Nations. Records [and Documents] of the Eighteenth Assembly,* 1937. Geneva, 1937. [See Index under the heading "Court of International Justice (Permanent)".]

6197. *Procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations,* 1937-1938. [Voir l'Index sous « Cour permanente de Justice internationale ».]

6198. *Minutes of the sessions of the Council of the League of Nations,* 1937-1938. [See Index under the heading "Court of International Justice (Permanent)".]

6199. *Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations,* 1937-1938. [Il existe des éditions française, anglaise, allemande, italienne, espagnole et tchèque de ce Résumé.]

6200. *Monthly Summary of the League of Nations,* 1937-1938. [Published in separate editions in English, French, German, Italian, Spanish and Czech.]

6201. *Quatorzième Rapport annuel de la Cour permanente de Justice internationale.* (15 juin 1937 — 15 juin 1938). Leyde, Sijthoff, 1938. In-8°. (Publications de la Cour, Série E, n° 14.)

6202. *Fourteenth Annual Report of the Permanent Court of International Justice (June 15th, 1937—June 15th, 1938.)* Leyden, Sijthoff, 1938. 8°. (Publications of the Court, Series E, No. 14.)

6203. *Société des Nations. Rapport sur l'œuvre de la Société,* 1936/37. 2^{me} partie. Genève, le 8 sept. 1937. N° officiel: A. 6 (a). 1937. Série de Publications de la S. d. N. Questions générales. 1937. 4. In-8°, 75 pages. [C. P. J. I., pp. 54-75.]

6204. *League of Nations. Report on the work of the League,* 1936/37. Part II. Geneva, Sept. 8th, 1937. Official No.: A. 6 (a). 1937. Series of L. of N. Publications. General. 1937. 4. 8°, 75 pages. [P. C. J. I., pp. 53-75.]

6205. *Verslag van de Achttiende Zitting van de Vergadering van den Volkenbond te Genève, 13 Sept.-6 Oct. 1937.* Overgelegd door den Minister van Buitenlandsche Zaken aan de beide Kamers van de Staten-Generaal. Nov. 1937. 's-Gravenhage, Algemeene Landsdrukkerij, 1937. F°, 40 pages. [Hoofdstuk V : Internationale rechtspraak, p. 8.]

2. MONOGRAPHIES SUR LA COUR EN GÉNÉRAL.

A. — *Ouvrages de fond et brochures.*

(Voir E 2, pp. 305-306 ; E 3, p. 286 ; E 4, pp. 362-363 ; E 5, pp. 318-319 ; E 6, pp. 388-389 ; E 7, p. 386 ; E 8, pp. 371-372 ; E 9, p. 229 ; E 10, p. 205 ; E 11, p. 198 ; E 12, pp. 274-275 ; E 13, pp. 212-213.)

6206. KRIVICKAS (D.), *Nuolatinis Tarptautinio Teisingumo Tribunolas*. [*La Cour permanente de Justice internationale*. En lithuanien.] Kaunas, Vytauto Didžiojo Universitetas, 1935. XV+453+13 pages.

B. — *Études générales publiées dans les revues.*

(Voir E 2, pp. 306-313 ; E 3, pp. 287-291 ; E 4, pp. 363-366 ; E 5, pp. 319-322 ; E 6, pp. 389-392 ; E 7, pp. 386-388 ; E 8, pp. 372-375 ; E 9, pp. 229-231 ; E 10, pp. 205-207 ; E 11, pp. 198-199 ; E 12, pp. 275-277 ; E 13, pp. 213-214.)

6207. [JØRSTAD (J.)], *Den Fasta Domstol for Mellamfolkelig Rettspleie*. (Nordisk Tidsskrift for International Ret, Vol. 8, 1937, Fasc. 3, pp. 210-211.) *Idem* [suite], (*Ibidem*, Fasc. 4, pp. 308-309.)

6208. JUDD (C. D.), *The Permanent Court of International Justice*. (International Institutions and World Peace, Proceedings of the 4th Annual Conference [of the] Institute of Public Affairs, edited by S. D. MYERS JR., pp. 137-155.)

6209. KRIVICKAS (D.), *Nuolatinis Tarptautinio Teisingumo Tribunolas Haagoje*. [*La Cour permanente de Justice internationale à La Haye*. En lithuanien.] (Naujoji Romuva, 1934, N. 190-191, pp. 591-593.)

6210. MOSER (H.), *Le symbole architectonique de la Cour permanente de Justice internationale de La Haye*. (Archives diplomatiques et consulaires, 1937, juin, 2 : 229-231.)

6211. NOVAKOVIC (MILETA), *Stalni međunarodni sud u Hagu*. [*La Cour permanente de Justice internationale de La Haye*. En serbe.] (Policija, 1934, t. XXI, pp. 321-326.)

6212. SASTRY (K. R. R.), *The International Court*. (New Review, 4 : 366-378.)

6213. VÁLI (FERENC), *A hágai Állandó Nemzetközi Bíróság*. [*La Cour permanente de Justice internationale de La Haye*. En hongrois.] (Külügyi Szemle, 1937, XIV. évf., I. sz., pp. 83-84.)

6214. VÁLI (FERENC), *Az Állandó Nemzetközi Bíróság*. [*La Cour permanente de Justice internationale*. En hongrois.] (Külügyi Szemle, 1937, XIV. évf., 4. sz., pp. 411-412.)

6215. VÁLI (FERENC), *Nemzetközi Bíraskodás Szemléje*. [*Jurisdiction internationale*. Faits et informations concernant la C. P. J. I.] (Külügyi Szemle, 1938, Április, XV. évf. 2. Szám., pp. 232-234.)

6216. *Cour permanente de Justice internationale*. [Faits et informations.] (Revue internationale française du Droit des gens, 2^{me} année, t. III, nos 4-5, 1937, avril-mai, pp. 306-307.) *Idem*, [suite], (*Ibidem*, t. IV, nos 1-2, 1937, juin-sept., pp. 82-84.) *Idem*, [suite], (*Ibidem*, nos 3-4, 1937, oct.-nov., pp. 199-200.) *Idem*, [suite], (*Ibidem*, 3^{me} année, t. V, nos 1-2, 1938, janv.-févr., p. 76.) *Idem*, [suite], (*Ibidem*, nos 3-4, 1938, mars-avril, pp. 223-224.)

- 6217.** *La Cour permanente de Justice internationale.* I. *Le baron ROLIN-JAEQUEMYS.* II: *L'année judiciaire 1936.* III: *Tableau des arrêts, ordonnances et avis.* IV: *Composition de la Cour.* V: *La juridiction obligatoire de la Cour.* VI: *Publications de la Cour.* (Grotius, Annuaire international pour 1937, pp. 187-196.)
- 6218.** *Cour permanente de Justice internationale.* [Faits et informations.] (Revue de Droit international, de Sciences diplomatiques et politiques, fondée et dirigée par ANTOINE SOTTILE, 15^{me} année, n^o 4, 1937, oct.-déc., pp. 262-266.) *Idem.* (*Ibidem*, 16^{me} année, n^o 1, 1938, janv.-mars, p. 49.)
- 6219.** *The Permanent Court of International Justice.* (British Year Book of International Law, 18th year, 1937, pp. 162-163.)
-

E. — OUVRAGES CONTENANT DES CHAPITRES RELATIFS
A LA COUR

I. OUVRAGES SUR LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

(Voir E 2, pp. 313-318 ; E 3, pp. 291-295 ; E 4, pp. 366-369 ; E 5, pp. 322-325 ; E 6, pp. 392-395 ; E 7, pp. 388-391 ; E 8, pp. 376-378 ; E 9, pp. 231-234 ; E 10, pp. 207-209 ; E 11, pp. 199-201 ; E 12, pp. 277-280 ; E 13, p. 215.)

6220. ANDRASSY (GEORGES), *La souveraineté et la Société des Nations*. (Recueil des Cours [professés à l'] Académie de Droit international, établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1937 : III = t. 61 de la collection, pp. 641-671.) [C. P. J. I., *passim*.]

6221. *Annuaire de la Société des Nations*. 1937. 7^{me} année. Préparé sous la direction de GEORGES OTTLIK. Genève, Éditions de l'Annuaire, 1937. In-8°, XVII + 771 pages. [C. P. J. I., pp. 7-9, 33-35, 80, 179-186, 259-262, 390-393, 510-512.]

6222. BALDONI (CLAUDIO), *La Società delle Nazioni*. I: *Nozioni generali*. (Studi di diritto pubblico diretti da DONATO DONATI, 10.) Padova, Cedam, 1936 = XIV. 8°, VIII+269 pages. [C. P. J. I., pp. 6, 8, 13, 14, 30, 36, 97, 101, 104, 105, 106, 107, 112, 113, 114, 115, 121, 122, 131, 146.]

6223. *Le Conseil de la Société des Nations. Première Session : janvier 1920, Centième Session : janvier 1938. Composition. Compétence. Procédure*. Genève, Section d'information [du Secrétariat de la S. d. N.]. 1938. In-8°, 141 pages + 12 pages illustrées [photographies de quelques séances du Conseil]. [C. P. J. I., *passim*.]

6224. *The Council of the League of Nations. First Session : January 1920, 100th Session : January 1938. Composition. Competence. Procedure*. Geneva, Information Section [of the Secretariat of the L. of N.]. 1938. 8°, 141 pages + 12 illustrated pages [photographies of various Council meetings]. [P. C. I. J., *passim*.]

6225. GÖPPERT (OTTO), *Der Völkerbund*. B: *Organisation und Tätigkeit des Völkerbundes*. (Handbuch des Völkerrechts, herausgegeben von G. A. WALZ, 4. Band : Völkerrecht und internationales politisches Staatensystem. I. Abt.) Stuttgart, W. Kohlhammer, 1938. 8°, XVI+734 pages. [Der Ständige Internationale Gerichtshof, pp. 351-373.]

6226. HAMBRO (EDVARD), *Folkeforbund og verdenspolitikk*. (Internasjonal politikk, 1938, no. 3, pp. 62-76.)

6227. KNUDSON (JOHN I.), *A history of the League of Nations*. Preface by FRANK P. GRAHAM. Atlanta, Georgia, Turner E. Smith & Co., 1938. 8°, VI+445 pages. [P. C. I. J., pp. 47, 50, 74, 78, 80, 81, 95, 171, 303 ff., 333-354, 421-436.]

6228. MÖLLER (AXEL), *Bør Folkeforbundspagten reformeres ?* (Publications de l'Institut suédois de Droit international, n° 4.) Uppsala, 1937. 8°, 94 pages. [C. P. J. I., pp. 48-52.]

6229. *Petit Manuel de la Société des Nations*. 8^{me} édition, révisée et complétée. Genève, Section d'information [du Secrétariat de la S. d. N.]. 1938. In-16, 303 pages. [C. P. J. I., pp. 115-121.]

- 6230.** *Essential facts about the League of Nations.* 9th edition (revised). Geneva, Information Section [of the Secretariat of the L. of N.]. 1938. 16°, 361 pages. [P. C. I. J., pp. 103-109.]
- 6231.** SEMPER (MECHTHILD), *Deutscher Bund und Völkerbund als Organisationen zur Friedenssicherung.* Inaugural-Dissertation, Göttingen. Bleichenrode am Harz, Carl Nieft, 1936. In-8°, 129 pages. [Richterliches Verfahren, pp. 96-110.]
- 6232.** *La Société des Nations en 1937.* Genève, Section d'information [du] Secrétariat de la S. d. N. [1938.] In-8°, 256 pages. [C. P. J. I., pp. 28-40.]
- 6233.** *The League from year to year.* (1937.) Geneva, Information Section [of the] Secretariat of the League of Nations. [1938.] 8°, 246 pages. [P. C. I. J., pp. 24-36.]

2. OUVRAGES SUR L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL.

(Voir E 2, pp. 318-319; E 3, pp. 295-296; E 4, p. 369; E 5, p. 326; E 6, pp. 395-396; E 7, p. 391; E 9, p. 234; E 10, p. 209; E 11, p. 201; E 12, p. 280.)

- 6234.** ZARRAS (JEAN), *Le contrôle de l'application des conventions internationales du travail.* (Institut de Droit comparé de l'Université de Paris, Série de monographies de droit public, VII.) Paris, Recueil Sirey, 1937. In-8°, 386 pages. [C. P. J. I., pp. 307-315.]

3. LA COUR DANS LES MANUELS RÉCENTS DU DROIT DES GENS. — CODIFICATION DU DROIT DES GENS.

(Voir E 2, pp. 319-323; E 3, pp. 296-299; E 4, pp. 369-374; E 5, pp. 326-329; E 6, pp. 396-399; E 7, pp. 391-393; E 8, pp. 378-381; E 9, pp. 234-236; E 10, pp. 209-212; E 11, pp. 201-203; E 12, pp. 280-284; E 13, pp. 216-217.)

- 6235.** BALLADORE PALLIERI (G.), *Diritto internazionale pubblico.* Milano, A. Giuffré, 1937=XV. 8°, XV+536 pages. [C. P. J. I., pp. 153 et suiv., 262 et suiv., 313 et suiv.]
- 6236.** BILFINGER (CARL), *Völkerbundsrecht gegen Völkerrecht.* (Schriften der Akademie für deutsches Recht. Herausgegeben von HANS FRANK. Gruppe Völkerrecht, Nr. 6.) München, Duncker & Humblot, 1938. 8°, 43 pages. [C. P. J. I., pp. 26-30.]
- 6237.** BRIGGS (HERBERT W.), *The law of nations. Cases, documents and notes.* New York, Crofts, 1938. 8°, 1013 pages. [P. C. I. J., pp. 26, 37, 47-48, 53, 54, 64, 133 ff., 144 ff., 287-302, 411, 434, 446, 479, 549, 621-623, 640-641.]
- 6238.** CANTÉ (FLORIS), *International law vs. power politics; interview with Å. HAMMARSKJÖLD.* (Christian Science Monitor—weekly magazine section, 1937, May 19th, pp. 1-2.)
- 6239.** *Cases on international law.* By JAMES BROWN SCOTT and WALTER H. E. JAEGER. New edition. St.-Paul, West Publishing Comp., 1938. 8°. LXIX + 1062 pages.
- 6240.** CASTBERG (FREDE), *Folkerett.* Oslo, Christiansen, 1937. In-8°, 257 pages. [C. P. J. I., pp. 12, 13, 15, 20, 22-29, 31, 52, 53, 86-88, 102-103, 125, 172-175, 177, 179-185, 188-192, 232, 235, 237, 248.]
- 6241.** CAVARÉ (LOUIS), *L'idée de sanction et sa mise en œuvre en droit international public.* (Revue générale de Droit international public, 44^{me} année, 3^{me} série, t. XI, 1937, n° 4, juillet-août, pp. 385-445.)

- 6242.** COSENTINI (FRANCESCO), *Code international de la paix et de la guerre. Essai d'une codification intégrale du droit des gens en 2029 articles.* (Institut américain de Droit et de Législation comparée. Études et documents. Série française, n° 7.) La Cibourg (Berne) — Paris, 1937. In-8°, 353 pages. [C. P. J. I., pp. 209-221.]
- 6243.** EUSTATHIADÈS (CONSTANTIN TH.), *La responsabilité internationale de l'État pour les actes des organes judiciaires et le problème du déni de justice en droit international.* Thèse. Paris, Pedone, 1936. In-8°, 450 pages.
- 6244.** GIHL (TORSTEN), *International legislation. An essay on changes in international law and in international legal situations.* Translated from the Swedish by SYDNEY J. CHARLESTON. London, etc., Oxford University Press, 1937. 8°, VIII+158 pages. [P. C. I. J., *passim*.]
- 6245.** HOULARD (MAURICE), *La nature juridique des traités internationaux et son application aux théories de la nullité, de la caducité et de la révision des traités.* Bordeaux, Delmas, 1936. In-8°, 159 pages. [La jurisprudence internationale: C. P. J. I., pp. 62-66.]
- 6246.** KAECKENBEECK (GEORGES), *La protection internationale des droits acquis.* (Recueil des Cours [professés à l'] Académie de Droit international, établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1937: I = t. 59 de la collection, pp. 317-419.) [Pratique internationale, 1°: C. P. J. I., pp. 389-396.]
- 6247.** KOPELMANAS (LAZARE), *Custom as a means of the creation of international law.* (British Year Book of International Law, 18th year, 1937, pp. 127-151.) [P. C. I. J., *passim*.]
- 6248.** LAWRENCE (T. J.), *A handbook of public international law.* 11th ed., by P. H. WINFIELD. London, Macmillan, 1938. In-8°, XVI+207 pages. [P. C. I. J., p. 145.]
- 6249.** OPPENHEIM (L.), *International law. A treatise.* 5th edition, edited by H. LAUTERPACHT. Vol. I: *Peace.* London, etc., Longmans, Green and Co., 1937. 8°, LVI+819 pages. [P. C. I. J., *passim*; see index.]
- 6250.** OTTOLENGHI (G.), *Lezioni di diritto internazionale.* Torino, G. Giappichelli, 1936. = XIV. 8°, 645 pages. [Dactylographié.] [C. P. J. I., pp. 315-325.]
- 6251.** *Recueil des Cours [professés à l'] Académie de Droit international, établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale.* [Suite.] Tomes 58, 59, 60 et 61 de la collection = 1936: IV; 1937: I, II, III. Paris, Recueil Sirey. [1937-1938.] In-8°. [C. P. J. I., *passim*. Voir l'Index à la fin de chaque volume.]
- 6252.** REDLICH (MARCELLUS DONALD A. R. VON), *The law of nations. With a foreword from ANTONIO SANCHEZ DE BUSTAMANTE Y SIRVEN.* 2nd edition. Phoenix (Ariz.), World League for Permanent Peace, 1937. In-8°, XXIV+640 pages. [P. C. I. J., pp. 30, 35, 125, 131, 134, 139, 140, 201, 215, 306, 342, 492, 494, 498, 499, 505-512.]
- 6253.** SPENCER (JOHN H.), *L'interprétation des traités par les travaux préparatoires.* Thèse. Paris, Les Éditions internationales, 1934. In-8°, XIV+209 pages. [Les travaux préparatoires dans la jurisprudence internationale, pp. 71-206.]

4. SOLUTION PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS INTERNATIONAUX.

A. — *En général.*

(Voir E 2, pp. 323-325 ; E 3, pp. 299-300 ; E 4, p. 374 ; E 5, pp. 329-330 ; E 6, p. 399 ; E 7, pp. 393-394 ; E 8, p. 381 ; E 9, p. 236 ; E 10, pp. 212-213 ; E 11, pp. 203-204 ; E 12, p. 284.)

6254. CALOYANNI (MÉGALOS), *The Organisation of International Justice, justiciable and political disputes, and the prospects thereof.* (Transactions of the Grotius Society, Vol. 23. Problems of peace and war, Papers read before the Society in the year 1937, pp. 71-84.)

6255. DUNN (FREDERICK SHERWOOD), *Peaceful change ; a study of international procedures.* New York, Council on foreign relations, [1937-]. 8°, VII+196 pages. [P. C. I. J., pp. 119-120.]

6256. FÖRSTER (ROBERT VON), *Schiedssprechung und Repressalie.* Inaugural-Dissertation, Göttingen. Würzburg, Konrad Triltsch, 1936. In-8°, VI+41 pages. [C. P. J. I., pp. 25-27.]

6257. GIHL (TORSTEN), "*The subjective test*" as a means of distinguishing between legal and political disputes. (Nordisk Tidsskrift for International Ret : Acta Scandinavica juris gentium, Vol. 8, Fasc. 4, 1937, pp. 67-107.)

6258. GIHL (TORSTEN), "*Det subjektiva kriteriet*" såsom medel att skilja mellan rättsväster och intressetväster. (Nordisk Tidsskrift for International Ret, Vol. 8, Fasc. 4, 1937, pp. 255-295.)

6259. MORELLI (GAËTANO), *La théorie générale du procès international.* (Recueil des Cours [professés à l'] Académie de Droit international, établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1937 : III = t. 61 de la collection, pp. 257-373.) [C. P. J. I., *passim.*]

6260. SCHINDLER (DIETRICH), *Schiedsgerichtsbarkeit und Friedenswahrung.* (Festgabe FRITZ FLEINER zum 70. Geburtstag am 24. Jan. 1937. Zürich, Polygraphischer Verlag, 1937, pp. 11-44.)

6261. SCHMID (KARL), *Gedanken zum Problem einer allgemeinen internationalen Gerichtsbarkeit.* (The New Commonwealth Quarterly, Vol. III, No. 4, 1938, March, pp. 342-355.)

6262. STRUPP (KARL), *Legal machinery for peaceful change.* Préface de GEORGES SCELLE. (The New Commonwealth Institute Monograph, Series B, No. 4.) London, Constable & Co. Ltd., 1937. 8°. XXVI+85 pages. [P. C. I. J., *passim.*]

B. — *Arbitrage et Justice.*

(Voir E 2, pp. 325-326 ; E 3, pp. 300-301 ; E 4, pp. 374-375 ; E 5, pp. 330-331 ; E 6, pp. 400-401 ; E 7, p. 394 ; E 8, pp. 381-382 ; E 9, pp. 236-237 ; E 10, p. 213 ; E 11, p. 204 ; E 12, pp. 284-285 ; E 13, p. 218.)

6263. *Traité généraux d'arbitrage, communiqués au Bureau international de la Cour permanente d'Arbitrage.* 6^{me} série. La Haye, Bureau international de la Cour permanente d'Arbitrage, 1938. F°, XV+224 pages. [C. P. J. I., *passim.*]

C. — *Le Protocole de Genève.*

(Voir E 2, pp. 326-328; E 3, p. 301; E 4, p. 375; E 6, p. 401;
E 10, p. 213; E 12, p. 285.)

D. — *Les Accords de Locarno.*

(Voir E 2, p. 328; E 3, p. 302; E 4, p. 375; E 5, p. 331; E 7, p. 394;
E 9, p. 237; E 12, p. 285; E 13, pp. 218-219.)

E. — *Acte général d'arbitrage adopté par la IX^{me} Assemblée de la Société des Nations.*

(Voir E 5, pp. 332-333; E 6, p. 401; E 7, p. 395; E 8, pp. 382-383; E 9,
p. 237; E 10, pp. 213-214; E 12, pp. 285-286.)

6264. BERLIA (GEORGES), *Le règlement arbitral de l'Acte général d'Arbitrage.*
(Revue de Droit international, fondée et dirigée par A. DE GEOUFFRE DE LA
PRADELLE, XI^{me} année, t. XX, 1937, n^o 3, juillet-août-sept., pp. 104-113.)

F. — *Le Pacte Kellogg.*

(Voir E 5, p. 333; E 6, p. 402; E 7, p. 395; E 10, p. 214; E 11, p. 205;
E 12, p. 286.)

5. RAPPORTS ENTRE LES ÉTATS. — POLITIQUE. — DIPLOMATIE.

(Voir E 2, pp. 329-330; E 3, p. 302; E 4, p. 376; E 5, p. 333; E 6, p. 402;
E 7, pp. 395-396; E 8, pp. 383-384; E 9, p. 238; E 10, p. 214; E 11,
p. 205; E 12, p. 286; E 13, p. 219.)

6265. BUTLER (NICHOLAS MURRAY), *The family of nations, its need and its problems. Essays and addresses.* New York—London, C. Scribner's sons, 1938. 8°, XIII+400 pages. [P. C. I. J., see Index: p. 397.]

6266. *Speeches and documents on international affairs. 1918-1937.* Edited with an introduction by ARTHUR BERRIEDALE KEITH. The World Classics, 157-158. Oxford University Press, London, Humphrey Milford, 1938. 2 vol. 16°. [P. C. I. J., Vol. I, pp. XVIII, XXIV, XXXII, 15, 96, 117, 163, 167, 168, 169, 171, 216-225; Vol. II, pp. 41, 126, 149, 168.]

6267. TEMPERLEY (A. C.), *The whispering gallery of Europe.* With a foreword by [R.] ANTHONY EDEN. London, Collins, 1938. 8°, 359 pages. [P. C. I. J., pp. 116, 151-153.]

6268. TOYNBEE (ARNOLD J.), *Survey of international affairs.* 1936. Assisted by V. M. BOULTER. Oxford University Press, London, Humphrey Milford, 1937. 8°, XIV+1006 pages. [With 4 maps.] [P. C. I. J., pp. 288-289, 291, 303, 305, 311-312, 321-322, 325, 851, 853 et sqq., 860-861, 863-864.]

6. PACIFISME. — DÉSARMEMENT. — INTERNATIONALISME.

(Voir E 2, pp. 330-331; E 3, pp. 302-303; E 4, pp. 376-377; E 5, p. 334;
E 6, p. 403; E 7, p. 396; E 8, pp. 384-385; E 9, p. 238; E 10, p. 215;
E 11, p. 206; E 12, p. 287; E 13, pp. 219-220.)

6269. FENWICK (CHARLES G.), *A primer of peace.* Washington, Catholic Association for international peace, 1937. 8°, 58 pages. [Arbitration and the World Court, pp. 35-39.]

7. HISTOIRE. — ENCYCLOPÉDIES. — JOURNAUX. — ANNUAIRES.

(Voir E 2, pp. 321-322 ; E 3, p. 303 ; E 4, p. 378 ; E 5, p. 334 ; E 6, pp. 403-404 ; E 7, pp. 396-397 ; E 8, p. 386 ; E 9, pp. 238-239 ; E 10, p. 215 ; E 11, p. 206 ; E 12, p. 287 ; E 13, p. 220.)

6270. LANGSAM (WALTER CONSUELO), *The World since 1914*. 3rd edition. New York, MacMillan, 1937. 8°, XVI+888 pages. [World Court, pp. 134, 143, 144, 147-149, 157, 160, 216, 294, 525, 580, 582, 712, 752, 773-774, 778.]

6271. *Carnegie Endowment for international peace. Year book, 1937*. Washington, published by the Endowment, 1937. 8°, XIV+233 pages. [P. C. I. J., pp. 101, 119.]

6272. *The New International Year book. A compendium of the world's progress for the year 1936*. Editor FRANK H. VIZETELLY. New York—London, Funk & Wagnalls Co., 1937. 8°, 802 pages. [World Court, pp. 794-795.]

F. — QUESTIONS SPÉCIALES

I. LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA COUR.

(Voir E 2, pp. 332-348; E 3, pp. 303-314; E 4, pp. 378-381; E 5, pp. 335-342; E 6, pp. 404-411; E 7, pp. 397-401; E 8, pp. 386-393; E 9, pp. 239-243; E 10, pp. 215-218; E 11, pp. 206-210; E 12, pp. 288-290; E 13, pp. 221-222.)

6273. ANDRASSY (JURAJ). *Sjedinjene Drzave i Stalni sud medjunarodne pravde.* [*Les États-Unis et la Cour permanente de Justice internationale.* En serbe.] (Liga naroda, 1932, nos 9-10, pp. 18-24.)

6274. FAULKNER (HAROLD UNDERWOOD). *American political and social history.* New York. F. S. Crofts & Co., 1937. 8°, XXII+772 pages. [World Court, pp. 625, 633, 635, 640-641, 654, 701.]

6275. *The United States and World organization during 1937.* (International Conciliation, No. 341, 1938, June, pp. 223-277.) [P. C. I. J., pp. 265-267.]

6276. *The United States, League of Nations and International Labour Organisation during 1937.* (Geneva Studies, Vol. IX, No. 1, 1938, Jan., 72 pages.) [P. C. I. J., pp. 57-59.]

6277. WARE (EDITH E.). *The study of international relations in the United States. Survey of 1937.* New York, Columbia University Press, 1938. 8°, 540 pages. [World Court, adherence advocated: pp. 136, 293, 358, 362; opposed: pp. 327-328.]

2. LA GRANDE-BRETAGNE ET LA CLAUSE FACULTATIVE.

(Voir E 2, p. 349; E 3, p. 314; E 4, pp. 381-382; E 5, p. 342; E 6, pp. 411-413; E 7, p. 401; E 8, p. 393; E 9, p. 243; E 11, p. 210; E 12, p. 290; E 13, p. 222.)

6278. KEITH (A. BERRIEDALE). *The dominions as sovereign States. Their constitutions and governments.* London, MacMillan Co., 1938. 8°, XLV+769 pages. [P. C. I. J., pp. 16, 40, 127, 128, 129, 130, 136, 137, 410, 608, 717, 718.]

6279. TAMMES (A.). *De rechtsbetrekkingen der leden van het Britsche Gemeenebest, onderling en in het Volkenrecht.* Proefschrift, Groningen. Purmerend, J. Muusses, 1937. In-8°, XI+153 pages. [Vertegenwoordiging in het Permanente Hof van Internationale Justitie, pp. 120-123. De facultatieve clausule, p. 123.]

3. UNE COUR PERMANENTE DE JUSTICE CRIMINELLE INTERNATIONALE.

(Voir E 2, pp. 349-350; E 3, pp. 314-315; E 4, p. 382; E 5, p. 343; E 6, p. 413; E 8, p. 393; E 10, p. 218; E 11, pp. 210-211; E 12, p. 290; E 13, pp. 222-223.)

6280. *Société des Nations. Convention pour la création d'une Cour pénale internationale.* (Genève, le 16 nov. 1937.) — *League of Nations. Convention for the creation of an International Criminal Court.* (Geneva, Nov. 16th, 1937.) N° officiel: C. 547. M. 384. 1937. V. Série de Publications de la S. d. N. V. Questions juridiques. 1937. V. 11. F°, 12 pages.

6281. *Société des Nations. Convention pour la prévention et la répression du terrorisme.* (Genève, le 16 nov. 1937.) — *League of Nations. Convention for the prevention and punishment of terrorism.* (Geneva, Nov. 16th, 1937.) N° officiel: C. 546. M. 383. 1937. V. Série de Publications de la S. d. N. V. Questions juridiques. 1937. V. 10. F°, 13 pages.

- 6282.** MOSLER, *Die Konferenz zur internationalen Bekämpfung des Terrorismus*. (Nov. 1937). (Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, Band VIII, Nr. 1, 1938, Febr., pp. 99-107.)
- 6283.** DONNEDIEU DE VABRES (H.), *La répression internationale du terrorisme. Les conventions de Genève* (16 nov. 1937). (Revue de Droit international et de Législation comparée, 3^{me} série, t. XIX, 65^{me} année, 1938, n° 1, pp. 37-74.)
- 6284.** DONNEDIEU DE VABRES (H.), *Traité élémentaire de droit criminel et de législation pénale comparée*. Paris, Recueil Sirey. [1938.] 8°, IX+1066 pages. [Du rôle de la C. P. J. I. comme organe régulateur de la compétence criminelle, pp. 1040-1041.]
- 6285.** VERZIJL (J. H. W.), *Het nieuwe Internationale Strafgerichtshof (Bestrijding van terrorisme)*. I. (Nederlandsch Juristenblad, 13^e jaarg., Afl. 15, 1938, 9 April, pp. 333-340.) *Idem*, II. (Slot.) (*Idem*, Afl. 16, 1938, 16 April, pp. 357-366.)

4. LE DIFFÉREND ROUMANO-HONGROIS.

(Voir E 4, pp. 383-385 ; E 5, p. 344.)

5. DIVERS.

- (Voir E 2, pp. 350-351 ; E 3, p. 316 ; E 4, p. 386 ; E 5, p. 344 ; E 6, p. 413 ; E 7, pp. 401-402 ; E 8, p. 394 ; E 9, pp. 243-245 ; E 10, pp. 219-220 ; E 11, pp. 211-212 ; E 12, pp. 291-292 ; E 13, p. 223.)
- 6286.** SÉFÉRIADÈS (St.-P.), *Le problème de l'accès des particuliers à des juridictions internationales*. Rapport définitif. Institut de Droit international, Neuvième Commission. Bruxelles, Goemaere, 1938. In-8°, 61 pages. [C. P. J. I., *passim*.]
- 6287.** FLACHBARTH ([ERNÖ] ERNST), *System des internationalen Minderheitenrechtes. Geschichte des internationalen Minderheitenschutzes. Positives materielles Minderheitenrecht*. Mit Geleitw. v. STEPHAN BETHLEN (Veröffentlichungen des Instituts für Minderheitenrecht an der Budapester kgl. ung. P. Pázmány Univ., Reihe I., Zahl 1.) Budapest, Gergely, 1937. 8°, XXXII+ 475 p

INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS D'AUTEURS
ET DES NOMS CITÉS

DE LA LISTE BIBLIOGRAPHIQUE ¹

(Les numéros indiqués sont ceux qui précèdent les titres
des publications et non ceux des pages.)

- AALL (A.) **9** : 4320. **10** : 4626.
 ABENDROTH (W.) **13** : 6029.
 ABRAHAM (G.) **4** : 2100.
 ACCIOLY (H.) **10** : 4747. **11** : 5077.
 ACHORN (E.) **12** : 5677.
 ADAMS (R. G.) **2** : 1082.
 ADATCI (M.) **5** : 2365, 2366. **8** : 3790. **9** :
 4090. **10** : 4778. **11** : 4886-4896, 4903-
 4904. **12** : 5246-5249, 5304-5309, 5312,
 5380, 5557, 5559.
 ADELSWÄRD (Th.) **12** : 5563.
 ADSHEAD **4** : 1879. **5** : 2295. **6** : 2700, 2702,
 2705, 2706.
 AGUESSE (L.) **7** : 3319.
 AIREY (W.) **10** : 4706.
 AJTAY (G.) **4** : 2153. **10** : 4730.
 AKAGI (R. H.) **12** : 5729.
 AKHAVI (A. A.) **13** : 5953.
 AKZIN (B.) **4** : 2122.
 ALEXANDER **12** : 5230.
 ALEXANDER (F.) **5** : 2513.
 ALEXANDER (H. G.) **2** : 858. **3** : 1586, 1646.
 ALLEN (E. W.) **8** : 3825.
 ALLEN (J.) **2** : 376.
 ALOISI (Baron) **11** : 4903-4904. **12** : 5209-
 5210, 5316-5319, 5345-5346, 5486-5491.
13 : 5772, 5773.
 ALT (A.) **10** : 4579.
 ALTAMIRA Y CREVEA (R.) **2** : 136, 137,
 143, 913. **3** : 1550. **4** : 1946, 2074.
5 : 2321. **6** : 2826. **8** : 3634, 3834. **9** :
 4090. **10** : 4504. **12** : 5540. **13** : 5859.
 ALTEN (E.) **10** : 4627.
 ALTOMARE (G.) **6** : 2945.
- ALVAR (M. F.) **12** : 5594.
 ALVAREZ (A.) **3** : 1641. **4** : 2246. **6** : 2973,
 2974, 2980. **7** : 3441, 3442. **8** : 3803,
 3868. **9** : 4302. **10** : 4778.
 AMERY (L. S.) **2** : 607, 608, 622, 623.
4 : 1889.
 ANCEL (J.) **8** : 3741.
 ANDERSEN (H.) **7** : 3413.
 ANDERSON (Ch. P.) **2** : 273. **8** : 3708.
 ANDERSON (H. W.) **2** : 844.
 ANDRASSY (G.) **14** : 6220.
 ANDRASSY (J.) **7** : 3424. **14** : 6273.
 ANDRÉ (F.) **9** : 4410.
 ANDRÆ (J. P. FOCKEMA) : voir
 FOCKEMA ANDRÆ (J. P.).
 ANDRÉ-PRUDHOMME **4** : 2231, 2246. **6** :
 2857, 2858.
 ANEMA **2** : 387. **6** : 2758. **9** : 4071.
 ANGELL (N.) **5** : 2605.
 ANGYALL (P.) **10** : 4657.
 ANSCHÜTZ (G.) **2** : 1036. **9** : 4410.
 ANTOKOLETZ (D.) **2** : 781, 949. **3** : 1574,
 1580, 1594. **5** : 2494.
 ANTONELLI (E.) **2** : 931.
 ANTONESCU **13** : 5829-5830.
 ANTONESCU (M.) **6** : 2671, 2996.
 ANTONIADE **5** : 2363, 2364. **9** : 4105, 4106.
 ANYSAS (M.) **10** : 4598. **13** : 5893.
 ANZILOTTI (D.) **4** : 1897, 1898, 1905,
 1919, 2138. **5** : 2345, 2504, 2519. **6** :
 2782-2784, 2822, 2824, 2826, 2930,
 2969. **7** : 3247. **8** : 3634, 3645, 3730.
9 : 4090. **10** : 4442, 4504, 4625. **11** : 4941.
12 : 5859, 5860, 5864, 5905, 5965.
 AOKI (S.) **13** : 5886.

¹ Le présent Index, de même que l'Index des matières qui figure à la page 257, est cumulatif, en ce sens qu'il se rapporte aux bibliographies des Second à Treizième Rapports annuels (Série E, nos 2 à 13), aussi bien qu'à celle du présent volume (pages 204-230).

Les chiffres **gras** qui précèdent les numéros des titres renvoient au volume correspondant de la Série E (**2** : Série E, n° 2 ; **3** : Série E, n° 3, etc.). Aucun renvoi n'a été fait à la Bibliographie du Premier Rapport annuel, étant donné qu'elle a été incorporée dans celle du Second Rapport.

- APPLETON (J.) **4** : 2246.
 APPONYI (A.) **10** : 4719, 4833.
 ARGENTIER (C.) **7** : 3432.
 ARMINJON (P.) **9** : 4312.
 ARMSTRONG (H. F.) **9** : 4006.
 ARNOLD-FORSTER (W.) **3** : 1647. **4** : 2213.
5 : 2647.
 ARNSKOV (L. Th.) **2** : 903.
 ASBECK (F. M. van) **2** : 782. **3** : 1765.
12 : 5292.
 ASCARELLI (R.) **6** : 2859.
 ASCHER (A.) **6** : 2997.
 ASHER (P. F.) **12** : 5672.
 ASHURST (H. F.) **3** : 1348.
 ASLANI **12** : 5490-5493.
 ASSELIN (H.) **2** : 628.
 ASTOR **5** : 2296. **6** : 2738 *bis*.
 ASTRAUDE **7** : 3334. **8** : 3696. **10** : 4605.
 ATWOOD (J. H.) **3** : 1702.
 AUBAIN (L.) **10** : 4480.
 AUBURTIN (A.) **11** : 4926.
 AUER (P. de) **2** : 1296.
 AUFRICHT (H.) **12** : 5366.
 AUSTIN **8** : 3963. **9** : 4389.
 AVILA LIMA (Lobo d') **9** : 4015.
 AVRAMOFF (D.) **9** : 4059.
 AYLES **2** : 356 a.
- B. 4** : 2023.
 B. (L.) **5** : 2559.
 B. (T. R.) **11** : 5140.
 BABIŃSKI (L.) **4** : 2155.
 BAĆKIS (S. A.) **9** : 4265.
 BACKLUND (S.) **13** : 5955.
 BACON (R.) **2** : 1038. **6** : 3074.
 BAETZGEN **10** : 4654.
 BAILEY **11** : 4861, 4863.
 BAILEY (L. W.) **8** : 3557.
 BAKER (N. D.) **6** : 2910. **7** : 3382. **10** :
 4782.
 BAKER (P. J. N.) **2** : 824, 842, 1018,
 1272, 1273. **3** : 1595, 1766. **4** : 1861.
5 : 2560. **6** : 2739.
 BAKER (Ph.) **5** : 2279.
 BAKER (R. S.) **2** : 73.
 BAKKER-VAN BOSSE (C.) **4** : 2022. **12** :
 5250, 5251.
 BALASKO (A.) **14** : 6189.
 BALCH (Th. W.) **2** : 68, 69, 976, 981.
 BALDONI (C.) **3** : 1812. **5** : 2606. **14** : 6222.
 BALDWIN (E. F.) **2** : 843.
 BALDWIN (J.) **10** : 4525.
 BALDWIN (S.) **2** : 356 b, 622. **5** : 2296.
6 : 2738 *bis*. **7** : 3181. **11** : 5061.
 BALDWIN (S. E.) **2** : 67.
 BALFOUR OF BURLEIGH **5** : 2296.
 BALL (A. M.) **3** : 1724.
 BALL (M.) **13** : 5890.
 BALLADORE PALLIERI (G.) : voir PALLIERI
 (G. B.).
- BALOGH (A.) **12** : 5536.
 « BALTICUS » **2** : 708.
 BALUTIS (B. K.) **9** : 4182.
 BALZ (H. R.) **10** : 4481.
 BANCROFT (E. A.) **3** : 1531.
 BARANDON (P.) **9** : 4290, 4291.
 BARANYAI (Z.) **10** : 4821.
 BARBOSA (RUY) **4** : 1899, 1900.
 BARBOSA CARNEIRO (J. A.) **2** : 884, 895.
 BARBOUR **9** : 4382. **10** : 4812.
 BARCLAY (Th.) **2** : 52.
 BARDA (M.) **7** : 3247.
 BARKLEY **8** : 3993. **11** : 4866.
 BARNARD (W. E.) **6** : 2754.
 BARRA (F. L. DE LA) **6** : 3131. **10** : 4464.
 BARTHÉLEMY (J.) **2** : 350, 351. **7** : 3404.
 BARTIN (E.) **4** : 2232, 2246. **5** : 2312.
 BARTLETT (V.) **9** : 4241.
 BASDEVANT (J.) **3** : 1404, 1444. **4** : 2109,
 2246. **12** : 5430. **14** : 6109.
 BASDEVANT (S.) **7** : 3269.
 BASSETT (J. S.) **4** : 2101.
 BASTID (P.) **5** : 2520. **8** : 3563, 3565,
 3566. **12** : 5292.
 BATTLE **5** : 2606 a.
 BATY (T.) **7** : 3434.
 BATY (Th.) **5** : 2368.
 BAUER (Ch. C.) **8** : 3556.
 BAUMGARTEN **8** : 3693.
 BAUMGARTEN (F.) **7** : 3253. **9** : 4405.
 BAUMGARTEN (N.) **10** : 4450, 4548.
 BEALE (J. H.) **12** : 5371.
 BEALES (A. C. F.) **7** : 3139.
 BEAMISH **6** : 2730.
 BEAUBIEN (C. P.) **6** : 2704.
 BEAUCHAMP **3** : 1364. **6** : 2742. **7** : 3195.
 BECK **10** : 4521, 4522. **12** : 5498, 5499.
 BECK (J. M.) **6** : 2911.
 BECKER (A.) **9** : 4242.
 BECKER (K.) **11** : 4978.
 BECKETT (W. E.) **4** : 1981. **6** : 2837.
7 : 3314. **8** : 3667. **9** : 4121. **12** : 5407.
 BEELAERTS VAN BLOKLAND **4** : 1919.
6 : 2756, 2758. **9** : 4071.
 BEER **3** : 1453.
 BEER (Max) **8** : 3854. **9** : 4292.
 BÉGUIN (E.) **9** : 4173.
 BEHRENS (E. B.) **5** : 2491.
 BEICHMANN (F. V. N.) **2** : 54. **14** : 6080.
 BÉIQUE **6** : 2704.
 BEITER (A. F.) **10** : 4804.
 BEKE (A.) **4** : 2045.
 BÉLAND (H. S.) **3** : 1334, 1336. **6** : 2703,
 2704.
 BELAUNDE (V. A.) **8** : 3933.
 BELCOURT (N. A.) **4** : 1880. **6** : 2704.
 BELLOT (H. H. L.) **2** : 141, 145, 146,
 664, 944, 1279, 1283. **3** : 1823.
 BELLQUIST (E. C.) **12** : 5665.
 BELMONT (A. E.) **8** : 3891. **9** : 4349.

- BEMIS (S. F.) **13** : 6003.
 BENEDIKT **13** : 5768.
 BENEŠ (E.) **5** : 2540. **9** : 4274. **10** : 4778.
 BENITO (E. de) **3** : 1824.
 BENNETT (R. B.) **6** : 2706-2707.
 BENOIST (Ch.) **2** : 430.
 BENTLAY (M. L.) **2** : 1195.
 BENTLEY (R. E.) **8** : 3971.
 BENTSCHIEFF (Chr.) **2** : 255.
 BENTWICH (N.) **5** : 2370. **6** : 2841. **7** : 3530. **13** : 5986.
 BÉRARD (V.) **8** : 3804.
 BERBER (F.) **11** : 5078.
 BERDAHL (C. A.) **9** : 4350.
 BERGE (G. W.) **4** : 1982.
 BERGE (W.) **7** : 3435.
 BERGER (E.) **7** : 3431.
 BERGMANN (F.) **12** : 5723.
 BERKELEY **2** : 356 a, 534.
 BERLIA (G.) **14** : 6105, 6204.
 BERLIN (K.) **12** : 5442. **13** : 5895.
 BERNHOFT (H. A.) **8** : 3802. **10** : 4778.
 BERNOUD (A.) **12** : 5480. **13** : 5917.
 BERNSTEIN (H.) **2** : 1054.
 BERNSTORFF (J. H. von) **12** : 5252.
 BERNUS (P.) **6** : 2866. **9** : 4162.
 BEROLZHEIMER (F.) **2** : 1036.
 BERRIEN (L.) **9** : 4351.
 BERTHÉLÉMY (H.) **3** : 1415. **4** : 2246.
 BERTIE OF THAME (Viscount) **7** : 3195.
 BESSON (A.) **3** : 1441.
 BETHLEN (S.) **14** : 6287.
 BEUCKER ANDREÆ (W. C.) **6** : 3113.
 BEUMER **6** : 2756.
 BEUS (J. G. de) **11** : 5185. **12** : 5454.
 BEUVE-MÉRY (M.) **3** : 1397.
 BEVERIDGE (A. J.) **2** : 1096.
 BEVILAQUA (C.) **2** : 96, 111, 112.
 BIANCHERI **10** : 4521, 4522.
 BIBIÉ (M.) **6** : 2721. **8** : 3564.
 BIDAU (E. L.) **4** : 2110.
 BIKKAL (D.) **10** : 4783.
 BILFINGER (C.) **8** : 3709, 3710. **14** : 6236.
 BILSEL (C.) **12** : 5423. **13** : 5966.
 BINET (H. T. P.) **7** : 3270.
 BING (F.) **8** : 3725. **9** : 4189.
 BINGHAM **2** : 327.
 BINTER (R.) **5** : 2484.
 BIOUX (J.) **11** : 5195.
 BIRD (H. R.) **13** : 6002.
 BIRKÁS (G.) **6** : 3128.
 BIRKENHEAD (F. E. SMITH, Earl of) **3** : 1635.
 BISE (E.) **2** : 59.
 BISHOP (C. M.) **7** : 3454.
 BITTER (F. W.) **8** : 3896.
 BJORGBJERG **2** : 261.
 BLACK **2** : 302.
 BLAGOYEVITCH (D. O.) **8** : 3797.
 BLAGOYEVITCH (V. O.) **8** : 3797.
 BLAINE **4** : 1883.
 BLAKESLEE (G. H.) **2** : 1083. **8** : 3933.
 BLANCK Y MENOCAL (G. de) **7** : 3147.
 BLANCO (C.) **7** : 3526, 3527. **9** : 4324.
 BLANTON (Th. L.) **8** : 3902.
 BLEASE **2** : 291, 319, 320, 322, 323, 325, 326, 329. **3** : 1353. **5** : 2607.
 BLISS (T. H.) **2** : 73. **4** : 1860.
 BLOCISZEWSKI (J.) **2** : 441. **3** : 1641. **7** : 3442.
 BLÜHDORN (R.) **10** : 4760.
 BLUM (H.) **11** : 4975.
 BLYMYER (W. H.) **2** : 1097.
 BOCOCK (W. H.) **12** : 5682.
 BODKIN (M. M.) **3** : 1300.
 BOECKEL (F. B.) **4** : 2174. **5** : 2548. **6** : 3012. **7** : 3469. **12** : 5533.
 BÖHL **2** : 398, 399.
 BÖHMERT (V.) **7** : 3347. **8** : 3766, 3850. **9** : 4157, 4183, 4286. **12** : 5429.
 BÖLCSEY (R.) **7** : 3414. **8** : 3845.
 BÖTTCHER **9** : 4098.
 BOGAEVSKI (P.) **4** : 2111.
 BOK (E. W.) **2** : 1049, 1161, 1196. **7** : 3389, 3486, 3488, 3498, 3501, 3514, 3520.
 BOK (W. C.) **7** : 3498. **8** : 3711.
 BOLLES (S.) **3** : 1767.
 BOLLI **2** : 398, 399.
 BOMLI (P. E. J.) **5** : 2374.
 BONCOUR (P.) **10** : 4521, 4522.
 BONDE (A.) **2** : 950.
 BONFILS (H.) **2** : 962.
 BONNECASE (J.) **5** : 2313.
 BONVALOT (G.) **2** : 697.
 BORAH (W. E.) **2** : 312, 314, 319, 322, 325, 327, 329, 1098, 1105, 1122, 1179, 1214. **3** : 1353, 1517, 1538, 1748, 1749, 1755. **4** : 1883, 1886. **5** : 2608. **6** : 3063, 3088. **7** : 3499. **8** : 3557. **11** : 4851, 4853, 4855, 4856, 4861, 4863, 4866. **12** : 5706. **13** : 6004, 6005.
 BORCHARD (E. M.) **2** : 147, 689, 783, 813, 814, 1143, 1162, 1163. **3** : 1539. **6** : 3106, 3130. **8** : 3712. **9** : 4262, 4352. **10** : 4464, 4827, 4828. **12** : 5335-5336 5618.
 BORCHARD (M.) **13** : 5842.
 BORDEN (Robert) **5** : 2279.
 BOREL (A.) **12** : 5484.
 BOREL (E.) **2** : 1099. **4** : 1911, 1914, 1915. **5** : 2521. **6** : 2796, 2797. **12** : 5350, 5362, 5380. **14** : 6107, 6117 a.
 BORNCHIER (H.) **3** : 1507.
 BOSCH (J. F. M.) **5** : 2505.
 BOSCO (G.) **9** : 4321.
 BOSE (S.) **11** : 5121.
 BOSTOCK (H.) **6** : 2704.
 BOUGENOT (A.) **6** : 3007.
 BOULTER (V. M.) **4** : 2187. **6** : 3021. **7** : 3476. **9** : 4341. **10** : 4788. **11** : 5120. **14** : 6268.

- BOURASSA **6** : 2705.
 BOURGEOIS (L.) **2** : 98, 102, 113, 885, 1055. **3** : 1572.
 BOURNE JR. (J.) **2** : 275, 322, 1231, 1232 **5** : 1551.
 BOURQUIN (M.) **2** : 148. **7** : 3481. **8** : 3860.
 BOUSCHARAIN (P.) **9** : 4336.
 BOUTANT (C. A.) **12** : 5727.
 BOVET (E.) **6** : 2961. **9** : 4147.
 BOWER (G.) **4** : 2194.
 BOWERMAN (G. F.) **3** : 1532.
 BOWMAN (E. H.) **6** : 3076.
 BOYDEN (R. W.) **6** : 2772.
 BOYE (Th.) **9** : 4305.
 BOZON (R.) **11** : 4979.
 BRADLEY (Ph.) **12** : 5673.
 BRAILSFORD (H. N.) **6** : 3114.
 BRAMSNAES **2** : 261 a.
 BRANDES **2** : 261 a.
 BRATTON (S. G.) **4** : 2064. **8** : 3930.
 BREGMAN (A.) **9** : 4275.
 BRENDT (W.) **7** : 3450.
 BRENT (Bishop) **3** : 1692, 1736.
 BRENT (C. H.) **3** : 1725.
 BREUKELMANN (J. B.) **2** : 221.
 BREWER (J. W.) **8** : 3889.
 BRIAND (A.) **2** : 347. **4** : 1983. **7** : 3304, 3305.
 BRIANT **4** : 1889.
 BRIDGMAN (R. L.) **4** : 1849.
 BRIE (S.) **13** : 6029.
 BRIÈRE (Y. de la) **4** : 2175, 2246. **10** : 4464.
 BRIERLY (J. L.) **2** : 982. **3** : 1648. **4** : 1984, 2139, 2223, 2246. **7** : 3459. **8** : 3713, 3714. **10** : 4464. **12** : 5635. **14** : 6110.
 BRIGGS (H. W.) **4** : 1977. **14** : 6237.
 BRIGHT (C. J.) **5** : 2502.
 BRILLARD (A.) **3** : 1621.
 BRODE (H.) **4** : 2148. **5** : 2509.
 BRØGGER (A. W.) **10** : 4628, 4629. **12** : 5443.
 BROOKHART (S. W.) **2** : 321.
 BROUSSARD **8** : 3970. **9** : 4380.
 BROWN **10** : 4810.
 BROWN (A. L.) **3** : 1504. **4** : 2196. **5** : 2379.
 BROWN (Ph. M.) **2** : 983, 997, 998, 999, 1033, 1233. **3** : 1768. **4** : 2181. **5** : 2578. **8** : 3715.
 BRUCCOLERI (A.) **7** : 3383. **12** : 5586.
 BRUCE **2** : 314, 315, 321. **4** : 1886.
 BRUCE (H.) **4** : 1848.
 BRUCE (S. M.) **3** : 1330, 1331, 1822.
 BRÜCK (O.) **10** : 4748. **12** : 5644.
 BRÜGGER **2** : 398, 399.
 BRUËL (E.) **13** : 5764, 5881.
 BRUM (B.) **4** : 1893.
 BRUNET (R.) **2** : 904.
 BRUNS (C.) **9** : 4303.
 BRUNS (C. G.) **9** : 4395.
 BRUNS (G.) **4** : 2025. **6** : 2841, 2842, 2969, 2970, 2979.
 BRUNS (V.) **7** : 3308. **8** : 3594, 3714. **10** : 4675, 4749. **11** : 4889, 4960, 5079. **12** : 5326, 5349.
 BRYAN (W. J.) **2** : 10, 11.
 BRYCE (J.) **2** : 66, 1031.
 BRYN—JONES (D.) **14** : 6076.
 BUCKMASTER **5** : 2296.
 BUDAY DE CSIKMO (K.) **7** : 3379.
 BUELL (R. L.) **2** : 637, 1034. **3** : 1405. **6** : 3015. **8** : 3940. **11** : 5141. **12** : 5666.
 BÜLOW (B. W. von) **2** : 886.
 BUIGAS (M.) **6** : 2940.
 BULKLEY **11** : 4855.
 BULLARD (A.) **2** : 1164.
 BULLOCK **6** : 2724.
 BUNN (C.) **6** : 2912.
 BURCKHARDT (C. J.) **11** : 4898.
 BURCKHARDT (W.) **6** : 2867, 2868.
 BURDICK (Ch. K.) **8** : 3556.
 BURKE (Th.) **2** : 1101.
 BURLINGHAM (Ch. C.) **13** : 5769.
 BURNHAM **6** : 2956.
 BURTON **2** : 299, 305.
 BURTON (H. R.) **7** : 3395, 3464.
 BURTON (Th. E.) **4** : 1852.
 BURY (P.) **13** : 6031.
 BUSSMANN (O.) **3** : 1649.
 BUSTAMANTE Y SIRVEN (A. S. de) **2** : 444, 445, 764, 765, 773, 774, 775, 776, 892. **5** : 2609. **6** : 2823. **7** : 3225-3229, 3419. **8** : 3634. **9** : 4313. **10** : 4440, 4504. **11** : 5080-5081, 5093. **12** : 5636. **13** : 5967. **14** : 6085, 6252.
 BUTLER (G.) **2** : 905. **4** : 2164. **5** : 2474.
 BUTLER (N. M.) **2** : 731, 1089, 1102. **3** : 1354, 1822. **4** : 1860, 2201. **8** : 3975. **9** : 4417. **10** : 4700. **14** : 6265.
 BUTTER **7** : 3192.
 BUXTON **5** : 2296.
 BUZA (L.) **12** : 5614.
C **14** : 6047.
 C. (S. D.) **3** : 1762.
 CABALLERO DE BEDOYA (R. V.) **9** : 4042, 4043. **10** : 4778.
 CACHIN (M.) **6** : 2721.
 CACLAMANOS **2** : 594, 595.
 CAHAN (C. H.) **6** : 2705.
 CAHILL **3** : 1334.
 CALHOUN (H.) **11** : 5123.
 CALL (A. D.) **3** : 1679.

- CALOYANNI (M. A.) **2**: 1284. **3**: 1825, 1826, 1827. **4**: 2224, 2228. **5**: 2649-2652, 2655. **6**: 2676, 2826, 3125. **7**: 3148. **8**: 3806. **9**: 4236. **12**: 5711, 5712. **14**: 6090, 6254.
 CANNON (L.) **2**: 256. **3**: 1336.
 CANONNE (G.) **6**: 2852.
 CANSACCHI (G. P.) **6**: 3126.
 CANTÉ (F.) **14**: 6085, 6238.
 CAPDEQUI (J. M. O.) **5**: 2321.
 CAPITANT (H.) **4**: 2233, 2246.
 CAPPER **2**: 1214. **7**: 3480, 3487. **8**: 3928, 3964. **9**: 4379. **11**: 4847.
 CARAWAY **9**: 4381.
 CARENA (A.) **6**: 2944.
 CAREY (Ch. H.) **2**: 1103.
 CARNEGIE (D.) **4**: 2215.
 CARNIER (H.) **8**: 3545.
 CARNOVALE (L.) **3**: 1726.
 CARR (E. H.) **13**: 5996.
 CARROLL (M. J.) **8**: 3539.
 CARSON (Lord) **7**: 3195.
 CARTER (B. B.) **5**: 2510.
 CARTER (W. HORSFALL) **13**: 5983.
 CARTON DE WIART **2**: 240, 245.
 CASGRAIN **6**: 2704.
 CASSIDY (L. C.) **8**: 3716.
 CASSIN (R.) **4**: 2246. **5**: 2285, 2544. **6**: 2677, 2678, 2679.
 CASTBERG (F.) **2**: 447. **3**: 1581, 1592, 1651. **8**: 3602, 3603. **9**: 4094. **10**: 4466, 4467. **11**: 5082. **14**: 624c.
 CASTLE JR. (W. R.) **2**: 1197.
 CASULLI (A.) **9**: 4276.
 CATCHINGS (B.) **3**: 1737.
 CATELLANI (E.) **6**: 2945, 3134. **10**: 4740.
 CATT (C. Ch.) **2**: 1220. **3**: 1727. **6**: 3035.
 CAVAGLIERI (A.) **4**: 2246. **11**: 5083.
 CAVARÉ (L.) **8**: 3680. **9**: 4149. **10**: 4630. **12**: 5444, 5616. **14**: 6241.
 CAVE **2**: 145. **3**: 1364.
 CAVENDISH-BENTINCK (H.) **5**: 2296.
 CECIL OF CHELWOOD (R.) **2**: 566, 567, 622, 905. **3**: 1364. **4**: 1860, 1889, 2092, 2156. **5**: 2279, 2296, 2474, 2522. **6**: 2740, 2741, 2956, 3106. **8**: 3662, 3663, 3664, 3665. **10**: 4724.
 CEGLA (W. W.) **12**: 5367.
 CEMIL BEY (D.) **10**: 4575, 4580, 4707, 4731, 4732.
 CERETTI (C.) **6**: 2991.
 CHALANDAR (A. de) **6**: 2956.
 CHAMBERLAIN (A.) **2**: 356 b, 607, 608, 619, 620, 623, 1275. **3**: 1363. **4**: 1889, 2232, 2243. **5**: 2296, 2425-2428, 2523. **6**: 2733, 2738, 2738 bis, 2900, 2901. **7**: 3181, 3191. **12**: 5233.
 CHANG (CHÜN-CH'Ï) **10**: 4722.
 CHANG (YI-TING) **10**: 4750.
 CHARLES (Garfield) **2**: 9.
 CHARLESTON (S. J.) **14**: 6244.
 CHARLTON (M.) **5**: 2291.
 CHARRÈRE **2**: 616.
 CHARTERIS (A. H.) **2**: 1104. **3**: 1301, 1518.
 CHATEAU (J.) **2**: 627.
 CHATERJÉE (A.) **6**: 2956.
 CHEN (C. C.) **12**: 5603.
 CHEN (H. T.) **12**: 5683.
 CHENG (YU-LIOU) **10**: 4712.
 CHENG TIEN-HSI **13**: 5806, 5808, 5809.
 CHEYNEY (A. S.) **9**: 4297.
 CHIANG (KËN-YUAN) **10**: 4713.
 CHILD (R. W.) **3**: 1769. **6**: 2913.
 CHKLAVER (G.) **4**: 1874. **10**: 4764.
 CHOU (Wei) **9**: 4266.
 CHOW (K.-S.) **9**: 4237. **10**: 4424, 4451, 4708, 4733. **12**: 5537.
 CHOW (S. R.) **3**: 1508. **4**: 2061, 2176. **10**: 4424, 4451, 4708, 4733.
 CHOW TUNG-LIH **13**: 5939.
 CIMMERMANN (M. A.) **3**: 1552; voir aussi ZIMMERMANN.
 CLAD (C.) **5**: 2524.
 CLARK (E.) **9**: 4417.
 CLARK (J. R.) **2**: 977.
 CLARKE (J. H.) **2**: 1086, 1158, 1208, 1220, 1223. **3**: 1734, 1738. **8**: 3807. **11**: 5122.
 CLUNET (É.) **6**: 2833, 2858. **7**: 3247.
 CLYNES **2**: 356 a.
 CLYNES (J. R.) **11**: 5183.
 COAN (PH.) **13**: 6002.
 COATES (J. G.) **6**: 2754.
 COBBETT (P.) **2**: 944. **7**: 3315.
 COCKS **7**: 3181.
 COCKSHUTT **3**: 1336.
 COHALAN (D. F.) **3**: 1704.
 COHN (G.) **2**: 906. **3**: 1302. **10**: 4631. **14**: 6048-6049.
 COLBY (E.) **3**: 1734. **6**: 3036. **8**: 3958.
 COLBY (F. M.) **2**: 1059, 1060.
 COLEGROVE (K.) **3**: 1771.
 COLLETTE (Jean) **8**: 3666.
 CONDLIFFE (J. B.) **4**: 2168.
 CONNALLY **8**: 3987. **11**: 4854, 4855, 4863, 4864.
 CONSTANTINOFF (J.) **5**: 2506.
 CONTZESCO **10**: 4513.
 CONWELL-EVANS (T. P.) **6**: 2946.
 COOK (J.) **3**: 1329.
 COOKE (W. H.) **8**: 3897.
 COOLIDGE **2**: 1073, 1074, 1189. **3**: 1696, 1732, 1740. **5**: 2561, 2593.
 COOPER (R. M.) **11**: 5124.
 COPELAND (R. S.) **4**: 1881, 1886. **6**: 2934. **8**: 3915, 3929.
 CORBETT (P. E.) **5**: 2547. **8**: 3933.
 CORRADO (U.) **9**: 4244.
 CORWIN (E. S.) **2**: 151.
 CORY (H. M.) **9**: 4325.

- COSENTINI (F.) **2** : 97. **12** : 5617. **14** : 6242.
 COSTIGAN **9** : 4354. **11** : 4865.
 COT (P.) **6** : 3098. **9** : 4059.
 COUDENHOVEN-KALERGI (R. N.) **11** : 5142.
 COUDERT (F. R.) **4** : 2130. **6** : 3131. **8** : 3556. **9** : 4353. **10** : 4790.
 COUGHLIN **11** : 5143.
 COUGHLIN (C. E.) **13** : 6007.
 COULON (L.) **2** : 639.
 COURTIN (R.) **2** : 928.
 COVA (N. de la) **3** : 1398.
 COYAJEE (J. C.) **11** : 5056.
 CRABITÉS (P.) **7** : 3388, 3399.
 CRANBORNE **12** : 5231, 5234.
 CRAWFORD (W. H.) **3** : 1708.
 CRECRAFT (E. W.) **12** : 5618.
 CROCKER (C.) **2** : 1108.
 CROFT (H.) **6** : 2735.
 CROOKSHANK **6** : 2735.
 CROSBY (O. T.) **2** : 4. **4** : 1854. **8** : 3809. **9** : 4418.
 CROSS **12** : 5700.
 CROSS (S. T.) **10** : 4426, 4444.
 CROWDY (R.) **6** : 2956.
 CRUCHAGA (M.) **2** : 951.
 CRUDU (V.) **10** : 4734.
 CRUSEN (G.) **4** : 1974. **8** : 3767. **12** : 5467.
 CRUSTIANSKY (L.) **4** : 1978.
 CSIKY (J.) **11** : 4918. **12** : 5356.
 CUMMINGS (H.) **11** : 5127.
 CURTIS (W. J.) **2** : 787.
 CUSHENDUN **4** : 1889. **5** : 2296, 2429.
 CYBICHOWSKI (Z.) **4** : 2112.
- D.** (D. E.) **3** : 1308.
 D. (E. D.) **3** : 1533.
 DÄNIKER (A.) **3** : 1519.
 DAHL (F.) **8** : 3590.
 DAHLSTRÖM (J. I.) **12** : 5674.
 DALIÉTOS (A.) **2** : 688.
 DALTON (H.) **3** : 1435. **4** : 2169. **6** : 2722, 2724-2726, 2730, 2731, 2738 *bis*, 2739. **7** : 3183, 3184, 3193. **8** : 3579, 3580.
 DANDURAND (R.) **4** : 1880. **6** : 2703.
 DANGERFIELD (R. J.) **7** : 3482.
 DARBY (W. E.) **2** : 1 (note).
 DARRAS (A.) **6** : 2846, 2932, 3001.
 DASCOVICI (N.) **10** : 4734.
 DAUVERGNE (C.) **2** : 446.
 DAVIES (A.) **11** : 5144.
 DAVIES (D.) **7** : 3470.
 DAVIES (Lord) **10** : 4430. **11** : 4876. **12** : 5229.
 DAVIES (Rhys) **9** : 4030.
 DAVIES (W. W.) **5** : 2550.
- DAVIS **11** : 4863, 4865.
 DAVIS (J.) **2** : 1178.
 DAVIS (J. W.) **2** : 788, 1109. **5** : 2279. **7** : 3389. **8** : 3717, 3718, 3719, 3941. **9** : 4354.
 DAVIS (K. W.) **11** : 5198.
 DAIVSON (W.) **6** : 2727.
 DAVY (G.) **2** : 984.
 DAWSON (W. H.) **6** : 3017. **9** : 4184.
 DAY (E. C.) **4** : 2113.
 DAY (G. M.) **4** : 1885.
 DEÁK (F.) **4** : 1920, 2234. **5** : 2341. **7** : 3435.
 DEAN (V. M.) **6** : 2920. **7** : 3149.
 DÉCENCIÈRE-FERRANDIÈRE (A.) **6** : 2992. **10** : 4701.
 DEHOUSSE (F.) **12** : 5408. **13** : 5915.
 DELAHAYE (D.) **2** : 540.
 DELANO (F. A.) **5** : 2525.
 DELHORBE (F.) **2** : 167.
 DEMBINSKI **2** : 389.
 DEMERS **3** : 1336.
 DEMEUR (P.) **8** : 3682.
 DEMEY (J.) **5** : 2381.
 DEMIASHKEVICH (M.) **11** : 5113.
 DENCKER (K.) **10** : 4468.
 DENEEN (Ch. S.) **6** : 2921. **7** : 3390.
 DENNIS (W. C.) **9** : 4355.
 DEREVITZKY (P.) **9** : 4122.
 DERYNG (A.) **7** : 3254. **14** : 6145.
 DESCAMPS (E. E. F.) **4** : 1865, 2246. **5** : 2545. **6** : 3008. **8** : 3858.
 DESRIOUX (J.) **13** : 5824.
 DETH (A. van) **4** : 1967.
 DEVAUX (J.) **11** : 5084.
 DEVEDJI (A. E.) **6** : 2850.
 DEVOGEL (L.) **8** : 3614. **9** : 4045. **10** : 4729. **14** : 6149.
 DE VOGUE **2** : 533.
 DEWEY (J.) **4** : 2179.
 DIAMANDESCO (J.) **12** : 5637.
 DICKERSON (O. N.) **5** : 2562.
 DICKINSON (E. D.) **2** : 1090. **3** : 1534. **8** : 3556.
 DICKINSON (W.) **8** : 3903.
 DIENA (G.) **2** : 168, 169, 985. **4** : 2246. **7** : 3436. **10** : 4735. **12** : 5380.
 DILL **2** : 319. **6** : 3077. **7** : 3480, 3503. **8** : 3763.
 DILL (C. C.) **8** : 3930, 3976. **9** : 4369.
 DJOUROVITCH (D.) **4** : 2166.
 DJUVARA (M.) **2** : 1043.
 DOBIE (A. M.) **8** : 3556.
 DOHERTY (C. J.) **2** : 256. **3** : 1334-1338.
 DOLENC (M.) **14** : 6171.
 DOLESCHALL (A.) **10** : 4817.
 DONAHEY (V.) **11** : 5145.
 DONATI (D.) **8** : 3610. **14** : 6222.
 DONKER CURTIUS (F.) **11** : 5094.

- DONNEDIEU DE VABRES (H.) **2** : 1282.
3 : 1828. **4** : 1988, 1989, 2227, 2246.
14 : 6283-6284.
 DONNELL (F. C.) **7** : 3391. **11** : 5125.
 DOR (L.) **4** : 1990.
 DOTREMONT (S.) **6** : 2999.
 DOUGLAS (J. J.) **2** : 309.
 DOUMA (J.) **5** : 2271-2276. **6** : 2667-2668.
7 : 3137-3138. **8** : 3542-3543. **9** : 4008-
 4009. **10** : 4422-4423. **11** : 4839-4840.
12 : 5203-5204. **13** : 5733-5734. **14** :
 6035-6036, 6065.
 DOVE **7** : 3392.
 DRAEGER **8** : 3677.
 DRECHSEL (M.) **3** : 1616.
 DRESSELHUYS (H. C.) **2** : 100.
 DREYFUS **8** : 3634. **10** : 4504.
 DREZGA (T.) **7** : 3380.
 DRIELSMA (A. J. HANKES) **12** : 5296.
 DROST (H.) **12** : 5368.
 DRUCKER (G.) **10** : 4695.
 DRUMMOND (E.) **6** : 2956, 3066. **7** : 3416,
 3423. **9** : 4267. **10** : 4722.
 DUCHOSAL (E.) **8** : 3840. **9** : 4268.
 DUCMANS (K.) **8** : 3847.
 DUFF-COOPER (A.) **2** : 623.
 DUFFUS (R. L.) **5** : 2581-2583, 2611.
 DUGDALE (E.) **4** : 2235.
 DUGGANN (E.) **2** : 875.
 DUGUIT (L.) **4** : 2246.
 DULLES (J. F.) **2** : 847.
 DUMAS (J.) **5** : 2314. **6** : 2922. **10** : 4748.
12 : 5713.
 DUMBAULD (E.) **8** : 3592.
 DUNAN (M.) **8** : 3720.
 DUNN (F. S.) **14** : 6255.
 DUPONT (E.) **8** : 3870.
 DU PREZ (W. A.) **2** : 638.
 DUPUIS (Ch.) **4** : 1914, 2236. **6** : 3000.
7 : 3261.
 DUPUY (W. A.) **3** : 1450.
 DUSEK (C.) **2** : 406.
 DUWEL (C. L. TORLEY) **11** : 4897.
 DYER (C. H. A.) **2** : 1236.

E, **5** : 2380.
 EAGLETON (C.) **4** : 2140. **6** : 3038. **9** :
 4331.
 EBERING (E.) **9** : 4410.
 EBERS (J.) **9** : 4410.
 ECKHARDT (P.) **2** : 927.
 ECKHARDT-KUTTIG **7** : 3431.
 EDDY (C. B.) **9** : 4143.
 EDDY (G. S.) **3** : 1680.
 EDEN (R. A.) **2** : 622. **6** : 2723, 2738 *bis*.
 2739. **9** : 4029, 4031. **12** : 5232, 5236,
 5498, 5499. **14** : 6267.
 EDGE **2** : 1214.
 EDMUNDS (S. E.) **2** : 952. **9** : 4303.

 EDORNÉVAL **2** : 357.
 ÉFRÉMOFF (J.) **8** : 3995. **9** : 4304. **11** :
 5099.
 EGAWA (H.) **12** : 5714.
 EGBERT (L.) **2** : 1088.
 EHRlich (L.) **4** : 2123. **6** : 2826, 2826 *bis*,
 2856.
 EISEMAN (R. C.) **13** : 6008.
 EKSTRAND **12** : 5293, 5294.
 ELBE (J. von) **6** : 2842.
 ELES (G. T.) **11** : 5067.
 ELIOT (Ch. W.) **2** : 32.
 ELLINGWOOD (A. R.) **2** : 448.
 ELLIOTT (Ch. B.) **2** : 1166.
 ELST Jr. (H. B. van der) **14** : 6050.
 EMBDEN (van) **2** : 381. **9** : 4071.
 EMMRICH (K. G.) **3** : 1511.
 ENCKELL **2** : 542, 544.
 ENDO (G.) **4** : 2114.
 ENEMY (Brooks) **11** : 5118.
 ENGEL **10** : 4540, 4541.
 ENGEL (S.) **12** : 5357. **13** : 5836.
 ENGELSDOERFER (A.) **11** : 5043. **12** : 5409.
 ENGLIS (K.) **12** : 5417.
 ENRIQUES (G.) **8** : 3604. **9** : 4045.
 EÖTTEVÉNYI (O.) **11** : 4993.
 EPPSTEIN (J.) **6** : 2956. **12** : 5619.
 EPPSTEIN (L.) **2** : 667, 673, 817.
 ERCIC (M.) **8** : 3687.
 ERDSTEIN (D.) **9** : 4396.
 ERICH (E. R.) **2** : 334, 548, 549, 656,
 919, 1011. **3** : 1697. **4** : 1914. **5** : 2444.
6 : 2794, 2795. **8** : 3619. **12** : 5253. **14** :
 6051-6052.
 ERLER (G. H. J.) **7** : 3533.
 ERRERA (P.) **2** : 675.
 ERZBERGER (M.) **2** : 60.
 ESAT (Mahmut) : voir MAHMUT ESAT.
 ESCH (J. J.) **7** : 3504.
 ESSEN (J. J. F. van) **4** : 1921.
 ESTOUP (M.) **12** : 5384.
 ETHEM Bey **10** : 4581, 4736.
 EUSCHEN (K.) **11** : 5194.
 EUSTATHIADÈS (C. Th.) **13** : 6024. **14** :
 6243.
 EYMA (Jean) **5** : 2278.
 EYQUEM (D.) **2** : 170.
 EYSINGA (W. J. M. van) **3** : 1596. **6** : 2680.
7 : 3236. **9** : 4090. **10** : 4504. **11** : 4941.
12 : 5254. **13** : 5763, 5859, 5983. **14** :
 6046, 6053-6054.

F, (P. M.) **4** : 1899.
 FABIAN COMMITTEE **2** : 43, 44, 65.
 FABRE-LUCE (A.) **2** : 1012.
 FACHIRI (A. P.) **2** : 772. **3** : 1472. **4** :
 1979, 2141. **6** : 2839. **7** : 3297, 3303,
 3484. **9** : 4016, 4124, 4150, 4233. **10** :
 4507, 4633. **11** : 4947. **13** : 5741, 5862.
14 : 6133.

- FAIRMAN (Ch.) **11** : 4962.
 FAISNE (R.) **2** : 1016.
 FALIKMANN (B.) **8** : 3882.
 FALUHELYI (F.) **10** : 4776, 4777. **12** : 5638.
 FANSHAWE (M.) **2** : 907. **3** : 1502. **6** :
 2908, 2947, 2956. **11** : 5044.
 FARAG (W. M.) **3** : 1503.
 FARAGGI (M.) **12** : 5661.
 FARBMAN (M.) **4** : 2184. **5** : 2551. **6** : 3022.
 FASSBENDER (K.) **10** : 4751.
 FAUCHILLE (P.) **2** : 962.
 FAULKNER (H. U.) **14** : 6274.
 FAUNCE (W. H. P.) **2** : 1239.
 FEDOZZI (P.) **4** : 2246. **6** : 3134. **8** : 3859.
10 : 4460, 4752.
 FEHLINGER (H.) **2** : 932, 933.
 FEIG (J.) **7** : 3431. **9** : 4203.
 FEINBERG (N.) **7** : 3255, 3255 *bis*. **8** :
 3605. **9** : 4046, 4397. **13** : 6030. **14** : 6146.
 FELLER (A. H.) **7** : 3308. **8** : 3593. **11** :
 5337.
 FENWICK (Ch. G.) **2** : 23, 171, 945, 978,
 1111. **11** : 5085. **12** : 5538, 5616. **13** :
 5987. **14** : 6269.
 FERNALD **2** : 320, 327, 329.
 FERNANDES (R.) **3** : 1813, 1814.
 FERRARIS (M.) **12** : 5586.
 FERRERO (M.) **9** : 4164.
 FERRIS **2** : 320.
 FESS (S. D.) **2** : 1167. **4** : 1883.
 FETTAH (Suleiman Bey) **2** : 626.
 FIELD (N. H.) **4** : 2157.
 FIELDING (W. S.) **2** : 256. **3** : 1334.
 FIENNES (C.) **2** : 908, 909, 1271.
 FINCH (G. A.) **2** : 1112, 1168. **12** : 5369.
14 : 6111.
 FINKELSTEIN (M.) **9** : 4151.
 FINLAY (R. B.) **4** : 1946. **6** : 2778, 2782,
 2822, 2823, 2825, 2826, 2826 *bis*. **7** : 3245.
 FINNEY **2** : 356 *a*.
 FISCHER (J.) **7** : 3350. **9** : 4125, 4204.
 FISH **2** : 295, 298, 301.
 FISHER (H. A. L.) **2** : 356 *b*, 1058. **3** : 1684.
9 : 4415.
 FISHER (I.) **2** : 1048. **3** : 1728.
 FITZGERALD (D.) **3** : 1366.
 FLACHBARTH (E.) **14** : 6287.
 FLACK (H. E.) **2** : 106.
 FLEINER (F.) **3** : 1640. **14** : 6260.
 FLEISCHMANN (M.) **2** : 954. **6** : 2976. **13** :
 6029.
 FLEMING (D. F.) **6** : 3078. **8** : 3977.
 FLETCHER **4** : 1883. **8** : 3979. **11** : 4856.
12 : 5233.
 FLEURY (L.) **9** : 4406.
 FLINT (H. J.) **2** : 1240.
 FLORESCO (J. T.) **5** : 2391.
 FLOWERS (M.) **3** : 1554.
 FOA (E.) **6** : 3115.
 FOCKEMA ANDRÆ (J. P.) **11** : 4907.
- FODOR (A.) **4** : 2079. **10** : 4709.
 FÖRSTER (R. von) **14** : 6256.
 FOIGNET (R.) **2** : 940, 963. **5** : 2507.
8 : 3870.
 FONTEIN **4** : 2102.
 FONTENAY (Vte de) **10** : 4778.
 FORSTER (H. W.) **3** : 1328.
 FORTUIN (H.) **2** : 654. **12** : 5645.
 FOSDICK **12** : 5700.
 FOSDICK (H. E.) **2** : 1047.
 FOSDICK (R. B.) **3** : 1774. **8** : 3904.
 FOSTER (G.) **4** : 1880. **6** : 2703.
 FOX (A. J.) **5** : 2563.
 FRANCE (J. I.) **9** : 4356.
 FRANÇOIS (J. P. A.) **7** : 3443. **11** : 4886.
14 : 6055.
 FRANCOZ (P.) **9** : 4165. **11** : 4980, 5019,
 5020. **12** : 5435.
 FRANCQUEVILLE (B. de) **4** : 1964. **8** : 3791.
 FRANGULIS (A.-F.) **8** : 3811. **10** : 4778.
12 : 5639.
 FRANK (H.) **11** : 5053. **14** : 6236.
 FRANKFURTER (F.) **2** : 660. **13** : 5770.
 FRASER (P.) **6** : 2754.
 FRASHERI **12** : 5486-5489.
 FRAZIER **2** : 321, 327.
 FREI (P. H.) **5** : 2342.
 FREYTAGH LORINGHOVEN (A. von) **3** :
 1599, 1835, 1836. **4** : 2054. **11** : 5070.
12 : 5658. **13** : 5813.
 FRICKE-LEMOINE (E.) **13** : 5940.
 FRIED (A. H.) **2** : 1 (note).
 FRIEDE (M.) **11** : 5024.
 FRIEDE (W.) **8** : 3594. **11** : 4950. **12** :
 5620. **13** : 5911. **14** : 6136, 6144.
 FRIEDMANN (W.) **12** : 5722.
 FRIERSON (W.) **2** : 1113.
 FRIERSON (W. L.) **9** : 4345.
 FROMAGEOT (H.) **10** : 4504.
 FRUCHTMAN (J.) **8** : 3905.
 FRUIN (Th. A.) **12** : 5300 *a*.
 FRY (C. B.) **2** : 887.
 FUCHS (W.) **4** : 2019.
 FÜLSTER (H.) **4** : 2142.
 FUGLSANG (W.) **10** : 4634.
 FUNK (Ch. E.) **13** : 6002.
 FURUGAKI (T.) **2** : 888.
 FUSCO (G. S.) **13** : 5969.
- GADSKESEN** **2** : 261 *a*.
 GAINER (J. H.) **2** : 1241.
 GAJZAGO (L.) **12** : 5380.
 GAL (L.) **10** : 4618, 4619.
 GALLI (P.) **11** : 5095.
 « GALLUS » **6** : 3009. **7** : 3460, 3463. **8** :
 3895.
 GANNETT (L. S.) **2** : 1199.
 GARDNER (J. C.) **9** : 4251. **12** : 5621.
 GARFIELD (J. B.) **9** : 4372.
 GARFIELD (W.) **2** : 1000.

- GARLAND **6** : 2705.
 GARNER (J. W.) **2** : 818, 953, 1019. **3** : 1775. **4** : 2207. **5** : 2286. **6** : 2798. **8** : 3620, 3812, 3861. **10** : 4635. **12** : 5539, 5687. **13** : 5804.
 GARNETT (J. C. Maxwell) **9** : 4288.
 GARNETT (M.) **7** : 3427.
 GARNIER (P.) **4** : 1965.
 GARNIER-COIGNET (J.) **7** : 3455.
 GAROFALO (M. R.) **3** : 1829.
 GARVIN (J. L.) **2** : 70.
 GASCON Y MARIN (J.) **9** : 4061.
 GATHORNE-HARDY (G. M.) **11** : 5119.
 GAUDARD **2** : 396, 397.
 GAVRILOVIČ (S.) **9** : 4278.
 GAYDA (V.) **8** : 3722.
 GEARY **6** : 2705.
 GEDYE (G. E. R.) **8** : 3723.
 GEIB **7** : 3431.
 GEISMAR (R.) **8** : 3697.
 GEISSLER (R.) **9** : 4127.
 GEMMA (S.) **2** : 941. **4** : 2246.
 GENET (R.) **6** : 2860. **7** : 3465. **9** : 4062. **10** : 4482, 4549. **11** : 4994. **12** : 5381, 5398. **13** : 5818, 5865, 5949-5952, 5984. **14** : 6091-6092, 6137.
 GENEVOIS (Un) **6** : 2879.
 GÉNY (F.) **12** : 5374. **13** : 5842, 5845, 5846, 5848, 5849.
 GEÖCZE (B.) **8** : 3606, 3724. **9** : 4047. **10** : 4550, 4551, 4572, 4589, 4592, 4593, 4765.
 GEORGE (W. H.) **4** : 2200.
 GÉRARD **10** : 4542, 4543.
 GERBER (H.) **8** : 3669.
 GEROULD (J. T.) **3** : 1776. **5** : 2613.
 GIANNI (G.) **7** : 3444.
 GIANNINI (A.) **3** : 1633.
 GIBBERD (K.) **10** : 4721.
 GIBLIN (J. V.) **3** : 1504. **4** : 2196.
 GIDEL (G.) **2** : 727. **3** : 1476, 1477, 1478. **5** : 2504. **7** : 3269. **8** : 3683. **12** : 5255, 5430.
 GIESE (F.) **5** : 2484, 2524. **6** : 2997. **7** : 3265. **8** : 3597. **9** : 4064, 4136. **13** : 6029.
 GIHL (T.) **8** : 3862. **14** : 6244, 6257-6258.
 GILLET **2** : 328. **4** : 1886, 1887, 1888. **5** : 2583, 2584, 2599. **6** : 2926, 3082, 3084. **7** : 3487, 3488.
 GIRAUD (E.) **6** : 3001.
 GJELSVIK (N.) **12** : 5445.
 GLASGOW (G.) **5** : 2373, 2392. **6** : 3042. **9** : 4186.
 GLASS **4** : 1886.
 GLASSER **2** : 539, 540.
 GLEISPACH (W.) **10** : 4818. **12** : 5468. **13** : 5901.
 GLOSE (F.) **5** : 2372.
 GODART (J.) **9** : 4411.
 GODDARD (A. C.) **7** : 3505.
 GODYEVATZ (A.) **10** : 4552, 4553. **12** : 5351, 5410-5412, 5431, 5605, 5646.
 GÖPPERT (O.) **14** : 6225.
 GOETZ (J. H.) **5** : 2495.
 GOMPERS (S.) **2** : 1114.
 GONSIOROWSKI (M.) **3** : 1603. **10** : 4774.
 GOOCH (G. P.) **5** : 2510. **10** : 4796.
 GORE **11** : 4851, 4856, 4858, 4866.
 GORGÉ (C.) **3** : 1652.
 GORRESIO (V.) **10** : 4729.
 GOSNELL (C. B.) **5** : 2446.
 GOSSWEILER (Ch. H.) **2** : 975.
 GOTHEIN **3** : 1575.
 GOTTSCHALK (E.) **3** : 1837.
 GOUET (Y.) **8** : 3871.
 GOULÉ (P.) **2** : 775. **6** : 2846, 3001. **11** : 5081. **13** : 5967.
 GOVARE (J. P.) **5** : 2315.
 GRAEFF (De) **11** : 4886. **12** : 5293, 5294.
 GRAHAM (G.) **6** : 2902.
 GRAHAM (F. P.) **14** : 6227.
 GRAHAM (G. P.) **6** : 2704.
 GRALINSKI (Z.) **2** : 987.
 GRAM (G.) **2** : 56.
 GRAMAIN (P.) **10** : 4829.
 GRAMSCH (W.) **10** : 4452.
 GRANDI (D.) **9** : 4287.
 GRANFELT (H.) **12** : 5565.
 GRAPIN (P.) **11** : 4919.
 GRÁTZ (G.) **4** : 2115.
 GRAY (J. H.) **6** : 3013.
 GREEN (A.) **3** : 1310.
 GREEN (R. D.) **4** : 2066.
 GREEN (W.) **3** : 1571.
 GREENE (R. D.) **5** : 2565. **9** : 4252.
 GREGORY (Ch. N.) **2** : 642.
 GREISER **12** : 5498, 5499.
 GRETSCHAMINOV (Georg von) **12** : 5349
 GREY (F. T.) **7** : 3315.
 GREY OF FALLODON **6** : 2956.
 GRIFFITHS (A. E.) **4** : 2189.
 GRIGAUT (M.) **4** : 2103.
 GRIMANELLI (G.) **13** : 5942.
 GRIMM **12** : 5469.
 GROB (F.) **9** : 4293.
 GROOM (L. E.) **2** : 231. **3** : 1327.
 GROSS (L.) **9** : 4187.
 GROTTE (M. de la) **3** : 1473. **5** : 2404. **6** : 2880.
 GRUNEWALD (E.) **3** : 1661.
 GRZYBOWSKI (K.) **14** : 6112.
 GÜRKE (N.) **11** : 5096. **12** : 5640.
 GUERREAU (M.) **2** : 929.
 GUERRERO (J. G.) **8** : 3814. **10** : 4504, 4778. **13** : 5815, 5820.
 GUERRIERO (L.) **6** : 2945.
 GUGGENHEIM (P.) **2** : 665, 690, 700, 709, 713, 721, 736. **3** : 1483, 1484. **7** : 3248. **9** : 4041, 4279. **10** : 4554. **12** : 5256, 5257.

- GULICK (S. L.) **8** : 3942. **10** : 4791.
 GUP (S. M.) **2** : 1242.
 GUTHRIE (H.) **6** : 2705. **7** : 3506.
 GUTHRIE (W. D.) **3** : 1582. **5** : 2305.
 GUTIERREZ-PONCE (I.) **8** : 3883.
 GUYNAT (André-Marie) **7** : 3249.
- H.** (L.) **4** : 1993.
 HAASE (B.) **2** : 580.
 HABICHT (M.) **8** : 3876. **11** : 4924-4925, 4928.
 HACHENBURG (M.) **8** : 3725. **9** : 4189.
 HADLEY (H. S.) **2** : 848.
 HAEMMERLE (J.) **12** : 5413.
 HÄRLE (E.) **7** : 3257. **8** : 3607. **9** : 4048. **10** : 4469, 4478. **11** : 4963. **12** : 5370, 5414. **13** : 5867. **14** : 6147, 6183.
 HAGERUP (F.) **9** : 4305.
 HAILSHAM **6** : 2741.
 HAJN (A.) **10** : 4822.
 HAJNAL (H.) **5** : 2393. **6** : 2843. **10** : 4592.
 HALDANE **4** : 2217. **5** : 2296.
 HALE **11** : 4848.
 HALE (W. B.) **8** : 3556.
 HALL (A. B.) **5** : 2410.
 HALL (J.) **14** : 6172.
 HALL (W. E.) **2** : 946.
 HALLIER (J.) **9** : 4190. **10** : 4620.
 HALPHON (R. S.) **3** : 1576.
 HAMACHER (P.) **6** : 2853.
 HAMBRO (C. J.) **12** : 5667.
 HAMBRO (E.) **13** : 5916. **14** : 6226.
 HAMBURGER (R. C. S.) **2** : 655.
 HAMILTON **6** : 2726. **7** : 3183.
 HAMMARSKJÖLD (Å.) **2** : 138, 139, 439, 635, 896. **3** : 1394, 1567, 1845. **4** : 1904, 1912, 1913, 1914, 2046, 2047, 2048, 2067. **5** : 2287. **6** : 2821, 2837, 2982, 2982 *bis*. **7** : 3400. **8** : 3634, 3667, 3790. **9** : 4257-4259. **10** : 4555, 4556. **11** : 4886, 4899, 4905, 4916, 4929, 5045. **12** : 5246, 5247, 5258, 5295, 5350, 5358, 5365, 5380, 5535, 5540, 5541, 5604. **13** : 5806, 5808, 5809, 5811, 5851, 5864. **14** : 6048-6075, 6081-6084, 6118, 6238.
 HAMMARSKJÖLD (Hj. L.) **11** : 4891, 4892.
 HAMMERICH (K. F.) **9** : 4326.
 HAMMERLE (H.) **11** : 4964.
 HAMMOND (J. H.) **2** : 172.
 HANCOCK (W. K.) **13** : 6022.
 HANNON **9** : 4029.
 HANSSON (M.) **10** : 4682.
 HARD (W.) **2** : 1115, 1243, 1254. **3** : 1541.
 HARDER (H. A.) **5** : 2406, 2585. **6** : 3079.
 HARDER (Hans) **7** : 3151.
 HARDING (W. G.) **2** : 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1105, 1138, 1139, 1140, 1149, 1152, 1158, 1189. **3** : 1705, 1715, 1732, 1740.
 HARLEY (J. E.) **2** : 876. **3** : 1520, 1627. **7** : 3471. **11** : 5117.
 HARMS (B.) **5** : 2529, 2661.
 HARRELD **2** : 324.
 HARRIMAN (E. A.) **2** : 1081, 1169. **3** : 1535, 1778.
 HARRIS (H. W.) **2** : 643, 910. **5** : 2288, 2458. **6** : 2949.
 HARRIS (J.) **2** : 328, 356 *a*.
 HARRISON **2** : 325.
 HART (H. L.) **10** : 4784.
 HARTLEY (H. L.) **5** : 2566.
 HARVEY (J. L.) **4** : 2130.
 HASPER (R.) **2** : 773.
 HASSELBLATT (W.) **11** : 5012.
 HASTINGS **11** : 4866.
 HATCH **11** : 4863.
 HATSCHEK (J.) **2** : 942, 967. **3** : 1628, 1629. **7** : 3437.
 HATVANY (A.) **2** : 980, 1080.
 HAVER (W.) **14** : 6168.
 HAYDAY **10** : 4540-4543.
 HEALY (Th. H.) **13** : 6011.
 HEBERT **10** : 4813.
 HECKER (G.) **8** : 3686.
 HEDDAYA (MOHAMED ABD EL SALAM) **11** : 4930.
 HEDGES (R. Y.) **11** : 5114.
 HEFLIN **2** : 323, 324, 328.
 HEGEL **3** : 1643.
 HEGLER (A.) **8** : 3669.
 HEILBORN (P.) **4** : 2116.
 HEIM (R.) **12** : 5436.
 HELD (H. J.) **4** : 1939, 2068, 2167. **5** : 2661.
 HELIARD (M.) **9** : 4191.
 HELLBERG **3** : 1372.
 HELLMAN (F. S.) **8** : 3527-3528. **9** : 4007. **10** : 4419. **11** : 4836. **12** : 5200. **13** : 5730. **14** : 6033.
 HEMMER GUDME (P. de) **8** : 3906.
 HENDERSON (A.) **6** : 2723, 2727, 2729, 2732-2734, 2736, 2737, 2738 *bis*, 2903, 2956. **7** : 3181, 3182, 3185-3191, 3306-3307, 3372-3373. **8** : 3587, 3907. **11** : 5183.
 HENKEL (H.) **12** : 5469 *a*.
 HENKIN (A.) **12** : 5675.
 HENNESSY (J.) **8** : 3815.
 HENRY (Noël) **4** : 1991.
 HENSE (A.) **8** : 3608.
 HEPBURN (W.) **7** : 3523.
 HERBATSCHKE (H.) **13** : 5943.
 HERBERT (S.) **9** : 4295.
 HERBST **12** : 5293.
 HERGEL (H.) **7** : 3401.
 HERMANN-OTAVSKÝ (K.) **11** : 4941. **13** : 5771.
 HERRE (P.) **2** : 1037.
 HERSHEY (A. E.) **2** : 865.
 HERSHEY (A. S.) **4** : 1857, 2124. **5** : 2526.

- HERTZOG (J. B. M.) **6** : 2691.
 HERVEY (J. G.) **8** : 3943.
 HESSE (F.) **3** : 1460, 1461.
 HESSLÉN (G.) **12** : 5566.
 HETTE (J. Gr. P.) **11** : 5099.
 HEYDTE (F. A. von der) **10** : 4470.
 HEYKING (A. de) **3** : 1847. **4** : 2256.
 HEYL (F. W.) **6** : 2881.
 HEYMANN (H.) **4** : 1909.
 HEYNE (F.) **12** : 5724.
 HIGGINS (A. P.) **2** : 946. **4** : 2246. **5** : 2496. **6** : 3118.
 HIITONEN (E.) **5** : 2492.
 HILL (D. H.) **3** : 1779.
 HILL (D. J.) **2** : 173, 272, 1046, 1171, 1172, 1244, 1245. **3** : 1505, 1583.
 HILL (J. Ph.) **3** : 1351.
 HILL (M. J.) **6** : 2808.
 HILL (N. L.) **6** : 3119. **8** : 3588, 3621. 3863. **10** : 4453. **11** : 4909, 5015.
 HINCKLEY (F. E.) **3** : 1387.
 HINDMARSCH (A. E.) **10** : 4785.
 HIRSCH (K.) **9** : 4063.
 HIS (E.) **4** : 2237, 2246.
 HISGEN (H. H.) **14** : 6173.
 HITCHCOCK (G. M.) **2** : 73. **3** : 1555.
 HJELLE (L.) **10** : 4036.
 HOBSON (J. A.) **2** : 1001.
 HOBZA (A.) **4** : 1914. **8** : 3552.
 HODGES (Ch.) **3** : 1667. **5** : 2320. **8** : 3898.
 HOEK (K. van) **11** : 4901. **14** : 6077.
 HOFFER (H. P.) **7** : 3335.
 HOFFMANN (C. E.) **11** : 4875.
 HOFFMANN (K.) **3** : 1468.
 HOFFMANN (P.) **8** : 3726.
 HOFMANN (D. J.) **12** : 5359.
 HOLD-FERNECK (A.) **8** : 3872.
 HOLDSWORTH (W.) **12** : 5722.
 HOLLAND (H. E.) **6** : 2754.
 HOLLAND (Th. E.) **10** : 4753.
 HOLLIS (W.) **11** : 4965.
 HOLM (S.) **12** : 5567.
 HOLMBÄCK (A.) **6** : 2882, 2883.
 HOLSTEIN **2** : 260, 261.
 HOLT (H.) **11** : 5148. **12** : 5700.
 HOLZAMANN (H.) **8** : 3688.
 HONINCTHUN (T. M. A. d'—) **12** : 5535.
 HOOPER (Ch. A.) **7** : 3321.
 HOOPER (F. H.) **11** : 5046.
 HOOVER (H.) **2** : 1116, 1149, 1152, 1158. **5** : 2614. **6** : 3040, 3065, 3074, 3080, 3094. **7** : 3512. **8** : 3921, 3937.
 HOPKINSON (A.) **4** : 2237.
 HORA (V.) **10** : 4454.
 HORAK (A.) **10** : 4569.
 HÖRTER (R.) **9** : 4128.
 HORVATH (J.) **4** : 2080.
 HOSTIE (J.) **5** : 2527. **9** : 4306. **10** : 4557, 4558. **12** : 5622. **13** : 5868.
 HOTTELLIER (A.) **13** : 5917.
 HOUDEK (F.) **10** : 4570.
 HOUGHTON (N. D.) **13** : 6012.
 HOULARD (M.) **14** : 6245.
 HOUSE **2** : 73. **4** : 1860. **5** : 2279, 2280.
 HOUSE (E. M.) **2** : 1158. **6** : 3020.
 HOUSTON (H. S.) **2** : 419.
 HOWALD (O.) **12** : 5484.
 HOWALDT (H.) **3** : 1442.
 HOWARD (E.) **2** : 844.
 HOWARD-BURY **7** : 3187.
 HOWARD-ELLIS (C.) **5** : 2477.
 HOWLAND (Ch. P.) **5** : 2586. **6** : 3016. **9** : 4333-4334.
 HÖIJER (O.) **2** : 920, 988. **4** : 2143. **6** : 2869, 2993. **7** : 3261. **14** : 6056.
 HOYLE (J. M.) **7** : 3507.
 HSIA (CH'I-FENG) **10** : 4711.
 HSIA (Chu) **9** : 4270.
 HSIANG (L. R.) **12** : 5688.
 HSIAO (CHIN-FANG) **9** : 4038-4039.
 HU (YU-CHIH) **10** : 4677.
 HUANG (TING-YOUNG) **13** : 5970.
 HUBER (M.) **2** : 849, 850, 851. **3** : 1654. **4** : 1897, 1914, 2071, 2125. **6** : 2822, 2826 bis, 2983. **8** : 3634. **10** : 4441. **11** : 4893-4894, 4898-4900, 4916. **12** : 5259, 5350, 5380. **14** : 6057-6059.
 HUBERT (L. L.) **4** : 1992. **6** : 2870.
 HUDSON (M. O.) **2** : 636, 660, 661, 676, 679, 686, 687, 694, 695, 698, 704, 711, 712, 714, 731, 732-734, 740, 789, 790, 826-828, 911, 1079, 1085, 1091-1093, 1117-1123, 1143, 1163, 1174-1176, 1200-1203, 1220, 1223, 1246, 1247, 1291. **3** : 1474, 1480, 1536, 1780, 1781. **4** : 2026, 2027, 2049, 2144, 2178. **5** : 2394, 2407-2409, 2459, 2488, 2587. **6** : 2799, 2884-2886, 2924, 2972. **7** : 3152, 3153, 3230-3234, 3250, 3258, 3309-3311, 3393, 3402, 3435. **8** : 3556, 3595, 3694, 3727, 3728, 3792, 3793, 3816, 3817, 3831, 3832, 3864, 3908, 3931. **9** : 4017, 4210, 4253, 4260, 4261, 4346, 4357-4360, 4398. **10** : 4439, 4455, 4559, 4607, 4637, 4678, 4702, 4761, 4796, 4805, 4806. **11** : 4943, 4966-4967, 5041, 5046-5048, 5086, 5102, 5126, 5127, 5149-5152, 5174. **12** : 5213, 5326-5328, 5371, 5535, 5538, 5539, 5542, 5543, 5663, 5684. **13** : 5804-5810, 5812, 5821, 5864, 5869, 5968. **14** : 6060-6061, 6093, 6148.
 HUGHES (C. E.) **2** : 844, 1052, 1105, 1124-1126, 1143, 1149, 1152, 1158. **3** : 1521, 1522, 1556, 1716, 1729, 1739, 1782. **4** : 2130, 2197. **5** : 2303-2311, 2588, 2589, 2615. **6** : 2772, 2774, 2779, 2785, 2925-2927, 3043. **7** : 3251, 3403. **8** : 3596.
 HUGHES (W. M.) **3** : 1328.
 HUGUENIN (H.) **9** : 4166.

- HULL (W. E.) **3** : 1349.
HULL (W. I.) **2** : 57, 1177. **3** : 1730. **4** : 1850, 1853.
HURST (C. J. B.) **2** : 73, 898. **4** : 1860. **5** : 2279. **6** : 2778, 2837, 2908, 2956. **8** : 3634, 3667, 3818. **9** : 4090. **10** : 4439, 4504, 4793. **11** : 4886. **12** : 5293, 5294, 5300 a, 5303. **13** : 5815, 5859, 5860.
HUTCHESON (A. E.) **11** : 5049.
HUTCHINSON (R.) **2** : 622.
HYDE (Ch. Ch.) **2** : 936. **5** : 2308. **6** : 2779, 2800. **10** : 4625, 4638, 4639. **12** : 5460.
HYDE (H. E.) **7** : 3472.
- I. (V. R.) **11** : 4920.
ICHIMATA (M.) **10** : 4766.
IHLEN **10** : 4635, 4651.
IMBERG (K. E.) **4** : 2069. **8** : 3833. **12** : 5544. **13** : 5870.
IMPERIALI **2** : 526, 527, 530, 531. **12** : 5586.
IMPEY (L.) **4** : 2020.
INNES (K. E.) **6** : 2907. **9** : 4316.
« INNOXIUS » **6** : 3044.
IRFAN Bey **10** : 4582.
IRK (A.) **4** : 2088, 2117, 2126. **10** : 4737.
IRVINGTON (N. J.) **9** : 4382.
IRWIN (W. H.) **3** : 1710.
ISHII (K.) **12** : 5668.
ITO (N.) **8** : 3998.
IWATA (K.) **2** : 791.
IZDEBSKI (Z.) **13** : 5837.
IZUMI (T.) **4** : 2081, 2118. **12** : 5606.
- JACOB-LODER (J. M. 's-) **12** : 5300 a.
JACOBS (S.) **2** : 256. **3** : 1334, 1336.
JACOBSON (J.) **9** : 4283. **10** : 4724. **11** : 5061.
JACKSON (S.) **10** : 4754.
JACOBY (SIDNEY B.) **12** : 5352, 5363.
JACQUES-LOURBET **9** : 4327.
JÄCK (E.) **6** : 2669. **9** : 4280. **12** : 5260.
JAEGER (W. H. F.) **14** : 6239.
JAGOW (K.) **2** : 1037.
JAHRREISZ (H.) **8** : 3697.
JAKABFFY (I.) **12** : 5438.
JAMES (E. L.) **8** : 3934.
JANASZ (G. de) **10** : 4426, 4444. **11** : 5050.
JANULAITIS (A.) **7** : 3445.
JÁRMAI (G.) **10** : 4594.
JAŠČENKA (A.) **7** : 3445.
JASPAR **2** : 241, 246.
JASPAR (E. J. E. M. H.) **13** : 5840.
JEANNERET (J. S.) **12** : 5662.
JELF (E. A.) **2** : 1006.
JELLINEK (G.) **2** : 1036.
JEN (CH.) **12** : 5647.
JENKINS (E. A.) **11** : 5183.
JENKINS (Th.) **8** : 3983.
JENKS (C. W.) **14** : 6106, 6149.
JENKS (E.) **8** : 3591.
- JENKS (W.) **13** : 5871.
JESSUP (Ph. C.) **3** : 1783. **4** : 2208. **5** : 2432, 2567, 2616. **6** : 2681, 2773, 3045-3047, 3081. **7** : 3508, 3509. **8** : 3729, 3935, 3944, 3945, 3958, 3984. **9** : 4262, 4369. **11** : 5153. **12** : 5424, 5689.
JÈZE (G.) **3** : 1404. **4** : 2246. **7** : 3333.
JOACHIM (V.) **6** : 2839 bis.
JOEKES (A. M.) **2** : 385, 629.
JOERNS (G.) **2** : 1249.
JOHNSEN (J. E.) **2** : 769. **3** : 1506.
JOHNSON **2** : 323, 327. **8** : 3981. **11** : 4850, 4853, 4854, 4860, 4861, 4864, 4865, 4866.
JOHNSON (A.) **10** : 4702. **12** : 5673.
JOHNSON (C. O.) **12** : 5706.
JOHNSON (H.) **2** : 1127. **9** : 4349, 4351.
JOHNSON (H. W.) **7** : 3489. **8** : 3936, 3946.
JOHNSON (L. J.) **8** : 3829.
JOHNSON (T.) **3** : 1366.
JOHNSON (W. F.) **2** : 1128.
JOHNSTON (W. H.) **9** : 4292.
JOKI (M.) **12** : 5415. **13** : 5903. **14** : 6177.
JONES **8** : 3718.
JONES (F. L.) **2** : 1204.
JONES (R.) **4** : 2092.
JONES (R. L.) **10** : 4797.
JONG VAN BEEK EN DONK (B. de) **2** : 428. **4** : 2289. **6** : 2871, 3135.
JORDAN (C.) **6** : 2781, 3134.
JORSTAD (J.) **8** : 3909. **12** : 5470, 5545-5547. **13** : 5944. **14** : 6052-6063, 6207.
JOUHAUX **10** : 4542, 4543.
JOUVENEL (H. de) **3** : 1537. **6** : 3135. **8** : 3573.
JOUVET (R.) **11** : 5021.
JOVANOVIC (J.) **8** : 3674.
JOXE (L.) **7** : 3336, 3404. **8** : 3730, 3770. **9** : 4192.
JUDD (C. D.) **14** : 6208.
JUDET (E.) **8** : 3698.
JULLIOT DE LA MORANDIÈRE (Léon) **3** : 1415.
JUNCKERSTORFF (K.) **6** : 2847. **7** : 3534.
- KAASIK (N.) **9** : 4126.
KAECKENBEECK (G.) **14** : 6246.
KAESTNER (P. J.) **2** : 663.
KAHN (H.) **3** : 1587.
KAIN (R. S.) **13** : 6002.
KAISER **6** : 2705.
KALBERLAH **10** : 4471.
KALIJARVI (Th.) **2** : 657.
KALLAB (J.) **3** : 1830. **10** : 4738.
KAMIKAWA (H.) **13** : 5831.
KANE (A. E.) **12** : 5360.
KARNEBEEK (H. A. van) **2** : 113, 381, 385, 387. **12** : 5297.
KASAMA (A.) **5** : 2395.
KASTL (L.) **7** : 3531.

- KATZ (E.) **2**: 99.
 KAUFFMANN (S.) **9**: 4064.
 KAUFFMANN **2**: 566, 567.
 KAUFFMANN (E.) **2**: 666. **4**: 2238. **9**: 4328.
13: 5843.
 KAUFMANN (P.) **3**: 1674.
 KAVOLIS (M.) **9**: 4238.
 KEAN **9**: 4385.
 KEEN (F. N.) **2**: 793, 820, 889, 996,
8: 3910. **11**: 5058.
 KEETON (G. W.) **5**: 2401.
 KEITH (A. B.) **2**: 718. **5**: 2511. **6**: 3121.
9: 4304. **11**: 5184. **12**: 5710. **14**: 6266,
 6278.
 KELCHNER (W. H.) **8**: 3841.
 KELLER (VON) **10**: 4521, 4522.
 KELLOGG (F. B.) **2**: 844, 1228, 1258.
3: 1737. **5**: 2568, 2590, 2612, 2635,
 2637, 2638, 2642. **6**: 3082. **7**: 3259,
 3495. **8**: 3609, 3613, 3634, 3922. **9**:
 4090. **11**: 4901. **12**: 5310, 5314-5321,
 5324-5325, 5559. **13**: 5790, 5791-5793.
14: 6076-6079.
 KELLOR (F.) **2**: 980, 1078, 1080.
 KELLY (M. C.) **2**: 1205.
 KELSEN (H.) **9**: 4307. **10**: 4477, 4703.
 KEMIL Bey: voir CEMIL Bey.
 KEMPF (J.) **3**: 1655.
 KEN (T. R.) **12**: 5690.
 KENWORTHY (J. M.) **2**: 623. **6**: 2738 *bis*.
 KERSHAW (R. N.) **5**: 2488.
 KERTÉSZ (I.) **10**: 4446, 4696.
 KESJAKOV (B.) **4**: 2170.
 KESSIAKOFF (V.) **7**: 3466.
 KEYES (F. P.) **5**: 2618.
 KIBUCHI (I.) **2**: 1129.
 KIDD (G.) **11**: 5059. **12**: 5577.
 KIERSKI (K.) **9**: 4399.
 KIKUCHI (Y.) **4**: 2190.
 KING **2**: 277, 279, 280, 283, 325. **4**: 1883.
9: 4386. **11**: 4855, 4863.
 KING (M.) **3**: 1334. **5**: 2293.
 KING (W. L. MACKENZIE) **6**: 2701, 2702,
 2705-2707.
 KING-HALL (St.) **9**: 4283. **10**: 4724. **11**:
 5061. **12**: 5679.
 KINGSBURY (H. T.) **8**: 3944.
 KIPPES (J.) **6**: 2836.
 KIRCHHOFF (H.) **8**: 3911.
 KIRK (W. W. van) **6**: 3018.
 KIRKPATRICK (H. P.) **12**: 5578.
 KISCH (I.) **13**: 6027.
 KITCHELT (F. L.) **8**: 3948.
 KLEIN (P.) **2**: 669. **8**: 3686.
 KLEINIJES (Ph.) **12**: 5623. **13**: 5835, 5971.
 KLEYNTJES (J.) **7**: 3415.
 KLINGHARDT (K.) **3**: 1462, 1463.
 KLÜPFEL (J.) **7**: 3337.
 KLUIC (S.) **8**: 3673.
 KLUYVER (C. A.) **2**: 174, 870. **3**: 1784.
5: 2333. **9**: 4361. **10**: 4807. **12**: 5595.
 KNIGHT **6**: 2738 *bis*.
 KNOLL (G.) **8**: 3546.
 KNORR (W.) **2**: 852.
 KNOX (P. C.) **2**: 5.
 KNUBBEN (R.) **5**: 2405.
 KNUDSON (J. I.) **14**: 6227.
 KOEHLER (L. von) **8**: 3669.
 KOHDE (O. H.) **3**: 1406.
 KOHLRAUSCH (E.) **13**: 5982.
 KOHN (F. G.) **3**: 1588.
 KOMARNICKI **13**: 5829-5830.
 KONSUL **2**: 710.
 KONYA (E.) **11**: 5087.
 KOPELMANAS (L.) **12**: 5372. **13**: 5904,
 5905, 5972. **14**: 6247.
 KOROWICZ (M. S.) **9**: 4049, 4159. **12**:
 5476.
 KOSTERS (J.) **6**: 2801. **10**: 4464. **12**:
 5298, 5299, 5300 *a*.
 KOUDELKA (J.) **10**: 4772.
 KRAGH **2**: 261 *a*.
 KRAUS (H.) **2**: 669. **3**: 1785, 1844. **5**:
 2331. **6**: 3131. **8**: 3686, 3901. **10**:
 4469.
 KRÉMAR (J.) **4**: 1968.
 KRIEG (F.) **4**: 2016. **6**: 2844, 2845.
 KRIGE (C. J.) **6**: 2691.
 KRIVICKAS (D.) **14**: 6206, 6209.
 KROELL (J.) **9**: 4050. **10**: 4456.
 KRUSCH (W.) **14**: 6094.
 KUČERA (B.) **7**: 3381, 3535. **9**: 4018-
 4019, 4298-4299, 4330, 4337. **10**: 4425.
11: 4968, 5103, 5128. **12**: 5416, 5417,
 5573, 5669. **13**: 5771, 5941.
 KÜNTZEL (W.) **12**: 5373.
 KUHN (A. K.) **4**: 2015. **6**: 2873. **7**: 3316.
9: 4160, 4167, 4400. **10**: 4584.
 KULSKI (L.) **4**: 2152.
 KUNCKEL (E. E.) **9**: 4410.
 KUNSTENAAR (J.) **9**: 4281.
 KUNZ (J. L.) **3**: 1422, 1479. **4**: 2239.
6: 2975. **7**: 3357. **8**: 3732, 3733.
 KURZ (N.) **9**: 4294.
 KUTIG (E.) **2**: 927. **7**: 3431.
 L. (R.) **11**: 5013. **12**: 5472.
 LABARTHE (J.) **9**: 4290.
 LACOUR-GAYET (J.) **4**: 2158.
 LADAS (S. P.) **8**: 3676.
 LA FOLLETTE **2**: 325. **11**: 4870.
 LA FONTAINE (H.) **2**: 20, 48, 111, 112,
 241, 246. **4**: 2246. **12**: 5292.
 LAGEMANS (E. G.) **2**: 221.
 LAIDONER **2**: 605, 606.
 LAKATOS (J.) **11**: 4879.
 LAKE **9**: 4383.
 LAMB (B. P.) **7**: 3490.
 LAMBEL (R.) **9**: 4175.

- LAMBERT (E.) **3** : 1604, 1620.
 LAMEIRE (J.) **7** : 3338.
 LAMINGTON **2** : 622.
 LAMMASCH (H.) **2** : 56, 63.
 LAMY (P.) **3** : 1815.
 LANDON (F.) **13** : 6013.
 LANGDON (W. R.) **12** : 5668.
 LANGE (Chr. L.) **2** : I (n.), 10, 34. **4** : 2159.
12 : 5261.
 LANGER (W. L.) **9** : 4006.
 LANGERMAN (F. E.) **9** : 4415.
 LANGSAM (W. C.) **14** : 6270.
 LANSCHOT (van) **9** : 4071.
 LANUX (P. de) **11** : 5155.
 LAPE (E. E.) **2** : 1049. **3** : 1786. **4** : 2199.
6 : 3049. **8** : 3912.
 LAPIE (P. O.) **12** : 5716.
 LAPOINTE (E.) **5** : 2295. **6** : 2705, 2706.
 LA PRADELLE (A. de Geouffre de) **2** :
 175, 176, 644, 794. **3** : 1625, 1632,
 1642. **4** : 1860, 1900, 1912, 1915, 1950,
 1994, 1995, 2162, 2237. **5** : 2375, 2447,
 2591. **6** : 2684, 2686, 2687, 2782, 2804,
 2831, 2846, 2862, 2932, 2984, 3001,
 3057. **7** : 3262, 3292, 3294, 3438, 3453.
8 : 3618, 3637, 3642, 3651, 3755, 3827,
 3895, 3995. **9** : 4043, 4091, 4092, 4302.
10 : 4465, 4510, 4557, 4563, 4769. **11** :
 4923, 4948, 4992, 5002, 5016, 5107, 5187-
 5190. **12** : 5247, 5248, 5408, 5425,
 5435, 5437, 5630, 5712, 5715, 5717. **13** :
 5761, 5765, 5864, 5868, 5888, 5915,
 5956. **14** : 6056, 6064, 6108, 6156, 6264.
 LAPRADELLE (Paul de) **5** : 2497.
 LARNAUDE (F.) **2** : 871. **3** : 1577. **4** : 1860.
 LA ROCHEBROCHARD (G. de) **10** : 4595.
 LASALA LIANAS (M. de) **2** : 829.
 LAS CASES (De) **2** : 345, 346.
 LASKI (H. J.) **2** : 1040. **5** : 2491. **10** : 4779.
 LATANÉ (J. H.) **8** : 3544. **11** : 5129.
 LA TERZA (P.) **3** : 1633.
 LATEY (W.) **2** : 177, 178, 645, 795.
 LATHAM (J. G.) **5** : 2291.
 LATHAM (R. T. E.) **13** : 6022.
 LAUR (E.) **12** : 5484.
 LAUTERPACHT (H.) **3** : 1636. **6** : 2837,
 3002, 3122. **7** : 3154, 3260. **8** : 3667,
 3884. **9** : 4123. **10** : 4559 a, 4755. **11** :
 4969, 5003. **12** : 5405, 5406, 5455, 5626.
14 : 5249.
 LAUZANNE (S.) **2** : 890. **7** : 3456.
 LAVAL **12** : 5711.
 LAVÍN (P. F.) **10** : 4440.
 LAWRENCE (T. J.) **2** : 947. **3** : 1692. **14** :
 6248.
 LAYTON (W.) **9** : 4416.
 LEARNED (H. B.) **5** : 2591. **6** : 3032.
 LEBLANC (J.) **4** : 2107.
 LECHARTIER (G.) **2** : 1251, 1252.
 LEDERMANN (W.) **11** : 4910.
 LEEMANS (V.) **8** : 3735.
 LE FUR (L.) **3** : 1415, 1464. **4** : 1874,
 1914, 2028, 2127, 2240, 2246. **5** : 2375,
6 : 3003. **7** : 3446. **8** : 3699, 3819. **9** :
 4289, 4314. **10** : 4464, 4764. **11** : 5062,
 5099, 5186. **12** : 5374. **13** : 5844, 5872,
 5973.
 LEGGETT **10** : 4542, 4543.
 LÉGIA (L.) **14** : 6178.
 LEHMAN (I.) **8** : 3556.
 LEISEN (H. van) **12** : 5574.
 LEISEWITZ (G.) **10** : 4621.
 LEMANSKY (J.) **8** : 3820. **10** : 4823.
 LEMIEUX (R.) **2** : 256. **3** : 1334, 1336.
 LEMON (M.) **8** : 3556.
 LÉMONON (E.) **2** : 796.
 LENARD (A.) **4** : 2246.
 LENROOT **2** : 278, 311, 313, 314, 323,
 324, 325, 1214. **4** : 2130.
 LEROY (M.) **8** : 3855.
 LESCA (Ch.) **12** : 5574.
 LESSING (H. W.) **8** : 3668.
 LEVERMORE (Ch. H.) **2** : 877, 878, 891,
 899, 1178.
 LEVINSON (S. O.) **2** : 1253. **6** : 3052, 3053.
11 : 5156.
 LÉVIS-MIREPOIX (E. de) **10** : 4576.
 LEVITT (A.) **5** : 2653.
 LEVY (E.) **2** : 2448.
 LEVY (P.-M.-G.) **14** : 6179.
 LEVY (R.) **10** : 4656. **12** : 5461, 5473.
 LÉVY-ULLMANN (H.) **11** : 4983.
 LEWENHAUPT (S.) **8** : 3554, 3599.
 LEWINSKY (H.) **4** : 1974.
 LEWIS (D. J.) **4** : 1882. **10** : 4792, 4809.
11 : 4846, 4855, 4864, 4866.
 LEYRAT (P. de) **6** : 2984.
 LHOMME (J.) **8** : 3736.
 L'HUILLIER (J.) **11** : 4982, 5022.
 LI (Tzu SHAU) **9** : 4040.
 LIAS (A. G.) **6** : 2929.
 LIBBY (F. J.) **2** : 1206. **3** : 1678, 1740.
4 : 2180. **7** : 3510. **8** : 3914. **11** : 5157.
 LIEN (A. J.) **3** : 1787.
 LIENAU (R.) **9** : 4060.
 LIEPMANN (M.) **2** : 1288.
 LIMBURG (J.) **4** : 1891, 2237, 2246. **5** :
 2338. **10** : 4770. **12** : 5214, 5262, 5659.
 LIN (HSI-CHIEN) **9** : 4240.
 LINDHAGEN (C.) **13** : 5988.
 LINDLEY (M. F.) **2** : 964.
 LINDSAY (R.) **2** : 626.
 LINDSEY (E. S.) **8** : 3794.
 LING (H. N.) **12** : 5548.
 LINGEMANN (H.) **9** : 4234.
 LINTHICUM (J. Ch.) **9** : 4362-4363.
 LIPPMANN (W.) **2** : 1254. **11** : 5158-5159.
 LISSITZYN (O. J.) **13** : 5974.
 LISZT (F. von) **2** : 954. **6** : 2976.

- LITVINOFF **12**: 5498, 5499. **13**: 5829, 5830.
 LIU (S. H.) **12**: 5691.
 LOYD GEORGE (D.) **6**: 2738 *bis*.
 LOCKER-LAMPSON (G.) **3**: 1363, 1435.
4: 1889. **6**: 2728, 2732, 2733, 2737, 2738 *bis*.
 LODER (B. C. J.) **2**: 53, 55, 180, 181, 182, 183, 184, 425, 426, 427, 830, 831, 995, 996. **4**: 1946, 2076. **5**: 2316 2320 a. **6**: 2780, 2826, 2985, 3123, 3131. **7**: 3236. **8**: 3834. **10**: 4704, 4809 a. **11**: 4897. **12**: 5292, 5295-5302.
 LODGE (H. C.) **2**: 271, 273, 281, 1084, 1105, 1178, 1180, 1181. **3**: 1709.
 LOEFF (L.) **14**: 6065.
 LÖFGREN (E.) **3**: 1677.
 LÖKEN (H.) **2**: 45.
 LÆNING (O.) **2**: 795, 706. **3**: 1457.
 LÆWENFELD (E.) **2**: 853, 921. **3**: 1542.
 LOGAN **11**: 4855, 4857, 4861, 4865, 4866.
 LOHMAN (DE SAVORNIN) **9**: 4071.
 LOISEAU (Ch.) **9**: 4168, 4169.
 LONGERAN (A.) **11**: 4859.
 LONG **11**: 4853, 4854, 4855, 4865, 4866.
 LÓPEZ OLIVÁN (J.): voir OLIVÁN (J. LÓPEZ).
 LORCH (F. B.) **10**: 4775.
 LORENZ (H.) **6**: 2930. **13**: 5859.
 LOTHIAN (Marquess of) **11**: 4877.
 LOTSCHERT (H.) **7**: 3430.
 LOUCHEUR **2**: 73.
 LOUDON **2**: 546, 547, 548, 549.
 LOUTER (J. de) **3**: 1836. **8**: 3738.
 LOWELL (A. L.) **2**: 1085. **3**: 1692. **4**: 1855.
 LUBOMIRSKI (S.) **5**: 2399. **3**: 3550. **9**: 4146.
 LUGARD **6**: 2956.
 LUNDSTEDT (A. V.) **2**: 1051.
 LUNDSTEDT (A. W.) **4**: 2104.
 LUNDSTEDT (V.) **13**: 5975.
 LUNG (C. Y.) **12**: 5692.
 LUNT (A. E.) **3**: 1681.
 LUSENA (A.) **9**: 4145.
 LYNCH (F.) **2**: 1085.
 LYON-CAEN (Ch.) **2**: 108. **4**: 2246.
 LYRA (H.) **6**: 2994.
 LYSÉN (A.) **3**: 1605. **5**: 2545 a. **6**: 2666, 3023. **8**: 3835. **11**: 4932. **14**: 6034.
M. (J. B.) **10**: 4560.
 M. (J. E. G. de) **2**: 1274.
 MA (CHIH-CHEN) **9**: 4239. **12**: 5648.
 MAASS (W.) **7**: 3320.
 MACARTNEY (C. A.) **4**: 2186.
 MACCOBY (S.) **4**: 2164.
 MACDONALD (J. G.) **2**: 1182, 1256. **3**: 1788. **5**: 2569.
 MACDONALD (J. R.) **2**: 623. **5**: 2648. **6**: 2728, 2735, 2738 *bis*. **7**: 3180.
 MACDONALD (R.) **2**: 1255. **4**: 1889.
 MACDONOGH (G.) **7**: 3483.
 MACELROY (R.) **3**: 1684, 1789.
 MACFADDEN (L. T.) **6**: 2933.
 MACFARLAND (H. B. F.) **2**: 30.
 MACGILLIGAN (P.) **6**: 2749.
 MACGREGOR **2**: 296, 297, 300.
 MACGUIRE (O. R.) **3**: 1682.
 MACKELLAR **2**: 327.
 MACKENZIE (D. D.) **2**: 256. **3**: 1336, 1337.
 MACKENZIE (N.) **10**: 4683.
 MACKINLEY **2**: 323. **3**: 1346.
 MACLEAN **2**: 1214.
 MACMULLEN (L. W.) **7**: 3467.
 MACMURRAY (O. K.) **8**: 3556. **11**: 4967.
 MACNAIR (A. D.) **3**: 1403, 1631. **5**: 2498. **6**: 2837. **11**: 4974.
 MACNAIR (H. F.) **2**: 1131. **8**: 3667, 3900.
 MACNARY **8**: 3946.
 MACNEILL **2**: 534.
 MACPHAIL (A. C.) **6**: 2702.
 MADARIAGA (S. de) **5**: 2549. **12**: 5486-5493, 5498-5499, 5594.
 MAGALHAES (B. de) **4**: 2246.
 MAGNUS (J.) **6**: 2930.
 MAGRUDER (F. A.) **11**: 5115.
 MAGYARY (G. von) **2**: 854, 879. **3**: 1513. **4**: 2077, 2241. **7**: 3261, 3262. **10**: 4684, 4685, 4714, 4833.
 MAHAIM (E.) **2**: 631. **12**: 5329, 5456, 5604, 5622.
 MAHMUT ESAT **7**: 3442.
 MAIM (N.) **8**: 3856.
 MAITER (D.) **7**: 3298.
 MAKOWSKI (J.) **4**: 2119, 2160, 2161. **8**: 3885. **9**: 4051, 4129, 4300, 4412.
 MAKTOS (T. J.) **7**: 3435.
 MALAUZAT (A.) **2**: 33.
 MALCOLM (Neil L.) **2**: 1022. **8**: 3918.
 MALEZIEUX DU HAMEL (A. de) **9**: 4284.
 MALKIN (W.) **13**: 5829-5830.
 MALLO (J.) **8**: 3996.
 MANDELSLOH (ASCHE von) **10**: 4443.
 MANDELSTAM (A. N.) **2**: 1298. **4**: 2089. **5**: 2375. **7**: 3536. **11**: 5110, 5111.
 MANDER **6**: 2722, 2731, 2736. **7**: 3180-3182, 3184-3186, 3188-3190. **8**: 3579, 3580, 3581. **9**: 4031. **12**: 5231, 5234.
 MANDERE (H. Ch. G. J. van der) **2**: 100, 646, 658, 678, 763, 797. **7**: 3418. **12**: 5583.
 MANN (E. A.) **5**: 2292.
 MANNING (C. A. W.) **7**: 3437. **9**: 4152, 4392.
 MANOLACHE (C.) **11**: 5087.
 MANTÉCON (J. M.) **7**: 3457.
 MANTON (M. T.) **2**: 1183.

- MANTOUX (P.) **2** : 900. **11** : 5114.
 MARBURG (E.) **3** : 1471. **4** : 2128, 2242.
 MARBURG (Th.) **2** : 39, 106. **3** : 1790.
8 : 3544.
 MARCANTONATO (L. G.) **13** : 5888.
 MARCHANT **6** : 2756.
 MARÈS (A.) **2** : 979.
 MARIOTTE (P.) **2** : 922. **4** : 2209. **7** : 3492.
 MARKOVITCH (J. Y.) **14** : 6190.
 MARKOVITCH (L. J.) **9** : 4052.
 MARKS VON WÜRTEMBERG (E.) **3** : 1558.
12 : 5607, 5642.
 MARKUS **2** : 616.
 MARQUIS (H.) **3** : 1620.
 MARTENS (G. F. de) **2** : 8, 16, 218, 435.
4 : 1916. **6** : 2788.
 MARTIN (C. E.) **11** : 5130.
 MARTIN (Ch. E.) **4** : 2070, 2200. **8** : 3978.
 MARTIN (F.) **10** : 4798.
 MARTIN (G. C.) **6** : 2931.
 MARTIN (P. E.) **12** : 5485.
 MARTIN (W.) **6** : 2961. **7** : 3339. **10** : 4608.
 MARTINEZ FRAGA (P.) **5** : 2317.
 MAS (F.) **5** : 2383.
 MASON (J. B.) **9** : 4158.
 MASSART (E.) **6** : 2951. **7** : 3351. **8** : 3695.
 MASSIGLI **9** : 4117, 4118. **11** : 4887-4888.
12 : 5498, 5499.
 MATHEWS (J. M.) **5** : 2592.
 MATHEWS (R. E.) **8** : 3739.
 MATSCHKE (H.) **13** : 5873.
 MATSUBARA (K.) **3** : 1816. **4** : 2120.
 MATSUSHITA (M.) **6** : 2952.
 MAUPAS (J.) **14** : 6156.
 MAURER **8** : 3656, 3657.
 MAURRAS (Ch.) **4** : 2000.
 MAVAUT **10** : 4542, 4543.
 MAZURIER **2** : 538, 539, 540.
 MEAD (E. D.) **3** : 1791. **7** : 3493.
 MÉGEVAND (G.) **12** : 5480. **13** : 5917.
 MEIER-BENNECKENSTEIN (P.) **11** : 5079.
 MEIEROVICS **2** : 548, 549.
 MEITANI (G.) **9** : 4301. **13** : 5841.
 MEITANI (R.) **13** : 5841.
 MELLO-FRANCO **2** : 554, 555, 566, 567,
 574-577.
 MENDELS **9** : 4071.
 MENDELSSOHN-BARTHOLDY (A.) **6** : 2874.
 MENEMENLIZADE ÈTEM **12** : 5608.
 MENGELE (F.) **4** : 2094. **10** : 4715.
 MENNEVÉE (R.) **14** : 6185.
 MENTHON (F. de) **3** : 1664.
 MERCIER (A.) **6** : 3131.
 MERIGGI (L.) **6** : 2802. **11** : 4921.
 MERMILLOD **9** : 4164.
 MERTENS **10** : 4540-4543.
 MERVE (N. J. van der) **6** : 2691.
 MESBAH ZADEH (M.) **12** : 5596.
 METCALF (J. H.) **2** : 315, 316. **6** : 3084.
 METHNER **13** : 5906.
 METZNER (H.) **13** : 5897.
 MEULEMANS (J.) **8** : 3650.
 MEULEN (J. ter) **2** : 1 (note). **5** : 2271,
 2274, 2277 (note). **6** : 2666. **12** : 5263.
14 : 6034.
 MEURS (H. J. van) **6** : 2953.
 MEURS (J. H. van) **6** : 2953.
 MEUVRET (J.) **12** : 5439.
 MEYER (C. L. W.) **3** : 1665. **7** : 3494. **8** :
 3635. **9** : 4263. **11** : 4961.
 MICHELIS **10** : 4540, 4541.
 MICHENER (E.) **6** : 2703.
 MIDDLETON (Earl of) **7** : 3195.
 MIKOFF **9** : 4117, 4118.
 MIKUSZEWSKI (W.) **12** : 5361.
 MILENKOVITCH (V. M.) **3** : 1675.
 MILHOLLAND (V.) **3** : 1742, 1792.
 MILITCH (M.) **5** : 2487. **6** : 2954.
 MILLER **2** : 73.
 MILLER (D. H.) **2** : 1020, 1132. **3** : 1793.
4 : 1860. **5** : 2279.
 MILLER (R. W.) **10** : 4697.
 MILLIOT (L.) **7** : 3319.
 MILLIS **2** : 1214.
 MILLS (O. L.) **2** : 1133, 1143, 1185.
 « MINIMUS » **8** : 3740.
 MIRAL (D.) **6** : 2976.
 MIRKINE-GUETZÉVITCH (B.) **8** : 3741.
10 : 4622. **11** : 4983.
 MIRKOVITCH (L.) **4** : 1972.
 MIROLOB **5** : 2399.
 MITCHELL-THOMPSON (W.) **6** : 2725, 2732.
 MOCH (M.) **9** : 4411.
 MÖLLER (A.) **2** : 955. **8** : 3865, 3866. **10** :
 4756. **11** : 5097. **14** : 6228.
 MOELWYN-HUGHES (R.) **3** : 1635.
 MOHARRAM (M.) **5** : 2433.
 MOLARES (J. QUERO) **10** : 4735.
 MOLENGRAEFF (W. L. P. A.) **2** : 798.
 MOLONY (W. O'SULLIVAN) **11** : 5191.
 MOLOFF **7** : 3304, 3305.
 MOLTESEN **2** : 260-262.
 MOLTKE **2** : 262, 263.
 MONTMORENCY (J. E. G. de) **4** : 2246.
 MOON (P. T.) **3** : 1402, 1451, 1794.
 MOORE **2** : 294, 314.
 MOORE (J. B.) **2** : 799, 800, 801, 834,
 948, 1152. **3** : 1387, 1524. **4** : 1901,
 1946. **5** : 2298-2303, 2443, 2445. **6** :
 2823, 2826, 3106. **8** : 3800. **13** : 5976.
 MOORE (R. W.) **3** : 1354.
 MORAWSKI **2** : 576, 577.
 MORELLET (J.) **2** : 140, 1134. **3** : 1481,
 1482. **6** : 2932.
 MORELLI (G.) **8** : 3610. **14** : 6259.
 MORENO (E. G.) **7** : 3419.
 MOREUX (R.) **4** : 2001.
 MOREY (W. C.) **2** : 1046.
 MORGAN (C. C.) **3** : 1593.
 MORGAN (L. P.) **12** : 5693.

- MORGAN (R.) 8 : 3821.
MORGENTHAU (H.) 5 : 2460.
MORI (T.) 2 : 1002.
MORIN-PONS (F.) 8 : 3703.
MORINAUD 2 : 537, 537 a.
MORISHIMA (M.) 4 : 2191.
MORLEY (F.) 7 : 3340. 9 : 4285.
MORPHY 3 : 1336.
MORRISON (C. C.) 4 : 2179. 5 : 2570.
MORROW (I. F. D.) 13 : 5874.
MORTON (Ch.) 4 : 1922.
MOSER (Ernö) 2 : 361.
MOSER (H.) 14 : 6210.
MOSES 2 : 272, 275, 321, 322, 325-329, 1214, 1232. 10 : 4800.
MOSKOV (A.) 13 : 6028.
MOSLER 14 : 6282.
MOSTON (G. E.) 6 : 3085.
MOTTA 2 : 396-399.
MOTZA (J.) 11 : 5057.
MOULLINS (C.) 3 : 1656.
MOUTET (M.) 3 : 1607.
MOWAT (R. B.) 9 : 4332.
MOWER (E. C.) 8 : 3899.
MOWINCKEL (J. L.) 10 : 4641.
MÜLLER (A.) 5 : 2479.
MÜLLER (K. E.) 3 : 1458.
MÜLLER (P.) 8 : 3837.
MÜNCH (F.) 8 : 3867.
MUIR (R.) 4 : 2184.
MULDER (A.) 2 : 989. 3 : 1630.
MULDER (A. C. J.) 10 : 4830.
MULLER (H. M.) 8 : 3795.
MULLETT (A. J.) 3 : 1331.
MUNCH (P.) 2 : 260, 261, 262, 901. 7 : 3412. 12 : 5292. 13 : 5778-5781.
MUNIR BEY 2 : 594, 595. 12 : 5330.
MURRAY (G.) 2 : 889, 1276. 5 : 2546, 2648. 6 : 2956. 11 : 5072.
MURRAY (J. E.) 11 : 4869.
MURRAY (C. de B.) 11 : 5104.
MUSO (G. D.) 11 : 5105.
MUÛLS (F.) 3 : 1408. 7 : 3461. 12 : 5456.
MYERS (D. P.) 8 : 3877, 3913. 12 : 5584.
MYERS JR. (S. D.) 14 : 6208.
MYERS (W. S.) 3 : 1743. 7 : 3420.
- NAGAOKA (H.) 12 : 5310-5312. 13 : 5860, 5864.**
NAGEL (Ch.) 2 : 778.
NAGY (I.) 10 : 4739.
NAMITKIEWICZ (J.) 2 : 735.
NANSEN (F.) 7 : 3413.
NASH (Ph. C.) 6 : 3085.
NASMYTH (G. W.) 2 : 35, 36.
NATANSON (W.) 13 : 6014.
NATHAN (M.) 2 : 956.
NATHAN (R.) 8 : 3742.
NEARING (Scott) 3 : 1568.
NEGULESCO (D.) 2 : 1043. 3 : 1475. 5 : 2447, 2619. 6 : 2804, 2826, 2826 bis. 7 : 3263. 8 : 3634, 3822. 9 : 4401. 10 : 4504, 4778. 13 : 5838, 5839, 5860. 14 : 6102-6103.
NEGULESCO (P.) 13 : 5977.
NELLEN (E.) 5 : 2533.
NEUMANN (R.) 14 : 6191.
NEUFANG (O.) 2 : 1050.
NEWTON 4 : 1889.
NIBOYET (J.-P.) 5 : 2390. 6 : 2781, 2846, 2861, 2932, 3001, 3133. 11 : 5192.
NICHOLSON 3 : 1336. 9 : 4407.
NICOLE 14 : 6187.
NICOLESCO (M.) 6 : 2060.
NIELSEN (F. K.) 8 : 3878.
NIEMEYER (H. G.) 8 : 3597.
NIEMEYER (Th.) 2 : 79. 3 : 1597. 4 : 2246.
NIKELUS (J. I. D.) 12 : 5674.
NIKITOVITCH (T. M.) 4 : 1970.
NIPPOLD (O.) 4 : 1856, 1857. 10 : 4464.
NISOT (J.) 4 : 2105.
NITOBÉ (I.) 2 : 872.
NOGUEIRA (J.) 4 : 1868, 1869.
NOLDE (B.) 6 : 3134. 8 : 3743, 3744.
NORMAN 10 : 4540, 4541.
NORRIS 4 : 1886. 11 : 4853, 4863, 4864, 4866, 4873.
NOVACOVITCH (M.) 8 : 3634, 3672, 3684, 3689. 12 : 5452. 14 : 6109, 6211.
NOVKOVIĆ (B.) 8 : 3589, 3886. 12 : 5215, 5625, 5675.
NURI (Bülent) 10 : 4427.
NUSSBAUM (A.) 10 : 4585.
NYE (G. P.) 2 : 293, 326. 6 : 2913, 2937. 9 : 4356, 4387.
NYHOLM (D. G.) 2 : 64, 901. 4 : 1946. 6 : 2826, 2826 bis. 9 : 3590, 3634.
NYITRAY (A.) 4 : 2257.
- « O » 6 : 2938. 10 : 4561, 4562. 11 : 4841. 12 : 5462.
OCHOTA (J.) 9 : 4196.
O'CONNELL (T. J.) 6 : 2749.
OCTAVIO (R.) 6 : 2967.
ODA (Y.) 2 : 802, 821. 4 : 2050, 2056. 6 : 2823. 7 : 4306. 13 : 5735, 5832, 5875, 6032.
OEHLER (H.) 9 : 4170.
OERI (A.) 6 : 2961.
OERSTED 10 : 4540, 4541.
OGDON (M.) 13 : 5852.
OHLANDER (L. W.) 4 : 2210.
OHSAWA (A.) 7 : 3317, 3318. 13 : 5989.
OHYAMA (U.) 6 : 3054.
O'KELLY (S. T.) 6 : 2749.
OLECHOWSKI (G.) 4 : 2051.
OLIVÁN (J. LÓPEZ) 10 : 4525. 13 : 5965. 14 : 6066.
OLIVART (R. DE DALMAN Y —) 4 : 2129.
OLIVER (C. R.) 8 : 3971.

- OLIVI (A.) **10** : 4740.
 OLIVI (L.) **10** : 4740.
 O'MAHONEY **11** : 4860.
 ONCKEN (O.) **12** : 5353.
 O'NEILL (James M.) **8** : 3800
 OPPENHEIM (L.) **2** : 934. **3** : 1631. **4** :
 1858. **5** : 2498. **12** : 5626. **14** : 6249.
 ORTEGA-NUNEZ **2** : 616.
 ORUÉ Y ARREGUI (J. R. de) **2** : 913,
 938 a. **3** : 1606, 1637. **8** : 3857. **10** : 4762.
 O'RYAN (J. F.) **8** : 3958. **11** : 4857, 5161.
 OSUSKY (S.) **3** : 1795, 1796.
 OSZVALD (G.) **12** : 5725.
 OTAVSKÝ : voir HERMANN-OTAVSKÝ.
 OTTLIK (G.) **4** : 2091. **5** : 2473. **6** : 2943
7 : 3411. **8** : 3844. **13** : 5954. **14** : 6221.
 OTTOLENGHI (G.) **14** : 6250.
 OUDINOT (M.) **4** : 2258.
 OVERMAN **2** : 318, 319, 326.

 « PACIFICUS » **2** : 880.
 PAGE (K.) **2** : 1047, 1087. **3** : 1680.
 PAGE (W. H.) **12** : 5699.
 PAINE (P. M.) **6** : 3087.
 PALENCIA **10** : 4540, 4541.
 PALLIERI (G. BALLADORE) **5** : 2335. **6** :
 2998. **8** : 3601. **14** : 6235.
 PALLIS (A.) **9** : 4144.
 PALMER (G. E. H.) **11** : 5184.
 PAN (Y. K.) **12** : 5694.
 PANNUZIO (S.) **2** : 873.
 PARK (M. W.) **3** : 1560.
 PARKER (E. B.) **2** : 1187.
 PARKMOOR **2** : 570, 571, 574, 575, 622
3 : 1364. **4** : 1889. **5** : 2296, 2648. **6** :
 2741, 2742. **7** : 3195.
 PASCHING (W.) **12** : 5375.
 PASQUAZI (I.) **12** : 5627.
 PAUL-BONCOUR (J.) **8** : 3824.
 PAULSEN (P. I.) **14** : 6080.
 PEASLEE (A. J.) **3** : 1514. **8** : 3825.
 PELLA (V. V.) **2** : 1285, 1286, 1287. **3** :
 1831. **5** : 2654-2656. **8** : 3996.
 PELTZER **2** : 241, 246.
 PENFIELD (W. S.) **4** : 2201.
 PENG (S.) **12** : 5606.
 PEPPER (G. W.) **2** : 274, 284, 306, 313,
 322, 325, 329, 832, 1105, 1137, 1143,
 1214. **3** : 1525. **6** : 2933, 3056, 3088.
7 : 3495.
 PERASSI (T.) **2** : 1259. **3** : 1618. **5** : 2493.
8 : 3611. **13** : 5736.
 PERCY (E.) **4** : 1860. **5** : 2279. **11** : 5119.
 PEREZ-GUERRERO (M.) **12** : 5597.
 PERGIER (Ch.) **4** : 2181.
 PÉRIGORD (P.) **3** : 1617.
 PERKINS (D.) **6** : 3019.
 PERRY **6** : 2738 bis.
 PERRY Jr. (J. de Wolf) **2** : 1260.
 PEŠKA (Z.) **10** : 4457.

 PESSÔA (E.) **2** : 423, 424, 855. **3** : 1843.
6 : 2823. **8** : 3634.
 PETERS (H.) **13** : 5982.
 PETERSEN (N.) **3** : 1657.
 PETROFF (Th.) **12** : 5726.
 PEURSEM (J. H. van) **7** : 3421, 3428.
 PHELAN (E. J.) **9** : 4393. **11** : 5152.
 PHELPS (E. M.) **2** : 835.
 PHILIPSE (A. H.) **5** : 2434, 2480. **6** :
 2771. **9** : 4171, 4317. **10** : 4799.
 PHILLIMORE **2** : 73. **4** : 1860.
 PHILLIMORE (Cap.) **2** : 562, 563, 564, 565.
 PHILLIMORE (Lord) **2** : 185. **4** : 1889,
 2220. **5** : 2296.
 PHILLIMORE (R.) **2** : 803, 1280.
 PHILLIMORE (W. G. F.) **2** : 125, 126.
 PIC (P.) **3** : 1614. **4** : 2246.
 PICARD (M.) **2** : 648. **4** : 2243, 2246.
 PICOT (A.) **12** : 5480. **13** : 5917.
 PICTET (P.) **7** : 3341. **8** : 3701. **9** : 4172.
10 : 4611. **13** : 5980.
 PIGGOTT (F.) **4** : 2221.
 PILLET (A.) **6** : 2781, 3003, 3133.
 PILOTTI **3** : 1690.
 PINEGGER (P.) **11** : 5023.
 PINHEIRO (N.) **2** : 833.
 PINKHAM (H. W.) **3** : 1817.
 PINON (R.) **8** : 3745.
 PIQUENARD **10** : 4540, 4541.
 PITTMANN **11** : 4864.
 PITTMANN (KEY) **8** : 3983, 3984. **10** : 4811.
 PLÀ (José) **3** : 1598.
 PLATTEN **2** : 396, 397.
 PLESCH (A.) **12** : 5427. **14** : 6127.
 PLESSNER (W.) **10** : 4428.
 POHL (H.) **2** : 938. **7** : 3531. **10** : 4820.
 POINCARÉ (R.) **2** : 537 a.
 POITOU-DUPLESSY **2** : 537 a.
 POLÁK (M.) **7** : 3352.
 POLGÁR (I.) **4** : 2052. **6** : 2803. **10** : 4458,
 4686, 4705. **11** : 5007, 5009, 5051, 5196.
12 : 5249.
 POLITIS (N.) **2** : 770, 867, 1013. **3** : 1404,
 1561, 1638, 1639, 1832. **4** : 1911, 1912,
 1914, 1915, 1950, 2162, 2244, 2246.
5 : 2499, 2503, 2534, 2535, 2591. **6** :
 2674, 2675, 2684, 2686, 2687, 2782,
 2831, 2984, 3026, 3027, 3057. **7** : 3262,
 3292, 3294, 3304, 3305. **8** : 3796, 3797,
 3826. **9** : 4117, 4118. **12** : 5264, 5350,
 5609. **13** : 5845.
 POLLAK (W.) **3** : 1385.
 POLLOCK (E.) **2** : 186.
 POLLOCK (F.) **2** : 101, 874, 881. **3** : 1562.
 POLNOR (O.) **4** : 2082.
 PONS (L.) **14** : 6113.
 PONSONBY **2** : 356 a. **4** : 1889. **6** : 2732.
 POPE **11** : 4855, 4866.
 POPOVIČ (D.) **12** : 5568, 5649.
 POPOVICI (J. J.) **10** : 4734.

- POPOVITCH (G.) **5**: 2449. **7**: 3409, 3429. **14**: 6159.
 PORTAIL (R.) **5**: 2382, 2383.
 POSADA (A.) **2**: 914.
 POSEGA (K.) **7**: 3271.
 POTTER (P. B.) **2**: 1032. **4**: 2171, 2172. **8**: 3817. **11**: 5063, 5116.
 POULLET (P.) **10**: 4778. **12**: 5380.
 POWER **3**: 1336. **6**: 2729.
 POWNALL **2**: 356 a.
 PRAAG (L. G. van) **3**: 1666.
 PRATT (H. M.) **11**: 5097.
 PREUSS (L.) **8**: 3622.
 PRICE (B.) **5**: 2580. **8**: 3950.
 PRICE (C.) **3**: 1799. **9**: 4252, 4366.
 PRICE (H.) **2**: 357.
 PROCOFÉ (E.) **2**: 334, 550, 551.
 PRUDHOMME (André) **4**: 2231, 2246. **6**: 2857, 2858.
 PRŽIĆ (I. A.) **8**: 3685, 3690. **10**: 4824, **12**: 5216, 5338, 5364, 5422, 5432, 5433-5434, 5437, 5440, 5447, 5450, 5453, 5610, 5628. **14**: 6161, 6170, 6174.
 PUCCIO (G.) **5**: 2624.
 PUECH (J. L.) **12**: 5650.
 PUENTE (J. I.) **4**: 2145.
 PUGH (R. C.) **8**: 3746.
- QUABBE (G.) **5**: 2462.
 QUÉRO I MOLARES (J.) **12**: 5549.
 QUIDDE (L.) **3**: 1818. **12**: 5265.
 QUIGLEY (H. S.) **3**: 1676.
 QUIÑONES DE LEÓN **2**: 582, 583, 584, 585, 586, 587, 592, 593, 597, 598, 601, 602.
- RAAFAT (W.) **7**: 3473.
 RAALTE (E. van) **2**: 1211. **3**: 1487. **4**: 2078. **6**: 2683, 2776, 2805. **7**: 3239, 3240. **8**: 3747, 3748, 3836. **9**: 4255. **14**: 6067.
 RABEL **6**: 2826 bis. **10**: 4472. **12**: 5300, 5587.
 RABOURS (de) **2**: 396, 397.
 RADA (E.) **3**: 1440.
 RADLER **12**: 5463.
 RADOIKOVITCH (M. M.) **6**: 2962.
 RADOVANOVITCH (V. M.) **9**: 4139.
 RADULESCO (P.) **2**: 973.
 RÆSTAD (A.) **4**: 2162. **6**: 2684, 2751, 3057. **9**: 4054, 4211. **10**: 4473, 4474, 4643. **11**: 4927. **12**: 5378.
 RALLI (G.) **10**: 4459.
 RALSTON (J. H.) **2**: 804. **3**: 1395, 1619, 1620, 1658. **5**: 2527 a. **8**: 3879. **13**: 5822.
 RAMSTRÖM (E.) **13**: 5962.
 RANJITSINHJI **2**: 887.
 RANKIN (E. R.) **5**: 2435.
- RAPPARD (W. E.) **2**: 1035, 1044. **5**: 2488. **6**: 3020. **8**: 3848.
 RASMUSSEN (G.) **3**: 1686.
 RASMUSSEN (H.) **2**: 262.
 RASMUSSEN (L.) **2**: 260.
 RAUBAL (S.) **4**: 1969.
 RAUCHHAUPT (F. W. von) **13**: 5978.
 RAULIN (G. de) **5**: 2384.
 RAUSCHNING **10**: 4520, 4521.
 RAVARD (R.) **5**: 2396.
 RAY (J.) **6**: 2963. **8**: 3849. **9**: 4174. **10**: 4725, 4832. **11**: 4970, 5163. **12**: 5475, 5588.
 RAY (M.) **2**: 730.
 RAYNALDY **2**: 537 a.
 READ (E. F.) **2**: 776, 957. **4**: 2131. **12**: 5611.
 READ (H. E.) **2**: 856.
 REBBE (W.) **9**: 4136.
 REDLICH (J.) **13**: 5768-5770.
 REDLICH (M. D.) **4**: 2147. **5**: 2500.
 REDLICH (M. D. A. R. von) **14**: 6252.
 REDSLOB (R.) **2**: 649. **3**: 1412. **4**: 2095, 2246. **10**: 4644, 4645, 4757. **13**: 5980.
 REED **2**: 292, 319, 323-329. **3**: 1350, 1755. **4**: 1883, 1886. **8**: 3980, 3990.
 REED (J. A.) **3**: 1345. **6**: 2934, 2935.
 REEVES (J. S.) **2**: 844.
 REID (H. D.) **9**: 4309.
 REID (J. D.) **3**: 1338.
 REIFF (H.) **3**: 1683.
 REINER (J.) **2**: 1294.
 REINHARDT (W.) **2**: 1142.
 REISLER (S.) **6**: 2806.
 REISS (J.) **12**: 5428.
 RELIQUET (J.) **8**: 3997.
 REMER **6**: 2734.
 REMLINGER (E.) **14**: 6150.
 RÉMOND (P.) **3**: 1607.
 RENAULT (M.) **7**: 3468.
 RESIT Bey (A.) **10**: 4741, 4742.
 REUTERSKJÖLD (C. A. de) **3**: 1372. **5**: 2337, 2501. **6**: 2835. **12**: 5266, 5612.
 REVEL (G.) **8**: 3612. **10**: 4564.
 REY (F.) **4**: 1923. **5**: 2343. **12**: 5380.
 REYNALD **2**: 347.
 REYNIER (Col. de) **7**: 3304, 3305.
 REYNOLDS **11**: 4860, 4863, 4867, 5168.
 RHEINSTROM (H.) **14**: 6157.
 RHOADS Jr. (G. E.) **12**: 5599.
 RHODE (H.) **7**: 3431.
 RICE Jr. (W. G.) **2**: 836.
 RICHARDS (H. E.) **2**: 443.
 RICHES (C. A.) **10**: 4577.
 RIEDINGER **3**: 1668.
 RILEY (F. K.) **8**: 3800.
 RIPERT (G.) **4**: 2247. **5**: 2385. **10**: 4475.
 RIPS (S. J.) **4**: 2071.
 RITCHIE (H.) **8**: 3900.
 RITZMANN (F.) **3**: 1615.

- RIVERA (P.) **3** : 1622.
RIVERO GARCIA (Carlos) **3** : 1608.
ROBB (J. D.) **2** : 773.
ROBERTS (O. J.) **6** : 3040.
ROBINSON (H. M.) **3** : 1617.
ROBINSON (J.) **9** : 4055. **10** : 4623. **13** : 5907.
ROBINSON (J. T.) **2** : 308, 319, 325, 327, 328. **3** : 1353. **4** : 1882, 1888, 2192. **8** : 3962. **9** : 4368. **11** : 4844, 4849, 4851, 4853, 4854-4856, 4860, 4861, 4863, 4864-4866, 5164.
ROBINSON (N. T. N.) **11** : 5165.
ROBINZONAS (J.) : voir ROBINSON (J.).
ROCCO DI TORREPADULA (F.) **14** : 6114.
ROCHAT **12** : 5479.
ROCHEBROCHARD (G. de La) : voir LA ROCHEBROCHARD (G. de).
ROCHER (M. L.) **10** : 4779.
ROCHOLL (E.) **2** : 671.
RODD (R.) **6** : 2739. **7** : 3193.
RODDER (J.) **6** : 2848.
RODEN (A. A.) **8** : 3613.
RODHE (A. E.) **12** : 5550.
RODRIGUEZ Y VON SOBOTKER (H.) **3** : 1470. **6** : 2838. **7** : 3140.
RÖMER'S (M.) **12** : 5441. **13** : 5894.
RÖPKE (W.) **12** : 5267.
ROGER (N.) **9** : 4175.
ROGERS (J. G.) **8** : 3952. **12** : 5551.
ROGERS (L.) **2** : 1263. **8** : 3749. **11** : 5166.
ROGERS (W.) **11** : 4858.
ROHAN (Karl Anton Prinz von —) **8** : 3750.
ROLIN (A.) **4** : 2246.
ROLIN (H. A.) **4** : 2163. **5** : 2541. **6** : 2796. **7** : 3451. **11** : 5339. **13** : 6028.
ROLIN-JAEQUEMYS (E.) **9** : 4090. **10** : 4504. **11** : 4941. **12** : 5292. **13** : 5764-5767, 5780, 5781, 5800-5803. **14** : 6047, 6072, 6217.
ROLLAND (H.) **7** : 3458. **9** : 4329.
ROMANO (S.) **10** : 4752.
ROMMKE (P.) **9** : 4153.
ROOSEVELT (F. D.) **11** : 4845, 5160. **12** : 5696. **13** : 6009.
ROOSEVELT (Mrs.) **11** : 5168.
ROOT (E.) **2** : 118, 120, 189, 190, 191, 822, 969, 1038, 1105, 1149, 1152, 1158. **3** : 1314, 1354, 1526, 1543, 1563. **4** : 2065, 2202. **5** : 2279, 2611, 2615, 2616, 2627-2635, 2646. **6** : 3038, 3041, 3045, 3047, 3056, 3061, 3066, 3067, 3069, 3095. **7** : 3514. **8** : 3557, 3921, 3954. **9** : 4365. **10** : 4793.
ROSENBERG (J. N.) **2** : 1212, 1213, 1264. **3** : 1745.
ROSENRETER **6** : 2863.
ROSTWOROWSKI **6** : 2824, 2825, 3134. **9** : 4090. **10** : 4504. **13** : 5823, 5860.
ROTH (A.) **12** : 5718.
ROTH (Heinz) **7** : 3531.
ROTHHOLZ (W.) **13** : 5876, 5877.
ROUCEK (J. S.) **6** : 2786.
ROUGIER (A.) **2** : 192, 193.
ROUSCHDY BEY **2** : 607, 608, 626.
ROUSSEAU (Ch.) **3** : 1609. **5** : 2481. **7** : 3264. **8** : 3874. **12** : 5457, 5660.
ROUX (J. A.) **4** : 2225.
ROWAN-ROBINSON (H.) **12** : 5600.
ROWELL **3** : 1336.
ROWELL (C. H.) **3** : 1544.
ROWELL (N. W.) **2** : 194, 256. **10** : 4698.
ROXBURGH (R. F.) **2** : 934.
ROYEN (J. H. van) **5** : 2322.
ROYEN (R. D. van) **11** : 5071.
ROZEMOND (S.) **7** : 3422.
RUDINSKY (J.) **9** : 4413.
RUEGGER (P.) **2** : 805, 806. **5** : 2290, 2514. **14** : 6068.
RÜHLAND (C.) **2** : 703. **3** : 1597. **9** : 4286. **11** : 4941. **13** : 5859.
RÜHLMAN (P.) **6** : 2847.
RUFFIN (H.) **2** : 807.
RUIZ MORENO (I.) **11** : 5089.
RUKSER (U.) **2** : 581.
RUNCIMAN (W.) **2** : 622. **6** : 2738 bis.
RUNDSTEIN (S.) **6** : 3132. **10** : 4460. **11** : 5106.
RUSHDI Bey : voir ROUSCHDY Bey.
RUSSELL **6** : 2742. **11** : 4851, 4854, 4855, 4863, 4865, 4866, 4867.
RUSSELL (F. M.) **12** : 5671.
RÜSTÜ ARAS **12** : 5486, 5487, 5498, 5499.
RUTENBERG (G.) **9** : 4197. **11** : 4976. **14** : 6163-6164.
RUTGERS (V. H.) **12** : 5268.
RUYSSSEN (Th.) **2** : 1265.
RUZÉ (R.) **2** : 650. **4** : 2002.
RYNNE (M.) **6** : 3127.
S. (S.) **14** : 6069-6070.
SA (MENG-WU) **9** : 4271.
SABA (J. S.) **8** : 3671.
SABANIN (A.) **4** : 2003.
SACHET **2** : 329.
SAGONE (G.) **5** : 2658.
SAINT-BRICE **2** : 716.
SAINT-HUGON (P. de) **2** : 990.
SAINT-SEINE (A. de) **7** : 3452.
SAITO (T.) **13** : 5833.
SAKAMOTO (M.) **3** : 1401.
SALABAN (K.) **3** : 1666.
SALANDER (G. A.) **8** : 3751.
SALANDRA (A.) **2** : 542, 543, 544, 545. **4** : 2246. **6** : 2784. **12** : 5586.
SALDAÑA (Q.) **2** : 1281. **3** : 1833, 1834. **4** : 2246. **8** : 3996.
SALIS (L. R. von) **6** : 2867.

- SALISBURY **5** : 2296. **6** : 2740, 2741, 2742. **7** : 3195.
 SALMONSEN **3** : 1686.
 SALVIOLI (G.) **2** : 737, 837, 838. **4** : 1963, 2004, 2246. **5** : 2336, 2436. **8** : 3614. **10** : 4464. **11** : 5075. **14** : 6102.
 SANDIFORD (R.) **2** : 868. **4** : 2005, 2017.
 SANGER (S.) **2** : 210.
 SANSARICQ (A. C.) **2** : 357.
 SARTORIUS (C.) **2** : 938. **8** : 3669.
 SASTRY (K. R. R.) **12** : 5589. **14** : 6212.
 SATOW (E.) **8** : 3900.
 SAUSER-HALL (G.) **14** : 6160.
 SAVAGE (M. J.) **6** : 2754.
 SAVEEDRA LAMAS (C.) **5** : 2528.
 SAWADA (KEN) **2** : 893. **4** : 2083, 2084, 2173.
 SCAVENIUS (H.) **2** : 260, 261, 261 a, 264.
 SCHELLE (G.) **2** : 102, 195. **6** : 2955, 2965. **8** : 3919. **9** : 4310. **10** : 4624, 4726. **11** : 5076. **12** : 5209. **13** : 5846. **14** : 6262.
 SCERNI (M.) **9** : 4056. **14** : 6095.
 SCHAEFFER (C.) **4** : 2148. **5** : 2509.
 SCHÄTZEL (W.) **5** : 2339, 2529.
 SCHALL **10** : 4808. **11** : 4854, 4866.
 SCHANZER (C.) **2** : 915. **9** : 4318.
 SCHELLBERG (W.) **7** : 3430.
 SCHELTEMA (E.) **9** : 4212.
 SCHENK Graf von STAUFFENBERG (B.) : voir STAUFFENBERG (B. Schenk Graf von —).
 SCHIFFER **2** : 839. **3** : 1527, 1584.
 SCHINDLER (D.) **3** : 1409, 1640. **6** : 3004. **9** : 4137. **10** : 4775. **14** : 6266.
 SCHLEUTER (W.) **3** : 1840.
 SCHLOCHAUER (H. J.) **10** : 4476.
 SCHMID **2** : 396, 397.
 SCHMID (J. J. von) **3** : 1443.
 SCHMID (K.) **6** : 2969. **8** : 3669. **14** : 6261.
 SCHMIDT (A.) **9** : 4138.
 SCHMIDT (Fr.) **7** : 3272.
 SCHMIDT (Fr. A.) **9** : 4319.
 SCHMIDT (R.) **8** : 3697.
 SCHMIDT (W.) **5** : 2403.
 SCHMITZ (E.) **7** : 3308. **11** : 4960, 5053.
 SCHNABEL (F. G.) **8** : 3915.
 SCHNEIDER (Chr.) **3** : 1578.
 SCHOENBORN (W.) **13** : 5859.
 SCHÖPFER **2** : 398, 399.
 SCHOETENSACK (A.) **8** : 3669.
 SCHOLZ (W.) **14** : 6158.
 SCHOOMAKER (N. M.) **3** : 1733.
 SCHOTTHÖFER **6** : 2936.
 SCHOU (P.) **3** : 1579, 1600. **11** : 5064.
 SCHREIBER (O.) **6** : 2855.
 SCHRIEKE (B. J. O.) **11** : 5197.
 SCHROEDER (K. L.) **4** : 1975.
 SCHÜCKING (W.) **2** : 62, 902, 974, 1014. **4** : 2246, 2248. **6** : 2821, 2822, 2826 bis, 2855. **7** : 3241. **8** : 3616, 3634, 3850. **9** : 4090, 4286. **10** : 4469, 4504. **11** : 4900, 4928, 4941. **12** : 5250-5294, 5318-5321, 5545, 5558. **13** : 5761-5763, 5790-5793, 5859. **14** : 6046.
 SCHÜRCH **10** : 4542, 4543.
 SCHULÉ (D.) **11** : 5193.
 SCHUMACHER **6** : 2694.
 SCHUMAN (F. L.) **10** : 4780. **13** : 5997.
 SCHURMAN (W. H. A. Elink) **2** : 1293. **3** : 1846. **10** : 4834.
 SCHUYLER **9** : 4384.
 SCHWARZ (W.) **9** : 4280.
 SCHWARZENBERGER (G.) **11** : 5052.
 SCHWEINITZ (H. U. von) **9** : 4402.
 SCIALOJA (V.) **3** : 1438, 1439. **4** : 1919. **9** : 4287. **12** : 5586.
 SCOTT (J. B.) **2** : 2, 3, 11, 12, 13, 15, 21, 31, 40, 47, 50, 61, 104, 108, 119, 127, 196-200, 414, 808, 844, 935, 1003, 1004, 1038, 1144. **3** : 1315, 1569, 1685, 1756. **4** : 1862, 1863, 2132, 2133, 2149. **5** : 2530. **9** : 4309. **10** : 4771. **11** : 4943. **12** : 5270. **13** : 5703. **14** : 6239.
 SCROGGS (W. O.) **12** : 5698.
 SEARS (L. M.) **4** : 2203. **12** : 5697, 5707.
 SEASONGOOD (M.) **8** : 3556.
 SEAVEY (W. A.) **8** : 3556. **13** : 5968.
 SEBILLEAU (P.) **13** : 6031.
 SECRETAN (J.) **5** : 2344. **12** : 5382.
 SÉFÉRIADÈS (S. P.) **6** : 2851, 3131. **12** : 5376, 5719. **13** : 5859. **14** : 6286.
 SEGAL (S.) **9** : 4408.
 SEIPEL (I.) **6** : 2956.
 SELDEN (Ch. A.) **3** : 1528, 1529.
 SELIGMAN (E. R. A.) **10** : 4702.
 SEMPER (M.) **14** : 6231.
 SERBESCO (S.) **4** : 2018. **5** : 2396 a.
 SERENI (A. P.) **10** : 4573.
 SEVENSMA (T. P.) **8** : 3539.
 SEYMOUR (Charles) **5** : 2280.
 SFORZA (C.) **10** : 4459.
 SHAFROTH (J. F.) **4** : 1854.
 SHAW (A.) **12** : 5699.
 SHEPARDSON (W. H.) **12** : 5698.
 SHEPPARD (M.) **2** : 1146.
 SHERMAN (A.) **11** : 5171.
 SHERMAN (S. S.) **4** : 2092.
 SHIBUSAWA (S.) **13** : 5990.
 SHIELDS (J. K.) **2** : 1147.
 SHIMAMOTO (H.) **4** : 2057, 2058.
 SHIPSTEAD **2** : 290, 327, 329, 1214. **4** : 1883. **6** : 2937.
 SHORT (D.) **11** : 4874.
 SHORTRIDGE **4** : 1885, 1887. **7** : 3506.
 SHOTWELL (J. T.) **2** : 1208. **5** : 2546. **7** : 3497. **11** : 5073, 5152, 5172. **12** : 5680. **13** : 5998, 5999.
 SHUSTER (G. N.) **12** : 5397.
 SIBERT (M.) **2** : 923, 991, 1028. **4** : 2246, 2249.

- SIEBENEICHEN (A.) **2** : 707.
 SIESSE (G.) **4** : 2006.
 SIEVEKING (A.) **5** : 2320 a.
 SIEVEKING (L. M.) **13** : 5874.
 SILVA (PEREIRA DA) **8** : 3551. **12** : 5592.
 SIMON (J.) **5** : 2515. **9** : 4030. **10** : 4520, 4521. **11** : 4887-4888.
 SIMONDS (F. H.) **2** : 1266. **8** : 3581. **11** : 5118. **12** : 5699.
 SIMONS (W.) **2** : 809, 857. **6** : 3005. **7** : 3448. **8** : 3616. **12** : 5350.
 « SIMPLEX » **14** : 6166.
 SIMS **12** : 5700.
 SINCLAIR **3** : 1336.
 SINNER (P.) **5** : 2516.
 SITZLER (F.) **7** : 3431.
 SIVORI (J. B.) **6** : 2941.
 SKASHEIM (A.) **10** : 4646.
 SKEI (J.) **10** : 4647.
 SKIBOWSKI (F.) **5** : 2376.
 SKRZYNSKI (A.) **2** : 574, 575, 590.
 SLADE (W. A.) **5** : 2264, 2264 a. **6** : 2662.
 SLAYDEN (J. L.) **2** : 58.
 SLOOTEN AZN. (G. van) **6** : 2688.
 SLOSSON (P. W.) **11** : 5680.
 SMEDAL (G.) **11** : 4995-4996. **12** : 5448. **13** : 5896.
 SMITH **2** : 327. **6** : 2947.
 SMITH (H. A.) **2** : 105, 201.
 SMITH (L. W.) **9** : 4366.
 SMITH (N. Ch.) **9** : 4288.
 SMITH (O. M.) **11** : 4997.
 SMITH (R.) **3** : 1363. **5** : 1889.
 SMOOT **2** : 325.
 SMUTS (J. C.) **2** : 73. **4** : 1860. **5** : 2279.
 SNOW (F.) **11** : 5174.
 SNOWDEN (Ph.) **5** : 2648. **7** : 3181.
 SOBOLEWSKI (T.) **4** : 1976. **8** : 4003.
 SOCKMAN (R. W.) **12** : 5672.
 SÖDERBLOM (S.) **10** : 4525. **12** : 5569, 5651.
 SOFRONIE (G.) **8** : 3999. **14** : 6100.
 SOKAL **8** : 3656, 3657.
 SOLMS-BRAUNFELS (F. Prinz zu) **11** : 4973.
 SOMERVILLE (D. G.) **2** : 356 a. **8** : 3578.
 SOTTILE (A.) **2** : 1015. **3** : 1426, 1429, 1697, 1772. **4** : 1952, 2246, 2250. **5** : 2443, 2445, 2452, 2455. **6** : 2914, 2918, 2923. **7** : 3253, 3384-3386, 3529. **8** : 3641, 3652, 3810. **9** : 4247-4249. **10** : 4511, 4693, 4694. **11** : 4914, 4956. **12** : 5554, 5556, 5559, 5560. **13** : 5948. **14** : 6218.
 SOUBBOTITCH (J. V.) **3** : 1545.
 SOULE (C. C.) **5** : 2502.
 SOUZA DANTAS **2** : 556-563, 568-573.
 SPENCER (J. H.) **14** : 6253.
 SPENDER (H. F.) **4** : 2184.
 SPERL (H.) **9** : 4154.
 SPIEGEL (L.) **2** : 681, 682.
 SPIETHOFF (A.) **13** : 5982.
 SPIROPULOS (J.) **2** : 738. **3** : 1411, 1597. **4** : 1910. **6** : 2988. **9** : 4315. **12** : 5271.
 SPOHN (K.) **11** : 4985.
 SPÜHLER (E.) **12** : 5272.
 SQUIRES (E. E.) **7** : 3407.
 STACKELBERG (J. von) **6** : 2942.
 STAËL VON HOLSTEIN (L.) **2** : 202. **9** : 4199. **12** : 5449.
 STAUFFENBERG (B. Schenk Graf von —) **7** : 3308. **9** : 4264. **10** : 4426, 4444. **11** : 4917, 4949, 4954, 4960, 5053, 5100, 5175. **12** : 5217, 5218, 5477. **13** : 5814.
 STAUNTING (Th.) **7** : 3413.
 STEBBINS (L. A.) **10** : 4793.
 STEEGMAN (J.) **4** : 2087.
 STEELE (Th. M.) **2** : 1215, 1216.
 STEELE (W. S.) **11** : 5131.
 STEFFENS (H. von) **9** : 4176.
 STEICHELE (A.) **5** : 2463.
 STEIDL **12** : 5464.
 STEIN (O.) **2** : 930.
 STEINBACH (P. A.) **8** : 4000.
 STEINER (H. A.) **13** : 5878.
 STEINITZ (H.) **11** : 4906.
 STEIWER **11** : 4853, 4864, 4866.
 STELLINGA (J. R.) **7** : 3440.
 STENUIT (R.) **8** : 4002.
 STEPHENS **2** : 329.
 STEPHENS (H. D.) **3** : 1347.
 STERNBERGER-MILLER (E.) **13** : 6000.
 STERNDAL (W. P.) **3** : 1515.
 STICKNEY (E. P.) **8** : 3897.
 STIEGER **6** : 2807, 3006.
 STIER-SOMLO (F.) **6** : 2975, 3129.
 STIMSON (H.) **6** : 3039, 3065, 3094. **7** : 3500, 3512. **12** : 5329, 5700.
 STINSON (J. W.) **2** : 840, 970, 1217, 1218.
 STOCKTON (R.) **9** : 4338.
 STOJANOV (T.) **4** : 2085.
 STONE (J.) **9** : 4403. **10** : 4578.
 STONE (W. T.) **7** : 3516. **8** : 3989.
 STOWELL (E. C.) **7** : 3449.
 STOYANOVSKI (J.) **5** : 2371.
 STOYOKOVITCH (S.) **4** : 1971. **8** : 3798.
 STRASBURGER (H.) **13** : 5908.
 STRAUB (P.) **12** : 5383.
 STRAWN (S. H.) **14** : 6078.
 STREIT (C. K.) **6** : 3066. **13** : 5810.
 STREIT (G.) **5** : 2402.
 STRENG (von) **2** : 396, 397.
 STRISOWER (L.) **6** : 3134.
 STRONG (Ch. H.) **8** : 3556.
 STRUB (W.) **3** : 1610.
 STRUPP (K.) **2** : 217, 653, 672, 771, 937, 939, 959, 960, 965, 967, 1029, 1036, 1041. **3** : 1530, 1633, 1641. **4** : 1973, 2150, 2151, 2246. **5** : 2332, 2484, 2524. **6** : 2997. **7** : 3265, 3441, 3442. **8** : 3553.

- 3597, 3615, 3616. **9** : 4064, 4136, 4311.
10 : 4469, 4649, 4650. **11** : 4922. **12** :
 5350, 5380. **14** : 6262.
- STRUYCKEN (A. A. H.) **2** : 203, 924.
 STUDIOUS (Sv.) **8** : 3675.
 STURZO (L.) **5** : 2510.
 STUURMAN (P. H.) **3** : 1564, 1841.
 SUAREZ (J. L.) **6** : 2941.
 SUBOTIC (I. V.) **8** : 3547.
 SUGIMURA (Y.) **6** : 2995.
 SUKIENNICKI (W.) **3** : 1642. **6** : 2977.
 SUMMER (Lord) **2** : 146.
 SUN (Ch.) **12** : 5575.
 SURET (L.) **2** : 44.
 SUTTNER (BERTHA von) **12** : 5279.
 SWANSON **2** : 276, 282, 285-287, 307,
 308, 310, 326, 327, 1230. **3** : 1347.
4 : 1883. **5** : 2437. **6** : 3067, 3068.
 SWANWICK (H. M.) **2** : 715, 858.
 SWEETSER (A.) **3** : 1573, 1585, 1590.
6 : 2964.
 SZCZERBINSKA (M.) **11** : 5055.
 SZENT-ISTVANY (B. de) **7** : 3266. **10** :
 4445, 4688, 4794.
- TACHI (S.) **4** : 2059. **11** : 4895.
 TAFT (W. H.) **2** : 27, 37, 106. **3** : 1751.
4 : 1855.
 TAHSIN (H.) **13** : 5981.
 TAI (P. L.) **12** : 5701.
 TAKETOMI **11** : 4886.
 TAMMES (A.) **14** : 6279.
 TAN (Y. S.) **12** : 5609.
 TAOKA (R.) **13** : 5847.
 TAPPEN (O.) **12** : 5652.
 TARACOUZIO (T. A.) **11** : 5199.
 TA-T'UNG **9** : 4347.
 TAUBE (M. de) **4** : 2246.
 TAUBER (L.) **4** : 2072.
 TAVERNE (B. M.) **13** : 5909.
 TCHÉOU-WEI (S.) **2** : 59.
 TEGHZE (G.) **10** : 4743.
 TELDERS (B. M.) **3** : 1643. **11** : 5010.
 TEMPERLEY (A. C.) **14** : 6267.
 TEMPERLEY (H. W. V.) **2** : 882, 1056.
 TÉNÉKIDÈS (C. G.) **2** : 699. **3** : 1399.
6 : 2787, 2864. **8** : 3692, 3887, 4004.
10 : 4461, 4831. **11** : 5017.
 TENG (K. S.) **12** : 5611.
 TENG (Y. S.) **12** : 5666.
 TEODOROFF (T. P.) **13** : 5892.
 TEYSSAIRE (J.) **4** : 2202.
 THAYER (E. P.) **8** : 3557.
 THIEME (H. W.) **3** : 1659.
 THILLY (E.) **6** : 2846.
 THOMAS **11** : 4853, 4860, 4863, 4866.
 THOMAS (A.) **2** : 632, 633. **3** : 1616. **6** :
 2956, 2965. **7** : 3306, 3307, 3431-3433.
 THOMAS (C. R.) **5** : 2572.
 THOMAS (D. Y.) **4** : 1888. **8** : 3916.
- THOMAS (H. C.) **2** : 917. **4** : 2097.
 THOMAS (N.) **11** : 5182. **12** : 5700.
 THOMSON (Ch. J.) **3** : 1352.
 THURTLÉ **6** : 2733.
 TIBAL (A.) **8** : 3741.
 TIBBAUT **2** : 240, 245.
 TICHAUER (Th.) **2** : 925.
 TIETZ (W.) **3** : 1660.
 TINKHAM (G. H.) **4** : 1884. **9** : 4372.
 TITÉANO (E.) **2** : 918.
 TITTONI (T.) **12** : 5586.
 TITULESCO (N.) **10** : 4778.
 TOBIN (H. J.) **10** : 4758.
 TOFFIN (J.-L.) **14** : 6096.
 TOMCSÁNYI (De) **13** : 5864.
 TOMSA (B.) **7** : 3330.
 TOMŠIČ (I.) **8** : 3868.
 TORLEY DUWEL (C. L.) : voir DUWEL
 (C. L. TORLEY).
 TORREPADULA (F. Rocco Di) : voir ROC-
 CO DI TORREPADULA (F.).
 TORRES (A.) **8** : 3917.
 TORRIENTE Y PERAZA (C. de la) **2** : 421,
 422, 883, 892. **3** : 1591.
 TOSCANO (M.) **8** : 4001.
 TOURGOUD Bey (Demir) **9** : 4133.
 TOWNER (H. M.) **2** : 1150.
 TOWNSEND **10** : 4816. **11** : 4872.
 TOYNBEE (A. J.) **2** : 1057, 1058. **4** : 2185.
5 : 2554. **6** : 3021. **7** : 3476. **9** : 4431.
10 : 4788. **11** : 5120. **14** : 6268.
 TRABUE (C. C.) **9** : 4373.
 TRAMMELL **3** : 1353. **11** : 4868.
 TRAVERS (M.) **2** : 691, 859, 860, 1281.
5 : 2386.
 TRÉKA (V.) **3** : 1570. **4** : 2007. **10** : 4574.
 TRELLES (C. B.) **8** : 3960.
 TRÉMAUD (H.) **7** : 3342, 3343. **9** : 4177.
 TRENHOLME (L. J.) **3** : 1546.
 TREVELYAN **4** : 1889.
 TRIAS DE BES (J. M.) **3** : 1637. **6** : 3134.
10 : 4735.
 TRIEPEL (H.) **2** : 218, 435. **4** : 1916. **6** :
 2788.
 TROMP (P.) **11** : 5197.
 TROTABAS (L.) **4** : 2013, 2233, 2246.
 TRYGGER (E.) **3** : 1372. **14** : 6119.
 TRYON (J. L.) **2** : 14, 29.
 TSENG (Y. H.) **12** : 5613.
 TSIANG (C. H.) **12** : 5702.
 TSURUMI (Y.) **8** : 3933.
 TUCKEY (E. N.) **6** : 3091.
 TÜRCKE (von) **14** : 6151.
 TUMEDEI (C.) **2** : 651.
 TUSKA (B.) **2** : 692. **3** : 1400.
 TUTTLE (F. G.) **7** : 3474.
 TYSON **2** : 326.
- UDINA (M.) **5** : 2482.
 UECKER (E.) **8** : 3691.

- ULLEIN (A.) **10** : 4744.
 ULLMANN (F.) **10** : 4462.
 ULRICKSEN (H. F.) **2** : 262.
 UNDÉN (Ö.) **2** : 603, 604, 607, 608, 609, 610, 617, 841. **4** : 2251. **6** : 3134. **10** : 4525. **12** : 5354, 5570, 5642. **13** : 5829, 5830. **14** : 6071, 6119.
 UNDERWOOD **2** : 329.
 UNRUH (F. O. von) **3** : 1611.
 URRUTIA (F. J.) **4** : 2134. **5** : 2503. **7** : 3414. **8** : 3845. **10** : 4504, 4679.
 USTERI **2** : 398, 399.

V. (V.) **4** : 2060.
 VABRE (A.) **2** : 931.
 VACCARI (P.) **6** : 2944.
 VADASZ (E.) **4** : 2230.
 VADASZ (L.) **10** : 4819.
 VALAYER (P.) **6** : 2876, 2877. **8** : 3703, 3704. **10** : 4616.
 VÁLI (F. A.) **8** : 3754. **9** : 4155. **10** : 4658, 4660, 4759. **11** : 5004, 5004 a. **12** : 5451. **13** : 5912, 5913. **14** : 6180, 6213-6215.
 VALLINDAS (P.) **9** : 4409.
 VALLOTTON (J.) **4** : 2252. **5** : 2397. **11** : 4972.
 VALSONOK (R.) **14** : 6167.
 VANCE (W. R.) **2** : 38, 51. **6** : 2972.
 VANDENBERG **6** : 3083. **11** : 4849, 4853, 4854, 4855, 4864. **13** : 6004.
 VAN DE WATER (F. F.) **3** : 1529.
 VAN KIRK (W. W.) **11** : 5132.
 VANSELOW (E.) **8** : 3869.
 VASCONCELLOS (de) **12** : 5498, 5499.
 VAYO (Alvarez del) **13** : 5829, 5830.
 VELÁZQUEZ (G.) **4** : 2255.
 VELHAGEN (A.) **9** : 4156.
 VELSEN (von) **4** : 2008. **5** : 2854.
 VENTURINI (G.) **14** : 6097.
 VERA (J. L. de) **2** : 109.
 VERDROSS (A. von) **2** : 943. **3** : 1643 a. **4** : 2135, 2253. **10** : 4464, 4465, 4477. **11** : 4923, 4928. **12** : 5274, 5377, 5458. **13** : 5848, 5982. **14** : 6115-6116.
 VERGARA DONOSO (G.) **5** : 2640. **6** : 3037.
 VEROSTA (S. E.) **8** : 3755.
 VERYKIOS (P. A.) **11** : 5090.
 VERZIJJ (J. H. W.) **2** : 209, 215, 216, 722, 739. **3** : 1452, 1488. **4** : 2009, 2010, 2011. **6** : 2989. **7** : 3267, 3344, 3346, 3353-3355. **8** : 3756, 3757, 3758, 3764, 3765, 3768, 3769, 3771, 3851. **9** : 4057, 4200, 4201, 4205, 4213, 4214, 4215. **10** : 4478, 4586, 4651, 4655, 4661, 4662. **11** : 4908, 5011, 5014, 5065. **12** : 5219, 5228, 5301, 5478, 5552, 5630. **13** : 5914. **14** : 6008, 6152, 6181, 6182, 6285.
 VIDAL Y SAURA (G.) **2** : 961.
 VILLEGAS **4** : 1961, 1962.
 VINACKE (H. M.) **10** : 4781.

 VINEUIL (P. de) **2** : 652, 674, 683, 684, 693, 1021. **7** : 3312, 3313.
 VINK (J. C. H. H. de) **13** : 5964.
 VISSCHER (Ch. de) **2** : 1039. **3** : 1634. **4** : 2165, 2246. **5** : 2465, 2531. **6** : 2843, 2978. **10** : 4479, 4699. **12** : 5275, 5359, 5631. **13** : 5760, 5849, 5945, 5946. **14** : 6072, 6086-6087.
 VISSCHER (F. de) **2** : 1030. **4** : 2136. **6** : 3134.
 VIZETELLY (F. H.) **12** : 5681. **13** : 6002. **14** : 6272.
 VLADAR (E.) **10** : 4716.
 VLUGT (W. van der) **2** : 659.
 VOGT **11** : 4941.
 VOLCKMANN (E.) **2** : 69.
 VOLLENHOVEN (C. van) **2** : 24, 420, 870, 1042, 1292. **8** : 3875. **11** : 5091. **13** : 5983.
 VOSS (F.) **9** : 4178.
 VREELAND JR. (H.) **10** : 4814.
 VULCAN (C.) **8** : 3888.

W. (J. H.) **3** : 1317.
 W. (M. S.) **5** : 2610.
 WADE (H. T.) **2** : 1060, 1061. **3** : 1687. **4** : 2188. **5** : 2552. **7** : 3477.
 WAGNER **8** : 3956, 3973, 3974, 3986, 3988.
 WAGNER (R.) **4** : 1974.
 WAHL (A.) **4** : 2246.
 WAINHOUSE (D. W.) **11** : 5129.
 WAISZ **2** : 235.
 WALCOTT **8** : 3941.
 WALDECKER (L.) **8** : 3852.
 WALDKIRCH (E. von) **2** : 966, 1045. **6** : 2878.
 WALDRON (R. T.) **11** : 4862.
 WALDSTEIN (Ch.) **4** : 1859.
 WALKER (Th. A.) **10** : 4753.
 WALKER (W. L.) **10** : 4753.
 WALLENGREN (S.) **12** : 5656.
 WALLER (B. C.) **2** : 1053.
 WALP (P. K.) **8** : 3853.
 WALSH (Th. J.) **2** : 312, 313, 314, 317, 319, 322, 325, 327, 329, 1214. **4** : 2204. **5** : 2641. **6** : 3052, 3090. **9** : 4374. **10** : 4815.
 WALTER (H.) **13** : 5890.
 WALTHER (H.) **5** : 2387.
 WALZ (G. A.) **14** : 6225.
 WAMBAUGH (S.) **3** : 1449.
 WANG (C. D.) **12** : 5220.
 WANG (C. T.) **12** : 5355.
 WANG (TSUNG-TAN) **9** : 4023.
 WANG CHUNG-HUI **2** : 992. **3** : 1388. **9** : 4040, 4090. **10** : 4689. **11** : 4941. **12** : 5331-5332. **13** : 5772-5775, 5790, 5791, 5794, 5795.
 WARD (J.) **6** : 2754.

- WARE (E. E.) **14**: 6277.
 « WARGANEUS » **10**: 4483, 4484.
 WARREN (Ch.) **9**: 4375.
 WARSCHAUER (E.) **9**: 4142.
 WATRIN (G.) **6**: 2865. **8**: 3827. **9**: 4289.
11: 5107.
 WATSON **2**: 327. **3**: 1353. **4**: 1883.
 WEBER (P.) **9**: 4179, 4216.
 WEBER (H. von) **10**: 4820.
 WEBSTER (C. K.) **3**: 1613. **9**: 4295.
 WECK (N. de) **10**: 4601.
 WECKS (H.) **8**: 3706.
 WEGNER (A.) **2**: 1288. **12**: 5641.
 WEHBERG (H.) **2**: 22, 23, 25, 46, 77, 103, 110, 431, 670, 861, 902, 926, 1005, 1017, 1041, 1155, 1277. **3**: 1407, 1445, 1486, 1516, 1601, 1672, 1673. **4**: 1898, 1914, 2024, 2222. **5**: 2318, 2319, 2489, 2643. **6**: 2849, 3014. **7**: 3241, 3356. **8**: 3759, 3850. **10**: 4469, 4656. **11**: 4896, 4900. **12**: 5276-5278, 5302, 5350, 5632. **13**: 5797, 5811, 5812, 5891. **14**: 6079, 6087-6088.
 WEHRER (A.) **9**: 4414.
 WEHSE (R.) **9**: 4180.
 WEIDENMANN (A.) **8**: 3678.
 WEISS **14**: 6143.
 WEISS (A.) **2**: 920. **3**: 1572. **4**: 1946. **5**: 2312-2318. **6**: 2781, 2849. **8**: 3591.
 WEISZ (U.) **10**: 4771.
 WELLIVER (J. C.) **2**: 862.
 WELLS (J. H.) **2**: 696.
 WENINGER (L. V.) **3**: 1644. **10**: 4565, 4690, 4691, 4745.
 WENZEL (M.) **7**: 3531. **10**: 4820.
 WERNER (A. R.) **13**: 5880.
 WERTHEIMER (L.) **3**: 1318.
 WERTHEIMER (M. S.) **9**: 4202.
 WESELOWSKI (C.) **12**: 5720.
 WEST (R. L.) **4**: 2172.
 WESTARP (K. Fr. V. von) **9**: 4296.
 WESTSTRATE (C.) **8**: 4005.
 WEYR (F.) **12**: 5417.
 WHEATON (H.) **5**: 2511.
 WHEELER **6**: 3076. **8**: 3972. **11**: 4851, 4861, 4866, 4869.
 WHEELER (E. P.) **2**: 41.
 WHEELER-BENNETT JR. (J. W.) **2**: 779, 780, 1022. **3**: 1502. **6**: 2908. **7**: 3483, 3517. **8**: 3918, 3991. **9**: 4415, 4416.
 WHELEN (F. L.) **11**: 5072.
 WHITAKER (J. L.) **3**: 1548.
 WHITE **10**: 4803. **11**: 4855, 4864.
 WHITE (T. R.) **2**: 42, 844. **8**: 3944.
 WHITNEY (E. L.) **4**: 1852.
 WHITTON (J. B.) **2**: 728. **4**: 2205. **8**: 3889. **11**: 5092.
 WHITTUCK (E. A.) **2**: 205.
 WIART (C. de) **4**: 2225.
 WICKERSHAM (G. W.) **2**: 972, 1193, 1220, 1223. **3**: 1571, 1692, 1734. **4**: 2062, 2177, 2234. **7**: 3394. **9**: 4376.
 WICKERSHAM (W.) **2**: 971.
 WICKSELL (A.) **12**: 5571, 5572.
 WIGMORE (J. H.) **2**: 1290. **3**: 1807, 1808. **4**: 2211. **7**: 3235, 3242. **8**: 3992.
 WILCOX (F. O.) **12**: 5221, 5633.
 WILDE (C. de) **12**: 5721.
 WILDE (J. C. de) **10**: 4617.
 WILFLEY (L. R.) **3**: 1809.
 WILHELM (K.) **10**: 4587.
 WILLIAMS **2**: 317, 319, 326, 327, 329.
 WILLIAMS (B.) **4**: 2098.
 WILLIAMS (B. H.) **13**: 6020.
 WILLIAMS (J. F.) **4**: 2090. **5**: 2388-2389, 2512, 2538, 2539. **6**: 2837, 3071. **7**: 3252, 3268, 3500, 3525. **8**: 3667, 3760, 3890. **9**: 4123. **11**: 5005, 5066, 5112. **12**: 5350, 5405.
 WILLIAMS (R.) **2**: 894.
 WILLIS **2**: 289, 314. **5**: 2562.
 WILLISTON (S.) **12**: 5371.
 WILLOUGHBY (W. B.) **4**: 1880.
 WILSON (A.) **9**: 4390. **10**: 4802.
 WILSON (C.) **6**: 2738 bis.
 WILSON (F.) **4**: 1861.
 WILSON (F. G.) **11**: 5074.
 WILSON (G. G.) **4**: 2137. **12**: 5634.
 WILSON (H. H.) **9**: 4377-4378.
 WILSON (R. R.) **5**: 2532. **7**: 3435. **8**: 3891.
 WILSON (W.) **2**: 73. **4**: 1855, 1860. **5**: 2279.
 WINFIELD (P. H.) **2**: 947. **14**: 6248.
 WINIARSKI (B.) **5**: 2518. **13**: 5837.
 WINKLER (P.) **4**: 1966.
 WINTER (A. A.) **3**: 1719.
 WINTGENS (H.) **6**: 3129.
 WITENBERG (J. C.) **4**: 2259. **13**: 5824, 5825. **14**: 6153.
 WLAŚSICS (J.) **2**: 668, 685, 1299. **10**: 4773, 4786, 4821, 4825.
 WOESTE **2**: 239, 244.
 WOLF (D. E.) **7**: 3518.
 WOLF (F. C. de) **10**: 4463.
 WOLFF (K.) **8**: 3617.
 WOLGAST (E.) **2**: 669. **3**: 1446. **6**: 2883. **9**: 4217. **10**: 4652, 4653. **11**: 4998. **12**: 5420. **14**: 6154.
 WOLTER (W.) **13**: 5910.
 WOOD (Bryce) **7**: 3519.
 WOOD (Kingsley) **6**: 2737.
 WOODBURY (G.) **2**: 1143, 1157.
 WOODSWORTH **4**: 1879. **5**: 2293, 2294. **6**: 2701, 2702, 2705.
 WOOLF (L. S.) **2**: 43, 44.
 WOOLF (S. J.) **5**: 2311.
 WOOLSEY (L. H.) **3**: 1485, 1669.
 WRIGHT (C. M.) **3**: 1721.

- WRIGHT (H.) **11** : 4861.
 WRIGHT (H. F.) **2** : 812.
 WRIGHT (Q.) **3** : 1465, 1820. **4** : 2206.
 7 : 3532. **8** : 3933.
 WRZOS (C.) **11** : 5055.
 WU (CHAO-HUANG) **9** : 4335.
 WU (PIN-CHIN) **9** : 4272.
 WUNDRAM (H. G.) **9** : 4058.
 WYKMAN (P.) **12** : 5643.
- YAMADA (S.) **2** : 432. **12** : 5312. **13** : 5887,
 5947.
 YAMANA (M.) **4** : 2121.
 YANG (T. S.) **12** : 5418.
 YANGUAS (J. de) **4** : 2246.
 YATE (Ch.) **3** : 1466.
 YEH (C. F.) **12** : 5666.
 YEPES (J. M.) **12** : 5592.
 YOKOTA (K.) **2** : 1160. **5** : 2367, 2369.
 6 : 2840. **7** : 3322, 3324-3327, 3329,
 3331, 3332, 3345. **8** : 3670. **9** : 4130-
 4132, 4134-4135, 4140-4141. **10** : 4583,
 4588, 4590, 4591, 4597, 4599, 4600,
 4602. **11** : 4977, 4984, 4986, 4987, 4989,
 4990, 4999, 5000, 5006, 5007. **12** : 5459,
 5465. **13** : 5834, 5850, 5879, 5882,
 5884, 5885, 6021. **14** : 6175.
 YOKOYAMA (M.) **11** : 4887-4888.
- YOSHIZAWA **8** : 3656, 3657.
 YOTIS (Ch.) **3** : 1448.
 YOUNG (E. H.) **2** : 623.
 YOUNG (G.) **8** : 3933.
 YOUNG (R.) **4** : 1889.
 YOVANOVITCH **8** : 3634.
- ZAJACZKOWSKI (J. C.) **11** : 4931.
 ZALESKI **5** : 2363, 2364. **8** : 3660, 3661.
 9 : 4404.
 ZALESKI (W. J.) **10** : 4826.
 ZANTEN (H. van) **4** : 2108. **6** : 2990. **11** :
 5098.
 ZARRAS (J.) **14** : 6234.
 ZASZTOWT-SUKIENICKA (H.) **6** : 2966.
 ZAUNIUS **8** : 3660, 3661.
 ZAYAS Y ALFONSO (A.) **6** : 2708.
 ZELLE (A.) **8** : 3896.
 ZEYDEL (E. H.) **2** : 1099.
 ZIEHM **8** : 3662, 3663.
 ZIMMERMANN (M. A.) **2** : 946 a. **10** :
 4717, 4746; voir aussi CIMMERMANN.
 ZIMMERN (A.) **12** : 5593.
 ZORN (Ph.) **2** : 869, 1023. **3** : 1670,
 1842.
 ZUKERMAN (W.) **2** : 1297.
 ZULUETA **8** : 3660, 3661.
 ZUNDELEWICZ (I.) **12** : 5419.

INDEX ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES
DE LA LISTE BIBLIOGRAPHIQUE¹

(Les numéros indiqués sont ceux qui précèdent les titres
des publications et non ceux des pages.)

ABRÉVIATIONS :

Av.-proj. Avant-projet.
Doc. Documents.
Législ. Législatif(s).
Offic. Officiel(s).
O. I. T. Organisation internationale
du Travail.
Ordonn. Ordonnances.
Parlem. Parlementaire(s).
Publ. Publications.
S. d. N. Société des Nations.

Accès aux écoles minoritaires allemandes en Haute-Silésie. (Avis n° 19.) Actes et Doc. **8** : 3623. Texte **7** : 3290. **8** : 3638. **9** : 4090. Suites **8** : 3656-3657. Études sur l'Avis **7** : 3355-3356. **8** : 3705-3707. **9** : 4124, 4147. **10** : 4591.
Accès et stationnement des navires de guerre polonais dans le port de Dantzig. (Avis du 11 déc. 1931.) Actes et Doc. **8** : 3626. Texte **8** : 3630, 3648-3649, 3652. **9** : 4090. **12** : 5391. Suites **8** : 3662-3663. **9** : 4112-4114. **10** : 4518-4523. Études sur l'Avis **8** : 3765. **9** : 4124. **10** : 4600-4601.
Accord gréco-turc du 1er déc. 1926, voir Interprétation de l'—.
Accords de La Haye et de Paris **7** : 3253. **10** : 4450.

Accords de Locarno **2** : 1024-1030. **3** : 1674-1676. **4** : 2167. **5** : 2533. **7** : 3458. **9** : 4329. **12** : 5657-5660. **13** : 5991-5995.
Acquisition de la nationalité polonaise (Avis n° 7.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 457, 480-484, 490. **6** : 2822. Suites **2** : 566-579. Études sur l'Avis **2** : 695 et suiv., 739.
Acte général d'arbitrage adopté par la IX^{me} Assemblée de la S. d. N. **5** : 2534-2543. **6** : 3008-3009. **7** : 3459-3462. **8** : 3892-3895. **9** : 4330. **10** : 4774-4775. **12** : 5661-5662. **14** : 6264.
Actes et Doc. relatifs aux Arrêts et aux Avis **2** : 451-455. **3** : 1413-1415. **4** : 1924-1929. **5** : 2346-2349. **6** : 2809-2817. **7** : 3279-3286. **8** : 3623-3627. **9** : 4072-4077. **10** : 4486-4497. **11** : 4933-4938. **12** : 5385-5387. **13** : 5853-5855. **14** : 6120-6121.
Actes législatifs des divers pays **2** : 231-406. **3** : 1326-1383. **4** : 1876-1896. **5** : 2291-2297. **6** : 2691-2766. **7** : 3160-3216. **8** : 3555-3583. **9** : 4024-4032. **10** : 4429-4434. **11** : 4842-4881. **12** : 5229-5241. **13** : 5742-5756. **14** : 6038-6041.
Activité judiciaire et consultative de la Cour **2** : 451-740. **3** : 1413-1488. **4** : 1924-2028. **5** : 2346-2410. **6** : 2809-2886. **7** : 3279-3357. **8** : 3623-

¹ Le présent Index, de même que l'Index des noms d'auteurs et des noms cités qui figure à la page 231, est cumulatif, en ce sens qu'il se rapporte aux bibliographies des Second à Treizième Rapports annuels (Série E, nos 2 à 13), aussi bien qu'à celle du présent volume (pages 204-230).

Les chiffres **gras** qui précèdent les numéros des titres renvoient au volume correspondant de la Série E (**2** : Série E, n° 2 ; **3** : Série E, n° 3, etc.). Aucun renvoi n'a été fait à la Bibliographie du Premier Rapport annuel, étant donné qu'elle a été incorporée dans celle du Second Rapport.

3771. **9** : 4071-4218. **10** : 4486-4662. **11** : 4933-5025. **12** : 5385-5501. **13** : 5853-5920. **14** : 6120-6192.
- Adalci, Décès de M. M.* — **11** : 4886-4896. **12** : 5246-5249.
- Administration du prince von Pless, voir Pless.*
- Airique du Sud, Actes légis., Débats parlem.* **6** : 2691.
- Agriculture, voir Compétence de l'O. I. T. Albanie, voir Écoles minoritaires en Albanie.*
- Allemagne (L'—) et la Cour* **3** : 1839-1842. **4** : 2254. **5** : 2660-2661. **11** : 5194. Voir aussi **14** : 6088.
- Allemagne, Av.-proj. allemand de Cour* **2** : 75, 76, 78, 111-112. **6** : 2669. **8** : 3545-3546. Actes légis. **3** : 1326. **4** : 1876-1877. **7** : 3160-3163.
- Amendements au Statut de la Cour, voir Statut (Revision du—).*
- Anatolie (Côtes d'—), voir Délimitation.*
- Angleterre, voir Grande-Bretagne.*
- Annuaire* **2** : 1055-1063. **3** : 1686-1687. **4** : 2184-2188. **5** : 2551-2554. **6** : 3021-3025. **7** : 3475-3477. **8** : 3919-3921. **9** : 4339, 4341. **10** : 4787-4788. **11** : 5120. **12** : 5678, 5681. **13** : 6001-6002. **14** : 6271-6272.
- Appel contre une sentence du T. A. M. hungaro-tchécoslovaque, voir Université Peter Pázmány.*
- Appels contre certains jugements du T. A. M. hungaro-tchécoslovaque, Actes et Doc.* **10** : 4493. (Ordonn. du 12 mai 1933.) Texte **9** : 4087. **11** : 4941.
- Apponyi et la Cour* **10** : 4833.
- Arbitrage, Traités d'—* **2** : 9, 10, 11, 34, 993-994. **14** : 6263. Voir aussi *Acte général d'arbitrage.*
- Arbitrage et justice, Ouvrages où il est question de la Cour* **2** : 995-1006. **3** : 1661-1670. **4** : 2154-2165. **5** : 2519-2532. **6** : 2996-3006. **7** : 3453-3457. **8** : 3880-3891. **9** : 4320-4328. **10** : 4767-4771. **11** : 5101-5108. **12** : 5647-5652. **13** : 5984-5990. **14** : 6263. Voir aussi **14** : 6189-6192.
- Argentine (L'—) et la Cour* **12** : 5728. Actes légis. **13** : 5742.
- Arrêts, Actes et Doc. relatifs aux* — **2** : 451-455. **3** : 1413-1415. **4** : 1924-1929. **5** : 2346-2349. **6** : 2809-2817. **7** : 3279-3286. **8** : 3623-3627. **9** : 4072-4077. **10** : 4486-4497. **11** : 4933-4938. **12** : 5385-5387. **13** : 5853-5855. **14** : 6120-6121.
- Arrêts, Textes* **2** : 456-525. **3** : 1416-1433. **4** : 1930-1960. **5** : 2350-2362. **6** : 2818-2834. **7** : 3287-3303. **8** : 3628-3655. **9** : 4078-4104. **10** : 4498-4511. **11** : 4939-4959. **12** : 5388-5404. **13** : 5856-5866. **14** : 6122-6144.
- Arrêts, Suites* **10** : 4515-4517, 4524-4537, 4544-4547. **11** : 5015-5025. **12** : 5479-5501. **13** : 5916-5920. **14** : 6186-6192.
- Arrêts, Études sur les* — **2** : 627, 740. **3** : 1441-1488. **4** : 1963-2028. **5** : 2367-2410. **6** : 2835-2886. **7** : 3308-3357. **8** : 3666-3771. **9** : 4121-4218. **10** : 4548-4662. **11** : 4960-5014. **12** : 5405-5478. **13** : 5867-5915. **14** : 6145-6185.
- Articles de revues sur la Cour en général* **2** : 142-210, 781-869. **3** : 1300-1318, 1507-1571. **4** : 2054-2078. **5** : 2437-2465. **6** : 2910-2939. **7** : 3382-3408. **8** : 3796-3836. **9** : 4236-4264. **10** : 4680-4705. **11** : 5042-5055. **12** : 5536-5562. **13** : 5942-5952. **14** : 6207-6219.
- Australie, Actes légis., Doc. et Débats parlem.* **2** : 231. **3** : 1327-1331. **5** : 2291-2292. **8** : 3892.
- Autriche, Actes légis.* **2** : 232-237. **4** : 1878. **6** : 2692-2694. **13** : 5743. Av.-proj. autrichien de Cour **2** : 80, 111-112.
- Avant-projets de Cour (offic. et privés)* **2** : 1-127. **4** : 1848-1866. **5** : 2277-2280. **6** : 2669-2671. **7** : 3139. **8** : 3544-3546. **11** : 4841.
- Avis consultatifs, Actes et Doc.* **2** : 451-455. **3** : 1413-1415. **4** : 1924-1929. **5** : 2346-2349. **6** : 2809-2817. **7** : 3279-3286. **8** : 3626-3627. **9** : 4072-4077. **10** : 4486-4497. **11** : 4933-4938. **12** : 5385-5387.
- Avis consultatifs, Textes* **2** : 456-525. **3** : 1416-1433. **4** : 1930-1960. **5** : 2350-2362. **6** : 2818-2834. **7** : 3287-3303. **8** : 3628-3655. **9** : 4078-4104. **10** : 4498-4511. **11** : 4939-4959. **12** : 5388-5404. **13** : 5856-5866. **14** : 6128.
- Avis consultatifs, Suites* **2** : 526-626. **3** : 1434-1440. **4** : 1961-1962. **5** : 2363-2366. **7** : 3304-3307. **8** : 3055 a-3665. **9** : 4105-4120. **10** : 4512-4547. **11** : 5015-5025. **12** : 5479-5501.
- Avis consultatifs, Études sur les* — **2** : 627-740. **3** : 1441-1488. **4** : 1963-2028. **5** : 2367-2410. **6** : 2835-2886. **7** : 3308-3357. **8** : 3666-3771. **9** : 4121-4218. **10** : 4548-4662. **11** : 4916, 4960-5014. **12** : 5405-5478. **13** : 5867-5915. **14** : 6145-6185.
- Avis consultatifs (Conditions de vote des demandes d'—), voir Compétence de la Cour.*
- Beichmann, Décès de M. F. V. N.* — **14** : 6080.

- Belgique*, Actes législl. **2** : 238-253. **3** : 1332-1333. **6** : 2695.
- Belgique*, voir *Traité sino-belge*.
- Bibliographies relatives à la Cour* **5** : 2260-2276. **6** : 2662-2668. **7** : 3136-3138. **8** : 3537-3543. **9** : 4006-4009. **10** : 4419-4423. **11** : 4836-4840. **12** : 5200-5204. **13** : 5730-5734. **14** : 6033-6036.
- Biographies des Juges* **2** : 407-424. **3** : 1384-1388. **4** : 1897-1901. **5** : 2298-2321. **6** : 2778-2782. **7** : 3221-3245. **8** : 3590-3591. **9** : 4038-4040. **10** : 4439-4440. **11** : 4886-4901. **12** : 5246-5393. **13** : 5761-5771, 5802-5815. **14** : 6046-6080, 6085-6088.
- Borchgrave* (Affaire —). (Arrêt du 6 nov. 1937 et Ordonnance du 30 avril 1938.) Textes **14** : 6123-6124, 6144. Études sur l'affaire **14** : 6183.
- Boycottage* **9** : 4417.
- « *Boz-Kourt* », voir « *Lotus* ».
- Brésil*, Actes législl. **2** : 254. **6** : 2696-2699. **13** : 5744. **14** : 6038. Voir aussi **10** : 4515. Le — et la Cour **3** : 1843.
- Brochures sur la Cour en général* **2** : 763-780. **3** : 1502-1506. **4** : 2045-2053. **5** : 2432-2436. **6** : 2907-2909. **7** : 3377-3381. **8** : 3796-3836. **9** : 4233-4235. **10** : 4675-4679. **12** : 5533-5534. **13** : 5939-5941.
- Bryan*, Traités — **2** : 10, 11.
- Bulgarie*, Actes législl. **2** : 255. Voir aussi « *Communautés* ».
- Canada*, Actes législl., Doc. et Débats parlem. **2** : 256-257. **3** : 1334-1339. **4** : 1879-1880. **5** : 2293-2295. **6** : 2700-2707. **7** : 3462. **8** : 3893.
- Canada* (Le) et la Cour **13** : 6031.
- Canal de Kiel*, voir « *Wimbleton* » (Affaire du vapeur —).
- Candidats* (Listes des —) **7** : 3221-3224. **13** : 5800-5803. **14** : 6083-6084.
- Caphandaris-Molloff* (*Accord* —), voir *Interprétation de l'Accord gréco-bulgare*.
- Carélie orientale*, voir *Statut de la —*.
- Castellorizo* (Ile de —), voir *Délimitation*.
- Chemin de fer*, voir *Trafic ferroviaire*. Voir aussi *Panevezys-Saldutiskis*.
- Chili*, Actes législl. **7** : 3164. **11** : 4842.
- Chine*, « *Hague Court for China* » **2** : 1295. Publ. offic. **3** : 1340. **9** : 4024.
- Chine*, voir *Traité sino-belge*.
- Chinn*, Affaire Oscar —. Accord entre la Belgique et la Grande-Bretagne **11** : 4912. Arrêt du 12 déc. 1934. Actes et Doc. **11** : 4938. Texte **11** : 4939, 4952-4956. **12** : 5393, 5394. **14** : 6131. Études sur l'Arrêt **11** : 5009-5011. **12** : 5455-5459. **14** : 6169.
- Chorzów*, *Affaires relatives à l'usine de —*. Actes et Doc. **4** : 1924, 1929. **5** : 2349. **6** : 2810. Textes **3** : 1417. **4** : 1932-1933, 1948-1956. **5** : 2351, 2356, 2359, 2360. **6** : 2826, 2826 bis, 2827. Ordonn. **5** : 2352. **6** : 2826. **8** : 3634. Études sur les Arrêts **3** : 1479. **4** : 1963-1964, 2026. **6** : 2840. **7** : 3326.
- Chorzów*, *Affaires relatives à l'usine de —*, voir aussi *Intérêts allemands en Haute-Silésie*.
- Clause facultative*, La — et la Grande-Bretagne **2** : 356 a-b, 1271-1278. **3** : 1821-1822. **4** : 2213-2222. **5** : 2647-2648. **6** : 3098-3124. **7** : 3180-3182. 3186, 3191, 3194, 3195, 3521-3525. **8** : 3994-3994 a. **9** : 4392-4394. **11** : 5183-5184. **12** : 5710. **13** : 6022-6023. **14** : 6278-6279.
- Clause facultative*, voir aussi *Actes législl., Compétence de la Cour, Doc. et Débats parlem., Lois et Décrets d'approbation et de publication*.
- Codification du Droit des gens* **2** : 934-972 a. **3** : 1618-1645. **4** : 2109-2151. **5** : 2493-2512. **6** : 2967-2990. **7** : 3434-3449. **8** : 3858-3875. **9** : 4298-4315. **10** : 4731-4764. **11** : 5075-5098. **12** : 5605-5641. **13** : 5965-5983. **14** : 6235-6253.
- Colombie*, Actes législl. **7** : 3165.
- Colons d'origine allemande* (Certaines questions touchant les —) dans les territoires cédés par l'Allemagne à la Pologne. (Avis n° 6.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 457, 477-491. **6** : 2822. Suites **2** : 554-565. Études sur l'Avis **2** : 662 et suiv., 739. **10** : 4568-4569.
- Comité consultatif de juristes pour l'institution de la Cour* (La Haye, 1920) **2** : 72-127. **4** : 1862-1865.
- Comité de juristes chargé de l'étude du Statut* (Genève, 1929) **5** : 2281-2289. **6** : 2672-2688.
- Commission européenne du Danube*, voir *Compétence de la —*.
- Commission internationale de l'Oder*, voir *Juridiction territoriale de la —*.
- « *Communautés* » gréco-bulgares (Question des —). (Avis n° 17.) Actes et Doc. **7** : 3279. Texte **7** : 3287, 3293, 3303. **8** : 3634. Suites **7** : 3304-3305. **8** : 3655 a. Études sur l'Avis **7** : 3309, 3310, 3312, 3313, 3346. **8** : 3676, 3692, 3694. **10** : 4588. **12** : 5422, 5429.
- Compatibilité de certains décrets-lois dantziçois avec la Constitution de la Ville*

- libre*. (Avis du 4 déc. 1935.) Actes et Doc. **12** : 5386. Texte **12** : 5388, 5400-5404. **13** : 5862. Suites **12** : 5498-5501. Études sur l'Avis **12** : 5467-5478. **13** : 5901-5910. **14** : 6171-6175.
- Compétence de l'O. I. T. pour la réglementation internationale des conditions du travail des personnes employées dans l'agriculture*. (Avis n° 2.) Actes et Doc. **2** : 451, 453. Texte **2** : 457-468, 498. **6** : 2822. Suites **2** : 530-533. Études sur l'Avis **2** : 627 et suiv., 739. **4** : 1965. **6** : 2835. **9** : 4123. **13** : 5871. **14** : 6149.
- Compétence de l'O. I. T. pour l'examen de propositions tendant à organiser et à développer les moyens de production agricole, et l'examen de toutes autres questions de même nature*. (Avis n° 3.) Actes et Doc. **2** : 451, 454-455. Texte **2** : 457-468, 498. **6** : 2822. Suites **2** : 530-533. Études sur l'Avis **2** : 627 et suiv., 739. **4** : 1965. **9** : 4123. **13** : 5871. **14** : 6149.
- Compétence de l'O. I. T. pour régler accessoirement le travail personnel du patron*. (Avis n° 13.) Actes et Doc. **3** : 1413-1415. Texte **2** : 457. **3** : 1418, 1424, 1425. **6** : 2825. Suites **3** : 1481-1484. **4** : 1965, 1979. **6** : 2835. Études sur l'Avis **9** : 4135. **13** : 5871. **14** : 6149.
- Compétence de la Commission européenne du Danube*. (Avis n° 14.) Actes et Doc. **4** : 1927-1928. Texte **3** : 1429, 1433. **4** : 1936, 1949, 1952, 1957. **5** : 2356. **6** : 2826. Suites **5** : 2363-2364. **9** : 4105-4111. **10** : 4512, 4513. Études sur l'Avis **4** : 2016-2019. **5** : 2391-2398. **6** : 2843-2846. **9** : 4139-4140. **11** : 4973. **13** : 5888.
- Compétence des tribunaux de Dantzig (réclamations pécuniaires des fonctionnaires ferroviaires dantziqois)*. (Avis n° 15.) Actes et Doc. **5** : 2346. Texte **4** : 1937, 1953. **5** : 2361. **6** : 2826 bis. Suites **4** : 1961-1962. Études sur l'Avis **4** : 2028. **5** : 2403. **9** : 4141.
- Compétence et extension de la compétence de la Cour* **2** : 440-450. **3** : 1396-1412. **4** : 1906-1917. **5** : 2326-2339. **6** : 2789-2807. **7** : 3253-3268. **8** : 3600-3620. **9** : 4042-4060. **10** : 4447-4479. **11** : 4911-4928. **12** : 5340-5379. **13** : 5826-5850. **14** : 6099-6119.
- Concessions Macrommatis*, voir *Macrommatis*.
- Conditions de vote des demandes d'avis consultatif adressées à la Cour*, voir sous *Compétence de la Cour*.
- Conférence de la Paix de La Haye* (1907) **2** : 1-34. **4** : 1848-1852. **8** : 3544.
- Conférence de la Paix (de Versailles)* **2** : 72-127. **4** : 1860-1866. **5** : 2279-2280. **6** : 2670-2671. **8** : 3545-3546.
- Conférence internationale du Travail*, voir *Désignation du délégué néerlandais*.
- Congo belge*, voir *Chinn* (Affaire Oscar —).
- Constitution de la Cour* **2** : 128-450. **3** : 1300-1412. **4** : 1867-1923. **5** : 2281-2345. **6** : 2672-2808. **7** : 3140-3278. **8** : 3547-3622. **9** : 4010-4071. **10** : 4424-4485. **11** : 4842-4932. **12** : 5205-5384. **13** : 5735-5852. **14** : 6037-6119.
- Convention de Genève de 1929* **14** : 6118.
- Cour centrale de droit international privé*, voir *Tribunal de droit international privé*.
- Cour de Justice arbitrale* **2** : 1, 2, 5, 13, 33, 42. **5** : 2277.
- Cour de Justice centro-américaine* **2** : 16, 17, 111-112. **5** : 2278.
- Cour internationale des Prises* **2** : 1, 5, 6, 7, 8.
- Cour permanente de Justice criminelle internationale* **2** : 1279-1289. **3** : 1823-1838. **4** : 2223-2230. **5** : 2649-2658. **6** : 3125. **8** : 3995-3997. **10** : 4817-4820. **11** : 5185-5186. **12** : 5711-5713. **13** : 6024-6026. **14** : 6280-6285.
- Cour permanente de Justice internationale*. Sa constitution, son organisation, sa procédure, sa compétence **2** : 128-450. **3** : 1300-1412. **4** : 1867-1923. **5** : 2281-2345. **6** : 2672-2808. **7** : 3140-3278. **8** : 3547-3622. **9** : 4010-4071. **10** : 4424-4485. **11** : 4841-4932. **12** : 5205-5384. **13** : 5735-5852. **14** : 6037-6119. Son activité judiciaire et consultative (actes et doc., etc.) **2** : 451-740. **3** : 1413-1488. **4** : 1924-2028. **5** : 2346-2410. **6** : 2809-2886. **7** : 3279-3357. **8** : 3623-3771. **9** : 4072-4218. **10** : 4480-4662. **11** : 4933-5025. **12** : 5385-5501. **13** : 5853-5920. **14** : 6120-6192. Généralités sur la — **2** : 741-869. **3** : 1489-1571. **4** : 2029-2078. **5** : 2411-2465. **6** : 2887-2939. **7** : 3358-3408. **8** : 3772-3836. **9** : 4219-4264. **10** : 4663-4705. **11** : 5026-5055. **12** : 5502-5562. **13** : 5921-5952. **14** : 6193-6219. Ouvrages contenant des chapitres sur la — **2** : 870-1063. **3** : 1572-1687. **4** : 2079-2188. **5** : 2466-2554. **6** : 2940-3025. **7** : 3409-3477. **8** : 3837-3921. **9** : 4265-4341. **10** : 4706-4788. **11** : 5056-5120. **12** : 5563-5681. **13** : 5953-6002. **14** : 6220-6272. Questions spéciales relatives à la — **2** : 1064-1299. **3** : 1688-1847. **4** : 2189-2259. **5** : 2555-2661. **6** : 3026-

3135. **7** : 3478-3526. **8** : 3922-4005. **9** : 4342-4418. **10** : 4789-4835. **11** : 5121-5199. **12** : 5682-5729. **13** : 6003-6032. **14** : 6273-6287. Bibliographies **5** : 2260-2276. **6** : 2662-2668. **7** : 3136-3138. **8** : 3537-3543. **9** : 4006-4009. **10** : 4419-4423. **11** : 4836-4840. **12** : 5200-5204. **13** : 5730-5734. **14** : 6033-6036.
- Cour suprême des États-Unis d'Amérique*
2 : 37, 38, 68, 69, 141.
- Crète*, voir *Phares*.
- Csáky*, voir *Paizs, Csáky, Esterházy* (Affaire —).
- Cuba*, Actes législatifs. **6** : 2708.
- Cuba et la Cour* **7** : 3526-3529. **8** : 3550. **9** : 4017.
- Danemark*, Actes législatifs. **2** : 258-264. **3** : 1341-1343. **8** : 3555. **14** : 6039.
- Danemark*, Av.-proj. danois **2** : 81, 84, 88, 91, 111-112. S. d. N. (Publ. offic. danoises) **7** : 3374-3375.
- Dantzig* (Ville libre de —) et *O. I. T.* (Avis n° 18.) Actes et Doc. **7** : 3280. **8** : 3627. Texte **7** : 3288, 3290 bis, 3293-3296, 3303. **8** : 3634. Suites **7** : 3306-3307. Études sur l'Avis **7** : 3309, 3310, 3312, 3313, 3347-3354. **8** : 3693-3695. **10** : 4589, 4590.
- Dantzig*, Droit de la Ville libre d'ester devant la Cour **9** : 4412.
- Dantzig*, voir *Service postal polonais à — ; Compétence des tribunaux de — ; Accès et stationnement des navires de guerre polonais ; Traitement des nationaux polonais ; Compatibilité de certains décrets-lois dantziens avec la Constitution de la Ville libre*.
- Danube*, voir *Compétence de la Commission européenne du —*.
- Débats parlem. des divers pays* **2** : 231-406. **3** : 1326-1383. **4** : 1876-1896. **5** : 2291-2297. **6** : 2691-2766. **7** : 3160-3216, 3462. **8** : 3555-3583. **9** : 4029-4031. **10** : 4429-4430. **11** : 4843-4879. **12** : 5229-5241.
- Décrets d'approbation et de publication des divers pays* **2** : 231-406. **3** : 1326-1383. **4** : 1876-1896. **5** : 2291-2297. **6** : 2691-2766. **7** : 3160-3216. **8** : 3555-3583. **9** : 4024-4032. **10** : 4431-4434. **11** : 4842, 4878-4881. **12** : 5237-5241. **13** : 5742-5756. **14** : 6038-6041.
- Décrets de nationalité promulgués en Tunisie et au Maroc* (zone française). (Avis n° 4.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 457, 469-474, 491, 498. **6** : 2822. Suites **2** : 534-541. Études sur l'Avis **2** : 639 et suiv., 739. **4** : 1963-1964, 1966, 1967. **5** : 2368. **7** : 3319. **8** : 3671. **13** : 5880.
- Délimitation des eaux territoriales entre l'île de Castellorizo et les côtes d'Anatolie*. (Affaire retirée ultérieurement.) (Ordonn. du 26 janv. 1933.) Actes et Doc. **9** : 4077. Texte **9** : 4082, 4104. **11** : 4941. **12** : 5392.
- Désarmement* **8** : 3902-3918.
- Descente sur les lieux* **14** : 6093.
- Désignation du délégué ouvrier néerlandais à la 3^{me} Session de la Conférence internationale du Travail*. (Avis n° 1.) Actes et Doc. **2** : 451-452. Texte **2** : 457-468, 498. **6** : 2822. Suites **2** : 526-529. Études sur l'Avis **2** : 629 et suiv., 739. **9** : 4123. **13** : 5871. **14** : 6149.
- Désistement*, voir sous les noms des affaires.
- Différend roumano-hongrois* **4** : 2231-2253. **5** : 2659.
- Différends internationaux (en général)*, Ouvrages sur la solution des — **2** : 973-994. **3** : 1646-1660. **4** : 2152-3153. **5** : 2513-2518. **6** : 2991-2995. **7** : 3450-3452. **8** : 3876-3879. **9** : 4316-4319. **10** : 4705-4766. **11** : 5099-5100. **12** : 5642-5643. **14** : 6254-6262.
- Différends internationaux de caractère politique* **11** : 4917, 5106-5107. **12** : 5353. **14** : 6254, 6257-6258.
- Diplomatie*, Ouvrages sur la —, où il est question de la Cour **2** : 1036-1046. **4** : 2168-2173. **7** : 3464-3468. **8** : 3896-3901. **9** : 4331-4335. **10** : 4778-4781. **11** : 5113-5117. **12** : 5665-5671.
- Dissidence* **14** : 6096.
- Divers* **2** : 1290-1299. **3** : 1839-1847. **4** : 2254-2259. **5** : 2660-2661. **6** : 3126-3135. **7** : 3526-3536. **8** : 3998-4005. **9** : 4395-4418. **10** : 4821-4835. **11** : 5187-5199. **12** : 5714-5729. **13** : 6027-6032. **14** : 6286-6287.
- Documents parlementaires des divers pays* **2** : 231-406. **3** : 1326-1383. **4** : 1876-1896. **5** : 2291-2297. **6** : 2691-2766. **7** : 3160-3216, 3462. **8** : 3555-3583. **9** : 4024-4032. **10** : 4429-4430. **11** : 4843-4881. **12** : 5229-5241.
- Documents relatifs aux Arrêts et aux Avis* **2** : 451-455. **3** : 1413-1415. **4** : 1924-1929. **5** : 2346-2349. **6** : 2809-2817. **7** : 3279-3286. **8** : 3623-3627. **9** : 4072-4077. **10** : 4486-4497. **11** : 4933-4938. **12** : 5385-5387. **13** : 5853-5855. **14** : 6120-6121.
- Dommages de guerre suisses, Affaire des — devant le Conseil de la S. d. N.*

- 11** : 5187-5188. Voir aussi les procès-verbaux du Conseil (**11** : 5030-5031).
Douanes, voir *Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche*.
Droit applicable par la Cour, voir *Compétence de la Cour*.
Droit des gens, Manuels du —, où il est question de la Cour **2** : 934-972. **3** : 1618-1645. **4** : 2109-2151. **5** : 2493-2512. **6** : 2967-2990. **7** : 3380, 3434-3449. **8** : 3858-3875. **9** : 4298-4315. **10** : 4731-4764. **11** : 5075-5098. **12** : 5605-5641. **13** : 5965-5983. **14** : 6235-6253.
Droit des gens, Sources du —, voir *Compétence de la Cour*.
Droit international privé **6** : 3130-3134. **8** : 4003-4004. **9** : 4405-4409. **10** : 4555. 4828-4831. **11** : 5191-5193. **12** : 5714-5721. **13** : 6027. Voir aussi *Tribunal international de droit privé*.
Droit pénal international **2** : 1279-1289. **3** : 1823-1838. **4** : 2223-2230. **5** : 2649-2658. **6** : 3125. **8** : 3995-3997. **10** : 4817-4820. **11** : 5185-5186. **12** : 5711-5713. **13** : 6024-6026. **14** : 6280-6285.
- Échange des populations grecques et turques* (Convention VI de Lausanne). (Avis n° 10.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 457, 510, 512, 513, 514. **6** : 2824. Suites **2** : 594-596. Études sur l'Avis **2** : 698 et suiv., 739. **4** : 1963-1964, 1973. **5** : 2402. **6** : 2850-2851. **8** : 3676, 3686. **9** : 4131, 4143-4144. **10** : 4574. Voir aussi *Interprétation de l'Accord gréco-turc du 1er déc. 1926*.
Écoles minoritaires en Albanie. (Avis du 6 avril 1935.) Actes et Doc. **12** : 5385. Texte **11** : 4940, 4956-4959. **12** : 5395-5399. **13** : 5860, 5862. Suites **12** : 5486-5497. Études sur l'Avis **11** : 5012-5014. **12** : 5429, 5460-5466. **13** : 5897-5900. **14** : 6170.
Écoles minoritaires, voir *Minorités (Droits de —) en Haute-Silésie*.
Élection des Juges **2** : 407-424. **3** : 1384-1388. **5** : 2298-2321. **6** : 2767-2777. **7** : 3221-3244. **9** : 4038-4040. **11** : 4902-4904. **12** : 5304-5313, 5318-5332. **13** : 5772-5815. **14** : 6081-6084.
- Emprunts fédéraux brésiliens émis en France*. (Arrêt n° 15.) Actes et Doc. **6** : 2812. Texte **6** : 2818, 2827, 2832, 2833. **7** : 3297. **8** : 3634. **10** : 4506. Suites **10** : 4515-4517. Études sur l'Arrêt **6** : 2857-2865. **7** : 3332-3333. **8** : 3694. **9** : 4145. **10** : 4584-4587. **11** : 4974. **12** : 5427, 5428. **13** : 5889. **14** : 6160.
- Emprunts serbes émis en France*. (Arrêt n° 14.) Actes et Doc. **6** : 2811. Texte **6** : 2818, 2827, 2829, 2832-2833. **7** : 3292, 3297. **8** : 3634. **10** : 4505. **14** : 6127. Suites **10** : 4514. Études sur l'Arrêt **6** : 2857-2865. **7** : 3332-3333. **8** : 3687-3690, 3694. **9** : 4145. **10** : 4584-4587. **11** : 4974. **12** : 5427, 5428. **14** : 6159, 6160.
- Encyclopédies* **2** : 1062. **3** : 1686. **6** : 3023. **9** : 4340.
- Équité (Compétence en —)*, voir sous *Compétence*.
Équité (Idée d'un tribunal international d'—) **12** : 5722. **13** : 5986.
- Espagne*, Actes législatifs. **3** : 1344. **7** : 3166.
- Esterházy*, voir *Paizs, Csáky, Esterházy (Affaire —)*.
- Estonie*, Actes législatifs. **2** : 265-269. **7** : 3167-3179.
- États-Unis d'Amérique*, Les — et la Cour **2** : 1064-1270. **3** : 1365, 1688-1820. **4** : 2189-2212. **5** : 2555-2646. **6** : 2672-2673, 3026-3097. **7** : 3478-3520. **8** : 3556-3557, 3922-3993. **9** : 4342-4391. **10** : 4789-4816. **11** : 5121-5182. **12** : 5682-5709. **13** : 6003-6021. **14** : 6273-6277. Actes législatifs. **2** : 270-329. **3** : 1345-1354. **4** : 1881-1888. **7** : 3478. **8** : 3556-3557. **9** : 4025-4027. **10** : 4429. **11** : 4843-4875. Cour suprême des — **2** : 37, 38, 68, 69, 141. Traités d'arbitrage (de 1911) **2** : 9. Traités Bryan **2** : 10, 11. Voir aussi *Pacte Kellogg*.
- États-Unis d'Amérique*, Les — et la Cour, voir aussi *Actes législatifs des divers pays, Documents et Débats parlementaires, Lois et Décrets d'approbation et de publication*.
- Exceptions préliminaires* **14** : 6098. Voir aussi sous les noms des affaires.
- Exposés oraux*, voir *Actes et Documents relatifs aux Arrêts et aux Avis*.
- Expulsion du Patriarche œcuménique*. (Requête retirée ultérieurement.) Actes et Doc. **2** : 451.
- Extension de la compétence*, voir *Compétence*.
- Extériorité* **2** : 1292. **3** : 1847. **4** : 1918-1923. **5** : 2340-2345. **6** : 2808. **7** : 3269-3272. **8** : 3621-3622. **9** : 4061-4064. **10** : 4480-4484. **11** : 4929-4931. **12** : 5380-5383. **13** : 5851-5852.
- Fabian, Comité* — **2** : 43, 44, 65.
- Finlande*, Actes législatifs. **2** : 330-342. **3** : 1355-1362. **6** : 2709-2720. **14** : 6040. Proposition finlandaise (Instance de

- recours) **6** : 2791-2792, 2794-2795. **8** : 3618-3620.
- Fonctionnaires du Greffe*, voir *Greffe de la Cour*.
- France*, Actes législat. **2** : 343-354. **6** : 2721. **8** : 3558-3577. **9** : 4028. **13** : 5745. Voir aussi **10** : 4524-4533. Représentation du Gouv^t français devant la Cour **9** : 4028. Jurisprudence française et la Cour **11** : 5195.
- Frontière albanaise*, voir *Saint-Naoum*.
- Frontière entre la Turquie et l'Irak*. Art. 3. par. 2, du *Traité de Lausanne*. (Avis n° 12.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 457, 518-523. **3** : 1420. **6** : 2824. Suites **2** : 603-626. **3** : 1435-1437. Études sur l'Avis **2** : 714 et suiv., 739. **3** : 1459-1469, 1472. **4** : 1963-1964, 1977-1978. **5** : 2374-2375. **6** : 2842. **7** : 3321. **9** : 4133, 4134. **10** : 4575-4578.
- Généralités* **2** : 741-869. **3** : 1489-1571. **4** : 2029-2078. **5** : 2411-2465. **6** : 2887-2939. **7** : 3358-3408. **8** : 3772-3836. **9** : 4219-4264. **10** : 4663-4705. **11** : 5026-5055. **12** : 5502-5562. **13** : 5921-5952. **14** : 6193-6219.
- Genève et La Haye* **3** : 1845. **6** : 3135.
- Genève*, voir *Protocole de —*.
- Gex (Pays de —)*, voir *Zones franches*.
- Grande-Bretagne*, La — et la Clause facultative **2** : 356 a-b, 1271-1278. **3** : 1821-1822. **4** : 2213-2222. **5** : 2647-2648. **6** : 3098-3124. **7** : 3180-3195, 3521-3525. **8** : 3995-3997. **9** : 4392-4394. **11** : 5183-5184. **12** : 5710. **13** : 6022-6023. **14** : 6278-6279. Conseil privé (Comité judiciaire du —) comparé à la Cour **10** : 4832. Doc. et Débats parlem. **2** : 355-356 b. **3** : 1363-1365. **4** : 1889. **5** : 2296, 2423-2429. **6** : 2722-2748. **7** : 3180-3195. **8** : 3578-3581. **9** : 4029-4031. **10** : 4430. **11** : 4876-4877. **12** : 5229-5236. S. d. N. (Publ. offic. britanniques) **4** : 2040. **5** : 2423-2429. **6** : 2899-2903. **7** : 3370-3373.
- Grèce*, voir « *Communautés* », et *Échange*.
- Greffe de la Cour (Organisation du —)* **7** : 3273-3278. **12** : 5384. Privilèges et immunités diplomatiques des fonctionnaires du — **2** : 1292. **3** : 1847. **4** : 1918-1923. **5** : 2340-2345. **6** : 2808. **7** : 3269-3272. **8** : 3621-3622. **9** : 4061-4064. **10** : 4480-4484. **11** : 4929-4931. **12** : 5380-5383. **13** : 5851-5852.
- Groënland* (Statut juridique du Groënland oriental). (Arrêt du 5 avril 1933.) Actes et Doc. **10** : 4486-4492, 4495-4497. Texte **9** : 4084, 4104. **10** : 4507, 4509, 4510. **11** : 4941. **12** : 5392. **13** : 5861. **14** : 6129. Suites **10** : 4544-4547. Études sur l'Arrêt **9** : 4206-4213, 4215-4216, 4218. **10** : 4626-4653. **11** : 4991-5000. **12** : 5442-5449. **13** : 5895-5896. **14** : 6168.
- Groënland* (Statut juridique du territoire du sud-est du —). (Ordonn. des 2 et 3 août 1932.) Actes et Doc. **10** : 4494. Texte **9** : 4079. **10** : 4504, 4507. **12** : 5392. Études sur les Ordonnances **9** : 4214, 4217. **11** : 4999. (Ordonn. du 11 mai 1933.) Texte **9** : 4086. **11** : 4941. Études sur l'Ordonnance **11** : 4999.
- Grotius et la Cour* **2** : 1294.
- Guerre mondiale*, Av.-proj. parus pendant la — **2** : 35-71. **4** : 1853-1859. **6** : 2669.
- Haïti*, Actes législat. **2** : 357-358. **7** : 3196-3198.
- Hammarshjöld, Décès de M. A. —* **14** : 6048-6075.
- Haute-Savoie*, voir *Zones franches de la —*.
- Haute-Silésie*, voir *Intérêts allemands en —*.
- Haye (La —)* **3** : 1846. **10** : 4834.
- Haye (La —) et Genève* **3** : 1845. **6** : 3135. Voir aussi *Accords de La Haye*, et *Conférence de la Paix*.
- Histoire*, Manuels d'— contenant des chapitres relatifs à la Cour **2** : 1055-1063. **3** : 1687. **4** : 2184-2188. **5** : 2551-2554. **6** : 3021-3025. **7** : 3475-3477. **11** : 5119-5120. **12** : 5677-5680. **14** : 6270, 6272.
- Hongrie*, Actes législat. **2** : 359-362. **11** : 4878-4880. **13** : 5746. La Hongrie et la Cour **11** : 5196. Voir aussi *Différend roumano-hongrois*.
- Immunités diplomatiques* **2** : 1292. **3** : 1847. **4** : 1918-1923. **5** : 2340-2345. **6** : 2808. **7** : 3269-3272. **8** : 3621-3622. **9** : 4061-4064. **10** : 4480-4484. **11** : 4929-4931. **12** : 5380-5383. **13** : 5851-5852.
- Inauguration de la Cour* **2** : 425-432. **3** : 1389-1391.
- Indes néerlandaises*, Actes législat. **13** : 5750. Doc. offic. **6** : 2905. Voir aussi **11** : 5197.
- Intérêts allemands en Haute-Silésie*, Affaire relative à certains —. (Arrêt n° 6.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 456, 515, 516, 518, 523, 525. **6** : 2824. Études sur l'Arrêt **2** : 713 et suiv., 739. **3** : 1472. **5** : 2373. **13** : 5884.

- Intérêts allemands en Haute-Silésie*,
Affaire relative à certains —. (*Fond.*)
(Arrêt n° 7.) Actes et Doc. **3** : 1413.
Texte **2** : 456. **3** : 1421, 1423. **6** :
2825. Études sur l'Arrêt **2** : 735 et
suiv. **3** : 1476-1478. **4** : 1976, 1979.
5 : 2373. **13** : 5884. Voir aussi *Chorzów*.
- Internationalisme* **2** : 1047-1054. **3** : 1678-
1685. **4** : 2174-2183. **5** : 2548-2550.
6 : 3017-3020. **7** : 3469-3474. **8** : 3902-
3918. **9** : 4336-4338. **10** : 4782-4786.
- Interprétation de l'Accord gréco-bulgare*
du 9 déc. 1927 (Accord Caphandaris-
Molloff). (Avis du 8 mars 1932.) Actes
et Doc. **9** : 4073. Texte **8** : 3632,
3653. **10** : 4504. **12** : 5391. Suites **9** :
4117-4118. Études sur l'Avis **8** : 3769.
9 : 4124, 4160. **11** : 4977. **12** : 5434.
13 : 5892.
- Interprétation de l'Accord gréco-turc du*
1er déc. 1926 (Protocole final, art. IV).
(Avis n° 16.) Actes et Doc. **5** : 2348.
Texte **5** : 2353, 2359. **6** : 2826 bis.
Suites **5** : 2365-2366. Études sur l'Avis
10 : 4583.
- Interprétation de la Convention de 1919*
concernant le travail de nuit des femmes.
(Avis du 15 nov. 1932.) Actes et Doc.
9 : 4076. Texte **9** : 4081, 4088-4089,
4102-4103. **10** : 4504, 4507. **12** : 5391.
Suites **9** : 4119-4120. **10** : 4538-4543.
Études sur l'Avis **9** : 4203-4205. **10** :
4625. **11** : 4988-4989. **13** : 5871. **14** :
6149.
- Interprétation du Statut du Territoire*
de Memel. (Arrêts des 24 juin et 11 août
1932.) Actes et Doc. **9** : 4075. **12** :
5387. Texte **9** : 4078, 4080, 4094-4101.
10 : 4504, 4507. **12** : 5387, 5391, 5392.
Études sur les Arrêts **9** : 4181-4202.
10 : 4619-4624. **11** : 4985-4987. **12** :
5438-5441. **13** : 5893-5894. **14** : 6165-
6167. Voir aussi **9** : 4029-4030.
- Irak*, voir *Frontière entre la Turquie*
et l'—.
- Irlande*, Actes législat., Doc. et Débats
parlem. **3** : 1366. **6** : 2749. **7** : 3199-3201.
Voir aussi **6** : 3127. **8** : 3894.
- Italie*, Actes législat. **7** : 3202. **8** : 3582.
- Japon*, Actes législat. **4** : 1890 *Le Japon*
et la Cour **12** : 5729. **13** : 6032.
- Jaworzina (Jaworina) (Affaire de —)*.
(Avis n° 8.) Actes et Doc. **2** : 451.
Texte **2** : 457, 492-498. **3** : 1419. **6** :
2822. Suites **2** : 582-591. Études sur
l'Avis **2** : 681 et suiv., 739. **4** : 1963-
1964, 1968-1969. **5** : 2375. **6** : 2839 bis.
8 : 3673. **10** : 4570-4571.
- Journaux* **2** : 1063. **6** : 3024.
- Jugements déclaratoires* **14** : 6090.
- Juges*, Biographies des — **2** : 407-424.
3 : 1384-1388. **4** : 1897-1901. **5** : 2298-
2321. **6** : 2778-2782. **7** : 3221-3245.
8 : 3590-3591. **9** : 4038-4040. **10** :
4439-4442. **11** : 4886-4901. **12** : 5246-
5303. **13** : 5761-5771, 5802-5812, 5815.
14 : 6046-608c, 6085-6087. Élection
des — **2** : 407-424. **3** : 1384-1388. **5** :
2298-2321. **6** : 2767-2777. **7** : 3221-3244.
8 : 3590-3591. **9** : 4038-4040. **11** :
4902-4904. **12** : 5304-5313, 5318-5332.
13 : 5772-5815. **14** : 6081-6084. Privi-
lèges et immunités diplomatiques des —
2 : 1292. **3** : 1847. **4** : 1918-1923. **5** :
2340-2345. **6** : 2808. **7** : 3269-3272. **8** :
3621-3622. **9** : 4061-4064. **10** : 4480-4484.
11 : 4929-4931. **12** : 5380-5383. **13** :
5851-5852.
- Juges ad hoc* **8** : 3588-3589. **10** : 4443.
13 : 5771.
- Juridiction territoriale de la Commission*
internationale de l'Oder. (Arrêt n° 16.)
Doc. **6** : 2817. Texte **6** : 2820, 2832,
2834. **7** : 3291, 3297. **8** : 3634, 3636.
Études sur l'Arrêt **7** : 3345. **8** : 3691,
3694. **9** : 4146.
- Juristes*, voir *Comité[s] de —*.
- Justice*, voir *Arbitrage et —*.
- Kellogg, Décès de M. F. B.* — **14** :
6076-6079. Voir aussi *Pacte Kellogg*.
- Landwarów-Kaisiadorys*, voir *Trafic fer-*
roviaire, etc.
- Législation*, voir *Actes législatifs*.
- Lettonie*, Actes législat. **2** : 363-364. **7** :
3203-3205.
- Lithuanie*, Actes législat. **10** : 4431-4432.
- Litispendance, Exception de —* **6** : 2787.
- Locarno*, voir *Accords de —*.
- Locaux de la Cour dans le Palais de la*
Paix **9** : 4065-4071. **10** : 4485. **11** : 4932.
- Loder, Décès de M. B. C. J.* — **12** : 5295-
5302.
- Lois d'approbation et de publication*
des divers pays **2** : 231-406. **3** : 1326-
1383. **4** : 1876-1896. **5** : 2291-2297.
6 : 2691-2766. **7** : 3160-3216. **8** : 3555-
3583. **9** : 4024-4032. **10** : 4431-4434.
11 : 4842, 4878-4881. **12** : 5237-5241.
13 : 5742-5756. **14** : 6038-6041.
- Losinger & Cie, S. A., Affaire —*.
(*Exception préliminaire.*) (Ordonnances
des 27 juin et 14 déc. 1936.) Actes et
Doc. **13** : 5853. Textes **12** : 5390. **13** :
5857, 5866.
- « *Lotus* », *Affaire du —*. (Arrêt n° 9.)
Actes et Doc. **4** : 1925. **7** : 3286. Texte
4 : 1930, 1940-1952. **5** : 2356. **6** :

2826. **7** : 3286. Études sur l'Arrêt **3** : 1488. **4** : 1981-2014. **5** : 2377-2390. **6** : 2852-2854. **7** : 3323-3324. **8** : 3679-3685. **9** : 4136-4138. **10** : 4557, 4579-4582. **12** : 5423-5426. **13** : 5886-5887.
- Luxembourg, Actes législatifs. **2** : 365. **6** : 2750. **7** : 3206. Voir aussi **9** : 4414.
- Mandats (Les — et la Cour) **7** : 3255 bis, 3530-3532. **9** : 4411. **12** : 5727. **13** : 6029-6030. **14** : 6146.
- Maroc, voir *Décrets de nationalité*. Voir aussi *Phosphates*.
- Mavrommatis, *Affaire des Concessions — en Palestine*. (Arrêt n° 2.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 456, 499-507, 513. **6** : 2823. Études sur l'Arrêt **2** : 689 et suiv., 739. **5** : 2369. **10** : 4557, 4573. **13** : 5882.
- Mavrommatis, *Affaire des Concessions —*. (Arrêt n° 5.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 456, 499-507, 511, 513. **6** : 2824. Études sur l'Arrêt **2** : 689 et suiv. **10** : 4557, 4573. **13** : 5882.
- Mavrommatis, *Affaire des Concessions — (réadaptation)*. (*Compétence*). (Arrêt n° 10.) Actes et Doc. **4** : 1926. Texte **4** : 1931. **5** : 2356. **6** : 2826. Études sur l'Arrêt **4** : 2013, 2015. **5** : 2370, 2371. **10** : 4557, 4572, 4573. **13** : 5882.
- Memel, voir *Interprétation du Statut du Territoire de —*.
- Mesures conservatoires **7** : 3248. **8** : 3592, 3597. **9** : 4041. **11** : 4905-4906. **14** : 6097. Voir aussi les ordonnances dans la collection des Arrêts et Avis de la Cour.
- Meuse (Affaire des prises d'eau à la —). (Arrêt du 28 juin 1937.) Actes et Doc. **14** : 6120. Texte **13** : 5858. **14** : 6134-6142. Études sur l'Arrêt **14** : 6176-6181.
- Minorité allemande, voir *Réforme agraire polonaise*.
- Minorités **2** : 1297-1299. **3** : 1844. **4** : 2256-2257. **6** : 2786, 3128-3129. **7** : 3255, 3533-3536. **8** : 3605, 3998-4001. **9** : 4395-4404. **10** : 4821-4826. **12** : 5379, 5723-5726. **13** : 6028. **14** : 6146, 6151, 6287.
- Minorités en Albanie, voir *Écoles minoritaires en Albanie*.
- Minorités (Droits de —) en Haute-Silésie. (Arrêt n° 12.) Actes et Doc. **5** : 2347. Texte **4** : 1935, 1960. **5** : 2357, 2358, 2362. **6** : 2826 bis. Études sur l'Arrêt **4** : 2022-2025. **5** : 2399, 2400. **6** : 2847-2849. **7** : 3329, 3330. **9** : 4142.
- Minorités en Haute-Silésie, voir aussi *Accès aux écoles minoritaires allemandes en Haute-Silésie*.
- Monastère de Saint-Naoum, voir *Saint-Naoum*.
- Monographies sur la Cour en général **2** : 763-869. **3** : 1502-1571. **4** : 2045-2078. **5** : 2432-2465. **6** : 2907-2939. **7** : 3377-3408. **8** : 3790-3836. **9** : 4233-4264. **10** : 4675-4705. **11** : 5041-5055. **12** : 5533-5562. **13** : 5939-5952. **14** : 6206-6219.
- Mossoul, voir *Frontière entre la Turquie et l'Irak*.
- Nationalité, voir *Décrets de —*.
- Nationalité polonaise, voir *Acquisition de la —*.
- Nationaux polonais, voir *Traitement des —*.
- Nécrologie, voir *Biographies des Juges*.
- Neutres, Av.-proj. des Puissances — **2** : 72-127. **4** : 1860-1866.
- Norvège, Actes législatifs. **2** : 366-375. **6** : 2751-2753. **13** : 5747. Voir aussi **10** : 4544. Av.-proj. norvégien **2** : 83, 84, 88, 91, 111-112. S. d. N., Publ. offic. norvégiennes **2** : 754-758. **10** : 4674. **13** : 5934.
- Nouvelle-Zélande, Actes législatifs. **2** : 376-6 : 2754.
- Nullité des sentences internationales **14** : 6189-6192.
- Oder, voir *Juridiction territoriale de la Commission internationale de l'—*.
- Optants hongrois, voir *Différend roumano-hongrois*.
- Ordonnances, voir *Arrêts*, et aussi sous les noms des affaires.
- Ordonnances (Nature juridique des —) **13** : 5876-5877.
- Organisation centrale pour une paix durable **2** : 49, 55, 65, 66.
- Organisation de la Cour **2** : 128-450. **3** : 1300-1412. **4** : 1867-1923. **5** : 2281-2345. **6** : 2672-2808. **7** : 3140-3278. **8** : 3547-3622. **9** : 4010-4071. **10** : 4424-4485. **11** : 4841-4932. **12** : 5205-5384. **13** : 5735-5852. **14** : 6037-6119.
- Organisation du Greffe de la Cour **7** : 3273-3278. **12** : 5384.
- Organisation internationale du Travail, Ouvrages sur l'—, où il est question de la Cour **2** : 927-933. **3** : 1614-1617. **4** : 2107-2108. **5** : 2490-2492. **6** : 2965, 2966. **7** : 3431-3433. **9** : 4297. **10** : 4729. **11** : 5073-5074, 5126, 5152. **12** : 5603-5604. **14** : 6234. Voir aussi *Compétence de l'—*.

- Oscar Chinn, Affaire* —, voir *Chinn* (Affaire Oscar —).
- Ouvrages contenant des chapitres relatifs à la Cour* **2**: 870-1063. **3**: 1572-1687. **4**: 2079-2188. **5**: 2466-2554. **6**: 2940-3025. **7**: 3409-3477. **8**: 3837, 3921. **9**: 4265-4341. **10**: 4706-4788. **11**: 5056-5120. **12**: 5563-5681. **13**: 5933-6002. **14**: 6220-6272.
- Ouvrages de fond sur la Cour en général* **2**: 763-780. **3**: 1502-1506. **4**: 2045-2078. **5**: 2432-2436. **6**: 2907-2909. **7**: 3377-3381. **8**: 3790-3795. **9**: 4233-4235. **10**: 4675-4679. **11**: 5041. **12**: 5533-5535. **13**: 5939-5941. **14**: 6206.
- Pacifisme* **2**: 1047-1054. **3**: 1678-1685. **4**: 2174-2183. **5**: 2548-2550. **6**: 3017-3020. **7**: 3469-3474. **8**: 3902-3918. **9**: 4336-4338. **10**: 4778-4781. **11**: 5118. **12**: 5672-5676. **13**: 5998-6000. **14**: 6269.
- Pacte Kellogg* **5**: 2544-2546. **6**: 3010-3014. **7**: 3463. **10**: 4776-4777. **11**: 5109-5112, 5189. **12**: 5663-5664.
- Paiement de divers emprunts serbes émis en France*, voir *Emprunts*.
- Paiement, en or, des emprunts fédéraux brésiliens émis en France*, voir *Emprunts*.
- Paizs, Csáky, Esterházy, Affaire* —. (Ordonnance du 23 mai 1936 et Arrêt du 16 déc. 1936.) Actes et Doc. **13**: 5854-5855. Textes **12**: 5389. **13**: 5856, 5863-5866. **14**: 6132-6133. Études sur l'Arrêt **13**: 5911-5914.
- Palais de la Paix*, voir *Locaux de la Cour dans le* —.
- Panama*, Loi d'approbation et de publication **5**: 2297.
- Panevezys-Saldutiskis (Affaire du chemin de fer —)* (Exceptions préliminaires). (Ordonnance du 30 juin 1938.) Texte **14**: 6126.
- Pape (Le —) et la Société des Nations* **6**: 3126.
- Paraguay*, Actes législatifs. **11**: 4881.
- Paris*, voir *Accords de La Haye et de Paris*.
- Particuliers (Accès des —) à des juridictions internationales* **6**: 3130-3132. **9**: 4405-4409. **10**: 4827-4831. **11**: 5193. **12**: 5714-5721. **13**: 6027. **14**: 6286.
- Pays de Gex*, voir *Zones franches*.
- Pays-Bas*, Actes législatifs. **2**: 377-387. **3**: 1367. **4**: 1891. **6**: 2755-2758. **7**: 3207-3208. **9**: 4067-4071. **13**: 5748-5749. Av.-proj. néerlandais de Cour **2**: 91, 111-112. S. d. N., Publ. offic. néerlandaises **2**: 750-753. **3**: 1497. **4**: 2037-2039. **5**: 2430-2431. **6**: 2904. **7**: 3376. **8**: 3789. **9**: 4231. **10**: 4673. **11**: 5040. **12**: 5514. **13**: 5935. **14**: 6205. Voir aussi *Indes néerlandaises*.
- Pázmány (Université Peter —)*, voir *Université*, etc.
- Pérou*, Actes législatifs. **8**: 3583. **13**: 5751.
- Phares (Affaire franco-hellénique des —)*. (Arrêt du 17 mars 1934.) Actes et Doc. **11**: 4937. Texte **10**: 4503, 4511. **11**: 4946, 4950-4951. **12**: 5393. **13**: 5859. Études sur l'Arrêt **10**: 4662. **11**: 5007-5008. **12**: 5452-5453.
- Phares (Affaire des — en Crète et à Samos)*. (Arrêt du 8 oct. 1937.) Actes et Doc. **14**: 6121. Texte **14**: 6122, 6143. Études sur l'Arrêt **14**: 6182.
- Phosphates du Maroc*. (Arrêt du 14 juin 1938.) Texte **14**: 6125. Études sur l'Arrêt **14**: 6184-6185.
- Plaidoiries*, voir *Actes et Documents relatifs aux Arrêts et aux Avis*.
- Pless* (Affaire relative à l'administration du prince von —). Actes et Doc. **11**: 4933. (*Exception préliminaire*.) (Ordonn. du 4 févr. 1933.) Texte **9**: 4083. **10**: 4507. **11**: 4941. **12**: 5392. (*Mesures conservatoires*.) (Ordonn. du 11 mai 1933.) Texte **9**: 4085, 4104. **11**: 4941, 4945. (*Prorogation*.) (Ordonn. du 4 juillet 1933.) Texte **10**: 4498. **11**: 4941, 4945. (*Rayée du rôle de la Cour*.) (Ordonn. du 2 déc. 1933.) Texte **10**: 4500. **11**: 4941, 4945. Études sur les Ordonn. **10**: 4654, 4655. **11**: 4990.
- Politique*, Ouvrages sur la —, où il est question de la Cour **2**: 1036-1046. **3**: 1677. **4**: 2168-2173. **5**: 2547. **6**: 3015-3016. **7**: 3464-3468. **8**: 3896-3901. **9**: 4331-4335. **10**: 4778-4781. **11**: 5113-5117. **12**: 5665-5671. **13**: 5996-5997. **14**: 6265-6268.
- Politique*, Différends de caractère —, voir *Différends*.
- Pologne*, Actes législatifs. **2**: 388-392. **13**: 5752. Minorités **12**: 5723.
- Populations grecques et turques*, voir *Échange des* —.
- Portugal*, Actes législatifs. **7**: 3209-3211.
- Poste polonaise à Dantzig*, voir *Service postal*.
- Préparation du Règlement*, voir *Règlement*.
- Préparation du Statut*, voir *Statut*.
- Président de la Cour*, Élection du — **10**: 4439, 4441-4442. **13**: 5815. Pouvoirs du — **9**: 4059-4060.
- Preuve* **14**: 6094.

- Principes généraux du droit*, voir *Compétence de la Cour*.
- Prises d'eau à la Meuse*, voir sous *Meuse*.
- Privilèges et immunités diplomatiques* **2**: 1292. **3**: 1847. **4**: 1918-1923. **5**: 2340-2345. **6**: 2808. **7**: 3269-3272. **8**: 3621-3622. **9**: 4061-4064. **10**: 4480-4484. **11**: 4929-4931. **12**: 5380-5383. **13**: 5851-5852.
- Procédure* **2**: 433-439. **3**: 1392-1395. **4**: 1902-1905. **5**: 2322-2325. **6**: 2783-2788. **7**: 3246-3252, 3454, 3455. **8**: 3592-3599. **9**: 4041. **10**: 4444-4446. **11**: 4905-4910. **12**: 5333-5339. **13**: 5815-5825. **14**: 6089-6098.
- Projets*, voir *Avant-projets*.
- Protocole de Genève* **2**: 1007-1023. **3**: 1671-1673. **4**: 2166. **6**: 3007. **10**: 4772-4773. **12**: 5653-5656.
- Protocole de Vienne*, voir *Privilèges et immunités diplomatiques*.
- Protocoles de signature*, Textes des — **2**: 211-230. **3**: 1319-1325. **4**: 1872-1875. **6**: 2689. **7**: 3156-3159. **8**: 3552-3554. **12**: 5222-5228. **13**: 5737-5741. **14**: 6038, 6041.
- Questions spéciales relatives à la Cour* **2**: 1064-1299. **3**: 1688-1847. **4**: 2189-2259. **5**: 2555-2661. **6**: 3026-3135. **7**: 3478-3530. **8**: 3922-4005. **9**: 4342-4418. **10**: 4789-4833. **11**: 5121-5199. **12**: 5682-5729. **13**: 6003-6032. **14**: 6273-6287.
- Radiophonie* **8**: 4002.
- Rapports annuels de la Cour* **2**: 759-762. **3**: 1498-1501. **4**: 2041-2044. **5**: 2419-2422. **6**: 2895-2898. **7**: 3366-3369. **8**: 3781-3784. **9**: 4227-4230. **10**: 4671-4672. **11**: 5034-5035. **12**: 5510-5511. **13**: 5930-5931. **14**: 6201-6202.
- Rapports entre les États* **2**: 1031-1035. **3**: 1677. **4**: 2168-2173. **5**: 2547. **6**: 3015-3016. **7**: 3464-3468. **8**: 3896-3901. **9**: 4131-4135. **10**: 4778-4781. **11**: 5113-5117. **12**: 5665-5671. **13**: 5996-5997. **14**: 6265-6268.
- Ratification des divers pays* **7**: 3217-3220. **8**: 3584-3587. **9**: 4033-4037. **10**: 4435-4438. **11**: 4882-4885. **12**: 5242-5245. **13**: 5757-5760. **14**: 6042-6045.
- Reconvention* **6**: 2783-2784. **7**: 3247. **14**: 6091.
- Recours, Instance de* — **6**: 2791-2792, 2794-2795. **8**: 3618-3620. **9**: 4042, 4043, 4054. **10**: 4458, 4460, 4461. **12**: 5362-5364.
- Redlich, Décès de M. Joseph* — **13**: 5768-5770.
- Réforme agraire en Roumanie*, voir *Différend roumano-hongrois*.
- Réforme (La —) agraire polonaise et la minorité allemande*. Actes et Doc. **11**: 4934. (*Mesures conservatoires*). (Ordonn. du 29 juill. 1933.) Texte **10**: 4499. **11**: 4941, 4944. Études sur l'Ordonn. **10**: 4656. (*Rayée du rôle de la Cour*). (Ordonn. du 2 déc. 1933.) Texte **10**: 4501. **11**: 4941.
- Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche*. (Avis du 5 sept. 1931.) Actes et Doc. **8**: 3624. Texte **8**: 3628, 3639-3647. **9**: 4090. Suites **8**: 3658-3659. Études sur l'Avis **8**: 3708-3763. **9**: 4124, 4148-4156. **10**: 4592-4597. **11**: 4975. **12**: 5429-5432. **13**: 5890-5891. **14**: 6161.
- Règlement et Règlement révisé* (Textes et Commentaires) **2**: 433-439. **3**: 1392-1395. **4**: 1902-1905. **6**: 2788. **7**: 3246-3252. **8**: 3592-3599. **10**: 4444-4446. **12**: 5333-5334. **13**: 5816-5825. **14**: 6089-6098.
- Règles générales de droit*, voir sous *Compétence de la Cour*.
- Réparations, Questions des* — **9**: 4410, 4416.
- Revision du Règlement*, voir *Règlement*.
- Revision du Statut*, voir *Statut*.
- Rolin-Jaequemyns, Décès de M. E.* — **13**: 5764-5767. **14**: 6047, 6072.
- Roumanie*, Actes législ. **3**: 1368. **7**: 3212. Voir aussi *Différend roumano-hongrois*.
- Russie soviétique (La —) et la Cour* **11**: 5198-5199.
- Saint-Naoum, Affaire du Monastère de* — (Frontière albanaise.) (Avis n° 9.) Actes et Doc. **2**: 451. Texte **2**: 457, 503, 513. **6**: 2823. Suites **2**: 592-593. **3**: 1434. Études sur l'Avis **2**: 695 et suiv., 739. **4**: 1970-1972. **8**: 3674-3675. **9**: 4130. **14**: 6159.
- Saint-Siège*, voir *Pape (Le —) et la Société des Nations*.
- Salvador*, Actes législ. **7**: 3213-3214.
- Samos*, voir *Phares*.
- Sanctions* **9**: 4418.
- Savoie (Haute- —)*, voir *Zones franches*.
- Schücking, Décès de M. W.* — **12**: 5250-5294. **13**: 5761-5763. **14**: 6046.
- Service postal polonais à Dantzig*. (Avis n° 11.) Actes et Doc. **2**: 451. Texte **2**: 457, 509-514, 516. **6**: 2824. Suites **2**: 597-602. Études sur l'Avis **2**: 705 et suiv., 739. **3**: 1452-1458,

1472. **4**: 1963-1964, 1974-1975. **5**: 2376. **7**: 3320. **8**: 3677-3678. **9**: 4132.
- Société des Nations*, Élaboration du Statut de la Cour par le Conseil et par la 1^{ère} Assemblée **2**: 128-210. **3**: 1300-1318. **4**: 1867-1871. **7**: 3140. Révision du Statut de la Cour à la suite d'une décision de la 9^{me} Assemblée **5**: 2281-2290. **6**: 2672-2688, 2690, 2695, 2704, 2706, 2709-2721, 2748, 2750-2763. **7**: 3141-3155, 3160-3216. **8**: 3547-3551. **9**: 4010-4023. **10**: 4424-4425, 4431, 4433. **12**: 5205-5228. **13**: 5735-5756. Ouvrages sur la —, où il est question de la Cour **2**: 870-926. **3**: 1572-1613. **4**: 2079-2106. (Voir aussi **4**: 2258.) **5**: 2466-2489. **6**: 2940-2964. **7**: 3409-3430. **8**: 3837-3857. **9**: 4265-4296. **10**: 4706-4728. **11**: 5056-5072. **12**: 5563-5602. **13**: 5953-5964. **14**: 6220-6233. Texte du Pacte de la — **2**: 92, 93, 94. **4**: 1860-1861. Projets de Pacte **2**: 72-127. **4**: 1860-1861. **5**: 2279-2280. **6**: 2669-2671. **7**: 3139. **8**: 3544. Publ. offic. de la — **2**: 741-748. **3**: 1489-1496. **4**: 2029-2036. **5**: 2411-2418. **6**: 2887-2894. **7**: 3358-3365. **8**: 3772-3779. **9**: 4219-4230. **10**: 4663-4670. **11**: 5026-5033, 5036-5039. **12**: 5502-5509, 5512, 5513. **13**: 5921-5928, 5932, 5933. **14**: 6193-6200, 6203-6204. Recours ouverts aux particuliers contre la — **4**: 2258.
- Solution pacifique des différends internationaux*. Ouvrages sur la —, où il est question de la Cour **2**: 973-1030. **3**: 1646-1676. **4**: 2152-2188. **5**: 2513-2546. **6**: 2991-3014. **7**: 3450-3463. **8**: 3876-3895. **9**: 4316-4330. **10**: 4765-4777. **11**: 5099-5112. **12**: 5642-5664. **13**: 5984-5995. **14**: 6234-6264.
- Sources officielles* **2**: 741-762. **3**: 1489-1501. **4**: 2029-2044. **5**: 2411-2431. **6**: 2887-2906. **7**: 3358-3376. **8**: 3772-3789. **9**: 4219-4232 a. **10**: 4663-4674. **11**: 5026-5040. **12**: 5502-5562. **13**: 5921-5938. **14**: 6193-6205.
- Stationnement des navires de guerre polonais*, voir *Accès des* —.
- Statut de la Cour*, Commentaires du — **10**: 4426, 4428. Élaboration du — par le Conseil et par la 1^{ère} Assemblée de la S. d. N. **2**: 128-210. **3**: 1300-1318. **4**: 1867, 1871. **7**: 3140. **8**: 3547. Interprétation **10**: 4426. Révision du — (décision de la 9^{me} Assemblée) **5**: 2281-2290. **6**: 2672-2688, 2690-2695, 2704, 2706, 2709-2721, 2748, 2750-2763. **7**: 3141-3155, 3160-3216. **8**: 3548-3551. **9**: 4010-4024, 4031. **10**: 4424-4425, 4431, 4433. **12**: 5205-5228. **13**: 5735-5736. Texte du — **2**: 211-230. **3**: 1319-1325. **4**: 1872-1875. **6**: 2689. **7**: 3156-3159. **8**: 3552-3554. **10**: 4427. **12**: 5222-5228. **13**: 5737-5741. **14**: 6037, 6038, 6041.
- Statut*, voir aussi *Actes législatifs des divers pays; Documents et Débats parlementaires; Lois et décrets d'approbation et de publication*.
- Statut de la Carélie orientale*. (Avis n° 5.) Actes et Doc. **2**: 451. Texte **2**: 457, 475-491. **6**: 2822. Suites **2**: 542-553. Études sur l'Avis **2**: 653 et suiv., 739. **11**: 4971.
- Statut du Territoire de Memel*, voir *Interprétation du* —.
- Statut juridique du Groënland oriental*, voir *Groënland*.
- Statut juridique du territoire du sud-est du Groënland*, voir *Groënland*.
- Suède*, Av.-proj. suédois de Cour **2**: 84, 85, 86, 87, 88, 91, 111-112. Actes législat. **2**: 393. **3**: 1369-1382. **6**: 2759-2760. **12**: 5237-5241. **14**: 6041. S. d. N., Publ. off. suédoises **12**: 5517-5532. **13**: 5936.
- Suisse*, Actes législat. **2**: 394-404. **6**: 2761-2766; **13**: 5754-5755; voir aussi **10**: 4535-4536. Av.-proj. suisse de Cour **2**: 89, 90, 91, 111-112. S. d. N., Doc. offic. suisses **6**: 2906. **8**: 3785-3788. **9**: 4232-4232 a. **12**: 5515-5516. **13**: 5937-5938. Voir aussi *Domages de guerre suisses*.
- Suites des Arrêts et des Avis* **2**: 526-626. **3**: 1434-1440. **4**: 1961-1962. **5**: 2363-2366. **7**: 3304-3307. **8**: 3655 a-3665. **9**: 4105-4120. **10**: 4512-4547. **11**: 5015-5025. **12**: 5479-5501. **13**: 5916-5920. **14**: 6186-6192.
- Tchécoslovaquie*, Actes législat. **2**: 405-406. **13**: 5756.
- Terrorisme*, voir *Droit pénal international*.
- Timbres de la Cour* **10**: 4835.
- Trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne (section de ligne Landwarów-Kaisiadorys)*. (Avis du 15 oct. 1931.) Actes et Doc. **8**: 3625. Texte **8**: 3629, 3648-3651. **9**: 4090. **12**: 5391. **14**: 6128. Suites **8**: 3660-3661. Études sur l'Avis **8**: 3764. **9**: 4124. **10**: 4598-4599. **11**: 4976. **14**: 6162-6164.
- Traité de Lausanne*, voir *Frontière entre la Turquie et l'Irak*.
- Traité de Neuilly*, art. 179, *annexe*, par. 4 (*interprétation*). (Arrêt n° 3.)

- Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 456, 503-506, 513. **6** : 2823. Études sur l'Arrêt **2** : 694 et suiv., 739. **5** : 2372. **13** : 5883. (Arrêt n° 4, Interprétation de l'Arrêt n° 3.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 456, 503-506, 511, 513. **6** : 2824. Études sur l'Arrêt **2** : 694 et suiv., 739. **13** : 5883.
- Traité de Trianon*, Revision du — **9** : 4413.
- Traité sino-belge, Dénonciation du* —. Ordonnances **3** : 1416, 1429-1431, 1433. **4** : 1934. **5** : 2350, 2352. **6** : 2826, 2826 bis. **8** : 3634. Actes et Doc. **6** : 2809. Articles de revues **3** : 1485-1487. **4** : 2020-2021. **5** : 2401. **6** : 2855.
- Traitement des nationaux polonais et des autres personnes d'origine ou de langue polonaise dans le territoire de Dantzig*. (Avis du 4 févr. 1932.) Actes et Doc. **9** : 4072. Texte **8** : 3931, 3653, 3654, 3655. **9** : 4091. **10** : 4504. **12** : 5391. Suites **8** : 3664-3665. **9** : 4115-4116. **10** : 4518-4523. Études sur l'Avis **8** : 3766-3768. **9** : 4124, 4157-4159. **10** : 4602. **12** : 5433.
- Traités Bryan* **2** : 10, 11.
- Travail, Organisation internationale du* —, voir *Compétence de l'* —.
- Travail de nuit des femmes*, voir *Interprétation de la Convention de 1919 concernant le* —.
- Travaux préparatoires* **7** : 3252. **14** : 6253.
- Tribunal arbitral mixte hungaro-tchécoslovaque (Appels contre certains jugements du —)*, voir *Appels*, et aussi *Université Peter Pázmány*.
- Tribunal international de droit privé* **11** : 5189-5190. **12** : 5714-5721. **13** : 6027.
- Tunisie*, voir *Décrets de nationalité en* —.
- Unanimité des votes*, voir sous *Compétence de la Cour*.
- Union douanière austro-allemande*, voir *Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche*.
- Union interparlementaire* **2** : 18, 19, 20, 26, 34.
- Université Peter Pázmány c/ État tchécoslovaque. Appel contre une sentence du T. A. M. hungaro-tchécoslovaque*. (Arrêt du 15 déc. 1933.) Actes et Doc. **11** : 4935-4936. Texte **10** : 4502. **11** : 4941, 4946-4949. **14** : 6133. Études sur l'Arrêt **10** : 4657-4661. **11** : 5001-5006. **12** : 5450-5451.
- Uruguay*, Actes législatifs. **4** : 1892-1896. **7** : 3215-3216. **10** : 4433-4434.
- Venezuela*, Actes législatifs. **3** : 1383. **9** : 4032.
- Wilson*, Projets du président — **2** : 73. **4** : 1860-1861. **5** : 2279-2280.
- « *Wimbledon* », *Affaire du vapeur* —. (Arrêt n° 1.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 456, 458, 486-491, 497, 498. **6** : 2822. Études sur l'Arrêt **2** : 661 et suiv., 739. **3** : 1441-1446. **5** : 2307. **8** : 3672. **9** : 4127-4129. **10** : 4557, 4567. **12** : 5420-5421. **13** : 5881. **14** : 6156-6158.
- Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex*. (Ordonn. du 19 août 1929.) Actes et Doc. **6** : 2813-2816. Texte **6** : 2819, 2827, 2830-2832. **8** : 3634. Études sur l'affaire **6** : 2866-2879. **7** : 3297. *Deuxième phase* (Ordonn. du 6 déc. 1930). Actes et Doc. **7** : 3281-3285. Texte **7** : 3289, 3297, 3299-3303. **8** : 3634, 3637. Études **7** : 3309-3310, 3312, 3313, 3334-3344. **8** : 3696-3704. *Troisième phase* (Arrêt du 7 juin 1932). Actes et Doc. **9** : 4074. Texte **8** : 3633. **9** : 4092-4094. **10** : 4504, 4507, 4508. Suites **10** : 4524-4537. **11** : 5018-5025. **12** : 5481-5485. **13** : 5917-5920. **14** : 6186-6188. Études sur l'Arrêt **8** : 3770-3771. **9** : 4161-4180. **10** : 4603-4617. **11** : 4978-4984. **12** : 5434-5437.

CHAPITRE X

SEPTIÈME ADDENDUM A LA QUATRIÈME ÉDITION DE LA COLLECTION DES TEXTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

Contenu du chapitre.

La quatrième édition de la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*¹, datée du 31 janvier 1932, cite tous les actes internationaux entrés en vigueur ou simplement signés qui confèrent, à un titre quelconque, une compétence à la Cour ou à son Président, et qui étaient parvenus à la connaissance du Greffe avant cette date. La *Collection* reproduit intégralement les actes qui ont pour objet le règlement pacifique des différends; pour les autres, elle en donne les extraits pertinents.

Les premier, second, troisième, quatrième, cinquième et sixième addenda à cette édition, qui ont paru dans le Huitième Rapport annuel (pp. 427-478), dans le Neuvième Rapport annuel (pp. 277-365), dans le Dixième Rapport annuel (pp. 253-354), dans le Onzième Rapport annuel (pp. 247-342), dans le Douzième Rapport annuel (pp. 331-422) et dans le Treizième Rapport annuel (pp. 261-368), contiennent tous les renseignements en la matière parvenus au Greffe jusqu'au 15 juin 1937.

Ci-après sont données, à titre de « septième addendum », les informations additionnelles obtenues du 15 juin 1937 au 15 juin 1938.

Le présent chapitre a donc pour but de mettre à jour la quatrième édition de la *Collection*, complétée par les chapitres X des Huitième, Neuvième, Dixième, Onzième, Douzième et Treizième Rapports annuels. Comme ceux-ci, il est divisé en deux sections: la première contient les modifications et additions qu'il y a lieu d'apporter aux textes cités dans ladite édition et ses addenda, du fait, entre autres, de nouvelles signatures,

¹ Publications de la Cour, Série D, n° 6.

de ratifications, etc. ; les numéros d'ordre se réfèrent soit à la *Collection*, soit aux addenda. La seconde section contient les nouveaux actes internationaux parvenus à la connaissance du Greffe depuis qu'a paru le Treizième Rapport annuel. Ils sont répartis selon le système suivi pour la *Collection*. Pour la langue dans laquelle les actes sont reproduits, il a paru préférable de suivre le système appliqué dans la quatrième édition de la *Collection* (voir la préface de cette publication, p. 10).

La *Collection*, avec ses addenda, ne saurait prétendre à être absolument complète et exacte ; toutefois, elle se fonde exclusivement sur des données officielles, tant en ce qui concerne l'existence même des clauses touchant l'activité de la Cour que pour ce qui est du texte de ces clauses et de l'état des signatures et ratifications y afférentes. Ces données sont de deux espèces différentes : publications officielles soit de la Société des Nations et des organes de celle-ci, soit des divers gouvernements ; communications directes émanant de ces mêmes sources¹.

De même que les années précédentes, il a été procédé à un tirage à part du présent chapitre, afin que l'addendum puisse facilement être ajouté à la Collection. Ce tirage peut être mis à la disposition des personnes qui sont en possession de la quatrième édition de la Collection.

¹ Voir pp. 46-56 et 70-71.

SECTION I

*MODIFICATIONS ET ADDITIONS AUX TEXTES CITÉS
DANS LA QUATRIÈME ÉDITION DE LA COLLECTION DES
TEXTES ET DANS LES PREMIER, SECOND, TROISIÈME,
QUATRIÈME, CINQUIÈME ET SIXIÈME ADDENDA
A CETTE ÉDITION*¹

9. — DISPOSITION FACULTATIVE
RELATIVE A L'ACCEPTATION COMME OBLIGATOIRE
DE LA JURIDICTION DE LA COUR.

La liste ci-après donne pour chaque État signataire de la Disposition facultative la référence au volume des Publications de la Cour où se trouvent reproduites sa ou ses déclarations d'acceptation et de renouvellement. (D 6 signifie : *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*, 4^{me} éd., 1932 ; E 8, E 9, E 10, E 11, E 12, E 13 et E 14, signifient : *Huitième, Neuvième, Dixième, Onzième, Douzième, Treizième et Quatorzième Rapports annuels*) :

	Volume.	Pages.		Volume.	Pages.
Union sud-africaine	D 6	46	Colombie ³	E 13	266
Albanie	»	52	» ⁴	E 14	275
» ²	E 12	333	Costa-Rica	D 6	35
Allemagne	D 6	42	Danemark	»	34
» ²	E 9	280	» ²	»	39
Argentine	E 12	333	» ²	E 12	335
Australie	D 6	49	Rép. dominicaine	D 6	38
Autriche	»	38	Espagne	»	43
» ²	»	41	Estonie	»	38
» ²	E 13	268	» ²	»	42
Belgique	D 6	39	» ²	E 14	275
Bolivie	E 13	266	Éthiopie	D 6	40
Brésil	D 6	37	» ²	E 8	430
» ²	E 13	267	» ²	E 11	250
Bulgarie	D 6	36	Finlande	D 6	35
Canada	»	50	» ²	»	41
Chine	»	38	» ²	E 13	268
Colombie	»	54			

¹ Voir E 8, pp. 429-449 ; E 9, pp. 279-301 ; E 10, pp. 255-322 ; E 11, pp. 249-274 ; E 12, pp. 331-368 ; E 13, pp. 263-293.

² Renouvellement.

³ Rectification.

⁴ Nouvelle déclaration.

	Volume.	Pages.		Volume.	Pages.
France	D 6	45	Nouvelle-		
» ¹	E 12	334	Zélande	D 6	47
Grande-			Panama	»	37
Bretagne	D 6	45	Paraguay	E 9	280
Grèce	»	44	Pays-Bas	D 6	35
» ¹	E 11	249	» ¹	»	40
Guatemala	D 6	41	» ¹	E 13	266
Haïti	»	37	Pérou	D 6	49
Hongrie	E 10	42	Pologne	»	54
» ¹	D 6	255	Portugal	»	33
Inde	»	48	Roumanie	»	53
Iran	»	53	» ¹	E 12	335
Irlande	»	44	» ²	E 13	267
Italie	»	43	Salvador	D 6	34
Lettonie	»	43	» ¹	»	51
» ¹	E 11	250	Siam	»	49
Libéria	D 6	36	Suède	»	36
Lithuanie	»	37	» ¹	»	40
» ¹	»	51	» ¹	E 12	334
» ¹	E 11	251	Suisse	D 6	34
Luxembourg	D 6	52	» ¹	»	39
Monaco	E 13	263	» ¹	E 13	267
Nicaragua	D 6	51	Tchécoslovaquie	D 6	47
Norvège	»	36	Turquie	E 12	334
» ¹	»	41	Uruguay	D 6	35
» ¹	E 12	335	Yougoslavie	»	51

¹ Renouvellement.

² Rectification.

Textes des déclarations apposées à la Disposition facultative depuis le 15 juin 1937 :**Colombie.**

(Dépôt de l'instrument de ratification : 30 octobre 1937.)

La République de Colombie reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, vis-à-vis de tout autre État acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, conformément à l'article 36 du Statut.

La présente déclaration ne s'applique qu'aux différends nés de faits postérieurs au 6 janvier 1932.

Genève, le 30 octobre 1937.

(Signé) J. M. YEPES,
Conseiller juridique
de la délégation permanente de Colombie
près la Société des Nations.

Estonie (renouvellement).

Par lettre en date du 6 mai 1938, le ministre-adjoint des Affaires étrangères de la République d'Estonie a communiqué ce qui suit au Secrétaire général de la Société des Nations :

« J'ai l'honneur de vous notifier que la déclaration contenue dans l'instrument déposé au Secrétariat le 2 mai 1923 et portant acceptation par la République estonienne de la disposition facultative reconnaissant comme obligatoire la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, conformément à l'article 36 du Statut de la Cour, renouvelée pour une période de dix ans par une déclaration officielle du Gouvernement estonien enregistrée par le Secrétariat le 28 juin 1928, est renouvelée, par décision du président de la République en date du 30 avril 1938, pour une nouvelle période de dix ans à partir du 2 mai 1938.

Je vous prie de bien vouloir considérer la présente note comme la déclaration officielle requise par le Statut de la Cour et de la faire enregistrer par le Secrétariat de la Société des Nations. »

Tableau des États ayant souscrit à la Disposition facultative¹.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle ² .
Union sud-africaine	19 IX 29	<p>Ratification. Réciprocité. 10 ans, et par la suite jusqu'à notification de l'abrogation.</p> <p>Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification, sauf les différends — au sujet desquels les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ; — entre Membres de la Société des Nations qui sont également membres du Commonwealth britannique ; — relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction de l'Union sud-africaine.</p> <p>Faculté, pour les différends examinés par le Conseil, de suspendre sous certaines conditions la procédure judiciaire.</p>	7 IV 30
Albanie	17 IX 30	<p>Ratification. Réciprocité. 5 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification).</p> <p>Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification.</p> <p>A l'exception des différends</p> <p>a) qui ont trait au statut territorial de l'Albanie ; b) qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction de l'Albanie ; c) qui, directement ou indirectement, concernent l'application de traités prévoyant un autre mode de règlement pacifique.</p>	17 IX 30

¹ Parfois la date de la signature de la Disposition facultative n'a pas été inscrite dans la déclaration. Dans ces cas, le tableau donne entre parenthèses une indication approximative fondée sur la date à laquelle la déclaration a été publiée pour la première fois dans un document officiel de la Société des Nations ; ce document est alors mentionné en note.

² La ratification n'est en effet pas exigée par le texte de la Disposition facultative.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Albanie (<i>suite</i>)	<i>Renouvelé</i> le 7 XI 35	Pour 5 ans (à dater du 17 septembre 1935).	
Allemagne	23 IX 27	Ratification. Réciprocité. 5 ans. Pour tout différend qui s'élèverait après la ratification au sujet de situations ou faits postérieurs à ladite ratification. Sous réserve des cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	29 II 28
	<i>Renouvelé</i> le 9 II 33	Ratification. Prorogation pour 5 ans à partir du 1 ^{er} mars 1933.	5 VII 33
Argentine	28 XII 35	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification). Pour tout différend qui s'élèverait après la ratification au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification. Sauf les cas où les parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique. La déclaration ne s'appliquant pas aux questions déjà réglées et à celles qui, d'après le droit international, ressortissent à la juridiction locale ou au régime constitutionnel de chaque État.	
Australie	20 IX 29	(<i>Voir, mutatis mutandis, les conditions stipulées par l'Union sud-africaine.</i>)	18 VIII 30
Autriche	14 III 22	Réciprocité. 5 ans.	
	<i>Renouvelé</i> le 12 I 27	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification).	13 III 27
	<i>Renouvelé</i> le 22 III 37	Ratification. Réciprocité. 5 ans (à dater du 13 mars 1937).	30 VI 37
Belgique	25 IX 25	Ratification. Réciprocité.	10 III 26

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Belgique (<i>suite</i>)		15 ans. Pour tout différend qui s'élèverait après la ratification au sujet de situations ou faits postérieurs à ladite ratification. Sous réserve des cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
Bolivie	7 VII 36	Réciprocité. 10 ans.	7 VII 36
Brésil	1 XI 21 ¹	Réciprocité. 5 ans. Sous réserve de l'acceptation de la juridiction obligatoire par deux au moins des Puissances représentées d'une façon permanente au Conseil de la Société des Nations.	
	<i>Renouvelé</i> le 26 I 37	Réciprocité. 10 ans. Exception faite des questions qui, d'après le droit international, sont de la compétence exclusive de la juridiction du Brésil ou qui dépendent du régime constitutionnel de chaque État.	26 I 37
Bulgarie	(1921) ²	Réciprocité.	12 VIII 21
Canada	20 IX 29	(<i>Voir, mutatis mutandis, les conditions stipulées par l'Union sud-africaine.</i>)	28 VII 30
Chine	13 V 22	Réciprocité. 5 ans.	
Colombie ³	30 X 37	Réciprocité. La déclaration ne s'applique qu'aux différends nés de faits postérieurs au 6 janvier 1932.	30 X 37
Costa-Rica	(Avant le 28 I 21) ⁴	Réciprocité.	

¹ La déclaration du Brésil est contenue dans l'instrument de ratification du Protocole de signature du Statut (déposé le 1^{er} novembre 1921).

² Déclaration reproduite dans le *Recueil des Traités* de la Société des Nations, vol. VI (1921), n° 170.

³ La déclaration du 30 octobre 1937 remplace celle qui avait été faite au nom de la Colombie le 6 janvier 1932, et qui contenait seulement la condition de réciprocité (voir E 13, pp. 266-267).

⁴ Déclaration reproduite dans le document de la Société des Nations n° 21/31/6, A, daté du 28 janvier 1921.

Le Costa-Rica a notifié, le 24 décembre 1924, au Secrétaire général sa décision de se retirer de la Société des Nations, cette décision devant porter effet à partir du 1^{er} janvier 1927. Avant cette date, le Costa-Rica n'avait

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Danemark	(Avant le 28 I 21) ¹	Ratification. Réciprocité. 5 ans.	13 VI 21
	<i>Renouvelé</i> le 11 XII 25	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du 13 juin 1926).	28 III 26
	<i>Renouvelé</i> le 4 VI 36	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du 13 juin 1936).	24 V 37
République dominicaine	30 IX 24	Ratification. Réciprocité.	4 II 33
Espagne	21 IX 28	Réciprocité. 10 ans. Pour tout différend qui s'élèverait après la signature au sujet de situations ou faits postérieurs à ladite signature.	
		Sous réserve des cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
Estonie	2 V 23 ²	Réciprocité. 5 ans. Pour tout différend futur à propos duquel les Parties ne sont pas convenues d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
	<i>Renouvelé</i> le 25 VI 28 ³	Pour une période de 10 ans à partir du 2 mai 1928.	
	<i>Renouvelé</i> le 6 V 38 ³	Pour une période de 10 ans à partir du 2 mai 1938.	
Éthiopie	12 VII 26	Réciprocité. 5 ans. Les différends futurs à propos desquels les Parties auraient convenu d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique sont exceptés.	16 VII 26

pas ratifié le Protocole de signature du Statut; d'autre part, le Costa-Rica n'est pas mentionné à l'annexe au Pacte de la Société des Nations. Ceci porterait à conclure que l'engagement résultant, pour le Costa-Rica, de sa signature du Protocole du 16 décembre 1920 et de sa signature de la Disposition facultative est devenu caduc.

¹ Déclaration reproduite dans le document de la Société des Nations n° 21/31/6, A, daté du 28 janvier 1921.

² La déclaration de l'Estonie est contenue dans l'instrument de ratification du Protocole de signature du Statut (déposé le 2 mai 1923).

³ Date de la lettre par laquelle le ministre des Affaires étrangères du Gouvernement d'Estonie a fait connaître au Secrétaire général de la Société des Nations la prorogation de la période pour laquelle ledit Gouvernement est lié.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Éthiopie (suite)	<i>Renouvelé</i> le 15 IV 32	Prorogation pour une durée de deux années à partir du 16 juillet 1931.	
	<i>Renouvelé</i> le 18 IX 34	Prorogation pour une durée de deux années à dater du 18 septembre 1934, avec effet rétro-actif pour couvrir la période comprise entre le 16 juillet 1933 et le 18 septembre 1934.	
Finlande	(1921) ¹	Ratification. Réciprocité. 5 ans.	6 IV 22
	<i>Renouvelé</i> le 3 III 27	Réciprocité. 10 ans (à dater du 6 avril 1927).	
	<i>Renouvelé</i> le 9 IV 37	Réciprocité. 10 ans (à dater du 6 avril 1937).	
France	19 IX 29 ²	Ratification. Réciprocité. 5 ans. Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette ratification ; Et qui n'auraient pu être réglés par une procédure de conciliation ou par le Conseil aux termes de l'article 15, alinéa 6, du Pacte. Sous réserve des cas où les Parties seraient convenues ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement arbitral.	25 IV 31
	<i>Renouvelé</i> le 11 III 36 ³	Pour 5 ans à dater du 25 avril 1936.	
Grande-Bretagne	19 IX 29	(Voir, mutatis mutandis, les conditions stipulées par l'Union sud-africaine.)	5 II 30
Grèce	12 IX 29	Réciprocité. 5 ans. Pour toutes les catégories de différends énumérées à l'article 36 du Statut, à l'exception	

¹ Déclaration reproduite dans le *Recueil des Traités* de la Société des Nations, vol. VI (1921), n° 170.

² Cette déclaration remplace celle qui avait été faite au nom du Gouvernement français le 2 octobre 1924, et qui, sujette à ratification, n'avait pas été ratifiée.

³ Cette date est celle à laquelle a été reçue à Genève une note, en date du 10 avril, de la délégation française à la Société des Nations, transmettant la déclaration de renouvellement de la France, qui est datée de Paris, le 7 avril 1936.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Grèce (suite)		a) des différends ayant trait au statut territorial de la Grèce, y compris ceux relatifs à ses droits de souveraineté sur ses ports et ses voies de communication ; b) des différends ayant directement ou indirectement trait à l'application des traités ou conventions acceptés par la Grèce et prévoyant une autre procédure.	
	<i>Renouvelé</i> le 12 IX 34	Ratification. Réciprocité. 5 ans (à compter du 12 septembre 1934). Pour les catégories de différends visées à l'alinéa 2 de l'article 36 du Statut, avec les mêmes exceptions que précédemment.	19 VII 35
Guatemala	17 XII 26	Ratification. Réciprocité.	
Haïti	7 IX 21	(Sans conditions.)	
Hongrie	14 IX 28	Ratification. Réciprocité. 5 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification).	13 VIII 29
	<i>Renouvelé</i> le 30 V 34	Ratification. Réciprocité. 5 ans (à dater du 13 août 1934).	9 VIII 34
Inde	19 IX 29	(<i>Voir, mutatis mutandis, les conditions stipulées par l'Union sud-africaine.</i>)	5 II 30
Iran	2 X 30	Ratification. Réciprocité. 6 ans (et à l'expiration de ce délai, jusqu'à notification d'abrogation). Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification au sujet de situations ou de faits ayant directement ou indirectement trait à l'application de traités acceptés par l'Iran et postérieurs à la ratification. Sauf les différends a) ayant trait au statut territorial de l'Iran, y compris ceux relatifs à ses droits de souveraineté sur ses îles et ports ; b) au sujet desquels les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ;	19 IX 32

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Iran (<i>suite</i>)		c) relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèveraient exclusivement de la juridiction de l'Iran. Sous réserve pour l'Iran du droit de demander la suspension de la procédure devant la Cour pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations.	
Irlande ¹	14 IX 29	Ratification. Réciprocité. 20 ans.	11 VII 30
Italie	9 IX 29	Ratification. Réciprocité. 5 ans. Sous réserve de tout moyen de solution prévu par une convention spéciale. Dans les cas où une solution par la voie diplomatique ou par l'action du Conseil de la Société des Nations n'interviendrait pas.	7 IX 31
Lettonie	10 IX 29 ²	Ratification. Réciprocité. 5 ans. Pour tous les différends qui s'élèveraient après la ratification de la présente déclaration au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette ratification. Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	26 II 30
	<i>Renouvelé</i> le 31 I 35	Ratification. Réciprocité. 5 ans ; à l'expiration de ce délai, la déclaration continuera à	26 II 35

¹ Par sa lettre circulaire n° 105, le Secrétaire général de la Société des Nations a porté à la connaissance des gouvernements des Membres de la Société que le ministre des Affaires étrangères d'Irlande lui avait fait savoir, par lettre du 21 août 1926, que l'Irlande devait être comprise parmi les Membres de la Société ayant ratifié le Protocole de signature.

A la date du 12 octobre 1926, le Secrétaire général a fait connaître au Greffier de la Cour que la lettre du 21 août, visée plus haut, lui avait été remise le 26 du même mois par le représentant de l'Irlande auprès de la Société des Nations et que, depuis cette date, l'Irlande figurait dans la liste du Secrétariat comme étant liée par le Protocole de la Cour.

² Cette déclaration a remplacé celle qui avait été faite au nom du Gouvernement de Lettonie le 11 septembre 1923, et qui, sujette à ratification, n'avait pas été ratifiée.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Lettonie (<i>suite</i>)		avoir ses pleins effets jusqu'à ce que notification soit donnée de son abrogation. Pour tous différends qui se seraient élevés après le 26 février 1930, date du dépôt de la ratification de la déclaration faite à Genève le 10 septembre 1929, ou qui s'élèveraient à l'avenir, au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite date. Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
Libéria	(1921) ¹	Ratification. Réciprocité.	
Lithuanie	5 X 21 <i>Renouvelé</i> le 14 I 30 <i>Renouvelé</i> le 12 III 35 ²	5 ans. 5 ans (à partir du 14 janvier 1930). Réciprocité. 5 ans (avec effet à partir du 14 janvier 1935).	16 V 22
Luxembourg	15 IX 30 ³	Réciprocité. 5 ans (renouvelable par tacite reconduction). Pour tous différends qui s'élèveraient après la signature au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite signature. Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à une autre procédure ou à un autre mode de règlement pacifique.	
Monaco ⁴	22 IV 37	5 ans. Pour tous les différends qui s'élèveraient après la déclaration au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette déclaration. Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir	22 IV 37

¹ Déclaration reproduite dans le *Recueil des Traités* de la Société des Nations, vol. VI (1921), n° 170.

² Cette date est celle à laquelle a été reçue à Genève une lettre, en date du 8 mars 1935, contenant la déclaration de la Lithuanie.

³ En 1921, le Gouvernement luxembourgeois avait déjà, sous réserve de ratification, souscrit à la Disposition facultative. Toutefois, la ratification n'était pas intervenue.

⁴ L'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour par la Principauté de Monaco est faite conformément au chiffre 2, alinéa 4, de la résolution du Conseil du 17 mai 1922. Voir à ce sujet E 13, pp. 56 et 263-264.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Monaco (suite)		recours à une autre procédure ou à un autre mode de règlement pacifique.	
Nicaragua	24 IX 29	(Sans conditions.)	
Norvège	6 IX 21	Ratification. Réciprocité. 5 ans.	3 X 21
	<i>Renouvelé</i> le 22 IX 26	Réciprocité. 10 ans (à dater du 3 octobre 1926).	
	<i>Renouvelé</i> le 29 V 36 ¹	Réciprocité. 10 ans (à compter du 3 octobre 1936).	
Nouvelle-Zélande	19 IX 29	(Voir, mutatis mutandis, les conditions stipulées par l'Union sud-africaine.)	29 III 30
Panama	25 X 21	Réciprocité.	14 VI 29
Paraguay	11 V 33 ²	(Sans conditions.)	
Pays-Bas	6 VIII 21	Réciprocité. 5 ans. Pour tout différend futur à propos duquel les Parties ne sont pas convenues d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
	<i>Renouvelé</i> le 2 IX 26	Réciprocité. 10 ans (à dater du 6 août 1926). Pour tous différends futurs à l'exception de ceux à propos desquels les Parties seraient convenues, après l'entrée en vigueur du Statut de la Cour, d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
	<i>Renouvelé</i> le 5 VIII 36	Réciprocité. 10 ans (à partir du 6 août 1936). Pour tous différends futurs à l'exception de ceux à propos desquels les Parties seraient convenues, après l'entrée en vigueur du Statut de la Cour, d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
Pérou	19 IX 29	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater de la ratification).	29 III 32

¹ Cette date est celle du dépôt de la déclaration au Secrétariat de la Société des Nations; la déclaration est datée d'Oslo, le 19 mai 1936.

² La déclaration du Paraguay a été faite lors du dépôt de l'instrument de ratification du Protocole de signature du Statut.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Pérou (<i>suite</i>)		<p>Pour tous les différends qui s'élèveraient au sujet de situations et faits postérieurs à la ratification.</p> <p>Sauf le cas où les Parties auraient convenu soit d'avoir recours à un autre mode de règlement arbitral, soit de soumettre préalablement le différend au Conseil de la Société des Nations.</p>	
Pologne	24 I 31	<p>Ratification. Réciprocité. 5 ans.</p> <p>Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification.</p> <p>Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.</p> <p>A l'exception des différends :</p> <p>1° qui concerneraient les questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des États ;</p> <p>2° qui s'élèveraient avec des États refusant d'établir ou de maintenir des relations diplomatiques normales avec la Pologne ;</p> <p>3° qui se trouveraient directement ou indirectement en rapport avec la guerre mondiale ou la guerre polono-soviétique ;</p> <p>4° qui résulteraient directement ou indirectement de stipulations du Traité signé à Riga le 18 mars 1921 ;</p> <p>5° qui auraient trait aux dispositions de droit interne en rapport avec les points 3 et 4.</p>	
Portugal	(Avant le 28 I 21) ¹	Réciprocité.	8 X 21
Roumanie	8 X 30	<p>Ratification. A l'égard des gouvernements reconnus par la Roumanie et sous réciprocité. 5 ans.</p> <p>Pour les différends juridiques dérivant de situations ou faits postérieurs à la ratification.</p> <p>Sous réserve des matières soumises à une procédure spéciale établie ou à convenir.</p>	9 VI 31

¹ Déclaration reproduite dans le document de la Société des Nations n° 21/31/6, A, daté du 28 janvier 1921.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Roumanie (<i>suite</i>)		Sous réserve de la faculté pour la Roumanie de soumettre le différend, préalablement à tout recours à la Cour, au Conseil de la Société des Nations. A l'exception : a) des questions de fond ou de procédure pouvant amener directement ou indirectement la discussion de l'intégrité territoriale actuelle et des droits souverains de la Roumanie, y compris ceux sur ses ports et sur ses voies de communication ; b) les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent de la juridiction intérieure de la Roumanie.	
Salvador	<i>Renouvelé</i> le 4 VI 36 29 VIII 30 ¹	Pour 5 ans (à partir du 9 juin 1936). Sauf pour les questions qui ne sauraient être soumises à l'arbitrage conformément à la constitution politique du Salvador. Sauf les différends surgis avant la signature et les réclamations d'ordre pécuniaire formées contre la nation. Réciprocité seulement à l'égard des États qui acceptent l'arbitrage dans cette forme	29 VIII 30
Siam	20 IX 29	Ratification. Réciprocité. 10 ans. Pour tous différends au sujet desquels les Parties ne seraient pas convenues d'un autre mode de règlement pacifique.	7 V 30
Suède	16 VIII 21 <i>Renouvelé</i> le 18 III 26 <i>Renouvelé</i> le 18 IV 36	Réciprocité. 5 ans. Réciprocité. 10 ans (à dater du 16 août 1926). Réciprocité. 10 ans (à compter du 16 août 1936).	
Suisse	(Avant le 28 I 21) ² <i>Renouvelé</i> le 1 III 26	Ratification. Réciprocité. 5 ans. Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification).	25 VII 21 24 VII 26

¹ La déclaration du Salvador est contenue dans l'instrument de ratification du Protocole de signature du Statut (déposé le 29 août 1930).

² Déclaration reproduite dans le document de la Société des Nations. n° 21/31/6, A, daté du 28 janvier 1921.

DISPOSITION FACULTATIVE

287

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Suisse (suite)	<i>Renouvelé</i> le 23 IX 36	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification).	17 IV 37
Tchécoslovaquie	19 IX 29	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification). Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification. Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique. Sous réserve de la faculté, pour l'une ou l'autre des Parties en litige, de soumettre le différend, préalablement à tout recours à la Cour, au Conseil de la Société des Nations.	
Turquie	12 III 36	Réciprocité. 5 ans. Pour tout différend qui s'élèverait postérieurement à la signature de la déclaration. A l'exception des différends se rapportant soit directement soit indirectement à l'application des traités ou conventions conclus par la Turquie et prévoyant un autre mode de règlement pacifique.	
Uruguay	(Avant le 28 I 21) ¹	Réciprocité.	27 IX 21
Yougoslavie	16 V 30	Ratification. A l'égard de tout gouvernement reconnu par le Royaume de Yougoslavie et sous condition de réciprocité. 5 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification). Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification. Sauf les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction du Royaume de Yougoslavie. Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	24 XI 30

¹ Déclaration reproduite dans le document de la Société des Nations n° 21/31/6, A, daté du 28 janvier 1921.

166. — CONVENTION TENDANT A LIMITER A HUIT HEURES
PAR JOUR ET A QUARANTE-HUIT HEURES PAR SEMAINE
LE NOMBRE DES HEURES DE TRAVAIL
DANS LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

votee par la Conférence du Travail.

Washington, 28 novembre 1919.

Ratif. (suite) : Nouvelle-Zélande 29 mars 1938

167. — CONVENTION CONCERNANT LE CHÔMAGE

votee par la Conférence du Travail.

Washington, 28 novembre 1919.

Ratif. (suite) : Nouvelle-Zélande 29 mars 1938

Dénonciation : Inde 16 avril 1938

168. — CONVENTION CONCERNANT LE TRAVAIL DE NUIT DES FEMMES

votee par la Conférence du Travail.

Washington, 28 novembre 1919.

*Dénonciations*¹ : Belgique 4 août 1937
Pays-Bas 12 juin 1937

169. — CONVENTION FIXANT L'ÂGE MINIMUM D'ADMISSION
DES ENFANTS AUX TRAVAUX INDUSTRIELS

votee par la Conférence du Travail.

Washington, 28 novembre 1919.

Ratif. (suite) : Norvège 7 juillet 1937

170. — CONVENTION CONCERNANT LE TRAVAIL DE NUIT
DES ENFANTS DANS L'INDUSTRIE

votee par la Conférence du Travail.

Washington, 28 novembre 1919.

Ratif. (suite) : Mexique 20 mai 1937

¹ Le 19 juin 1934, la Conférence du Travail a voté une *convention (révisée) concernant le travail de nuit des femmes* (n° 480 : voir F 11, p. 296 ; E 12, p. 366, et E 13, p. 291). La dénonciation de la Convention de 1919 par les États mentionnés ici est la suite de la ratification, par ces mêmes États, de la convention révisée.

**173. — CONVENTION CONCERNANT L'INDEMNITÉ DE CHÔMAGE
EN CAS DE PERTE PAR NAUFRAGE**

votée par la Conférence du Travail.

Gênes, 9 juillet 1920.

<i>Ratif.</i> (suite) : Danemark	15 février 1938
Mexique	20 mai 1937
Pays-Bas	15 décembre 1937

174. — CONVENTION CONCERNANT LE PLACEMENT DES MARINS

votée par la Conférence du Travail.

Gênes, 10 juillet 1920.

<i>Ratif.</i> (suite) : Nouvelle-Zélande	29 mars 1938
--	--------------

**177. — CONVENTION CONCERNANT L'EXAMEN MÉDICAL
OBLIGATOIRE DES ENFANTS ET DES JEUNES GENS EMPLOYÉS A BORD
DES BATEAUX**

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 11 novembre 1921.

<i>Ratif.</i> (suite) : Danemark (excl. Groënland)	23 avril 1938
Mexique	9 mars 1938

**179. — CONVENTION CONCERNANT LA RÉPARATION
DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DANS L'AGRICULTURE**

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 12 novembre 1921.

<i>Ratif.</i> (suite) : Mexique	1 ^{er} novembre 1937
Nouvelle-Zélande	29 mars 1938

**180. — CONVENTION CONCERNANT LES DROITS D'ASSOCIATION
ET DE COALITION DES TRAVAILLEURS AGRICOLES**

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 12 novembre 1921.

<i>Ratif.</i> (suite) : Mexique	20 mai 1937
Nouvelle-Zélande	29 mars 1938

182. — CONVENTION CONCERNANT L'APPLICATION
DU REPOS HEBDOMADAIRE DANS LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 17 novembre 1921.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Mexique	7 janvier 1938
	Norvège	7 juillet 1937
	Nouvelle-Zélande	29 mars 1938

183. — CONVENTION CONCERNANT L'EMPLOI DE LA CÉRUSE
DANS LA PEINTURE

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 19 novembre 1921.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Mexique	7 janvier 1938
-------------------------	---------	----------------

184. — CONVENTION POUR LA RÉPRESSION DE LA CIRCULATION
ET DU TRAFIC DES PUBLICATIONS OBSCÈNES.

Genève, 12 septembre 1923.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Salvador	2 juillet 1937
-------------------------	----------	----------------

193. — CONVENTION CONCERNANT LA RÉPARATION
DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 10 juin 1925.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Nouvelle-Zélande	29 mars 1938
	Pologne	3 novembre 1937

194. — CONVENTION CONCERNANT LA RÉPARATION
DES MALADIES PROFESSIONNELLES

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 10 juin 1925.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Pologne	3 novembre 1937
-------------------------	---------	-----------------

196. — CONVENTION CONCERNANT LA SIMPLIFICATION
DE L'INSPECTION DES ÉMIGRANTS A BORD DES NAVIRES

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 5 juin 1926.

Ratif. (suite) : Mexique 9 mars 1938
Nouvelle-Zélande 29 mars 1938

198. — CONVENTION CONCERNANT LE CONTRAT D'ENGAGEMENT
DES MARINS

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 24 juin 1926.

Ratif. (suite) : Nouvelle-Zélande 29 mars 1938
Pays-Bas 15 décembre 1937

204. — CONVENTION CONCERNANT L'INSTITUTION DE MÉTHODES
DE FIXATION DES SALAIRES MINIMA

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 16 juin 1928.

Ratif. (suite) : Belgique 11 août 1937
Nouvelle-Zélande 29 mars 1938

207. — CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION
DU FAUX-MONNAYAGE.

Genève, 20 avril 1929.

Adh. (suite) : Équateur 25 septembre 1937

208. — CONVENTION CONCERNANT L'INDICATION DU POIDS
SUR LES GROS COLIS TRANSPORTÉS PAR BATEAU

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 21 juin 1929.

Ratif. (suite) : Hongrie 6 décembre 1937

210. — CONVENTION CONCERNANT CERTAINES QUESTIONS
RELATIVES AUX CONFLITS DE LOIS SUR LA NATIONALITÉ.

La Haye, 12 avril 1930.

Ratif. : Australie 10 novembre 1937

214. — CONVENTION CONCERNANT LA RÉGLEMENTATION
DE LA DURÉE DU TRAVAIL DANS LE COMMERCE
ET DANS LES BUREAUX

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 28 juin 1930.

Ratif. (suite) : Nouvelle-Zélande 29 mars 1938

215. — CONVENTION CONCERNANT LE TRAVAIL FORCÉ
OU OBLIGATOIRE

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 28 juin 1930.

Ratif. (suite) : France 24 juin 1937
Nouvelle-Zélande 29 mars 1938

216. — PROTOCOLE POUR RECONNAÎTRE A LA COUR PERMANENTE
DE JUSTICE INTERNATIONALE LA COMPÉTENCE D'INTERPRÉTER LES
CONVENTIONS DE LA HAYE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ.

La Haye, 27 mars 1931.

Ratif. (suite) : Danemark 22 juillet 1937
Finlande 19 juin 1938
Suède 30 juillet 1937

219. — CONVENTION POUR LIMITER LA FABRICATION
ET RÉGLEMENTER LA DISTRIBUTION DES STUPÉFIANTS.

Genève, 13 juillet 1931.

Adh. (suite) : Union sud-africaine 4 janvier 1938
Albanie 9 octobre 1937
S. M. le roi de Grande-
Bretagne et d'Irlande
du Nord pour :
Rhodésie du Sud 14 juillet 1937
Terre-Neuve 28 juin 1937
Lettonie 3 août 1937

434. — CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION
DES TRAVAILLEURS OCCUPÉS AU CHARGEMENT ET AU DÉCHARGEMENT
DES BATEAUX CONTRE LES ACCIDENTS (REVISÉE EN 1932)

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 27 avril 1932.

Ratif. (suite) : Nouvelle-Zélande 29 mars 1938

451. — CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION
DE LA TRAITE DES FEMMES MAJEURES.

Genève, 11 octobre 1933.

Ratif. (suite) : Grèce 20 août 1937
Pologne 8 décembre 1937

Adh. (suite) : Irlande 25 mai 1938
Mexique 3 mai 1938

452. — CONVENTION POUR FACILITER LA CIRCULATION
INTERNATIONALE DES FILMS AYANT UN CARACTÈRE ÉDUCATIF.

Genève, 11 octobre 1933.

Ratif. (suite) : Pologne 25 septembre 1937

Adh. (suite) : Union sud-africaine 4 janvier 1938

453. — CONVENTION CONCERNANT LES BUREAUX
DE PLACEMENT PAYANTS

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 29 juin 1933.

Ratif. (suite) : Mexique 21 février 1938

480. — CONVENTION (REVISÉE) CONCERNANT LE TRAVAIL DE NUIT
DES FEMMES (1934)

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 19 juin 1934.

Ratif. (suite) : Belgique 4 août 1937
France 25 janvier 1938
Irak 28 mars 1938
Nouvelle-Zélande 29 mars 1938

481. — CONVENTION CONCERNANT LA DURÉE DU TRAVAIL
DANS LES VERRERIES A VITRES AUTOMATIQUES

votee par la Conférence du Travail.

Genève, 21 juin 1934.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Belgique	4 août 1937
	France	5 février 1938
	Mexique	9 mars 1938

482. — CONVENTION (REVISÉE) CONCERNANT LA RÉPARATION
DES MALADIES PROFESSIONNELLES (1934)

votee par la Conférence du Travail.

Genève, 21 juin 1934.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Mexique	20 mai 1937
	Nouvelle-Zélande	29 mars 1938

483. — CONVENTION ASSURANT AUX CHÔMEURS INVOLONTAIRES
DES INDEMNITÉS OU DES ALLOCATIONS

votee par la Conférence du Travail.

Genève, 23 juin 1934.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Irlande	10 juin 1937
	Nouvelle-Zélande	29 mars 1938

484. — CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA LUTTE
CONTRE LES MALADIES CONTAGIEUSES DES ANIMAUX.

Genève, 20 février 1935.

Entrée en vigueur : 23 mars 1938¹.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Belgique	21 juillet 1937
	Lettonie	4 mai 1937
	Roumanie	23 décembre 1937
	U. R. S. S.	20 septembre 1937
<i>Adh.</i> (suite) :	Chili	10 octobre 1936
	Irak	24 décembre 1937

485. — CONVENTION INTERNATIONALE CONCERNANT LE TRANSIT
DES ANIMAUX, DES VIANDES ET DES AUTRES PRODUITS
D'ORIGINE ANIMALE.

Genève, 20 février 1935.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Belgique	21 juillet 1937
	Lettonie	4 mai 1937
	Roumanie	23 décembre 1937
	U. R. S. S.	20 septembre 1937

¹ Soit, aux termes de l'article 14, alinéa 1, de la convention, quatre-vingt-dix jours après la cinquième ratification, survenue le 23 décembre 1937 (Roumanie).

486. — CONVENTION INTERNATIONALE CONCERNANT L'EXPORTATION ET L'IMPORTATION DE PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE (AUTRES QUE LES VIANDES, LES PRÉPARATIONS DE VIANDE, LES PRODUITS ANIMAUX FRAIS, LE LAIT ET LES DÉRIVÉS DU LAIT).

Genève, 20 février 1935.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Belgique	21 juillet 1937
	Lettonie	4 mai 1937
	Roumanie	23 décembre 1937
	U. R. S. S.	20 septembre 1937

498. — CONVENTION CONCERNANT L'EMPLOI DES FEMMES AUX TRAVAUX SOUTERRAINS DANS LES MINES DE TOUTES CATÉGORIES

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 21 juin 1935.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Autriche	3 juillet 1937
	Belgique	4 août 1937
	Estonie	4 juin 1937
	Finlande	3 mars 1938
	France	25 janvier 1938
	Inde	25 mars 1938
	Irak	28 mars 1938
	Mexique	21 février 1938
	Nouvelle-Zélande	29 mars 1938
	Portugal	18 octobre 1937
	Turquie	21 avril 1938

500. — CONVENTION CONCERNANT LA RÉDUCTION DE LA DURÉE DU TRAVAIL A QUARANTE HEURES PAR SEMAINE

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 22 juin 1935.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Nouvelle-Zélande	29 mars 1938
-------------------------	------------------	--------------

501. — CONVENTION CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT D'UN RÉGIME INTERNATIONAL DE CONSERVATION DES DROITS DANS L'ASSURANCE INVALIDITÉ-VIEILLESSE-DÉCÈS

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 22 juin 1935.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Espagne	8 juillet 1937
	Hongrie	10 août 1937
	Pologne	21 mars 1938

502. — CONVENTION CONCERNANT LA RÉDUCTION DE LA DURÉE
DU TRAVAIL DANS LES VERRERIES A BOUTEILLES

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 25 juin 1935.

<i>Ratif.</i> (suite) :	France	25 janvier 1938
	Irlande	10 juin 1937
	Mexique	21 février 1938
	Nouvelle-Zélande	29 mars 1938

513. — CONVENTION CONCERNANT LA RÉGLEMENTATION
DE CERTAINS SYSTÈMES PARTICULIERS DE RECRUTEMENT
DES TRAVAILLEURS

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 20 juin 1936.

<i>Ratif.</i> :	Norvège	7 juillet 1937
-----------------	---------	----------------

514. — CONVENTION CONCERNANT LA RÉDUCTION
DE LA DURÉE DU TRAVAIL DANS LES TRAVAUX PUBLICS

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 23 juin 1936.

<i>Ratif.</i> :	Nouvelle-Zélande	29 mars 1938
-----------------	------------------	--------------

515. — CONVENTION CONCERNANT LES CONGÉS ANNUELS PAYÉS

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 24 juin 1936.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Mexique	9 mars 1938
-------------------------	---------	-------------

516. — CONVENTION POUR LA RÉPRESSION
DU TRAFIC ILLICITE DES DROGUES NUISIBLES.

Genève, 26 juin 1936.

<i>Signat.</i> (suite) :	Colombie	30 novembre 1937
	Lettonie	13 décembre 1937
<i>Ratif.</i> :	Belgique	27 novembre 1937
	Chine	21 octobre 1937
	Grèce	16 février 1938
	Inde	4 août 1937

517. — CONVENTION CONCERNANT LE MINIMUM DE CAPACITÉ
PROFESSIONNELLE DES CAPITAINES ET OFFICIERS
DE LA MARINE MARCHANDE

votee par la Conférence du Travail.

Genève, 24 octobre 1936.

<i>Ratif. :</i>	Belgique	11 avril 1938
	Norvège	7 juillet 1937
	Nouvelle-Zélande	29 mars 1938

518. — CONVENTION CONCERNANT LES CONGÉS
ANNUELS PAYÉS DES MARINS

votee par la Conférence du Travail.

Genève, 24 octobre 1936.

<i>Ratif. :</i>	Belgique	11 avril 1938
-----------------	----------	---------------

519. — CONVENTION CONCERNANT LES OBLIGATIONS
DE L'ARMATEUR EN CAS DE MALADIE, D'ACCIDENT OU DE DÉCÈS
DES GENS DE MER

votee par la Conférence du Travail.

Genève, 24 octobre 1936.

<i>Ratif. :</i>	Belgique	11 avril 1938
-----------------	----------	---------------

521. — CONVENTION CONCERNANT LA DURÉE DU TRAVAIL
A BORD DES NAVIRES ET LES EFFECTIFS

votee par la Conférence du Travail.

Genève, 24 octobre 1936.

<i>Ratif. :</i>	Belgique	11 avril 1938
-----------------	----------	---------------

522. — CONVENTION FIXANT L'AGE MINIMUM
D'ADMISSION DES ENFANTS AU TRAVAIL MARITIME
(REVISÉE EN 1936)

votee par la Conférence du Travail.

Genève, 24 octobre 1936.

<i>Ratif. :</i>	Belgique	11 avril 1938
	Norvège	7 juillet 1937

SECTION II

*ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR
PARVENUS A LA CONNAISSANCE DU GREFFE DEPUIS
LE 15 JUIN 1937*

PREMIÈRE PARTIE

**TEXTES CONSTITUTIONNELS
FIXANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR**

(Pas d'actes nouveaux.)

DEUXIÈME PARTIE

**ACTES AYANT POUR OBJET LE RÈGLEMENT
PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS
ET VISANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR**

SOMMAIRE

SECTION A : ACTES COLLECTIFS.

(Pas d'actes nouveaux.)

SECTION B : AUTRES ACTES.

	Page
530 et 531	300

**530. — TRAITÉ DE CONCILIATION, D'ARBITRAGE
ET DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ENTRE LA BULGARIE
ET LE DANEMARK**

SOFIA, 7 DÉCEMBRE 1935 ¹.

(Ratifications échangées à Sofia le 21 octobre 1937.)

CHAPITRE PREMIER. — *Du règlement pacifique en général.*

Article premier. — Les différends de toute nature qui viendraient à s'élever entre le Danemark et la Bulgarie, et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis, dans les conditions fixées par le présent Traité, à un règlement judiciaire ou arbitral, précédé, selon les cas, obligatoirement ou facultativement, d'un recours à la procédure de conciliation.

Article 2. — Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions. Toutefois, si une solution du différend n'intervenait pas par application de cette procédure, les dispositions du présent Traité relatives à la procédure arbitrale ou au règlement judiciaire recevraient application.

Article 3. — 1. S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Hautes Parties contractantes, relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette Partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par le présent Traité avant qu'une décision définitive ait été rendue dans des délais raisonnables par l'autorité compétente.

2. La Partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par le présent Traité, devra notifier à l'autre Partie son intention dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée.

CHAPITRE II. — *Du règlement judiciaire.*

Article 4. — Tous différends au sujet desquels les Parties se contesteront réciproquement un droit seront soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que les Parties ne tombent d'accord, dans les termes prévus ci-après, pour recourir à un tribunal arbitral.

Il est entendu que les différends ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 5. — Si les Parties sont d'accord pour soumettre les différends visés à l'article précédent à un tribunal arbitral, elles rédi-

¹ Communication du Gouvernement danois.

geront un compromis dans lequel elles fixeront l'objet du litige, le choix des arbitres et la procédure à suivre. A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Dans le silence du compromis quant aux règles de fond à appliquer par les arbitres, le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 6. — A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis visé à l'article précédent ou à défaut de désignation d'arbitres et après un préavis de trois mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 7. — 1. Pour les différends prévus à l'article 4, avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale ou avant toute procédure arbitrale, les Parties pourront, d'un commun accord, recourir à la procédure de conciliation prévue par le présent Traité.

2. En cas de recours à la conciliation et d'échec de cette procédure, aucune des Parties ne pourra porter le différend devant la Cour permanente de Justice internationale ou demander la constitution du tribunal arbitral visé à l'article 5, avant l'expiration du délai d'un mois à compter de la clôture des travaux de la commission de conciliation.

CHAPITRE III. — *De la conciliation.*

Article 8. — Tous différends entre les Parties, autres que ceux prévus à l'article 4, seront soumis obligatoirement à une procédure de conciliation avant de pouvoir faire l'objet d'un règlement arbitral.

Article 9. — Les différends visés à l'article précédent seront portés devant une commission de conciliation permanente ou spéciale constituée par les Parties.

Article 10. — Sur la demande, adressée par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie, il devra être constitué, dans les six mois, une commission permanente de conciliation.

Article 11. — Sauf accord contraire des Parties, la commission de conciliation sera constituée comme suit :

1. La commission comprendra trois membres. Les Hautes Parties contractantes en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Le troisième commissaire sera choisi d'un commun accord parmi les ressortissants d'une tierce Puissance. Ce dernier ne pourra avoir sa résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service. Il assumera la présidence de la commission.

2. Les commissaires seront nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Le commissaire nommé en commun pourra être remplacé au cours de son mandat, de l'accord des Parties. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra toujours, d'autre part, procéder au remplacement du commissaire nommé par elle. Nonobstant leur

remplacement, les commissaires resteront en fonctions pour l'achèvement de leurs travaux en cours.

3. Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 12. — Si, lorsqu'il s'élève un différend, il n'existe pas une commission permanente de conciliation nommée par les Parties, une commission spéciale sera constituée pour l'examen du différend dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des Parties à l'autre. Les nominations se feront conformément aux dispositions de l'article précédent, à moins que les Parties n'en décident autrement.

Article 13. — Si la nomination du commissaire à désigner en commun n'intervient pas dans les délais prévus aux articles 10 et 12, le soin de procéder à sa nomination sera confié au président en exercice du Conseil de la Société des Nations.

Article 14. — 1. La commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

2. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

3. Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à l'autre Partie.

Article 15. — 1. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Parties aura porté un différend devant une commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2. La Partie qui usera de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours, à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 16. — 1. La commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des Parties, au siège de la Société des Nations ou en tout autre lieu désigné par son président.

2. La commission pourra, en toute circonstance, demander au Secrétaire général de la Société des Nations de prêter son assistance à ses travaux.

Article 17. — Les travaux de la commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 18. — 1. Sauf accord contraire des Parties, la commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

2. Les Parties seront représentées auprès de la commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire

entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

3. La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 19. — Sauf accord contraire des Parties, les décisions de la commission de conciliation seront prises à la majorité des voix, et la commission ne pourra se prononcer sur le fond du différend que si tous ses membres sont présents.

Article 20. — Les Parties s'engagent à faciliter les travaux de la commission de conciliation et en particulier à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 21. — 1. Pendant la durée de leurs travaux, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté du commun accord des Parties, qui en supporteront chacune une part égale.

2. Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la commission seront répartis de la même façon.

Article 22. — 1. La commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées. Le procès-verbal ne mentionnera pas si les décisions de la commission ont été prises à l'unanimité ou à la majorité.

3. Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent autrement, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du différend.

Article 23. — Le procès-verbal de la commission sera porté sans délai à la connaissance des Parties. Il appartient aux Parties d'en décider la publication.

CHAPITRE IV. — *Du règlement arbitral.*

Article 24. — Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la commission de conciliation visée dans les articles précédents, les Parties ne se sont pas entendues, la question sera portée devant

un tribunal arbitral constitué, sauf accord contraire des Parties, de la manière indiquée ci-après.

Article 25. — Le tribunal arbitral comprendra trois membres. Les Parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Le surarbitre sera choisi d'un commun accord parmi les ressortissants d'une tierce Puissance. Il ne pourra avoir sa résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service.

Article 26. — Si, dans un délai de trois mois, les Parties n'ont pu tomber d'accord sur le choix du surarbitre, sa nomination sera faite par le Président de la Cour permanente de Justice internationale. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, la nomination sera faite par le Vice-Président. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, la nomination sera faite par le membre le plus âgé de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des Parties.

Article 27. — Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 28. — Les Parties rédigeront un compromis déterminant l'objet du litige et la procédure à suivre.

Article 29. — A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis relativement aux points indiqués dans l'article précédent, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 30. — Faute de conclusion d'un compromis dans un délai de trois mois à partir de la constitution du tribunal, celui-ci sera saisi par requête de l'une ou de l'autre des Parties.

Article 31. — Dans le silence du compromis ou à défaut de compromis, le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. En tant qu'il n'existe pas de pareilles règles applicables au différend, le tribunal jugera *ex æquo et bono*.

CHAPITRE V. — *Dispositions générales.*

Article 32. — 1. Dans tous les cas où le différend fait l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire, notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale, statuant conformément à l'article 41 de son Statut, ou le tribunal arbitral indiquera dans le plus bref délai possible les mesures provisoires qui doivent être prises. Les Parties seront tenues de s'y conformer.

2. Si la commission de conciliation se trouve saisie du différend, elle pourra recommander aux Parties les mesures provisoires qu'elle estimera utiles.

3. Les Parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision judiciaire ou arbitrale ou aux arrangements proposés par la commission de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 33. — Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des Parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Hautes Parties contractantes conviennent qu'il devra être accordé, par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la Partie lésée une satisfaction équitable.

Article 34. — 1. Le présent Traité sera applicable entre les Hautes Parties contractantes encore qu'une tierce Puissance ait un intérêt dans le différend.

2. Dans la procédure de conciliation, les Parties pourront, d'un commun accord, inviter une tierce Puissance.

3. Dans la procédure judiciaire ou arbitrale, si une tierce Puissance estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour elle en cause, elle peut adresser à la Cour permanente de Justice internationale ou au tribunal arbitral une requête à fin d'intervention.

La Cour ou le tribunal décide.

4. Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle auront participé d'autres États que les Parties en cause, le Greffe de la Cour permanente de Justice internationale ou le tribunal arbitral les avertit sans délai.

Chacun d'eux aura le droit d'intervenir et, s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est obligatoire à son égard.

Article 35. — Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Traité, y compris ceux relatifs à la qualification des litiges, seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 36. — Le présent Traité, conforme au Pacte de la Société des Nations, ne sera pas interprété comme restreignant la mission de celle-ci de prendre à tout moment les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde.

Article 37. — 1. Le présent Traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Sofia.

Il sera enregistré au Secrétariat de la Société des Nations.

2. Le Traité est conclu pour une durée de cinq ans à compter de la date de l'échange des ratifications.

3. S'il n'est pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration de ce temps, il demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Nonobstant la dénonciation par l'une des Parties contractantes, les procédures engagées au moment de l'expiration du terme du Traité continueront jusqu'à leur achèvement normal.

531. — TRAITÉ DE CONCILIATION, D'ARBITRAGE
ET DE RÉGLEMENT JUDICIAIRE ENTRE LE DANEMARK
ET LA YOUGOSLAVIE

BELGRADE, 14 DÉCEMBRE 1935¹.

(Ratifications échangées à Bucarest le 10 décembre 1937.)

Article premier. [Voir, mutatis mutandis, *art. premier du Traité entre la Bulgarie et le Danemark, 7 décembre 1935, p. 300.*]

Article 2. — Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

Articles 3 à 10. [Voir *art. 3 à 10 du traité précité, pp. 300-301.*]

Article 11. — Sauf accord contraire des Parties, la commission de conciliation sera constituée comme suit :

1. La commission comprendra cinq membres. Les Hautes Parties contractantes en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les trois autres commissaires seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service. Parmi eux, les Hautes Parties contractantes désigneront le président de la commission.

2. Les commissaires seront nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Les commissaires nommés en commun pourront être remplacés au cours de leur mandat, de l'accord des Parties. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra toujours, d'autre part, procéder au remplacement du commissaire nommé par elle. Nonobstant leur remplacement, les commissaires resteront en fonctions pour l'achèvement de leurs travaux en cours.

3. Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 12. [Voir *art. 12 du traité précité, p. 302.*]

Article 13. — Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervient pas dans les délais prévus aux articles 10 et 12, les nominations nécessaires seront faites par le président en exercice du Conseil de la Société des Nations.

Articles 14 à 24. [Voir *art. 14 à 24 du traité précité, pp. 302-304.*]

Article 25. — Le tribunal arbitral comprendra cinq membres. Les Parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs

¹ Communication du Gouvernement danois.

nationaux respectifs. Les deux autres arbitres et le surarbitre seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service.

Article 26. — Si, dans un délai de trois mois, les Parties n'ont pu tomber d'accord sur le choix des membres du tribunal arbitral à désigner en commun, les nominations nécessaires seront faites par le Président de la Cour permanente de Justice internationale. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, les nominations seront faites par le Vice-Président. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, les nominations seront faites par le membre le plus âgé de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des Parties.

Articles 27 à 30. [Voir art. 27 à 30 du traité précité, p. 304.]

Article 31. — Dans le silence du compromis ou à défaut de compromis, le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. En tant qu'il n'existe pas de pareilles règles applicables au différend, le tribunal jugera, si les deux Parties sont d'accord, *ex æquo et bono*.

Articles 32 et 33. [Voir art. 32 et 33 du traité précité, pp. 304-305.]

Article 34. — 1. Le présent Traité sera applicable entre les Hautes Parties contractantes encore qu'une tierce Puissance ait un intérêt dans le différend.

2. Dans la procédure de conciliation, les Parties pourront, d'un commun accord, inviter une tierce Puissance.

Articles 35 à 37. [Voir, mutatis mutandis, art. 35 à 37 du traité précité, p. 305.]

TROISIÈME PARTIE
ACTES DIVERS
PRÉVOYANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

SOMMAIRE

SECTION A : ACTES COLLECTIFS.	Page
532 à 536	310
SECTION B : AUTRES ACTES.	
537 et 538	313

SECTION A

**532. — CONVENTION INTERNATIONALE CONCERNANT
L'EMPLOI DE LA RADIODIFFUSION DANS L'INTÉRÊT
DE LA PAIX**

GENÈVE, 23 SEPTEMBRE 1936 ¹.

Liste des signataires (avec la date du dépôt de l'instrument de ratification si la ratification est acquise) et des adhésions :

Union sud-africaine	1 ^{er} févr. 1938	Inde	11 août 1937
(adh.)		Irlande (adh.)	25 mai 1938
Albanie		Lithuanie	
Argentine		Luxembourg	8 févr. 1938
Australie (adh.)	25 juin 1937	États-Unis du	
Autriche		Mexique	
Belgique		Norvège	5 mai 1938
Brésil	11 févr. 1938	Nouvelle-Zélande	27 janv. 1938
Grande-Bretagne et		Pays-Bas	
Irlande du Nord	18 août 1937	Roumanie	
Colombie		Suisse	
Danemark	11 oct. 1937	Tchécoslovaquie	
Égypte		Turquie	
Espagne		Union des Républi-	
France	8 mars 1938	ques soviétiques	
Grèce		socialistes	
Guatemala		Uruguay	

Entrée en vigueur : 2 avril 1938 ².

Article 7. — S'il s'élève entre les Hautes Parties contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions en vigueur entre les Parties concernant le règlement des différends internationaux.

Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les Parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire. A défaut d'un accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend, à la requête de l'une d'elles, à la Cour

¹ *Société des Nations, Journal officiel*, XVII^{me} année, n^o 12, déc. 1936.

² Soit, aux termes de l'article 11 de la convention, soixante jours après la réception, par le Secrétaire général, de la sixième ratification ou adhésion (Union sud-africaine).

permanente de Justice internationale si elles sont toutes parties au Protocole du 16 décembre 1920, relatif au Statut de ladite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes parties, à un tribunal d'arbitrage, constitué conformément à la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Avant de recourir aux procédures visées aux alinéas 1 et 2 ci-dessus, les Hautes Parties contractantes pourront, d'un commun accord, faire appel aux bons offices de la Commission internationale de coopération intellectuelle, à qui il appartiendrait de constituer à cet effet un comité spécial.

**533. — CONVENTION FIXANT L'AGE MINIMUM
D'ADMISSION DES ENFANTS AUX TRAVAUX INDUSTRIELS
(REVISÉE EN 1937)**

VOTÉE PAR LA CONFÉRENCE DU TRAVAIL ¹.

GENÈVE, 22 JUIN 1937.

Entrée en vigueur : La convention entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Secrétaire général.

**534. — CONVENTION CONCERNANT L'AGE D'ADMISSION
DES ENFANTS AUX TRAVAUX NON INDUSTRIELS
(REVISÉE EN 1937)**

VOTÉE PAR LA CONFÉRENCE DU TRAVAIL ².

GENÈVE, 22 JUIN 1937.

Entrée en vigueur : La convention entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Secrétaire général.

**535. — CONVENTION CONCERNANT LA RÉDUCTION
DE LA DURÉE DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE TEXTILE**

VOTÉE PAR LA CONFÉRENCE DU TRAVAIL ³.

GENÈVE, 22 JUIN 1937.

Ratif. : Nouvelle-Zélande

29 mars 1938

Entrée en vigueur : La convention entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Secrétaire général.

¹ *Conférence internationale du Travail*, 23^{me} Session, Genève, 1937, p. 811.

² *Op. cit.*, p. 817.

³ *Op. cit.*, p. 824.

536. — CONVENTION CONCERNANT LES PRESCRIPTIONS
DE SÉCURITÉ DANS L'INDUSTRIE DU BATIMENT

VOTÉE PAR LA CONFÉRENCE DU TRAVAIL ¹.

GENÈVE, 23 JUIN 1937.

Entrée en vigueur : La convention entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Secrétaire général.

¹ *Conférence internationale du Travail*, 23^{me} Session, Genève, 1937, p. 833.

SECTION B

537. — CONVENTION CONCERNANT LA NAVIGATION
AÉRIENNE ENTRE L'ESTONIE ET LA FINLANDEHELSINKI, 12 SEPTEMBRE 1936¹.*(Ratifications échangées à Tallinn le 7 novembre 1937.)*

Article 20. — Les détails d'application de la présente Convention seront réglés, toutes les fois que ce sera possible, par entente directe entre les diverses administrations compétentes des deux Parties contractantes (notamment pour les formalités douanières).

Les aéronefs de chacune des Parties contractantes seront soumis au régime des sanctions en vigueur au pays où ils se trouveront.

Toute contestation au sujet de l'application de la présente Convention, qui n'aurait pu être résolue amiablement par la voie diplomatique ordinaire, sera d'abord soumise à l'examen d'une commission de conciliation constituée par un membre du côté de l'Estonie, un autre membre du côté de la Finlande, et un président nommé de commun accord. Les membres, ainsi que le président, seront nommés chaque fois qu'un nouveau cas le rendra nécessaire. Si les Parties contractantes ne se mettaient pas d'accord au sujet de la nomination du président ou de la sentence prononcée par la commission dont il s'agit, le litige serait soumis à la Cour permanente de Justice internationale de La Haye.

538. — TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE
ET DE NAVIGATION ENTRE LE SIAM ET LA SUÈDESTOCKHOLM, 5 NOVEMBRE 1937².*(Ratifications échangées à Stockholm le 1^{er} mars 1938.)*

Article XVIII.—The High Contracting Parties agree that any dispute which may arise between them with respect to the interpretation or application of any provision of the present Treaty, which cannot be settled by diplomatic means, shall at the request of either Party be submitted, in the absence of contrary agreement, to the Permanent Court of International Justice at The Hague. Both Parties hereby undertake to accept as binding the decision of the said Court.

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLXXII, p. 346.

² Communication du Gouvernement suédois.

QUATRIÈME PARTIE

ACTES CONFÉRANT A LA COUR OU A SON PRÉSIDENT UNE FONCTION EXTRAJUDICIAIRE

(NOMINATION DE TIERS ARBITRES, DE PRÉSIDENTS DE COMMISSIONS
DE CONCILIATION, ETC.).

SOMMAIRE

SECTION A : NOMINATION PAR LA COUR.

(Pas d'actes nouveaux.)

SECTION B : NOMINATION PAR LE PRÉSIDENT (LE VICE-PRÉSIDENT
OU LE JUGE LE PLUS AGÉ)¹.

	Page
539 et 540	316

¹ Voir également dans le présent volume l'article 26 des Traités de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire entre la Bulgarie et le Danemark, et entre le Danemark et la Yougoslavie (pp. 304 et 307).

539. — CONVENTION D'ÉTABLISSEMENT, DE COMMERCE
ET DE NAVIGATION ENTRE LA HONGRIE
ET LA ROUMANIE

SINAÏA, 12 AOÛT 1931 ¹.

(*Ratifications échangées à Budapest le 17 décembre 1937.*)

Article 34. — Toute contestation au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente Convention, sera soumise à un tribunal arbitral, qui sera spécialement constitué pour chaque litige pouvant surgir entre les deux Hautes Parties contractantes et sera composé de trois membres, dont un nommé par chaque Haute Partie contractante et le troisième désigné de commun accord par les deux Parties contractantes ou à défaut d'accord par le Président de la haute Cour permanente de Justice de La Haye.

Le tribunal arbitral devra être constitué dans un délai maximum d'un mois à compter de la notification du litige.

Le tribunal ainsi constitué prononcera sa décision, qui aura force obligatoire dans le plus bref délai possible.

540. — TRAITÉ DE CONCILIATION
ENTRE LE CHILI ET LA NORVÈGE

OSLO, 27 JANVIER 1936 ².

(*Ratifications échangées à Oslo le 17 février 1937.*)

(*Entrée en vigueur : 19 mars 1937.*)

Article 6. — Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervient pas dans les délais prévus aux articles précédents, le Président de la Cour permanente de Justice internationale sera prié par les deux Parties conjointement, ou par l'une d'elles, de procéder aux nominations requises. Si le Président est empêché, ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, le Vice-Président sera prié de procéder à ces nominations. Si celui-ci se trouve dans le même cas, le premier des autres juges selon l'ordre du tableau de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des Parties, sera prié de procéder à ces nominations.

¹ Communication du Gouvernement hongrois.

² Communication du Gouvernement norvégien.

LISTE ¹ PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE DES ACTES
(DÉJÀ ENTRÉS EN VIGUEUR OU SIMPLEMENT SIGNÉS)
RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR ²

1919.	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
28 juin	Versailles	Pacte de la S. d. N.	(Membres de la S. d. N.)	1 16
28 juin	Versailles	Traité de paix	Puiss. alliées et associées et Allemagne	220 533
28 juin	Versailles	Traité (dit des Minorités)	Princ. Puiss. alliées et associées et Pologne	221 538
10 sept.	Saint-Germain-en-Laye	Traité de paix	Puiss. alliées et associées et Autriche	222 539
10 sept.	Saint-Germain-en-Laye	Traité (dit des Minorités)	Princ. Puiss. alliées et associées et Yougoslavie	223 542
10 sept.	Saint-Germain-en-Laye	Traité (dit des Minorités)	Princ. Puiss. alliées et associées et Tchécoslovaquie	224 543
10 sept.	Saint-Germain-en-Laye	Conv. relative au contrôle du commerce des armes et des munitions	(Traité collectif)	162 484
10 sept.	Saint-Germain-en-Laye	Conv. concernant le régime des spiritueux en Afrique	É.-U. d'Amérique, Belgique, Empire britannique, France, Italie, Japon, Portugal	163 485

¹ Cette liste mentionne les actes parvenus à la connaissance du Greffe à la date du 15 juin 1938. Y sont également mentionnés les actes conférant à la Cour ou à son Président une fonction extrajudiciaire (nomination de tiers arbitres, de présidents de commissions de conciliation, etc.).

² Le texte intégral des actes ayant pour objet le règlement pacifique des différends ainsi que les dispositions pertinentes des autres actes visant la compétence de la Cour et qui sont parvenus à la connaissance du Greffe avant le 15 juin 1938 sont reproduits soit dans la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*, quatrième édition, soit dans les Huitième, Neuvième, Dixième, Onzième, Douzième et Treizième Rapports annuels (pp. 451-475, 303-335, 277-322, 276-308, 370-387, 296-315), soit dans le chapitre X du présent volume (septième addendum à la quatrième édition de la *Collection*). Les deux dernières colonnes de la présente liste indiquent le numéro d'ordre de chaque acte, ainsi que la page du volume dans lequel il est cité.

Sauf indication contraire, les numéros et pages sont ceux du volume Série D, n° 6 : *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour* (quatrième édition).

E 8 : *Huitième Rapport annuel* ; E 9 : *Neuvième Rapport annuel* ; E 10 : *Dixième Rapport annuel* ; E 11 : *Onzième Rapport annuel* ; E 12 : *Douzième Rapport annuel* ; E 13 : *Treizième Rapport annuel* ; E 14 : *Quatorzième Rapport annuel* (15 juin 1937 — 15 juin 1938), c'est-à-dire le présent volume.

1919 <i>(suite).</i>	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
10 sept.	Saint-Germain-en-Laye	Conv. portant revision de l'Acte général de Berlin du 26 févr. 1885 et de l'Acte général et de la Déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890	É.-U. d'Amérique, Belgique, Empire britannique, France, Italie, Japon, Portugal	164 485
13 oct.	Paris	Conv. portant réglementation de la navigation aérienne	(Traité collectif)	165 486
27 nov.	Neuilly-sur-Seine	Traité de paix	Puiss. alliées et associées et Bulgarie	225 543
28 nov.	Washington	Conv. tendant à limiter à 8 heures par jour et à 48 heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels	(Traité collectif)	166 487
28 nov.	Washington	Conv. concernant le chômage	(Traité collectif)	167 487
28 nov.	Washington	Conv. concernant le travail de nuit des femmes	(Traité collectif)	168 488
28 nov.	Washington	Conv. fixant l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels	(Traité collectif)	169 488
28 nov.	Washington	Conv. concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie	(Traité collectif)	170 489
29 nov.	Washington	Conv. concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement	(Traité collectif)	171 489
9 déc.	Paris	Traité (dit des Minorités)	Princ. Puiss. alliées et associées et Roumanie	226 545
1920.				
26 mars	Stockholm	Conv. relative à l'institution d'une commission permanente d'enquête et de conciliation	Chili et Suède	359 634
4 juin	Trianon	Traité de paix	Puiss. alliées et associées et Hongrie	227 545
9 juill.	Gênes	Conv. fixant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime	(Traité collectif)	172 490

1920 (suite).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>N^{os}. Pages.</i>
9 juill.	Gênes	Conv. concernant l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage	(Traité collectif)	173 490
10 juill.	Gênes	Conv. concernant le placement des marins	(Traité collectif)	174 491
10 août	Sèvres	Traité (dit des Minorités)	Princ. Puiss. alliées et associées et Grèce	228 549
10 août	Sèvres	Traité (dit des Minorités)	Princ. Puiss. alliées et Arménie	229 549
9 nov.	Paris	Convention	Pologne et Dantzig	230 550
13 déc.	Genève	Résolution de l'Assemblée de la S. d. N. approuvant le Statut de la C. P. J. I.	—	2 18
16 déc.	Genève	Protocole de signature du Statut de la C. P. J. I.	(Traité collectif)	3 18
16 déc.	Genève	Statut de la C. P. J. I.	—	4 20
17 déc.	Genève	Mandat pour le Sud-Ouest-africain allemand	Conféré à S. M. britannique pour être exercé en son nom par le Gouv. de l'Union sud-africaine	231 550
17 déc.	Genève	Mandat pour le Samoa allemand	Conféré à S. M. britannique pour être exercé en son nom par le Gouv. du Dominion de la Nouvelle-Zélande	232 551
17 déc.	Genève	Mandat pour Nauru	Conféré à S. M. britannique	233 551
17 déc.	Genève	Mandat pour les anciennes possessions allemandes de l'Océan Pacifique situées au sud de l'équateur, autres que le Samoa allemand et Nauru	Conféré à S. M. britannique pour être exercé en son nom par le Gouv. du Commonwealth d'Australie	234 551
17 déc.	Genève	Mandat pour les anciennes possessions allemandes situées au nord de l'équateur, dans l'Océan Pacifique	Conféré à S. M. l'empereur du Japon	235 552
1921.				
20 avril	Barcelone	Conv. et Statut sur la liberté du transit	(Traité collectif)	175 491
20 avril	Barcelone	Conv. et Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international	(Traité collectif)	176 493

1921 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
24 juin	Genève	Accord relatif aux îles d'Åland	Finlande et Suède	236 552
23 juill.	Paris	Conv. relative au Statut du Danube	Allemagne, Autriche, Bel- gique, Bulgarie, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Italie, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougo- slavie	237 553
27 juill.	Copenhague	Conv. relative à la navi- gation aérienne	Danemark et Norvège	238 553
2 oct.	Genève	Déclaration au Conseil de la S. d. N. concer- nant la protection des minorités en Albanie	Albanie	239 554
29 oct.	Helsingfors	Traité de commerce et de navigation	Estonie et Finlande	240 555
11 nov.	Genève	Conv. concernant l'exa- men médical obligatoire des enfants et des jeunes gens employés à bord des bateaux	(Traité collectif)	177 494
11 nov.	Genève	Conv. fixant l'âge mini- mum d'admission des jeunes gens au travail en qualité de soutiers ou chauffeurs	(Traité collectif)	178 495
12 nov.	Genève	Conv. concernant la réparation des accidents du travail dans l'agri- culture	(Traité collectif)	179 496
12 nov.	Genève	Conv. concernant les droits d'association et de coalition des tra- vailleurs agricoles	(Traité collectif)	180 496
16 nov.	Genève	Conv. concernant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agri- culture	(Traité collectif)	181 497
17 nov.	Genève	Conv. concernant l'ap- plication du repos heb- domadaire dans les éta- blissements industriels	(Traité collectif)	182 497
19 nov.	Genève	Conv. concernant l'em- ploi de la céruse dans la peinture	(Traité collectif)	183 498
23 nov.	Portorose	Accord sur la régle- mentation du trafic fer- roviaire international	Autriche, Hongrie, Italie, Pologne, Roumanie, Tché- coslovaquie, Yougoslavie	241 555

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

321

1921 (<i>suite</i>).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
16 déc.	Prague	Accord politique	Autriche et Tchécoslovaquie	242 556
1922.				
22 févr.	Dresde	Acte de navigation de l'Elbe	Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Tchécoslovaquie	243 556
17 mars	Varsovie	Accord politique	Estonie, Finlande, Lettonie, Pologne	244 557
12 mai	Genève	Déclaration au Conseil de la S. d. N. concernant la protection des minorités en Lithuanie	Lithuanie	245 558
15 mai	Genève	Conv. relative à la Haute-Silésie	Allemagne et Pologne	246 559
17 mai	Genève	Résolution du Conseil de la S. d. N. (conditions auxquelles la Cour est ouverte aux États autres que les Membres de la S. d. N.)	---	5 22
26 juin	Varsovie	Conv. commerciale	Pologne et Suisse	247 561
20 juill.	Londres	Mandat sur l'Est-africain	Conféré à S. M. le roi des Belges	248 562
20 juill.	Londres	Mandat sur l'Est-africain	Conféré à S. M. britannique	249 562
20 juill.	Londres	Mandat sur le Cameroun	Conféré à S. M. britannique	250 563
20 juill.	Londres	Mandat sur le Cameroun	Conféré à la République française	251 563
20 juill.	Londres	Mandat sur le Togo	Conféré à S. M. britannique	252 563
20 juill.	Londres	Mandat sur le Togo	Conféré à la République française	253 563
24 juill.	Londres	Mandat pour la Palestine	Conféré à S. M. britannique	254 564
24 juill.	Londres	Mandat pour la Syrie et le Liban	Conféré à la République française	255 564
4 oct.	Genève	Protocole n° II relatif à la reconstruction de l'Autriche	Autriche, Empire britannique, France, Italie, Tchécoslovaquie	256 564
4 oct.	Genève	Protocole n° III (Déclaration) relatif à la reconstruction de l'Autriche	Autriche	257 565

1922 (suite).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
7 oct.	Prague	Traité de commerce	Lettonie et Tchécoslovaquie	363 637
10 oct.	Bagdad	Traité d'alliance	Grande-Bretagne et Irak	258 565
19 oct.	Tallinn	Traité de commerce	Estonie et Hongrie	364 637
7 nov.	Stockholm	Conv. relative à la navigation aérienne	Danemark et Suède	259 566
1923.				
20 janv.	La Haye	Conv. de commerce	Pays-Bas et Tchécoslovaquie	260 566
28 févr.	Montevideo	Traité d'arbitrage général obligatoire	Uruguay et Venezuela	12 82
10 avril	Budapest	Accord relatif à l'arbitrage	Autriche et Hongrie	13 83
26 mai	Stockholm	Conv. relative à la navigation aérienne	Norvège et Suède	261 567
23 juin	Washington	Accord pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage	É.-U. d'Amérique et Empire britannique	14 84
7 juill.	Genève	Déclaration au Conseil de la S. d. N. sur les minorités	Lettonie	262 567
24 juill.	Lausanne	Traité de paix	Empire britannique, France, Grèce, Italie, Japon, Roumanie, Turquie	263 569
24 juill.	Lausanne	Déclaration sur l'administration judiciaire	Turquie	360 635
24 juill.	Lausanne	Conv. relative à la compensation à payer par la Grèce aux ressortissants alliés	Empire britannique, France, Grèce, Italie	365 638
23 août	Washington	Accord pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage	É.-U. d'Amérique et Japon	15 86
12 sept.	Genève	Conv. pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes	(Traité collectif)	184 498
17 sept.	Genève	Résolution du Conseil de la S. d. N. relative à la protection des minorités en Estonie	—	264 571

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

323

1923 <i>(suite).</i>	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>N^{os}. Pages.</i>
1 ^{er} nov.	Tallinn	Traité d'alliance défensive	Estonie et Lettonie	265 571
1 ^{er} nov.	Tallinn	Traité préliminaire de l'Union économique et douanière	Estonie et Lettonie	366 639
3 nov.	Genève	Conv. internationale pour la simplification des formalités douanières	(Traité collectif)	185 500
19 nov.	Riga	Traité de commerce et de navigation	Hongrie et Lettonie	367 640
9 déc.	Genève	Conv. et Statut sur le régime international des voies ferrées	(Traité collectif)	186 502
9 déc.	Genève	Conv. et Statut sur le régime international des ports maritimes	(Traité collectif)	187 504
9 déc.	Genève	Conv. relative au transport en transit de l'énergie électrique	(Traité collectif)	188 507
9 déc.	Genève	Conv. relative à l'aménagement des forces hydrauliques	(Traité collectif)	189 508
18 déc.	Paris	Conv. relative à l'organisation du statut de la zone de Tanger	Empire britannique, Espagne, France	266 571
1924.				
25 janv.	Paris	Traité d'alliance et d'amitié	France et Tchécoslovaquie	267 572
14 mars	Genève	Protocole n ^o II relatif à la reconstruction financière de la Hongrie	Hongrie	268 572
14 avril	Bucarest	Conv. concernant le régime des eaux des territoires limitrophes et la liquidation des syndicats de défense contre les inondations, coupés par la frontière	Hongrie et Roumanie	269 573
28 avril	Oslo	Conv. concernant la frontière entre Finmark et Petsamo	Finlande et Norvège	270 573
8 mai	Paris	Conv. relative au Territoire de Memel	Empire britannique, France, Italie, Japon, Lithuanie	271 574

324 ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

1924 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
30 mai	Varsovie	Traité de commerce et de navigation	Pays-Bas et Pologne	272 575
2 juin	Stockholm	Traité de conciliation	Suède et Suisse	368 640
6 juin	Copenhague	<i>Idem</i>	Danemark et Suisse	369 641
10 juin	Kovno	Échange de notes comportant un arrangement provisoire relatif au commerce et à la navigation	Lithuanie et Pays-Bas	273 576
18 juin	Budapest	Traité de conciliation et d'arbitrage	Hongrie et Suisse	16 86
23 juin	Rio-de-Janeiro	Traité relatif au règlement judiciaire des différends	Brésil et Suisse	17 90
27 juin	Stockholm	Conv. relative à l'institution d'une commission de conciliation	Finlande et Suède	370 642
27 juin	Stockholm	<i>Idem</i>	Danemark et Suède	371 642
27 juin	Stockholm	<i>Idem</i>	Danemark et Norvège	372 643
27 juin	Stockholm	<i>Idem</i>	Danemark et Finlande	373 643
27 juin	Stockholm	<i>Idem</i>	Finlande et Norvège	374 643
27 juin	Stockholm	<i>Idem</i>	Norvège et Suède	375 644
2 juill.	Riga	Traité de commerce	Lettonie et Pays-Bas	274 576
9 juill.	Copenhague	Conv. relative au Groënland oriental	Danemark et Norvège	275 577
22 juill.	Tallinn	Traité de commerce provisoire	Estonie et Pays-Bas	276 577
9 août	Riga	Traité de commerce et de navigation	Autriche et Lettonie	376 644
14 août	Oslo	<i>Idem</i>	Lettonie et Norvège	377 644
21 août	Washington	Conv. concernant la réglementation du trafic des boissons alcooliques	É.-U. d'Amérique et Pays-Bas	277 578
30 août	Londres	Accord concernant l'Arrangement du 9 août 1924 entre le Gouv. allemand et la Commission des Réparations	Gouv. alliés et Gouv. allemand	378 645

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

325

1924 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos.	Pages.
30 août	Londres	Arrangement pour l'exécution du Plan des experts du 9 avril 1924	Gouv. alliés et Gouv. allemand	278	579
30 août	Londres	<i>Idem</i>	Gouv. alliés	279	580
20 sept.	Rome	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Italie et Suisse	18	91
27 sept.	Genève	Décision du Conseil de la S. d. N., relative à l'application à l'Irak des principes de l'art. 22 du Pacte (Mandat britannique sur l'Irak)	Empire britannique	280	582
2 oct.	Genève	Résolutions relatives au règlement pacifique des différends internationaux adoptées par la 5 ^{me} Assemblée de la S. d. N.	—	10	62
11 oct.	Vienne	Traité de conciliation	Autriche et Suisse	19	95
3 nov.	Riga	Traité de commerce et de navigation	Danemark et Lettonie	281	582
9 nov.	Londres	Échange de notes pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage	Grande-Bretagne et Suède	20	97
2 déc.	Londres	Traité de commerce et de navigation	Allemagne et Grande-Bretagne	282	583
4 déc.	Berlin	Conv. commerciale	Lettonie et Suisse	379	648
9 déc.	La Haye	Conv. de commerce	Hongrie et Pays-Bas	283	583
26 déc.	Tokio	Traité de règlement judiciaire	Japon et Suisse	21	99
1925.					
17 janv.	Helsingfors	Conv. de conciliation et d'arbitrage	Estonie, Finlande, Lettonie, Pologne	22	100
14 févr.	Oslo	Conv. concernant le régime juridique international des eaux du Pasvik (Patsjoki) et du Jakobselv (Vuoremajoki)	Finlande et Norvège	284	584
14 févr.	Oslo	Conv. concernant le flottage du bois sur le Pasvik (Patsjoki)	Finlande et Norvège	285	584

1925 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
14 févr.	Paris	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	France et Siam	286 585
19 févr.	Genève	Conv. relative à l'opium	(Traité collectif)	190 509
7 mars	Berne	Traité de conciliation et d'arbitrage	Pologne et Suisse	23 106
28 mars	Riga	Conv. de conciliation	Lettonie et Suède	380 648
6 avril	Paris	Traité de conciliation et d'arbitrage obligatoire	France et Suisse	24 110
17 avril	Varsovie	Échange de notes comportant une conv. commerciale provisoire	Grèce et Pologne	287 586
23 avril	Varsovie	Traité de conciliation et d'arbitrage	Pologne et Tchécoslovaquie	25 114
13 mai	Londres	Échange de notes pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage	Grande-Bretagne et Norvège	26 119
29 mai	Tallinn	Conv. de conciliation	Estonie et Suède	381 649
5 juin	Genève	Conv. concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail	(Traité collectif)	191 511
8 juin	Genève	Conv. concernant le travail de nuit dans les boulangeries	(Traité collectif)	192 512
8 juin	La Haye	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Pays-Bas et Siam	288 587
10 juin	Genève	Conv. concernant la réparation des accidents du travail	(Traité collectif)	193 512
10 juin	Genève	Conv. concernant la réparation des maladies professionnelles	(Traité collectif)	194 513
11 juin	Kovno	Conv. relative à l'institution d'une commission de conciliation	Lithuanie et Suède	382 649
17 juin	Genève	Conv. concernant le contrôle du commerce international des armes et munitions et des matériels de guerre	(Traité collectif)	95 513

1925 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N ^{os} . Pages.
7 juill.	Bruxelles	Traité de commerce et de navigation	Union économique belgo-luxembourgeoise et Lettonie	383 649
12 juill.	Londres	Échange de notes pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage	Grande-Bretagne et Pays-Bas	27 120
14 juill.	Londres	Traité de commerce et de navigation	Grande-Bretagne et Siam	289 587
15 juill.	Paris	Traité de règlement judiciaire	Brésil et Libéria	28 120
3 août	Madrid	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Espagne et Siam	290 588
14 août	Paris	Traité portant délimitation de frontière	Allemagne et France	291 588
14 août	Lisbonne	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Portugal et Siam	292 589
21 août	Oslo	Traité de conciliation	Norvège et Suisse	29 121
1 ^{er} sept.	Copenhague	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Danemark et Siam	293 589
21 sept.	Genève	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Grèce et Suisse	30 125
14 oct.	Berne	Conv. commerciale	Estonie et Suisse	384 650
16 oct.	Locarno	Conv. d'arbitrage	Allemagne et Belgique	31 129
16 oct.	Locarno	<i>Idem</i>	Allemagne et France	32 133
16 oct.	Locarno	Traité d'arbitrage	Allemagne et Pologne	33 134
16 oct.	Locarno	<i>Idem</i>	Allemagne et Tchécoslovaquie	34 134
3 nov.	Stockholm	Traité de conciliation et d'arbitrage	Pologne et Suède	35 135
25 nov.	Oslo	Conv. pour le règlement pacifique des différends	Norvège et Suède	36 140
25 nov.	Londres	Conv. d'arbitrage	Grande-Bretagne et Siam	37 143
26 nov.	Berlin	Protocole annexé au Traité de douane et de crédit	Allemagne et Pays-Bas	385 651

1925 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
7 déc.	Prague	Accord concernant l'application des art. 266 (dernier al.) et 273 du Traité de Saint-Germain	Autriche et Tchécoslovaquie	361 635
12 déc.	La Haye	Traité de conciliation	Pays-Bas et Suisse	38 143
19 déc.	Stockholm	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Siam et Suède	294 590
1926.				
2 janv.	Prague	Traité de conciliation et d'arbitrage	Suède et Tchécoslovaquie	39 147
14 janv.	Stockholm	Conv. pour le règlement pacifique des différends	Danemark et Suède	40 149
15 janv.	Copenhague	<i>Idem</i>	Danemark et Norvège	41 152
29 janv.	Helsingfors	<i>Idem</i>	Finlande et Suède	42 153
30 janv.	Helsingfors	<i>Idem</i>	Danemark et Finlande	43 154
2 févr.	Jérusalem	Conv. de bon voisinage	Palestine ; Syrie et Grand-Liban	295 591
3 févr.	Berne	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage obligatoires	Roumanie et Suisse	44 155
3 févr.	Helsingfors	Conv. pour le règlement pacifique des différends	Finlande et Norvège	45 159
10 févr.	Monrovia	Échange de notes concernant la Conv. d'arbitrage	É.-U. d'Amérique et Libéria	46 161
4 mars	La Havane	Conv. pour prévenir la contrebande des boissons alcooliques	É.-U. d'Amérique et Cuba	296 592
5 mars	Vienne	Traité de conciliation et d'arbitrage	Autriche et Tchécoslovaquie	47 162
16 avril	Vienne	<i>Idem</i>	Autriche et Pologne	48 165
20 avril	Madrid	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Espagne et Suisse	49 170
23 avril	Copenhague	Traité de conciliation et d'arbitrage	Danemark et Pologne	50 173
30 avril	Bruxelles	<i>Idem</i>	Belgique et Suède	51 178

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR 329

1926 (suite).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
4 mai	Prague	Conv. concernant l'exécution des contrats d'assurance sur la vie et de rentes viagères	Italie et Tchécoslovaquie	386 652
9 mai	Rome	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Italie et Siam	297 593
12 mai	Athènes	Conv. commerciale	Grèce et Pays-Bas	298 593
20 mai	La Haye	Traité d'arbitrage et de conciliation	Allemagne et Pays-Bas	52 181
28 mai	Stockholm	Traité de conciliation et d'arbitrage	Autriche et Suède	53 186
29 mai	Paris	Conv. relative à la navigation aérienne	Allemagne et Belgique	E 9 436 329
30 mai	Ankara	Conv. d'amitié et de bon voisinage	France et Turquie	299 594
2 juin	Berlin	Traité d'arbitrage et de conciliation	Allemagne et Danemark	54 187
4 juin	Londres	Conv. pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage du 25 oct. 1905	Danemark et Grande-Bretagne	55 193
4 juin	Londres	Conv. pour le renouvellement, en ce qui concerne l'Islande, de la Conv. d'arbitrage anglo-danoise du 25 oct. 1905	Grande-Bretagne et Islande	56 193
5 juin	Genève	Conv. concernant la simplification de l'inspection des émigrants à bord des navires	(Traité collectif)	196 514
10 juin	Paris	Conv. pour le règlement pacifique des différends	France et Roumanie	57 194
19 juin	Paris	Accord concernant le contrôle sanitaire à l'île de Kamaran des pèlerins se rendant à La Mecque	Grande-Bretagne et Pays-Bas	387 653
23 juin	Genève	Conv. concernant le rapatriement des marins	(Traité collectif)	197 515
24 juin	Genève	Conv. concernant le contrat d'engagement des marins	(Traité collectif)	198 515

1926 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
28 juin	Riga	Traité concernant le règlement des relations économiques	Allemagne et Lettonie	388 654
5 juill.	Paris	Traité d'arbitrage	Danemark et France	58 195
16 juill.	Londres	Traité de commerce et de navigation	Grande-Bretagne et Grèce	300 594
16 juill.	Oslo	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Norvège et Siam	301 595
23 juill.	Londres	Traité de commerce et de navigation	Grande-Bretagne et Hongrie	302 595
24 juill.	Belgrade	Traité de commerce	Hongrie et Yougoslavie	389 654
7 août	Madrid	Traité d'amitié, de conciliation et de règlement judiciaire	Espagne et Italie	59 198
27 août	Berne	Conv. pour le règlement des rapports au sujet de certaines clauses du régime juridique de la future dérivation de Kembs	France et Suisse	303 596
7 sept.	Port-au-Prince	Conv. commerciale	Haïti et Pays-Bas	304 596
10 sept.	Athènes	Conv. de commerce	Grèce et Suède	305 597
18 sept.	Genève	Traité de conciliation et d'arbitrage	Pologne et Yougoslavie	60 198
25 sept.	Genève	Conv. relative à l'esclavage	(Traité collectif)	199 516
28 sept.	Bruxelles	Traité de commerce et de navigation	Union économique belgo-luxembourgeoise et Estonie	390 655
13 oct.	Athènes	<i>Idem</i>	Albanie et Grèce	391 655
29 nov.	Athènes	Conv. provisoire de commerce	Grèce et Suisse	392 656
30 nov.	Prague	Traité d'arbitrage	Danemark et Tchécoslovaquie	61 200
11 déc.	Kaunas	Traité de conciliation et d'arbitrage	Danemark et Lithuanie	62 205
18 déc.	Tallinn	Traité de conciliation	Danemark et Estonie	393 657
29 déc.	Rome	Traité de conciliation et d'arbitrage	Allemagne et Italie	63 206

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR 331

1926 <i>(suite).</i>	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
29 déc.	Lisbonne	Échange de notes concernant l'abrogation de la Conv. d'arbitrage du 15 nov. 1913	Portugal et Suède	64 210
1927.				
4 janv.	Londres	Échange de notes pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage	Grande-Bretagne et Portugal	65 212
5 févr.	Bruxelles	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Belgique et Suisse	66 213
5 févr.	Riga	Traité d'exécution de l'Union douanière	Estonie et Lettonie	394 657
9 févr.	Oslo	Conv. de commerce et de navigation	Chili et Norvège	306 597
15 févr.	Vienne	Traité concernant la navigation aérienne	Autriche et Tchécoslovaquie	307 598
24 févr.	Rome	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Chili et Italie	67 218
25 févr.	Riga	Conv. de commerce et de navigation	Grèce et Lettonie	395 658
3 mars	Bruxelles	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Belgique et Danemark	68 219
4 mars	Stockholm	Traité de conciliation et d'arbitrage	Belgique et Finlande	69 221
24 mars	Bruxelles	Conv. relative à l'application des mesures de police sanitaire maritime	Belgique et Pays-Bas	308 598
5 avril	Rome	Traité d'amitié, de conciliation et d'arbitrage	Hongrie et Italie	70 221
12 mai	Guatemala	Traité de commerce	Guatemala et Pays-Bas	309 599
12 mai	Londres	Traité de commerce et de navigation	Grande-Bretagne et Yougoslavie	310 599
20 mai	Berlin	Conv. concernant la navigation aérienne	Allemagne et Italie	311 600
21 mai	La Haye	Traité de conciliation	Pays-Bas et Suède	71 225
16 juin	Genève	Conv. concernant l'assurance-maladie des travailleurs de l'industrie et du commerce et des gens de maison	(Traité collectif)	200 517

332 ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

1927 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N ^{os} . Pages.
16 juin	Genève	Conv. concernant l'assurance-maladie des travailleurs agricoles	(Traité collectif)	201 518
20 juin	Tallinn	Traité de commerce	Estonie et Tchécoslovaquie	396 658
29 juin	Berlin	Conv. relative à la navigation aérienne	Allemagne et Grande-Bretagne	312 600
29 juin	Athènes	Conv. de commerce et de navigation	Grèce et Norvège	313 601
9 juill.	Bruxelles	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Belgique et Portugal	72 226
12 juill.	Genève	Conv. internationale pour la création d'une Union internationale de secours	(Traité collectif)	202 518
19 juill.	Bruxelles	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Belgique et Espagne	73 232
11 août	Lisbonne	Conv. pour régler l'aménagement hydro-électrique de la section internationale du Douro	Espagne et Portugal	314 601
15 août	Santander	Conv. générale concernant la navigation aérienne	Espagne et Italie	315 602
17 août	Paris	Accord commercial	Allemagne et France	316 603
20 août	Berne	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Colombie et Suisse	74 238
13 sept.	Londres	Traité de conciliation	Colombie et Suède	75 242
17 sept.	Rome	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Italie et Lithuanie	76 245
17 oct.	Bruxelles	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Belgique et Luxembourg	77 249
20 oct.	Paris	Traité de conciliation et d'arbitrage	France et Luxembourg	78 252
2 nov.	Athènes	Traité de commerce et de navigation	Grèce et Yougoslavie	397 659

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

333

1927 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
8 nov.	Genève	Conv. pour l'abolition des prohibitions et res- trictions à l'importation et à l'exportation	(Traité collectif)	203 519
				E 8
11 nov.	Paris	Conv. d'arbitrage	France et Yougoslavie	421 452
16 nov.	Berne	Traité de conciliation et de règlement judi- ciaire	Finlande et Suisse	79 254
22 déc.	Rome	Accord relatif à l'exécu- tion des art. 266 (dernier al.) et 273 du Traité de Saint-Germain	Autriche et Italie	362 636
1928.				
2 janv.	Madrid	Conv. de commerce et de navigation	Danemark et Espagne	317 603
18 janv.	Lisbonne	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Portugal	80 259
29 janv.	Berlin	Traité d'arbitrage et de conciliation	Allemagne et Lithuanie	81 263
3 mars	Paris	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	France et Suède	82 265
10 mars	Genève	Traité d'arbitrage et de conciliation	France et Pays-Bas	83 268
14 mars	Copenhague	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Danemark et Espagne	84 273
21 mars	Genève	Pacte de non-agression et d'arbitrage	Grèce et Roumanie	85 275
22 mars	Madrid	Conv. générale de navi- gation aérienne	Espagne et France	318 604
5 avril	Washington	Traité d'arbitrage et de conciliation	Danemark et Haïti	86 280
6 avril	Vienne	Traité de commerce	Autriche et Danemark	319 604
7 avril	Bangkok	Traité d'amitié, de com- merce et de navigation	Allemagne et Siam	320 605
26 avril	Madrid	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Suède	87 282
11 mai	Rome	Traité relatif à la navi- gation aérienne	Autriche et Italie	321 605

1928 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
16 mai	Paris	Accord commercial	Autriche et France	322 606
30 mai	Rome	Traité de neutralité, de conciliation et de règlement judiciaire	Italie et Turquie	88 286
31 mai	Helsinki	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Finlande	89 290
9 juin	Genève	Traité de conciliation	Finlande et Pays-Bas	90 292
11 juin	Vienne	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Autriche et Espagne	91 292
16 juin	Genève	Conv. concernant l'institution de méthodes de fixation des salaires minima	(Traité collectif)	204 521
21 juin	Luxembourg	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Luxembourg	92 293
2 juill.	Paris	Conv. commerciale	France et Tchécoslovaquie	323 607
6 juill.	Paris	Traité de conciliation et d'arbitrage	France et Portugal	E 9 429 304
11 juill.	Genève	Arrangement international relatif à l'exportation des peaux	(Traité collectif)	205 521
11 juill.	Genève	Arrangement international relatif à l'exportation des os	(Traité collectif)	206 522
21 août	Helsinki	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Finlande et Italie	93 295
22 août	Berlin	Conv. de commerce et de navigation	Danemark et Grèce	324 607
29 août	Berne	Protocole portant modification du Traité d'arbitrage et de conciliation du 3 déc. 1921	Allemagne et Suisse	94 296
1 ^{er} sept.	Prétoria	Traité de commerce et de navigation	Union sud-africaine et Allemagne	398 659
11 sept.	Prétoria	Conv. réglant l'introduction de travailleurs indigènes du Mozambique dans la province du Transvaal, etc.	Union sud-africaine et Portugal	399 660

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

335

1928 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
23 sept.	Rome	Traité d'amitié, de conciliation et de règlement judiciaire	Grèce et Italie	95 302
26 sept.	Genève	Acte général de conciliation, de règlement judiciaire et de règlement arbitral	(Traité collectif)	11 70
17 oct.	Berne	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Portugal et Suisse	96 306
25 oct.	Bruxelles	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Belgique et Pologne	97 308
27 oct.	La Haye	Traité de règlement judiciaire et de conciliation	Pays-Bas et Siam	98 313
29 oct.	Luxembourg	Traité de conciliation et d'arbitrage	Luxembourg et Pologne	99 314
30 oct.	Berlin	Traité de commerce et de navigation	Allemagne et Lithuanie	400 661
7 nov.	Prague	Conv. concernant le règlement des créances et dettes mutuelles, nées avant le 26 févr. 1919, en anciennes couronnes austro-hongroises, entre les créanciers ou les débiteurs serbes, croates et slovènes et tchécoslovaques	Tchécoslovaquie et Yougoslavie	325 609
8 nov.	Budapest	Conv. de commerce et de navigation	Hongrie et Suède	326 609
10 nov.	Berlin	Conv. destinée à mettre fin aux différends financiers existant entre l'Allemagne et la Roumanie	Allemagne et Roumanie	401 662
14 nov.	Prague	Conv. concernant le règlement des questions découlant de la délimitation de la frontière	Hongrie et Tchécoslovaquie	402 662
16 nov.	Prague	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Tchécoslovaquie	100 319
30 nov.	Varsovie	Traité de conciliation et d'arbitrage	Hongrie et Pologne	101 320

1928 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
3 déc.	Helsinki	Protocole portant modification à la Conv. d'arbitrage et de conciliation conclue le 14 mars 1925	Allemagne et Finlande	102 323
3 déc.	Madrid	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Pologne	103 326
7 déc.	Tallinn	Traité de commerce et de navigation	Allemagne et Estonie	403 663
9 déc.	Ankara	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Suisse et Turquie	104 330
11 déc.	Varsovie	Traité de commerce	Autriche et Estonie	404 664
12 déc.	Prague	Traité concernant la réglementation des questions juridiques relatives à la frontière décrite par l'art. 27, al. 6, du Traité de Saint-Germain	Autriche et Tchécoslovaquie	405 665
12 déc.	Budapest	Traité de conciliation et d'arbitrage	Finlande et Hongrie	105 334
27 déc.	Madrid	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Norvège	106 335
1929.				
5 janv.	Budapest	Traité de neutralité, de conciliation et d'arbitrage	Hongrie et Turquie	107 339
17 févr.	Téhéran	Traité d'amitié	Allemagne et Iran ¹	406 666
6 mars	Ankara	Traité de neutralité, de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Bulgarie et Turquie	108 341
11 mars	Athènes	Conv. de commerce, de navigation et d'établissement	France et Grèce	327 610
15 mars	Paris	Conv. de commerce	Estonie et France	328 610
27 mars	Belgrade	Pacte d'amitié, de conciliation et de règlement judiciaire	Grèce et Yougoslavie	109 346
28 mars	La Haye	Traité de commerce et de navigation	Autriche et Pays-Bas	329 611

¹ Par décision du Gouvernement de Téhéran, et à dater du 21 mars 1935, les dénominations de « Perse » et de « persan » sont abolies et remplacées par « Iran » et « iranien ». Le changement de dénomination a été porté à la connaissance du Greffe par une communication du Secrétaire général de la Société des Nations en date du 20 mars 1935.

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

337

1929 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
20 avril	Genève	Conv. internationale pour la répression du faux-monnayage	(Traité collectif)	207 523
23 avril	Prague	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règle- ment judiciaire	Belgique et Tchécoslova- quie	110 354
25 avril	Berlin	Protocole modifiant la Conv. d'arbitrage du 29 août 1924	Allemagne et Suède	111 362
29 avril	Tallinn	Conv. de commerce et de navigation	Estonie et Hongrie	407 667
10 mai	Téhéran	Traité d'amitié	France et Iran.	E 12 507 386
16 mai	Ankara	Traité d'arbitrage et de conciliation	Allemagne et Turquie	112 365
16 mai	Budapest	Conv. de commerce et de navigation	Hongrie et Lithuanie	408 667
21 mai	Belgrade	Acte général de conci- liation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Roumanie, Tchécoslova- quie et Yougoslavie	113 369
23 mai	Téhéran	Traité d'amitié	Belgique et Iran	409 668
27 mai	Téhéran	Traité d'amitié	Iran et Suède	410 670
30 mai	La Paz	Traité de commerce	Bolivie et Pays-Bas	330 611
8 juin	Prague	Pacte d'amitié, de con- ciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Grèce et Tchécoslovaquie	114 373
10 juin	Madrid	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Hongrie	115 375
10 juin	Rome	Conv. d'établissement et de commerce	Albanie et Suisse	331 612
15 juin	Paris	Protocole relatif à des amendements aux art. 3, 5, 7, 15, 34, 37, 41, 42, et aux clauses finales de la Conv. sur la na- vigation aérienne du 13 oct. 1919	(Traité collectif)	E 10 450 306
17 juin	Oslo	Conv. de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Italie et Norvège	116 378
21 juin	Genève	Conv. concernant l'indi- cation du poids sur les gros colis transportés par bateau	(Traité collectif)	208 524

1929 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
21 juin	Genève	Conv. concernant la protection des travailleurs occupés au chargement ou au déchargement des bateaux contre les accidents	(Traité collectif)	209 524
25 juin	Athènes	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Belgique et Grèce	117 383
8 juill.	Berne	Conv. de commerce	France et Suisse	411 671
9 juill.	Tallinn	Conv. de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Estonie et Tchécoslovaquie	118 385
10 juill.	Paris	Traité d'arbitrage	Espagne et France	E 11 476 276
22 juill.	Budapest	Traité de conciliation et d'arbitrage	Bulgarie et Hongrie	119 387
15 août	Luxembourg	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Luxembourg et Portugal	120 389
26 août	Copenhague	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Islande	121 389
26 août	Berne	Traité de commerce	Union économique belgo-luxembourgeoise et Suisse	412 672
9 sept.	Genève	Conv. de règlement pacifique de tous les différends internationaux	Norvège et Tchécoslovaquie	122 392
11 sept.	Genève	Traité d'arbitrage et de conciliation	Allemagne et Luxembourg	123 393
14 sept.	Genève	Protocole relatif à la revision du Statut de la Cour	(Traité collectif)	6 24
14 sept.	Genève	Amendements au Statut de la Cour	—	7 26
14 sept.	Genève	Protocole relatif à l'adhésion des É.-U. d'Amérique au Protocole de signature du Statut de la Cour	(Traité collectif)	8 27
14 sept.	Genève	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Pays-Bas et Tchécoslovaquie	124 398

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

339

1929 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
16 sept.	Genève	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Luxembourg et Suisse	125 399
17 sept.	Genève	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Luxembourg et Pays-Bas	126 403
18 sept.	Genève	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règle- ment judiciaire	Luxembourg et Tchéco- slovaquie	127 403
20 sept.	Genève	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Suisse et Tchécoslovaquie	128 404
2 oct.	Prague	Conv. de règlement ju- diciaire, d'arbitrage et de conciliation	Finlande et Tchécoslova- quie	129 408
16 oct.	Rome	Traité de commerce et de navigation	Italie et Panama	E 10 473 320
2 nov.	Hambourg	Décision relative à l'exé- cution des art. 363-364 du Traité de Versailles, et annexes	Allemagne et Tchécoslo- vaquie	332 612
6 nov.	Paris	Conv. commerciale	Cuba et France	E 8 424 470
27 nov.	Tallinn	Traité de conciliation et d'arbitrage	Estonie et Hongrie	130 409
9 déc.	Oslo	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règle- ment judiciaire	Norvège et Pologne	131 410
18 déc.	Genève	Protocole des négocia- tions (régularisation du Rhin entre Stras- bourg/Kehl et Istein)	Allemagne, France et Suisse	333 613
27 déc.	Vienne	Accord concernant le paiement des réclama- tions des ressortissants hellènes relatives aux dommages subis pen- dant la période de neu- tralité de la Grèce	Autriche et Grèce	334 614
31 déc.	Varsovie	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Bulgarie et Pologne	132 414
1930. 13 janv.	Moscou	Traité d'amitié	Iran et Lithuanie	E 9 442 334

340 ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

1930 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
14 janv.	La Haye	Accord relatif à la libération des biens, droits et intérêts des ressortissants allemands grevés du privilège établi en vertu du Traité de Versailles	Allemagne et Canada	413 673
18 janv.	La Haye	Conv. pour le règlement définitif des questions résultant des Sections III et IV de la Partie X du Traité de Saint-Germain	Autriche et Belgique	414 674
20 janv.	La Haye	Accord relatif au règlement complet et définitif du problème des réparations	Union sud-africaine, Allemagne, Australie, Belgique, Canada, France, Grande-Bretagne, Grèce, Inde, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	335 614
20 janv.	La Haye	Déclaration (annexe 1 à l'Accord du 20 janv. 1930)	Allemagne	336 617
20 janv.	La Haye	Accord relatif à l'acquittement définitif des obligations financières de l'Autriche	Union sud-africaine, Australie, Autriche, Belgique, Canada, France, Grande-Bretagne, Grèce, Inde, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	337 617
20 janv.	La Haye	Accord concernant le règlement des réparations bulgares	Union sud-africaine, Australie, Belgique, Bulgarie, Canada, France, Grande-Bretagne, Grèce, Inde, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	338 618
20 janv.	La Haye	Conv. concernant la Banque des Règlements internationaux	Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Suisse	339 619
22 janv.	Luxembourg	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Luxembourg et Roumanie	133 417
22 janv.	La Haye	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Pays-Bas et Roumanie	134 419

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

341

1930 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
23 janv.	Athènes	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Grèce	135 420
3 févr.	Paris	Traité d'amitié, de conciliation et d'arbi- trage	France et Turquie	136 421
6 févr.	Rome	Traité d'amitié, de conciliation et de règle- ment judiciaire	Autriche et Italie	137 424
13 févr. 18 févr.	Le Cap Lourenço- Marques	Accord commercial entre le Haut-Commis- saire pour l'Afrique du Sud et le gouverneur général de Mozambique réglant les relations commerciales entre Swaziland, etc., et Mozambique	Grande-Bretagne et Por- tugal	415 674
14 févr.	Madrid	Conv. relative à la navi- gation aérienne	Espagne et Pays-Bas	E 10 460 311
28 févr.	Riga	Traité d'arbitrage	Danemark et Lettonie	138 428
8 mars	Prague	Conv. de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Lithuanie et Tchécoslova- quie	139 430
12 mars	Téhéran	Traité d'amitié	Iran et Pays-Bas	416 675
25 mars	Belgrade	Conv. de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Belgique et Yougoslavie	140 430
10 avril	Varsovie	Conv. de commerce et de navigation	Grèce et Pologne	340 619
12 avril	La Haye	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Pays-Bas et Pologne	141 432
12 avril	La Haye	Conv. concernant cer- taines questions rela- tives aux conflits de loi sur la nationalité	(Traité collectif)	210 525
12 avril	La Haye	Protocole relatif aux obligations militaires dans certains cas de double nationalité	(Traité collectif)	211 526
12 avril	La Haye	Protocole relatif à un cas d'apatridie	(Traité collectif)	212 527

1930 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
12 avril	La Haye	Protocole spécial relatif à l'apatridie	(Traité collectif)	213 527
28 avril	Paris	Accord (n° I)	Union sud-africaine, Aus- tralie, Belgique, Canada, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Inde, Italie, Japon, Nouvelle- Zélande, Pologne, Portu- gal, Roumanie, Tchéco- slovaquie, Yougoslavie	417 677
28 avril	Paris	Accord (n° II)	<i>Idem</i>	341 620
28 avril	Paris	Accord (n° III)	<i>Idem</i>	342 621
28 avril	Paris	Accord (n° IV)	France, Grande-Bretagne, Italie, Roumanie, Tchéco- slovaquie, Yougoslavie	418 678
28 avril	Paris	Accord relatif à la Fon- dation Gojdu	Hongrie et Roumanie	343 622
28 avril	Ankara	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Turquie	142 435
28 avril	Paris	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Finlande et France	143 437
5 mai	Athènes	Traité de conciliation et d'arbitrage	Grèce et Hongrie	144 442
12 mai	Dublin	Traité de commerce et de navigation	Allemagne et Irlande	E 9 443 335
23 mai	Bruxelles	Conv. pour l'établisse- ment et l'exploitation d'une ligne aérienne Belgique-France-Congo	Belgique et France	E 9 437 329
26 mai	La Haye	Traité de commerce	Pays-Bas et Suisse	344 622
28 mai	Belgrade	Traité de commerce et de navigation	Pays-Bas et Yougoslavie	345 623
3 juin	Athènes	Conv. de commerce	Grèce et Hongrie	346 623
20 juin	Bucarest	Conv. relative à l'éta- blissement et à l'ex- ploitation des lignes régulières de transport aérien	Roumanie et Tchécoslo- vaquie	E 12 503 378
21 juin	Kaunas	Traité de commerce et de navigation	Danemark et Lituanie	E 9 347 623
23 juin	Varsovie	Conv. de commerce et de navigation	Pologne et Roumanie	E 10 461 311

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

343

1930 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
				E 10
23 juin	Varsovie	Conv. vétérinaire annexée à la Conv. de commerce et de navigation	Pologne et Roumanie	462 312
26 juin	Vienne	Traité d'amitié, de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Autriche et Grèce	145 442
27 juin	Tingvellir	Conv. concernant la procédure pour le règlement des différends	Danemark et Islande	146 444
27 juin	Tingvellir	Conv. concernant le règlement pacifique des différends	Finlande et Islande	147 446
27 juin	Tingvellir	<i>Idem</i>	Islande et Norvège	148 447
27 juin	Tingvellir	<i>Idem</i>	Islande et Suède	149 449
27 juin	Štrbské Pleso	Traité de commerce et de navigation	Roumanie et Tchécoslovaquie	348 624
28 juin	Genève	Conv. concernant la réglementation de la durée du travail dans le commerce et dans les bureaux	(Traité collectif)	214 528
28 juin	Genève	Conv. concernant le travail forcé ou obligatoire	(Traité collectif)	215 528
				E 9
8 juill.	Bucarest	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Belgique et Roumanie	430 308
				E 13
15 juill.	Prague	Conv. concernant le règlement des questions découlant de la délimitation de la frontière entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie	Roumanie et Tchécoslovaquie	528 330
26 juill.	Lisbonne	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Norvège et Portugal	150 450
				E 8
2 août	Varsovie	Conv. relative à l'exploitation des lignes aériennes commerciales	France et Pologne	425 470
6 août	Londres	Traité de commerce et de navigation	Grande-Bretagne et Roumanie	349 625
13 août	Riga	Traité de conciliation et d'arbitrage	Hongrie et Lettonie	151 455
				E 13
27 août	Paris	Conv. d'établissement	France et Roumanie	523 323

344 ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

1930 (suite).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
24 sept.	Genève	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Belgique et Lituanie	152 455
1 ^{er} oct.	Oslo	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Autriche et Norvège	153 456
30 oct.	Ankara	Traité d'amitié, de neutralité, de conciliation et d'arbitrage	Grèce et Turquie	154 457
24 nov.	Kaunas	Traité de conciliation et d'arbitrage	Lettonie et Lituanie	155 462
8 déc.	Belgrade	Conv. concernant l'application et l'exécution de quelques dispositions de l'Accord général de La Haye entre l'Autriche et les États créanciers conclu le 20 janv. 1930	Autriche et Yougoslavie	419 678
1931.				
26 janv.	Vienne	Traité de conciliation et d'arbitrage	Autriche et Hongrie	156 464
11 mars	La Haye	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Pays-Bas et Yougoslavie	157 466
17 mars	Ankara	Conv. de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Tchécoslovaquie et Turquie	158 467
27 mars	La Haye	Protocole pour reconnaître à la Cour la compétence d'interpréter les conventions de La Haye de droit international privé	Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Pays-Bas, Yougoslavie	216 529
30 mars	La Haye	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Pays-Bas	159 471
11 avril	Tallinn	Conv. de commerce et de navigation	Estonie et Finlande	420 679
17 avril	Athènes	Conv. concernant les services de transport aérien	Grande-Bretagne et Grèce	350 625
18 avril	Ankara	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Belgique et Turquie	160 475

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

345

1931 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
28 avril	Riga	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Italie et Lettonie	161 478
21 mai	Genève	Conv. portant création d'une Société internationale de crédit hypothécaire agricole	(Traité collectif)	217 530
28 mai	Tokio	Traité d'amitié et de commerce	Siam et Suisse	351 626
5 juin	Athènes	Conv. pour l'établissement de lignes de navigation aérienne	France et Grèce	E 9 438 330
18 juin	Genève	Conv. limitant la durée du travail dans les mines de charbon	(Traité collectif)	218 531
23 juin	Sofia	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Belgique et Bulgarie	E 10 444 278
26 juin	Sofia	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Bulgarie et Espagne	E 13 508 296
13 juill.	Genève	Conv. pour limiter la fabrication et régler la distribution des stupéfiants	(Traité collectif)	219 532
31 juill.	Tirana	Traité de commerce et de navigation	Albanie et Grande-Bretagne	352 626
11 août	Londres	Protocole concernant l'Allemagne relatif à la suspension de certaines dettes intergouvernementales	Union sud-africaine, Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Grande-Bretagne, Grèce, Inde, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchécoslovaquie	353 627
11 août	Bucarest	Conv. de commerce et de navigation	Grèce et Roumanie	E 8 426 471
11 août	Bucarest	Conv. d'établissement	Grèce et Roumanie	E 8 427 471
12 août	Sinaïa	Conv. d'établissement, de commerce et de navigation	Hongrie et Roumanie	E 14 539 316
21 août	Berne	Conv. relative à l'établissement en Suisse du fonds agraire	France, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Suisse	354 627
21 août	Berne	Conv. relative à l'établissement en Suisse du fonds spécial	France, Grande-Bretagne, Italie, Roumanie, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	355 628

1931 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N ^{os} , Pages.
22 août	Vienne	Conv. d'établissement, de commerce et de navigation	Autriche et Roumanie	356 628
				E 8
3 oct.	Moscou	Traité d'amitié	Estonie et Iran	428 474
				E 9
7 oct.	Bucarest	Conv. d'établissement, de commerce et de navigation	Roumanie et Suède	439 330
31 oct.	Copenhague	Traité de commerce et de navigation	Danemark et Pays-Bas	357 629
9 nov.	La Paz	Traité de commerce	Bolivie et Danemark	358 629
26 nov.	Sofia	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Bulgarie et Norvège	422 456
				E 10
12 déc.	Moscou	Traité d'amitié	Finlande et Iran	474 320
				E 9
1932. 4 janv.	Varsovie	Traité d'amitié, de conciliation et d'arbitrage	Grèce et Pologne	431 312
				E 8
12 févr.	Genève	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Luxembourg et Norvège	423 463
				E 10
27 févr.	Madrid	Conv. générale de navigation aérienne	Belgique et Espagne	463 312
				E 10
27 févr.	Madrid	Arrangement concernant la création et l'exploitation de lignes aériennes passant au-dessus de leurs territoires respectifs	Belgique et Espagne	464 313
				E 10
8 mars	Genève	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Danemark et Turquie	445 284
				E 10
8 avril	Madrid	Conv. relative à la navigation aérienne	Espagne et Suède	465 313
				E 11
15 avril	Luxembourg	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Italie et Luxembourg	477 281
				E 10
16 avril	Genève	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Pays-Bas et Turquie	446 288

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

347

1932 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N ^{os} . Pages.
27 avril	Genève	Conv. concernant la protection des travailleurs occupés au chargement et au déchargement des bateaux contre les accidents (révisée en 1932)	(Traité collectif)	E 9 434 328
30 avril	Genève	Conv. concernant l'âge d'admission des enfants aux travaux non industriels	(Traité collectif)	E 9 435 328
30 mai	Bagdad	Déclaration faite par l'Irak à l'occasion de l'extinction du régime mandataire	Irak	E 9 440 331
28 juin	Semmering	Accord relatif à la constitution des services spéciaux aux Portes-de-Fer	Commission int. du Danube, Roumanie, Yougoslavie	E 11 487 299
2 juill.	Washington	Traité de commerce et de navigation	Panama et Pays-Bas	E 9 441 331
5 juill.	Rome	Conv. concernant la navigation aérienne	Hongrie et Italie	E 11 488 299
16 juill.	Vienne	Conv. relative à la navigation aérienne	Autriche et Grande-Bretagne	E 10 466 314
6 déc.	Lisbonne	Conv. de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Portugal et Suède	E 10 447 293
1933.				E 11
3 janv.	Rome	Conv. sur la reconnaissance et l'exécution de décisions judiciaires	Italie et Suisse	489 300
16 janv.	Ankara	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Norvège et Turquie	E 9 432 318
20 févr.	Genève	Conv. d'établissement et de travail	Belgique et Pays-Bas	E 13 524 323
23 mars	La Haye	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Norvège et Pays-Bas	E 9 433 323
5 avril	La Haye	Traité d'arbitrage, de règlement judiciaire et de conciliation	Pays-Bas et Venezuela	E 10 448 296

1933 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
13 avril	Athènes	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règle- ment judiciaire	Danemark et Grèce	E 11 478 284
19 avril	La Haye	Traité de règlement ju- diciaire, d'arbitrage et de conciliation	Japon et Pays-Bas	E 10 449 300
24 avril	Londres	Accord commercial	Danemark et Grande- Bretagne	E 10 467 315
27 avril	Berlin	Traité modifiant le Traité de douane et de crédit conclu le 26 nov. 1925	Allemagne et Pays-Bas	E 11 496 308
1 ^{er} mai	Londres	Conv. commerciale	Argentine et Grande- Bretagne	E 10 468 315
15 mai	Londres	Accord commercial	Grande-Bretagne et Norvège	E 10 469 316
15 mai	Londres	Accord commercial	Grande-Bretagne et Suède	E 10 470 316
19 mai	Londres	Accord commercial	Grande-Bretagne et Islande	E 10 471 317
29 juin	Genève	Conv. concernant les bureaux de placement payants	(Traité collectif)	E 10 453 308
29 juin	Genève	Conv. concernant l'as- surance-vieillesse obli- gatoire des salariés des entreprises industrielles et commerciales, des professions libérales, ainsi que des travail- leurs à domicile et des gens de maison	(Traité collectif)	E 10 454 309
29 juin	Genève	Conv. concernant l'as- surance-vieillesse obli- gatoire des salariés des entreprises agricoles	(Traité collectif)	E 10 455 309
29 juin	Genève	Conv. concernant l'as- surance-invalidité obli- gatoire des salariés des entreprises industrielles et commerciales, des professions libérales, ainsi que des travail- leurs à domicile et des gens de maison	(Traité collectif)	E 10 456 309

1933 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N ^{os} . Pages.
29 juin	Genève	Conv. concernant l'assurance-invalidité obligatoire des salariés des entreprises agricoles	(Traité collectif)	E 10 457 310
29 juin	Genève	Conv. concernant l'assurance-décès obligatoire des salariés des entreprises industrielles et commerciales, des professions libérales, ainsi que des travailleurs à domicile et des gens de maison	(Traité collectif)	E 10 458 310
29 juin	Genève	Conv. concernant l'assurance-décès obligatoire des salariés des entreprises agricoles	(Traité collectif)	E 10 459 310
19 juill.	Bucarest	Conv. d'établissement	Roumanie et Suisse	E 12 504 378
29 sept.	Helsingfors	Accord commercial	Finlande et Grande-Bretagne	E 10 472 317
5-11 oct.	Genève	Conv. pour faciliter la circulation internationale des films ayant un caractère éducatif	(Traité collectif)	E 10 452 308
11 oct.	Genève	Conv. internationale pour la répression de la traite des femmes majeures	(Traité collectif)	E 10 451 307
11 oct.	Genève	Conv. de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Lettonie et Tchécoslovaquie	E 11 479 290
13 oct.	Londres	Conv. concernant la suppression de l'importation illicite des boissons alcooliques en Finlande	Finlande et Grande-Bretagne	E 10 475 322
17 oct.	Ankara	Traité d'amitié, de non-agression, d'arbitrage et de conciliation	Roumanie et Turquie	E 13 509 301
27 nov.	Belgrade	Traité d'amitié et de non-agression, de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Turquie et Yougoslavie	E 13 510 304
19 déc.	La Haye	Traité d'arbitrage, de règlement judiciaire et de conciliation	Danemark et Venezuela	E 13 511 310

1934.	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
				E 13
20 févr.	Téhéran	Traité d'amitié, d'établissement et de commerce	Danemark et Iran	525 323
				E 13
25 avril	Berne	Traité d'amitié	Iran et Suisse	526 325
				E 13
26 avril	Rome	Conv. internationale pour l'unification des méthodes de prélèvement des échantillons et d'analyse des fromages	(Traité collectif)	512 318
				E 11
24 mai	Rio-de-Janeiro	Protocole de paix, d'amitié et de coopération	Colombie et Pérou	490 300
				E 11
19 juin	Genève	Conv. (révisée) concernant le travail de nuit des femmes (1934)	(Traité collectif)	480 296
				E 11
21 juin	Genève	Conv. concernant la durée du travail dans les verreries à vitres automatiques	(Traité collectif)	481 296
				E 11
21 juin	Genève	Conv. (révisée) concernant la réparation des maladies professionnelles (1934)	(Traité collectif)	482 296
				E 11
23 juin	Genève	Conv. assurant aux chômeurs involontaires des indemnités ou des allocations	(Traité collectif)	483 296
				E 11
6 juill.	Londres	Accord commercial	Grande-Bretagne et Lituanie	491 302
				E 11
11 juill.	Londres	Accord complémentaire au Traité de commerce et de navigation du 18 janv. 1926	Estonie et Grande-Bretagne	492 302
				E 11
17 juill.	Londres	Accord commercial	Grande-Bretagne et Lettonie	493 303
				E 11
24 nov.	Genève	(Résolution de l'Assemblée de la S. d. N.: affaire du Chaco)		494 303
				E 11
1935.				E 11
20 févr.	Genève	Conv. internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux	(Traité collectif)	484 297

1935 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
20 févr.	Genève	Conv. internationale concernant le transit des animaux, des vian- des et des autres pro- duits d'origine animale	(Traité collectif)	E 11 485 297
20 févr.	Genève	Conv. internationale concernant l'exporta- tion et l'importation de produits d'origine ani- male (autres que les viandes, les prépara- tions de viande, les pro- duits animaux frais, le lait et les dérivés du lait)	(Traité collectif)	E 11 486 298
27 févr.	Londres	Accord commercial	Royaume-Uni et Pologne	E 12 505 378
13 mai	La Haye	Traité d'arbitrage, de règlement judiciaire et de conciliation	Norvège et Venezuela	E 12 497 370
20 mai	Tallinn	Conv. concernant la na- vigation aérienne	Estonie et Suède	E 13 527 326
12 juin	Buenos-Ayres	Protocole	Bolivie et Paraguay	E 11 495 305
18 juin	Berne	Conv. provisoire réglant la circulation aérienne	Hongrie et Suisse	E 13 529 331
21 juin	Genève	Conv. concernant l'em- ploi des femmes aux travaux souterrains dans les mines de toutes catégories	(Traité collectif)	E 12 498 376
21 juin	Genève	Conv. (révisée) limi- tant la durée du tra- vail dans les mines de charbon	(Traité collectif)	E 12 499 376
22 juin	Genève	Conv. concernant la réduction de la durée du travail à quarante heures par semaine	(Traité collectif)	E 12 500 376
22 juin	Genève	Conv. concernant l'éta- blissement d'un régime international de conser- vation des droits dans l'assurance invalidité- vieillesse-décès	(Traité collectif)	E 12 501 377

1935 (suite).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
25 juin	Genève	Conv. concernant la réduction de la durée du travail dans les verreries à bouteilles	(Traité collectif)	E 12 502 377
2 oct.	Buenos-Ayres	Résolution concernant les responsabilités découlant de la guerre du Chaco	Bolivie et Paraguay	E 12 506 379
10 oct.	Londres	Renouvellement de la Conv. d'arbitrage du 25 oct. 1905	Royaume-Uni, Australie, Canada et Nouvelle-Zélande, et Islande	E 12 56 349
7 déc.	Sofia	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Bulgarie et Danemark	E 14 530 300
14 déc.	Belgrade	<i>Idem</i>	Danemark et Yougoslavie	E 14 531 306
1936.				E 14
27 janv.	Oslo	Traité de conciliation	Chili et Norvège	540 316
20 juin	Genève	Conv. concernant la réglementation de certains systèmes particuliers de recrutement des travailleurs	(Traité collectif)	E 13 513 319
23 juin	Genève	Conv. concernant la réduction de la durée du travail dans les travaux publics	(Traité collectif)	E 13 514 319
24 juin	Genève	Conv. concernant les congés annuels payés	(Traité collectif)	E 13 515 319
26 juin	Genève	Conv. pour la répression du trafic illicite des drogues nuisibles	(Traité collectif)	E 13 516 319
12 sept.	Helsinki	Conv. concernant la navigation aérienne	Estonie et Finlande	E 14 537 313
23 sept.	Genève	Conv. internationale concernant l'emploi de la radiodiffusion dans l'intérêt de la paix	(Traité collectif)	E 14 532 310
24 oct.	Genève	Conv. concernant le minimum de capacité professionnelle des capitaines et officiers de la marine marchande	(Traité collectif)	E 13 517 320

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

353

1936 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
24 oct.	Genève	Conv. concernant les congés annuels payés des marins	(Traité collectif)	E 13 518 321
24 oct.	Genève	Conv. concernant les obligations de l'armateur en cas de maladie, d'accident ou de décès des gens de mer	(Traité collectif)	E 13 519 321
24 oct.	Genève	Conv. concernant l'assurance-maladie des gens de mer	(Traité collectif)	E 13 520 321
24 oct.	Genève	Conv. concernant la durée du travail à bord des navires et les effectifs	(Traité collectif)	E 13 521 321
24 oct.	Genève	Conv. fixant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime (révisée en 1936)	(Traité collectif)	E 13 522 322
1937.				E 14
22 juin	Genève	Conv. fixant l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels (révisée en 1937)	(Traité collectif)	533 311
22 juin	Genève	Conv. concernant l'âge d'admission des enfants aux travaux non industriels (révisée en 1937)	(Traité collectif)	E 14 534 311
22 juin	Genève	Conv. concernant la réduction de la durée du travail dans l'industrie textile	(Traité collectif)	E 14 535 311
23 juin	Genève	Conv. concernant les prescriptions de sécurité dans l'industrie du bâtiment	(Traité collectif)	E 14 536 312
5 nov.	Stockholm	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Siam et Suède	E 14 538 313

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<i>Introduction</i>	7

CHAPITRE PREMIER

DE LA COUR ET DU GREFFE

I. — DE LA COUR.

1. — Composition de la Cour	9
2. — Préséance, Présidence et Vice-Présidence	10
Liste des Juges	10
3. — Biographie des membres de la Cour	11
4. — Des Juges « ad hoc »	11
Liste des candidats juges	11
Juges <i>ad hoc</i> dans les affaires traitées	16
5. — Chambres spéciales (Chambre pour les litiges de travail, Chambre pour les litiges de communications et de tran- sit, Chambre de procédure sommaire)	18
6. — Assesseurs	19
7. — Experts	19

II. — DU GREFFIER.

Titulaire du poste	20
Greffier-adjoint	20

III. — DU GREFFE.

Liste des fonctionnaires	20
Instructions pour le Greffe	22
Le Tribunal administratif de la S. d. N.	40

IV. — PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DIPLOMATIQUES DES JUGES ET DES FONCTIONNAIRES DU GREFFE	40
--	----

V. — LOCAUX ET BIBLIOTHÈQUE.

Bibliothèque	40
------------------------	----

VI. — COMMUNICATIONS POSTALES, ETC.	40
---	----

CHAPITRE II

DU STATUT ET DU RÈGLEMENT

I. — Le Statut :	
Signatures et ratifications du Protocole de signature de 1920	43
Protocole de revision de 1929, et entrée en vigueur du Statut révisé.	43
II. — Le Règlement	44

CHAPITRE III

DE LA COMPÉTENCE DE LA COUR

I. — COMPÉTENCE EN MATIÈRE CONTENTIEUSE.

I. — Compétence <i>ratione materiae</i> :	
En vertu d'un compromis	45
Liste des affaires introduites par compromis	45
En vertu d'un traité ou d'une convention	46
En vertu de la Disposition facultative	49
Texte de la Disposition	49
Liste (avec tableau) des États signataires, des États liés, etc. 1922	50
En vertu de la résolution du Conseil de la S. d. N. du 17 mai 1922	55
L'Acte général de 1928	55
Affaires soumises par requête unilatérale	56
Liste des affaires soumises par requête unilatérale	56
Compétence comme instance de recours	58
Mesures conservatoires	58
Compétence en matière de compétence	58
Interprétation d'un arrêt	59
2. — Compétence <i>ratione personæ</i>	60
A. — Membres de la S. d. N.	60
B. — États mentionnés à l'annexe au Pacte	61
Les États-Unis d'Amérique	62
C. — Autres États auxquels la Cour est ouverte	62
Monaco	62
3. — Des voies de communication avec les gouvernements	63

II. — COMPÉTENCE EN MATIÈRE CONSULTATIVE.

Requêtes du Conseil <i>proprio motu</i>	67
Autres requêtes	67

	Pages
Procédure pour le vote des demandes d'avis	69
Résolution de l'Assemblée (10 oct. 1936)	69
« Comité pour l'amendement du Pacte de la S. d. N. en vue de le mettre en harmonie avec le Pacte de Paris » . . .	69

III. — AUTRES ACTIVITÉS.

Tâches spéciales confiées à la Cour ou à son Président . . .	70
<i>a)</i> Nominations d'arbitres ou d'experts, etc., par la Cour . .	70
<i>b)</i> » » » » » » le Président	71
Requêtes de personnes privées contre un gouvernement . . .	72

CHAPITRE IV

SESSIONS ET DÉCISIONS DE LA COUR ;
RÔLE GÉNÉRAL

Contenu du chapitre	73
Dates des sessions tenues par la Cour	75
Liste des arrêts, ordonnances et avis (avec sommaire) . . .	76
Ordonnances de la Cour (1 ^{er} juillet 1937 — 15 juin 1938) :	
I. — Index chronologique	92
II. — » analytique	94
Rôle général de la Cour (nouvelles inscriptions)	100

CHAPITRE V

ARRÊTS, ORDONNANCES ET AVIS CONSULTATIFS

A/B 71. Affaire des phares en Crète et à Samos (<i>Arrêt du 8 oct. 1937</i>)	107
A/B 72. Affaire Borchgrave (exceptions préliminaires) (<i>Arrêt du 6 nov. 1937</i>)	112
A/B 74. Affaire des phosphates du Maroc (exceptions prélimi- naires) (<i>Arrêt du 14 juin 1938</i>)	115

CHAPITRE VI

DÉCISIONS DE LA COUR

PORTANT APPLICATION DU STATUT ET DU RÈGLEMENT
(15 JUIN 1933 — 15 JUIN 1938).

Contenu du chapitre	121
-------------------------------	-----

Première Partie :

	Pages
SECTION I. Statut : Procédure contentieuse	123
» II. » : Procédure consultative	158
» III. Autres activités	158

Deuxième Partie :

SECTION A. Index analytique du chapitre VI	161
SECTION B. Index des articles du Statut	178
SECTION C. Index des articles du Règlement	181

CHAPITRE VII

PUBLICATIONS DE LA COUR

Séries des publications et catalogues	185
Nouvelles publications parues	185
Édition allemande	186
Tableau des publications (par années et par séries).	187

CHAPITRE VIII

FINANCES DE LA COUR

1. — RÈGLES POUR LA GESTION DES FINANCES

A. — Bases et historique.	189
B. — Le Règlement financier	189
Paiements au budget de la Société effectués par les États non Membres	189
C. — Autres règles :	
1) Membres de la Cour	191
2) Greffier de la Cour	191
Traitement du Greffier	192
D. — Mesures spéciales :	
1) Budget de 1937	192
2) » » 1938	193
3) Prévisions budgétaires pour 1939	195

2. — COMPTABILITÉ ANNUELLE

Exercice 1937. — 1. Budget	196
2. Comptes	196

	Pages
Exercice 1937. — 3. Résumé de l'actif et du passif au 31 décembre 1937	197
Exercice 1938. — I. Budget	198
» 1939. — I. Prévisions budgétaires	199

CHAPITRE IX

LISTE BIBLIOGRAPHIQUE DES PUBLICATIONS RELATIVES A LA COUR

(La table des matières du chapitre IX figure aux pages 202-203.)

Index des noms d'auteurs et des noms cités de la Liste . . .	231
» » matières de la Liste	257

CHAPITRE X

SEPTIÈME ADDENDUM A LA QUATRIÈME ÉDITION DE LA COLLECTION DES TEXTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

Introduction	271
------------------------	-----

Section I.

<i>Modifications et additions aux textes cités dans la quatrième édition de la Collection et dans les premier, deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième addenda</i>	273
Tableau des États ayant souscrit à la Disposition facultative	276

Section II.

<i>Actes régissant la compétence de la Cour parvenus à la connaissance du Greffe depuis le 15 juin 1937</i>	299
PREMIÈRE PARTIE. — Textes constitutionnels fixant la compétence de la Cour. (<i>Pas d'actes nouveaux.</i>)	
DEUXIÈME PARTIE. — Actes ayant pour objet le règlement pacifique des différends et visant la compétence de la Cour :	
<i>Section A</i> : Actes collectifs. (<i>Pas d'actes nouveaux.</i>)	
<i>Section B</i> : Autres actes	300
TROISIÈME PARTIE. — Actes divers prévoyant la compétence de la Cour :	
<i>Section A</i> : Actes collectifs	310
<i>Section B</i> : Autres actes	313

Pages

QUATRIÈME PARTIE. — Actes conférant à la Cour ou à son Président une fonction extrajudiciaire :	
Section A : Nomination par la Cour. (<i>Pas d'actes nouveaux.</i>)	
Section B : Nomination par le Président (le Vice-Président ou le juge le plus âgé)	316
Liste par ordre chronologique des actes (déjà entrés en vigueur ou simplement signés) régissant la compétence de la Cour . .	317

SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS A. W. SIJTHOFF, LEYDE (Hollande)

Dépositaires généraux des publications de la Cour permanente de Justice internationale :

- ALLEMAGNE, AUTRICHE, ÉTATS DES BALKANS. K. F. Kœhlers Antiquarium, Täubchenweg 21, LEIPZIG.
- ARGENTINE. Libreria « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- BELGIQUE. Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE. Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRÉSIL. Livraria F. Briguiet & Cia., 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- CHILI. Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.
- COSTA-RICA. Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- CUBA. Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK. G. E. C. Gad's Boghandel, Vimmelskaflet 32, COPENHAGUE.
- ÉQUATEUR. Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE. Ruiz Hermanos, Plaza de Santa Ana 13, MADRID (12).
- ÉTATS-UNIS. Columbia University Press, NEW-YORK
- FINLANDE. Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE. Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 5, rue Auguste-Comte, PARIS (6^e).
- GRANDE-BRETAGNE. George Allen & Unwin Ltd, 40, Museumstreet, LONDRES W. C. 1.
- GUATEMALA. J. Humberto Aystas, Libreria Cervantès, 10^a, Calle Oriente n° 5, GUATEMALA.
- HAWAÏ. Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS. Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- HONGRIE. Librairie Grill, Dorotty utca 2, BUDAPEST (V).
- ITALIE. Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti 26-29, ROME.
- JAPON. Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- LETTONIE. Latwijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela 4, RIGA.
- MEXIQUE. Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA. Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- NORVÈGE. Olaf Norli, Universitetsgaten 24, OSLO.
- PÉROU. Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE. Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE. K. F. Kœhlers Antiquarium, Täubchenweg 21, LEIPZIG.
- SUÈDE. C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE. Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE. Librairie F. Topič, 11, Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY. Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO